Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°1 : Finances / Compte financier unique 2025 - Budget principal

Rapporteur : Jérémie BECCIU

Nomenclature ACTES : 7.1

A compter de l'exercice 2025, le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif (CA) et au Compte de Gestion (CG).
Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la lisibilité de l'information financière.

Le CFU 2025 du budget principal, après prise en compte des restes à réaliser, s'établit comme suit :

Budget Principal

NATURE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Recettes	13 167 027,84 €	101 056 918,56 €	114 223 946,40 €
Dépenses	14 022 011,83 €	94 856 330,55 €	108 878 342,38 €
Résultat exercice 2025	**- 854 983,99 €**	**6 200 588,01 €**	**5 345 604,02 €**
Report antérieur	- 1 843 516,91 €	6 318 547,93 €	4 475 031,02 €
Résultat de clôture	**- 2 698 500,90 €**	**12 519 135,94 €**	**9 820 635,04 €**
Restes à réaliser en recettes	2 054 211,23 €	- €	2 054 211,23 €
Restes à réaliser en dépenses	4 712 065,56 €	- €	4 712 065,56 €
Solde restes à réaliser	**- 2 657 854,33 €**	**- €**	- 2 657 854,33 €
Résultat cumulé	**- 5 356 355,23 €**	**12 519 135,94 €**	**7 162 780,71 €**

Vu l'article L1612-12 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le CFU constitue l'arrêté des comptes ;

Vu l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales précisant que dans les séances où le CFU est débattu, le Président peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote ;

Considérant qu'ACCM a choisi d'adopter le CFU à compter de l'exercice 2025 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Étant précisé que Patrick de Carolis, président de la communauté d'agglomération, s'est retiré au moment du vote du compte financier unique.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER le Compte Financier Unique 2025;

2 - ARRÊTER les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus ;

3 - PRENDRE ACTE de l'état des restes à réaliser ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Arles Crau Camargue Montagnette

Note de présentation des comptes financiers uniques 2025

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et à la responsabilité financière des collectivités territoriales.

A cet égard, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif. La forme et le contenu de cette note restent à l'appréciation de la collectivité.

De plus, le décret 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières impose la publication en ligne de cette note explicative de synthèse, afin de garantir une information claire et accessible aux citoyens.

L'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 prévoit la généralisation du Compte Financier Unique au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026, étant précisé que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents.

ACCM a anticipé cette obligation et a décidé d'adopter le CFU pour l'ensemble de ses budgets à partir de l'exercice 2025.

Le CFU constitue donc l'unique document budgétaire et comptable retraçant l'exécution budgétaire d'une collectivité sur un exercice. Il permet une rationalisation de l'information, en évitant les redondances et en approfondissant le travail entre l'ordonnateur et le comptable.

1. Les éléments de contexte

Le début d'année 2025, longtemps marqué par les incertitudes budgétaires de l'Etat, a conduit ACCM à devoir participer à l'effort de redressement des comptes publics à hauteur de plus d'un million d'euros (dispositif DILICO).

Pour ce qui concerne plus particulièrement le budget principal, les relations financières avec les communes membres représentent toujours la part la plus importante de nos dépenses de fonctionnement (environ 42% des dépenses réelles de fonctionnement), ce qui confirme la relative rigidité desdites dépenses.

Malgré ce contexte défavorable, l'effort significatif demandé aux services pour contenir leurs dépenses de fonctionnement a permis de clôturer l'exercice budgétaire avec un solde positif pour le budget principal de 6,20 M€.

Ce résultat positif a été obtenu sans la moindre augmentation des impôts pour lesquels ACCM dispose d'un pouvoir de taux (cotisation foncière des entreprises, taxe foncière sur les propriétés non bâties, taxe d'habitation sur les résidences secondaires, taxe d'enlèvement des ordures ménagères) ou de montant (taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations). Les augmentations constatées des produits fiscaux proviennent d'une augmentation de bases.

Nos importants investissements, présents et à venir, demeurent conditionnés par l'optimisation de notre autofinancement, sachant que les concours financiers de nos principaux partenaires (Etat, Département, Région, AERMC, etc.) sont en baisse, les intéressés étant eux aussi soumis à un cadre budgétaire de plus en plus contraint.

Enfin, pour la deuxième année consécutive, aucun nouvel emprunt n'a été souscrit durant l'exercice.

2. Les projets communautaires par compétences

Les projets se répartissent en 3 axes majeurs que sont le développement et l'attractivité du territoire, l'amélioration du cadre de vie et la solidarité et la cohésion du territoire.

Pour chaque axe, les principales réalisations sont :

A. Développement et attractivité



- Développement économique et aménagement numérique, promotion du tourisme, mobilités et déplacements, conservatoire du Pays d'Arles

Développement économique et aménagement numérique

- ✓ Lancement d'une étude pour la création d'une foncière commerciale et économique
- ✓ Réalisation d'une étude sur le devenir commercial du site de l'hypermarché Auchan (Arles)
- ✓ Candidature à l'appel à projet France 2030 « Pôles territoriaux d'ICC »
- ✓ Fonds d'aide directe aux commerçants et artisans
- ✓ Ouverture du nouveau local de la boutique « La place des Artisans » à Tarascon
- ✓ Accompagnement à l'ouverture de six commerces dans le cadre du dispositif « Mon projet boutique »
- ✓ Démarrage de la maîtrise d'œuvre de requalification de la zone Cap Fourchon à Arles
- ✓ Création du raccordement entre la rue Galilée et la rue Rainard à Arles
- ✓ DECI : études sur l'eau brute ; reprise des réseaux
- ✓ Travaux dans les ZAE : voiries (500 k€) ; éclairage public (300 k€)

Mobilités et déplacements

- ✓ Remplacement de 30 poteaux d'arrêts
- ✓ Finalisation du déploiement des 38 valideurs pour l'Open payment dans les véhicules des lignes régulières (hors scolaires)
- ✓ Création de 3 nouveaux arrêts (Rainard, Patiaire et Artaud)
- ✓ Implantation de 12 nouvelles bornes de réparation vélos
- ✓ Contribution financière au renouvellement de la flotte

Papeteries Etienne

- ✓ Chantier phase 1 : poursuite des travaux de réhabilitation du bâtiment shed et grande halle. Dépollution des terres côté quai de la Gabelle et terrassement de la future esplanade de 5000 m²
- ✓ Poursuite des études de maîtrise d'œuvre sur la 2ème phase du projet visant au développement d'un parc d'activités économiques et la création d'un espace paysager de plein air
- ✓ Mise en place d'une stratégie de promotion et de commercialisation du parc d'activité
- ✓ Candidature au Label régional Parc+
- ✓ Secteur ouest : prorogation de la promesse de vente avec le groupe ICADE relative à la cession d'un foncier d'environ 11 000 m²

B. Amélioration du cadre de vie

- ➢ Gestion des déchets ménagers et assimilés, eau et assainissement, aménagement et protection contre les risques, développement durable, grands contrats partenariaux



Gestion des déchets

- ✓ Mise en conformité des déchetteries et points de tri
- ✓ Acquisition de bennes à ordures ménagères, de bacs roulants, de composteurs et de PAV
- ✓ Participation à la SPL Tri Rhôdanien

Aménagement

- ✓ Canal de la Haute Crau : préparation et lancement des travaux de la phase 2

Rénovation urbaine

- ✓ NPNRU : signature et démarrage concession d'aménagement ACCM/ville/SPL Agate
- ✓ NPNRU : entrée en phase opérationnelle avec les différentes AMO

Développement durable

- ✓ Candidature au programme national Territoire engagé pour la transition écologique (TETE) : vers la signature d'un contrat d'objectif territorial (COT)

Eau et assainissement, pluvial urbain

- ✓ Accompagnement PPI Tarascon : requalification boulevard Gambetta
- ✓ Renouvellement des canalisations principales d'eaux usées d'Arles sur près de 2km entre la Roquette et le rond-point des Allèges (avenue Vissac)
- ✓ Aménagement d'un 3ème réservoir d'eau potable au lieu dit de Margaillan
- ✓ Renouvellement des canalisations AEP et eaux usées sur les hameaux d'Arles
- ✓ Renouvellement des canalisations AEP eaux usées et pluvial sur la commune des Saintes-Maries-de-la-Mer

C. Solidarité et cohésion du territoire

- ➢ Emploi et insertion, politique de la ville, habitat



Emploi et insertion

- ✓ PLIE : accompagnement de 649 personnes dont 508 ont accédé à l'emploi
- ✓ Clauses d'insertions : 86 713 heures d'insertion, 68 marchés « clausés » dont 25 pour ACCM

- ✓ Lancement du label EMPL'ITUDE sur le Pays d'Arles
- ✓ Financement de la mission locale du Delta

Politique de la ville

- ✓ Programmation du Contrat de ville : financement de 364 500 € de subventions
- ✓ Attribution de 48 k€ de subventions en investissement
- ✓ Relance des conseils citoyens et comités d'habitants et de fonds de participation dédiés
- ✓ Suivi de 130 enfants via le programme de réussite éducative (PRE)
- ✓ Accueil de 7000 personnes à la Maison de justice et du droit (MJD)

Habitat

- ✓ Entrée en vigueur du 3ème PLH
- ✓ Signature de la nouvelle délégation des aides à la pierre
- ✓ Mise en œuvre de la réforme de la demande locative sociale
- ✓ Poursuite de l'étude-action du plan de sauvegarde de la copropriété des Ferrages
- ✓ Poursuite du projet d'aire d'accueil des gens du voyage de Saint-Martin-de-Crau

3. Les chiffres clés

A. Les résultats 2025

ACCM dispose de :

- 1 budget principal
- 3 budgets annexes : eau, assainissement, transport
- 4 budgets annexes de zones économiques : Ferrand, Roubian, Montmajour, Papeteries Etienne

Budget Principal

Budget Principal			
NATURE	**INVESTISSEMENT**	**FONCTIONNEMENT**	**TOTAL**
Recettes	13 167 027,84 €	101 056 918,56 €	114 223 946,40 €
Dépenses	14 022 011,83 €	94 856 330,55 €	108 878 342,38 €
Résultat exercice 2025	**- 854 983,99 €**	**6 200 588,01 €**	**5 345 604,02 €**
Report antérieur	- 1 843 516,91 €	6 318 547,93 €	4 475 031,02 €
Résultat de clôture	**- 2 698 500,90 €**	**12 519 135,94 €**	**9 820 635,04 €**
Restes à réaliser en recettes	2 054 211,23 €	- €	2 054 211,23 €
Restes à réaliser en dépenses	4 712 065,56 €	- €	4 712 065,56 €
Solde restes à réaliser	**- 2 657 854,33 €**	**- €**	- 2 657 854,33 €
Résultat cumulé	**- 5 356 355,23 €**	**12 519 135,94 €**	**7 162 780,71 €**

Budget annexe de l'eau

Budget annexe de l'eau			
NATURE	**INVESTISSEMENT**	**EXPLOITATION**	**TOTAL**
Recettes	2 838 126,51 €	10 001 340,66 €	12 839 467,17 €
Dépenses	3 718 083,82 €	8 471 547,22 €	12 189 631,04 €
Résultat exercice 2024	**- 879 957,31 €**	**1 529 793,44 €**	**649 836,13 €**
Report antérieur	1 532 131,76 €	4 263 021,54 €	5 795 153,30 €
Résultat de clôture	**652 174,45 €**	**5 792 814,98 €**	**6 444 989,43 €**
Restes à réaliser en recettes	2 161 641,18 €	- €	2 161 641,18 €
Restes à réaliser en dépenses	904 341,11 €	- €	904 341,11 €
Solde restes à réaliser	**1 257 300,07 €**	**- €**	1 257 300,07 €
Résultat cumulé	**1 909 474,52 €**	**5 792 814,98 €**	**7 702 289,50 €**

Budget annexe de l'assainissement

Budget annexe assainissement			
NATURE	**INVESTISSEMENT**	**EXPLOITATION**	**TOTAL**
Recettes	5 554 524,76 €	10 805 413,40 €	16 359 938,16 €
Dépenses	6 469 621,39 €	8 384 149,13 €	14 853 770,52 €
Résultat exercice 2024	**- 915 096,63 €**	**2 421 264,27 €**	**1 506 167,64 €**
Report antérieur	- 2 152 928,96 €	5 533 482,03 €	3 380 553,07 €
Résultat de clôture	**- 3 068 025,59 €**	**7 954 746,30 €**	**4 886 720,71 €**
Restes à réaliser en recettes	1 970 102,72 €	- €	1 970 102,72 €
Restes à réaliser en dépenses	634 955,55 €	- €	634 955,55 €
Solde restes à réaliser	**1 335 147,17 €**	**- €**	1 335 147,17 €
Résultat cumulé	**- 1 732 878,42 €**	**7 954 746,30 €**	**6 221 867,88 €**

Budget annexe des transports

Budget annexe réseaux de transports			
NATURE	**INVESTISSEMENT**	**EXPLOITATION**	**TOTAL**
Recettes	671 675,99 €	12 304 259,84 €	12 975 935,83 €
Dépenses	1 579 642,27 €	11 357 949,27 €	12 937 591,54 €
Résultat exercice 2024	**- 907 966,28 €**	**946 310,57 €**	**38 344,29 €**
Report antérieur	- 242 027,02 €	852 251,47 €	610 224,45 €
Résultat de clôture	**- 1 149 993,30 €**	**1 798 562,04 €**	**648 568,74 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	129 557,96 €	- €	129 557,96 €
Solde restes à réaliser	**- 129 557,96 €**	**- €**	- 129 557,96 €
Résultat cumulé	**- 1 279 551,26 €**	**1 798 562,04 €**	**519 010,78 €**

Budget annexe ZAE Montmajour

NATURE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Recettes	437 732,21 €	437 732,21 €	875 464,42 €
Dépenses	437 732,21 €	437 732,21 €	875 464,42 €
Résultat exercice 2024	**- €**	**- €**	**- €**
Report antérieur	- 437 732,21 €	1 326 583,69 €	888 851,48 €
Résultat de clôture	**- 437 732,21 €**	**1 326 583,69 €**	**888 851,48 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**	- €
Résultat cumulé	**- 437 732,21 €**	**1 326 583,69 €**	**888 851,48 €**

Budget annexe ZAE Ferrand

NATURE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Recettes	972 424,67 €	974 924,95 €	1 947 349,62 €
Dépenses	844 231,27 €	974 174,67 €	1 818 405,94 €
Résultat exercice 2024	**128 193,40 €**	**750,28 €**	**128 943,68 €**
Report antérieur	- 972 424,67 €	571 990,45 €	- 400 434,22 €
Résultat de clôture	**- 844 231,27 €**	**572 740,73 €**	**- 271 490,54 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**	- €
Résultat cumulé	**- 844 231,27 €**	**572 740,73 €**	**- 271 490,54 €**

Budget annexe ZAE Roubian

NATURE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Recettes	290 738,07 €	897 350,00 €	1 188 088,07 €
Dépenses	- €	290 738,07 €	290 738,07 €
Résultat exercice 2024	**290 738,07 €**	**606 611,93 €**	**897 350,00 €**
Report antérieur	- 1 710 823,84 €	538 420,13 €	- 1 172 403,71 €
Résultat de clôture	**- 1 420 085,77 €**	**1 145 032,06 €**	**- 275 053,71 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**	- €
Résultat cumulé	**- 1 420 085,77 €**	**1 145 032,06 €**	**- 275 053,71 €**

Budget annexe ZAE Papeteries Etienne

NATURE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Recettes	3 099 992,58 €	5 294 413,61 €	8 394 406,19 €
Dépenses	5 286 645,39 €	5 286 645,39 €	10 573 290,78 €
Résultat exercice 2024	**- 2 186 652,81 €**	**7 768,22 €**	**- 2 178 884,59 €**
Report antérieur	- 972 241,58 €	446 476,00 €	- 525 765,58 €
Résultat de clôture	**- 3 158 894,39 €**	**454 244,22 €**	**- 2 704 650,17 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**	- €
Résultat cumulé	**- 3 158 894,39 €**	**454 244,22 €**	**- 2 704 650,17 €**

B. L'emprunt

Les emprunts se ventilent sur le budget principal et les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

Aucun nouvel emprunt n'a été contracté en 2025.

Budget	CRD 01/01/2025	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD 31/12/2025
Principal	20 254 789,39 €	2 070 601,27 €	328 013,05 €	2 398 614,32 €	18 184 188,12 €
Eau	1 866 867,11 €	303 573,35 €	84 990,21 €	388 563,56 €	1 563 293,76 €
Assainissement	9 805 854,37 €	1 099 753,30 €	212 155,47 €	1 311 908,77 €	8 706 101,07 €
	31 927 510,87 €	**3 473 927,92 €**	**625 158,73 €**	**4 099 086,65 €**	**28 453 582,95 €**

C. Les indicateurs financiers

Les indicateurs de suivis financiers sont :

- Le taux d'épargne brute qui mesure la part des recettes courantes non consommées par le financement des dépenses de fonctionnement
- L'épargne nette qui représente la ressource disponible, après paiement de la dette, pour le financement des investissements
- La capacité de désendettement : critère de solvabilité particulièrement scruté par les banques et les investisseurs (le seuil d'alerte étant de 8 ans)

	2024		2025	
BUDGET PRINCIPAL - en K€	Budget	réalisations	Budget	réalisations
recettes réelles de fonctionnement	*94 089*	94 971	*98 475*	*99 470*
dépenses réelles de fonctionnement	*91 065*	87 148	*92 591*	*88 636*
épargne brute	***3 024***	***7 823***	***5 884***	***10 834***
tx d'épargne brute	***3%***	***8%***	***6%***	***11%***
remboursement capital dette	*2 064*	2 064	*2 071*	2 071
épargne nette	***960***	***5 759***	***3 813***	***8 763***
capital restant dû au 31/12	*20 255*	20 255	*19 184*	18 184
capacité de désendettement	***6,70***	***2,59***	***3,26***	***1,68***

	2024		2025	
BUDGET CONSOLIDE - en k€	Budget	réalisations	Budget	réalisations
recettes réelles de fonctionnement	*124 204*	125 354	*131 816*	*131 723*
dépenses réelles de fonctionnement	*118 337*	113 179	*120 525*	*112 936*
épargne brute	***5 868***	***12 175***	***11 290***	***18 787***
tx d'épargne brute	***5%***	***10%***	***9%***	***14%***
remboursement capital dette	*3 632*	3 632	*3 639*	3 639
épargne nette	***2 235***	***8 543***	***7 651***	***15 148***
capital restant dû au 31/12	*31 928*	31 928	*29 454*	29 454
capacité de désendettement	***5,44***	***2,62***	***2,61***	***1,57***

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI : ACCM - 07900 Budget Principal (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 24130041700086

POSTE COMPTABLE : La Trésorerie Arles Municipale

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : 07900 - Budget Principal (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 8
B3.2 - Liste des établissements publics créés 9
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 10
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 11
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 12
D - Bilan synthétique 13
E - Compte de résultat synthétique 14
F - Taux des contributions et produits afférents en N 16

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 17

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 18
A1.2 - Recettes d'investissement 19
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 20
A2.2 - Recettes de fonctionnement 21

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 22
B2 - Recettes d'investissement 25
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 29
D1 - Dépenses de fonctionnement 30
D2 - Recettes de fonctionnement 35

III - Etats financiers

A - Bilan 38
B - Compte de résultat 42
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 45
D - Balance des comptes 46

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 76
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 78
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 80

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 84
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 85
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 90
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 92
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 93
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 95
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 96
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 97
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 98
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 99
B3 - Etat des provisions 101
B4 - Etat des charges transférées 103
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 104
B6 - Prêts 106
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 107
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 108
B7.3 - Etat des emprunts garantis 109
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 113
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 114
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 115
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 116
B7.8 - Autres engagements donnés 117

B7.9 - Autres engagements reçus 118
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 119
B9 - Etat du personnel 125
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 129
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 130
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 131
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 132
C2.1 - Situation des AP 135
C2.2 - Situation des AE 137

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 138
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 145

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 152
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 153
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 155
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 157
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 158
E - État des Contrôles du Compte Financier 160

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 161

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	86741

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	696.53

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1021.88
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1146.74
3	Dépenses d'équipement brut / population	96.44
4	Encours de dette / population (2)(3)	209.64
5	DGF / population	91.31
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	18.51 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	91.19 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	10.89 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	8.81 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	18.28 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	1.7

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	26 677 100,00	100 093 992,07	126 771 092,07
	Recettes réalisées (1)	B	13 167 027,84	101 056 918,56	114 223 946,40
	Restes à réaliser	C	2 054 211,23	0,00	2 054 211,23
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	24 833 583,09	106 412 540,00	131 246 123,09
	Dépenses réalisées (1)	E	14 022 011,83	94 856 330,55	108 878 342,38
	Restes à réaliser	F	4 712 065,56	0,00	4 712 065,56
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-854 983,99	6 200 588,01	5 345 604,02
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-1 843 516,91	6 318 547,93	4 475 031,02
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-2 698 500,90	12 519 135,94	9 820 635,04
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-2 657 854,33	0,00	-2 657 854,33
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-5 356 355,23	12 519 135,94	7 162 780,71

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-1 843 516,91	0,00	-854 983,99	0,00	-2 698 500,90
Fonctionnement	10 791 908,09	4 473 360,16	6 200 588,01	0,00	12 519 135,94
TOTAL I	**8 948 391,18**	**4 473 360,16**	**5 345 604,02**	**0,00**	**9 820 635,04**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
07904-CAACCM - ZONE MONTMAJOUR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-437 732,21	0,00	0,00	0,00	-437 732,21
Fonctionnement	1 326 583,69	0,00	0,00	0,00	1 326 583,69
Sous-Total	888 851,48	0,00	0,00	0,00	888 851,48
07905-CAACCM - ZONE FERRAND	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-972 424,67	0,00	128 193,40	0,00	-844 231,27
Fonctionnement	571 990,45	0,00	750,28	0,00	572 740,73
Sous-Total	-400 434,22	0,00	128 943,68	0,00	-271 490,54
07906-CAACCM - ZONE ROUBIAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-1 710 823,84	0,00	290 738,07	0,00	-1 420 085,77
Fonctionnement	538 420,13	0,00	606 611,93	0,00	1 145 032,06
Sous-Total	-1 172 403,71	0,00	897 350,00	0,00	-275 053,71
07908-CAACCM - ZAE PAPET. ETIENNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-972 241,58	0,00	-2 186 652,81	0,00	-3 158 894,39
Fonctionnement	446 476,00	0,00	7 768,22	0,00	454 244,22
Sous-Total	-525 765,58	0,00	-2 178 884,59	0,00	-2 704 650,17
TOTAL II	**-1 209 752,03**	**0,00**	**-1 152 590,91**	**0,00**	**-2 362 342,94**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
07901-CAACCM - ASSAINISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
Investissement	-2 152 928,96	0,00	-915 096,63	0,00	-3 068 025,59
Fonctionnement	8 349 598,61	2 816 116,58	2 421 264,27	0,00	7 954 746,30
Sous-Total	6 196 669,65	2 816 116,58	1 506 167,64	0,00	4 886 720,71
07902-CAACCM - EAU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	1 532 131,76	0,00	-879 957,31	0,00	652 174,45
Fonctionnement	4 786 745,93	523 724,39	1 529 793,44	0,00	5 792 814,98
Sous-Total	6 318 877,69	523 724,39	649 836,13	0,00	6 444 989,43
07907-CAACCM - RESEAU TRANSP. URBAIN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-242 027,02	0,00	-907 966,28	0,00	-1 149 993,30
Fonctionnement	1 213 851,22	361 599,75	946 310,57	0,00	1 798 562,04
Sous-Total	971 824,20	361 599,75	38 344,29	0,00	648 568,74
TOTAL III	**13 487 371,54**	**3 701 440,72**	**2 194 348,06**	**0,00**	**11 980 278,88**
TOTAL I + II + III	**21 226 010,69**	**8 174 800,88**	**6 387 361,17**	**0,00**	**19 438 570,98**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE — B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
PETR	02/08/2005	Sans fiscalité propre	411 874,00
SM CONSERVATOIRE PAYS ARLES	28/11/2006	Sans fiscalité propre	1 665 856,74
SYMCRAU	25/02/2011	Sans fiscalité propre	68 196,00
Parc naturel régional de Camargue	03/03/2011	Sans fiscalité propre	46 865,00
SYMADREM	26/08/2016	Sans fiscalité propre	1 853 096,00
SUD RHONE ENVIRONNEMENT	28/09/2016	Sans fiscalité propre	192 000,00
SM PROVENCE FLUVIALE	06/03/2019	Sans fiscalité propre	5 250,00
Parc naturel régional des Alpilles	01/06/2022	Sans fiscalité propre	10 000,00
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS — B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE — B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Assainissement collectif et non collectif	Assainissement	01/01/2004	30/01/2004	24130041700029	SPIC	oui
Eau potable	Eau	01/01/2004	30/01/2004	24130041700037	SPIC	oui
Aménagement de zone	Zone Ferrand	01/01/2006	21/02/2006	24130041700052	SPA	oui
Aménagement de zone	Zone Plaine de Montmajour	01/01/2006	21/02/2006	24130041700060	SPA	oui
Aménagement de zone	Zone du Roubian	01/01/2007	22/02/2007	24130041700078	SPA	oui
Aménagement de zone	Zone des Papeterie Etienne	26/09/2018	26/09/2018	24130041700095	SPA	oui
Réseau transports	Réseau transports	01/01/2019	03/04/2019	24130041700094	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	4 712 065,56
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		218 584,25
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		823 672,40
21	Immobilisations corporelles (3)		2 799 921,70
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		869 887,21
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	2 054 211,23
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		1 392 537,23
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		661 674,00
4541201	Etat - Canal Haute Crau		560 990,00
4541202	Région - Canal Haute Crau		100 684,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	26 554,22
Autres immobilisations incorporelles	1 345,37
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	3 188,51
Constructions	22 914,20
Réseaux et installations de voirie	7 962,02
Réseaux divers	3 483,66
Installations techniques, agencements et matériel	26 336,38
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	1 561,79
Immobilisations corporelles en cours	**2 723,19**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**4 264,84**
Immobilisations financières (nettes)	**2 832,81**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**103 166,99**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	15 846,66
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	19 345,82
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**35 192,48**
Comptes de régularisation (III)	0,27
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**138 359,74**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	33 626,95
Neutralisations et régularisations	130,14
Réserves	33 303,34
Report à nouveau	6 318,55
Résultat de l'exercice	6 200,59
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	17 146,63
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**96 726,20**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	18 267,00
Dettes financières et autres emprunts	13,51
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**18 280,52**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 286,71
Autres dettes non financières	19 904,21
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**23 190,91**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**41 471,43**
Comptes de régularisation (III)	162,11
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**138 359,74**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	7 945,35	0,00
Participations	3 519,36	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	11 541,01	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	33 374,61	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	1 442,08	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	1 123,97	0,00
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	55,35	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	1 533,09	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**60 534,82**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	24 180,77	0,00
Charges de personnel	15 132,91	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	297,37	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	88,47	0,00
Impôts et taxes	386,25	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	6 217,44	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**46 303,20**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	6 108,32	0,00
Autres charges	1 610,96	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**7 719,28**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**6 512,33**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**311,74**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-311,74**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**6 200,59**	**0,00**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00 %	0,00	0,00	0,00
TFPNB		2,62 %	0,00	126 365,00	-9,98
CFE		31,11 %	0,00	14 786 018,00	8,47
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		10,22 %	0,00	1 363 232,00	-16,38
TOTAL				**16 275 615,00**	**5,67**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 240 943,36	326 554,23	26,31	218 584,25
204	Subventions d'équipement versées (6)	4 490 583,52	1 870 101,91	41,64	823 672,40
21	Immobilisations corporelles	9 305 031,12	4 857 717,19	52,21	2 799 921,70
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 740 167,80	2 041 881,39	43,08	869 887,21
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**19 776 725,80**	**9 096 254,72**	**45,99**	**4 712 065,56**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 073 032,69	2 071 580,19	99,93	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	130 000,00	128 155,00	98,58	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 060,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**2 206 092,69**	**2 199 735,19**	**99,71**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	1 231 434,27	1 138 873,18	92,48	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**23 214 252,76**	**12 434 863,09**	**53,57**	**4 712 065,56**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 619 330,33*	*1 587 148,74*	*98,01*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**1 619 330,33**	**1 587 148,74**	**98,01**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**24 833 583,09**	**14 022 011,83**	**56,46**	**4 712 065,56**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**1 843 516,91**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**26 677 100,00**	**14 022 011,83**		**4 712 065,56**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	3 252 844,51	741 704,91	22,80	1 392 537,23
16	Emprunts et dettes assimilées	1 600,00	1 316,66	82,29	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 579 340,71	5 284 165,53	94,71	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	73 060,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	3 948 342,51	922 404,51	23,36	661 674,00
Total des recettes réelles d'investissement		**12 855 187,73**	**6 949 591,61**	**54,06**	**2 054 211,23**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*7 485 000,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*6 336 912,27*	*6 217 436,23*	*98,11*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**13 821 912,27**	**6 217 436,23**	**44,98**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**26 677 100,00**	**13 167 027,84**	**49,36**	**2 054 211,23**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**26 677 100,00**	**13 167 027,84**		**2 054 211,23**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	26 982 174,12	20 749 514,02	3 251 715,14	24 001 229,16	88,95	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	16 796 750,88	16 399 228,39	7 401,00	16 406 629,39	97,68	0,00
014	Atténuations de produits	39 955 330,33	39 814 171,68	0,00	39 814 171,68	99,65	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	8 374 628,48	8 052 546,33	51 600,00	8 104 146,33	96,77	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**92 108 883,81**	**85 015 460,42**	**3 310 716,14**	**88 326 176,56**	**95,89**	**0,00**
66	Charges financières	311 743,92	228 927,93	82 815,99	311 743,92	100,00	0,00
67	Charges spécifiques	100 000,00	973,84	0,00	973,84	0,97	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**92 590 627,73**	**85 245 362,19**	**3 393 532,13**	**88 638 894,32**	**95,73**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*7 485 000,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*6 336 912,27*	*6 217 436,23*	*0,00*	*6 217 436,23*	*98,11*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**13 821 912,27**	**6 217 436,23**	**0,00**	**6 217 436,23**	**44,98**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**106 412 540,00**	**91 462 798,42**	**3 393 532,13**	**94 856 330,55**	**89,14**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**106 412 540,00**	**91 462 798,42**	**3 393 532,13**	**94 856 330,55**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	678 048,00	707 930,78	0,00	707 930,78	104,41	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 440 805,00	1 252 426,45	189 650,00	1 442 076,45	100,09	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	29 473 390,00	29 526 235,00	0,00	29 526 235,00	100,18	0,00
731	Fiscalité locale	43 369 936,00	43 645 092,13	17 453,00	43 662 545,13	100,67	0,00
74	Dotations et participations	22 692 748,24	22 295 809,43	709 908,13	23 005 717,56	101,38	0,00
75	Autres produits de gestion courante	819 734,50	969 321,90	141 000,00	1 110 321,90	135,45	0,00
Total des recettes de gestion des services		**98 474 661,74**	**98 396 815,69**	**1 058 011,13**	**99 454 826,82**	**101,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	13 650,00	0,00	13 650,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	1 293,00	0,00	1 293,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**98 474 661,74**	**98 411 758,69**	**1 058 011,13**	**99 469 769,82**	**101,01**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 619 330,33*	*1 587 148,74*	*0,00*	*1 587 148,74*	*98,01*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**1 619 330,33**	**1 587 148,74**	**0,00**	**1 587 148,74**	**98,01**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**100 093 992,07**	**99 998 907,43**	**1 058 011,13**	**101 056 918,56**	**100,96**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**6 318 547,93**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**106 412 540,00**	**99 998 907,43**	**1 058 011,13**	**101 056 918,56**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	0,00	6 410,57	0,00	6 410,57	0,00
2031	Frais d'études	0,00	149 805,66	0,00	149 805,66	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	7 020,00	0,00	7 020,00	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	162 279,49	0,00	162 279,49	0,00
2053	Droit de superficie	0,00	1 038,51	0,00	1 038,51	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 240 943,36	326 554,23	0,00	326 554,23	914 389,13
2041412	Bâtiments et installations	0,00	225 000,00	0,00	225 000,00	0,00
2041513	Projets d'infrastructures d'intérêt national	0,00	106 850,23	100 000,00	6 850,23	0,00
2041583	Projets d'infrastructures d'intérêt national	0,00	619 842,60	0,00	619 842,60	0,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	230 238,07	0,00	230 238,07	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	788 171,01	0,00	788 171,01	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	4 490 583,52	1 970 101,91	100 000,00	1 870 101,91	2 620 481,61
21318	Autres bâtiments publics	0,00	62 044,54	0,00	62 044,54	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	249 462,08	0,00	249 462,08	0,00
2138	Autres constructions	0,00	146 422,15	0,00	146 422,15	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	208 835,71	0,00	208 835,71	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	1 041 168,08	0,00	1 041 168,08	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	217 448,94	0,00	217 448,94	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	69 758,47	0,00	69 758,47	0,00
21571	Matériel ferroviaire	0,00	1 431 856,34	0,00	1 431 856,34	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	12 295,16	0,00	12 295,16	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 082 012,21	0,00	1 082 012,21	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
21828	Autres matériels de transport	0,00	157 214,96	0,00	157 214,96	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	53 954,14	0,00	53 954,14	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	22 600,44	0,00	22 600,44	0,00
2188	Autres	0,00	102 643,97	0,00	102 643,97	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	9 305 031,12	4 857 717,19	0,00	4 857 717,19	4 447 313,93
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	5 401,70	0,00	5 401,70	0,00
2313	Constructions	0,00	958 521,60	0,00	958 521,60	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 077 958,09	0,00	1 077 958,09	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 740 167,80	2 041 881,39	0,00	2 041 881,39	2 698 286,41
Total des dépenses d'équipement		**19 776 725,80**	**9 196 254,72**	**100 000,00**	**9 096 254,72**	**10 680 471,08**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	2 070 601,27	0,00	2 070 601,27	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	978,92	0,00	978,92	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 073 032,69	2 071 580,19	0,00	2 071 580,19	1 452,50
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	128 155,00	0,00	128 155,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	130 000,00	128 155,00	0,00	128 155,00	1 845,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	3 060,00	0,00	0,00	0,00	3 060,00
Total des dépenses financières		**2 206 092,69**	**2 199 735,19**	**0,00**	**2 199 735,19**	**6 357,50**
4541101	Opération pour compte tiers n° 4541101	1 231 434,27	1 138 873,18	0,00	1 138 873,18	92 561,09

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	1 231 434,27	1 138 873,18	0,00	1 138 873,18	92 561,09
Total des dépenses réelles d'investissement		**23 214 252,76**	**12 534 863,09**	**100 000,00**	**12 434 863,09**	**10 779 389,67**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*291 470,52*	*0,00*	*291 470,52*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*315 266,29*	*0,00*	*315 266,29*	*0,00*
13913	*Départements*	*0,00*	*774 062,33*	*0,00*	*774 062,33*	*0,00*
13916	*Autres établissements publics locaux*	*0,00*	*5 816,67*	*0,00*	*5 816,67*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*27 746,74*	*0,00*	*27 746,74*	*0,00*
13938	*Autres*	*0,00*	*118 730,20*	*0,00*	*118 730,20*	*0,00*
28041513	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*54 055,99*	*0,00*	*54 055,99*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 619 330,33*	*1 587 148,74*	*0,00*	*1 587 148,74*	*32 181,59*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***1 619 330,33***	***1 587 148,74***	***0,00***	***1 587 148,74***	***32 181,59***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**24 833 583,09**	**14 122 011,83**	**100 000,00**	**14 022 011,83**	**10 811 571,26**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 843 516,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**26 677 100,00**	**14 122 011,83**	**100 000,00**	**14 022 011,83**	**12 655 088,17**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	147 187,07	0,00	147 187,07	0,00
1312	Régions	0,00	151 608,81	0,00	151 608,81	0,00
1313	Départements	0,00	331 627,00	0,00	331 627,00	0,00
1318	Autres	0,00	16 382,88	0,00	16 382,88	0,00
1338	Autres	0,00	94 899,15	0,00	94 899,15	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	3 252 844,51	741 704,91	0,00	741 704,91	2 511 139,60
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 316,66	0,00	1 316,66	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 600,00	1 316,66	0,00	1 316,66	283,34
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	810 805,37	0,00	810 805,37	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	4 473 360,16	0,00	4 473 360,16	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	5 579 340,71	5 284 165,53	0,00	5 284 165,53	295 175,18
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	73 060,00	0,00	0,00	0,00	73 060,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541201	Opération pour compte tiers n° 4541201	1 198 152,20	258 428,80	0,00	258 428,80	939 723,40
4541202	Opération pour compte tiers n° 4541202	436 243,45	151 285,01	0,00	151 285,01	284 958,44

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
4541203	Opération pour compte tiers n° 4541203	1 275 869,58	483 439,98	0,00	483 439,98	792 429,60
4541208	Opération pour compte tiers n° 4541208	1 038 077,28	29 250,72	0,00	29 250,72	1 008 826,56
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	3 948 342,51	922 404,51	0,00	922 404,51	3 025 938,00
Total des recettes réelles d'investissement		**12 855 187,73**	**6 949 591,61**	**0,00**	**6 949 591,61**	**5 905 596,12**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*7 485 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*8 533,05*	*0,00*	*8 533,05*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*94 302,00*	*0,00*	*94 302,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*5 462,28*	*0,00*	*5 462,28*	*0,00*
2804112	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*33 333,34*	*0,00*	*33 333,34*	*0,00*
2804114	*Voirie*	*0,00*	*7 149,09*	*7 149,09*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*8 333,33*	*0,00*	*8 333,33*	*0,00*
28041412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*132 177,84*	*0,00*	*132 177,84*	*0,00*
28041513	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*71 181,34*	*0,00*	*71 181,34*	*0,00*
28041583	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*164 283,55*	*0,00*	*164 283,55*	*0,00*
2804182	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*77 248,46*	*0,00*	*77 248,46*	*0,00*
2804183	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*25 421,60*	*0,00*	*25 421,60*	*0,00*
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*48 885,73*	*0,00*	*48 885,73*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*800 097,50*	*0,00*	*800 097,50*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*259 088,52*	*0,00*	*259 088,52*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*166 038,87*	*0,00*	*166 038,87*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*256 873,08*	*0,00*	*256 873,08*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*252 487,46*	*0,00*	*252 487,46*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*70 983,14*	*0,00*	*70 983,14*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*34 767,55*	*0,00*	*34 767,55*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*182 754,68*	*0,00*	*182 754,68*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*254 870,02*	*0,00*	*254 870,02*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*387,42*	*0,00*	*387,42*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*9 831,04*	*0,00*	*9 831,04*	*0,00*
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*129 984,09*	*0,00*	*129 984,09*	*0,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*0,00*	*397 667,27*	*0,00*	*397 667,27*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*11 499,29*	*0,00*	*11 499,29*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*8 427,06*	*0,00*	*8 427,06*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*20 187,12*	*19 926,35*	*260,77*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*1 976 030,02*	*0,00*	*1 976 030,02*	*0,00*
281735	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*0,00*	*20 926,72*	*0,00*	*20 926,72*	*0,00*
281751	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*162 588,29*	*0,00*	*162 588,29*	*0,00*
281752	*Installations de voirie*	*0,00*	*1 316,11*	*0,00*	*1 316,11*	*0,00*
2817533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*3 280,71*	*0,00*	*3 280,71*	*0,00*
2817534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*10 092,66*	*0,00*	*10 092,66*	*0,00*
2817538	*Autres réseaux*	*0,00*	*36 622,13*	*0,00*	*36 622,13*	*0,00*
28175731	*Matériel roulant*	*0,00*	*19 581,92*	*1 137,37*	*18 444,55*	*0,00*
281758	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*2 786,20*	*0,00*	*2 786,20*	*0,00*
2817828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*173 226,20*	*0,00*	*173 226,20*	*0,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*586,56*	*0,00*	*586,56*	*0,00*
281788	*Autres*	*0,00*	*1 193,81*	*0,00*	*1 193,81*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*95 579,94*	*0,00*	*95 579,94*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*77 135,36*	*0,00*	*77 135,36*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*62 109,30*	*0,00*	*62 109,30*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*26 100,49*	*0,00*	*26 100,49*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*44 236,90*	*0,00*	*44 236,90*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*6 336 912,27*	*6 245 649,04*	*28 212,81*	*6 217 436,23*	*119 476,04*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***13 821 912,27***	***6 245 649,04***	***28 212,81***	***6 217 436,23***	***7 604 476,04***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**26 677 100,00**	**13 195 240,65**	**28 212,81**	**13 167 027,84**	**13 510 072,16**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**26 677 100,00**	**13 195 240,65**	**28 212,81**	**13 167 027,84**	**13 510 072,16**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement	0,00	68 606,82	23 123,94	45 482,88	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	691 728,36	267 600,57	424 127,79	0,00
60621	Combustibles	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00
60622	Carburants	0,00	529 043,55	59 247,71	469 795,84	0,00
60623	Alimentation	0,00	2 129,23	720,13	1 409,10	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	297,00	0,00	297,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	2 038,07	500,00	1 538,07	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	37 183,71	2 684,21	34 499,50	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	40 477,80	0,00	40 477,80	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	22 789,72	442,36	22 347,36	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	12 555,20	4 753,74	7 801,46	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	18 518 742,78	1 770 587,31	16 748 155,47	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	204 402,16	29 142,97	175 259,19	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	198,00	198,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	110 655,15	16 271,93	94 383,22	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	59 107,54	1 787,61	57 319,93	0,00
61521	Terrains	0,00	300 677,28	23 712,00	276 965,28	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	24 123,09	12 589,80	11 533,29	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	11 407,64	1 428,00	9 979,64	0,00
615231	Voiries	0,00	51 002,21	0,00	51 002,21	0,00
615232	Réseaux	0,00	106 656,44	0,00	106 656,44	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	658 639,65	15 465,57	643 174,08	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	17 844,79	1 344,00	16 500,79	0,00
6156	Maintenance	0,00	378 592,66	71 994,82	306 597,84	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6162	Assurance obligatoire dommage-construction	0,00	83 746,30	0,00	83 746,30	0,00
6168	Autres	0,00	186 676,90	0,00	186 676,90	0,00
617	Études et recherches	0,00	677 664,28	171 892,50	505 771,78	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	18 716,41	33,67	18 682,74	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	13 246,44	5 402,00	7 844,44	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	120,00	0,00	120,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	5 348,59	86,00	5 262,59	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	291 798,94	53 957,84	237 841,10	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	32 352,47	0,00	32 352,47	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	47 428,22	3 409,18	44 019,04	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	8 297,45	0,00	8 297,45	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	537,00	0,00	537,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	20 798,50	1 828,15	18 970,35	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	49 965,64	6 554,40	43 411,24	0,00
6238	Divers	0,00	46 521,97	18 163,02	28 358,95	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	5 640,55	673,53	4 967,02	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	28 756,93	1 141,60	27 615,33	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	14,76	0,00	14,76	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	18 216,85	1 500,00	16 716,85	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	19 845,07	91,37	19 753,70	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	602,37	0,00	602,37	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	2 459 869,29	1 000,00	2 458 869,29	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	373 886,92	53 351,92	320 535,00	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	59 669,04	27 257,94	32 411,10	0,00
6288	Autres	0,00	86 751,48	8 420,95	78 330,53	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
63512	Taxes foncières	0,00	214 838,00	0,00	214 838,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	8 828,68	0,00	8 828,68	0,00
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	550,00	0,00	550,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	26 982 174,12	26 659 587,90	2 658 358,74	24 001 229,16	2 980 944,96
6218	Autre personnel extérieur	0,00	403 754,99	0,00	403 754,99	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	31 478,64	0,00	31 478,64	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	19 674,62	0,00	19 674,62	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	99 080,17	0,00	99 080,17	0,00
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	0,00	11 804,46	0,00	11 804,46	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	8 789 050,28	0,00	8 789 050,28	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	230 728,32	0,00	230 728,32	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	1 388 778,71	0,00	1 388 778,71	0,00
64131	Rémunérations	0,00	2 088 159,33	0,61	2 088 158,72	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	266 066,78	0,00	266 066,78	0,00
64162	Emplois d'avenir	0,00	10 507,08	0,00	10 507,08	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	757 285,75	0,00	757 285,75	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	1 117 279,80	0,00	1 117 279,80	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	40 943,03	0,00	40 943,03	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	437 046,00	0,00	437 046,00	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	63 248,06	0,00	63 248,06	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	12 245,88	0,00	12 245,88	0,00
64731	Versées directement	0,00	37 657,51	0,00	37 657,51	0,00
6474	Versements aux oeuvres sociales	0,00	64 445,00	0,00	64 445,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	31 239,75	0,00	31 239,75	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	461 538,00	0,00	461 538,00	0,00
6488	Autres	0,00	88 060,84	43 443,00	44 617,84	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	16 796 750,88	16 450 073,00	43 443,61	16 406 629,39	390 121,49
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	0,00	50 337,00	0,00	50 337,00	0,00
73918	Autres reversements et restitutions sur fiscalité locale	0,00	8 841,35	0,00	8 841,35	0,00
739211	Attribution de compensation	0,00	33 328 843,33	0,00	33 328 843,33	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	4 205 699,00	0,00	4 205 699,00	0,00
739218	Autres prélèvements pour reversements de fiscalité entre collectivités locales	0,00	1 038 130,00	0,00	1 038 130,00	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	1 182 321,00	0,00	1 182 321,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	39 955 330,33	39 814 171,68	0,00	39 814 171,68	141 158,65
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	227 096,51	0,00	227 096,51	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	35 937,84	0,00	35 937,84	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	12 401,23	0,00	12 401,23	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	21 932,84	0,00	21 932,84	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	785,02	0,00	785,02	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	258,14	0,00	258,14	0,00
65568	Autres contributions	0,00	1 610 959,40	0,00	1 610 959,40	0,00
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	4 675 100,00	0,00	4 675 100,00	0,00
657382	Organismes publics divers	0,00	116 650,00	2 500,00	114 150,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	1 443 072,17	124 000,00	1 319 072,17	0,00
65818	Autres	0,00	849,60	0,00	849,60	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6583	Pénalités sur marchés	0,00	9 786,69	0,00	9 786,69	0,00
65888	Autres	0,00	75 816,89	0,00	75 816,89	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	8 374 628,48	8 230 646,33	126 500,00	8 104 146,33	270 482,15
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**92 108 883,81**	**91 154 478,91**	**2 828 302,35**	**88 326 176,56**	**3 782 707,25**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	328 013,05	0,00	328 013,05	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	82 815,99	99 085,12	-16 269,13	0,00
total chapitre 66	Charges financières	311 743,92	410 829,04	99 085,12	311 743,92	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	973,84	0,00	973,84	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	100 000,00	973,84	0,00	973,84	99 026,16
total chapitre 68	Dotations aux provisions	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**92 590 627,73**	**91 566 281,79**	**2 927 387,47**	**88 638 894,32**	**3 951 733,41**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*7 485 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*6 225 722,69*	*8 286,46*	*6 217 436,23*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*6 336 912,27*	*6 225 722,69*	*8 286,46*	*6 217 436,23*	*119 476,04*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***13 821 912,27***	***6 225 722,69***	***8 286,46***	***6 217 436,23***	***7 604 476,04***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**106 412 540,00**	**97 792 004,48**	**2 935 673,93**	**94 856 330,55**	**11 556 209,45**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**106 412 540,00**	**97 792 004,48**	**2 935 673,93**	**94 856 330,55**	**11 556 209,45**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	517 146,20	0,00	517 146,20	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	0,00	5 139,78	0,00	5 139,78	0,00
6479	Remboursements sur autres charges sociales	0,00	185 907,60	262,80	185 644,80	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	678 048,00	708 193,58	262,80	707 930,78	-29 882,78
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	377,00	0,00	377,00	0,00
70328	Autres droits de stationnement et de location	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	269 791,40	29 760,47	240 030,93	0,00
706888	Autres	0,00	145,52	0,00	145,52	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	1 200 323,00	0,00	1 200 323,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 440 805,00	1 471 836,92	29 760,47	1 442 076,45	-1 271,45
73221	FNGIR	0,00	9 428 103,00	0,00	9 428 103,00	0,00
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	698 589,00	0,00	698 589,00	0,00
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales	0,00	14 067 056,00	0,00	14 067 056,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	5 332 487,00	0,00	5 332 487,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	29 473 390,00	29 526 235,00	0,00	29 526 235,00	-52 845,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	16 394 793,00	0,00	16 394 793,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	1 379 620,00	122 514,00	1 257 106,00	0,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	0,00	1 079 914,00	0,00	1 079 914,00	0,00
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	0,00	22 309 179,00	0,00	22 309 179,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	0,00	1 893 706,00	0,00	1 893 706,00	0,00
73158	Autres taxes liées aux transports, aux véhicules et aux droits de stationnement	0,00	58 248,00	0,00	58 248,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	238 105,74	3 187,61	234 918,13	0,00
7318	Autres	0,00	434 681,00	0,00	434 681,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	43 369 936,00	43 788 246,74	125 701,61	43 662 545,13	-292 609,13
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	1 043 392,00	0,00	1 043 392,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	6 877 048,00	0,00	6 877 048,00	0,00
744	FCTVA	0,00	24 906,16	0,00	24 906,16	0,00
74718	Autres	0,00	96 683,98	0,00	96 683,98	0,00
7472	Régions	0,00	156 743,00	0,00	156 743,00	0,00
7473	Départements	0,00	239 321,75	0,00	239 321,75	0,00
747888	Autres	0,00	3 141 198,45	114 583,78	3 026 614,67	0,00
748312	D.C.R.T.P.	0,00	4 576 437,00	0,00	4 576 437,00	0,00
74832	État - Compensation au titre de la Contribution Économique Territoriale (CVAE et CFE)	0,00	6 783 374,00	0,00	6 783 374,00	0,00
74834	État - compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	0,00	13 194,00	0,00	13 194,00	0,00
748388	Autres	0,00	168 003,00	0,00	168 003,00	0,00
74888	Autres	0,00	51 731,00	51 731,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	22 692 748,24	23 172 032,34	166 314,78	23 005 717,56	-312 969,32
752	Revenus des immeubles	0,00	328 216,63	0,00	328 216,63	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	108 397,77	0,00	108 397,77	0,00
75888	Autres	0,00	710 610,31	36 902,81	673 707,50	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	819 734,50	1 147 224,71	36 902,81	1 110 321,90	-290 587,40

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de gestion des services		**98 474 661,74**	**99 813 769,29**	**358 942,47**	**99 454 826,82**	**-980 165,08**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	13 650,00	0,00	13 650,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	13 650,00	0,00	13 650,00	-13 650,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.	0,00	1 293,00	0,00	1 293,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	1 293,00	0,00	1 293,00	-1 293,00
Total des recettes réelles et mixtes		**98 474 661,74**	**99 828 712,29**	**358 942,47**	**99 469 769,82**	**-995 108,08**
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*1 533 092,75*	*0,00*	*1 533 092,75*	*0,00*
7811	*Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*54 055,99*	*0,00*	*54 055,99*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 619 330,33*	*1 587 148,74*	*0,00*	*1 587 148,74*	*32 181,59*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 619 330,33***	***1 587 148,74***	***0,00***	***1 587 148,74***	***32 181,59***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**100 093 992,07**	**101 415 861,03**	**358 942,47**	**101 056 918,56**	**-962 926,49**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**6 318 547,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**106 412 540,00**	**101 415 861,03**	**358 942,47**	**101 056 918,56**	**5 355 621,44**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		35 613 673,75	9 059 450,53	26 554 223,22	25 991 028,01
Autres immobilisations incorporelles		2 606 196,26	1 260 822,61	1 345 373,65	1 386 205,27
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		4 762 559,26	1 574 050,59	3 188 508,67	3 327 459,72
Constructions		29 286 139,58	6 371 939,84	22 914 199,74	21 385 268,91
Réseaux et installations de voirie		13 873 087,84	5 911 066,61	7 962 021,23	7 093 444,07
Réseaux divers		6 541 151,58	3 057 490,49	3 483 661,09	3 581 296,13
Installations techniques, agencements et matériel		41 532 718,02	15 196 336,56	26 336 381,46	24 590 771,51
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		9 331 159,10	7 769 373,18	1 561 785,92	1 705 540,97
Immobilisations corporelles en cours		2 723 186,01	0,00	2 723 186,01	4 075 451,92
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		4 264 840,54	0,00	4 264 840,54	4 264 840,54
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		2 832 811,06	0,00	2 832 811,06	2 704 656,06
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**153 367 523,00**	**50 200 530,41**	**103 166 992,59**	**100 105 963,11**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		711 703,98	0,00	711 703,98	179 633,63
Créances sur les redevables et comptes rattachés		626 204,76	0,00	626 204,76	442 040,43
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		10 792 443,11	0,00	10 792 443,11	9 653 569,93
Créances sur budgets annexes		3 474 356,97	0,00	3 474 356,97	2 281 373,39
Créances sur les autres débiteurs		243 745,30	1 794,00	241 951,30	429 340,07

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**15 848 454,12**	**1 794,00**	**15 846 660,12**	**12 985 957,45**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		19 345 821,82	0,00	19 345 821,82	20 910 778,88
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**19 345 821,82**	**0,00**	**19 345 821,82**	**20 910 778,88**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		266,84	0,00	266,84	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**188 562 065,78**	**50 202 324,41**	**138 359 741,37**	**134 002 699,44**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		11 034 245,05	10 223 439,68
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		19 360 450,54	20 151 838,38
Rattachées à un actif non amortissable		3 232 252,36	3 232 252,36
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		130 141,00	130 141,00
RÉSERVES		33 303 344,91	28 829 984,75
REPORT A NOUVEAU		6 318 547,93	7 172 314,14
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		6 200 588,01	3 619 593,95
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		17 146 628,37	17 146 628,37
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**96 726 198,17**	**90 506 192,63**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		18 267 004,11	20 353 874,51
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		13 514,43	13 176,69
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**18 280 518,54**	**20 367 051,20**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 286 706,79	2 804 161,15
Dettes fiscales et sociales		41 643,22	32 111,65
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		8 856 170,02	7 933 765,51

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		10 813 586,77	12 233 776,42
Autres dettes non financières		192 805,15	124 447,44
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**23 190 911,95**	**23 128 262,17**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**41 471 430,49**	**43 495 313,37**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		162 112,71	1 193,44
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**138 359 741,37**	**134 002 699,44**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		7 945 346,16	0,00	0,00
Participations		3 519 363,40	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		11 541 008,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		33 374 608,45	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		1 442 076,45	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		1 123 971,90	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		55 348,99	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		1 533 092,75	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**60 534 816,10**	**0,00**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		24 180 767,47	0,00	0,00
Charges de personnel		15 132 905,73	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*12 300 761,53*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*2 832 144,20*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		297 368,42	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		88 470,18	0,00	0,00
Impôts et taxes		386 254,57	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		6 217 436,23	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**46 303 202,60**	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		6 108 322,17	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*1 319 072,17*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*4 789 250,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		1 610 959,40	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**7 719 281,57**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**6 512 331,93**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		311 743,92	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**311 743,92**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-311 743,92**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		6 200 588,01	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	F.C.T.V.A.	0,00	10 223 439,68	0,00	0,00	0,00	810 805,37	0,00	11 034 245,05	0,00	11 034 245,05
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**10 223 439,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**810 805,37**	**0,00**	**11 034 245,05**	**0,00**	**11 034 245,05**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire	0,00	17 146 628,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 146 628,37	0,00	17 146 628,37
	Sous Total compte 102	**0,00**	**27 370 068,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**810 805,37**	**0,00**	**28 180 873,42**	**0,00**	**28 180 873,42**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	28 829 984,75	0,00	0,00	0,00	4 473 360,16	0,00	33 303 344,91	0,00	33 303 344,91
	Sous Total compte 106	**0,00**	**28 829 984,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 473 360,16**	**0,00**	**33 303 344,91**	**0,00**	**33 303 344,91**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**56 200 052,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 284 165,53**	**0,00**	**61 484 218,33**	**0,00**	**61 484 218,33**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	7 172 314,14	4 473 360,16	3 619 593,95	0,00	0,00	4 473 360,16	10 791 908,09	0,00	6 318 547,93
	Sous Total compte 11	**0,00**	**7 172 314,14**	**4 473 360,16**	**3 619 593,95**	**0,00**	**0,00**	**4 473 360,16**	**10 791 908,09**	**0,00**	**6 318 547,93**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	3 619 593,95	3 619 593,95	0,00	0,00	0,00	3 619 593,95	3 619 593,95	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**3 619 593,95**	**3 619 593,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 619 593,95**	**3 619 593,95**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	11 790 363,44	0,00	0,00	0,00	147 187,07	0,00	11 937 550,51	0,00	11 937 550,51
1312	Régions	0,00	6 201 499,73	0,00	0,00	0,00	151 608,81	0,00	6 353 108,54	0,00	6 353 108,54
1313	Départements	0,00	15 817 216,30	0,00	0,00	0,00	331 627,00	0,00	16 148 843,30	0,00	16 148 843,30
1316	Autres établissements publics locaux	0,00	87 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 250,00	0,00	87 250,00
1318	Autres	0,00	451 686,64	0,00	0,00	0,00	16 382,88	0,00	468 069,52	0,00	468 069,52
	Sous Total compte 131	**0,00**	**34 348 016,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**646 805,76**	**0,00**	**34 994 821,87**	**0,00**	**34 994 821,87**
1321	État et établissements nationaux	0,00	41 762,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 762,42	0,00	41 762,42
1322	Régions	0,00	142 816,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 816,68	0,00	142 816,68
1323	Départements	0,00	1 323 538,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 323 538,10	0,00	1 323 538,10

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13241	Communes membres du GFP	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	180 000,00
	Sous Total compte 1324	**0,00**	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**0,00**	**180 000,00**
13278	Autres fonds européens	0,00	768 753,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 753,03	0,00	768 753,03
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**768 753,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**768 753,03**	**0,00**	**768 753,03**
1328	Autres	0,00	762 700,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762 700,83	0,00	762 700,83
	Sous Total compte 132	**0,00**	**3 219 571,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 219 571,06**	**0,00**	**3 219 571,06**
1338	Autres	0,00	1 808 413,38	0,00	0,00	0,00	94 899,15	0,00	1 903 312,53	0,00	1 903 312,53
	Sous Total compte 133	**0,00**	**1 808 413,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 899,15**	**0,00**	**1 903 312,53**	**0,00**	**1 903 312,53**
1348	Autres	0,00	12 681,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 681,30	0,00	12 681,30
	Sous Total compte 134	**0,00**	**12 681,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 681,30**	**0,00**	**12 681,30**
13911	État et établissements nationaux	5 911 577,84	0,00	0,00	0,00	291 470,52	0,00	6 203 048,36	0,00	6 203 048,36	0,00
13912	Régions	2 879 729,18	0,00	0,00	0,00	315 266,29	0,00	3 194 995,47	0,00	3 194 995,47	0,00
13913	Départements	6 379 007,00	0,00	0,00	0,00	774 062,33	0,00	7 153 069,33	0,00	7 153 069,33	0,00
13916	Autres établissements publics locaux	40 716,69	0,00	0,00	0,00	5 816,67	0,00	46 533,36	0,00	46 533,36	0,00
13918	Autres	127 812,66	0,00	0,00	0,00	27 746,74	0,00	155 559,40	0,00	155 559,40	0,00
	Sous Total compte 1391	**15 338 843,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 414 362,55**	**0,00**	**16 753 205,92**	**0,00**	**16 753 205,92**	**0,00**
13938	Autres	665 747,74	0,00	0,00	0,00	118 730,20	0,00	784 477,94	0,00	784 477,94	0,00
	Sous Total compte 1393	**665 747,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 730,20**	**0,00**	**784 477,94**	**0,00**	**784 477,94**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**16 004 591,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 533 092,75**	**0,00**	**17 537 683,86**	**0,00**	**17 537 683,86**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**16 004 591,11**	**39 388 681,85**	**0,00**	**0,00**	**1 533 092,75**	**741 704,91**	**17 537 683,86**	**40 130 386,76**	**0,00**	**22 592 702,90**
1641	Emprunts en euros	0,00	20 254 789,39	0,00	0,00	2 070 601,27	0,00	2 070 601,27	20 254 789,39	0,00	18 184 188,12
	Sous Total compte 164	**0,00**	**20 254 789,39**	**0,00**	**0,00**	**2 070 601,27**	**0,00**	**2 070 601,27**	**20 254 789,39**	**0,00**	**18 184 188,12**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	13 176,69	0,00	0,00	978,92	1 316,66	978,92	14 493,35	0,00	13 514,43

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	99 085,12	99 085,12	82 815,99	0,00	0,00	99 085,12	181 901,11	0,00	82 815,99
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**99 085,12**	**99 085,12**	**82 815,99**	**0,00**	**0,00**	**99 085,12**	**181 901,11**	**0,00**	**82 815,99**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**99 085,12**	**99 085,12**	**82 815,99**	**0,00**	**0,00**	**99 085,12**	**181 901,11**	**0,00**	**82 815,99**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**20 367 051,20**	**99 085,12**	**82 815,99**	**2 071 580,19**	**1 316,66**	**2 170 665,31**	**20 451 183,85**	**0,00**	**18 280 518,54**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	4 264 840,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 264 840,54	0,00	4 264 840,54	0,00
	Sous Total compte 18	**4 264 840,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 264 840,54**	**0,00**	**4 264 840,54**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	138 427,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 427,80	0,00	138 427,80
193	Autres neutralisations et régularisation	8 286,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 286,80	0,00	8 286,80	0,00
	Sous Total compte 19	**8 286,80**	**138 427,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 286,80**	**138 427,80**	**0,00**	**130 141,00**
	Total classe 1	**20 277 718,45**	**126 886 121,74**	**8 192 039,23**	**3 702 409,94**	**3 604 672,94**	**6 027 187,10**	**32 074 430,62**	**136 615 718,78**	**21 810 811,20**	**126 352 099,36**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	20 022,86	0,00	0,00	0,00	6 410,57	0,00	26 433,43	0,00	26 433,43	0,00
2031	Frais d'études	1 142 823,42	0,00	0,00	0,00	149 805,66	0,00	1 292 629,08	0,00	1 292 629,08	0,00
2033	Frais d'insertion	53 627,40	0,00	0,00	0,00	7 020,00	0,00	60 647,40	0,00	60 647,40	0,00
	Sous Total compte 203	**1 196 450,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156 825,66**	**0,00**	**1 353 276,48**	**0,00**	**1 353 276,48**	**0,00**
204112	Bâtiments et installations	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00
	Sous Total compte 20411	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**
204132	Bâtiments et installations	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00
	Sous Total compte 20413	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**
2041412	Bâtiments et installations	3 961 495,10	0,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	4 186 495,10	0,00	4 186 495,10	0,00
	Sous Total compte 204141	**3 961 495,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 000,00**	**0,00**	**4 186 495,10**	**0,00**	**4 186 495,10**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**3 961 495,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 000,00**	**0,00**	**4 186 495,10**	**0,00**	**4 186 495,10**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041513	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	10 275,12	0,00	0,00	17 125,35	106 850,23	100 000,00	117 125,35	117 125,35	0,00	0,00
	Sous Total compte 204151	**10 275,12**	**0,00**	**0,00**	**17 125,35**	**106 850,23**	**100 000,00**	**117 125,35**	**117 125,35**	**0,00**	**0,00**
2041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	6 307 570,33	0,00	0,00	0,00	619 842,60	0,00	6 927 412,93	0,00	6 927 412,93	0,00
	Sous Total compte 204158	**6 307 570,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**619 842,60**	**0,00**	**6 927 412,93**	**0,00**	**6 927 412,93**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**6 317 845,45**	**0,00**	**0,00**	**17 125,35**	**726 692,83**	**100 000,00**	**7 044 538,28**	**117 125,35**	**6 927 412,93**	**0,00**
204182	Bâtiments et installations	1 356 276,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 356 276,88	0,00	1 356 276,88	0,00
204183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	1 012 648,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 012 648,00	0,00	1 012 648,00	0,00
	Sous Total compte 20418	**2 368 924,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 368 924,88**	**0,00**	**2 368 924,88**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**13 898 265,43**	**0,00**	**0,00**	**17 125,35**	**951 692,83**	**100 000,00**	**14 849 958,26**	**117 125,35**	**14 732 832,91**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	114 679,04	0,00	0,00	0,00	230 238,07	0,00	344 917,11	0,00	344 917,11	0,00
20422	Bâtiments et installations	19 747 752,72	0,00	0,00	0,00	788 171,01	0,00	20 535 923,73	0,00	20 535 923,73	0,00
	Sous Total compte 2042	**19 862 431,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 018 409,08**	**0,00**	**20 880 840,84**	**0,00**	**20 880 840,84**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**33 760 697,19**	**0,00**	**0,00**	**17 125,35**	**1 970 101,91**	**100 000,00**	**35 730 799,10**	**117 125,35**	**35 613 673,75**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	1 057 842,93	0,00	0,00	0,00	162 279,49	0,00	1 220 122,42	0,00	1 220 122,42	0,00
2053	Droit de superficie	0,00	0,00	0,00	0,00	1 038,51	0,00	1 038,51	0,00	1 038,51	0,00
	Sous Total compte 205	**1 057 842,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 318,00**	**0,00**	**1 221 160,93**	**0,00**	**1 221 160,93**	**0,00**
2087	Immobilisations incorporelles reçues au	5 325,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 325,42	0,00	5 325,42	0,00
	Sous Total compte 208	**5 325,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 325,42**	**0,00**	**5 325,42**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**36 040 339,22**	**0,00**	**0,00**	**17 125,35**	**2 296 656,14**	**100 000,00**	**38 336 995,36**	**117 125,35**	**38 219 870,01**	**0,00**
2111	Terrains nus	540 026,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	540 026,04	0,00	540 026,04	0,00
2112	Terrains de voirie	39 949,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 949,22	0,00	39 949,22	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2113	Terrains aménagés autres que voirie	31 747,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 747,60	0,00	31 747,60	0,00
	Sous Total compte 211	**611 722,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**611 722,86**	**0,00**	**611 722,86**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	2 685 941,23	0,00	27 087,82	0,00	0,00	0,00	2 713 029,05	0,00	2 713 029,05	0,00
	Sous Total compte 212	**2 685 941,23**	**0,00**	**27 087,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 713 029,05**	**0,00**	**2 713 029,05**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	10 177 433,54	0,00	0,00	0,00	62 044,54	0,00	10 239 478,08	0,00	10 239 478,08	0,00
	Sous Total compte 2131	**10 177 433,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 044,54**	**0,00**	**10 239 478,08**	**0,00**	**10 239 478,08**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	4 321 008,96	0,00	0,00	0,00	249 462,08	0,00	4 570 471,04	0,00	4 570 471,04	0,00
	Sous Total compte 2135	**4 321 008,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**249 462,08**	**0,00**	**4 570 471,04**	**0,00**	**4 570 471,04**	**0,00**
2138	Autres constructions	4 096 877,72	0,00	1 672 272,46	0,00	146 422,15	0,00	5 915 572,33	0,00	5 915 572,33	0,00
	Sous Total compte 213	**18 595 320,22**	**0,00**	**1 672 272,46**	**0,00**	**457 928,77**	**0,00**	**20 725 521,45**	**0,00**	**20 725 521,45**	**0,00**
2145	Constructions sur sol d'autrui - Install	32 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 140,00	0,00	32 140,00	0,00
	Sous Total compte 214	**32 140,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 140,00**	**0,00**	**32 140,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	1 064 007,20	0,00	0,00	0,00	208 835,71	0,00	1 272 842,91	0,00	1 272 842,91	0,00
2152	Installations de voirie	4 656 370,49	0,00	0,00	0,00	1 041 168,08	0,00	5 697 538,57	0,00	5 697 538,57	0,00
21533	Réseaux câblés	4 241 874,03	0,00	0,00	0,00	217 448,94	0,00	4 459 322,97	0,00	4 459 322,97	0,00
21534	Réseaux d'électrification	14 733,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 733,39	0,00	14 733,39	0,00
21538	Autres réseaux	147 465,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 465,60	0,00	147 465,60	0,00
	Sous Total compte 2153	**4 404 073,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**217 448,94**	**0,00**	**4 621 521,96**	**0,00**	**4 621 521,96**	**0,00**
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	1 944 752,59	0,00	0,00	0,00	69 758,47	0,00	2 014 511,06	0,00	2 014 511,06	0,00
	Sous Total compte 2156	**1 944 752,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 758,47**	**0,00**	**2 014 511,06**	**0,00**	**2 014 511,06**	**0,00**
21571	Matériel ferroviaire	0,00	0,00	0,00	0,00	1 431 856,34	0,00	1 431 856,34	0,00	1 431 856,34	0,00
215731	Matériel roulant	2 585 199,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 585 199,44	0,00	2 585 199,44	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
215738	Autre matériel et outillage de voirie	151 433,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 433,36	0,00	151 433,36	0,00
	Sous Total compte 21573	**2 736 632,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 736 632,80**	**0,00**	**2 736 632,80**	**0,00**
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	12 295,16	0,00	12 295,16	0,00	12 295,16	0,00
	Sous Total compte 2157	**2 736 632,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 444 151,50**	**0,00**	**4 180 784,30**	**0,00**	**4 180 784,30**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	31 684 376,94	0,00	1 694 787,02	0,00	1 082 012,21	0,00	34 461 176,17	0,00	34 461 176,17	0,00
	Sous Total compte 215	**46 490 213,04**	**0,00**	**1 694 787,02**	**0,00**	**4 063 374,91**	**0,00**	**52 248 374,97**	**0,00**	**52 248 374,97**	**0,00**
21711	Terrains nus	631 286,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	631 286,01	0,00	631 286,01	0,00
21712	Terrains de voirie	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00
21713	Terrains aménagés autres que voirie	462 173,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	462 173,58	0,00	462 173,58	0,00
21715	Terrains bâtis	204 587,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 587,26	0,00	204 587,26	0,00
21718	Autres terrains	2 834,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 834,71	0,00	2 834,71	0,00
	Sous Total compte 2171	**1 300 882,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 300 882,56**	**0,00**	**1 300 882,56**	**0,00**
21728	Autres agencements et aménagements	136 924,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 924,79	0,00	136 924,79	0,00
	Sous Total compte 2172	**136 924,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**136 924,79**	**0,00**	**136 924,79**	**0,00**
217318	Autres bâtiments publics	4 117 231,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 117 231,00	0,00	4 117 231,00	0,00
	Sous Total compte 21731	**4 117 231,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 117 231,00**	**0,00**	**4 117 231,00**	**0,00**
21735	Installations générales, agencements, am	893 567,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	893 567,16	0,00	893 567,16	0,00
21738	Autres constructions	3 517 679,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 517 679,97	0,00	3 517 679,97	0,00
	Sous Total compte 2173	**8 528 478,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 528 478,13**	**0,00**	**8 528 478,13**	**0,00**
21751	Réseaux de voirie	6 870 341,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 870 341,14	0,00	6 870 341,14	0,00
21752	Installations de voirie	32 365,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 365,22	0,00	32 365,22	0,00
217533	Réseaux câblés	71 692,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 692,03	0,00	71 692,03	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217534	Réseaux d'électrification	337 408,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337 408,19	0,00	337 408,19	0,00
217538	Autres réseaux	1 510 529,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 510 529,40	0,00	1 510 529,40	0,00
	Sous Total compte 21753	**1 919 629,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 919 629,62**	**0,00**	**1 919 629,62**	**0,00**
2175731	Matériel roulant	798 302,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	798 302,87	0,00	798 302,87	0,00
	Sous Total compte 217573	**798 302,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**798 302,87**	**0,00**	**798 302,87**	**0,00**
	Sous Total compte 21757	**798 302,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**798 302,87**	**0,00**	**798 302,87**	**0,00**
21758	Autres installations, matériel et outill	77 943,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 943,62	0,00	77 943,62	0,00
	Sous Total compte 2175	**9 698 582,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 698 582,47**	**0,00**	**9 698 582,47**	**0,00**
217828	Autres matériels de transport	3 474 520,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 474 520,06	0,00	3 474 520,06	0,00
	Sous Total compte 21782	**3 474 520,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 474 520,06**	**0,00**	**3 474 520,06**	**0,00**
217838	Autre matériel informatique	37 774,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 774,17	0,00	37 774,17	0,00
	Sous Total compte 21783	**37 774,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 774,17**	**0,00**	**37 774,17**	**0,00**
217848	Autres matériels de bureau et mobiliers	14 363,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 363,43	0,00	14 363,43	0,00
	Sous Total compte 21784	**14 363,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 363,43**	**0,00**	**14 363,43**	**0,00**
21788	Autres	217 075,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217 075,58	0,00	217 075,58	0,00
	Sous Total compte 2178	**3 743 733,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 743 733,24**	**0,00**	**3 743 733,24**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**23 408 601,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 408 601,19**	**0,00**	**23 408 601,19**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	2 687 933,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 687 933,67	0,00	2 687 933,67	0,00
21828	Autres matériels de transport	602 772,04	0,00	0,00	0,00	157 214,96	0,00	759 987,00	0,00	759 987,00	0,00
	Sous Total compte 2182	**602 772,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**157 214,96**	**0,00**	**759 987,00**	**0,00**	**759 987,00**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	841 391,64	0,00	0,00	0,00	53 954,14	0,00	895 345,78	0,00	895 345,78	0,00
	Sous Total compte 2183	**841 391,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 954,14**	**0,00**	**895 345,78**	**0,00**	**895 345,78**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	470 958,53	0,00	0,00	0,00	22 600,44	0,00	493 558,97	0,00	493 558,97	0,00
	Sous Total compte 2184	**470 958,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 600,44**	**0,00**	**493 558,97**	**0,00**	**493 558,97**	**0,00**
2188	Autres	647 956,47	0,00	0,00	0,00	102 643,97	0,00	750 600,44	0,00	750 600,44	0,00
	Sous Total compte 218	**5 251 012,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**336 413,51**	**0,00**	**5 587 425,86**	**0,00**	**5 587 425,86**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**97 074 950,89**	**0,00**	**3 394 147,30**	**0,00**	**4 857 717,19**	**0,00**	**105 326 815,38**	**0,00**	**105 326 815,38**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	27 087,82	0,00	0,00	27 087,82	5 401,70	0,00	32 489,52	27 087,82	5 401,70	0,00
2313	Constructions	1 805 706,46	0,00	0,00	1 672 272,46	958 521,60	0,00	2 764 228,06	1 672 272,46	1 091 955,60	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	2 138 825,00	0,00	0,00	1 694 787,02	1 077 958,09	0,00	3 216 783,09	1 694 787,02	1 521 996,07	0,00
	Sous Total compte 231	**3 971 619,28**	**0,00**	**0,00**	**3 394 147,30**	**2 041 881,39**	**0,00**	**6 013 500,67**	**3 394 147,30**	**2 619 353,37**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	103 832,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 832,64	0,00	103 832,64	0,00
	Sous Total compte 23	**4 075 451,92**	**0,00**	**0,00**	**3 394 147,30**	**2 041 881,39**	**0,00**	**6 117 333,31**	**3 394 147,30**	**2 723 186,01**	**0,00**
261	Titres de participation	128 380,00	0,00	0,00	0,00	128 155,00	0,00	256 535,00	0,00	256 535,00	0,00
266	Autres formes de participation	173 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 000,00	0,00	173 000,00	0,00
	Sous Total compte 26	**301 380,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**128 155,00**	**0,00**	**429 535,00**	**0,00**	**429 535,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	57 918,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 918,06	0,00	57 918,06	0,00
27632	Régions	137 607,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 607,00	0,00	137 607,00	0,00
27638	Autres établissements publics	2 207 751,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 207 751,00	0,00	2 207 751,00	0,00
	Sous Total compte 2763	**2 345 358,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 345 358,00**	**0,00**	**2 345 358,00**	**0,00**
	Sous Total compte 276	**2 345 358,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 345 358,00**	**0,00**	**2 345 358,00**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**2 403 276,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 403 276,06**	**0,00**	**2 403 276,06**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	15 418,82	0,00	0,00	0,00	8 533,05	0,00	23 951,87	0,00	23 951,87

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28031	Frais d'études	0,00	121 182,00	0,00	0,00	0,00	94 302,00	0,00	215 484,00	0,00	215 484,00
28033	Frais d'insertion	0,00	10 578,96	0,00	0,00	0,00	5 462,28	0,00	16 041,24	0,00	16 041,24
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**131 760,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 764,28**	**0,00**	**231 525,24**	**0,00**	**231 525,24**
2804112	Bâtiments et installations	0,00	216 666,71	0,00	0,00	0,00	33 333,34	0,00	250 000,05	0,00	250 000,05
2804114	Voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	7 149,09	7 149,09	7 149,09	7 149,09	0,00	0,00
	Sous Total compte 280411	**0,00**	**216 666,71**	**0,00**	**0,00**	**7 149,09**	**40 482,43**	**7 149,09**	**257 149,14**	**0,00**	**250 000,05**
2804132	Bâtiments et installations	0,00	16 666,66	0,00	0,00	0,00	8 333,33	0,00	24 999,99	0,00	24 999,99
	Sous Total compte 280413	**0,00**	**16 666,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 333,33**	**0,00**	**24 999,99**	**0,00**	**24 999,99**
28041412	Bâtiments et installations	0,00	511 305,20	0,00	0,00	0,00	132 177,84	0,00	643 483,04	0,00	643 483,04
	Sous Total compte 2804141	**0,00**	**511 305,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 177,84**	**0,00**	**643 483,04**	**0,00**	**643 483,04**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**511 305,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**132 177,84**	**0,00**	**643 483,04**	**0,00**	**643 483,04**
28041513	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	0,00	71 181,34	54 055,99	54 055,99	71 181,34	125 237,33	125 237,33	0,00	0,00
	Sous Total compte 2804151	**0,00**	**0,00**	**71 181,34**	**54 055,99**	**54 055,99**	**71 181,34**	**125 237,33**	**125 237,33**	**0,00**	**0,00**
28041583	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	571 998,15	0,00	0,00	0,00	164 283,55	0,00	736 281,70	0,00	736 281,70
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**571 998,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 283,55**	**0,00**	**736 281,70**	**0,00**	**736 281,70**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**571 998,15**	**71 181,34**	**54 055,99**	**54 055,99**	**235 464,89**	**125 237,33**	**861 519,03**	**0,00**	**736 281,70**
2804182	Bâtiments et installations	0,00	910 538,17	0,00	0,00	0,00	77 248,46	0,00	987 786,63	0,00	987 786,63
2804183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	3 625,76	0,00	0,00	0,00	25 421,60	0,00	29 047,36	0,00	29 047,36
	Sous Total compte 280418	**0,00**	**914 163,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 670,06**	**0,00**	**1 016 833,99**	**0,00**	**1 016 833,99**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**2 230 800,65**	**71 181,34**	**54 055,99**	**61 205,08**	**519 128,55**	**132 386,42**	**2 803 985,19**	**0,00**	**2 671 598,77**
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 885,73	0,00	48 885,73	0,00	48 885,73
280422	Bâtiments et installations	0,00	5 538 868,53	0,00	0,00	0,00	800 097,50	0,00	6 338 966,03	0,00	6 338 966,03

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**5 538 868,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**848 983,23**	**0,00**	**6 387 851,76**	**0,00**	**6 387 851,76**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**7 769 669,18**	**71 181,34**	**54 055,99**	**61 205,08**	**1 368 111,78**	**132 386,42**	**9 191 836,95**	**0,00**	**9 059 450,53**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	740 931,56	0,00	0,00	0,00	259 088,52	0,00	1 000 020,08	0,00	1 000 020,08
28087	Immobilisations incorporelles reçues au	0,00	5 325,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 325,42	0,00	5 325,42
	Sous Total compte 2808	**0,00**	**5 325,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 325,42**	**0,00**	**5 325,42**
	Sous Total compte 280	**0,00**	**8 663 105,94**	**71 181,34**	**54 055,99**	**61 205,08**	**1 735 497,63**	**132 386,42**	**10 452 659,56**	**0,00**	**10 320 273,14**
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	1 408 011,72	0,00	0,00	0,00	166 038,87	0,00	1 574 050,59	0,00	1 574 050,59
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**1 408 011,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**166 038,87**	**0,00**	**1 574 050,59**	**0,00**	**1 574 050,59**
281318	Autres bâtiments publics	0,00	3 197 666,71	0,00	0,00	0,00	256 873,08	0,00	3 454 539,79	0,00	3 454 539,79
	Sous Total compte 28131	**0,00**	**3 197 666,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**256 873,08**	**0,00**	**3 454 539,79**	**0,00**	**3 454 539,79**
281351	Bâtiments publics	0,00	1 794 840,12	0,00	0,00	0,00	252 487,46	0,00	2 047 327,58	0,00	2 047 327,58
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**1 794 840,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**252 487,46**	**0,00**	**2 047 327,58**	**0,00**	**2 047 327,58**
28138	Autres constructions	0,00	188 485,97	0,00	0,00	0,00	70 983,14	0,00	259 469,11	0,00	259 469,11
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**5 180 992,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**580 343,68**	**0,00**	**5 761 336,48**	**0,00**	**5 761 336,48**
28151	Réseaux de voirie	0,00	557 165,38	0,00	0,00	0,00	34 767,55	0,00	591 932,93	0,00	591 932,93
28152	Installations de voirie	0,00	2 035 367,61	0,00	0,00	0,00	182 754,68	0,00	2 218 122,29	0,00	2 218 122,29
281533	Réseaux câblés	0,00	1 791 825,82	0,00	0,00	0,00	254 870,02	0,00	2 046 695,84	0,00	2 046 695,84
281534	Réseaux d'électrification	0,00	10 859,26	0,00	0,00	0,00	387,42	0,00	11 246,68	0,00	11 246,68
281538	Autres réseaux	0,00	29 493,12	0,00	0,00	0,00	9 831,04	0,00	39 324,16	0,00	39 324,16
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**1 832 178,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 088,48**	**0,00**	**2 097 266,68**	**0,00**	**2 097 266,68**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	1 093 274,86	0,00	0,00	0,00	129 984,09	0,00	1 223 258,95	0,00	1 223 258,95
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**1 093 274,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 984,09**	**0,00**	**1 223 258,95**	**0,00**	**1 223 258,95**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281571	Matériel ferroviaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	397 667,27	0,00	397 667,27	0,00	397 667,27
2815731	Matériel roulant	0,00	1 125 390,70	0,00	0,00	0,00	11 499,29	0,00	1 136 889,99	0,00	1 136 889,99
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	67 162,73	0,00	0,00	0,00	8 427,06	0,00	75 589,79	0,00	75 589,79
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**1 192 553,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 926,35**	**0,00**	**1 212 479,78**	**0,00**	**1 212 479,78**
281578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	19 926,35	20 187,12	19 926,35	20 187,12	0,00	260,77
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**1 192 553,43**	**0,00**	**0,00**	**19 926,35**	**437 780,74**	**19 926,35**	**1 630 334,17**	**0,00**	**1 610 407,82**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	9 511 248,97	0,00	0,00	0,00	1 976 030,02	0,00	11 487 278,99	0,00	11 487 278,99
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**16 221 788,45**	**0,00**	**0,00**	**19 926,35**	**3 026 405,56**	**19 926,35**	**19 248 194,01**	**0,00**	**19 228 267,66**
281735	Installations générales, agencements, am	0,00	589 676,64	0,00	0,00	0,00	20 926,72	0,00	610 603,36	0,00	610 603,36
	Sous Total compte 28173	**0,00**	**589 676,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 926,72**	**0,00**	**610 603,36**	**0,00**	**610 603,36**
281751	Réseaux de voirie	0,00	2 926 589,22	0,00	0,00	0,00	162 588,29	0,00	3 089 177,51	0,00	3 089 177,51
281752	Installations de voirie	0,00	10 517,77	0,00	0,00	0,00	1 316,11	0,00	11 833,88	0,00	11 833,88
2817533	Réseaux câblés	0,00	59 052,78	0,00	0,00	0,00	3 280,71	0,00	62 333,49	0,00	62 333,49
2817534	Réseaux d'électrification	0,00	181 667,88	0,00	0,00	0,00	10 092,66	0,00	191 760,54	0,00	191 760,54
2817538	Autres réseaux	0,00	669 507,65	0,00	0,00	0,00	36 622,13	0,00	706 129,78	0,00	706 129,78
	Sous Total compte 281753	**0,00**	**910 228,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 995,50**	**0,00**	**960 223,81**	**0,00**	**960 223,81**
28175731	Matériel roulant	0,00	779 858,32	0,00	0,00	1 137,37	19 581,92	1 137,37	799 440,24	0,00	798 302,87
	Sous Total compte 2817573	**0,00**	**779 858,32**	**0,00**	**0,00**	**1 137,37**	**19 581,92**	**1 137,37**	**799 440,24**	**0,00**	**798 302,87**
	Sous Total compte 281757	**0,00**	**779 858,32**	**0,00**	**0,00**	**1 137,37**	**19 581,92**	**1 137,37**	**799 440,24**	**0,00**	**798 302,87**
281758	Autres installations, matériel et outill	0,00	74 301,73	0,00	0,00	0,00	2 786,20	0,00	77 087,93	0,00	77 087,93
	Sous Total compte 28175	**0,00**	**4 701 495,35**	**0,00**	**0,00**	**1 137,37**	**236 268,02**	**1 137,37**	**4 937 763,37**	**0,00**	**4 936 626,00**
2817828	Autres matériels de transport	0,00	3 163 316,89	0,00	0,00	0,00	173 226,20	0,00	3 336 543,09	0,00	3 336 543,09

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 281782	**0,00**	**3 163 316,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 226,20**	**0,00**	**3 336 543,09**	**0,00**	**3 336 543,09**
2817838	Autre matériel informatique	0,00	37 774,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 774,17	0,00	37 774,17
	Sous Total compte 281783	**0,00**	**37 774,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 774,17**	**0,00**	**37 774,17**
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	10 349,93	0,00	0,00	0,00	586,56	0,00	10 936,49	0,00	10 936,49
	Sous Total compte 281784	**0,00**	**10 349,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**586,56**	**0,00**	**10 936,49**	**0,00**	**10 936,49**
281788	Autres	0,00	196 971,97	0,00	0,00	0,00	1 193,81	0,00	198 165,78	0,00	198 165,78
	Sous Total compte 28178	**0,00**	**3 408 412,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 006,57**	**0,00**	**3 583 419,53**	**0,00**	**3 583 419,53**
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**8 699 584,95**	**0,00**	**0,00**	**1 137,37**	**432 201,31**	**1 137,37**	**9 131 786,26**	**0,00**	**9 130 648,89**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	1 974 852,03	0,00	0,00	0,00	95 579,94	0,00	2 070 431,97	0,00	2 070 431,97
281828	Autres matériels de transport	0,00	418 731,53	0,00	0,00	0,00	77 135,36	0,00	495 866,89	0,00	495 866,89
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**418 731,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 135,36**	**0,00**	**495 866,89**	**0,00**	**495 866,89**
281838	Autre matériel informatique	0,00	696 090,99	0,00	0,00	0,00	62 109,30	0,00	758 200,29	0,00	758 200,29
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**696 090,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 109,30**	**0,00**	**758 200,29**	**0,00**	**758 200,29**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	336 662,21	0,00	0,00	0,00	26 100,49	0,00	362 762,70	0,00	362 762,70
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**336 662,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 100,49**	**0,00**	**362 762,70**	**0,00**	**362 762,70**
28188	Autres	0,00	454 454,90	0,00	0,00	0,00	44 236,90	0,00	498 691,80	0,00	498 691,80
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**3 880 791,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**305 161,99**	**0,00**	**4 185 953,65**	**0,00**	**4 185 953,65**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**35 391 169,58**	**0,00**	**0,00**	**21 063,72**	**4 510 151,41**	**21 063,72**	**39 901 320,99**	**0,00**	**39 880 257,27**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**44 054 275,52**	**71 181,34**	**54 055,99**	**82 268,80**	**6 245 649,04**	**153 450,14**	**50 353 980,55**	**0,00**	**50 200 530,41**
	Total classe 2	**139 895 398,09**	**44 054 275,52**	**3 465 328,64**	**3 465 328,64**	**9 406 678,52**	**6 345 649,04**	**152 767 405,25**	**53 865 253,20**	**149 102 682,46**	**50 200 530,41**
4011	Fournisseurs	0,00	19 580,19	23 614 712,81	23 616 417,28	0,00	0,00	23 614 712,81	23 635 997,47	0,00	21 284,66
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions	0,00	0,00	115 087,95	115 087,95	0,00	0,00	115 087,95	115 087,95	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**0,00**	**115 087,95**	**115 087,95**	**0,00**	**0,00**	**115 087,95**	**115 087,95**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**19 580,19**	**23 729 800,76**	**23 731 505,23**	**0,00**	**0,00**	**23 729 800,76**	**23 751 085,42**	**0,00**	**21 284,66**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	8 527 919,04	8 527 919,04	0,00	0,00	8 527 919,04	8 527 919,04	0,00	0,00
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	863,82	27,30	1 870,47	0,00	0,00	27,30	2 734,29	0,00	2 706,99
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	66 320,61	66 320,61	0,00	0,00	66 320,61	66 320,61	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**863,82**	**66 347,91**	**68 191,08**	**0,00**	**0,00**	**66 347,91**	**69 054,90**	**0,00**	**2 706,99**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**863,82**	**8 594 266,95**	**8 596 110,12**	**0,00**	**0,00**	**8 594 266,95**	**8 596 973,94**	**0,00**	**2 706,99**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	2 783 717,14	2 783 717,14	3 262 715,14	0,00	0,00	2 783 717,14	6 046 432,28	0,00	3 262 715,14
	Sous Total compte 40	**0,00**	**2 804 161,15**	**35 107 784,85**	**35 590 330,49**	**0,00**	**0,00**	**35 107 784,85**	**38 394 491,64**	**0,00**	**3 286 706,79**
411	Redevables	224 027,89	0,00	1 366 077,07	1 207 612,94	0,00	0,00	1 590 104,96	1 207 612,94	382 492,02	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	57 249,72	0,00	351 782,17	386 235,56	0,00	0,00	409 031,89	386 235,56	22 796,33	0,00
4161	Créances douteuses	94 099,76	0,00	31 849,63	112 135,98	0,00	0,00	125 949,39	112 135,98	13 813,41	0,00
	Sous Total compte 416	**94 099,76**	**0,00**	**31 849,63**	**112 135,98**	**0,00**	**0,00**	**125 949,39**	**112 135,98**	**13 813,41**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	66 663,06	0,00	207 103,00	66 663,06	0,00	0,00	273 766,06	66 663,06	207 103,00	0,00
	Sous Total compte 418	**66 663,06**	**0,00**	**207 103,00**	**66 663,06**	**0,00**	**0,00**	**273 766,06**	**66 663,06**	**207 103,00**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**442 040,43**	**0,00**	**1 956 811,87**	**1 772 647,54**	**0,00**	**0,00**	**2 398 852,30**	**1 772 647,54**	**626 204,76**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	8 228 781,98	8 230 637,31	0,00	0,00	8 228 781,98	8 230 637,31	0,00	1 855,33
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	44 953,27	44 953,27	0,00	0,00	44 953,27	44 953,27	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**8 273 735,25**	**8 275 590,58**	**0,00**	**0,00**	**8 273 735,25**	**8 275 590,58**	**0,00**	**1 855,33**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	2 992 664,00	2 992 664,00	0,00	0,00	2 992 664,00	2 992 664,00	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	4 140 679,44	4 140 679,44	0,00	0,00	4 140 679,44	4 140 679,44	0,00	0,00
4386	Autres charges à payer	0,00	0,00	0,00	7 401,00	0,00	0,00	0,00	7 401,00	0,00	7 401,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 438	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 401,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 401,00**	**0,00**	**7 401,00**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**7 133 343,44**	**7 140 744,44**	**0,00**	**0,00**	**7 133 343,44**	**7 140 744,44**	**0,00**	**7 401,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	0,00	0,00	32 082,00	32 082,00	0,00	0,00	32 082,00	32 082,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**32 082,00**	**32 082,00**	**0,00**	**0,00**	**32 082,00**	**32 082,00**	**0,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	323 313,41	323 313,41	0,00	0,00	323 313,41	323 313,41	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**323 313,41**	**323 313,41**	**0,00**	**0,00**	**323 313,41**	**323 313,41**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	0,00	580 941,35	580 941,35	0,00	0,00	580 941,35	580 941,35	0,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**0,00**	**580 941,35**	**580 941,35**	**0,00**	**0,00**	**580 941,35**	**580 941,35**	**0,00**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	168 789,75	168 789,75	0,00	0,00	168 789,75	168 789,75	0,00	0,00
44332	Recettes - Amiable	0,00	0,00	239 321,75	239 321,75	0,00	0,00	239 321,75	239 321,75	0,00	0,00
44336	Recettes - Contentieux	388,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	388,80	0,00	388,80	0,00
	Sous Total compte 4433	**388,80**	**0,00**	**408 111,50**	**408 111,50**	**0,00**	**0,00**	**408 500,30**	**408 111,50**	**388,80**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	0,00	29 651 490,65	29 776 490,65	0,00	0,00	29 651 490,65	29 776 490,65	0,00	125 000,00
44342	Recettes - Amiable	0,00	0,00	1 200 323,00	1 200 323,00	0,00	0,00	1 200 323,00	1 200 323,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**0,00**	**30 851 813,65**	**30 976 813,65**	**0,00**	**0,00**	**30 851 813,65**	**30 976 813,65**	**0,00**	**125 000,00**
44351	Dépenses	0,00	13 650,00	9 925 812,39	9 912 162,39	0,00	0,00	9 925 812,39	9 925 812,39	0,00	0,00
	Sous Total compte 4435	**0,00**	**13 650,00**	**9 925 812,39**	**9 912 162,39**	**0,00**	**0,00**	**9 925 812,39**	**9 925 812,39**	**0,00**	**0,00**
44361	Dépenses	0,00	0,00	4 675 250,00	4 675 250,00	0,00	0,00	4 675 250,00	4 675 250,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**0,00**	**4 675 250,00**	**4 675 250,00**	**0,00**	**0,00**	**4 675 250,00**	**4 675 250,00**	**0,00**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	540,00	540,00	0,00	0,00	540,00	540,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4437	**0,00**	**0,00**	**540,00**	**540,00**	**0,00**	**0,00**	**540,00**	**540,00**	**0,00**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	5 537 493,60	5 537 493,60	0,00	0,00	5 537 493,60	5 537 493,60	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**0,00**	**5 537 493,60**	**5 537 493,60**	**0,00**	**0,00**	**5 537 493,60**	**5 537 493,60**	**0,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 443	**388,80**	**13 650,00**	**51 979 962,49**	**52 091 312,49**	**0,00**	**0,00**	**51 980 351,29**	**52 104 962,49**	**0,00**	**124 611,20**
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	1 012,00	42 917,00	43 656,00	0,00	0,00	42 917,00	44 668,00	0,00	1 751,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**1 012,00**	**42 917,00**	**43 656,00**	**0,00**	**0,00**	**42 917,00**	**44 668,00**	**0,00**	**1 751,00**
44562	T.V.A. sur immobilisations	0,00	0,00	499,44	499,44	0,00	0,00	499,44	499,44	0,00	0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services	30,33	0,00	16 533,39	16 533,39	0,00	0,00	16 563,72	16 533,39	30,33	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	12 830,00	0,00	67 427,00	77 947,00	0,00	0,00	80 257,00	77 947,00	2 310,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**12 860,33**	**0,00**	**84 459,83**	**94 979,83**	**0,00**	**0,00**	**97 320,16**	**94 979,83**	**2 340,33**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	31 099,65	54 207,44	53 743,68	0,00	0,00	54 207,44	84 843,33	0,00	30 635,89
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**31 099,65**	**54 207,44**	**53 743,68**	**0,00**	**0,00**	**54 207,44**	**84 843,33**	**0,00**	**30 635,89**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00	0,00	0,00
44585	TVA à régulariser - Retenue de garantie	69,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69,72	0,00	69,72	0,00
	Sous Total compte 4458	**69,72**	**0,00**	**17 000,00**	**17 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 069,72**	**17 000,00**	**69,72**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**12 930,05**	**32 111,65**	**198 584,27**	**209 379,51**	**0,00**	**0,00**	**211 514,32**	**241 491,16**	**0,00**	**29 976,84**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	331 782,50	331 782,50	0,00	0,00	331 782,50	331 782,50	0,00	0,00
4487	Produits à recevoir	166 314,78	0,00	708 905,13	166 314,78	0,00	0,00	875 219,91	166 314,78	708 905,13	0,00
	Sous Total compte 448	**166 314,78**	**0,00**	**708 905,13**	**166 314,78**	**0,00**	**0,00**	**875 219,91**	**166 314,78**	**708 905,13**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**179 633,63**	**45 761,65**	**53 574 629,80**	**53 154 184,69**	**0,00**	**0,00**	**53 754 263,43**	**53 199 946,34**	**554 317,09**	**0,00**
451001	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	5 281 659,93	13 693 467,60	12 607 755,52	0,00	0,00	13 693 467,60	17 889 415,45	0,00	4 195 947,85
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	5 047 424,45	11 087 858,00	11 107 281,93	0,00	0,00	11 087 858,00	16 154 706,38	0,00	5 066 848,38
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	888 851,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	888 851,48	0,00	888 851,48
451005	Compte de rattachement avec... (à subdiv	397 440,91	0,00	24 599,00	158 606,91	0,00	0,00	422 039,91	158 606,91	263 433,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
451006	Compte de rattachement avec... (à subdiv	1 173 261,14	0,00	184 110,00	1 082 317,00	0,00	0,00	1 357 371,14	1 082 317,00	275 054,14	0,00
451007	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	1 015 840,56	17 489 565,74	17 135 664,24	0,00	0,00	17 489 565,74	18 151 504,80	0,00	661 939,06
451008	Compte de rattachement avec... (à subdiv	710 671,34	0,00	2 570 478,71	345 280,22	0,00	0,00	3 281 150,05	345 280,22	2 935 869,83	0,00
	Sous Total compte 451	**2 281 373,39**	**12 233 776,42**	**45 050 079,05**	**42 436 905,82**	**0,00**	**0,00**	**47 331 452,44**	**54 670 682,24**	**0,00**	**7 339 229,80**
4541101	Dépenses	9 610 219,93	0,00	0,00	0,00	1 138 873,18	0,00	10 749 093,11	0,00	10 749 093,11	0,00
4541103	Dépenses	43 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 350,00	0,00	43 350,00	0,00
	Sous Total compte 45411	**9 653 569,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 138 873,18**	**0,00**	**10 792 443,11**	**0,00**	**10 792 443,11**	**0,00**
4541201	Recettes	0,00	1 830 399,80	0,00	0,00	0,00	258 428,80	0,00	2 088 828,60	0,00	2 088 828,60
4541202	Recettes	0,00	780 796,99	0,00	0,00	0,00	151 285,01	0,00	932 082,00	0,00	932 082,00
4541203	Recettes	0,00	1 681 780,02	0,00	0,00	0,00	483 439,98	0,00	2 165 220,00	0,00	2 165 220,00
4541208	Recettes	0,00	3 640 788,70	0,00	0,00	0,00	29 250,72	0,00	3 670 039,42	0,00	3 670 039,42
	Sous Total compte 45412	**0,00**	**7 933 765,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**922 404,51**	**0,00**	**8 856 170,02**	**0,00**	**8 856 170,02**
	Sous Total compte 4541	**9 653 569,93**	**7 933 765,51**	**0,00**	**0,00**	**1 138 873,18**	**922 404,51**	**10 792 443,11**	**8 856 170,02**	**1 936 273,09**	**0,00**
	Sous Total compte 454	**9 653 569,93**	**7 933 765,51**	**0,00**	**0,00**	**1 138 873,18**	**922 404,51**	**10 792 443,11**	**8 856 170,02**	**1 936 273,09**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**11 934 943,32**	**20 167 541,93**	**45 050 079,05**	**42 436 905,82**	**1 138 873,18**	**922 404,51**	**58 123 895,55**	**63 526 852,26**	**0,00**	**5 402 956,71**
4648	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	101 127,95	101 127,95	0,00	0,00	101 127,95	101 127,95	0,00	0,00
	Sous Total compte 464	**0,00**	**0,00**	**101 127,95**	**101 127,95**	**0,00**	**0,00**	**101 127,95**	**101 127,95**	**0,00**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	62 468,34	251 571,03	215 769,44	0,00	0,00	251 571,03	278 237,78	0,00	26 666,75
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	2 500,00	5 960 508,00	5 958 508,00	0,00	0,00	5 960 508,00	5 961 008,00	0,00	500,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**2 500,00**	**5 960 508,00**	**5 958 508,00**	**0,00**	**0,00**	**5 960 508,00**	**5 961 008,00**	**0,00**	**500,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	422 982,85	0,00	647 737,62	1 004 243,15	0,00	0,00	1 070 720,47	1 004 243,15	66 477,32	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	9 444,22	0,00	33 473,33	7 652,57	0,00	0,00	42 917,55	7 652,57	35 264,98	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4672	**432 427,07**	**0,00**	**681 210,95**	**1 011 895,72**	**0,00**	**0,00**	**1 113 638,02**	**1 011 895,72**	**101 742,30**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**432 427,07**	**2 500,00**	**6 641 718,95**	**6 970 403,72**	**0,00**	**0,00**	**7 074 146,02**	**6 972 903,72**	**101 242,30**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	43 909,60	43 909,60	40 600,00	0,00	0,00	43 909,60	84 509,60	0,00	40 600,00
4687	Produits à recevoir	0,00	0,00	142 003,00	0,00	0,00	0,00	142 003,00	0,00	142 003,00	0,00
	Sous Total compte 468	**0,00**	**43 909,60**	**185 912,60**	**40 600,00**	**0,00**	**0,00**	**185 912,60**	**84 509,60**	**101 403,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**432 427,07**	**108 877,94**	**7 180 330,53**	**7 327 901,11**	**0,00**	**0,00**	**7 612 757,60**	**7 436 779,05**	**175 978,55**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	0,00	231 397,96	231 397,96	0,00	0,00	231 397,96	231 397,96	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	1 919,50	22 152,76	20 271,66	0,00	0,00	22 152,76	22 191,16	0,00	38,40
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	60 811 931,15	60 811 931,15	0,00	0,00	60 811 931,15	60 811 931,15	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	8 619 029,00	8 619 029,00	0,00	0,00	8 619 029,00	8 619 029,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	2 109 754,89	2 109 754,89	0,00	0,00	2 109 754,89	2 109 754,89	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	1 153,44	29 778 696,00	29 814 336,16	0,00	0,00	29 778 696,00	29 815 489,60	0,00	36 793,60
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**1 153,44**	**101 319 411,04**	**101 355 051,20**	**0,00**	**0,00**	**101 319 411,04**	**101 356 204,64**	**0,00**	**36 793,60**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	0,00	1 480,05	1 696,98	0,00	0,00	1 480,05	1 696,98	0,00	216,93
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	0,00	276 816,13	281 918,31	0,00	0,00	276 816,13	281 918,31	0,00	5 102,18
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**0,00**	**278 296,18**	**283 615,29**	**0,00**	**0,00**	**278 296,18**	**283 615,29**	**0,00**	**5 319,11**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	116 905,21	116 905,21	0,00	0,00	116 905,21	116 905,21	0,00	0,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**0,00**	**395 201,39**	**400 520,50**	**0,00**	**0,00**	**395 201,39**	**400 520,50**	**0,00**	**5 319,11**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	0,00	2 517,62	2 517,62	0,00	0,00	2 517,62	2 517,62	0,00	0,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**0,00**	**2 517,62**	**2 517,62**	**0,00**	**0,00**	**2 517,62**	**2 517,62**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	40,00	5 047 622,14	5 167 582,14	0,00	0,00	5 047 622,14	5 167 622,14	0,00	120 000,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**3 112,94**	**107 018 302,91**	**107 177 341,08**	**0,00**	**0,00**	**107 018 302,91**	**107 180 454,02**	**0,00**	**162 151,11**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	1 227 740,83	1 227 740,83	0,00	0,00	1 227 740,83	1 227 740,83	0,00	0,00
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	15 696,12	15 430,46	0,00	0,00	15 696,12	15 430,46	265,66	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**1 243 436,95**	**1 243 171,29**	**0,00**	**0,00**	**1 243 436,95**	**1 243 171,29**	**265,66**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	25,12	23,94	0,00	0,00	25,12	23,94	1,18	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	3 301 077,44	3 301 077,44	0,00	0,00	3 301 077,44	3 301 077,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**4 544 539,51**	**4 544 272,67**	**0,00**	**0,00**	**4 544 539,51**	**4 544 272,67**	**266,84**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	5,17	5,17	0,00	0,00	5,17	5,17	0,00	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**5,17**	**5,17**	**0,00**	**0,00**	**5,17**	**5,17**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**3 112,94**	**111 562 847,59**	**111 721 618,92**	**0,00**	**0,00**	**111 562 847,59**	**111 724 731,86**	**0,00**	**161 884,27**
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	3 087,00	1 293,00	0,00	0,00	0,00	1 293,00	3 087,00	0,00	1 794,00
	Sous Total compte 496	**0,00**	**3 087,00**	**1 293,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 293,00**	**3 087,00**	**0,00**	**1 794,00**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**3 087,00**	**1 293,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 293,00**	**3 087,00**	**0,00**	**1 794,00**
	Total classe 4	**12 989 044,45**	**23 132 542,61**	**269 840 855,38**	**267 419 923,59**	**1 138 873,18**	**922 404,51**	**283 968 773,01**	**291 474 870,71**	**15 848 720,96**	**23 354 818,66**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	5 936,31	5 936,31	0,00	0,00	5 936,31	5 936,31	0,00	0,00
5116	T.I.P. à l'encaissement	0,00	0,00	36 251,99	36 251,99	0,00	0,00	36 251,99	36 251,99	0,00	0,00
51176	T.I.P. impayés	0,00	0,00	151,20	151,20	0,00	0,00	151,20	151,20	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	1 592,97	1 592,97	0,00	0,00	1 592,97	1 592,97	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**1 744,17**	**1 744,17**	**0,00**	**0,00**	**1 744,17**	**1 744,17**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	758,84	0,00	61 304,22	62 063,06	0,00	0,00	62 063,06	62 063,06	0,00	0,00
	Sous Total compte 511	**758,84**	**0,00**	**105 236,69**	**105 995,53**	**0,00**	**0,00**	**105 995,53**	**105 995,53**	**0,00**	**0,00**
515	Compte au Trésor	20 905 020,04	0,00	131 418 976,89	132 983 175,11	0,00	0,00	152 323 996,93	132 983 175,11	19 340 821,82	0,00
	Sous Total compte 51	**20 905 778,88**	**0,00**	**131 524 213,58**	**133 089 170,64**	**0,00**	**0,00**	**152 429 992,46**	**133 089 170,64**	**19 340 821,82**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5411	Régisseurs d'avances (avances)	5 000,00	0,00	2 806,66	2 806,66	0,00	0,00	7 806,66	2 806,66	5 000,00	0,00
	Sous Total compte 541	**5 000,00**	**0,00**	**2 806,66**	**2 806,66**	**0,00**	**0,00**	**7 806,66**	**2 806,66**	**5 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**5 000,00**	**0,00**	**2 806,66**	**2 806,66**	**0,00**	**0,00**	**7 806,66**	**2 806,66**	**5 000,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	7 841 084,24	7 841 084,24	0,00	0,00	7 841 084,24	7 841 084,24	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	184 664,80	184 664,80	0,00	0,00	184 664,80	184 664,80	0,00	0,00
586	Opérations financières entre le budget p	0,00	0,00	18 990 078,47	18 990 078,47	0,00	0,00	18 990 078,47	18 990 078,47	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	1 043,16	1 043,16	0,00	0,00	1 043,16	1 043,16	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**1 043,16**	**1 043,16**	**0,00**	**0,00**	**1 043,16**	**1 043,16**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	128 239,73	128 239,73	0,00	0,00	128 239,73	128 239,73	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**27 145 110,40**	**27 145 110,40**	**0,00**	**0,00**	**27 145 110,40**	**27 145 110,40**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**20 910 778,88**	**0,00**	**158 672 130,64**	**160 237 087,70**	**0,00**	**0,00**	**179 582 909,52**	**160 237 087,70**	**19 345 821,82**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	68 606,82	23 123,94	68 606,82	23 123,94	45 482,88	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	691 728,36	267 600,57	691 728,36	267 600,57	424 127,79	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**760 335,18**	**290 724,51**	**760 335,18**	**290 724,51**	**469 610,67**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	529 043,55	59 247,71	529 043,55	59 247,71	469 795,84	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	2 129,23	720,13	2 129,23	720,13	1 409,10	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	297,00	0,00	297,00	0,00	297,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 038,07	500,00	2 038,07	500,00	1 538,07	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**583 507,85**	**60 467,84**	**583 507,85**	**60 467,84**	**523 040,01**	**0,00**
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	37 183,71	2 684,21	37 183,71	2 684,21	34 499,50	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	40 477,80	0,00	40 477,80	0,00	40 477,80	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 661,51**	**2 684,21**	**77 661,51**	**2 684,21**	**74 977,30**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	22 789,72	442,36	22 789,72	442,36	22 347,36	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	12 555,20	4 753,74	12 555,20	4 753,74	7 801,46	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 456 849,46**	**359 072,66**	**1 456 849,46**	**359 072,66**	**1 097 776,80**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 456 849,46**	**359 072,66**	**1 456 849,46**	**359 072,66**	**1 097 776,80**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	18 518 742,78	1 770 587,31	18 518 742,78	1 770 587,31	16 748 155,47	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	204 402,16	29 142,97	204 402,16	29 142,97	175 259,19	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	198,00	198,00	198,00	198,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	110 655,15	16 271,93	110 655,15	16 271,93	94 383,22	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 853,15**	**16 469,93**	**110 853,15**	**16 469,93**	**94 383,22**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**315 255,31**	**45 612,90**	**315 255,31**	**45 612,90**	**269 642,41**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	59 107,54	1 787,61	59 107,54	1 787,61	57 319,93	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	300 677,28	23 712,00	300 677,28	23 712,00	276 965,28	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	24 123,09	12 589,80	24 123,09	12 589,80	11 533,29	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	11 407,64	1 428,00	11 407,64	1 428,00	9 979,64	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 530,73**	**14 017,80**	**35 530,73**	**14 017,80**	**21 512,93**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	51 002,21	0,00	51 002,21	0,00	51 002,21	0,00
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	106 656,44	0,00	106 656,44	0,00	106 656,44	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**157 658,65**	**0,00**	**157 658,65**	**0,00**	**157 658,65**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**493 866,66**	**37 729,80**	**493 866,66**	**37 729,80**	**456 136,86**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	658 639,65	15 465,57	658 639,65	15 465,57	643 174,08	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	17 844,79	1 344,00	17 844,79	1 344,00	16 500,79	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**676 484,44**	**16 809,57**	**676 484,44**	**16 809,57**	**659 674,87**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	378 592,66	71 994,82	378 592,66	71 994,82	306 597,84	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 548 943,76**	**126 534,19**	**1 548 943,76**	**126 534,19**	**1 422 409,57**	**0,00**
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi	0,00	0,00	0,00	0,00	83 746,30	0,00	83 746,30	0,00	83 746,30	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	186 676,90	0,00	186 676,90	0,00	186 676,90	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**270 423,20**	**0,00**	**270 423,20**	**0,00**	**270 423,20**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	677 664,28	171 892,50	677 664,28	171 892,50	505 771,78	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	18 716,41	33,67	18 716,41	33,67	18 682,74	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	13 246,44	5 402,00	13 246,44	5 402,00	7 844,44	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	0,00	120,00	0,00	120,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 348,59	86,00	5 348,59	86,00	5 262,59	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 431,44**	**5 521,67**	**37 431,44**	**5 521,67**	**31 909,77**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 427 568,31**	**2 121 936,18**	**21 427 568,31**	**2 121 936,18**	**19 305 632,13**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	403 754,99	0,00	403 754,99	0,00	403 754,99	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**403 754,99**	**0,00**	**403 754,99**	**0,00**	**403 754,99**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	291 798,94	53 957,84	291 798,94	53 957,84	237 841,10	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**291 798,94**	**53 957,84**	**291 798,94**	**53 957,84**	**237 841,10**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	32 352,47	0,00	32 352,47	0,00	32 352,47	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**324 151,41**	**53 957,84**	**324 151,41**	**53 957,84**	**270 193,57**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	47 428,22	3 409,18	47 428,22	3 409,18	44 019,04	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	8 297,45	0,00	8 297,45	0,00	8 297,45	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	537,00	0,00	537,00	0,00	537,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	20 798,50	1 828,15	20 798,50	1 828,15	18 970,35	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	49 965,64	6 554,40	49 965,64	6 554,40	43 411,24	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	46 521,97	18 163,02	46 521,97	18 163,02	28 358,95	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 548,78**	**29 954,75**	**173 548,78**	**29 954,75**	**143 594,03**	**0,00**
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	5 640,55	673,53	5 640,55	673,53	4 967,02	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 640,55**	**673,53**	**5 640,55**	**673,53**	**4 967,02**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	28 756,93	1 141,60	28 756,93	1 141,60	27 615,33	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	14,76	0,00	14,76	0,00	14,76	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 771,69**	**1 141,60**	**28 771,69**	**1 141,60**	**27 630,09**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	18 216,85	1 500,00	18 216,85	1 500,00	16 716,85	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	19 845,07	91,37	19 845,07	91,37	19 753,70	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 061,92**	**1 591,37**	**38 061,92**	**1 591,37**	**36 470,55**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	602,37	0,00	602,37	0,00	602,37	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 459 869,29	1 000,00	2 459 869,29	1 000,00	2 458 869,29	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	373 886,92	53 351,92	373 886,92	53 351,92	320 535,00	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	59 669,04	27 257,94	59 669,04	27 257,94	32 411,10	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 669,04**	**27 257,94**	**59 669,04**	**27 257,94**	**32 411,10**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	86 751,48	8 420,95	86 751,48	8 420,95	78 330,53	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 980 176,73**	**90 030,81**	**2 980 176,73**	**90 030,81**	**2 890 145,92**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 954 708,44**	**177 349,90**	**3 954 708,44**	**177 349,90**	**3 777 358,54**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	31 478,64	0,00	31 478,64	0,00	31 478,64	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	19 674,62	0,00	19 674,62	0,00	19 674,62	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	99 080,17	0,00	99 080,17	0,00	99 080,17	0,00
6338	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	11 804,46	0,00	11 804,46	0,00	11 804,46	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 037,89**	**0,00**	**162 037,89**	**0,00**	**162 037,89**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	214 838,00	0,00	214 838,00	0,00	214 838,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**214 838,00**	**0,00**	**214 838,00**	**0,00**	**214 838,00**	**0,00**
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	8 828,68	0,00	8 828,68	0,00	8 828,68	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 666,68**	**0,00**	**223 666,68**	**0,00**	**223 666,68**	**0,00**
6378	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	550,00	0,00	550,00	0,00	550,00	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**550,00**	**0,00**	**550,00**	**0,00**	**550,00**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**386 254,57**	**0,00**	**386 254,57**	**0,00**	**386 254,57**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	8 789 050,28	0,00	8 789 050,28	0,00	8 789 050,28	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	230 728,32	0,00	230 728,32	0,00	230 728,32	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 388 778,71	0,00	1 388 778,71	0,00	1 388 778,71	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 408 557,31**	**0,00**	**10 408 557,31**	**0,00**	**10 408 557,31**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 088 159,33	0,61	2 088 159,33	0,61	2 088 158,72	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	266 066,78	0,00	266 066,78	0,00	266 066,78	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 354 226,11**	**0,61**	**2 354 226,11**	**0,61**	**2 354 225,50**	**0,00**
64162	Emplois d'avenir	0,00	0,00	0,00	0,00	10 507,08	0,00	10 507,08	0,00	10 507,08	0,00
	Sous Total compte 6416	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 507,08**	**0,00**	**10 507,08**	**0,00**	**10 507,08**	**0,00**
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	517 146,20	0,00	517 146,20	0,00	517 146,20
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 773 290,50**	**517 146,81**	**12 773 290,50**	**517 146,81**	**12 256 143,69**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	757 285,75	0,00	757 285,75	0,00	757 285,75	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	1 117 279,80	0,00	1 117 279,80	0,00	1 117 279,80	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	40 943,03	0,00	40 943,03	0,00	40 943,03	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	437 046,00	0,00	437 046,00	0,00	437 046,00	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	63 248,06	0,00	63 248,06	0,00	63 248,06	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 139,78	0,00	5 139,78	0,00	5 139,78
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 415 802,64**	**5 139,78**	**2 415 802,64**	**5 139,78**	**2 410 662,86**	**0,00**
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	12 245,88	0,00	12 245,88	0,00	12 245,88	0,00
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	37 657,51	0,00	37 657,51	0,00	37 657,51	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 657,51**	**0,00**	**37 657,51**	**0,00**	**37 657,51**	**0,00**
6474	Versements aux oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	64 445,00	0,00	64 445,00	0,00	64 445,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	31 239,75	0,00	31 239,75	0,00	31 239,75	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	461 538,00	0,00	461 538,00	0,00	461 538,00	0,00
6479	Remboursements sur autres charges social	0,00	0,00	0,00	0,00	262,80	185 907,60	262,80	185 907,60	0,00	185 644,80
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**607 388,94**	**185 907,60**	**607 388,94**	**185 907,60**	**421 481,34**	**0,00**
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	88 060,84	43 443,00	88 060,84	43 443,00	44 617,84	0,00
	Sous Total compte 648	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 060,84**	**43 443,00**	**88 060,84**	**43 443,00**	**44 617,84**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 884 542,92**	**751 637,19**	**15 884 542,92**	**751 637,19**	**15 132 905,73**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	227 096,51	0,00	227 096,51	0,00	227 096,51	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	35 937,84	0,00	35 937,84	0,00	35 937,84	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	12 401,23	0,00	12 401,23	0,00	12 401,23	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	21 932,84	0,00	21 932,84	0,00	21 932,84	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**297 368,42**	**0,00**	**297 368,42**	**0,00**	**297 368,42**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**297 368,42**	**0,00**	**297 368,42**	**0,00**	**297 368,42**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	785,02	0,00	785,02	0,00	785,02	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	258,14	0,00	258,14	0,00	258,14	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 043,16**	**0,00**	**1 043,16**	**0,00**	**1 043,16**	**0,00**
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 610 959,40	0,00	1 610 959,40	0,00	1 610 959,40	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 610 959,40**	**0,00**	**1 610 959,40**	**0,00**	**1 610 959,40**	**0,00**
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 610 959,40**	**0,00**	**1 610 959,40**	**0,00**	**1 610 959,40**	**0,00**
65736221	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	4 675 100,00	0,00	4 675 100,00	0,00	4 675 100,00	0,00
	Sous Total compte 6573622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 675 100,00**	**0,00**	**4 675 100,00**	**0,00**	**4 675 100,00**	**0,00**
	Sous Total compte 657362	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 675 100,00**	**0,00**	**4 675 100,00**	**0,00**	**4 675 100,00**	**0,00**
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 675 100,00**	**0,00**	**4 675 100,00**	**0,00**	**4 675 100,00**	**0,00**
657382	Organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	116 650,00	2 500,00	116 650,00	2 500,00	114 150,00	0,00
	Sous Total compte 65738	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**116 650,00**	**2 500,00**	**116 650,00**	**2 500,00**	**114 150,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 791 750,00**	**2 500,00**	**4 791 750,00**	**2 500,00**	**4 789 250,00**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	1 443 072,17	124 000,00	1 443 072,17	124 000,00	1 319 072,17	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 443 072,17**	**124 000,00**	**1 443 072,17**	**124 000,00**	**1 319 072,17**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 234 822,17**	**126 500,00**	**6 234 822,17**	**126 500,00**	**6 108 322,17**	**0,00**
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	849,60	0,00	849,60	0,00	849,60	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**849,60**	**0,00**	**849,60**	**0,00**	**849,60**	**0,00**
6583	Pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	9 786,69	0,00	9 786,69	0,00	9 786,69	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	75 816,89	0,00	75 816,89	0,00	75 816,89	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 816,89**	**0,00**	**75 816,89**	**0,00**	**75 816,89**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 453,18**	**0,00**	**86 453,18**	**0,00**	**86 453,18**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 230 646,33**	**126 500,00**	**8 230 646,33**	**126 500,00**	**8 104 146,33**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	328 013,05	0,00	328 013,05	0,00	328 013,05	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	82 815,99	99 085,12	82 815,99	99 085,12	0,00	16 269,13
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**410 829,04**	**99 085,12**	**410 829,04**	**99 085,12**	**311 743,92**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**410 829,04**	**99 085,12**	**410 829,04**	**99 085,12**	**311 743,92**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**410 829,04**	**99 085,12**	**410 829,04**	**99 085,12**	**311 743,92**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	973,84	0,00	973,84	0,00	973,84	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**973,84**	**0,00**	**973,84**	**0,00**	**973,84**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	6 225 722,69	8 286,46	6 225 722,69	8 286,46	6 217 436,23	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 225 722,69**	**8 286,46**	**6 225 722,69**	**8 286,46**	**6 217 436,23**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 225 722,69**	**8 286,46**	**6 225 722,69**	**8 286,46**	**6 217 436,23**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 978 095,60**	**3 643 867,51**	**57 978 095,60**	**3 643 867,51**	**55 058 428,00**	**724 199,91**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	377,00	0,00	377,00	0,00	377,00
70328	Autres droits de stationnement et de loc	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 577,00**	**0,00**	**1 577,00**	**0,00**	**1 577,00**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 577,00**	**0,00**	**1 577,00**	**0,00**	**1 577,00**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	29 760,47	269 791,40	29 760,47	269 791,40	0,00	240 030,93
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145,52	0,00	145,52	0,00	145,52
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145,52**	**0,00**	**145,52**	**0,00**	**145,52**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145,52**	**0,00**	**145,52**	**0,00**	**145,52**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 760,47**	**269 936,92**	**29 760,47**	**269 936,92**	**0,00**	**240 176,45**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200 323,00	0,00	1 200 323,00	0,00	1 200 323,00
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200 323,00**	**0,00**	**1 200 323,00**	**0,00**	**1 200 323,00**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200 323,00**	**0,00**	**1 200 323,00**	**0,00**	**1 200 323,00**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 760,47**	**1 471 836,92**	**29 760,47**	**1 471 836,92**	**0,00**	**1 442 076,45**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 394 793,00	0,00	16 394 793,00	0,00	16 394 793,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	122 514,00	1 379 620,00	122 514,00	1 379 620,00	0,00	1 257 106,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 079 914,00	0,00	1 079 914,00	0,00	1 079 914,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122 514,00**	**18 854 327,00**	**122 514,00**	**18 854 327,00**	**0,00**	**18 731 813,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 309 179,00	0,00	22 309 179,00	0,00	22 309 179,00
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiq	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 893 706,00	0,00	1 893 706,00	0,00	1 893 706,00
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 202 885,00**	**0,00**	**24 202 885,00**	**0,00**	**24 202 885,00**
73158	Autres taxes liées aux transports, aux v	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 248,00	0,00	58 248,00	0,00	58 248,00
	Sous Total compte 7315	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 248,00**	**0,00**	**58 248,00**	**0,00**	**58 248,00**
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	3 187,61	238 105,74	3 187,61	238 105,74	0,00	234 918,13
	Sous Total compte 73172	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 187,61**	**238 105,74**	**3 187,61**	**238 105,74**	**0,00**	**234 918,13**
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 187,61**	**238 105,74**	**3 187,61**	**238 105,74**	**0,00**	**234 918,13**
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	434 681,00	0,00	434 681,00	0,00	434 681,00
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**125 701,61**	**43 788 246,74**	**125 701,61**	**43 788 246,74**	**0,00**	**43 662 545,13**
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 428 103,00	0,00	9 428 103,00	0,00	9 428 103,00
732221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	698 589,00	0,00	698 589,00	0,00	698 589,00
	Sous Total compte 73222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**698 589,00**	**0,00**	**698 589,00**	**0,00**	**698 589,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7322	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 126 692,00**	**0,00**	**10 126 692,00**	**0,00**	**10 126 692,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 126 692,00**	**0,00**	**10 126 692,00**	**0,00**	**10 126 692,00**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 067 056,00	0,00	14 067 056,00	0,00	14 067 056,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 332 487,00	0,00	5 332 487,00	0,00	5 332 487,00
	Sous Total compte 735	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 399 543,00**	**0,00**	**19 399 543,00**	**0,00**	**19 399 543,00**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève	0,00	0,00	0,00	0,00	50 337,00	0,00	50 337,00	0,00	50 337,00	0,00
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 337,00**	**0,00**	**50 337,00**	**0,00**	**50 337,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 337,00**	**0,00**	**50 337,00**	**0,00**	**50 337,00**	**0,00**
73918	Autres reversements et restitutions sur	0,00	0,00	0,00	0,00	8 841,35	0,00	8 841,35	0,00	8 841,35	0,00
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 178,35**	**0,00**	**59 178,35**	**0,00**	**59 178,35**	**0,00**
739211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	33 328 843,33	0,00	33 328 843,33	0,00	33 328 843,33	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	4 205 699,00	0,00	4 205 699,00	0,00	4 205 699,00	0,00
739218	Autres prélèvements pour reversements de	0,00	0,00	0,00	0,00	1 038 130,00	0,00	1 038 130,00	0,00	1 038 130,00	0,00
	Sous Total compte 73921	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 572 672,33**	**0,00**	**38 572 672,33**	**0,00**	**38 572 672,33**	**0,00**
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	1 182 321,00	0,00	1 182 321,00	0,00	1 182 321,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 182 321,00**	**0,00**	**1 182 321,00**	**0,00**	**1 182 321,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 182 321,00**	**0,00**	**1 182 321,00**	**0,00**	**1 182 321,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 754 993,33**	**0,00**	**39 754 993,33**	**0,00**	**39 754 993,33**	**0,00**
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 814 171,68**	**0,00**	**39 814 171,68**	**0,00**	**39 814 171,68**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 939 873,29**	**73 314 481,74**	**39 939 873,29**	**73 314 481,74**	**0,00**	**33 374 608,45**
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 043 392,00	0,00	1 043 392,00	0,00	1 043 392,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 877 048,00	0,00	6 877 048,00	0,00	6 877 048,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 920 440,00**	**0,00**	**7 920 440,00**	**0,00**	**7 920 440,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 920 440,00**	**0,00**	**7 920 440,00**	**0,00**	**7 920 440,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 920 440,00**	**0,00**	**7 920 440,00**	**0,00**	**7 920 440,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 906,16	0,00	24 906,16	0,00	24 906,16
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 683,98	0,00	96 683,98	0,00	96 683,98
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**96 683,98**	**0,00**	**96 683,98**	**0,00**	**96 683,98**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 743,00	0,00	156 743,00	0,00	156 743,00
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	239 321,75	0,00	239 321,75	0,00	239 321,75
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	114 583,78	3 141 198,45	114 583,78	3 141 198,45	0,00	3 026 614,67
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**114 583,78**	**3 141 198,45**	**114 583,78**	**3 141 198,45**	**0,00**	**3 026 614,67**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**114 583,78**	**3 141 198,45**	**114 583,78**	**3 141 198,45**	**0,00**	**3 026 614,67**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**114 583,78**	**3 633 947,18**	**114 583,78**	**3 633 947,18**	**0,00**	**3 519 363,40**
748312	D.C.R.T.P.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 576 437,00	0,00	4 576 437,00	0,00	4 576 437,00
	Sous Total compte 74831	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 576 437,00**	**0,00**	**4 576 437,00**	**0,00**	**4 576 437,00**
74832	État - Compensation au titre de la Contr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 783 374,00	0,00	6 783 374,00	0,00	6 783 374,00
74834	État - compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 194,00	0,00	13 194,00	0,00	13 194,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 003,00	0,00	168 003,00	0,00	168 003,00
	Sous Total compte 74838	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**168 003,00**	**0,00**	**168 003,00**	**0,00**	**168 003,00**
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 541 008,00**	**0,00**	**11 541 008,00**	**0,00**	**11 541 008,00**
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	51 731,00	51 731,00	51 731,00	51 731,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 7488	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 731,00**	**51 731,00**	**51 731,00**	**51 731,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 731,00**	**11 592 739,00**	**51 731,00**	**11 592 739,00**	**0,00**	**11 541 008,00**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**166 314,78**	**23 172 032,34**	**166 314,78**	**23 172 032,34**	**0,00**	**23 005 717,56**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 216,63	0,00	328 216,63	0,00	328 216,63
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 397,77	0,00	108 397,77	0,00	108 397,77
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	36 902,81	710 610,31	36 902,81	710 610,31	0,00	673 707,50
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 902,81**	**710 610,31**	**36 902,81**	**710 610,31**	**0,00**	**673 707,50**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 902,81**	**710 610,31**	**36 902,81**	**710 610,31**	**0,00**	**673 707,50**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 902,81**	**1 147 224,71**	**36 902,81**	**1 147 224,71**	**0,00**	**1 110 321,90**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 650,00	0,00	13 650,00	0,00	13 650,00
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 533 092,75	0,00	1 533 092,75	0,00	1 533 092,75
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 546 742,75**	**0,00**	**1 546 742,75**	**0,00**	**1 546 742,75**
7811	Reprises sur amortissements des immobili	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 055,99	0,00	54 055,99	0,00	54 055,99
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 293,00	0,00	1 293,00	0,00	1 293,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 348,99**	**0,00**	**55 348,99**	**0,00**	**55 348,99**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 348,99**	**0,00**	**55 348,99**	**0,00**	**55 348,99**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 172 851,35**	**100 707 667,45**	**40 172 851,35**	**100 707 667,45**	**39 814 171,68**	**100 348 987,78**
	Total général	**194 072 939,87**	**194 072 939,87**	**440 170 353,89**	**434 824 749,87**	**112 301 171,59**	**117 646 775,61**	**746 544 465,35**	**746 544 465,35**	**300 980 636,12**	**300 980 636,12**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**5 059 566,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**101 365,97**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 071 580,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	325 515,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	44 577,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	601 112,50	0,00	0,00	0,00	101 365,97	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	909 989,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	1 106 791,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**5 842 482,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 781,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	5 284 165,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	557 000,31	0,00	0,00	0,00	7 781,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 316,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**309 782,27**	**555 480,12**	**4 638 249,32**	**1 770 418,80**		**12 434 863,09**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 071 580,19
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	1 038,51	0,00		326 554,23
204	Subventions d'équipement versées	0,00	237 088,30	724 171,01	864 265,00		1 870 101,91
21	Immobilisations corporelles	309 782,27	283 649,42	2 687 735,23	874 071,80		4 857 717,19
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	34 742,40	1 097 149,57	0,00		2 041 881,39
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	128 155,00	0,00		128 155,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	32 082,00		1 138 873,18
RECETTES		**41 420,00**	**2 538,60**	**162 215,72**	**893 153,79**		**6 949 591,61**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		5 284 165,53
13	Subventions d'investissement	41 420,00	2 538,60	132 965,00	0,00		741 704,91
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 316,66
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	29 250,72	893 153,79		922 404,51

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**67 578 487,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 686 652,64**	**1 336 701,29**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	4 204 162,98	0,00	0,00	0,00	1 686 652,64	855 551,29	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	16 406 629,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	39 763 834,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	6 891 142,47	0,00	0,00	0,00	0,00	481 150,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	311 743,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	973,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**71 620 494,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 296 553,78**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	707 930,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	1 442 076,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	29 526 235,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	19 356 082,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	20 046 701,85	0,00	0,00	0,00	0,00	1 296 553,78	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	526 525,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	13 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	1 293,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**218 171,95**	**838 791,37**	**16 501 290,36**	**478 799,43**		**88 638 894,32**
011	Charges à caractère général	0,00	119 662,09	260 291,37	16 396 109,36	478 799,43		24 001 229,16
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		16 406 629,39
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	50 337,00	0,00		39 814 171,68
65	Autres charges de gestion courante	0,00	98 509,86	578 500,00	54 844,00	0,00		8 104 146,33
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		311 743,92
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		973,84
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**5 000,00**	**8 613,00**	**26 539 108,61**	**0,00**		**99 469 769,82**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		707 930,78
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 442 076,45
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		29 526 235,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	24 306 463,00	0,00		43 662 545,13
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	1 662 461,93	0,00		23 005 717,56
75	Autres produits de gestion courante	0,00	5 000,00	8 613,00	570 183,68	0,00		1 110 321,90
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		13 650,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 293,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	26 677 100,00	14 022 011,83	4 712 065,56	7 943 022,61
RECETTES	26 677 100,00	13 167 027,84	2 054 211,23	11 455 860,93
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	106 412 540,00	94 856 330,55	0,00	11 556 209,45
RECETTES	106 412 540,00	101 056 918,56	0,00	5 355 621,44

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET ACCM - Budget Annexe de l'Assainissement/ N°SIRET : 24130041700029

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	14 436 000,00	6 469 621,39	634 955,55	7 331 423,06
RECETTES	14 436 000,00	5 554 524,76	1 970 102,72	6 911 372,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	17 304 750,00	8 384 149,13	0,00	8 920 600,87
RECETTES	17 304 750,00	10 805 413,40	0,00	6 499 336,60

BUDGET ACCM - Budget Annexe de l'Eau/ N°SIRET : 24130041700037

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	10 360 150,00	3 718 083,82	904 341,11	5 737 725,07
RECETTES	10 360 150,00	2 838 126,51	2 161 641,18	5 360 382,31
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	14 730 000,00	8 471 547,22	0,00	6 258 452,78
RECETTES	14 730 000,00	10 001 340,66	0,00	4 728 659,34

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Montmajour/ N°SIRET : 24130041700060

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21
RECETTES	875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 764 315,90	437 732,21	0,00	1 326 583,69
RECETTES	1 764 315,90	437 732,21	0,00	1 326 583,69

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Ferrand/ N°SIRET : 24130041700052				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 816 655,94	844 231,27	0,00	972 424,67
RECETTES	1 816 655,94	972 424,67	0,00	844 231,27
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 546 915,12	974 174,67	0,00	572 740,45
RECETTES	1 546 915,12	974 924,95	0,00	571 990,17

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Roubian/ N°SIRET : 24130041700078				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 355 700,78	0,00	0,00	2 355 700,78
RECETTES	2 355 700,78	290 738,07	0,00	2 064 962,71
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 080 647,07	290 738,07	0,00	1 789 909,00
RECETTES	2 080 647,07	897 350,00	0,00	1 183 297,07

BUDGET ACCM - Budget Annexe Réseau Transports/ N°SIRET : 24130041700094				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 031 334,75	1 579 642,27	129 557,96	322 134,52

BUDGET ACCM - Budget Annexe Réseau Transports/ N°SIRET : 24130041700094				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
RECETTES	2 031 334,75	671 675,99	0,00	1 359 658,76
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	12 817 250,00	11 357 949,27	0,00	1 459 300,73
RECETTES	12 817 250,00	12 304 259,84	0,00	512 990,16

BUDGET ACCM - Budget Annexe ZAE Papet Etienne/ N°SIRET : 24130041700102				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	7 228 316,16	5 286 645,39	0,00	1 941 670,77
RECETTES	7 228 316,16	3 099 992,58	0,00	4 128 323,58
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	8 541 550,58	5 286 645,39	0,00	3 254 905,19
RECETTES	8 541 550,58	5 294 413,61	0,00	3 247 136,97

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	65 780 722,05	32 357 968,18	6 380 920,18	27 041 833,69
RECETTES	65 780 722,05	27 032 242,63	6 185 955,13	32 562 524,29
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	165 197 968,67	130 059 266,51	0,00	35 138 702,16
RECETTES	165 197 968,67	141 772 353,23	0,00	23 425 615,44

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	65 780 722,05	32 357 968,18	6 380 920,18	27 041 833,69
RECETTES	65 780 722,05	27 032 242,63	6 185 955,13	32 562 524,29
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	165 197 968,67	130 059 266,51	0,00	35 138 702,16
RECETTES	165 197 968,67	141 772 353,23	0,00	23 425 615,44
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**230 978 690,72**	**162 417 234,69**	**6 380 920,18**	**62 180 535,85**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**230 978 690,72**	**168 804 595,86**	**6 185 955,13**	**55 988 139,73**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**34 885 837,39**									
1641 Emprunts en euros (total)					34 885 837,39									
101 005	BANQUE POSTALE	27/07/2015	2015-09-08	01/10/2016	2 500 000,00	F	Taux fixe à 2.11 %	2,110	2,110	EUR	A	C	O	A-1
101 007	CREDIT AGRICOLE	04/12/2018	2018-12-07	05/03/2019	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.51 %	1,510	1,520	EUR	T	C	O	A-1
101002 Réam	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/12/2007	2007-12-12	31/03/2009	4 500 000,00	C	EONIA(Postfixé)-Floor -0.1 sur EONIA(Postfixé) + 0.1	3,980	4,110	EUR	A	C	O	A-1
101003	CAISSE D'EPARGNE	08/08/2012	2014-08-25	25/08/2015	1 085 837,39	F	Taux fixe à 4.98 %	4,980	4,980	EUR	A	P	O	A-1
101004	SFIL CAFFIL	18/07/2013	2013-07-23	01/11/2013	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,500	EUR	T	C	O	A-1
101006	SFIL CAFFIL	28/07/2017	2017-08-07	01/09/2018	7 000 000,00	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	1,650	EUR	A	C	O	A-1
101008	CREDIT AGRICOLE	04/10/2019	2019-10-07	10/01/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	0,930	EUR	T	C	O	A-1
101009	CREDIT AGRICOLE	21/12/2020	2020-12-30	05/03/2021	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	0,740	EUR	T	C	O	A-1
101010	BANQUE POSTALE	23/12/2020	2021-01-12	01/06/2021	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,740	EUR	T	C	O	A-1
101011	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	07/12/2021	2021-12-28	05/04/2022	5 900 000,00	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	0,550	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
101012	CREDIT AGRICOLE	28/12/2022	2023-01-12	15/04/2023	1 900 000,00	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,430	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**34 885 837,39**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**18 184 188,12**					**2 070 601,27**	**328 013,05**	**0,00**	**82 816,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		18 184 188,12					2 070 601,27	328 013,05	0,00	82 816,00
101 005	N	0,00	A-1	833 333,30	4,75	F	Taux fixe à 2.11 %	2,110	166 666,67	21 100,00	0,00	4 346,99
101 007	N	0,00	A-1	2 133 333,24	7,93	F	Taux fixe à 1.51 %	1,510	266 666,68	34 730,00	0,00	2 237,04
101002 Réam	N	0,00	A-1	675 000,00	2,25	F	Taux fixe à 4.92 %	4,980	225 000,00	45 264,00	0,00	25 368,75
101003	N	0,00	A-1	214 738,11	1,65	F	Taux fixe à 4.98 %	4,970	99 790,96	15 663,55	0,00	3 713,18
101004	N	0,00	A-1	550 000,00	2,58	F	Taux fixe à 3.45 %	3,440	200 000,00	23 287,50	0,00	3 109,79
101006	N	0,00	A-1	4 200 000,00	11,67	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	350 000,00	75 075,00	0,00	22 907,50
101008	N	0,00	A-1	1 200 000,08	8,78	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	133 333,32	11 935,00	0,00	2 480,00
101009	N	0,00	A-1	1 125 000,00	14,93	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	75 000,00	8 671,88	0,00	578,13
101010	N	0,00	A-1	1 143 750,00	15,17	F	Taux fixe à 0.73 %	0,740	75 000,00	8 811,72	0,00	695,78
101011	N	0,00	A-1	4 470 283,39	11,01	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	384 143,64	25 907,96	0,00	5 805,16
101012	N	0,00	A-1	1 638 750,00	17,04	F	Taux fixe à 3.39 %	3,380	95 000,00	57 566,44	0,00	11 573,68
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**18 184 188,12**					**2 070 601,27**	**328 013,05**	**0,00**	**82 816,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	11	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	18 184 188,12	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €		10-12-2024
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Autres org. publics - Bâtiments et inst.	30	10/12/2024
L	Privés - Bâtiments et installations	30	10/12/2024
L	Logiciels	2	10/12/2024
L	Autres agencements et aménagements	15	10/12/2024
L	Installations de voirie	25	10/12/2024
L	Installations générales, agencements	15	10/12/2024
L	Réseaux cablés	15	10/12/2024
L	Autres matériels et outillages	15	10/12/2024
L	Autres installations	15	10/12/2024
L	MAD - Installation de voirie	25	10/12/2024
L	MAD - Réseaux cablés	20	10/12/2024
L	MAD - Réseaux d'électrification	20	10/12/2024
L	MAD - Autres réseaux	20	10/12/2024
L	MAD - Autres installations	15	10/12/2024
L	Véhicules	5	10/12/2024
L	Camions et VI	8	10/12/2024
L	Matériel informatique	4	10/12/2024
L	Matériel de bureau	5	10/12/2024
L	Mobilier	10	10/12/2024
L	Autres immobilisations corporelles	10	10/12/2024
L	Installations générales, agencements	15	10/12/2024
L	Autres bâtiments publics	40	10/12/2024
L	Frais d'étude	5	10/12/2024
L	Autres constructions	40	10/12/2024
L	MAD Matériel roulant de voirie	10	10/12/2024
L	Autre matériel et outillage de voirie	8	10/12/2024
L	Subv GFP proj infrastructure	40	10/12/2024
L	Matériel roulant de voirie	8	10/12/2024
L	Subv. équipement communes	30	10/12/2024
L	Frais d'Insertion	5	10/12/2024

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Frais liés à la réalisation docs urbanis	1	10/12/2024
L	Sub Dep Batiments et installation	1	10/12/2024
L	Frais d'étude et développement	5	10/12/2024
L	Plantation	0	10/12/2024
L	Autres matériels de bureau Mobiliers	10	10/12/2024
L	Subv equip batiments installations	30	10/12/2024
L	subv pers dt privé - biens mobiliers	5	10/12/2024
L	Droit de superficie	2	10/12/2024

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		3 087,00	0,00	2 254,00	833,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		3 087,00	0,00	2 254,00	833,00
CREANCES	11/12/2025	3 087,00	0,00	2 254,00	833,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		3 087,00	0,00	2 254,00	833,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		3 087,00	0,00	2 254,00	833,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01 — **Intitulé de l'opération : Etat - Canal Haute Crau Canal de la Haute Crau - Phase 1** — **Date de la délibération : 26/06/2019**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**9 610 219,93**	**123 646,27**	**32 082,00**	**0,00**	**91 564,27**	**9 619 409,20**
4541 Travaux Canal Haute Crau (2)	9 610 219,93	123 646,27	32 082,00	0,00	91 564,27	9 619 409,20
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**9 610 219,93**	**123 646,27**	**32 082,00**	**0,00**	**91 564,27**	**9 619 409,20**
RECETTES (b)	**7 912 915,51**	**2 191 492,99**	**922 020,64**	**661 674,00**	**607 798,35**	**9 496 610,15**
4542 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	7 912 915,51	2 191 492,99	922 020,64	661 674,00	607 798,35	9 496 610,15
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**7 912 915,51**	**2 191 492,99**	**922 020,64**	**661 674,00**	**607 798,35**	**9 496 610,15**

N° opération : 02 — **Intitulé de l'opération : Canal Haute Crau Tronçon Mas d'Artaud** — **Date de la délibération : 20/06/2024**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**1 107 788,00**	**1 106 791,18**	**0,00**	**996,82**	**1 106 791,18**
4541 Travaux Canal Haute Crau (2)	0,00	1 107 788,00	1 106 791,18	0,00	996,82	1 106 791,18
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**1 107 788,00**	**1 106 791,18**	**0,00**	**996,82**	**1 106 791,18**
RECETTES (b)	**0,00**	**1 606 849,52**	**383,87**	**0,00**	**1 606 465,65**	**383,87**
4542 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	1 606 849,52	383,87	0,00	1 606 465,65	383,87
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 02	Intitulé de l'opération : Canal Haute Crau Tronçon Mas d'Artaud					Date de la délibération : 20/06/2024
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**1 606 849,52**	**383,87**	**0,00**	**1 606 465,65**	**383,87**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	26 098 446,52	22 883 007,67	977 315,48
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		60 471,00	-60 471,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**26 098 446,52**	**22 883 007,67**											**653 300,59**	**324 014,89**
CARITAS HABITAT	2022	P		CDC	228 532,15	228 401,66	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,290	A-1	EUR	6 398,90	130,49
CARITAS HABITAT	2022	P		CDC	92 950,00	92 950,00	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CARITAS HABITAT	2022	P		CDC	288 488,20	288 323,48	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,290	A-1	EUR	8 077,67	164,73
SOCIETE ANONYME D'HLM FAMILLE ET PROVENCE	2018	P		CDC	548 506,35	460 821,78	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,090	A-1	EUR	17 150,03	15 567,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE ANONYME D'HLM FAMILLE ET PROVENCE	2018	P		CDC	1 915 200,00	1 579 879,33	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,250	A-1	EUR	45 060,73	58 692,68
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2019	P		CDC	91 575,45	88 614,22	53,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	2,230	A-1	EUR	1 974,55	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2019	P		CDC	152 284,50	140 650,92	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,260	A-1	EUR	3 944,62	228,29
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2019	P		CDC	205 499,70	198 854,55	53,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	2,230	A-1	EUR	4 431,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2019	P		CDC	341 733,15	321 142,75	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,940	A-1	EUR	10 959,89	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	970 844,85	941 528,08	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,170	A-1	EUR	29 449,88	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	927 792,00	913 493,52	55,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.36	0,860	V	Livret A(Préfixé) + 0.36	2,070	A-1	EUR	18 531,45	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	356 982,30	343 546,62	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,320	A-1	EUR	9 224,55	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	394 410,60	388 332,22	55,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.36	0,860	V	Livret A(Préfixé) + 0.36	2,070	A-1	EUR	7 877,84	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	195 975,00	195 975,00	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	452 250,00	452 250,00	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,920	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,470	A-1	EUR	4 160,70	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	107 100,00	107 100,00	55,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,970	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,320	A-1	EUR	1 038,87	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	99 450,00	99 450,00	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	173 758,05	171 127,13	55,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.39	0,890	V	Livret A(Préfixé) + 0.39	2,080	A-1	EUR	3 501,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	234 353,70	225 533,37	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,360	A-1	EUR	6 055,78	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	474 351,30	467 169,00	55,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.39	0,890	V	Livret A(Préfixé) + 0.39	2,080	A-1	EUR	9 557,56	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	599 587,20	581 481,36	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,160	A-1	EUR	18 188,05	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	378 000,00	378 000,00	56,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,970	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,980	A-1	EUR	3 666,60	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	163 800,00	163 800,00	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	374 341,50	374 341,50	57,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.27	3,270	V	Livret A(Préfixé) + 0.27	2,210	A-1	EUR	8 198,76	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	297 299,70	297 299,70	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,490	A-1	EUR	8 294,90	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	522 729,00	522 729,00	57,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.27	3,270	V	Livret A(Préfixé) + 0.27	2,210	A-1	EUR	11 448,72	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	488 197,80	488 197,80	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,230	A-1	EUR	15 688,74	0,00
VILOGIA	2016	P		CDC	7 702 890,00	6 499 575,85	25,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.03)	0,720	V	Livret A(Préfixé) + (-0.03)	2,470	A-1	EUR	195 401,71	79 606,31
VILOGIA	2016	P		CDC	1 429 110,00	893 920,89	10,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.1	0,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.1	2,600	A-1	EUR	29 448,18	56 020,36
VILOGIA	2017	P		CDC	218 655,00	48 654,30	1,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,440	A-1	EUR	2 553,19	22 267,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2018	P		CDC	4 650 400,46	4 297 003,89	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,380	A-1	EUR	155 756,21	29 557,39
VILOGIA	2018	P		CDC	38 534,69	36 968,73	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,390	A-1	EUR	1 256,67	0,00
VILOGIA	2018	P		CDC	115 603,17	108 598,92	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	3,900	A-1	EUR	4 351,50	0,00
VILOGIA	2019	P		CDC	312 320,70	260 285,94	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,490	A-1	EUR	9 587,57	6 035,41
VILOGIA	2018	P		C.C.C.COOP	184 500,00	57 192,95	2,63	A	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	A-1	EUR	721,04	18 706,64
VILOGIA	2020	P		C.C.C.COOP	370 440,00	169 813,21	4,26	S	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	A-1	EUR	1 343,73	37 036,95
TOTAL GENERAL					**26 098 446,52**	**22 883 007,67**											**653 300,59**	**324 014,89**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**99 469 769,82**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe GEMAPI	60 471,00	2 061 709,00	2 000 000,00	122 180,00
taxe de séjour	0,00	234 918,13	234 918,13	0,00
Total	**60 471,00**	**2 296 627,13**	**2 234 918,13**	**122 180,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe GEMAPI

Reste à employer au 01/01/N	**60 471,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
73136	Taxe GEMAPI	1 893 706,00
748388	Autres	168 003,00
	Total	**2 061 709,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
2041583	Projets d'infrastructure	575 265,00
65548	Autres contributions	1 424 735,00
	Total	**2 000 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**122 180,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	taxes de séjour	234 918,13
	Total	**234 918,13**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
.	dépenses de personnel	234 918,13
	Total	**234 918,13**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS — B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**1 496 510,75**	
Personnes de droit privé	**1 360 960,75**	
Associations	**1 360 960,75**	
ADDAP 13	4 000,00	Formation santé Griffeuille
ADDAP 13	6 000,00	Complément chantiers éducatifs
ADDAP 13	900,00	FPH - Animation de quartier du samedi 24
ADDAP 13	1 500,00	Actions collectives, sportives et cultur
ADDAP 13	100,00	Chantiers éducatifs à Tarascon
ADDAP 13	1 000,00	Chantier éducatif
ADDAP 13	600,00	Complément chantier éducatif
ADDAP 13	3 000,00	Complément chantier éducatif
ADEAR 13	5 000,00	Attribution subvention année 2025 à l'as
ADIE	15 000,00	Attribution subvention année 2025 à l'as
ADIL 13	14 844,00	Poste lié à la mission d'information, de
ADIL 13	30 000,00	Poste lié à l'observatoire de l'habitat
AEEC du Pays d'Arles	500,00	Vrac Pays d'Arles
AEEC du Pays d'Arles	1 000,00	Ateliers Vrac
AEEC du Pays d'Arles	5 000,00	Attribution d'une subvention à l'associa
AEEC du Pays d'Arles	500,00	Vrac Pays d'Arles
AG D'URBANISME PAYS D'AIX DURANC	27 000,00	Convention pluriannuelle 2025-2028 du 4
AG D'URBANISME PAYS D'AIX DURANC	27 000,00	Convention pluriannuelle 2025-2028 du 4
AIX MARSEILLE UNIVERSITE AMU	3 000,00	Attribution subvention 2025 au FUP AIC
AMCS-Groupe ADDAP 13	26 000,00	Médiation sociale et éducative QPV Arles
APE LOUISE MICHEL	550,00	Journée Taurine
APERS	3 600,00	Aide et accompagnement des victimes
APERS	15 000,00	Intervenant social en commissariat et ge
ARLES CREATIVE	50 000,00	Subvention 2025
ARLES EN PREMICES	3 000,00	Festival Arles en prémices
AROHLM	10 000,00	Convention de partenariat ACCM / ARHLM P
ASSO DES COMMERCANTS ET ARTISANS	4 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
ASSO MEDIATEUR DES COLL. TERR.	4 000,00	Subvention 2025
ASSOCIATION COMMERCANTS SAINTOIS	2 500,00	Attribution subvention année 2025 à l'as
ASSOCIATION D'IDÉES	2 000,00	A la soupe Barriol
ASSOCIATION D'IDÉES	2 000,00	A la soupe Trebon
ASSOCIATION D'IDÉES	10 000,00	Mémoires d'habitants
ASSOCIATION ECOPOLE ARLES NORD	8 000,00	Attribution subvention année 2025 à l'as

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Alliance Pays d'Arles	3 150,00	Lutte contre les violences faites aux fe
Alliance Pays d'Arles	850,00	Lutte contre les violences faites aux fe
CAP FOURCHON	8 000,00	Attribution Subvention Année 2025 à l'As
CAP MEDITERRANEE	36 000,00	Conseil citoyen
CENTRE SOCIAL DES OLIVIERS	5 000,00	Point d'appui St Martin de Crau
CHEVAUX DE TRAITS UNION SOCIALE	300,00	2 ACI portés par ACTUS
CHEVAUX DE TRAITS UNION SOCIALE	3 000,00	Trions pour demain
CHEVAUX DE TRAITS UNION SOCIALE	3 600,00	En vert et Pour Tous
CHEVAUX DE TRAITS UNION SOCIALE	5 000,00	Attribution subvention Année 2025 à l'as
CHEVAUX DE TRAITS UNION SOCIALE	1 200,00	Le quartier d'hier, d'aujourd'hui et de
CLUB DES HOTELIERS SAINTOIS	2 500,00	Attribution subvention Année 2025 à l'as
COLLECT. PR LA PROMO DU MERINOS	5 000,00	Attribution subvention 2025 - Collectif
COLLECTIF SOLIDE	2 240,00	Complément action jeunesse
COLLECTIF SOLIDE	2 000,00	Trebon Solide - Ateliers Jeunesse
COLLECTIF SOLIDE	5 000,00	Accompagnement scolaire
COLLECTIF SOLIDE	2 100,00	Liens de famille
COMITE DE LA FERIA D'ARLES	5 500,00	Journée taurine
COMITE DES COMMERCANTS ET DES	2 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
COMPAGNIE MAB	4 500,00	Cinéma et musique
CPTS	4 000,00	Au-delà des écrans
CPTS	3 325,00	Challenge au-delà des écrans Tarascon -
CRIGE PACA	10 500,00	Subvention de fonctionnement CRIGE PACA
CROCO LIRE	2 000,00	Complément découverte du livre
CUISINE COOPERATIVE D'ARLES	4 000,00	Activités et programmation
CUISINE COOPERATIVE D'ARLES	6 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
CUISINE COOPERATIVE D'ARLES	1 100,00	Animations de fin d'année
CULTURES DU COEUR 13	3 000,00	Atelier magie et déambulations artistiqu
DE NISTOUN ADN	2 000,00	Parentalité dans la cité
DE NISTOUN ADN	2 500,00	Sport socio-éducatif
DE NISTOUN ADN	2 000,00	Grandir avec ses émotions
DE NISTOUN ADN	1 375,00	Animations pour tous
DELTA SUD FORMATION	6 000,00	Programmation 2025 - gérer son budget
DELTA SUD FORMATION	7 000,00	Programmation 2025 - chantier d'insertio
DELTA SUD INSERTION	3 000,00	Programmation 2024 DSI
DELTA SUD INSERTION	500,00	Prévention aménagement et entretien des
DEPARTEMENT DES BDR	72 111,75	Participation aux opérations de démousti
DO NOT DISTURB	10 000,00	Attribution subvention Année 2025 à l'as
ECLECTIC LAND	5 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
ECOLE DES PARENTS ET EDUCATEURS	2 000,00	Café des parents
ECOLE TAURINE D'ARLES	32 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
ENTRE ALPILLES CRAU ET CAMARGUE	5 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
ENTRE NOUS C'EST JUSTE TEXTUEL	4 000,00	Prendre racine, la sédentarité en questi
ETOILE SPORTIVE ARLESIENNE	3 000,00	Animations estivales

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
EVENT	5 500,00	Projet Ciné quartiers "un Cinéma en fami
EVENT	2 000,00	Projet ciné quartiers "un cinéma en fami
Entreprises et Compétences de	5 000,00	Attribution Subvention Année 2025 à l'As
FAIRE MONDE	12 500,00	Solde subvention 2024
FAIRE MONDE	37 500,00	Octobre Numérique 2025
FAIRE MONDE	12 500,00	Octobre Numérique 2025
FEDERATION DES MANADIERS	3 000,00	Attribution subvention 2025 - Fédération
FETE LE MUR	200,00	Éducation par le sport
FRANCE ACTIVE PACA	10 000,00	Attribution subvention Année 2025 à l'as
GACA	6 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
GROUPE SOS SOLIDARITES	16 000,00	subv fonctionnement du centre d'hébergem
HAPPY'M	2 000,00	Activités sportives "transgénérationnell
HAPPY'M	2 000,00	Sport santé
HAPPY'M	500,00	Développement de la pratique sportive ch
HAPPY'M	3 000,00	Ateliers sportifs et bien-être
HORIZON PREVENTION	1 600,00	Prévention des conduites addictives
INITIATIVE PAYS D'ARLES	25 000,00	Attribution d'une subvention
INITIATIVE PAYS D'ARLES	13 000,00	Subvention Bus de l'Entreprene
INITIATIVE PAYS D'ARLES	5 000,00	Subvention Bus de l'Entreprene
INITIATIVE PAYS D'ARLES	8 400,00	Programmation 2025 - Citélabs
INITIATIVE PAYS D'ARLES	6 000,00	Citéslab
INITIATIVE PAYS D'ARLES	6 000,00	Bus de l'entreprenariat
INITIATIVE PAYS D'ARLES	4 124,00	Programmation 2024 IPA
INITIATIVE PAYS D'ARLES	376,00	Programmation 2024 IPA
INITIATIVE PAYS D'ARLES	25 000,00	Attribution subvention année 2025 à l'as
INITIATIVE PAYS D'ARLES	2 000,00	Attribution subvention 2025 - Associatio
INTER-MADE	25 000,00	Attribution Subvention Année 2025 à l'as
JEUNES AGRICULTEURS DES BDR	4 000,00	Attribution subvention année 2025 au Syn
JEUNES SPORTIFS	5 500,00	Atelier boxe
LA BELLE ETOILE	4 300,00	Séjour neige Barriol
LA BELLE ETOILE	2 000,00	Le quartier des étoiles
LA COLLECTIVE	2 000,00	Complément espace ressource
LA COLLECTIVE	500,00	Apprendre à s?affirmer par l'autodéfense
LES AMIS DE T'ES IN T'ES BAT	4 000,00	Projet fin d'année Trébon
LES AMIS DES MARAIS DU VIGUEIRAT	14 000,00	Programmation 2025 - chantiers d'inserti
LES AMIS DES MARAIS DU VIGUEIRAT	6 000,00	Programmation 2024 AMV
LES AMIS DES MARAIS DU VIGUEIRAT	60 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
LES MERES VEILLEUSES	250,00	Fabrique une bougie
LES MERES VEILLEUSES	350,00	Barbecue hyperliens
LES MERES VEILLEUSES	300,00	Spa Party
LES MERES VEILLEUSES	800,00	Trébon Vertical - Goûter
LIVRE GENEALOGIQUE RACO DI BIOU	15 000,00	Attribution subvention année 2025 à l'as
MAISON D'ACCUEIL	6 000,00	subvention action d'hébergement de femme

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MAISON DE LA TRANSHUMANCE	5 000,00	Attribution d'une subvention 2025 à la M
MARBET	1 000,00	FPH Griffeuille Avis CA 20250805
MARBET	1 000,00	Journée Taurine
MARBET	1 000,00	FPH - Noël 2025
MARTINGALE	1 000,00	FPH - Noël Alyscamps
MARTINGALE	2 000,00	Accueil parental ludique aux Alyscamps
MDA 13 NORD	4 000,00	Audiovisuel et pratique numérique : outi
MDA 13 NORD	2 000,00	Atelier Energie : Santé et bien-être
MDA 13 NORD	7 950,00	Santé ado / antenne ACCM (Arles et Taras
MISSION LOCALE DU DELTA	10 500,00	Réussites
MISSION LOCALE DU DELTA	5 000,00	Tarasq'emploi
MOBILGYM	3 000,00	Sport au féminin
MOBILGYM	1 000,00	Jeunes en mouvement
MOBILGYM	2 000,00	Sport au feminin
OLARTE GUERRA	1 000,00	Ateliers de langue et culture
PETIT A PETIT	2 255,00	Programmation 2024 Petit à petit
PETIT A PETIT	7 000,00	Programmation 2025 - des étoiles et des
PETIT A PETIT	5 000,00	Des étoiles et des femmes
PFPA	4 500,00	Français socialisation linguistique Treb
PFPA	1 500,00	Français socialisation linguistique Barr
PFPA	7 000,00	Accompagnement scolaire en direction des
PFPA	1 000,00	Accompagnement au module FLE collège-lyc
PFPA	3 500,00	Français socialisation linguistique Grif
PFPA	9 000,00	Digit'arles Barriol
PFPA	3 000,00	Digit'arles Trebon
POLE INDUSTRIES CULTURELLES ET	50 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
PROCAMEX	25 000,00	Attribution Subvention Année 2025 à l'as
PROVENCE PROMOTION	15 000,00	Attribution subvention 2025 à Provence P
PROVENCE SANTE COORDINATION	3 000,00	Alimentation, santé et vulnérabilité
PXL ORGANISATION	15 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
RE-SOURCES	3 000,00	Programmation 2024 Re-sources
REGARDS	4 000,00	Remise en état jardin du centre
REGARDS	21 000,00	Programmation 2025 - chantiers d'inserti
REGARDS	9 000,00	Programmation 2024 Regards
REGARDS	2 000,00	Un jardin partagé à Barriol
REGARDS	1 500,00	Atelier jardinage du Trébon
REGARDS	3 000,00	Tri selectif
RESONANCES	3 800,00	Médiation familiale
RESURGENCES	7 000,00	Programmation 2025 - Chantier d'insetion
RESURGENCES	3 000,00	Programmation 2024 Resurgences
REVE DE LIVRES	2 500,00	Écrire dans la cité
SERVICE DE REMPLACEMENT	5 000,00	Attribution subvention année 2025 à l'as
SPORTING CLUB TARASCON	4 000,00	Évasion Sportive et Culturelle

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SUDS A ARLES	2 000,00	Atelier de danse indienne
SUDS A ARLES	2 000,00	Radio des Suds
SUDS A ARLES	1 500,00	Danses et musiques du monde / complément
SYNDICAT MIXTE PROVENCE FLUVIALE	5 250,00	Cotisation 2025 au Syndicat Mixte Proven
Sud Anim	5 000,00	Attribution subvention 2025 à SUD ANIM
TARASCON ATHLETISME	2 000,00	Stages Multisports et Bien-Être
TEAM ACADEMIE JEAN JO COMBAT	1 960,00	Self défense filles Barriol
TEEF	6 000,00	Programmation 2024 TEEF ACI
TEEF	3 000,00	Programmation 2025- Aides individuelles
TEEF	20 000,00	Programmation 2025 - Chantier d'insertio
TEEF	9 000,00	Médiation Sociale dans les QPV de Tarasc
TEEF	2 000,00	Comité d'habitants
TEEF	16 000,00	Relais Emploi et Espace Numérique d'Accè
TEEF	5 000,00	Ateliers sociolinguistiques
TEEF	26 000,00	Prim'Aide
TEEF	6 100,00	Point d'appui Tarascon
TEEF	1 000,00	FPH - Octobre rose 2025
TEEF	1 000,00	FPH - Comité d'habitants de Tarascon
TEEF	1 000,00	FPH - illumination de noël
TERRES D'ARLES	6 000,00	Attribution subvention 2025 à l'associat
VERS UN TIERS LIEU EN PAYS D'ARL	4 000,00	Permanences hebdomadaires
VERS UN TIERS LIEU EN PAYS D'ARL	6 000,00	Programmation 2024 Verrerie
VERS UN TIERS LIEU EN PAYS D'ARL	14 000,00	Programmation 2025- Parcours vert2mains
VERS UN TIERS LIEU EN PAYS D'ARL	2 000,00	Permanences d' inclusion numérique
VIVACITE	6 000,00	subvention mission de gestion sociale au
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**135 550,00**	
Etat	**13 150,00**	
CDAD 13	13 150,00	Consultations gratuites juridiques
Régions	**0,00**	
Départements	**67 000,00**	
CHAMBRE D'AGRICULTURE BDR	20 000,00	Attribution subvention Année 2025 à la C
CMAR PACA	47 000,00	Attribution Subvention Année 2025 à la C
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**2 500,00**	
COLLEGE VAN GOGH VINCENT	2 500,00	Classe orchestre

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Autres	**52 900,00**	
CIDFF	5 000,00	Programmation 2025 - Service emploi CIDF
CIDFF	1 000,00	Approche qualitatie sur la citoyenneté e
CIDFF	1 000,00	Sensibilisation à la santé du public fém
CIDFF	18 000,00	Point d'appui MJD Arles
CIDFF	2 400,00	Prév et lutte contre les violences faite
CIDFF	3 000,00	Info sur les droits des femmes et des fa
REGIE GESTION CS SOCIAUX D'ARLES	2 000,00	Savoir-faire Méditérranéen
REGIE GESTION CS SOCIAUX D'ARLES	3 000,00	En bas de chez moi
REGIE GESTION CS SOCIAUX D'ARLES	9 000,00	Tisseurs d'instants
REGIE GESTION CS SOCIAUX D'ARLES	5 000,00	Paris culture
REGIE GESTION CS SOCIAUX D'ARLES	1 500,00	Fêtes de fin d'année / animations du qua
REGIE GESTION CS SOCIAUX D'ARLES	2 000,00	Fête de la jeunesse

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	4,00	0,00	4,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**126,00**	**3,00**	**129,00**	**85,49**	**24,80**	**110,29**
adjoint administratif	C	16,00	2,00	18,00	14,49	2,00	16,49
adjoint administratif principal 1ère classe	C	28,00	0,00	28,00	23,30	0,00	23,30
adjoint administratif principal 2ème classe	C	19,00	1,00	20,00	14,60	1,00	15,60
administrateur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
administrateur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
attaché	A	13,00	0,00	13,00	9,50	0,00	9,50
attaché	A	15,00	0,00	15,00	0,00	14,80	14,80
attaché hors classe	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
attaché principal	A	9,00	0,00	9,00	8,00	0,00	8,00
directeur territorial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
rédacteur	B	7,00	0,00	7,00	1,00	5,00	6,00
rédacteur principal 1ère classe	B	6,00	0,00	6,00	5,80	0,00	5,80
rédacteur principal 2ème classe	B	8,00	0,00	8,00	5,80	2,00	7,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		**202,00**	**1,00**	**203,00**	**153,69**	**5,00**	**158,69**
adjoint technique	C	58,00	1,00	59,00	50,39	0,00	50,39
adjoint technique principal 1 ère classe	C	38,00	0,00	38,00	22,50	0,00	22,50
adjoint technique principal 2 ème classe	C	39,00	0,00	39,00	32,00	0,00	32,00
agent de maitrise	C	18,00	0,00	18,00	15,00	0,00	15,00
agent de maitrise principal	C	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	1,80	2,00	3,80
ingénieur en chef hors classe	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ingénieur principal	A	11,00	0,00	11,00	10,00	1,00	11,00
technicien	B	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
technicien principal 1ère classe	B	7,00	0,00	7,00	4,00	0,00	4,00
technicien principal 2ème classe	B	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
conseiller socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
adjoint du patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
animateur principal 1ère classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
attaché principal	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**333,00**	**4,00**	**337,00**	**241,18**	**30,80**	**271,98**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
adjoint administratif	C	ADM	366	0,00	332-8-2°	CDD
adjoint administratif principal 2ème classe	C	ADM	385	0,00	332-8-2°	CDD
attaché	A	ADM	580	0,00	332-10	CDI
attaché	A	ADM	435	0,00	332-8-2°	CDD
attaché	A	ADM	415	0,00	332-8-2°	CDD
attaché	A	ADM	455	0,00	332-8-2°	CDD
attaché	A	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
attaché	A	ADM	518	0,00	332-8-2°	CDD
attaché	A	ADM	610	0,00	332-10	CDI
attaché principal	A	OTR	695	0,00	333-1_333-10	CDD
ingénieur	A	TECH	642	0,00	332-8-2°	CDD
ingénieur	A	TECH	615	0,00	332-8-2°	CDD
ingénieur principal	A	TECH	735	0,00	332-8-2°	
rédacteur	B	ADM	462	0,00	332-8-2°	CDI
rédacteur	B	ADM	373	0,00	332-8-2°	CDD
rédacteur	B	ADM	508	0,00	332-8-2°	CDD
rédacteur	B	ADM	436	0,00	332-8-2°	CDD
rédacteur principal 2ème classe	B	ADM	539	0,00	332-10	CDI
rédacteur principal 2ème classe	B	ADM	457	0,00	332-8-2°	CDD
technicien principal 2ème classe	B	TECH	395.0	0,00	332-8-2°	CDD
technicien principal 2ème classe	B	TECH	528.0	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
adjoint technique	C	TECH	366	0,00	332-13	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER — B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
10/04/2024 - Affermage	GDV		personnes morales de droit privé autres qu'org?	126 640,00
Détention d'une part du capital				
27/01/2015 - détention de 692 actions	SPLPA		personnes morales de droit privé autres qu'org?	173 000,00
17/11/2023 - détention de 256310 actions	SPL TRI RHODANIEN (CDD DDFIP)		personnes morales de droit privé autres qu'org?	256 310,00
20/09/2024 - détention de 1 action	SPL AGATE (CA NIMES)		personnes morales de droit privé autres qu'org?	225,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
18/02/2016 - garantie d'emprunt	VILOGIA	VILOGIA	Société d'économie Mixte	12 513 614,00
19/06/2018 - garantie d'emprunt	HLM Famille et Provence	HLM Famille et Provence	Société anonyme HLM	2 187 110,00
19/03/2021 - garantie d'emprunt	UNICIL	UNICIL	Société Anonyme de HLM	7 860 958,00
15/02/2022 - garantie d'emprunt	CARITAS HABITAT	CARITAS HABITAT	Société en commandite par action	609 970,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				
27/02/2025 - Concession aménagement	SPL AGATE		personnes morales de droit privé autres qu'org?	8 572 371,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 843 516,91**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-2 629 843,25**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-4 473 360,16**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**4 473 360,16**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-4 473 360,16**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**3 635 875,61**	**3 603 694,02**	**4 712 065,56**	**8 315 759,58**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**15 000 952,82**	**7 028 241,60**	**2 054 211,23**	**9 082 452,83**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**11 365 077,21**	**3 424 547,58**	**-2 657 854,33**	**766 693,25**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 843 516,91**			**-1 843 516,91**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**4 473 360,16**	**4 473 360,16**		**4 473 360,16**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**2 629 843,25**			**2 629 843,25**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**3 396 536,50**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**3 635 875,61**	I	**3 603 694,02**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 070 601,27**		**2 070 601,27**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	2 070 601,27		2 070 601,27
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 565 274,34**		**1 533 092,75**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 565 274,34*		*1 533 092,75*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**15 000 952,82**	**III**	**7 028 241,60**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 179 040,55**		**810 805,37**
10222	FCTVA	1 105 980,55		810 805,37
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	3 060,00		0,00
27632	Créance Régions	70 000,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**13 821 912,27**		**6 217 436,23**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*110 222,62*		*8 533,05*
28031	*Frais d'études*	*94 302,00*		*94 302,00*
28033	*Frais d'insertion*	*5 462,28*		*5 462,28*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*33 333,34*		*33 333,34*
2804114	*Voirie*	*7 149,09*		*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*8 333,33*		*8 333,33*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*132 177,84*		*132 177,84*
28041513	*Subv. Grpt : Projet infrastructure*	*71 181,34*		*71 181,34*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*164 283,55*		*164 283,55*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*77 248,46*		*77 248,46*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	25 421,60	25 421,60
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	48 885,73	48 885,73
280422	Privé - Bâtiments et installations	800 097,50	800 097,50
2805	Licences, logiciels, droits similaires	259 088,52	259 088,52
28128	Autres aménagements de terrains	166 038,87	166 038,87
281318	Autres bâtiments publics	256 873,08	256 873,08
281351	Bâtiments publics	252 487,46	252 487,46
28138	Autres constructions	70 983,14	70 983,14
28151	Réseaux de voirie	34 767,55	34 767,55
28152	Installations de voirie	182 754,68	182 754,68
281533	Réseaux câblés	254 870,02	254 870,02
281534	Réseaux d'électrification	387,42	387,42
281538	Autres réseaux	9 831,04	9 831,04
281568	Autre matériel, outillage incendie	129 984,09	129 984,09
281571	Matériel ferroviaire	397 667,27	397 667,27
2815731	Matériel roulant	11 499,29	11 499,29
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	8 427,06	8 427,06
281578	Autre matériel technique	9 760,78	260,77
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 976 030,02	1 976 030,02
281735	Installations générales (m. à dispo)	20 926,72	20 926,72
281751	Réseaux de voirie (m. à dispo)	162 588,29	162 588,29
281752	Installations de voirie (m. à dispo)	1 316,11	1 316,11
2817533	Réseaux câblés (mise à dispo)	3 280,71	3 280,71
2817534	Réseaux d'électrification (mise à dispo)	10 092,66	10 092,66
2817538	Autres réseaux (mise à dispo)	36 622,13	36 622,13
28175731	Matériel roulant (mise à dispo)	19 581,92	18 444,55
281758	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 786,20	2 786,20
2817828	Autres matériels transport (m. à dispo)	173 226,20	173 226,20
2817848	Autres matériels de bureau et mobiliers	586,56	586,56
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	1 193,81	1 193,81
28181	Installations générales, aménagt divers	95 579,94	95 579,94
281828	Autres matériels de transport	77 135,36	77 135,36
281838	Autre matériel informatique	62 109,30	62 109,30
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	26 100,49	26 100,49
28188	Autres immo. corporelles	44 236,90	44 236,90
29…	Dépréciations des immobilisations		
31…	Matières premières (et fournitures) (4)		

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*7 485 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
2017-01	2017 FONDS PROPRES	204	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
2019-02	2019 FONDS DELEGUES	204	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020-02	2020 FONDS DELEGUES	204	0,00	0,00	353 700,00	0,00	0,00	353 700,00	0,00	353 700,00
2020-01	2020 FONDS PROPRES	204	0,00	0,00	354 000,00	0,00	0,00	354 000,00	0,00	354 000,00
2021-05	2021 FONDS DELEGUES	204	0,00	0,00	91 924,01	0,00	0,00	91 924,01	91 924,01	0,00
2021-03	2021 FONDS PROPRES	204	14 213,00	-14 213,00	471 221,17	0,00	0,00	471 221,17	339 179,47	132 041,70
2022-02	2022 FONDS DELEGUES	204	0,00	0,00	226 918,00	0,00	0,00	226 918,00	51 658,00	175 260,00
2022-01	2022 FONDS PROPRES	204	0,00	0,00	145 500,00	0,00	0,00	145 500,00	50 000,00	95 500,00
2023-02	2023 FONDS DELEGUES	204	0,00	0,00	226 000,00	0,00	0,00	226 000,00	67 800,00	158 200,00
2024-02	2024 FONDS DELEGUES	204	0,00	0,00	640 000,00	0,00	0,00	640 000,00	0,00	640 000,00
2024-01	2024 FONDS PROPRES	204	552 000,00	0,00	0,00	552 000,00	0,00	552 000,00	50 000,00	502 000,00
2025-02	2025 FONDS DELEGUES	204	0,00	1 280 000,00	0,00	640 000,00	0,00	640 000,00	0,00	640 000,00
2025-05	2025 FONDS PROPRES	204	0,00	0,00	0,00	640 000,00	0,00	640 000,00	0,00	640 000,00
2025-03	AMENAGEMENT PLACE DU MARCHE BARRIOL	27	0,00	6 640 917,60	0,00	6 640 917,60	0,00	6 640 917,60	0,00	6 640 917,60
2020-06	AMÉNAGEMENT AIRE ACCUEIL GDV SMC	23	0,00	0,00	1 536 165,30	0,00	0,00	1 536 165,30	5 401,70	1 530 763,60
2023-01	BARRIOL RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	23	0,00	3 428,23	23 628,35	3 428,23	0,00	27 056,58	24 044,24	3 012,34
2024-03	CHC - REHABILITATION ET REGULATION TRONCON MAS D'ARTAUD	45411	114 457,00	-114 457,00	1 776 139,00	0,00	0,00	1 776 139,00	1 106 791,18	669 347,82
2024-04	ETUDE PRE-OPERATIONNELLE PDS FERRAGES	20	0,00	0,00	133 558,70	0,00	0,00	133 558,70	76 984,70	56 574,00
2023-03	FERRAGES RENOUVELLEMENT RESEAUX HUMIDES	23	6 153,14	-6 153,14	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	5 422,44	577,56

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2024-05	MUSEE ANTIQUE RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	23	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2025-04	NPNRU BARRIOL RENOUVEL EXTENSION DEVOIEMENT RESEAUX HUMIDES	27	0,00	1 931 454,00	0,00	1 931 454,00	0,00	1 931 454,00	0,00	1 931 454,00
2021-01	OPAH RU ARLES	204	0,00	0,00	899 956,00	0,00	0,00	899 956,00	43 513,00	856 443,00
2021-02	OPAH RU TARASCON	204	0,00	0,00	1 315 972,00	0,00	0,00	1 315 972,00	128 776,00	1 187 196,00
2025-01	PARTICIPATION TRX SPL RHODANIEN	204	0,00	3 230 000,00	0,00	3 230 000,00	0,00	3 230 000,00	0,00	3 230 000,00
TOTAL			**686 823,14**	**13 030 976,69**	**8 270 682,53**	**13 637 799,83**	**0,00**	**21 908 482,36**	**2 041 494,74**	**19 866 987,62**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
2021-04	OPAH RU SUIVI ANIMATION ARLES LOT 2	011	29 998,00	-29 998,00	233 786,51	0,00	0,00	233 786,51	88 147,04	145 639,47
TOTAL			**29 998,00**	**-29 998,00**	**233 786,51**	**0,00**	**0,00**	**233 786,51**	**88 147,04**	**145 639,47**

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	149 805,66	45 719,04	0,00	0,00	104 086,62	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	457 928,77	181 415,13	0,00	11 880,00	263 045,46	1 588,18
A130	Réseaux et installations de voirie	1 250 003,79	174 109,58	0,00	6 410,95	1 069 483,26	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	157 214,96	94 775,72	0,00	62 439,24	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 041 881,39	146 608,81	22 542,00	943 882,61	928 847,97	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**642 628,28**	**22 542,00**	**1 024 612,80**	**2 370 463,31**	**1 588,18**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	149 805,66	41 274,72	0,00	108 530,94	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	457 928,77	172 857,33	11 880,00	271 603,26	1 588,18
A130	Réseaux et installations de voirie	1 250 003,79	149 574,32	6 410,95	1 094 018,52	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	157 214,96	94 775,72	62 439,24	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 041 881,39	154 545,41	943 882,61	943 453,37	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**613 027,50**	**1 024 612,80**	**2 422 606,09**	**1 588,18**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**5 000,00**	0,00	0,00	0,00	5 000,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**149 805,66**	0,00	0,00	0,00	149 805,66
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**457 928,77**	0,00	0,00	0,00	457 928,77
A130	Réseaux et installations de voirie	**1 250 003,79**	0,00	0,00	0,00	1 250 003,79
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**157 214,96**	0,00	0,00	0,00	157 214,96
A155	Immobilisations corporelles en cours	**2 041 881,39**	0,00	0,00	0,00	2 041 881,39
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 834,57**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	149 805,66	0,00	0,00	0,00	149 805,66
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	457 928,77	0,00	0,00	0,00	457 928,77
A130	Réseaux et installations de voirie	1 250 003,79	0,00	0,00	0,00	1 250 003,79
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	157 214,96	0,00	0,00	0,00	157 214,96
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 041 881,39	0,00	0,00	0,00	2 041 881,39
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 834,57**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	149 805,66	0,00	0,00	0,00	149 805,66
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	457 928,77	0,00	0,00	0,00	457 928,77
A130	Réseaux et installations de voirie	1 250 003,79	0,00	0,00	0,00	1 250 003,79
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	157 214,96	0,00	0,00	0,00	157 214,96
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 041 881,39	0,00	0,00	0,00	2 041 881,39
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 834,57**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	149 805,66	0,00	0,00	0,00	149 805,66
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	457 928,77	0,00	0,00	0,00	457 928,77
A130	Réseaux et installations de voirie	1 250 003,79	0,00	0,00	0,00	1 250 003,79
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	157 214,96	0,00	0,00	0,00	157 214,96
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 041 881,39	0,00	0,00	0,00	2 041 881,39
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 834,57**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	149 805,66	45 719,04	0,00	104 086,62	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	457 928,77	48 738,55	0,00	357 299,84	51 890,38
A130	Réseaux et installations de voirie	1 250 003,79	86 116,86	6 410,95	1 157 475,98	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	157 214,96	0,00	0,00	157 214,96	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 041 881,39	21 103,40	966 424,61	1 054 353,38	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**201 677,85**	**972 835,56**	**2 835 430,78**	**51 890,38**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 574 298,20	393 220,79	0,00	805 254,64	374 234,59	1 588,18
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	167 583,65	12 658,67	22 542,00	11 880,00	120 502,98	0,00
7	Environnement	1 445 880,92	227 338,23	0,00	204 606,60	1 013 936,09	0,00
8	Transports	874 071,80	9 410,59	0,00	2 871,56	861 789,65	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**642 628,28**	**22 542,00**	**1 024 612,80**	**2 370 463,31**	**1 588,18**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 574 298,20	380 218,67	805 254,64	387 236,71	1 588,18
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	167 583,65	35 200,67	11 880,00	120 502,98	0,00
7	Environnement	1 445 880,92	188 197,57	204 606,60	1 053 076,75	0,00
8	Transports	874 071,80	9 410,59	2 871,56	861 789,65	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**613 027,50**	**1 024 612,80**	**2 422 606,09**	**1 588,18**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 574 298,20	0,00	0,00	0,00	1 574 298,20
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	167 583,65	0,00	0,00	0,00	167 583,65
7	Environnement	1 445 880,92	0,00	0,00	0,00	1 445 880,92
8	Transports	874 071,80	0,00	0,00	0,00	874 071,80
	TOTAL	**4 061 834,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 834,57**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 574 298,20	0,00	0,00	0,00	1 574 298,20
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	167 583,65	0,00	0,00	0,00	167 583,65
7	Environnement	1 445 880,92	0,00	0,00	0,00	1 445 880,92
8	Transports	874 071,80	0,00	0,00	0,00	874 071,80
	TOTAL	**4 061 834,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 834,57**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 574 298,20	0,00	0,00	0,00	1 574 298,20
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	167 583,65	0,00	0,00	0,00	167 583,65
7	Environnement	1 445 880,92	0,00	0,00	0,00	1 445 880,92
8	Transports	874 071,80	0,00	0,00	0,00	874 071,80
	TOTAL	**4 061 834,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 834,57**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 574 298,20	0,00	0,00	0,00	1 574 298,20
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	167 583,65	0,00	0,00	0,00	167 583,65
7	Environnement	1 445 880,92	0,00	0,00	0,00	1 445 880,92
8	Transports	874 071,80	0,00	0,00	0,00	874 071,80
	TOTAL	**4 061 834,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 061 834,57**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 574 298,20	94 457,59	805 254,64	622 695,59	51 890,38
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	167 583,65	6 498,00	22 542,00	138 543,65	0,00
7	Environnement	1 445 880,92	100 722,26	142 167,36	1 202 991,30	0,00
8	Transports	874 071,80	0,00	2 871,56	871 200,24	0,00
	TOTAL	**4 061 834,57**	**201 677,85**	**972 835,56**	**2 835 430,78**	**51 890,38**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Hotel d'entreprises et d'associations	Maison des éditeurs et des industries culturelles et Village d'entreprises	29/06/2010	02/10/2012	SPA
Hôtel d'entreprise	Abattoirs de Tarascon	25/09/2019	25/09/2019	SPA
Location fibre optique noire	Fibre Optique	01/01/2021		SPA
Hôtel d'entreprise	Foncier	01/12/2025		SPA

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**3 425 330,95**
2053	Droit de superficie	1 038,51
21351	Bâtiments publics	29 518,80
2152	Installations de voirie	127 461,60
21571	Matériel ferroviaire	1 431 856,34
21578	Autre matériel technique	9 230,36
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	677 109,50
21828	Autres matériels de transport	62 439,24
2313	Constructions	958 521,60
261	Titres de participation	128 155,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**3 425 330,95**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***81 918,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*44 083,46*
13912	*Régions*	*43,86*
13913	*Départements*	*37 790,68*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***81 918,00***
TOTAL GENERAL		**3 507 248,95**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**3 000,00**
1311	Etat et établissements nationaux	3 000,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**3 000,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***870 259,44***
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*	*226,46*
281318	*Autres bâtiments publics*	*3 799,69*
281351	*Bâtiments publics*	*3 123,42*
28138	*Autres constructions*	*32 878,77*
28152	*Installations de voirie*	*1 845,43*
281571	*Matériel ferroviaire*	*397 667,27*
2815731	*Matériel roulant*	*11 499,29*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*4 655,71*
281578	*Autre matériel technique*	*201,77*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*154 351,28*
281735	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*20 926,72*
28175731	*Matériel roulant*	*18 444,55*
281758	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*2 786,20*
2817828	*Autres matériels de transport*	*173 226,20*
281788	*Autres*	*1 193,81*
281828	*Autres matériels de transport*	*39 555,01*
28188	*Autres*	*3 877,86*
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***870 259,44***
TOTAL GENERAL		**873 259,44**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**16 120 473,74**
60611	Eau et assainissement	650,57
60612	Energie - Electricité	30 699,45
60622	Carburants	449 795,84
60632	Fournitures de petit équipement	15 719,08
60636	Habillement et vêtements de travail	39 765,59
611	Contrats de prestations de services	14 790 488,39
6132	Locations immobilières	83 039,48
615221	Bâtiments publics	5 944,53
61551	Matériel roulant	596 507,16
61558	Autres biens mobiliers	9 706,23
617	Etudes et recherches	2 594,70
6182	Documentation générale et technique	1 258,71
6188	Autres frais divers	176,08
6236	Catalogues et imprimés	16 867,58
62875	Aux communes membres du GFP	5 480,80
6288	Autres	71 779,55
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**8 105 588,00**
.	Dépenses de personnel	8 105 588,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**186 224,40**
65568	Autres contributions	186 224,40
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**24 412 286,14**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***870 898,18***
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*870 898,18*

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***870 898,18***
	TOTAL GENERAL	**25 283 184,32**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**22 397 846,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	22 309 179,00
7318	Autres	88 667,00
Dotations et participations reçues		**1 494 359,31**
747888	Autres	1 494 359,31
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**566 980,12**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**566 980,12**
755	Dédits et pénalités perçus	108 397,77
75888	Autres	458 582,35
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**24 459 185,43**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***56 790,40***
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*56 790,40*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***56 790,40***
	TOTAL GENERAL	**24 515 975,83**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU — D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

CONVENTION N° C0727				
Nature de l'opération (selon la nomenclature)	Cumul des engagements juridiques (1)	Dont engagements juridiques de l'année N (2)	Cumul des réalisations (3)	Dont réalisations de l'année N (4)
DEPENSES	**7 558 285,75**	**6 640 917,60**	**698 877,15**	**412 985,15**
14	770 946,00	0,00	552 455,00	266 563,00
24	6 640 917,60	6 640 917,60	0,00	0,00
39	146 422,15	0,00	146 422,15	146 422,15
RECETTES	**700 915,00**	**0,00**	**232 566,00**	**92 383,00**
14	700 915,00	0,00	232 566,00	92 383,00

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

DETAIL PAR CONVENTION ET OPERATION
ANRU ARLES

Numéro de convention NPNRU :	C0727
Nature de l'opération (selon la nomenclature) :	14 39 24
IDTOP (identifiant de l'opération) :	C0727
Intitulé de l'opération :	ANRU ARLES
Maitrise d'ouvrage (1) :	ACCM
Communes (2) :	ARLES
Quartier prioritaire de la ville (3) :	BARRIOL

DEPENSES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
011	458 016,00	0,00	305 532,00	163 662,00
20	19 635,00	0,00	19 635,00	19 635,00
21	146 422,15	0,00	146 422,15	146 422,15
27	6 640 917,60	6 640 917,60	0,00	0,00
Total	**7 264 990,75**	**6 640 917,60**	**471 589,15**	**329 719,15**

RECETTES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
74	444 500,00	0,00	130 000,00	41 100,00
Total	**444 500,00**	**0,00**	**130 000,00**	**41 100,00**

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Identification du ou des maitres d'ouvrage
(2) Identification du ou des communes concernée(s) par l'opération
(3) Identification des quartiers prioritaires de la ville concernés par l'opération
(4) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(5) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(6) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(7) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

DETAIL PAR CONVENTION ET OPERATION
ANRU FERRAGES

Numéro de convention NPNRU :	C0727
Nature de l'opération (selon la nomenclature) :	14
IDTOP (identifiant de l'opération) :	C0727
Intitulé de l'opération :	ANRU FERRAGES
Maitrise d'ouvrage (1) :	ACCM
Communes (2) :	TARASCON
Quartier prioritaire de la ville (3) :	FERRAGES

DEPENSES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
011	293 295,00	0,00	227 288,00	83 266,00
Total	**293 295,00**	**0,00**	**227 288,00**	**83 266,00**

RECETTES

Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
74	256 415,00	0,00	102 566,00	51 283,00
Total	**256 415,00**	**0,00**	**102 566,00**	**51 283,00**

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Identification du ou des maitres d'ouvrage
(2) Identification du ou des communes concernée(s) par l'opération
(3) Identification des quartiers prioritaires de la ville concernés par l'opération
(4) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(5) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(6) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(7) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 13/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Fabien LAURAND	du 01/01/2025	au 13/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

RODRIGUEZ Eric (1013970890-0), Contrôleur principal des Finances Publiques **A DRFiP DE PACA ET DES BOUCHES..., le 14/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

LAURAND Fabien (1013926647-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ARLES, le 14/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°2 : Finances / Compte financier unique 2025 - Budget annexe de l'assainissement

Rapporteur : Jérémie BECCIU

Nomenclature ACTES : 7.1

A compter de l'exercice 2025, le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif (CA) et au Compte de Gestion (CG).
Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la lisibilité de l'information financière.

Le CFU 2025 du budget annexe de l'assainissement, après prise en compte des restes à réaliser, s'établit comme suit :

Budget annexe assainissement

NATURE	INVESTISSEMENT	EXPLOITATION	TOTAL
Recettes	5 554 524,76 €	10 805 413,40 €	16 359 938,16 €
Dépenses	6 469 621,39 €	8 384 149,13 €	14 853 770,52 €
Résultat exercice 2025	**- 915 096,63 €**	**2 421 264,27 €**	**1 506 167,64 €**
Report antérieur	- 2 152 928,96 €	5 533 482,03 €	3 380 553,07 €
Résultat de clôture	**- 3 068 025,59 €**	**7 954 746,30 €**	**4 886 720,71 €**
Restes à réaliser en recettes	1 970 102,72 €	- €	1 970 102,72 €
Restes à réaliser en dépenses	634 955,55 €	- €	634 955,55 €
Solde restes à réaliser	**1 335 147,17 €**	**- €**	1 335 147,17 €
Résultat cumulé	**- 1 732 878,42 €**	**7 954 746,30 €**	**6 221 867,88 €**

Vu l'article L1612-12 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le CFU constitue l'arrêté des comptes ;

Vu l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales précisant que dans les séances où le CFU est débattu, le Président peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote ;

Considérant qu'ACCM a choisi d'adopter le CFU à compter de l'exercice 2025 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Étant précisé que Patrick de Carolis, président de la communauté d'agglomération, s'est retiré au moment du vote du compte financier unique.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER le Compte Financier Unique 2025;

2 - ARRÊTER les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus ;

3 - PRENDRE ACTE de l'état des restes à réaliser ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI : ACCM - 07901 Budget Annexe Assainissement (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE ACCM - Budget Principal

Numéro SIRET : 24130041700029

POSTE COMPTABLE : La Trésorerie Arles Municipale

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : 07901 - Budget Assainissement (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) Sans Objet
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 6
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 7
E - Bilan synthétique 8
F - Compte de résultat synthétique 9

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 10

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 11
A1.2 - Recettes d'exploitation 12
A2.1 - Dépenses d'investissement 13
A2.2 - Recettes d'investissement 14

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 15
B2 - Recettes d'exploitation 17
C1 - Dépenses d'investissement 19
C2 - Recettes d'investissement 21
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 23

III - États financiers

A - Bilan 24
B - Compte de résultat 29

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 32

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 42

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 44
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 45
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 51
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 53
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 54
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 56
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 57
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 58
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 59
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 60
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 61

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 62
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 63
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 64
C2.1 - Situation des autorisations de programme 65
C2.2 - Situation des autorisations dengagement 66

IV - Annexes

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 67

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) Sans Objet
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) Sans Objet
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) Sans Objet
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 74

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 75

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**14 436 000,00**	**11 771 267,97**	**26 207 267,97**
	Recettes réalisées (1)	B	**5 554 524,76**	**10 805 413,40**	**16 359 938,16**
	Restes à réaliser	C	**1 970 102,72**	**0,00**	**1 970 102,72**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**12 283 071,04**	**17 304 750,00**	**29 587 821,04**
	Dépenses réalisées (1)	E	**6 469 621,39**	**8 384 149,13**	**14 853 770,52**
	Restes à réaliser	F	**634 955,55**	**0,00**	**634 955,55**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-915 096,63**	**2 421 264,27**	**1 506 167,64**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-2 152 928,96**	**5 533 482,03**	**3 380 553,07**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-3 068 025,59**	**7 954 746,30**	**4 886 720,71**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**1 335 147,17**	**0,00**	**1 335 147,17**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-1 732 878,42**	**7 954 746,30**	**6 221 867,88**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
CAACCM - ASSAINISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-2 152 928,96	0,00	-915 096,63	0,00	-3 068 025,59
Fonctionnement	8 349 598,61	2 816 116,58	2 421 264,27	0,00	7 954 746,30
Sous-Total	6 196 669,65	2 816 116,58	1 506 167,64	0,00	4 886 720,71
TOTAL III	**6 196 669,65**	**2 816 116,58**	**1 506 167,64**	**0,00**	**4 886 720,71**
TOTAL I + II + III	**6 196 669,65**	**2 816 116,58**	**1 506 167,64**	**0,00**	**4 886 720,71**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **634 955,55**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**139 649,56**
2031	Frais d'études	139 649,56
21	**Immobilisations corporelles**	**65 989,52**
2115	Terrains bâtis	9 225,24
21532	Réseaux d'assainissement	56 764,28
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**429 316,47**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	429 316,47
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **1 970 102,72**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 970 102,72**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	872 854,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	967 955,21
1313	Subv. équipt Départements	129 293,51
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**27,91**	Dotations	0,00
Terrains	366,82	Fonds globalisés	0,00
Constructions	17 420,70	Réserves	27 423,91
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	52 381,60	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	3 943,16	Report à nouveau (1)	5 533,48
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2 421,26
Autres immobilisations corporelles	61,20	Subventions transférables	21 010,99
Total immobilisations corporelles (nettes)	**74 173,48**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	13 992,35
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**74 201,39**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**70 382,01**
Créances	5 043,49	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**8 766,22**
Disponibilités	5,04	Fournisseurs (2)	78,72
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	21,35
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**5 048,54**	**Total des dettes à court terme**	**100,07**
Comptes de régularisation	**0,15**	**TOTAL DETTES**	**8 866,29**
		Comptes de régularisation	**1,78**
TOTAL ACTIF	**79 250,08**	**TOTAL PASSIF**	**79 250,08**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	0,00	324,45
Produits des services	10 280,64	10 519,47
Autres produits	28,49	0,23
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	10 309,13	10 844,15
Traitements, salaires, charges sociales	10,50	25,27
Achats et charges externes	6 114,37	6 769,55
Participations et interventions	179,82	0,76
Dotations aux amortissements et provisions	1 853,85	1 875,74
Autres charges	4,31	3,15
Charges courantes non financières	8 162,85	8 674,48
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**2 146,28**	**2 169,66**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	199,96	226,04
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-199,96**	**-226,04**
RESULTAT COURANT	**1 946,32**	**1 943,62**
Produits exceptionnels	496,28	484,01
Charges exceptionnelles	21,33	153,52
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**474,95**	**330,49**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**2 421,26**	**2 274,11**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° …….. du ……..).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	6 960 873,97	5 626 815,33	73 436,63	5 700 251,96	81,89	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	453 000,00	428 934,00	0,00	428 934,00	94,69	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	185 500,00	179 817,44	0,00	179 817,44	96,94	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**7 599 373,97**	**6 235 566,77**	**73 436,63**	**6 309 003,40**	**83,02**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	200 004,04	139 839,63	60 122,25	199 961,88	99,98	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	200 000,00	21 334,06	0,00	21 334,06	10,67	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	48 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**8 047 378,01**	**6 396 740,46**	**133 558,88**	**6 530 299,34**	***81,15***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*7 400 000,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 857 371,99*	*1 853 849,79*	*0,00*	*1 853 849,79*	*99,81*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***9 257 371,99***	***1 853 849,79***	***0,00***	***1 853 849,79***	***20,03***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**17 304 750,00**	**8 250 590,25**	**133 558,88**	**8 384 149,13**	**48,45**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**17 304 750,00**	**8 250 590,25**	**133 558,88**	**8 384 149,13**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 254 236,23	10 280 644,46	0,00	10 280 644,46	91,35	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	3,02	0,00	3,02	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**11 254 236,23**	**10 280 647,48**	**0,00**	**10 280 647,48**	**91,35**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	21 000,00	248,18	0,00	248,18	1,18	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	28 486,00	0,00	28 486,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 275 236,23**	**10 309 381,66**	**0,00**	**10 309 381,66**	**91,43**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*496 031,74*	*496 031,74*	*0,00*	*496 031,74*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***496 031,74***	***496 031,74***	***0,00***	***496 031,74***	***100,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**11 771 267,97**	**10 805 413,40**	**0,00**	**10 805 413,40**	**91,79**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**5 533 482,03**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**17 304 750,00**	**10 805 413,40**	**0,00**	**10 805 413,40**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	500 263,20	7 681,24	1,54	139 649,56
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 240 829,89	403 706,96	32,54	65 989,52
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	8 550 192,89	4 066 638,22	47,56	429 316,47
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**10 291 285,98**	**4 478 026,42**	**43,51**	**634 955,55**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 099 753,32	1 099 753,32	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**1 099 753,32**	**1 099 753,32**	**100,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 391 039,30**	**5 577 779,74**	**48,97**	**634 955,55**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*496 031,74*	*496 031,74*	*100,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*396 000,00*	*395 809,91*	*99,95*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***892 031,74***	***891 841,65***	***99,98***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**12 283 071,04**	**6 469 621,39**	**52,67**	**634 955,55**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**2 152 928,96**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**14 436 000,00**	**6 469 621,39**		**634 955,55**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	1 966 511,43	488 748,48	24,85	1 970 102,72
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	2 816 116,58	2 816 116,58	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**4 782 628,01**	**3 304 865,06**	**69,10**	**1 970 102,72**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*7 400 000,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 857 371,99*	*1 853 849,79*	*99,81*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*396 000,00*	*395 809,91*	*99,95*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***9 653 371,99***	***2 249 659,70***	***23,30***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**14 436 000,00**	**5 554 524,76**	**38,48**	**1 970 102,72**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**14 436 000,00**	**5 554 524,76**		**1 970 102,72**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
611	Sous-traitance générale	0,00	5 713 147,41	37 299,70	5 675 847,71	0,00
6156	Maintenance	0,00	3 070,89	0,00	3 070,89	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	48 112,50	31 087,50	17 025,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés	0,00	5 864,00	1 555,64	4 308,36	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	6 960 873,97	5 770 194,80	69 942,84	5 700 251,96	1 260 622,01
6218	Autre personnel extérieur	0,00	418 431,00	0,00	418 431,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	10 503,00	0,00	10 503,00	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	453 000,00	428 934,00	0,00	428 934,00	24 066,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	141 418,44	0,00	141 418,44	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	38 399,00	0,00	38 399,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	185 500,00	179 817,44	0,00	179 817,44	5 682,56
Total des dépenses de gestion courante		**7 599 373,97**	**6 378 946,24**	**69 942,84**	**6 309 003,40**	**1 290 370,57**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	212 155,47	0,00	212 155,47	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	60 122,25	72 315,84	-12 193,59	0,00
total chapitre 66	Charges financières	200 004,04	272 277,72	72 315,84	199 961,88	42,16
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	21 334,06	0,00	21 334,06	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	200 000,00	21 334,06	0,00	21 334,06	178 665,94
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	48 000,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**8 047 378,01**	**6 672 558,02**	**142 258,68**	**6 530 299,34**	**1 517 078,67**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*7 400 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 853 849,79*	*0,00*	*1 853 849,79*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 857 371,99*	*1 853 849,79*	*0,00*	*1 853 849,79*	*3 522,20*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***9 257 371,99***	***1 853 849,79***	***0,00***	***1 853 849,79***	***7 403 522,20***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**17 304 750,00**	**8 526 407,81**	**142 258,68**	**8 384 149,13**	**8 920 600,87**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**17 304 750,00**	**8 526 407,81**	**142 258,68**	**8 384 149,13**	**8 920 600,87**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	9 938,25	0,00	9 938,25	0,00
70611	Redevances d'assainissement collectif	0,00	9 493 771,12	0,00	9 493 771,12	0,00
70613	Participations pour l'assainissement collectif	0,00	713 644,17	14 512,25	699 131,92	0,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif	0,00	81 146,55	3 343,38	77 803,17	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	11 254 236,23	10 298 500,09	17 855,63	10 280 644,46	973 591,77
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	3,02	0,00	3,02	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	3,02	0,00	3,02	-3,02
Total des recettes de gestion courante		**11 254 236,23**	**10 298 503,11**	**17 855,63**	**10 280 647,48**	**973 588,75**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	248,18	0,00	248,18	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	21 000,00	248,18	0,00	248,18	20 751,82
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	0,00	28 486,00	0,00	28 486,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	28 486,00	0,00	28 486,00	-28 486,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 275 236,23**	**10 327 237,29**	**17 855,63**	**10 309 381,66**	**965 854,57**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*496 031,74*	*0,00*	*496 031,74*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*496 031,74*	*496 031,74*	*0,00*	*496 031,74*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre d'exploitation		*496 031,74*	*496 031,74*	*0,00*	*496 031,74*	*0,00*
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		11 771 267,97	10 823 269,03	17 855,63	10 805 413,40	965 854,57
002 Résultat d'exploitation reporté		5 533 482,03	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'exploitation		17 304 750,00	10 823 269,03	17 855,63	10 805 413,40	6 499 336,60

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	7 681,24	0,00	7 681,24	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	500 263,20	7 681,24	0,00	7 681,24	492 581,96
2115	Terrains bâtis	0,00	66 307,08	0,00	66 307,08	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	312 117,70	0,00	312 117,70	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	25 282,18	0,00	25 282,18	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 240 829,89	403 706,96	0,00	403 706,96	837 122,93
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	15 447,98	0,00	15 447,98	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	4 144 969,83	142 003,02	4 002 966,81	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	48 223,43	0,00	48 223,43	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	8 550 192,89	4 208 641,24	142 003,02	4 066 638,22	4 483 554,67
Total des dépenses d'équipement		**10 291 285,98**	**4 620 029,44**	**142 003,02**	**4 478 026,42**	**5 813 259,56**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	714 633,98	0,00	714 633,98	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	385 119,34	0,00	385 119,34	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 099 753,32	1 099 753,32	0,00	1 099 753,32	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses financières		**1 099 753,32**	**1 099 753,32**	**0,00**	**1 099 753,32**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**11 391 039,30**	**5 719 782,76**	**142 003,02**	**5 577 779,74**	**5 813 259,56**
139111	*Agence de l'eau*	*0,00*	*156 586,98*	*0,00*	*156 586,98*	*0,00*
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*	*0,00*	*37 656,83*	*0,00*	*37 656,83*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*298 825,62*	*0,00*	*298 825,62*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*2 962,31*	*0,00*	*2 962,31*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*496 031,74*	*496 031,74*	*0,00*	*496 031,74*	*0,00*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*395 809,91*	*0,00*	*395 809,91*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*396 000,00*	*395 809,91*	*0,00*	*395 809,91*	*190,09*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***892 031,74***	***891 841,65***	***0,00***	***891 841,65***	***190,09***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**12 283 071,04**	**6 611 624,41**	**142 003,02**	**6 469 621,39**	**5 813 449,65**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**2 152 928,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**14 436 000,00**	**6 611 624,41**	**142 003,02**	**6 469 621,39**	**7 966 378,61**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau	0,00	419 544,79	0,00	419 544,79	0,00
13118	Autres	0,00	69 203,69	0,00	69 203,69	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	1 966 511,43	488 748,48	0,00	488 748,48	1 477 762,95
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	2 816 116,58	0,00	2 816 116,58	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	2 816 116,58	2 816 116,58	0,00	2 816 116,58	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 782 628,01**	**3 304 865,06**	**0,00**	**3 304 865,06**	**1 477 762,95**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*7 400 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Amortissements frais d'études*	*0,00*	*1 268,40*	*0,00*	*1 268,40*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*455 901,15*	*1,00*	*455 900,15*	*0,00*
28135	*Installations générales agencements aménagements des constructions*	*0,00*	*4 745,77*	*0,00*	*4 745,77*	*0,00*
28138	*Amortissements autres constructions*	*0,00*	*1,00*	*0,00*	*1,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*977 628,32*	*0,00*	*977 628,32*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28173	*Constructions*	*0,00*	*66 037,98*	*0,00*	*66 037,98*	*0,00*
28175	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*346 886,61*	*0,00*	*346 886,61*	*0,00*
28181	*Installations générales agencements et aménagements divers*	*0,00*	*1 381,56*	*0,00*	*1 381,56*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 857 371,99*	*1 853 850,79*	*1,00*	*1 853 849,79*	*3 522,20*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*395 809,91*	*0,00*	*395 809,91*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*396 000,00*	*395 809,91*	*0,00*	*395 809,91*	*190,09*
Total des recettes d'ordre en investissement		***9 653 371,99***	***2 249 660,70***	***1,00***	***2 249 659,70***	***7 403 712,29***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**14 436 000,00**	**5 554 525,76**	**1,00**	**5 554 524,76**	**8 881 475,24**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**14 436 000,00**	**5 554 525,76**	**1,00**	**5 554 524,76**	**8 881 475,24**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	30 444,64	2 536,80	27 907,84	21 495,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	7 808,29	7 808,29	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	349 915,57	0,00	349 915,57	283 608,49
Constructions	22 109 801,35	5 467 500,90	16 642 300,45	17 090 392,37
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	56 180 947,68	10 286 502,78	45 894 444,90	39 264 361,81
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	94 138,78	32 935,94	61 202,84	37 302,22
Immobilisations corporelles en cours	3 943 158,16	0,00	3 943 158,16	7 184 668,65
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	16 907,99	0,00	16 907,99	16 907,99
Constructions	4 857 306,62	4 078 909,08	778 397,54	844 435,52
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	20 732 328,61	14 245 174,39	6 487 154,22	6 834 040,83
Autres immobilisations corporelles	59 262,85	59 262,85	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**108 382 020,54**	**34 180 631,03**	**74 201 389,51**	**71 577 212,88**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	703 934,24	0,00	703 934,24	885 461,58
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	203 014,92	0,00	203 014,92	478 578,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	4 195 947,85	0,00	4 195 947,85	5 281 659,93
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	13 733,20	73 137,00	-59 403,80	-86 042,38
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**5 043,10**	**0,00**	**5 043,10**	**3 683,68**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**5 121 673,31**	**73 137,00**	**5 048 536,31**	**6 563 340,81**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	149,44	0,00	149,44	0,00
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**149,44**	**0,00**	**149,44**	**0,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**113 503 843,29**	**34 253 768,03**	**79 250 075,26**	**78 140 553,69**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	0,00	0,00
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	13 992 353,81	13 992 353,81
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	27 423 914,75	24 607 798,17
Report à nouveau (1)	5 533 482,03	6 075 490,02
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2 421 264,27	2 274 108,59
Subventions d'investissement	21 010 994,29	21 018 277,55
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**70 382 009,15**	**67 968 028,14**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 070 387,99	6 797 215,56
Emprunts et dettes financières divers	2 695 835,33	3 080 954,67
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	73 436,63	68 387,20
Dettes fiscales et sociales	0,00	195 270,67
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	5 279,12	3 365,61
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	21 349,56	21 729,59
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**8 866 288,63**	**10 166 923,30**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	1 777,48	5 602,25
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**1 777,48**	**5 602,25**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**79 250 075,26**	**78 140 553,69**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*10 270 706,21*	*10 504 752,77*
Divers	*9 938,25*	*14 720,26*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Subventions d'exploitation	0,00	324 447,53
Reprises sur dépréciations et provisions	28 486,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	3,02	225,92
TOTAL I	**10 309 133,48**	**10 844 146,48**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	6 114 374,60	6 769 551,82
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*4 308,36*	*3 152,38*
Salaires et traitements	10 503,00	25 274,24
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*1 853 849,79*	*1 870 540,24*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*0,00*	*5 202,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	179 817,44	763,13
TOTAL II	**8 162 853,19**	**8 674 483,81**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**2 146 280,29**	**2 169 662,67**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	199 961,88	226 039,74
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**199 961,88**	**226 039,74**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-199 961,88**	**-226 039,74**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**1 946 318,41**	**1 943 622,93**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*496 279,92*	*484 008,10*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**496 279,92**	**484 008,10**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*21 334,06*	*153 522,44*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**21 334,06**	**153 522,44**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**474 945,86**	**330 485,66**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**10 805 413,40**	**11 328 154,58**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**8 384 149,13**	**9 054 045,99**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**2 421 264,27**	**2 274 108,59**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire	0,00	13 992 353,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 992 353,81	0,00	13 992 353,81
	Sous Total compte 102	**0,00**	**13 992 353,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 992 353,81**	**0,00**	**13 992 353,81**
1068	Autres réserves	0,00	24 607 798,17	0,00	0,00	0,00	2 816 116,58	0,00	27 423 914,75	0,00	27 423 914,75
	Sous Total compte 106	**0,00**	**24 607 798,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 816 116,58**	**0,00**	**27 423 914,75**	**0,00**	**27 423 914,75**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**38 600 151,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 816 116,58**	**0,00**	**41 416 268,56**	**0,00**	**41 416 268,56**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	6 075 490,02	2 816 116,58	2 274 108,59	0,00	0,00	2 816 116,58	8 349 598,61	0,00	5 533 482,03
	Sous Total compte 11	**0,00**	**6 075 490,02**	**2 816 116,58**	**2 274 108,59**	**0,00**	**0,00**	**2 816 116,58**	**8 349 598,61**	**0,00**	**5 533 482,03**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	2 274 108,59	2 274 108,59	0,00	0,00	0,00	2 274 108,59	2 274 108,59	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**2 274 108,59**	**2 274 108,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 274 108,59**	**2 274 108,59**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	0,00	8 145 022,18	0,00	0,00	0,00	419 544,79	0,00	8 564 566,97	0,00	8 564 566,97
13118	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 203,69	0,00	69 203,69	0,00	69 203,69
	Sous Total compte 1311	**0,00**	**8 145 022,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**488 748,48**	**0,00**	**8 633 770,66**	**0,00**	**8 633 770,66**
1312	Région	0,00	2 517 248,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 517 248,37	0,00	2 517 248,37
1313	Dépt	0,00	17 228 135,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 228 135,50	0,00	17 228 135,50
13188	des tiers	0,00	790 939,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	790 939,41	0,00	790 939,41
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**790 939,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**790 939,41**	**0,00**	**790 939,41**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**28 681 345,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**488 748,48**	**0,00**	**29 170 093,94**	**0,00**	**29 170 093,94**
139111	Agence de l'eau	2 095 003,38	0,00	0,00	0,00	156 586,98	0,00	2 251 590,36	0,00	2 251 590,36	0,00
	Sous Total compte 13911	**2 095 003,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156 586,98**	**0,00**	**2 251 590,36**	**0,00**	**2 251 590,36**	**0,00**
13912	Subv équipt transf - Région	1 153 640,28	0,00	0,00	0,00	37 656,83	0,00	1 191 297,11	0,00	1 191 297,11	0,00
13913	Subv équipt transf - Dépt	3 931 403,37	0,00	0,00	0,00	298 825,62	0,00	4 230 228,99	0,00	4 230 228,99	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139188	des tiers	483 020,88	0,00	0,00	0,00	2 962,31	0,00	485 983,19	0,00	485 983,19	0,00
	Sous Total compte 13918	**483 020,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 962,31**	**0,00**	**485 983,19**	**0,00**	**485 983,19**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**7 663 067,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**496 031,74**	**0,00**	**8 159 099,65**	**0,00**	**8 159 099,65**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**7 663 067,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**496 031,74**	**0,00**	**8 159 099,65**	**0,00**	**8 159 099,65**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**7 663 067,91**	**28 681 345,46**	**0,00**	**0,00**	**496 031,74**	**488 748,48**	**8 159 099,65**	**29 170 093,94**	**0,00**	**21 010 994,29**
1641	Emprunts en euros	0,00	6 724 899,72	0,00	0,00	714 633,98	0,00	714 633,98	6 724 899,72	0,00	6 010 265,74
	Sous Total compte 164	**0,00**	**6 724 899,72**	**0,00**	**0,00**	**714 633,98**	**0,00**	**714 633,98**	**6 724 899,72**	**0,00**	**6 010 265,74**
1681	Autres emprunts	0,00	3 080 954,67	0,00	0,00	385 119,34	0,00	385 119,34	3 080 954,67	0,00	2 695 835,33
16884	Int sur empts étab crédit	0,00	72 315,84	72 315,84	60 122,25	0,00	0,00	72 315,84	132 438,09	0,00	60 122,25
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**72 315,84**	**72 315,84**	**60 122,25**	**0,00**	**0,00**	**72 315,84**	**132 438,09**	**0,00**	**60 122,25**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**3 153 270,51**	**72 315,84**	**60 122,25**	**385 119,34**	**0,00**	**457 435,18**	**3 213 392,76**	**0,00**	**2 755 957,58**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**9 878 170,23**	**72 315,84**	**60 122,25**	**1 099 753,32**	**0,00**	**1 172 069,16**	**9 938 292,48**	**0,00**	**8 766 223,32**
	Total classe 1	**7 663 067,91**	**85 509 266,28**	**5 162 541,01**	**2 334 230,84**	**1 595 785,06**	**3 304 865,06**	**14 421 393,98**	**91 148 362,18**	**8 159 099,65**	**84 886 067,85**
2031	Frais d'études	23 463,40	0,00	0,00	700,00	7 681,24	0,00	31 144,64	700,00	30 444,64	0,00
	Sous Total compte 203	**23 463,40**	**0,00**	**0,00**	**700,00**	**7 681,24**	**0,00**	**31 144,64**	**700,00**	**30 444,64**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	7 808,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 808,29	0,00	7 808,29	0,00
	Sous Total compte 205	**7 808,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 808,29**	**0,00**	**7 808,29**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**31 271,69**	**0,00**	**0,00**	**700,00**	**7 681,24**	**0,00**	**38 952,93**	**700,00**	**38 252,93**	**0,00**
2111	Terrains nus	24 375,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 375,45	0,00	24 375,45	0,00
2115	Terrains bâtis	259 233,04	0,00	0,00	0,00	66 307,08	0,00	325 540,12	0,00	325 540,12	0,00
	Sous Total compte 211	**283 608,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 307,08**	**0,00**	**349 915,57**	**0,00**	**349 915,57**	**0,00**
21311	Batiments exploitation	20 465 074,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 465 074,90	0,00	20 465 074,90	0,00
	Sous Total compte 2131	**20 465 074,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 465 074,90**	**0,00**	**20 465 074,90**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21351	Batiments exploitation	189 830,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 830,01	0,00	189 830,01	0,00
	Sous Total compte 2135	**189 830,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 830,01**	**0,00**	**189 830,01**	**0,00**
2138	Autres constructions	1 442 341,44	0,00	12 555,00	0,00	0,00	0,00	1 454 896,44	0,00	1 454 896,44	0,00
	Sous Total compte 213	**22 097 246,35**	**0,00**	**12 555,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 109 801,35**	**0,00**	**22 109 801,35**	**0,00**
21532	Réseaux assainissement	48 573 236,27	0,00	7 295 593,71	0,00	312 117,70	0,00	56 180 947,68	0,00	56 180 947,68	0,00
	Sous Total compte 2153	**48 573 236,27**	**0,00**	**7 295 593,71**	**0,00**	**312 117,70**	**0,00**	**56 180 947,68**	**0,00**	**56 180 947,68**	**0,00**
	Sous Total compte 215	**48 573 236,27**	**0,00**	**7 295 593,71**	**0,00**	**312 117,70**	**0,00**	**56 180 947,68**	**0,00**	**56 180 947,68**	**0,00**
21711	Terrains nus	16 907,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 907,99	0,00	16 907,99	0,00
	Sous Total compte 2171	**16 907,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 907,99**	**0,00**	**16 907,99**	**0,00**
217311	Batiments exploitation	3 315 054,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 315 054,99	0,00	3 315 054,99	0,00
	Sous Total compte 21731	**3 315 054,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 315 054,99**	**0,00**	**3 315 054,99**	**0,00**
217351	Batiments exploitation	1 542 251,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 542 251,63	0,00	1 542 251,63	0,00
	Sous Total compte 21735	**1 542 251,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 542 251,63**	**0,00**	**1 542 251,63**	**0,00**
	Sous Total compte 2173	**4 857 306,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 857 306,62**	**0,00**	**4 857 306,62**	**0,00**
217532	Réseaux assainissement	19 719 973,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 719 973,83	0,00	19 719 973,83	0,00
	Sous Total compte 21753	**19 719 973,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 719 973,83**	**0,00**	**19 719 973,83**	**0,00**
21754	Mat indust	1 210,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 210,51	0,00	1 210,51	0,00
217562	Service d'assainissement	1 011 144,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 011 144,27	0,00	1 011 144,27	0,00
	Sous Total compte 21756	**1 011 144,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 011 144,27**	**0,00**	**1 011 144,27**	**0,00**
	Sous Total compte 2175	**20 732 328,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 732 328,61**	**0,00**	**20 732 328,61**	**0,00**
21782	Mat de transport	6 529,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 529,65	0,00	6 529,65	0,00
21783	Mat bureau mat informatique	49 086,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 086,70	0,00	49 086,70	0,00
21784	Mobilier	3 646,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 646,50	0,00	3 646,50	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2178	**59 262,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 262,85**	**0,00**	**59 262,85**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**25 665 806,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 665 806,07**	**0,00**	**25 665 806,07**	**0,00**
2181	Instal gales agenct amngts divers	55 262,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 262,50	0,00	55 262,50	0,00
2182	Mat de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	25 282,18	0,00	25 282,18	0,00	25 282,18	0,00
2183	Mat bureau mat informatique	11 427,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 427,30	0,00	11 427,30	0,00
2188	Autres	2 166,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 166,80	0,00	2 166,80	0,00
	Sous Total compte 218	**68 856,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 282,18**	**0,00**	**94 138,78**	**0,00**	**94 138,78**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**96 688 753,78**	**0,00**	**7 308 148,71**	**0,00**	**403 706,96**	**0,00**	**104 400 609,45**	**0,00**	**104 400 609,45**	**0,00**
2313	Constructions	12 555,00	0,00	0,00	12 555,00	15 447,98	0,00	28 002,98	12 555,00	15 447,98	0,00
2315	Instal mat outil techn	6 758 400,75	0,00	2,00	7 295 595,71	4 540 779,74	142 003,02	11 299 182,49	7 437 598,73	3 861 583,76	0,00
	Sous Total compte 231	**6 770 955,75**	**0,00**	**2,00**	**7 308 150,71**	**4 556 227,72**	**142 003,02**	**11 327 185,47**	**7 450 153,73**	**3 877 031,74**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	413 712,90	0,00	0,00	0,00	48 223,43	395 809,91	461 936,33	395 809,91	66 126,42	0,00
	Sous Total compte 23	**7 184 668,65**	**0,00**	**2,00**	**7 308 150,71**	**4 604 451,15**	**537 812,93**	**11 789 121,80**	**7 845 963,64**	**3 943 158,16**	**0,00**
28031	Amort frais études	0,00	1 968,40	700,00	0,00	0,00	1 268,40	700,00	3 236,80	0,00	2 536,80
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**1 968,40**	**700,00**	**0,00**	**0,00**	**1 268,40**	**700,00**	**3 236,80**	**0,00**	**2 536,80**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	7 808,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 808,29	0,00	7 808,29
	Sous Total compte 280	**0,00**	**9 776,69**	**700,00**	**0,00**	**0,00**	**1 268,40**	**700,00**	**11 045,09**	**0,00**	**10 345,09**
28131	Bâtiments	0,00	4 980 364,11	0,00	0,00	1,00	455 901,15	1,00	5 436 265,26	0,00	5 436 264,26
28135	Igaac constructions	0,00	14 806,88	0,00	0,00	0,00	4 745,77	0,00	19 552,65	0,00	19 552,65
28138	Amort autres constructions	0,00	11 682,99	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	11 683,99	0,00	11 683,99
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**5 006 853,98**	**0,00**	**0,00**	**1,00**	**460 647,92**	**1,00**	**5 467 501,90**	**0,00**	**5 467 500,90**
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	9 308 874,46	0,00	0,00	0,00	977 628,32	0,00	10 286 502,78	0,00	10 286 502,78

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**9 308 874,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**977 628,32**	**0,00**	**10 286 502,78**	**0,00**	**10 286 502,78**
28173	Constructions	0,00	4 012 871,10	0,00	0,00	0,00	66 037,98	0,00	4 078 909,08	0,00	4 078 909,08
28175	Instal mat outil techn	0,00	13 898 287,78	0,00	0,00	0,00	346 886,61	0,00	14 245 174,39	0,00	14 245 174,39
28178	Autres immobilisations corporelles	0,00	59 262,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 262,85	0,00	59 262,85
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**17 970 421,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**412 924,59**	**0,00**	**18 383 346,32**	**0,00**	**18 383 346,32**
28181	Instal gales agenct amngts divers	0,00	17 960,28	0,00	0,00	0,00	1 381,56	0,00	19 341,84	0,00	19 341,84
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	11 427,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 427,30	0,00	11 427,30
28188	Amort autres	0,00	2 166,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 166,80	0,00	2 166,80
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**31 554,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 381,56**	**0,00**	**32 935,94**	**0,00**	**32 935,94**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**32 317 704,55**	**0,00**	**0,00**	**1,00**	**1 852 582,39**	**1,00**	**34 170 286,94**	**0,00**	**34 170 285,94**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**32 327 481,24**	**700,00**	**0,00**	**1,00**	**1 853 850,79**	**701,00**	**34 181 332,03**	**0,00**	**34 180 631,03**
	Total classe 2	**103 904 694,12**	**32 327 481,24**	**7 308 850,71**	**7 308 850,71**	**5 015 840,35**	**2 391 663,72**	**116 229 385,18**	**42 027 995,67**	**108 382 020,54**	**34 180 631,03**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	6 266 489,15	6 266 489,15	0,00	0,00	6 266 489,15	6 266 489,15	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**6 266 489,15**	**6 266 489,15**	**0,00**	**0,00**	**6 266 489,15**	**6 266 489,15**	**0,00**	**0,00**
4041	Fournis immob	0,00	0,00	5 551 807,86	5 551 807,86	0,00	0,00	5 551 807,86	5 551 807,86	0,00	0,00
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	3 365,61	0,00	1 913,51	0,00	0,00	0,00	5 279,12	0,00	5 279,12
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	3 775,00	3 775,00	0,00	0,00	3 775,00	3 775,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**3 365,61**	**3 775,00**	**5 688,51**	**0,00**	**0,00**	**3 775,00**	**9 054,12**	**0,00**	**5 279,12**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**3 365,61**	**5 555 582,86**	**5 557 496,37**	**0,00**	**0,00**	**5 555 582,86**	**5 560 861,98**	**0,00**	**5 279,12**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	68 387,20	68 387,20	73 436,63	0,00	0,00	68 387,20	141 823,83	0,00	73 436,63
	Sous Total compte 40	**0,00**	**71 752,81**	**11 890 459,21**	**11 897 422,15**	**0,00**	**0,00**	**11 890 459,21**	**11 969 174,96**	**0,00**	**78 715,75**
411	Clients	334 168,18	0,00	1 171 602,35	1 193 497,57	0,00	0,00	1 505 770,53	1 193 497,57	312 272,96	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4161	Créances douteuses	551 293,40	0,00	136 363,79	295 995,91	0,00	0,00	687 657,19	295 995,91	391 661,28	0,00
	Sous Total compte 416	**551 293,40**	**0,00**	**136 363,79**	**295 995,91**	**0,00**	**0,00**	**687 657,19**	**295 995,91**	**391 661,28**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**885 461,58**	**0,00**	**1 307 966,14**	**1 489 493,48**	**0,00**	**0,00**	**2 193 427,72**	**1 489 493,48**	**703 934,24**	**0,00**
421	Personnel - rémunérations dues	0,00	0,00	428 934,00	428 934,00	0,00	0,00	428 934,00	428 934,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**428 934,00**	**428 934,00**	**0,00**	**0,00**	**428 934,00**	**428 934,00**	**0,00**	**0,00**
44551	Etat - TVA à décaisser	0,00	0,00	237 150,00	237 150,00	0,00	0,00	237 150,00	237 150,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**237 150,00**	**237 150,00**	**0,00**	**0,00**	**237 150,00**	**237 150,00**	**0,00**	**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	0,00	0,00	928 004,95	928 004,95	0,00	0,00	928 004,95	928 004,95	0,00	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	0,00	0,00	576 616,00	576 496,00	0,00	0,00	576 616,00	576 496,00	120,00	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	378 578,00	0,00	1 963 512,00	2 239 514,00	0,00	0,00	2 342 090,00	2 239 514,00	102 576,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**378 578,00**	**0,00**	**3 468 132,95**	**3 744 014,95**	**0,00**	**0,00**	**3 846 710,95**	**3 744 014,95**	**102 696,00**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	193 715,03	1 117 812,72	924 097,69	0,00	0,00	1 117 812,72	1 117 812,72	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**193 715,03**	**1 117 812,72**	**924 097,69**	**0,00**	**0,00**	**1 117 812,72**	**1 117 812,72**	**0,00**	**0,00**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	100 000,00	0,00	900 000,00	900 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	900 000,00	100 000,00	0,00
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie	0,00	0,00	318,92	0,00	0,00	0,00	318,92	0,00	318,92	0,00
	Sous Total compte 4458	**100 000,00**	**0,00**	**900 318,92**	**900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 318,92**	**900 000,00**	**100 318,92**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**478 578,00**	**193 715,03**	**5 723 414,59**	**5 805 262,64**	**0,00**	**0,00**	**6 201 992,59**	**5 998 977,67**	**203 014,92**	**0,00**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	0,00	6 203,13	6 203,13	0,00	0,00	6 203,13	6 203,13	0,00	0,00
4486	Etat - autres charges à payer	0,00	1 555,64	1 555,64	0,00	0,00	0,00	1 555,64	1 555,64	0,00	0,00
	Sous Total compte 448	**0,00**	**1 555,64**	**1 555,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 555,64**	**1 555,64**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**478 578,00**	**195 270,67**	**5 731 173,36**	**5 811 465,77**	**0,00**	**0,00**	**6 209 751,36**	**6 006 736,44**	**203 014,92**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	5 281 659,93	0,00	12 607 755,52	13 693 467,60	0,00	0,00	17 889 415,45	13 693 467,60	4 195 947,85	0,00
	Sous Total compte 451	**5 281 659,93**	**0,00**	**12 607 755,52**	**13 693 467,60**	**0,00**	**0,00**	**17 889 415,45**	**13 693 467,60**	**4 195 947,85**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**5 281 659,93**	**0,00**	**12 607 755,52**	**13 693 467,60**	**0,00**	**0,00**	**17 889 415,45**	**13 693 467,60**	**4 195 947,85**	**0,00**
466	Excédt de verSEMent	0,00	21 729,59	22 551,99	20 851,96	0,00	0,00	22 551,99	42 581,55	0,00	20 029,56
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	1 219 711,48	1 221 031,48	0,00	0,00	1 219 711,48	1 221 031,48	0,00	1 320,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**1 219 711,48**	**1 221 031,48**	**0,00**	**0,00**	**1 219 711,48**	**1 221 031,48**	**0,00**	**1 320,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	128,60	0,00	284 006,04	284 134,64	0,00	0,00	284 134,64	284 134,64	0,00	0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	15 452,02	0,00	13 733,20	15 452,02	0,00	0,00	29 185,22	15 452,02	13 733,20	0,00
	Sous Total compte 4672	**15 580,62**	**0,00**	**297 739,24**	**299 586,66**	**0,00**	**0,00**	**313 319,86**	**299 586,66**	**13 733,20**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**15 580,62**	**0,00**	**1 517 450,72**	**1 520 618,14**	**0,00**	**0,00**	**1 533 031,34**	**1 520 618,14**	**12 413,20**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**15 580,62**	**21 729,59**	**1 540 002,71**	**1 541 470,10**	**0,00**	**0,00**	**1 555 583,33**	**1 563 199,69**	**0,00**	**7 616,36**
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	0,00	10 540 274,68	10 540 274,68	0,00	0,00	10 540 274,68	10 540 274,68	0,00	0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	0,00	7 943,31	8 076,93	0,00	0,00	7 943,31	8 076,93	0,00	133,62
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	5 602,25	13 275,83	9 317,44	0,00	0,00	13 275,83	14 919,69	0,00	1 643,86
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**5 602,25**	**21 219,14**	**17 394,37**	**0,00**	**0,00**	**21 219,14**	**22 996,62**	**0,00**	**1 777,48**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**5 602,25**	**21 219,14**	**17 394,37**	**0,00**	**0,00**	**21 219,14**	**22 996,62**	**0,00**	**1 777,48**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	5 593,68	5 593,68	0,00	0,00	5 593,68	5 593,68	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**5 602,25**	**10 567 087,50**	**10 563 262,73**	**0,00**	**0,00**	**10 567 087,50**	**10 568 864,98**	**0,00**	**1 777,48**
4721	Dép sans mandatement préalable	0,00	0,00	241 281,84	241 281,84	0,00	0,00	241 281,84	241 281,84	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	617,65	617,65	0,00	0,00	617,65	617,65	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**241 899,49**	**241 899,49**	**0,00**	**0,00**	**241 899,49**	**241 899,49**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	303,01	153,57	0,00	0,00	303,01	153,57	149,44	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**303,01**	**153,57**	**0,00**	**0,00**	**303,01**	**153,57**	**149,44**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**5 602,25**	**10 809 290,00**	**10 805 315,79**	**0,00**	**0,00**	**10 809 290,00**	**10 810 918,04**	**0,00**	**1 628,04**
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers	0,00	101 623,00	28 486,00	0,00	0,00	0,00	28 486,00	101 623,00	0,00	73 137,00
	Sous Total compte 49	**0,00**	**101 623,00**	**28 486,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 486,00**	**101 623,00**	**0,00**	**73 137,00**
	Total classe 4	**6 661 280,13**	**395 978,32**	**44 344 066,94**	**45 667 568,89**	**0,00**	**0,00**	**51 005 347,07**	**46 063 547,21**	**5 116 779,65**	**174 979,79**
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	2 011,56	2 011,56	0,00	0,00	2 011,56	2 011,56	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**2 011,56**	**2 011,56**	**0,00**	**0,00**	**2 011,56**	**2 011,56**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	3 683,68	0,00	59 185,90	57 826,48	0,00	0,00	62 869,58	57 826,48	5 043,10	0,00
	Sous Total compte 511	**3 683,68**	**0,00**	**61 197,46**	**59 838,04**	**0,00**	**0,00**	**64 881,14**	**59 838,04**	**5 043,10**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**3 683,68**	**0,00**	**61 197,46**	**59 838,04**	**0,00**	**0,00**	**64 881,14**	**59 838,04**	**5 043,10**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	2 745 692,44	2 745 692,44	0,00	0,00	2 745 692,44	2 745 692,44	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	179 817,44	179 817,44	0,00	0,00	179 817,44	179 817,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**179 817,44**	**179 817,44**	**0,00**	**0,00**	**179 817,44**	**179 817,44**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	248,18	248,18	0,00	0,00	248,18	248,18	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**2 925 758,06**	**2 925 758,06**	**0,00**	**0,00**	**2 925 758,06**	**2 925 758,06**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**3 683,68**	**0,00**	**2 986 955,52**	**2 985 596,10**	**0,00**	**0,00**	**2 990 639,20**	**2 985 596,10**	**5 043,10**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	5 713 147,41	37 299,70	5 713 147,41	37 299,70	5 675 847,71	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	3 070,89	0,00	3 070,89	0,00	3 070,89	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 070,89**	**0,00**	**3 070,89**	**0,00**	**3 070,89**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	48 112,50	31 087,50	48 112,50	31 087,50	17 025,00	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 764 330,80**	**68 387,20**	**5 764 330,80**	**68 387,20**	**5 695 943,60**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	418 431,00	0,00	418 431,00	0,00	418 431,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**418 431,00**	**0,00**	**418 431,00**	**0,00**	**418 431,00**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**418 431,00**	**0,00**	**418 431,00**	**0,00**	**418 431,00**	**0,00**
6378	Autres impôts taxes verst assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	5 864,00	1 555,64	5 864,00	1 555,64	4 308,36	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 864,00**	**1 555,64**	**5 864,00**	**1 555,64**	**4 308,36**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 864,00**	**1 555,64**	**5 864,00**	**1 555,64**	**4 308,36**	**0,00**
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	10 503,00	0,00	10 503,00	0,00	10 503,00	0,00
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 503,00**	**0,00**	**10 503,00**	**0,00**	**10 503,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	141 418,44	0,00	141 418,44	0,00	141 418,44	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	38 399,00	0,00	38 399,00	0,00	38 399,00	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**179 817,44**	**0,00**	**179 817,44**	**0,00**	**179 817,44**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**179 817,44**	**0,00**	**179 817,44**	**0,00**	**179 817,44**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	212 155,47	0,00	212 155,47	0,00	212 155,47	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	60 122,25	72 315,84	60 122,25	72 315,84	0,00	12 193,59
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**272 277,72**	**72 315,84**	**272 277,72**	**72 315,84**	**199 961,88**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**272 277,72**	**72 315,84**	**272 277,72**	**72 315,84**	**199 961,88**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**272 277,72**	**72 315,84**	**272 277,72**	**72 315,84**	**199 961,88**	**0,00**
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	21 334,06	0,00	21 334,06	0,00	21 334,06	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 334,06**	**0,00**	**21 334,06**	**0,00**	**21 334,06**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	1 853 849,79	0,00	1 853 849,79	0,00	1 853 849,79	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 853 849,79**	**0,00**	**1 853 849,79**	**0,00**	**1 853 849,79**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 853 849,79**	**0,00**	**1 853 849,79**	**0,00**	**1 853 849,79**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 526 407,81**	**142 258,68**	**8 526 407,81**	**142 258,68**	**8 396 342,72**	**12 193,59**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 938,25	0,00	9 938,25	0,00	9 938,25
70611	Redevances assainisSEMent collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 493 771,12	0,00	9 493 771,12	0,00	9 493 771,12
70613	Participation pour assainissement collec	0,00	0,00	0,00	0,00	14 512,25	713 644,17	14 512,25	713 644,17	0,00	699 131,92
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 512,25**	**10 207 415,29**	**14 512,25**	**10 207 415,29**	**0,00**	**10 192 903,04**
7062	Redevance d'assainisSEMent non collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	3 343,38	81 146,55	3 343,38	81 146,55	0,00	77 803,17
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 855,63**	**10 288 561,84**	**17 855,63**	**10 288 561,84**	**0,00**	**10 270 706,21**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 855,63**	**10 298 500,09**	**17 855,63**	**10 298 500,09**	**0,00**	**10 280 644,46**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,02	0,00	3,02	0,00	3,02
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3,02**	**0,00**	**3,02**	**0,00**	**3,02**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3,02**	**0,00**	**3,02**	**0,00**	**3,02**
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	496 031,74	0,00	496 031,74	0,00	496 031,74
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248,18	0,00	248,18	0,00	248,18
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**496 279,92**	**0,00**	**496 279,92**	**0,00**	**496 279,92**
7817	Reprises dépréciations actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 486,00	0,00	28 486,00	0,00	28 486,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 486,00**	**0,00**	**28 486,00**	**0,00**	**28 486,00**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 486,00**	**0,00**	**28 486,00**	**0,00**	**28 486,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 855,63**	**10 823 269,03**	**17 855,63**	**10 823 269,03**	**0,00**	**10 805 413,40**
	Total général	**118 232 725,84**	**118 232 725,84**	**59 802 414,18**	**58 296 246,54**	**15 155 888,85**	**16 662 056,49**	**193 191 028,87**	**193 191 028,87**	**130 059 285,66**	**130 059 285,66**

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	106 412 540,00	94 856 330,55	0,00	94 856 330,55
RECETTES	106 412 540,00	101 056 918,56	0,00	101 056 918,56
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	26 677 100,00	14 022 011,83	4 712 065,56	18 734 077,39
RECETTES	26 677 100,00	13 167 027,84	2 054 211,23	15 221 239,07

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET ACCM - Budget Annexe de l'Assainissement / Numéro SIRET : 24130041700029				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	17 304 750,00	8 384 149,13	0,00	8 384 149,13
RECETTES	17 304 750,00	10 805 413,40	0,00	10 805 413,40
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	14 436 000,00	6 469 621,39	634 955,55	7 104 576,94
RECETTES	14 436 000,00	5 554 524,76	1 970 102,72	7 524 627,48

BUDGET ACCM - Budget Annexe de l'Eau / Numéro SIRET : 24130041700037				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	14 730 000,00	8 471 547,22	0,00	8 471 547,22
RECETTES	14 730 000,00	10 001 340,66	0,00	10 001 340,66
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	10 360 150,00	3 718 083,82	904 341,11	4 622 424,93
RECETTES	10 360 150,00	2 838 126,51	2 161 641,18	4 999 767,69

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Montmajour / Numéro SIRET : 24130041700060				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 764 315,90	437 732,21	0,00	437 732,21
RECETTES	1 764 315,90	437 732,21	0,00	437 732,21
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21
RECETTES	875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Ferrand / Numéro SIRET : 24130041700052				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 546 915,12	974 174,67	0,00	974 174,67
RECETTES	1 546 915,12	974 924,95	0,00	974 924,95
INVESTISSEMENT				

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Ferrand / Numéro SIRET : 24130041700052				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
DEPENSES	1 816 655,94	844 231,27	0,00	844 231,27
RECETTES	1 816 655,94	972 424,67	0,00	972 424,67

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Roubian / Numéro SIRET : 24130041700078				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	2 080 647,07	290 738,07	0,00	290 738,07
RECETTES	2 080 647,07	897 350,00	0,00	897 350,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 355 700,78	0,00	0,00	0,00
RECETTES	2 355 700,78	290 738,07	0,00	290 738,07

BUDGET ACCM - Budget Annexe Réseau Transports / Numéro SIRET : 24130041700094				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	12 817 250,00	11 357 949,27	0,00	11 357 949,27
RECETTES	12 817 250,00	12 304 259,84	0,00	12 304 259,84
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 031 334,75	1 579 642,27	129 557,96	1 709 200,23
RECETTES	2 031 334,75	671 675,99	0,00	671 675,99

BUDGET ACCM - Budget Annexe ZAE Papet Etienne / Numéro SIRET : 24130041700102				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	8 541 550,58	5 286 645,39	0,00	5 286 645,39
RECETTES	8 541 550,58	5 294 413,61	0,00	5 294 413,61
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	7 228 316,16	5 286 645,39	0,00	5 286 645,39
RECETTES	7 228 316,16	3 099 992,58	0,00	3 099 992,58

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	165 197 968,67	130 059 266,51	0,00	130 059 266,51
RECETTES	165 197 968,67	141 772 353,23	0,00	141 772 353,23
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	65 780 722,05	32 357 968,18	6 380 920,18	38 738 888,36
RECETTES	65 780 722,05	27 032 242,63	6 185 955,13	33 218 197,76
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	230 978 690,72	162 417 234,69	6 380 920,18	168 798 154,87
TOTAL AGREGE DES RECETTES	230 978 690,72	168 804 595,86	6 185 955,13	174 990 550,99

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**13 500 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					13 500 000,00									
301001	SFIL CAFFIL	31/10/2006	2006-10-31	01/10/2007	900 000,00	F	Taux fixe à 4.2 %	4,200	4,200	EUR	A	P	O	A-1
301002	CREDIT FONCIER DE FRANCE	30/12/2007	2007-12-30	30/06/2008	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,700	4,830	EUR	S	P	O	A-1
301003	CAISSE D'EPARGNE	25/03/2009	2009-03-25	25/11/2009	800 000,00	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,670	EUR	S	P	O	A-1
301004	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	2011-02-17	10/02/2012	1 200 000,00	F	Taux fixe à 3.94 %	3,940	3,940	EUR	A	C	O	A-1
301011	CAISSE D'EPARGNE	14/12/2011	2012-01-25	01/06/2013	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,560	4,560	EUR	A	P	O	A-1
301012	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/12/2011	2012-04-30	01/02/2013	1 600 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
301013	Credit Mutuel Mediterraneen	26/07/2013	2013-07-26	31/01/2014	800 000,00	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,180	EUR	T	C	O	A-1
301014	CREDIT AGRICOLE	17/09/2014	2014-09-25	15/09/2015	2 300 000,00	F	Taux fixe à 3.04 %	3,040	3,040	EUR	A	C	O	A-1
301015	BANQUE POSTALE	11/08/2015	2015-09-16	01/10/2016	700 000,00	F	Taux fixe à 2.4 %	2,400	2,400	EUR	A	C	O	A-1
301016	BANQUE POSTALE	06/12/2017	2017-12-06	01/05/2018	1 600 000,00	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	1,580	EUR	T	C	O	A-1
301017	CAISSE D'EPARGNE	20/11/2018	2018-11-28	28/11/2019	600 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.8)-Floor -0.8 sur Livret A(Préfixé)	1,550	1,570	EUR	A	C	O	A-1
301018	CREDIT AGRICOLE	04/10/2019	2019-10-07	10/01/2020	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**7 834 211,70**									
1681 Autres emprunts (total)					7 834 211,70									
301010	Agence de l'eau	11/12/2009	2009-12-11	16/02/2013	7 834 211,70	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**21 334 211,70**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**6 010 265,74**					**714 633,96**	**212 155,47**	**0,00**	**60 122,26**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		6 010 265,74					714 633,96	212 155,47	0,00	60 122,26
301001	N	0,00	A-1	64 684,86	0,75	F	Taux fixe à 4.2 %	4,190	62 077,65	5 324,03	0,00	671,66
301002	N	0,00	A-1	568 400,18	12,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,750	34 574,88	28 325,21	0,00	74,21
301003	N	0,00	A-1	378 092,94	8,40	F	Taux fixe à 4.62 %	4,610	35 585,38	18 705,62	0,00	1 698,27
301004	N	0,00	A-1	640 000,00	15,11	F	Taux fixe à 3.94 %	3,930	40 000,00	26 792,00	0,00	22 414,22
301011	N	0,00	A-1	174 941,67	1,42	F	Taux fixe à 4.56 %	4,550	81 791,28	11 707,02	0,00	4 631,29
301012	N	0,00	A-1	279 146,09	1,08	F	Taux fixe à 4.51 %	4,490	130 604,77	18 479,76	0,00	11 505,40
301013	N	0,00	A-1	320 000,00	7,83	F	Taux fixe à 4.1 %	4,090	40 000,00	14 145,00	0,00	2 186,67
301014	N	0,00	A-1	1 035 000,00	8,71	F	Taux fixe à 3.04 %	3,030	115 000,00	34 960,00	0,00	9 177,00
301015	N	0,00	A-1	350 000,00	9,75	F	Taux fixe à 2.4 %	2,390	35 000,00	9 240,00	0,00	2 076,67
301016	N	0,00	A-1	980 000,00	12,08	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	80 000,00	16 171,00	0,00	2 521,59
301017	N	0,00	A-1	460 000,00	22,91	V	(Livret A(Préfixé) + 0.8)-Floor -0.8 sur Livret A(Préfixé)	3,730	20 000,00	18 493,33	0,00	1 054,17
301018	N	0,00	A-1	760 000,00	18,78	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	40 000,00	9 812,50	0,00	2 111,11
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**2 695 835,33**					**385 119,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		2 695 835,33					385 119,34	0,00	0,00	0,00
301010	N	0,00	A-1	2 695 835,33	6,13	F	Taux fixe à 0 %	0,000	385 119,34	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**8 706 101,07**					**1 099 753,30**	**212 155,47**	**0,00**	**60 122,26**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	13	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	8 706 101,07	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €		01-07-2008
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Autres subv. d'investissement	0	01/01/2000
L	Subvention Agence de l'eau	50	01/01/2000
L	Subvention Régions	0	01/01/2000
L	Subventions Département	50	01/01/2000
L	Subventions Etat	50	01/01/2000
L	Frais d'étude	5	01/01/2000
L	Construction bâtiment d'exploitation	40	01/01/2008
L	Autres constructions	40	01/01/2008
L	Logiciels	2	01/07/2008
L	Bâtiments d'exploitation	50	01/07/2008
L	Réseaux d'assainissement	50	01/07/2008
L	MAD - Bâtiments d'exploitation	50	01/07/2008
L	MAD - Installations générales, agenc.	15	01/07/2008
L	MAD - Réseaux d'assainissement	50	01/07/2008
L	MAD - Matériel industriel	15	01/07/2008
L	MAD - Matériel spécifique	15	01/07/2008
L	MAD - Véhicules	5	01/07/2008
L	MAD - Matériel informatique	4	01/07/2008
L	MAD - Mobilier	10	01/07/2008
L	Installations générales, agencements	15	01/07/2008
L	Véhicules	5	01/07/2008
L	Matériel informatique	4	01/07/2008
L	Matériel de bureau	5	01/07/2008
L	Mobilier	10	01/07/2008
L	Autres immobilisations corporelles	5	01/07/2008
L	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	50	01/07/2008

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**101 623,00**	**101 623,00**	**28 486,00**	**73 137,00**
Provisions sur créances	0,00	11/12/2025	101 623,00	101 623,00	28 486,00	73 137,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**101 623,00**	**101 623,00**	**28 486,00**	**73 137,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
02/02/2016 - affermage	ACCM ASSAINISSEMENT		personne morale de droit privé	5 009 426,20
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				
27/02/2025 - Concession aménagement	SPL AGATE		personnes morales de droit privé autres qu'org?	2 184 382,00

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-2 152 928,96**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-663 187,62**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 816 116,58**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**2 816 116,58**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 816 116,58**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 595 785,06**	**1 595 785,06**	**634 955,55**	**2 230 740,61**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**9 257 371,99**	**1 853 849,79**	**1 970 102,72**	**3 823 952,51**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**7 661 586,93**	**258 064,73**	**1 335 147,17**	**1 593 211,90**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-2 152 928,96**			**-2 152 928,96**
Affectation au 106 (C)	**2 816 116,58**	**2 816 116,58**		**2 816 116,58**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**663 187,62**			**663 187,62**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**2 256 399,52**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 595 785,06**	**1 595 785,06**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 099 753,32**	**1 099 753,32**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	714 633,98	714 633,98
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	385 119,34	385 119,34
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**496 031,74**	**496 031,74**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*496 031,74*	*496 031,74*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**9 257 371,99**	**III**	**1 853 849,79**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**9 257 371,99**		**1 853 849,79**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*4 790,59*		*1 268,40*
28131	*Bâtiments*	*455 901,16*		*455 900,15*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*4 745,77*		*4 745,77*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*0,00*		*1,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*977 628,32*		*977 628,32*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*66 037,98*		*66 037,98*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*346 886,61*		*346 886,61*
28181	*Installations générales, agencements*	*1 381,56*		*1 381,56*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*7 400 000,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N
2024-06 ALBARON AMENAGEMENT STATION EPURATION	1 190 000,00	0,00	1 190 000,00	0,00	40 000,00	1 190 000,00	0,00
2024-04 ALLEGES/STEP MONTCALDE RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	662 000,00	0,00	662 000,00	0,00	10 000,00	662 000,00	0,00
2023-01 BARRIOL RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	5 070 316,00	1 015 760,63	6 086 076,63	3 986 076,63	2 100 000,00	0,00	2 064 808,89
2023-03 FERRAGES RENOUVELLEMENT RESEAUX HUMIDES	960 000,00	-185 890,74	774 109,26	765 359,26	8 750,02	194 640,74	0,00
2024-05 MUSEE ANTIQUE RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	985 000,00	0,00	985 000,00	0,00	300 000,00	985 000,00	0,00
2025-04 NPNRU BARRIOL RENOUVEL EXTENSION DEVOIEMENT RESEAUX HUMIDES	0,00	2 184 382,00	2 184 382,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	7 681,24	0,00	0,00	7 681,24	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	66 307,08	0,00	0,00	66 307,08	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	4 556 227,72	0,00	0,00	4 556 227,72	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 630 216,04**	**0,00**	**0,00**	**4 630 216,04**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	7 681,24	0,00	7 681,24	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	66 307,08	0,00	66 307,08	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	4 556 227,72	0,00	4 556 227,72	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 630 216,04**	**0,00**	**4 630 216,04**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	7 681,24	0,00	0,00	0,00	7 681,24
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	66 307,08	0,00	0,00	0,00	66 307,08
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	4 556 227,72	0,00	0,00	0,00	4 556 227,72
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	4 630 216,04	0,00	0,00	0,00	4 630 216,04

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	7 681,24	0,00	0,00	0,00	7 681,24
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	66 307,08	0,00	0,00	0,00	66 307,08
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	4 556 227,72	0,00	0,00	0,00	4 556 227,72
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 630 216,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 630 216,04**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	7 681,24	0,00	0,00	0,00	7 681,24
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	66 307,08	0,00	0,00	0,00	66 307,08
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	4 556 227,72	0,00	0,00	0,00	4 556 227,72
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 630 216,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 630 216,04**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	7 681,24	0,00	0,00	0,00	7 681,24
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	66 307,08	0,00	0,00	0,00	66 307,08
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	4 556 227,72	0,00	0,00	0,00	4 556 227,72
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 630 216,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 630 216,04**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	7 681,24	0,00	7 681,24	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	66 307,08	0,00	66 307,08	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	4 556 227,72	0,00	4 556 227,72	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**4 630 216,04**	**0,00**	**4 630 216,04**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 13/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Fabien LAURAND	du 01/01/2025	au 13/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

RODRIGUEZ Eric (1013970890-0), Contrôleur principal des Finances Publiques **A DRFiP DE PACA ET DES BOUCHES..., le 14/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

LAURAND Fabien (1013926647-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ARLES, le 14/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°3 : Finances / Compte financier unique 2025 - Budget annexe de l'eau

Rapporteur : Jérémie BECCIU

Nomenclature ACTES : 7.1

A compter de l'exercice 2025, le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif (CA) et au Compte de Gestion (CG).
Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la lisibilité de l'information financière.

Le CFU 2025 du budget annexe de l'eau, après prise en compte des restes à réaliser, s'établit comme suit :

Budget annexe de l'eau

NATURE	INVESTISSEMENT	EXPLOITATION	TOTAL
Recettes	2 838 126,51 €	10 001 340,66 €	12 839 467,17 €
Dépenses	3 718 083,82 €	8 471 547,22 €	12 189 631,04 €
Résultat exercice 2025	**- 879 957,31 €**	**1 529 793,44 €**	**649 836,13 €**
Report antérieur	1 532 131,76 €	4 263 021,54 €	5 795 153,30 €
Résultat de clôture	**652 174,45 €**	**5 792 814,98 €**	**6 444 989,43 €**
Restes à réaliser en recettes	2 161 641,18 €	- €	2 161 641,18 €
Restes à réaliser en dépenses	904 341,11 €	- €	904 341,11 €
Solde restes à réaliser	**1 257 300,07 €**	**- €**	1 257 300,07 €
Résultat cumulé	**1 909 474,52 €**	**5 792 814,98 €**	**7 702 289,50 €**

Vu l'article L1612-12 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le CFU constitue l'arrêté des comptes ;

Vu l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales précisant que dans les séances où le CFU est débattu, le Président peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote ;

Considérant qu'ACCM a choisi d'adopter le CFU à compter de l'exercice 2025 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Étant précisé que Patrick de Carolis, président de la communauté d'agglomération, s'est retiré au moment du vote du compte financier unique.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER le Compte Financier Unique 2025;

2 - ARRÊTER les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus ;

3 - PRENDRE ACTE de l'état des restes à réaliser ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI : ACCM - 07902 Budget Eau (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE ACCM - Budget Principal

Numéro SIRET : 24130041700037

POSTE COMPTABLE : La Trésorerie Arles Municipale

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : 07902 - Budget Annexe de l'Eau (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) Sans Objet
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 6
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 7
E - Bilan synthétique 8
F - Compte de résultat synthétique 9

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 10

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 11
A1.2 - Recettes d'exploitation 12
A2.1 - Dépenses d'investissement 13
A2.2 - Recettes d'investissement 14

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 15
B2 - Recettes d'exploitation 17
C1 - Dépenses d'investissement 19
C2 - Recettes d'investissement 21
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 23

III - États financiers

A - Bilan 24
B - Compte de résultat 29

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 32

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 42

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 44
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 45
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 49
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 51
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 52
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 54
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 55
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 56
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 57
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 58
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 59

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 60
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 61
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 62
C2.1 - Situation des autorisations de programme 63
C2.2 - Situation des autorisations dengagement 64

IV - Annexes

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 65

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 72
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 73
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 74
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 75
E - État des Contrôles du Compte Financier 76

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 77

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**8 828 018,24**	**10 466 978,46**	**19 294 996,70**
	Recettes réalisées (1)	B	**2 838 126,51**	**10 001 340,66**	**12 839 467,17**
	Restes à réaliser	C	**2 161 641,18**	**0,00**	**2 161 641,18**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**10 360 150,00**	**14 730 000,00**	**25 090 150,00**
	Dépenses réalisées (1)	E	**3 718 083,82**	**8 471 547,22**	**12 189 631,04**
	Restes à réaliser	F	**904 341,11**	**0,00**	**904 341,11**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-879 957,31**	**1 529 793,44**	**649 836,13**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**1 532 131,76**	**4 263 021,54**	**5 795 153,30**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**652 174,45**	**5 792 814,98**	**6 444 989,43**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**1 257 300,07**	**0,00**	**1 257 300,07**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**1 909 474,52**	**5 792 814,98**	**7 702 289,50**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
CAACCM - EAU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	1 532 131,76	0,00	-879 957,31	0,00	652 174,45
Fonctionnement	4 786 745,93	523 724,39	1 529 793,44	0,00	5 792 814,98
Sous-Total	6 318 877,69	523 724,39	649 836,13	0,00	6 444 989,43
TOTAL III	**6 318 877,69**	**523 724,39**	**649 836,13**	**0,00**	**6 444 989,43**
TOTAL I + II + III	**6 318 877,69**	**523 724,39**	**649 836,13**	**0,00**	**6 444 989,43**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **904 341,11**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**5 140,00**
2031	Frais d'études	5 140,00
21	**Immobilisations corporelles**	**39 661,98**
2115	Terrains bâtis	1 800,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	3 455,20
21532	Réseaux d'assainissement	34 406,78
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**859 539,13**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	859 539,13
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **2 161 641,18**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**2 161 641,18**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	934 946,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	809 060,18
1313	Subv. équipt Départements	417 635,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**78,42**	Dotations	0,00
Terrains	276,58	Fonds globalisés	0,00
Constructions	453,47	Réserves	13 029,26
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	30 745,18	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	3 078,77	Report à nouveau (1)	4 263,02
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	1 529,79
Autres immobilisations corporelles	92,14	Subventions transférables	7 716,31
Total immobilisations corporelles (nettes)	**34 646,14**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	13 067,86
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**34 724,56**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**39 606,25**
Créances	6 568,91	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**1 624,79**
Disponibilités	0,74	Fournisseurs (2)	40,70
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	2,69
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**6 569,66**	**Total des dettes à court terme**	**43,39**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**1 668,18**
		Comptes de régularisation	**19,78**
TOTAL ACTIF	**41 294,21**	**TOTAL PASSIF**	**41 294,21**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	0,00	0,00
Produits des services	9 676,25	9 953,94
Autres produits	81,81	11,25
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	9 758,06	9 965,19
Traitements, salaires, charges sociales	10,50	25,27
Achats et charges externes	5 923,31	7 476,51
Participations et interventions	225,91	1,33
Dotations aux amortissements et provisions	1 751,67	1 778,09
Autres charges	93,52	11,94
Charges courantes non financières	8 004,90	9 293,14
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**1 753,16**	**672,05**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	73,81	88,51
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-73,81**	**-88,51**
RESULTAT COURANT	**1 679,35**	**583,54**
Produits exceptionnels	243,28	242,34
Charges exceptionnelles	392,84	353,50
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-149,55**	**-111,16**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**1 529,79**	**472,38**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° …….. du ……..).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	7 524 637,07	5 557 695,42	40 695,01	5 598 390,43	74,40	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	453 000,00	428 934,00	0,00	428 934,00	94,69	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	231 600,00	225 906,41	0,00	225 906,41	97,54	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**8 209 237,07**	**6 212 535,83**	**40 695,01**	**6 253 230,84**	**76,17**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	73 813,85	12 317,57	61 496,28	73 813,85	100,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	416 850,00	392 835,45	0,00	392 835,45	94,24	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	40 000,00	1 568,00	0,00	1 568,00	3,92	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**8 739 900,92**	**6 619 256,85**	**102 191,29**	**6 721 448,14**	***76,91***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*4 240 000,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 750 099,08*	*1 750 099,08*	*0,00*	*1 750 099,08*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 990 099,08***	***1 750 099,08***	***0,00***	***1 750 099,08***	***29,22***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**14 730 000,00**	**8 369 355,93**	**102 191,29**	**8 471 547,22**	**57,51**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**14 730 000,00**	**8 369 355,93**	**102 191,29**	**8 471 547,22**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	10 070 982,52	9 676 251,77	0,00	9 676 251,77	96,08	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	90 550,00	81 807,25	0,00	81 807,25	90,34	0,00
Total des recettes de gestion courante		**10 161 532,52**	**9 758 059,02**	**0,00**	**9 758 059,02**	**96,03**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	63 000,00	835,70	0,00	835,70	1,33	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**10 224 532,52**	**9 758 894,72**	**0,00**	**9 758 894,72**	**95,45**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*242 445,94*	*242 445,94*	*0,00*	*242 445,94*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***242 445,94***	***242 445,94***	***0,00***	***242 445,94***	***100,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**10 466 978,46**	**10 001 340,66**	**0,00**	**10 001 340,66**	**95,55**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**4 263 021,54**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**14 730 000,00**	**10 001 340,66**	**0,00**	**10 001 340,66**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	256 000,00	63 830,00	24,93	5 140,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	847 996,15	147 305,73	17,37	39 661,98
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	8 600 134,56	2 851 230,35	33,15	859 539,13
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 704 130,71**	**3 062 366,08**	**31,56**	**904 341,11**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	303 573,35	303 573,35	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**303 573,35**	**303 573,35**	**100,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 007 704,06**	**3 365 939,43**	**33,63**	**904 341,11**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*242 445,94*	*242 445,94*	*100,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*110 000,00*	*109 698,45*	*99,73*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***352 445,94***	***352 144,39***	***99,91***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**10 360 150,00**	**3 718 083,82**	**35,89**	**904 341,11**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**10 360 150,00**	**3 718 083,82**		**904 341,11**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	2 204 194,77	454 604,59	20,62	2 161 641,18
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	523 724,39	523 724,39	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 727 919,16**	**978 328,98**	**35,86**	**2 161 641,18**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 240 000,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 750 099,08*	*1 750 099,08*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*110 000,00*	*109 698,45*	*99,73*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 100 099,08***	***1 859 797,53***	***30,49***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**8 828 018,24**	**2 838 126,51**	**32,15**	**2 161 641,18**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 532 131,76**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**10 360 150,00**	**2 838 126,51**		**2 161 641,18**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
611	Sous-traitance générale	0,00	5 397 892,38	0,00	5 397 892,38	0,00
6156	Maintenance	0,00	2 085,35	0,00	2 085,35	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	67 787,50	31 087,50	36 700,00	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	68 196,36	0,00	68 196,36	0,00
6358	Autres droits	0,00	9 245,47	0,00	9 245,47	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés	0,00	84 270,87	0,00	84 270,87	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	7 524 637,07	5 629 477,93	31 087,50	5 598 390,43	1 926 246,64
6218	Autre personnel extérieur	0,00	418 431,00	0,00	418 431,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	10 503,00	0,00	10 503,00	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	453 000,00	428 934,00	0,00	428 934,00	24 066,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	205 298,46	0,00	205 298,46	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	20 607,95	0,00	20 607,95	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	231 600,00	225 906,41	0,00	225 906,41	5 693,59
Total des dépenses de gestion courante		**8 209 237,07**	**6 284 318,34**	**31 087,50**	**6 253 230,84**	**1 956 006,23**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	84 990,21	0,00	84 990,21	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	61 496,28	72 672,64	-11 176,36	0,00
total chapitre 66	Charges financières	73 813,85	146 486,49	72 672,64	73 813,85	0,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	36 059,86	0,00	36 059,86	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	356 775,59	0,00	356 775,59	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	416 850,00	392 835,45	0,00	392 835,45	24 014,55
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	1 568,00	0,00	1 568,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	40 000,00	1 568,00	0,00	1 568,00	38 432,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**8 739 900,92**	**6 825 208,28**	**103 760,14**	**6 721 448,14**	**2 018 452,78**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*4 240 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 750 099,08*	*0,00*	*1 750 099,08*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 750 099,08*	*1 750 099,08*	*0,00*	*1 750 099,08*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 990 099,08***	***1 750 099,08***	***0,00***	***1 750 099,08***	***4 240 000,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**14 730 000,00**	**8 575 307,36**	**103 760,14**	**8 471 547,22**	**6 258 452,78**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**14 730 000,00**	**8 575 307,36**	**103 760,14**	**8 471 547,22**	**6 258 452,78**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70111	Ventes d'eau aux abonnés	0,00	9 009 888,52	0,00	9 009 888,52	0,00
70118	Autres ventes d'eau	0,00	309 870,02	282,36	309 587,66	0,00
70611	Redevances d'assainissement collectif	0,00	356 775,59	0,00	356 775,59	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	10 070 982,52	9 676 534,13	282,36	9 676 251,77	394 730,75
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	1 172,97	0,00	1 172,97	0,00
7588	Autres	0,00	80 634,28	0,00	80 634,28	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	90 550,00	81 807,25	0,00	81 807,25	8 742,75
Total des recettes de gestion courante		**10 161 532,52**	**9 758 341,38**	**282,36**	**9 758 059,02**	**403 473,50**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	835,70	0,00	835,70	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	63 000,00	835,70	0,00	835,70	62 164,30
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**10 224 532,52**	**9 759 177,08**	**282,36**	**9 758 894,72**	**465 637,80**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*242 445,94*	*0,00*	*242 445,94*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*242 445,94*	*242 445,94*	*0,00*	*242 445,94*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre d'exploitation		*242 445,94*	*242 445,94*	*0,00*	*242 445,94*	*0,00*
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		10 466 978,46	10 001 623,02	282,36	10 001 340,66	465 637,80
002 Résultat d'exploitation reporté		4 263 021,54	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'exploitation		14 730 000,00	10 001 623,02	282,36	10 001 340,66	4 728 659,34

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	63 830,00	0,00	63 830,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	256 000,00	63 830,00	0,00	63 830,00	192 170,00
2115	Terrains bâtis	0,00	12 220,69	0,00	12 220,69	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	109 666,18	25 145,50	84 520,68	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	50 564,36	0,00	50 564,36	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	847 996,15	172 451,23	25 145,50	147 305,73	700 690,42
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	2 962 095,60	110 865,25	2 851 230,35	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	8 600 134,56	2 962 095,60	110 865,25	2 851 230,35	5 748 904,21
Total des dépenses d'équipement		**9 704 130,71**	**3 198 376,83**	**136 010,75**	**3 062 366,08**	**6 641 764,63**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	303 573,35	0,00	303 573,35	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	303 573,35	303 573,35	0,00	303 573,35	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**303 573,35**	**303 573,35**	**0,00**	**303 573,35**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 007 704,06**	**3 501 950,18**	**136 010,75**	**3 365 939,43**	**6 641 764,63**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
139111	*Agence de l'eau*	*0,00*	*36 200,23*	*1,00*	*36 199,23*	*0,00*
139118	*Autres*	*0,00*	*1,00*	*0,00*	*1,00*	*0,00*
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*	*0,00*	*3 749,22*	*0,00*	*3 749,22*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*159 899,98*	*0,00*	*159 899,98*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*42 596,51*	*0,00*	*42 596,51*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*242 445,94*	*242 446,94*	*1,00*	*242 445,94*	*0,00*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*109 698,45*	*0,00*	*109 698,45*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*110 000,00*	*109 698,45*	*0,00*	*109 698,45*	*301,55*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***352 445,94***	***352 145,39***	***1,00***	***352 144,39***	***301,55***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**10 360 150,00**	**3 854 095,57**	**136 011,75**	**3 718 083,82**	**6 642 066,18**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**10 360 150,00**	**3 854 095,57**	**136 011,75**	**3 718 083,82**	**6 642 066,18**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau	0,00	454 604,59	0,00	454 604,59	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	2 204 194,77	454 604,59	0,00	454 604,59	1 749 590,18
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	523 724,39	0,00	523 724,39	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	523 724,39	523 724,39	0,00	523 724,39	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 727 919,16**	**978 328,98**	**0,00**	**978 328,98**	**1 749 590,18**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 240 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres terrains*	*0,00*	*2 866,10*	*0,00*	*2 866,10*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*3 964,19*	*0,00*	*3 964,19*	*0,00*
28135	*Installations générales agencements aménagements des constructions*	*0,00*	*2 292,11*	*0,00*	*2 292,11*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*1 185 695,99*	*0,00*	*1 185 695,99*	*0,00*
28173	*Constructions*	*0,00*	*18 057,55*	*0,00*	*18 057,55*	*0,00*
28175	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*535 684,14*	*0,00*	*535 684,14*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28181	*Installations générales agencements et aménagements divers*	*0,00*	*1 539,00*	*0,00*	*1 539,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 750 099,08*	*1 750 099,08*	*0,00*	*1 750 099,08*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*109 698,45*	*0,00*	*109 698,45*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*110 000,00*	*109 698,45*	*0,00*	*109 698,45*	*301,55*
Total des recettes d'ordre en investissement		***6 100 099,08***	***1 859 797,53***	***0,00***	***1 859 797,53***	***4 240 301,55***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**8 828 018,24**	**2 838 126,51**	**0,00**	**2 838 126,51**	**5 989 891,73**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**1 532 131,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**10 360 150,00**	**2 838 126,51**	**0,00**	**2 838 126,51**	**7 522 023,49**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	82 070,70	3 648,14	78 422,56	14 592,56
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	7 035,00	7 035,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	228 544,60	45 152,90	183 391,70	174 037,11
Constructions	259 569,67	90 650,22	168 919,45	175 175,75
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	38 756 744,56	13 293 679,66	25 463 064,90	24 092 667,02
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	149 456,19	57 318,18	92 138,01	43 112,65
Immobilisations corporelles en cours	3 078 774,96	0,00	3 078 774,96	2 699 117,80
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	93 186,61	0,00	93 186,61	93 186,61
Constructions	3 788 583,19	3 504 036,22	284 546,97	302 604,52
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	26 823 807,29	21 541 693,68	5 282 113,61	5 817 797,75
Autres immobilisations corporelles	13 971,03	13 971,03	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**73 281 743,80**	**38 557 185,03**	**34 724 558,77**	**33 412 291,77**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	1 421 579,27	0,00	1 421 579,27	1 152 587,58
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	135 943,00	0,00	135 943,00	288 676,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	5 066 848,38	0,00	5 066 848,38	5 047 424,45
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	55 458,00	-55 458,00	-53 890,00
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**742,69**	**0,00**	**742,69**	**1 663,58**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**6 625 113,34**	**55 458,00**	**6 569 655,34**	**6 436 461,61**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**79 906 857,14**	**38 612 643,03**	**41 294 214,11**	**39 848 753,38**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	0,00	0,00
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	13 067 863,84	13 067 863,84
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	13 029 261,18	12 505 536,79
Report à nouveau (1)	4 263 021,54	4 314 365,94
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	1 529 793,44	472 379,99
Subventions d'investissement	7 716 314,47	7 504 155,82
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**39 606 254,47**	**37 864 302,38**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 624 790,01	1 939 539,72
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	40 695,01	31 087,50
Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	0,00	836,45
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	2 690,38	3 888,78
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**1 668 175,40**	**1 975 352,45**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	19 784,24	9 098,55
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**19 784,24**	**9 098,55**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**41 294 214,11**	**39 848 753,38**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*356 775,59*	*338 264,68*
Divers	*9 319 476,18*	*9 615 679,31*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Subventions d'exploitation	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	81 807,25	11 245,77
TOTAL I	**9 758 059,02**	**9 965 189,76**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	5 923 305,09	7 476 505,90
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*93 516,34*	*11 942,50*
Salaires et traitements	10 503,00	25 274,24
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*1 750 099,08*	*1 759 309,98*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*1 568,00*	*18 781,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	225 906,41	1 325,94
TOTAL II	**8 004 897,92**	**9 293 139,56**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**1 753 161,10**	**672 050,20**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	73 813,85	88 509,81
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**73 813,85**	**88 509,81**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-73 813,85**	**-88 509,81**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**1 679 347,25**	**583 540,39**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*1 199,61*
Sur opérations en capital	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*243 281,64*	*241 138,83*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**243 281,64**	**242 338,44**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*36 059,86*	*14 902,66*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*356 775,59*	*338 596,18*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**392 835,45**	**353 498,84**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**-149 553,81**	**-111 160,40**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**10 001 340,66**	**10 207 528,20**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**8 471 547,22**	**9 735 148,21**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**1 529 793,44**	**472 379,99**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire	0,00	13 067 863,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 067 863,84	0,00	13 067 863,84
	Sous Total compte 102	**0,00**	**13 067 863,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 067 863,84**	**0,00**	**13 067 863,84**
1068	Autres réserves	0,00	12 505 536,79	0,00	0,00	0,00	523 724,39	0,00	13 029 261,18	0,00	13 029 261,18
	Sous Total compte 106	**0,00**	**12 505 536,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**523 724,39**	**0,00**	**13 029 261,18**	**0,00**	**13 029 261,18**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**25 573 400,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**523 724,39**	**0,00**	**26 097 125,02**	**0,00**	**26 097 125,02**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	4 314 365,94	523 724,39	472 379,99	0,00	0,00	523 724,39	4 786 745,93	0,00	4 263 021,54
	Sous Total compte 11	**0,00**	**4 314 365,94**	**523 724,39**	**472 379,99**	**0,00**	**0,00**	**523 724,39**	**4 786 745,93**	**0,00**	**4 263 021,54**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	472 379,99	472 379,99	0,00	0,00	0,00	472 379,99	472 379,99	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**472 379,99**	**472 379,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**472 379,99**	**472 379,99**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	0,00	2 059 335,39	0,00	0,00	0,00	454 604,59	0,00	2 513 939,98	0,00	2 513 939,98
13118	Autres	0,00	273 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 000,00	0,00	273 000,00
	Sous Total compte 1311	**0,00**	**2 332 335,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**454 604,59**	**0,00**	**2 786 939,98**	**0,00**	**2 786 939,98**
1312	Région	0,00	149 968,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 968,59	0,00	149 968,59
1313	Dépt	0,00	6 420 735,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 420 735,76	0,00	6 420 735,76
13188	des tiers	0,00	2 473 231,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 473 231,09	0,00	2 473 231,09
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**2 473 231,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 473 231,09**	**0,00**	**2 473 231,09**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**11 376 270,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**454 604,59**	**0,00**	**11 830 875,42**	**0,00**	**11 830 875,42**
139111	Agence de l'eau	124 657,49	0,00	0,00	0,00	36 200,23	1,00	160 857,72	1,00	160 856,72	0,00
139118	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	0,00
	Sous Total compte 13911	**124 657,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 201,23**	**1,00**	**160 858,72**	**1,00**	**160 857,72**	**0,00**
13912	Subv équipt transf - Région	82 285,41	0,00	0,00	0,00	3 749,22	0,00	86 034,63	0,00	86 034,63	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13913	Subv équipt transf - Dépt	2 137 192,30	0,00	0,00	0,00	159 899,98	0,00	2 297 092,28	0,00	2 297 092,28	0,00
139188	des tiers	1 527 979,81	0,00	0,00	0,00	42 596,51	0,00	1 570 576,32	0,00	1 570 576,32	0,00
	Sous Total compte 13918	**1 527 979,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 596,51**	**0,00**	**1 570 576,32**	**0,00**	**1 570 576,32**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**3 872 115,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**242 446,94**	**1,00**	**4 114 561,95**	**1,00**	**4 114 560,95**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**3 872 115,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**242 446,94**	**1,00**	**4 114 561,95**	**1,00**	**4 114 560,95**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**3 872 115,01**	**11 376 270,83**	**0,00**	**0,00**	**242 446,94**	**454 605,59**	**4 114 561,95**	**11 830 876,42**	**0,00**	**7 716 314,47**
1641	Emprunts en euros	0,00	1 866 867,08	0,00	0,00	303 573,35	0,00	303 573,35	1 866 867,08	0,00	1 563 293,73
	Sous Total compte 164	**0,00**	**1 866 867,08**	**0,00**	**0,00**	**303 573,35**	**0,00**	**303 573,35**	**1 866 867,08**	**0,00**	**1 563 293,73**
16884	Int sur empts étab crédit	0,00	72 672,64	72 672,64	61 496,28	0,00	0,00	72 672,64	134 168,92	0,00	61 496,28
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**72 672,64**	**72 672,64**	**61 496,28**	**0,00**	**0,00**	**72 672,64**	**134 168,92**	**0,00**	**61 496,28**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**72 672,64**	**72 672,64**	**61 496,28**	**0,00**	**0,00**	**72 672,64**	**134 168,92**	**0,00**	**61 496,28**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**1 939 539,72**	**72 672,64**	**61 496,28**	**303 573,35**	**0,00**	**376 245,99**	**2 001 036,00**	**0,00**	**1 624 790,01**
	Total classe 1	**3 872 115,01**	**43 675 957,11**	**1 068 777,02**	**533 876,27**	**546 020,29**	**978 329,98**	**5 486 912,32**	**45 188 163,36**	**4 114 560,95**	**43 815 811,99**
2031	Frais d'études	13 160,00	0,00	0,00	0,00	63 830,00	0,00	76 990,00	0,00	76 990,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 080,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 080,70	0,00	5 080,70	0,00
	Sous Total compte 203	**18 240,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 830,00**	**0,00**	**82 070,70**	**0,00**	**82 070,70**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	7 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 035,00	0,00	7 035,00	0,00
	Sous Total compte 205	**7 035,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 035,00**	**0,00**	**7 035,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**25 275,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 830,00**	**0,00**	**89 105,70**	**0,00**	**89 105,70**	**0,00**
2111	Terrains nus	45 882,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 882,77	0,00	45 882,77	0,00
2115	Terrains bâtis	108 674,10	0,00	0,00	0,00	12 220,69	0,00	120 894,79	0,00	120 894,79	0,00
	Sous Total compte 211	**154 556,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 220,69**	**0,00**	**166 777,56**	**0,00**	**166 777,56**	**0,00**
2128	Autres terrains	61 767,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 767,04	0,00	61 767,04	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 212	**61 767,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 767,04**	**0,00**	**61 767,04**	**0,00**
21311	Batiments exploitation	167 871,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 871,09	0,00	167 871,09	0,00
	Sous Total compte 2131	**167 871,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 871,09**	**0,00**	**167 871,09**	**0,00**
21351	Batiments exploitation	91 698,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 698,58	0,00	91 698,58	0,00
	Sous Total compte 2135	**91 698,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 698,58**	**0,00**	**91 698,58**	**0,00**
	Sous Total compte 213	**259 569,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**259 569,67**	**0,00**	**259 569,67**	**0,00**
21531	Réseaux adduction eau	36 161 152,38	0,00	2 471 573,19	0,00	0,00	0,00	38 632 725,57	0,00	38 632 725,57	0,00
21532	Réseaux assainissement	39 498,31	0,00	0,00	0,00	109 666,18	25 145,50	149 164,49	25 145,50	124 018,99	0,00
	Sous Total compte 2153	**36 200 650,69**	**0,00**	**2 471 573,19**	**0,00**	**109 666,18**	**25 145,50**	**38 781 890,06**	**25 145,50**	**38 756 744,56**	**0,00**
	Sous Total compte 215	**36 200 650,69**	**0,00**	**2 471 573,19**	**0,00**	**109 666,18**	**25 145,50**	**38 781 890,06**	**25 145,50**	**38 756 744,56**	**0,00**
21711	Terrains nus	93 186,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 186,61	0,00	93 186,61	0,00
	Sous Total compte 2171	**93 186,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 186,61**	**0,00**	**93 186,61**	**0,00**
217311	Batiments exploitation	2 959 897,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 959 897,83	0,00	2 959 897,83	0,00
	Sous Total compte 21731	**2 959 897,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 959 897,83**	**0,00**	**2 959 897,83**	**0,00**
217351	Batiments exploitation	828 685,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	828 685,36	0,00	828 685,36	0,00
	Sous Total compte 21735	**828 685,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**828 685,36**	**0,00**	**828 685,36**	**0,00**
	Sous Total compte 2173	**3 788 583,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 788 583,19**	**0,00**	**3 788 583,19**	**0,00**
217531	Réseaux adduction eau	26 778 978,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 778 978,84	0,00	26 778 978,84	0,00
	Sous Total compte 21753	**26 778 978,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 778 978,84**	**0,00**	**26 778 978,84**	**0,00**
217561	Serv distribution eau	44 828,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 828,45	0,00	44 828,45	0,00
	Sous Total compte 21756	**44 828,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 828,45**	**0,00**	**44 828,45**	**0,00**
	Sous Total compte 2175	**26 823 807,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 823 807,29**	**0,00**	**26 823 807,29**	**0,00**
21783	Mat bureau mat informatique	10 700,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 700,27	0,00	10 700,27	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21784	Mobilier	3 270,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270,76	0,00	3 270,76	0,00
	Sous Total compte 2178	**13 971,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 971,03**	**0,00**	**13 971,03**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**30 719 548,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 719 548,12**	**0,00**	**30 719 548,12**	**0,00**
2181	Instal gales agenct amngts divers	61 581,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 581,75	0,00	61 581,75	0,00
2182	Mat de transport	9 295,14	0,00	0,00	0,00	50 564,36	0,00	59 859,50	0,00	59 859,50	0,00
2183	Mat bureau mat informatique	28 014,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 014,94	0,00	28 014,94	0,00
	Sous Total compte 218	**98 891,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 564,36**	**0,00**	**149 456,19**	**0,00**	**149 456,19**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**67 494 984,22**	**0,00**	**2 471 573,19**	**0,00**	**172 451,23**	**25 145,50**	**70 139 008,64**	**25 145,50**	**70 113 863,14**	**0,00**
2315	Instal mat outil techn	2 470 904,92	0,00	0,00	2 471 573,19	3 071 794,05	110 865,25	5 542 698,97	2 582 438,44	2 960 260,53	0,00
	Sous Total compte 231	**2 470 904,92**	**0,00**	**0,00**	**2 471 573,19**	**3 071 794,05**	**110 865,25**	**5 542 698,97**	**2 582 438,44**	**2 960 260,53**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	228 212,88	0,00	0,00	0,00	0,00	109 698,45	228 212,88	109 698,45	118 514,43	0,00
	Sous Total compte 23	**2 699 117,80**	**0,00**	**0,00**	**2 471 573,19**	**3 071 794,05**	**220 563,70**	**5 770 911,85**	**2 692 136,89**	**3 078 774,96**	**0,00**
28031	Amort frais études	0,00	2 632,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 632,00	0,00	2 632,00
28033	Amort frais d'insertion	0,00	1 016,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 016,14	0,00	1 016,14
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**3 648,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 648,14**	**0,00**	**3 648,14**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	7 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 035,00	0,00	7 035,00
	Sous Total compte 280	**0,00**	**10 683,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 683,14**	**0,00**	**10 683,14**
28128	Autres terrains	0,00	42 286,80	0,00	0,00	0,00	2 866,10	0,00	45 152,90	0,00	45 152,90
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**42 286,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 866,10**	**0,00**	**45 152,90**	**0,00**	**45 152,90**
28131	Bâtiments	0,00	75 390,01	0,00	0,00	0,00	3 964,19	0,00	79 354,20	0,00	79 354,20
28135	Igaac constructions	0,00	9 003,91	0,00	0,00	0,00	2 292,11	0,00	11 296,02	0,00	11 296,02
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**84 393,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 256,30**	**0,00**	**90 650,22**	**0,00**	**90 650,22**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	12 107 983,67	0,00	0,00	0,00	1 185 695,99	0,00	13 293 679,66	0,00	13 293 679,66
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**12 107 983,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 185 695,99**	**0,00**	**13 293 679,66**	**0,00**	**13 293 679,66**
28173	Constructions	0,00	3 485 978,67	0,00	0,00	0,00	18 057,55	0,00	3 504 036,22	0,00	3 504 036,22
28175	Instal mat outil techn	0,00	21 006 009,54	0,00	0,00	0,00	535 684,14	0,00	21 541 693,68	0,00	21 541 693,68
28178	Autres immobilisations corporelles	0,00	13 971,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 971,03	0,00	13 971,03
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**24 505 959,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**553 741,69**	**0,00**	**25 059 700,93**	**0,00**	**25 059 700,93**
28181	Instal gales agenct amngts divers	0,00	18 469,10	0,00	0,00	0,00	1 539,00	0,00	20 008,10	0,00	20 008,10
28182	Mat de transport	0,00	9 295,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 295,14	0,00	9 295,14
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	28 014,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 014,94	0,00	28 014,94
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**55 779,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 539,00**	**0,00**	**57 318,18**	**0,00**	**57 318,18**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**36 796 402,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 750 099,08**	**0,00**	**38 546 501,89**	**0,00**	**38 546 501,89**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**36 807 085,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 750 099,08**	**0,00**	**38 557 185,03**	**0,00**	**38 557 185,03**
	Total classe 2	**70 219 377,72**	**36 807 085,95**	**2 471 573,19**	**2 471 573,19**	**3 308 075,28**	**1 995 808,28**	**75 999 026,19**	**41 274 467,42**	**73 281 743,80**	**38 557 185,03**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	6 040 891,38	6 040 891,38	0,00	0,00	6 040 891,38	6 040 891,38	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**6 040 891,38**	**6 040 891,38**	**0,00**	**0,00**	**6 040 891,38**	**6 040 891,38**	**0,00**	**0,00**
4041	Fournis immob	0,00	0,75	3 907 948,57	3 907 947,82	0,00	0,00	3 907 948,57	3 907 948,57	0,00	0,00
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	835,70	835,70	0,00	0,00	0,00	835,70	835,70	0,00	0,00
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	76 861,00	76 861,00	0,00	0,00	76 861,00	76 861,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**835,70**	**77 696,70**	**76 861,00**	**0,00**	**0,00**	**77 696,70**	**77 696,70**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**836,45**	**3 985 645,27**	**3 984 808,82**	**0,00**	**0,00**	**3 985 645,27**	**3 985 645,27**	**0,00**	**0,00**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	31 087,50	31 087,50	40 695,01	0,00	0,00	31 087,50	71 782,51	0,00	40 695,01
	Sous Total compte 40	**0,00**	**31 923,95**	**10 057 624,15**	**10 066 395,21**	**0,00**	**0,00**	**10 057 624,15**	**10 098 319,16**	**0,00**	**40 695,01**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
411	Clients	475 997,85	0,00	801 098,89	407 866,83	0,00	0,00	1 277 096,74	407 866,83	869 229,91	0,00
4161	Créances douteuses	676 589,73	0,00	174 786,83	299 027,20	0,00	0,00	851 376,56	299 027,20	552 349,36	0,00
	Sous Total compte 416	**676 589,73**	**0,00**	**174 786,83**	**299 027,20**	**0,00**	**0,00**	**851 376,56**	**299 027,20**	**552 349,36**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**1 152 587,58**	**0,00**	**975 885,72**	**706 894,03**	**0,00**	**0,00**	**2 128 473,30**	**706 894,03**	**1 421 579,27**	**0,00**
421	Personnel - rémunérations dues	0,00	0,00	428 934,00	428 934,00	0,00	0,00	428 934,00	428 934,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**428 934,00**	**428 934,00**	**0,00**	**0,00**	**428 934,00**	**428 934,00**	**0,00**	**0,00**
44551	Etat - TVA à décaisser	0,00	0,00	52 290,00	52 290,00	0,00	0,00	52 290,00	52 290,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**52 290,00**	**52 290,00**	**0,00**	**0,00**	**52 290,00**	**52 290,00**	**0,00**	**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	0,00	0,00	632 712,98	632 712,98	0,00	0,00	632 712,98	632 712,98	0,00	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	0,00	0,00	548 904,69	548 904,69	0,00	0,00	548 904,69	548 904,69	0,00	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	208 676,00	0,00	1 697 070,00	1 869 803,00	0,00	0,00	1 905 746,00	1 869 803,00	35 943,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**208 676,00**	**0,00**	**2 878 687,67**	**3 051 420,67**	**0,00**	**0,00**	**3 087 363,67**	**3 051 420,67**	**35 943,00**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	0,00	548 294,25	548 294,25	0,00	0,00	548 294,25	548 294,25	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**548 294,25**	**548 294,25**	**0,00**	**0,00**	**548 294,25**	**548 294,25**	**0,00**	**0,00**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	80 000,00	0,00	830 000,00	810 000,00	0,00	0,00	910 000,00	810 000,00	100 000,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**80 000,00**	**0,00**	**830 000,00**	**810 000,00**	**0,00**	**0,00**	**910 000,00**	**810 000,00**	**100 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**288 676,00**	**0,00**	**4 309 271,92**	**4 462 004,92**	**0,00**	**0,00**	**4 597 947,92**	**4 462 004,92**	**135 943,00**	**0,00**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	0,00	94 002,17	94 002,17	0,00	0,00	94 002,17	94 002,17	0,00	0,00
	Sous Total compte 44	**288 676,00**	**0,00**	**4 403 274,09**	**4 556 007,09**	**0,00**	**0,00**	**4 691 950,09**	**4 556 007,09**	**135 943,00**	**0,00**
451002	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	5 047 424,45	0,00	11 107 281,93	11 087 858,00	0,00	0,00	16 154 706,38	11 087 858,00	5 066 848,38	0,00
	Sous Total compte 451	**5 047 424,45**	**0,00**	**11 107 281,93**	**11 087 858,00**	**0,00**	**0,00**	**16 154 706,38**	**11 087 858,00**	**5 066 848,38**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**5 047 424,45**	**0,00**	**11 107 281,93**	**11 087 858,00**	**0,00**	**0,00**	**16 154 706,38**	**11 087 858,00**	**5 066 848,38**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
466	Excédt de verSEMent	0,00	3 888,78	12 106,54	10 908,14	0,00	0,00	12 106,54	14 796,92	0,00	2 690,38
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	745 339,15	745 339,15	0,00	0,00	745 339,15	745 339,15	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**745 339,15**	**745 339,15**	**0,00**	**0,00**	**745 339,15**	**745 339,15**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	0,00	0,00	328 741,56	328 741,56	0,00	0,00	328 741,56	328 741,56	0,00	0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	0,00	0,00	18 255,00	18 255,00	0,00	0,00	18 255,00	18 255,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**0,00**	**0,00**	**346 996,56**	**346 996,56**	**0,00**	**0,00**	**346 996,56**	**346 996,56**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**0,00**	**0,00**	**1 092 335,71**	**1 092 335,71**	**0,00**	**0,00**	**1 092 335,71**	**1 092 335,71**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**0,00**	**3 888,78**	**1 104 442,25**	**1 103 243,85**	**0,00**	**0,00**	**1 104 442,25**	**1 107 132,63**	**0,00**	**2 690,38**
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	7 813,43	9 982 125,90	9 974 320,09	0,00	0,00	9 982 125,90	9 982 133,52	0,00	7,62
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	701,96	7 974,61	8 309,84	0,00	0,00	7 974,61	9 011,80	0,00	1 037,19
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	0,00	2 903,28	21 642,71	0,00	0,00	2 903,28	21 642,71	0,00	18 739,43
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**701,96**	**10 877,89**	**29 952,55**	**0,00**	**0,00**	**10 877,89**	**30 654,51**	**0,00**	**19 776,62**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**701,96**	**10 877,89**	**29 952,55**	**0,00**	**0,00**	**10 877,89**	**30 654,51**	**0,00**	**19 776,62**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	583,16	9 226,69	8 643,53	0,00	0,00	9 226,69	9 226,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**9 098,55**	**10 002 230,48**	**10 012 916,17**	**0,00**	**0,00**	**10 002 230,48**	**10 022 014,72**	**0,00**	**19 784,24**
4721	Dép sans mandatement préalable	0,00	0,00	173,46	173,46	0,00	0,00	173,46	173,46	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	22 393,29	22 393,29	0,00	0,00	22 393,29	22 393,29	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**22 566,75**	**22 566,75**	**0,00**	**0,00**	**22 566,75**	**22 566,75**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	2,39	2,39	0,00	0,00	2,39	2,39	0,00	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**2,39**	**2,39**	**0,00**	**0,00**	**2,39**	**2,39**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**9 098,55**	**10 024 799,62**	**10 035 485,31**	**0,00**	**0,00**	**10 024 799,62**	**10 044 583,86**	**0,00**	**19 784,24**
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers	0,00	53 890,00	0,00	1 568,00	0,00	0,00	0,00	55 458,00	0,00	55 458,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 49	**0,00**	**53 890,00**	**0,00**	**1 568,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 458,00**	**0,00**	**55 458,00**
	Total classe 4	**6 488 688,03**	**98 801,28**	**38 102 241,76**	**37 986 385,49**	**0,00**	**0,00**	**44 590 929,79**	**38 085 186,77**	**6 624 370,65**	**118 627,63**
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	6 910,61	6 910,61	0,00	0,00	6 910,61	6 910,61	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**6 910,61**	**6 910,61**	**0,00**	**0,00**	**6 910,61**	**6 910,61**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	1 663,58	0,00	32 378,15	33 299,04	0,00	0,00	34 041,73	33 299,04	742,69	0,00
	Sous Total compte 511	**1 663,58**	**0,00**	**39 288,76**	**40 209,65**	**0,00**	**0,00**	**40 952,34**	**40 209,65**	**742,69**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**1 663,58**	**0,00**	**39 288,76**	**40 209,65**	**0,00**	**0,00**	**40 952,34**	**40 209,65**	**742,69**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	2 102 244,47	2 102 244,47	0,00	0,00	2 102 244,47	2 102 244,47	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	225 906,41	225 906,41	0,00	0,00	225 906,41	225 906,41	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**225 906,41**	**225 906,41**	**0,00**	**0,00**	**225 906,41**	**225 906,41**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	1 068,75	1 068,75	0,00	0,00	1 068,75	1 068,75	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**2 329 219,63**	**2 329 219,63**	**0,00**	**0,00**	**2 329 219,63**	**2 329 219,63**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**1 663,58**	**0,00**	**2 368 508,39**	**2 369 429,28**	**0,00**	**0,00**	**2 370 171,97**	**2 369 429,28**	**742,69**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	5 397 892,38	0,00	5 397 892,38	0,00	5 397 892,38	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	2 085,35	0,00	2 085,35	0,00	2 085,35	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 085,35**	**0,00**	**2 085,35**	**0,00**	**2 085,35**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	67 787,50	31 087,50	67 787,50	31 087,50	36 700,00	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 467 765,23**	**31 087,50**	**5 467 765,23**	**31 087,50**	**5 436 677,73**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	418 431,00	0,00	418 431,00	0,00	418 431,00	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**418 431,00**	**0,00**	**418 431,00**	**0,00**	**418 431,00**	**0,00**
6281	Concours divers -cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	68 196,36	0,00	68 196,36	0,00	68 196,36	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 196,36**	**0,00**	**68 196,36**	**0,00**	**68 196,36**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**486 627,36**	**0,00**	**486 627,36**	**0,00**	**486 627,36**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	9 245,47	0,00	9 245,47	0,00	9 245,47	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 245,47**	**0,00**	**9 245,47**	**0,00**	**9 245,47**	**0,00**
6378	Autres impôts taxes verst assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	84 270,87	0,00	84 270,87	0,00	84 270,87	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 270,87**	**0,00**	**84 270,87**	**0,00**	**84 270,87**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 516,34**	**0,00**	**93 516,34**	**0,00**	**93 516,34**	**0,00**
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	10 503,00	0,00	10 503,00	0,00	10 503,00	0,00
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 503,00**	**0,00**	**10 503,00**	**0,00**	**10 503,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	205 298,46	0,00	205 298,46	0,00	205 298,46	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	20 607,95	0,00	20 607,95	0,00	20 607,95	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 906,41**	**0,00**	**225 906,41**	**0,00**	**225 906,41**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 906,41**	**0,00**	**225 906,41**	**0,00**	**225 906,41**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	84 990,21	0,00	84 990,21	0,00	84 990,21	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	61 496,28	72 672,64	61 496,28	72 672,64	0,00	11 176,36
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**146 486,49**	**72 672,64**	**146 486,49**	**72 672,64**	**73 813,85**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**146 486,49**	**72 672,64**	**146 486,49**	**72 672,64**	**73 813,85**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**146 486,49**	**72 672,64**	**146 486,49**	**72 672,64**	**73 813,85**	**0,00**
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	36 059,86	0,00	36 059,86	0,00	36 059,86	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	356 775,59	0,00	356 775,59	0,00	356 775,59	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**392 835,45**	**0,00**	**392 835,45**	**0,00**	**392 835,45**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750 099,08	0,00	1 750 099,08	0,00	1 750 099,08	0,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	1 568,00	0,00	1 568,00	0,00	1 568,00	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 751 667,08**	**0,00**	**1 751 667,08**	**0,00**	**1 751 667,08**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III
C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 751 667,08**	**0,00**	**1 751 667,08**	**0,00**	**1 751 667,08**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 575 307,36**	**103 760,14**	**8 575 307,36**	**103 760,14**	**8 482 723,58**	**11 176,36**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 009 888,52	0,00	9 009 888,52	0,00	9 009 888,52
70118	Autres ventes d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	282,36	309 870,02	282,36	309 870,02	0,00	309 587,66
	Sous Total compte 7011	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282,36**	**9 319 758,54**	**282,36**	**9 319 758,54**	**0,00**	**9 319 476,18**
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282,36**	**9 319 758,54**	**282,36**	**9 319 758,54**	**0,00**	**9 319 476,18**
70611	Redevances assainisSEMent collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	356 775,59	0,00	356 775,59	0,00	356 775,59
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**356 775,59**	**0,00**	**356 775,59**	**0,00**	**356 775,59**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**356 775,59**	**0,00**	**356 775,59**	**0,00**	**356 775,59**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282,36**	**9 676 534,13**	**282,36**	**9 676 534,13**	**0,00**	**9 676 251,77**
757	Redev versées fermiers concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 172,97	0,00	1 172,97	0,00	1 172,97
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 634,28	0,00	80 634,28	0,00	80 634,28
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 634,28**	**0,00**	**80 634,28**	**0,00**	**80 634,28**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 807,25**	**0,00**	**81 807,25**	**0,00**	**81 807,25**
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 445,94	0,00	242 445,94	0,00	242 445,94
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	835,70	0,00	835,70	0,00	835,70
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**243 281,64**	**0,00**	**243 281,64**	**0,00**	**243 281,64**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282,36**	**10 001 623,02**	**282,36**	**10 001 623,02**	**0,00**	**10 001 340,66**
	Total général	**80 581 844,34**	**80 581 844,34**	**44 011 100,36**	**43 361 264,23**	**12 429 685,29**	**13 079 521,42**	**137 022 629,99**	**137 022 629,99**	**92 504 141,67**	**92 504 141,67**

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	106 412 540,00	94 856 330,55	0,00	94 856 330,55
RECETTES	106 412 540,00	101 056 918,56	0,00	101 056 918,56
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	26 677 100,00	14 022 011,83	4 712 065,56	18 734 077,39
RECETTES	26 677 100,00	13 167 027,84	2 054 211,23	15 221 239,07

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET ACCM - Budget Annexe de l'Assainissement / Numéro SIRET : 24130041700029				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	17 304 750,00	8 384 149,13	0,00	8 384 149,13
RECETTES	17 304 750,00	10 805 413,40	0,00	10 805 413,40
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	14 436 000,00	6 469 621,39	634 955,55	7 104 576,94
RECETTES	14 436 000,00	5 554 524,76	1 970 102,72	7 524 627,48

BUDGET ACCM - Budget Annexe de l'Eau / Numéro SIRET : 24130041700037				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	14 730 000,00	8 471 547,22	0,00	8 471 547,22
RECETTES	14 730 000,00	10 001 340,66	0,00	10 001 340,66
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	10 360 150,00	3 718 083,82	904 341,11	4 622 424,93
RECETTES	10 360 150,00	2 838 126,51	2 161 641,18	4 999 767,69

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Montmajour / Numéro SIRET : 24130041700060				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 764 315,90	437 732,21	0,00	437 732,21
RECETTES	1 764 315,90	437 732,21	0,00	437 732,21
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21
RECETTES	875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Ferrand / Numéro SIRET : 24130041700052				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 546 915,12	974 174,67	0,00	974 174,67
RECETTES	1 546 915,12	974 924,95	0,00	974 924,95
INVESTISSEMENT				

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Ferrand / Numéro SIRET : 24130041700052				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
DEPENSES	1 816 655,94	844 231,27	0,00	844 231,27
RECETTES	1 816 655,94	972 424,67	0,00	972 424,67

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Roubian / Numéro SIRET : 24130041700078				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	2 080 647,07	290 738,07	0,00	290 738,07
RECETTES	2 080 647,07	897 350,00	0,00	897 350,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 355 700,78	0,00	0,00	0,00
RECETTES	2 355 700,78	290 738,07	0,00	290 738,07

BUDGET ACCM - Budget Annexe Réseau Transports / Numéro SIRET : 24130041700094				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	12 817 250,00	11 357 949,27	0,00	11 357 949,27
RECETTES	12 817 250,00	12 304 259,84	0,00	12 304 259,84
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 031 334,75	1 579 642,27	129 557,96	1 709 200,23
RECETTES	2 031 334,75	671 675,99	0,00	671 675,99

BUDGET ACCM - Budget Annexe ZAE Papet Etienne / Numéro SIRET : 24130041700102				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	8 541 550,58	5 286 645,39	0,00	5 286 645,39
RECETTES	8 541 550,58	5 294 413,61	0,00	5 294 413,61
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	7 228 316,16	5 286 645,39	0,00	5 286 645,39
RECETTES	7 228 316,16	3 099 992,58	0,00	3 099 992,58

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	165 197 968,67	130 059 266,51	0,00	130 059 266,51
RECETTES	165 197 968,67	141 772 353,23	0,00	141 772 353,23
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	65 780 722,05	32 357 968,18	6 380 920,18	38 738 888,36
RECETTES	65 780 722,05	27 032 242,63	6 185 955,13	33 218 197,76
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	230 978 690,72	162 417 234,69	6 380 920,18	168 798 154,87
TOTAL AGREGE DES RECETTES	230 978 690,72	168 804 595,86	6 185 955,13	174 990 550,99

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**4 900 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 900 000,00									
201001	SFIL CAFFIL	31/10/2006	2006-10-31	01/10/2007	950 000,00	F	Taux fixe à 4.2 %	4,200	4,200	EUR	A	P	O	A-1
201010	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2009	2010-03-25	25/02/2011	1 650 000,00	F	Taux fixe à 4.59 %	4,590	4,590	EUR	A	P	O	A-1
201011	BANQUE POSTALE	05/12/2011	2011-12-23	01/01/2013	2 300 000,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,560	4,560	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**4 900 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**1 563 293,76**					**303 573,35**	**84 990,21**	**0,00**	**61 496,28**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 563 293,76					303 573,35	84 990,21	0,00	61 496,28
201001	N	0,00	A-1	68 278,39	0,75	F	Taux fixe à 4.2 %	4,190	65 526,42	5 619,80	0,00	708,96
201010	N	0,00	A-1	1 092 649,54	14,15	F	Taux fixe à 4.59 %	4,580	49 926,99	52 444,26	0,00	42 490,41
201011	N	0,00	A-1	402 365,83	1,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,550	188 119,94	26 926,15	0,00	18 296,91
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice				
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 563 293,76**					**303 573,35**	**84 990,21**	**0,00**	**61 496,28**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 563 293,76	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)	B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €		01-07-2008
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'insertion	5	01/01/2000
L	Frais d'étude	5	01/01/2000
L	Logiciels	2	01/07/2008
L	Autres agencement et aménagements	15	01/07/2008
L	Bâtiments d'exploitation	40	01/07/2008
L	Réseaux d'adduction d'eaux	50	01/07/2008
L	MAD - Bâtiments d'exploitation	40	01/07/2008
L	MAD - Installations générales	15	01/07/2008
L	MAD - Réseaux d'adduction d'eau	40	01/07/2008
L	MAD - Réseaux assainissement	15	01/07/2008
L	MAD - Matériel informatique	4	01/07/2008
L	MAD - Mobilier	10	01/07/2008
L	Installations générales, agencements	15	01/07/2008
L	Véhicules	5	01/07/2008
L	Matériel informatique	4	01/07/2008
L	Matériel de bureau	5	01/07/2008
L	Mobilier	10	01/07/2008
L	MAD- Autres constructions	50	01/07/2008
L	Autres immobilisations corporelles	10	01/07/2008
L	Construction Bâtiment d'exploitation	40	01/07/2008
L	Réseaux d'assainissement	50	01/07/2008
L	Subventions	40	01/07/2008
L	Subventions	40	04/07/2008

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS — B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**100 000,00**		**55 458,00**	**155 458,00**	**0,00**	**155 458,00**
Provisions sur Créances	100 000,00	11/12/2025	55 458,00	155 458,00	0,00	155 458,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**100 000,00**		**55 458,00**	**155 458,00**	**0,00**	**155 458,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER — B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
02/02/2016 - affermage	ACCM ASSAINISSEMENT		personne morale de droit privé	5 397 892,38
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				
27/02/2025 - Concession aménagement	SPL AGATE		personnes morales de droit privé autres qu'org?	1 437 093,00

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 532 131,76**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-523 724,39**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 008 407,37**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**523 724,39**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 008 407,37**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**1 532 131,76**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**546 019,29**	**546 019,29**	**904 341,11**	**1 450 360,40**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**5 990 099,08**	**1 750 099,08**	**2 161 641,18**	**3 911 740,26**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**5 444 079,79**	**1 204 079,79**	**1 257 300,07**	**2 461 379,86**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 532 131,76**			**1 532 131,76**
Affectation au 106 (C)	**523 724,39**	**523 724,39**		**523 724,39**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**2 055 856,15**			**2 055 856,15**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**4 517 236,01**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**546 019,29**	**I 546 019,29**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**303 573,35**	**303 573,35**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	303 573,35	303 573,35
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**242 445,94**	**242 445,94**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*242 445,94*	*242 445,94*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**5 990 099,08**	**III**	**1 750 099,08**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**5 990 099,08**		**1 750 099,08**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28128	*Aménagement Autres terrains*	*2 866,10*		*2 866,10*
28131	*Bâtiments*	*3 964,19*		*3 964,19*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*2 292,11*		*2 292,11*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 185 695,99*		*1 185 695,99*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*18 057,55*		*18 057,55*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*535 684,14*		*535 684,14*
28181	*Installations générales, agencements*	*1 539,00*		*1 539,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 240 000,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N
2025-04 ANRU - BARRIOL RENOUVEL EXTENSION DEVOIEMENT RESEAUX HUMIDES	0,00	1 437 093,00	1 437 093,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2023-02 ARLES/SMM SECURISA° RESSOURCES EAU POTABLE	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	21 447,87	30 000,00	3 977 578,13	974,00
2023-01 BARRIOL RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	751 012,00	0,00	751 012,00	393 118,82	250 000,00	158 001,21	199 891,97
2023-03 FERRAGES TARASCON RENOUVELLEMENT RESEAUX HUMIDES	563 948,93	0,00	563 948,93	437 546,16	2 000,00	124 816,40	1 586,37
2024-04 MARGAILLAN RESERVOIR EAU POTABLE	4 000 000,00	-1 000 000,00	3 000 000,00	375 028,45	2 000 000,00	1 885 927,48	1 739 044,07
2024-05 MUSEE ANTIQUE RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	235 000,00	0,00	235 000,00	0,00	90 000,00	232 786,84	2 213,16

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

C2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	63 830,00	0,00	0,00	63 830,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	12 220,69	0,00	0,00	12 220,69	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	101 835,81	0,00	0,00	101 835,81	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 738 071,36	0,00	0,00	2 738 071,36	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	50 564,36	0,00	0,00	50 564,36	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 966 522,22**	**0,00**	**0,00**	**2 966 522,22**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	63 830,00	0,00	63 830,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	12 220,69	0,00	12 220,69	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	101 835,81	0,00	101 835,81	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 738 071,36	0,00	2 738 071,36	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	50 564,36	0,00	50 564,36	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 966 522,22**	**0,00**	**2 966 522,22**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	63 830,00	0,00	0,00	0,00	63 830,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	12 220,69	0,00	0,00	0,00	12 220,69
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	101 835,81	0,00	0,00	0,00	101 835,81
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 738 071,36	0,00	0,00	0,00	2 738 071,36
A150	Autres immobilisations corporelles	50 564,36	0,00	0,00	0,00	50 564,36
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	2 966 522,22	0,00	0,00	0,00	2 966 522,22

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	63 830,00	0,00	0,00	0,00	63 830,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	12 220,69	0,00	0,00	0,00	12 220,69
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	101 835,81	0,00	0,00	0,00	101 835,81
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 738 071,36	0,00	0,00	0,00	2 738 071,36
A150	Autres immobilisations corporelles	50 564,36	0,00	0,00	0,00	50 564,36
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 966 522,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 966 522,22**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	63 830,00	0,00	0,00	0,00	63 830,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	12 220,69	0,00	0,00	0,00	12 220,69
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	101 835,81	0,00	0,00	0,00	101 835,81
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 738 071,36	0,00	0,00	0,00	2 738 071,36
A150	Autres immobilisations corporelles	50 564,36	0,00	0,00	0,00	50 564,36
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 966 522,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 966 522,22**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	63 830,00	0,00	0,00	0,00	63 830,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	12 220,69	0,00	0,00	0,00	12 220,69
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	101 835,81	0,00	0,00	0,00	101 835,81
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 738 071,36	0,00	0,00	0,00	2 738 071,36
A150	Autres immobilisations corporelles	50 564,36	0,00	0,00	0,00	50 564,36
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 966 522,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 966 522,22**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	63 830,00	0,00	63 830,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	12 220,69	0,00	12 220,69	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	101 835,81	0,00	101 835,81	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 738 071,36	0,00	2 738 071,36	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	50 564,36	0,00	50 564,36	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**2 966 522,22**	**0,00**	**2 966 522,22**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 10/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Fabien LAURAND	du 01/01/2025	au 10/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LEVY Nadine (1018070131-0), Contrôleur principal des Finances Publiques **A DRFiP DE PACA ET DES BOUCHES..., le 13/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

LAURAND Fabien (1013926647-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ARLES, le 13/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°4 : Finances / Compte financier unique 2025 - Budget annexe de la zone Montmajour

Rapporteur : Jérémie BECCIU

Nomenclature ACTES : 7.1

A compter de l'exercice 2025, le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif (CA) et au Compte de Gestion (CG).
Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la lisibilité de l'information financière.
Le CFU 2025 du budget annexe de la zone Montmajour, après prise en compte des restes à réaliser, s'établit comme suit :

Budget annexe ZAE Montmajour

NATURE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Recettes	437 732,21 €	437 732,21 €	875 464,42 €
Dépenses	437 732,21 €	437 732,21 €	875 464,42 €
Résultat exercice 2025	**- €**	**- €**	**- €**
Report antérieur	- 437 732,21 €	1 326 583,69 €	888 851,48 €
Résultat de clôture	**- 437 732,21 €**	**1 326 583,69 €**	**888 851,48 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**	**- €**
Résultat cumulé	**- 437 732,21 €**	**1 326 583,69 €**	**888 851,48 €**

Vu l'article L1612-12 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le CFU constitue l'arrêté des comptes ;

Vu l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales précisant que dans les séances où le CFU est débattu, le Président peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote ;

Considérant qu'ACCM a choisi d'adopter le CFU à compter de l'exercice 2025 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Étant précisé que Patrick de Carolis, président de la communauté d'agglomération, s'est retiré au moment du vote du compte financier unique.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER le Compte Financier Unique 2025;

2 - ARRÊTER les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus ;

3 - PRENDRE ACTE de l'état des restes à réaliser ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI : ACCM - 07904 Budget Annexe Zone Montmajour (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE ACCM - Budget Principal

Numéro SIRET : 24130041700060

POSTE COMPTABLE : La Trésorerie Arles Municipale

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : 07904 - Budget Montmajour (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
D - Bilan synthétique 9
E - Compte de résultat synthétique 10
F - Taux des contributions et produits afférents en N Sans Objet

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 12

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 13
A1.2 - Recettes d'investissement 14
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 15
A2.2 - Recettes de fonctionnement 16

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 17
B2 - Recettes d'investissement 19
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21
D1 - Dépenses de fonctionnement 22
D2 - Recettes de fonctionnement 24

III - Etats financiers

A - Bilan 26
B - Compte de résultat 30
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 33
D - Balance des comptes 34

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 36
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 37
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 38
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 40
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 47

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 54

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 55

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	84 617

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0,00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0,00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0
5	DGF / population	0,00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	0 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	0 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0,00 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	0

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	875 464,42	437 732,21	1 313 196,63
	Recettes réalisées (1)	B	437 732,21	437 732,21	875 464,42
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	437 732,21	1 764 315,90	2 202 048,11
	Dépenses réalisées (1)	E	437 732,21	437 732,21	875 464,42
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	0,00	0,00	0,00
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-437 732,21	1 326 583,69	888 851,48
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-437 732,21	1 326 583,69	888 851,48
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-437 732,21	1 326 583,69	888 851,48

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
CAACCM - ZONE MONTMAJOUR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-437 732,21	0,00	0,00	0,00	-437 732,21
Fonctionnement	1 326 583,69	0,00	0,00	0,00	1 326 583,69
Sous-Total	888 851,48	0,00	0,00	0,00	888 851,48
TOTAL II	**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	437,73
Créances	888,85
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**1 326,58**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**1 326,58**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	1 326,58
Résultat de l'exercice	0,00
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**1 326,58**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,00
Autres dettes non financières	0,00
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**0,00**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**0,00**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**1 326,58**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**0,00**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	0,00	0,00
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**0,00**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,00**	**0,00**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*437 732,21*	*437 732,21*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**437 732,21**	**437 732,21**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**437 732,21**	**437 732,21**	**100,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**437 732,21**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**875 464,42**	**437 732,21**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*437 732,21*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*437 732,21*	*437 732,21*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**875 464,42**	**437 732,21**	**50,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**875 464,42**	**437 732,21**	**50,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**875 464,42**	**437 732,21**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	888 851,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*437 732,21*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*437 732,21*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**875 464,42**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**	**50,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 764 315,90**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**	**24,81**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 764 315,90**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*437 732,21*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**437 732,21**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**437 732,21**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**	**100,00**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 326 583,69**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 764 315,90**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*437 732,21*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***437 732,21***	***437 732,21***	***0,00***	***437 732,21***	***0,00***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		437 732,21	437 732,21	0,00	437 732,21	0,00
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		437 732,21	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21	437 732,21

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*437 732,21*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*437 732,21*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***875 464,42***	***437 732,21***	***0,00***	***437 732,21***	***437 732,21***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**875 464,42**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**	**437 732,21**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21	437 732,21

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	888 851,48	0,00	0,00	0,00	888 851,48
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*437 732,21*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*437 732,21*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***875 464,42***	***437 732,21***	***0,00***	***437 732,21***	***437 732,21***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 764 315,90**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**	**1 326 583,69**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 764 315,90**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**	**1 326 583,69**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*437 732,21*	*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***437 732,21***	***437 732,21***	***0,00***	***437 732,21***	***0,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**437 732,21**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**	**0,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**1 326 583,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 764 315,90**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**	**1 326 583,69**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		437 732,21	0,00	437 732,21	437 732,21
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		888 851,48	0,00	888 851,48	888 851,48
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**1 326 583,69**	**0,00**	**1 326 583,69**	**1 326 583,69**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**1 326 583,69**	**0,00**	**1 326 583,69**	**1 326 583,69**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		1 326 583,69	1 314 387,61
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		0,00	12 196,08
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**1 326 583,69**	**1 326 583,69**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**0,00**	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**0,00**	**0,00**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**0,00**	**0,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**1 326 583,69**	**1 326 583,69**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		0,00	0,00	0,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	1 314 387,61	0,00	12 196,08	0,00	0,00	0,00	1 326 583,69	0,00	1 326 583,69
	Sous Total compte 11	**0,00**	**1 314 387,61**	**0,00**	**12 196,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 326 583,69**	**0,00**	**1 326 583,69**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	12 196,08	12 196,08	0,00	0,00	0,00	12 196,08	12 196,08	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**12 196,08**	**12 196,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 196,08**	**12 196,08**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 1	**0,00**	**1 326 583,69**	**12 196,08**	**12 196,08**	**0,00**	**0,00**	**12 196,08**	**1 338 779,77**	**0,00**	**1 326 583,69**
3555	Terrains aménagés	437 732,21	0,00	0,00	0,00	437 732,21	437 732,21	875 464,42	437 732,21	437 732,21	0,00
	Sous Total compte 355	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**437 732,21**	**437 732,21**	**875 464,42**	**437 732,21**	**437 732,21**	**0,00**
	Sous Total compte 35	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**437 732,21**	**437 732,21**	**875 464,42**	**437 732,21**	**437 732,21**	**0,00**
	Total classe 3	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**437 732,21**	**437 732,21**	**875 464,42**	**437 732,21**	**437 732,21**	**0,00**
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv	888 851,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	888 851,48	0,00	888 851,48	0,00
	Sous Total compte 451	**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**
	Total classe 4	**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	875 464,42	875 464,42	0,00	0,00	875 464,42	875 464,42	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**875 464,42**	**875 464,42**	**0,00**	**0,00**	**875 464,42**	**875 464,42**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**875 464,42**	**875 464,42**	**0,00**	**0,00**	**875 464,42**	**875 464,42**	**0,00**	**0,00**
71355	Variation des stocks de terrains aménagé	0,00	0,00	0,00	0,00	437 732,21	437 732,21	437 732,21	437 732,21	0,00	0,00
	Sous Total compte 7135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**437 732,21**	**437 732,21**	**437 732,21**	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**437 732,21**	**437 732,21**	**437 732,21**	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**437 732,21**	**437 732,21**	**437 732,21**	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 7	0,00	0,00	0,00	0,00	437 732,21	437 732,21	437 732,21	437 732,21	0,00	0,00
	Total général	1 326 583,69	1 326 583,69	887 660,50	887 660,50	875 464,42	875 464,42	3 089 708,61	3 089 708,61	1 326 583,69	1 326 583,69

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-437 732,21**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-437 732,21**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-437 732,21**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-437 732,21**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-437 732,21**			**-437 732,21**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-437 732,21**			**-437 732,21**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-437 732,21**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	I	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**437 732,21**	**III**	**0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**437 732,21**		**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*			
33…	*En-cours de production de biens (4)*			
35…	*Stocks de produits (4)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*437 732,21*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 10/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Fabien LAURAND	du 01/01/2025	au 10/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LEVY Nadine (1018070131-0), Contrôleur principal des Finances Publiques **A DRFiP DE PACA ET DES BOUCHES..., le 13/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

LAURAND Fabien (1013926647-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ARLES, le 13/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°5 : Finances / Compte financier unique 2025 - Budget annexe de la zone Ferrand

Rapporteur : Jérémie BECCIU

Nomenclature ACTES : 7.1

A compter de l'exercice 2025, le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif (CA) et au Compte de Gestion (CG).
Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la lisibilité de l'information financière.
Le CFU 2025 du budget annexe de la zone Ferrand, après prise en compte des restes à réaliser, s'établit comme suit :

Budget annexe ZAE Ferrand

NATURE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Recettes	972 424,67 €	974 924,95 €	1 947 349,62 €
Dépenses	844 231,27 €	974 174,67 €	1 818 405,94 €
Résultat exercice 2025	**128 193,40 €**	**750,28 €**	**128 943,68 €**
Report antérieur	- 972 424,67 €	571 990,45 €	- 400 434,22 €
Résultat de clôture	**- 844 231,27 €**	**572 740,73 €**	**- 271 490,54 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**	- €
Résultat cumulé	**- 844 231,27 €**	**572 740,73 €**	**- 271 490,54 €**

Vu l'article L1612-12 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le CFU constitue l'arrêté des comptes ;

Vu l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales précisant que dans les séances où le CFU est débattu, le Président peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote ;

Considérant qu'ACCM a choisi d'adopter le CFU à compter de l'exercice 2025 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Étant précisé que Patrick de Carolis, président de la communauté d'agglomération, s'est retiré au moment du vote du compte financier unique.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER le Compte Financier Unique 2025;

2 - ARRÊTER les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus ;

3 - PRENDRE ACTE de l'état des restes à réaliser ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI : ACCM - 07905 Budget Annexe Zone FERRAND (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE ACCM - Budget Principal

Numéro SIRET : 24130041700052

POSTE COMPTABLE : La Trésorerie Arles Municipale

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : 07905 - Budget Ferrand (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
D - Bilan synthétique 9
E - Compte de résultat synthétique 10
F - Taux des contributions et produits afférents en N Sans Objet

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 12

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 13
A1.2 - Recettes d'investissement 14
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 15
A2.2 - Recettes de fonctionnement 16

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 17
B2 - Recettes d'investissement 19
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21
D1 - Dépenses de fonctionnement 22
D2 - Recettes de fonctionnement 24

III - Etats financiers

A - Bilan 26
B - Compte de résultat 30
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 33
D - Balance des comptes 34

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 37
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 38
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 39
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 41
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 48

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 55

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 56

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	84 617

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	1 816 655,94	974 924,67	2 791 580,61
	Recettes réalisées (1)	B	972 424,67	974 924,95	1 947 349,62
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	844 231,27	1 546 915,12	2 391 146,39
	Dépenses réalisées (1)	E	844 231,27	974 174,67	1 818 405,94
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	128 193,40	750,28	128 943,68
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-972 424,67	571 990,45	-400 434,22
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-844 231,27	572 740,73	-271 490,54
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-844 231,27	572 740,73	-271 490,54

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
CAACCM - ZONE FERRAND	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-972 424,67	0,00	128 193,40	0,00	-844 231,27
Fonctionnement	571 990,45	0,00	750,28	0,00	572 740,73
Sous-Total	-400 434,22	0,00	128 943,68	0,00	-271 490,54
TOTAL II	**-400 434,22**	**0,00**	**128 943,68**	**0,00**	**-271 490,54**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-400 434,22**	**0,00**	**128 943,68**	**0,00**	**-271 490,54**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	844,23
Créances	0,09
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**844,32**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**844,32**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	571,99
Résultat de l'exercice	0,75
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**572,74**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8,14
Autres dettes non financières	263,43
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**271,58**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**271,58**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**844,32**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	130,69	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	-128,19	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**2,50**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	1,75	0,00
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**1,75**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**0,75**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,75**	**0,00**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*844 231,27*	*844 231,27*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**844 231,27**	**844 231,27**	**100,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**844 231,27**	**844 231,27**	**100,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**972 424,67**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**1 816 655,94**	**844 231,27**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	272 240,82	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**272 240,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*571 990,45*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*972 424,67*	*972 424,67*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**1 544 415,12**	**972 424,67**	**62,96**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 816 655,94**	**972 424,67**	**53,53**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**1 816 655,94**	**972 424,67**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	2 500,00	1 750,00	0,00	1 750,00	70,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 500,00**	**1 750,00**	**0,00**	**1 750,00**	**70,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**2 500,00**	**1 750,00**	**0,00**	**1 750,00**	**70,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*571 990,45*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*972 424,67*	*972 424,67*	*0,00*	*972 424,67*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**1 544 415,12**	**972 424,67**	**0,00**	**972 424,67**	**62,96**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 546 915,12**	**974 174,67**	**0,00**	**974 174,67**	**62,98**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 546 915,12**	**974 174,67**	**0,00**	**974 174,67**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	130 693,40	130 693,40	0,00	130 693,40	100,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,28	0,00	0,28	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**130 693,40**	**130 693,68**	**0,00**	**130 693,68**	**100,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**130 693,40**	**130 693,68**	**0,00**	**130 693,68**	**100,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*844 231,27*	*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**844 231,27**	**844 231,27**	**0,00**	**844 231,27**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**974 924,67**	**974 924,95**	**0,00**	**974 924,95**	**100,00**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**571 990,45**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**1 546 915,12**	**974 924,95**	**0,00**	**974 924,95**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3351	*Terrains*	*0,00*	*164 831,15*	*0,00*	*164 831,15*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*31 018,66*	*0,00*	*31 018,66*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*589 378,14*	*0,00*	*589 378,14*	*0,00*
33581	*Frais accessoires*	*0,00*	*5 731,49*	*0,00*	*5 731,49*	*0,00*
33586	*Frais financiers*	*0,00*	*53 271,83*	*0,00*	*53 271,83*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*844 231,27*	*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***844 231,27***	***844 231,27***	***0,00***	***844 231,27***	***0,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**844 231,27**	**844 231,27**	**0,00**	**844 231,27**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**972 424,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**1 816 655,94**	**844 231,27**	**0,00**	**844 231,27**	**972 424,67**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	272 240,82	0,00	0,00	0,00	272 240,82
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**272 240,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**272 240,82**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*571 990,45*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3351	*Terrains*	*0,00*	*295 524,55*	*0,00*	*295 524,55*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*28 518,66*	*0,00*	*28 518,66*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*589 378,14*	*0,00*	*589 378,14*	*0,00*
33581	*Frais accessoires*	*0,00*	*5 731,49*	*0,00*	*5 731,49*	*0,00*
33586	*Frais financiers*	*0,00*	*53 271,83*	*0,00*	*53 271,83*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*972 424,67*	*972 424,67*	*0,00*	*972 424,67*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***1 544 415,12***	***972 424,67***	***0,00***	***972 424,67***	***571 990,45***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**1 816 655,94**	**972 424,67**	**0,00**	**972 424,67**	**844 231,27**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**1 816 655,94**	**972 424,67**	**0,00**	**972 424,67**	**844 231,27**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
605	Achats de matériel, équipements et travaux	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	2 500,00	1 750,00	0,00	1 750,00	750,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 500,00**	**1 750,00**	**0,00**	**1 750,00**	**750,00**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**2 500,00**	**1 750,00**	**0,00**	**1 750,00**	**750,00**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*571 990,45*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*972 424,67*	*0,00*	*972 424,67*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*972 424,67*	*972 424,67*	*0,00*	*972 424,67*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 544 415,12***	***972 424,67***	***0,00***	***972 424,67***	***571 990,45***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**1 546 915,12**	**974 174,67**	**0,00**	**974 174,67**	**572 740,45**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**1 546 915,12**	**974 174,67**	**0,00**	**974 174,67**	**572 740,45**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	283 885,31	153 191,91	130 693,40	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	130 693,40	283 885,31	153 191,91	130 693,40	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,28	0,00	0,28	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,28	0,00	0,28	-0,28
Total des recettes de gestion des services		**130 693,40**	**283 885,59**	**153 191,91**	**130 693,68**	**-0,28**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**130 693,40**	**283 885,59**	**153 191,91**	**130 693,68**	**-0,28**
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*844 231,27*	*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***844 231,27***	***844 231,27***	***0,00***	***844 231,27***	***0,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**974 924,67**	**1 128 116,86**	**153 191,91**	**974 924,95**	**-0,28**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		571 990,45	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		1 546 915,12	1 128 116,86	153 191,91	974 924,95	571 990,17

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		844 231,27	0,00	844 231,27	972 424,67
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		86,14	0,00	86,14	5 151,14
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**844 317,41**	**0,00**	**844 317,41**	**977 575,81**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**844 317,41**	**0,00**	**844 317,41**	**977 575,81**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		571 990,45	571 990,45
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		750,28	0,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**572 740,73**	**571 990,45**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**0,00**	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 143,68	8 143,68
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		263 433,00	397 440,91
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**271 576,68**	**405 584,59**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**271 576,68**	**405 584,59**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,77
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**844 317,41**	**977 575,81**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		130 693,40	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,28	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		-128 193,40	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**2 500,28**	**0,00**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		1 750,00	0,00	0,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**1 750,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**750,28**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		750,28	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	571 990,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	571 990,45	0,00	571 990,45
	Sous Total compte 11	**0,00**	**571 990,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**571 990,45**	**0,00**	**571 990,45**
	Total classe 1	**0,00**	**571 990,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**571 990,45**	**0,00**	**571 990,45**
3351	Terrains	295 524,55	0,00	0,00	0,00	164 831,15	295 524,55	460 355,70	295 524,55	164 831,15	0,00
3354	Études et prestations de services	28 518,66	0,00	0,00	0,00	31 018,66	28 518,66	59 537,32	28 518,66	31 018,66	0,00
3355	Travaux	589 378,14	0,00	0,00	0,00	589 378,14	589 378,14	1 178 756,28	589 378,14	589 378,14	0,00
33581	Frais accessoires	5 731,49	0,00	0,00	0,00	5 731,49	5 731,49	11 462,98	5 731,49	5 731,49	0,00
33586	Frais financiers	53 271,83	0,00	0,00	0,00	53 271,83	53 271,83	106 543,66	53 271,83	53 271,83	0,00
	Sous Total compte 3358	**59 003,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 003,32**	**59 003,32**	**118 006,64**	**59 003,32**	**59 003,32**	**0,00**
	Sous Total compte 335	**972 424,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**844 231,27**	**972 424,67**	**1 816 655,94**	**972 424,67**	**844 231,27**	**0,00**
	Sous Total compte 33	**972 424,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**844 231,27**	**972 424,67**	**1 816 655,94**	**972 424,67**	**844 231,27**	**0,00**
	Total classe 3	**972 424,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**844 231,27**	**972 424,67**	**1 816 655,94**	**972 424,67**	**844 231,27**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	2 100,00	2 100,00	0,00	0,00	2 100,00	2 100,00	0,00	0,00
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie	0,00	8 143,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 143,68	0,00	8 143,68
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**8 143,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 143,68**	**0,00**	**8 143,68**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**8 143,68**	**2 100,00**	**2 100,00**	**0,00**	**0,00**	**2 100,00**	**10 243,68**	**0,00**	**8 143,68**
	Sous Total compte 40	**0,00**	**8 143,68**	**2 100,00**	**2 100,00**	**0,00**	**0,00**	**2 100,00**	**10 243,68**	**0,00**	**8 143,68**
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	0,00	22 499,00	22 499,00	0,00	0,00	22 499,00	22 499,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**22 499,00**	**22 499,00**	**0,00**	**0,00**	**22 499,00**	**22 499,00**	**0,00**	**0,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	350,00	350,00	0,00	0,00	350,00	350,00	0,00	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	5 065,00	0,00	32 570,00	37 635,00	0,00	0,00	37 635,00	37 635,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4456	**5 065,00**	**0,00**	**32 920,00**	**37 985,00**	**0,00**	**0,00**	**37 985,00**	**37 985,00**	**0,00**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	22 499,00	22 499,00	0,00	0,00	22 499,00	22 499,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**22 499,00**	**22 499,00**	**0,00**	**0,00**	**22 499,00**	**22 499,00**	**0,00**	**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	0,00	0,00	5 415,00	5 415,00	0,00	0,00	5 415,00	5 415,00	0,00	0,00
44585	TVA à régulariser - Retenue de garantie	86,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86,14	0,00	86,14	0,00
	Sous Total compte 4458	**86,14**	**0,00**	**5 415,00**	**5 415,00**	**0,00**	**0,00**	**5 501,14**	**5 415,00**	**86,14**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**5 151,14**	**0,00**	**83 333,00**	**88 398,00**	**0,00**	**0,00**	**88 484,14**	**88 398,00**	**86,14**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**5 151,14**	**0,00**	**83 333,00**	**88 398,00**	**0,00**	**0,00**	**88 484,14**	**88 398,00**	**86,14**	**0,00**
451005	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	397 440,91	158 606,91	24 599,00	0,00	0,00	158 606,91	422 039,91	0,00	263 433,00
	Sous Total compte 451	**0,00**	**397 440,91**	**158 606,91**	**24 599,00**	**0,00**	**0,00**	**158 606,91**	**422 039,91**	**0,00**	**263 433,00**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**397 440,91**	**158 606,91**	**24 599,00**	**0,00**	**0,00**	**158 606,91**	**422 039,91**	**0,00**	**263 433,00**
47138	Autres	0,00	0,00	306 383,82	306 383,82	0,00	0,00	306 383,82	306 383,82	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**306 383,82**	**306 383,82**	**0,00**	**0,00**	**306 383,82**	**306 383,82**	**0,00**	**0,00**
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	0,00	153 191,91	153 191,91	0,00	0,00	153 191,91	153 191,91	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**0,00**	**153 191,91**	**153 191,91**	**0,00**	**0,00**	**153 191,91**	**153 191,91**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**0,00**	**153 191,91**	**153 191,91**	**0,00**	**0,00**	**153 191,91**	**153 191,91**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**459 575,73**	**459 575,73**	**0,00**	**0,00**	**459 575,73**	**459 575,73**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,77	0,77	0,00	0,00	0,00	0,77	0,77	0,00	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,77**	**0,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,77**	**0,77**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**0,77**	**459 576,50**	**459 575,73**	**0,00**	**0,00**	**459 576,50**	**459 576,50**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 4	**5 151,14**	**405 585,36**	**703 616,41**	**574 672,73**	**0,00**	**0,00**	**708 767,55**	**980 258,09**	**86,14**	**271 576,68**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	1 816 655,94	1 816 655,94	0,00	0,00	1 816 655,94	1 816 655,94	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**1 816 655,94**	**1 816 655,94**	**0,00**	**0,00**	**1 816 655,94**	**1 816 655,94**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**1 816 655,94**	**1 816 655,94**	**0,00**	**0,00**	**1 816 655,94**	**1 816 655,94**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équipements et trava	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00	0,00
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 750,00**	**0,00**	**1 750,00**	**0,00**	**1 750,00**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 750,00**	**0,00**	**1 750,00**	**0,00**	**1 750,00**	**0,00**
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	0,00	0,00	0,00	153 191,91	283 885,31	153 191,91	283 885,31	0,00	130 693,40
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 191,91**	**283 885,31**	**153 191,91**	**283 885,31**	**0,00**	**130 693,40**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 191,91**	**283 885,31**	**153 191,91**	**283 885,31**	**0,00**	**130 693,40**
7133	Variation des en-cours de production de	0,00	0,00	0,00	0,00	972 424,67	844 231,27	972 424,67	844 231,27	128 193,40	0,00
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**972 424,67**	**844 231,27**	**972 424,67**	**844 231,27**	**128 193,40**	**0,00**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**972 424,67**	**844 231,27**	**972 424,67**	**844 231,27**	**128 193,40**	**0,00**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,28	0,00	0,28	0,00	0,28
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,28**	**0,00**	**0,28**	**0,00**	**0,28**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,28**	**0,00**	**0,28**	**0,00**	**0,28**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,28**	**0,00**	**0,28**	**0,00**	**0,28**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 125 616,58**	**1 128 116,86**	**1 125 616,58**	**1 128 116,86**	**128 193,40**	**130 693,68**
	Total général	**977 575,81**	**977 575,81**	**2 520 272,35**	**2 391 328,67**	**1 971 597,85**	**2 100 541,53**	**5 469 446,01**	**5 469 446,01**	**974 260,81**	**974 260,81**

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-972 424,67**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-972 424,67**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-972 424,67**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-972 424,67**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**571 990,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**571 990,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-972 424,67**			**-972 424,67**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-972 424,67**			**-972 424,67**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-972 424,67**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	I	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**571 990,45**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**571 990,45**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*571 990,45*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 818 405,94	0,00	0,00	0,00	0,00	1 818 405,94
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 818 405,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 818 405,94**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 818 405,94	0,00	0,00	0,00	1 818 405,94
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**1 818 405,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 818 405,94**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 818 405,94	0,00	0,00	0,00	1 818 405,94
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 818 405,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 818 405,94**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 818 405,94	0,00	0,00	0,00	1 818 405,94
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 818 405,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 818 405,94**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 818 405,94	0,00	0,00	0,00	1 818 405,94
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 818 405,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 818 405,94**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 818 405,94	0,00	0,00	0,00	1 818 405,94
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 818 405,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 818 405,94**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 818 405,94	0,00	0,00	0,00	1 818 405,94
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 818 405,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 818 405,94**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 10/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Fabien LAURAND	du 01/01/2025	au 10/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LEVY Nadine (1018070131-0), Contrôleur principal des Finances Publiques **A DRFiP DE PACA ET DES BOUCHES..., le 13/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

LAURAND Fabien (1013926647-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ARLES, le 13/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°6 : Finances / Compte financier unique 2025 - Budget annexe de la zone du Roubian

Rapporteur : Jérémie BECCIU

Nomenclature ACTES : 7.1

A compter de l'exercice 2025, le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif (CA) et au Compte de Gestion (CG).
Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la lisibilité de l'information financière.
Le CFU 2025 du budget annexe de la zone Roubian, après prise en compte des restes à réaliser, s'établit comme suit :

Budget annexe ZAE Roubian

NATURE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Recettes	290 738,07 €	897 350,00 €	1 188 088,07 €
Dépenses	- €	290 738,07 €	290 738,07 €
Résultat exercice 2025	**290 738,07 €**	**606 611,93 €**	**897 350,00 €**
Report antérieur	- 1 710 823,84 €	538 420,13 €	- 1 172 403,71 €
Résultat de clôture	**- 1 420 085,77 €**	**1 145 032,06 €**	**- 275 053,71 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**	- €
Résultat cumulé	**- 1 420 085,77 €**	**1 145 032,06 €**	**- 275 053,71 €**

Vu l'article L1612-12 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le CFU constitue l'arrêté des comptes ;

Vu l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales précisant que dans les séances où le CFU est débattu, le Président peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote ;

Considérant qu'ACCM a choisi d'adopter le CFU à compter de l'exercice 2025 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Étant précisé que Patrick de Carolis, président de la communauté d'agglomération, s'est retiré au moment du vote du compte financier unique.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER le Compte Financier Unique 2025;

2 - ARRÊTER les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus ;

3 - PRENDRE ACTE de l'état des restes à réaliser ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI : ACCM - 07906 Budget Annexe Zone Roubian (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE ACCM - Budget Principal

Numéro SIRET : 24130041700078

POSTE COMPTABLE : La Trésorerie Arles Municipale

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : 07906 - Budget Roubian (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
D - Bilan synthétique 9
E - Compte de résultat synthétique 10
F - Taux des contributions et produits afférents en N Sans Objet

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 12

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 13
A1.2 - Recettes d'investissement 14
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 15
A2.2 - Recettes de fonctionnement 16

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 17
B2 - Recettes d'investissement 19
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21
D1 - Dépenses de fonctionnement 22
D2 - Recettes de fonctionnement 24

III - Etats financiers

A - Bilan 26
B - Compte de résultat 30
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 33
D - Balance des comptes 34

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 37
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 38
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 39
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 41
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 48

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 55

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 56

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	84 617

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0,00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	10,60
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0
5	DGF / population	0,00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	0 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	0 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0,00 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	0

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	2 355 700,78	1 542 226,94	3 897 927,72
	Recettes réalisées (1)	B	290 738,07	897 350,00	1 188 088,07
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	644 876,94	2 080 647,07	2 725 524,01
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	290 738,07	290 738,07
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	290 738,07	606 611,93	897 350,00
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-1 710 823,84	538 420,13	-1 172 403,71
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-1 420 085,77	1 145 032,06	-275 053,71
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 420 085,77	1 145 032,06	-275 053,71

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
CAACCM - ZONE ROUBIAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-1 710 823,84	0,00	290 738,07	0,00	-1 420 085,77
Fonctionnement	538 420,13	0,00	606 611,93	0,00	1 145 032,06
Sous-Total	-1 172 403,71	0,00	897 350,00	0,00	-275 053,71
TOTAL II	**-1 172 403,71**	**0,00**	**897 350,00**	**0,00**	**-275 053,71**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-1 172 403,71**	**0,00**	**897 350,00**	**0,00**	**-275 053,71**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**283,60**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**283,60**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	1 216,49
Créances	0,00
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**1 216,49**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**1 500,09**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	538,42
Résultat de l'exercice	606,61
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**1 145,03**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	80,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**80,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0,00
Autres dettes non financières	275,05
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**275,05**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**355,05**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**1 500,09**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	897,35	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	-290,74	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**606,61**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	0,00	0,00
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**606,61**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**606,61**	**0,00**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*644 876,94*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**644 876,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**644 876,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**1 710 823,84**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**2 355 700,78**	**0,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	310 053,71	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**310 053,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*538 420,13*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 507 226,94*	*290 738,07*	*19,29*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**2 045 647,07**	**290 738,07**	**14,21**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**2 355 700,78**	**290 738,07**	**12,34**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**2 355 700,78**	**290 738,07**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*538 420,13*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 507 226,94*	*290 738,07*	*0,00*	*290 738,07*	*19,29*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**2 045 647,07**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**14,21**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**2 080 647,07**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**13,97**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**2 080 647,07**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	897 350,00	897 350,00	0,00	897 350,00	100,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**897 350,00**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**	**100,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**897 350,00**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**	**100,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*644 876,94*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**644 876,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 542 226,94**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**	**58,19**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**538 420,13**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**2 080 647,07**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*644 876,94*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*644 876,94*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***644 876,94***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***644 876,94***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		644 876,94	0,00	0,00	0,00	644 876,94
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		1 710 823,84	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		2 355 700,78	0,00	0,00	0,00	2 355 700,78

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	310 053,71	0,00	0,00	0,00	310 053,71
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**310 053,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**310 053,71**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*538 420,13*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*290 738,07*	*0,00*	*290 738,07*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 507 226,94*	*290 738,07*	*0,00*	*290 738,07*	*1 216 488,87*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***2 045 647,07***	***290 738,07***	***0,00***	***290 738,07***	***1 754 909,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**2 355 700,78**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**2 064 962,71**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		2 355 700,78	290 738,07	0,00	290 738,07	2 064 962,71

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 011	Charges à caractère général	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*538 420,13*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*290 738,07*	*0,00*	*290 738,07*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 507 226,94*	*290 738,07*	*0,00*	*290 738,07*	*1 216 488,87*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 045 647,07***	***290 738,07***	***0,00***	***290 738,07***	***1 754 909,00***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**2 080 647,07**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**1 789 909,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**2 080 647,07**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**1 789 909,00**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	897 350,00	0,00	897 350,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	897 350,00	897 350,00	0,00	897 350,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**897 350,00**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**	**0,00**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**897 350,00**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**	**0,00**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*644 876,94*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*644 876,94*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***644 876,94***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***644 876,94***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**1 542 226,94**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**	**644 876,94**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**538 420,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**2 080 647,07**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**	**1 183 297,07**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		283 596,90	0,00	283 596,90	283 596,90
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**283 596,90**	**0,00**	**283 596,90**	**283 596,90**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		1 216 488,87	0,00	1 216 488,87	1 507 226,94
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		0,00	0,00	0,00	857,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**1 216 488,87**	**0,00**	**1 216 488,87**	**1 508 083,94**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,43	0,00	0,43	0,43
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**1 500 086,20**	**0,00**	**1 500 086,20**	**1 791 681,27**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		538 420,13	541 793,37
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		606 611,93	-3 373,24
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**1 145 032,06**	**538 420,13**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		80 000,00	80 000,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**80 000,00**	**80 000,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		275 054,14	1 173 261,14
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**275 054,14**	**1 173 261,14**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**355 054,14**	**1 253 261,14**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**1 500 086,20**	**1 791 681,27**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		897 350,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		-290 738,07	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**606 611,93**	**0,00**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		0,00	0,00	0,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**606 611,93**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		606 611,93	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	541 793,37	3 373,24	0,00	0,00	0,00	3 373,24	541 793,37	0,00	538 420,13
	Sous Total compte 11	**0,00**	**541 793,37**	**3 373,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 373,24**	**541 793,37**	**0,00**	**538 420,13**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	3 373,24	0,00	0,00	3 373,24	0,00	0,00	3 373,24	3 373,24	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**3 373,24**	**0,00**	**0,00**	**3 373,24**	**0,00**	**0,00**	**3 373,24**	**3 373,24**	**0,00**	**0,00**
168741	Communes membres du GFP	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
	Sous Total compte 16874	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**80 000,00**
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**80 000,00**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**80 000,00**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**80 000,00**
	Total classe 1	**3 373,24**	**621 793,37**	**3 373,24**	**3 373,24**	**0,00**	**0,00**	**6 746,48**	**625 166,61**	**0,00**	**618 420,13**
2764	Créances sur des particuliers et autres	283 596,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	283 596,90	0,00	283 596,90	0,00
	Sous Total compte 276	**283 596,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**283 596,90**	**0,00**	**283 596,90**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**283 596,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**283 596,90**	**0,00**	**283 596,90**	**0,00**
	Total classe 2	**283 596,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**283 596,90**	**0,00**	**283 596,90**	**0,00**
3555	Terrains aménagés	1 507 226,94	0,00	0,00	0,00	0,00	290 738,07	1 507 226,94	290 738,07	1 216 488,87	0,00
	Sous Total compte 355	**1 507 226,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**1 507 226,94**	**290 738,07**	**1 216 488,87**	**0,00**
	Sous Total compte 35	**1 507 226,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**1 507 226,94**	**290 738,07**	**1 216 488,87**	**0,00**
	Total classe 3	**1 507 226,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**1 507 226,94**	**290 738,07**	**1 216 488,87**	**0,00**
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	0,00	178 613,00	178 613,00	0,00	0,00	178 613,00	178 613,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**178 613,00**	**178 613,00**	**0,00**	**0,00**	**178 613,00**	**178 613,00**	**0,00**	**0,00**
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	857,00	0,00	3 428,00	4 285,00	0,00	0,00	4 285,00	4 285,00	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4456	**857,00**	**0,00**	**3 428,00**	**4 285,00**	**0,00**	**0,00**	**4 285,00**	**4 285,00**	**0,00**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	179 470,00	179 470,00	0,00	0,00	179 470,00	179 470,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**179 470,00**	**179 470,00**	**0,00**	**0,00**	**179 470,00**	**179 470,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**857,00**	**0,00**	**361 511,00**	**362 368,00**	**0,00**	**0,00**	**362 368,00**	**362 368,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**857,00**	**0,00**	**361 511,00**	**362 368,00**	**0,00**	**0,00**	**362 368,00**	**362 368,00**	**0,00**	**0,00**
451006	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	1 173 261,14	1 082 317,00	184 110,00	0,00	0,00	1 082 317,00	1 357 371,14	0,00	275 054,14
	Sous Total compte 451	**0,00**	**1 173 261,14**	**1 082 317,00**	**184 110,00**	**0,00**	**0,00**	**1 082 317,00**	**1 357 371,14**	**0,00**	**275 054,14**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**1 173 261,14**	**1 082 317,00**	**184 110,00**	**0,00**	**0,00**	**1 082 317,00**	**1 357 371,14**	**0,00**	**275 054,14**
47138	Autres	0,00	0,00	1 082 317,00	1 082 317,00	0,00	0,00	1 082 317,00	1 082 317,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**1 082 317,00**	**1 082 317,00**	**0,00**	**0,00**	**1 082 317,00**	**1 082 317,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**1 082 317,00**	**1 082 317,00**	**0,00**	**0,00**	**1 082 317,00**	**1 082 317,00**	**0,00**	**0,00**
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	5 497,00	5 497,00	0,00	0,00	5 497,00	5 497,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**5 497,00**	**5 497,00**	**0,00**	**0,00**	**5 497,00**	**5 497,00**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,43	0,00	0,43	0,00
	Sous Total compte 478	**0,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,43**	**0,00**	**0,43**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,43**	**0,00**	**1 087 814,00**	**1 087 814,00**	**0,00**	**0,00**	**1 087 814,43**	**1 087 814,00**	**0,43**	**0,00**
	Total classe 4	**857,43**	**1 173 261,14**	**2 531 642,00**	**1 634 292,00**	**0,00**	**0,00**	**2 532 499,43**	**2 807 553,14**	**0,43**	**275 054,14**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	290 738,07	290 738,07	0,00	0,00	290 738,07	290 738,07	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**290 738,07**	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**290 738,07**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**290 738,07**	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**290 738,07**	**0,00**	**0,00**
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	897 350,00	0,00	897 350,00	0,00	897 350,00
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**	**0,00**	**897 350,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
71355	Variation des stocks de terrains aménagé	0,00	0,00	0,00	0,00	290 738,07	0,00	290 738,07	0,00	290 738,07	0,00
	Sous Total compte 7135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**0,00**
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**0,00**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**0,00**	**290 738,07**	**0,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 738,07**	**897 350,00**	**290 738,07**	**897 350,00**	**290 738,07**	**897 350,00**
	Total général	**1 795 054,51**	**1 795 054,51**	**2 825 753,31**	**1 928 403,31**	**290 738,07**	**1 188 088,07**	**4 911 545,89**	**4 911 545,89**	**1 790 824,27**	**1 790 824,27**

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 710 823,84**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 710 823,84**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 710 823,84**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-1 710 823,84**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**538 420,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**538 420,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 710 823,84**			**-1 710 823,84**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-1 710 823,84**			**-1 710 823,84**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-1 710 823,84**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	I **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**538 420,13**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**538 420,13**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*538 420,13*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 10/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Fabien LAURAND	du 01/01/2025	au 10/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

RODRIGUEZ Eric (1013970890-0), Contrôleur principal des Finances Publiques **A DRFiP DE PACA ET DES BOUCHES..., le 14/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

LAURAND Fabien (1013926647-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ARLES, le 14/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°7 : Finances / Compte financier unique 2025 - Budget annexe du réseau des transports urbains

Rapporteur : Jérémie BECCIU

Nomenclature ACTES : 7.1

A compter de l'exercice 2025, le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif (CA) et au Compte de Gestion (CG).
Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la lisibilité de l'information financière.

Le CFU 2025 du budget annexe du réseau de transports urbains, après prise en compte des restes à réaliser, s'établit comme suit :

Budget annexe réseaux de transports

NATURE	INVESTISSEMENT	EXPLOITATION	TOTAL
Recettes	671 675,99 €	12 304 259,84 €	12 975 935,83 €
Dépenses	1 579 642,27 €	11 357 949,27 €	12 937 591,54 €
Résultat exercice 2025	**- 907 966,28 €**	**946 310,57 €**	**38 344,29 €**
Report antérieur	- 242 027,02 €	852 251,47 €	610 224,45 €
Résultat de clôture	**- 1 149 993,30 €**	**1 798 562,04 €**	**648 568,74 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	129 557,96 €	- €	129 557,96 €
Solde restes à réaliser	**- 129 557,96 €**	**- €**	- 129 557,96 €
Résultat cumulé	**- 1 279 551,26 €**	**1 798 562,04 €**	**519 010,78 €**

Vu l'article L1612-12 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le CFU constitue l'arrêté des comptes ;

Vu l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales précisant que dans les séances où le CFU est débattu, le Président peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote ;

Considérant qu'ACCM a choisi d'adopter le CFU à compter de l'exercice 2025 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Étant précisé que Patrick de Carolis, président de la communauté d'agglomération, s'est retiré au moment du vote du compte financier unique.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER le Compte Financier Unique 2025;

2 - ARRÊTER les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus ;

3 - PRENDRE ACTE de l'état des restes à réaliser ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI : ACCM - Budget Annexe Réseau Transports (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE ACCM - Budget Principal

Numéro SIRET : 24130041700094

POSTE COMPTABLE : La Trésorerie Arles Municipale

M. 43(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : 07907 - Budget Transports (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) Sans Objet
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 6
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 7
E - Bilan synthétique 8
F - Compte de résultat synthétique 9

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 10

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 11
A1.2 - Recettes d'exploitation 12
A2.1 - Dépenses d'investissement 13
A2.2 - Recettes d'investissement 14

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 15
B2 - Recettes d'exploitation 17
C1 - Dépenses d'investissement 19
C2 - Recettes d'investissement 21
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 23

III - États financiers

A - Bilan 24
B - Compte de résultat 29

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 32

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 39

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 41
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 42
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 46
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 48
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 49
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 51
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 52
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 53
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 54
B3 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 55

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 56
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 57
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 58
C2.1 - Situation des autorisations de programme Sans Objet
C2.2 - Situation des autorisations dengagement Sans Objet

IV - Annexes

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) 59
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) 60
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) 61
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) 62
E - État des Contrôles du Compte Financier 63

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 64

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**2 031 334,75**	**11 964 998,53**	**13 996 333,28**
	Recettes réalisées (1)	B	**671 675,99**	**12 304 259,84**	**12 975 935,83**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**1 789 307,73**	**12 817 250,00**	**14 606 557,73**
	Dépenses réalisées (1)	E	**1 579 642,27**	**11 357 949,27**	**12 937 591,54**
	Restes à réaliser	F	**129 557,96**	**0,00**	**129 557,96**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-907 966,28**	**946 310,57**	**38 344,29**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-242 027,02**	**852 251,47**	**610 224,45**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-1 149 993,30**	**1 798 562,04**	**648 568,74**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-129 557,96**	**0,00**	**-129 557,96**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-1 279 551,26**	**1 798 562,04**	**519 010,78**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
CAACCM - RESEAU TRANSP. URBAIN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-242 027,02	0,00	-907 966,28	0,00	-1 149 993,30
Fonctionnement	1 213 851,22	361 599,75	946 310,57	0,00	1 798 562,04
Sous-Total	971 824,20	361 599,75	38 344,29	0,00	648 568,74
TOTAL III	**971 824,20**	**361 599,75**	**38 344,29**	**0,00**	**648 568,74**
TOTAL I + II + III	**971 824,20**	**361 599,75**	**38 344,29**	**0,00**	**648 568,74**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **129 557,96**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**129 557,96**
2131	Bâtiments	33 284,60
2183	Matériel de bureau et informatique	57 211,36
2188	Autres immobilisations corporelles	39 062,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	3 493,66	Réserves	361,60
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	117,24	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	4,58	Report à nouveau (1)	852,25
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	946,31
Autres immobilisations corporelles	378,87	Subventions transférables	353,69
Total immobilisations corporelles (nettes)	**3 994,34**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**2 135,78**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	4 264,84
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**6 130,12**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**6 778,69**
Créances	667,30	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	0,00	Fournisseurs (2)	18,35
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**667,30**	**Total des dettes à court terme**	**18,35**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**18,35**
		Comptes de régularisation	**0,38**
TOTAL ACTIF	**6 797,43**	**TOTAL PASSIF**	**6 797,43**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	5 304,28	5 103,36
Dotations et subventions reçues	6 746,18	6 018,82
Produits des services	40,00	40,00
Autres produits	97,21	0,18
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	12 187,67	11 162,36
Traitements, salaires, charges sociales	8,39	21,49
Achats et charges externes	10 998,01	10 821,05
Participations et interventions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements et provisions	310,08	228,86
Autres charges	0,00	0,00
Charges courantes non financières	11 316,47	11 071,40
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**871,20**	**90,96**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	0,00	0,00
RESULTAT COURANT FINANCIER	**0,00**	**0,00**
RESULTAT COURANT	**871,20**	**90,96**
Produits exceptionnels	89,98	70,56
Charges exceptionnelles	14,87	13,14
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**75,11**	**57,42**
Impôts sur les bénéfices	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**946,31**	**148,38**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° …….. du ……..).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	10 746 210,00	10 645 583,54	18 354,63	10 663 938,17	99,23	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	351 305,00	342 455,00	0,00	342 455,00	97,48	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	35 000,00	26 609,72	0,00	26 609,72	76,03	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**11 132 515,00**	**11 014 648,26**	**18 354,63**	**11 033 002,89**	**99,11**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	15 000,00	14 870,14	0,00	14 870,14	99,13	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**11 147 515,00**	**11 029 518,40**	**18 354,63**	**11 047 873,03**	***99,11***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 359 651,14*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*310 083,86*	*310 076,24*	*0,00*	*310 076,24*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 669 735,00***	***310 076,24***	***0,00***	***310 076,24***	***18,57***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**12 817 250,00**	**11 339 594,64**	**18 354,63**	**11 357 949,27**	**88,61**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**12 817 250,00**	**11 339 594,64**	**18 354,63**	**11 357 949,27**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	100,00	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	5 150 000,00	5 330 893,12	0,00	5 330 893,12	103,51	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	6 735 298,53	6 746 177,26	0,00	6 746 177,26	100,16	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	97 212,00	0,00	97 212,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**11 925 298,53**	**12 214 282,38**	**0,00**	**12 214 282,38**	**102,42**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	50 300,00	0,00	50 300,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 925 298,53**	**12 264 582,38**	**0,00**	**12 264 582,38**	**102,85**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*39 700,00*	*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*	*99,94*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***39 700,00***	***39 677,46***	***0,00***	***39 677,46***	***99,94***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**11 964 998,53**	**12 304 259,84**	**0,00**	**12 304 259,84**	**102,84**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**852 251,47**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**12 817 250,00**	**12 304 259,84**	**0,00**	**12 304 259,84**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	419 572,73	245 992,83	58,63	129 557,96
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	30 035,00	4 575,98	15,24	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**449 607,73**	**250 568,81**	**55,73**	**129 557,96**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	1 300 000,00	1 289 396,00	99,18	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**1 300 000,00**	**1 289 396,00**	**99,18**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 749 607,73**	**1 539 964,81**	**88,02**	**129 557,96**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*39 700,00*	*39 677,46*	*99,94*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***39 700,00***	***39 677,46***	***99,94***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**1 789 307,73**	**1 579 642,27**	**88,28**	**129 557,96**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**242 027,02**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**2 031 334,75**	**1 579 642,27**		**129 557,96**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	361 599,75	361 599,75	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**361 599,75**	**361 599,75**	**100,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 359 651,14*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*310 083,86*	*310 076,24*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 669 735,00***	***310 076,24***	***18,57***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**2 031 334,75**	**671 675,99**	**33,07**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**2 031 334,75**	**671 675,99**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
611	Sous-traitance générale	0,00	10 770 397,70	122 581,85	10 647 815,85	0,00
618	Divers	0,00	159,66	0,00	159,66	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,07	0,00	0,07	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	14 084,70	0,00	14 084,70	0,00
62878	à des tiers	0,00	127,89	0,00	127,89	0,00
6288	Autres	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	10 746 210,00	10 786 520,02	122 581,85	10 663 938,17	82 271,83
6218	Autre personnel extérieur	0,00	334 070,00	0,00	334 070,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	8 385,00	0,00	8 385,00	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	351 305,00	342 455,00	0,00	342 455,00	8 850,00
739	Restitution de la taxe versement mobilité	0,00	26 609,72	0,00	26 609,72	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	35 000,00	26 609,72	0,00	26 609,72	8 390,28
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**11 132 515,00**	**11 155 584,74**	**122 581,85**	**11 033 002,89**	**99 512,11**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles de fonctionnement	0,00	14 870,14	0,00	14 870,14	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	15 000,00	14 870,14	0,00	14 870,14	129,86
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**11 147 515,00**	**11 170 454,88**	**122 581,85**	**11 047 873,03**	**99 641,97**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 359 651,14*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*310 076,24*	*0,00*	*310 076,24*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*310 083,86*	*310 076,24*	*0,00*	*310 076,24*	*7,62*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 669 735,00***	***310 076,24***	***0,00***	***310 076,24***	***1 359 658,76***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**12 817 250,00**	**11 480 531,12**	**122 581,85**	**11 357 949,27**	**1 459 300,73**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**12 817 250,00**	**11 480 531,12**	**122 581,85**	**11 357 949,27**	**1 459 300,73**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00
734	Versement mobilité	0,00	5 330 893,12	0,00	5 330 893,12	0,00
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	5 150 000,00	5 330 893,12	0,00	5 330 893,12	-180 893,12
7471	Etat	0,00	233 121,60	0,00	233 121,60	0,00
7472	Région	0,00	1 778 457,36	0,00	1 778 457,36	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	4 734 598,30	0,00	4 734 598,30	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	6 735 298,53	6 746 177,26	0,00	6 746 177,26	-10 878,73
7588	Autres	0,00	97 212,00	0,00	97 212,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	97 212,00	0,00	97 212,00	-97 212,00
Total des recettes de gestion courante		**11 925 298,53**	**12 214 282,38**	**0,00**	**12 214 282,38**	**-288 983,85**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalites perçus	0,00	50 300,00	0,00	50 300,00	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	50 300,00	0,00	50 300,00	-50 300,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 925 298,53**	**12 264 582,38**	**0,00**	**12 264 582,38**	**-339 283,85**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*39 700,00*	*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*	*22,54*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre d'exploitation		*39 700,00*	*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*	*22,54*
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		11 964 998,53	12 304 259,84	0,00	12 304 259,84	-339 261,31
002 Résultat d'exploitation reporté		852 251,47	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'exploitation		12 817 250,00	12 304 259,84	0,00	12 304 259,84	512 990,16

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2131	Bâtiments	0,00	103 905,11	0,00	103 905,11	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	80 436,36	0,00	80 436,36	0,00
2188	Autres	0,00	61 651,36	0,00	61 651,36	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	419 572,73	245 992,83	0,00	245 992,83	173 579,90
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	4 575,98	0,00	4 575,98	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	30 035,00	4 575,98	0,00	4 575,98	25 459,02
Total des dépenses d'équipement		**449 607,73**	**250 568,81**	**0,00**	**250 568,81**	**199 038,92**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	1 289 396,00	0,00	1 289 396,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	1 300 000,00	1 289 396,00	0,00	1 289 396,00	10 604,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 300 000,00**	**1 289 396,00**	**0,00**	**1 289 396,00**	**10 604,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 749 607,73**	**1 539 964,81**	**0,00**	**1 539 964,81**	**209 642,92**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*39 700,00*	*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*	*22,54*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***39 700,00***	***39 677,46***	***0,00***	***39 677,46***	***22,54***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**1 789 307,73**	**1 579 642,27**	**0,00**	**1 579 642,27**	**209 665,46**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**242 027,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**2 031 334,75**	**1 579 642,27**	**0,00**	**1 579 642,27**	**451 692,48**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	361 599,75	0,00	361 599,75	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	361 599,75	361 599,75	0,00	361 599,75	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**361 599,75**	**361 599,75**	**0,00**	**361 599,75**	**0,00**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 359 651,14*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*47 263,86*	*0,00*	*47 263,86*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*0,00*	*114 299,21*	*0,00*	*114 299,21*	*0,00*
28138	*Amortissements autres constructions*	*0,00*	*83 444,58*	*0,00*	*83 444,58*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*42 577,90*	*0,00*	*42 577,90*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*6 947,48*	*0,00*	*6 947,48*	*0,00*
28188	*Amortissements autres*	*0,00*	*15 543,21*	*0,00*	*15 543,21*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*310 083,86*	*310 076,24*	*0,00*	*310 076,24*	*7,62*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***1 669 735,00***	***310 076,24***	***0,00***	***310 076,24***	***1 359 658,76***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**2 031 334,75**	**671 675,99**	**0,00**	**671 675,99**	**1 359 658,76**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**2 031 334,75**	**671 675,99**	**0,00**	**671 675,99**	**1 359 658,76**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	5 388 985,25	1 895 321,36	3 493 663,89	3 634 766,43
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	117 235,19	0,00	117 235,19	0,00
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	1 376 944,38	998 075,54	378 868,84	301 849,71
Immobilisations corporelles en cours	4 575,98	0,00	4 575,98	117 235,19
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	2 135 780,00	0,00	2 135 780,00	846 384,00
TOTAL I	**9 023 520,80**	**2 893 396,90**	**6 130 123,90**	**4 900 235,33**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	50,00	0,00	50,00	50,00
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Autres	5 308,00	0,00	5 308,00	50 411,00
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	661 939,06	0,00	661 939,06	1 015 840,56
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	28 300,00
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**667 297,06**	**0,00**	**667 297,06**	**1 094 601,56**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	4,09	0,00	4,09	2,81
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**4,09**	**0,00**	**4,09**	**2,81**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**9 690 821,95**	**2 893 396,90**	**6 797 425,05**	**5 994 839,70**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	0,00	0,00
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	0,00	0,00
Affectation (par la collectivité de rattachement)	4 264 840,54	4 264 840,54
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	361 599,75	0,00
Report à nouveau (1)	852 251,47	1 065 474,17
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	946 310,57	148 377,05
Subventions d'investissement	353 690,31	393 367,77
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**6 778 692,64**	**5 872 059,53**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	0,00	0,00
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	18 354,63	122 581,85
Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	0,00
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	0,00	0,00
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**18 354,63**	**122 581,85**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	377,78	198,32
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**377,78**	**198,32**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**6 797 425,05**	**5 994 839,70**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*0,00*	*0,00*
Divers	*40 000,00*	*40 000,00*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Produits issus de la fiscalité	5 304 283,40	5 103 358,94
Subventions d'exploitation	6 746 177,26	6 018 819,04
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	97 212,00	180,00
TOTAL I	**12 187 672,66**	**11 162 357,98**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	10 998 008,17	10 821 050,21
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*0,00*	*0,00*
Salaires et traitements	8 385,00	21 489,91
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*310 076,24*	*228 862,14*
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*0,00*	*0,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL II	**11 316 469,41**	**11 071 402,26**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**871 203,25**	**90 955,72**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**0,00**	**0,00**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**0,00**	**0,00**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**871 203,25**	**90 955,72**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*50 300,00*	*30 882,32*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*39 677,46*	*39 677,46*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**89 977,46**	**70 559,78**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*14 870,14*	*13 138,45*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**14 870,14**	**13 138,45**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**75 107,32**	**57 421,33**
Impôts sur les bénéfices (VII)	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**12 277 650,12**	**11 232 917,76**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**11 331 339,55**	**11 084 540,71**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**946 310,57**	**148 377,05**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 599,75	0,00	361 599,75	0,00	361 599,75
	Sous Total compte 106	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**361 599,75**	**0,00**	**361 599,75**	**0,00**	**361 599,75**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**361 599,75**	**0,00**	**361 599,75**	**0,00**	**361 599,75**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	1 065 474,17	361 599,75	148 377,05	0,00	0,00	361 599,75	1 213 851,22	0,00	852 251,47
	Sous Total compte 11	**0,00**	**1 065 474,17**	**361 599,75**	**148 377,05**	**0,00**	**0,00**	**361 599,75**	**1 213 851,22**	**0,00**	**852 251,47**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	148 377,05	148 377,05	0,00	0,00	0,00	148 377,05	148 377,05	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**148 377,05**	**148 377,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 377,05**	**148 377,05**	**0,00**	**0,00**
1313	Dépt	0,00	567 503,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567 503,00	0,00	567 503,00
	Sous Total compte 131	**0,00**	**567 503,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**567 503,00**	**0,00**	**567 503,00**
13913	Subv équipt transf - Dépt	174 135,23	0,00	0,00	0,00	39 677,46	0,00	213 812,69	0,00	213 812,69	0,00
	Sous Total compte 1391	**174 135,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 677,46**	**0,00**	**213 812,69**	**0,00**	**213 812,69**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**174 135,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 677,46**	**0,00**	**213 812,69**	**0,00**	**213 812,69**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**174 135,23**	**567 503,00**	**0,00**	**0,00**	**39 677,46**	**0,00**	**213 812,69**	**567 503,00**	**0,00**	**353 690,31**
181	Cpte liaison : affectation	0,00	4 264 840,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 264 840,54	0,00	4 264 840,54
	Sous Total compte 18	**0,00**	**4 264 840,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 264 840,54**	**0,00**	**4 264 840,54**
	Total classe 1	**174 135,23**	**6 046 194,76**	**509 976,80**	**148 377,05**	**39 677,46**	**361 599,75**	**723 789,49**	**6 556 171,56**	**213 812,69**	**6 046 194,76**
2131	Bâtiments	210 498,85	0,00	0,00	0,00	103 905,11	0,00	314 403,96	0,00	314 403,96	0,00
2135	Instal gales agenct amégts const	1 736 798,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 736 798,43	0,00	1 736 798,43	0,00
2138	Autres constructions	3 337 782,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 337 782,86	0,00	3 337 782,86	0,00
	Sous Total compte 213	**5 285 080,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 905,11**	**0,00**	**5 388 985,25**	**0,00**	**5 388 985,25**	**0,00**
2158	Autres	0,00	0,00	117 235,19	0,00	0,00	0,00	117 235,19	0,00	117 235,19	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 215	**0,00**	**0,00**	**117 235,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**117 235,19**	**0,00**	**117 235,19**	**0,00**
2183	Mat bureau mat informatique	662 410,54	0,00	0,00	0,00	80 436,36	0,00	742 846,90	0,00	742 846,90	0,00
2184	Mobilier	85 713,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 713,46	0,00	85 713,46	0,00
2188	Autres	486 732,66	0,00	0,00	0,00	61 651,36	0,00	548 384,02	0,00	548 384,02	0,00
	Sous Total compte 218	**1 234 856,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 087,72**	**0,00**	**1 376 944,38**	**0,00**	**1 376 944,38**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**6 519 936,80**	**0,00**	**117 235,19**	**0,00**	**245 992,83**	**0,00**	**6 883 164,82**	**0,00**	**6 883 164,82**	**0,00**
2315	Instal mat outil techn	117 235,19	0,00	0,00	117 235,19	4 575,98	0,00	121 811,17	117 235,19	4 575,98	0,00
	Sous Total compte 231	**117 235,19**	**0,00**	**0,00**	**117 235,19**	**4 575,98**	**0,00**	**121 811,17**	**117 235,19**	**4 575,98**	**0,00**
	Sous Total compte 23	**117 235,19**	**0,00**	**0,00**	**117 235,19**	**4 575,98**	**0,00**	**121 811,17**	**117 235,19**	**4 575,98**	**0,00**
2764	Créances particul et aut pers droit priv	846 384,00	0,00	0,00	0,00	1 289 396,00	0,00	2 135 780,00	0,00	2 135 780,00	0,00
	Sous Total compte 276	**846 384,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 289 396,00**	**0,00**	**2 135 780,00**	**0,00**	**2 135 780,00**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**846 384,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 289 396,00**	**0,00**	**2 135 780,00**	**0,00**	**2 135 780,00**	**0,00**
28131	Bâtiments	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	47 263,86	0,00	47 264,86	0,00	47 264,86
28135	Installations générales, agencements, am	0,00	732 423,44	0,00	0,00	0,00	114 299,21	0,00	846 722,65	0,00	846 722,65
28138	Amort autres constructions	0,00	917 889,27	0,00	0,00	0,00	83 444,58	0,00	1 001 333,85	0,00	1 001 333,85
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**1 650 313,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**245 007,65**	**0,00**	**1 895 321,36**	**0,00**	**1 895 321,36**
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	507 556,04	0,00	0,00	0,00	42 577,90	0,00	550 133,94	0,00	550 133,94
28184	Mobilier	0,00	23 816,75	0,00	0,00	0,00	6 947,48	0,00	30 764,23	0,00	30 764,23
28188	Amort autres	0,00	401 634,16	0,00	0,00	0,00	15 543,21	0,00	417 177,37	0,00	417 177,37
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**933 006,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 068,59**	**0,00**	**998 075,54**	**0,00**	**998 075,54**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**2 583 320,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**310 076,24**	**0,00**	**2 893 396,90**	**0,00**	**2 893 396,90**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**2 583 320,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**310 076,24**	**0,00**	**2 893 396,90**	**0,00**	**2 893 396,90**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 2	**7 483 555,99**	**2 583 320,66**	**117 235,19**	**117 235,19**	**1 539 964,81**	**310 076,24**	**9 140 755,99**	**3 010 632,09**	**9 023 520,80**	**2 893 396,90**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	11 807 825,83	11 807 825,83	0,00	0,00	11 807 825,83	11 807 825,83	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**11 807 825,83**	**11 807 825,83**	**0,00**	**0,00**	**11 807 825,83**	**11 807 825,83**	**0,00**	**0,00**
4041	Fournis immob	0,00	0,00	300 682,58	300 682,58	0,00	0,00	300 682,58	300 682,58	0,00	0,00
	Sous Total compte 404	**0,00**	**0,00**	**300 682,58**	**300 682,58**	**0,00**	**0,00**	**300 682,58**	**300 682,58**	**0,00**	**0,00**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	122 581,85	122 581,85	18 354,63	0,00	0,00	122 581,85	140 936,48	0,00	18 354,63
	Sous Total compte 40	**0,00**	**122 581,85**	**12 231 090,26**	**12 126 863,04**	**0,00**	**0,00**	**12 231 090,26**	**12 249 444,89**	**0,00**	**18 354,63**
411	Clients	50,00	0,00	48 500,00	48 500,00	0,00	0,00	48 550,00	48 500,00	50,00	0,00
4161	Créances douteuses	0,00	0,00	8 500,00	8 500,00	0,00	0,00	8 500,00	8 500,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 416	**0,00**	**0,00**	**8 500,00**	**8 500,00**	**0,00**	**0,00**	**8 500,00**	**8 500,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**50,00**	**0,00**	**57 000,00**	**57 000,00**	**0,00**	**0,00**	**57 050,00**	**57 000,00**	**50,00**	**0,00**
421	Personnel - rémunérations dues	0,00	0,00	342 455,00	342 455,00	0,00	0,00	342 455,00	342 455,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**342 455,00**	**342 455,00**	**0,00**	**0,00**	**342 455,00**	**342 455,00**	**0,00**	**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	0,00	0,00	1 778 772,36	1 778 772,36	0,00	0,00	1 778 772,36	1 778 772,36	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**1 778 772,36**	**1 778 772,36**	**0,00**	**0,00**	**1 778 772,36**	**1 778 772,36**	**0,00**	**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	0,00	0,00	50 614,22	50 614,22	0,00	0,00	50 614,22	50 614,22	0,00	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	0,00	0,00	71 489,64	71 489,64	0,00	0,00	71 489,64	71 489,64	0,00	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	50 411,00	0,00	193 882,00	238 985,00	0,00	0,00	244 293,00	238 985,00	5 308,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**50 411,00**	**0,00**	**315 985,86**	**361 088,86**	**0,00**	**0,00**	**366 396,86**	**361 088,86**	**5 308,00**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	0,00	315,00	315,00	0,00	0,00	315,00	315,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**315,00**	**315,00**	**0,00**	**0,00**	**315,00**	**315,00**	**0,00**	**0,00**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	0,00	0,00	192 889,00	192 889,00	0,00	0,00	192 889,00	192 889,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4458	**0,00**	**0,00**	**192 889,00**	**192 889,00**	**0,00**	**0,00**	**192 889,00**	**192 889,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**50 411,00**	**0,00**	**509 189,86**	**554 292,86**	**0,00**	**0,00**	**559 600,86**	**554 292,86**	**5 308,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**50 411,00**	**0,00**	**2 287 962,22**	**2 333 065,22**	**0,00**	**0,00**	**2 338 373,22**	**2 333 065,22**	**5 308,00**	**0,00**
451007	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	1 015 840,56	0,00	17 135 664,24	17 489 565,74	0,00	0,00	18 151 504,80	17 489 565,74	661 939,06	0,00
	Sous Total compte 451	**1 015 840,56**	**0,00**	**17 135 664,24**	**17 489 565,74**	**0,00**	**0,00**	**18 151 504,80**	**17 489 565,74**	**661 939,06**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**1 015 840,56**	**0,00**	**17 135 664,24**	**17 489 565,74**	**0,00**	**0,00**	**18 151 504,80**	**17 489 565,74**	**661 939,06**	**0,00**
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	0,00	363 203,86	363 203,86	0,00	0,00	363 203,86	363 203,86	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**0,00**	**363 203,86**	**363 203,86**	**0,00**	**0,00**	**363 203,86**	**363 203,86**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	28 300,00	0,00	4 725 540,00	4 753 840,00	0,00	0,00	4 753 840,00	4 753 840,00	0,00	0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	0,00	0,00	28 300,00	28 300,00	0,00	0,00	28 300,00	28 300,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**28 300,00**	**0,00**	**4 753 840,00**	**4 782 140,00**	**0,00**	**0,00**	**4 782 140,00**	**4 782 140,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**28 300,00**	**0,00**	**5 117 043,86**	**5 145 343,86**	**0,00**	**0,00**	**5 145 343,86**	**5 145 343,86**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**28 300,00**	**0,00**	**5 117 043,86**	**5 145 343,86**	**0,00**	**0,00**	**5 145 343,86**	**5 145 343,86**	**0,00**	**0,00**
4712	Viremts réimputés	0,00	0,00	100,08	100,08	0,00	0,00	100,08	100,08	0,00	0,00
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	0,00	5 712 085,02	5 712 462,80	0,00	0,00	5 712 085,02	5 712 462,80	0,00	377,78
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	198,32	4 675 298,32	4 675 100,00	0,00	0,00	4 675 298,32	4 675 298,32	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**198,32**	**10 387 483,42**	**10 387 662,88**	**0,00**	**0,00**	**10 387 483,42**	**10 387 861,20**	**0,00**	**377,78**
4722	DACR commission carte bancaire	0,00	0,00	0,07	0,07	0,00	0,00	0,07	0,07	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	4 675 298,32	4 675 298,32	0,00	0,00	4 675 298,32	4 675 298,32	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**4 675 298,39**	**4 675 298,39**	**0,00**	**0,00**	**4 675 298,39**	**4 675 298,39**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	2,81	0,00	2,01	0,73	0,00	0,00	4,82	0,73	4,09	0,00
	Sous Total compte 478	**2,81**	**0,00**	**2,01**	**0,73**	**0,00**	**0,00**	**4,82**	**0,73**	**4,09**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 47	**2,81**	**198,32**	**15 062 783,82**	**15 062 962,00**	**0,00**	**0,00**	**15 062 786,63**	**15 063 160,32**	**0,00**	**373,69**
	Total classe 4	**1 094 604,37**	**122 780,17**	**52 233 999,40**	**52 557 254,86**	**0,00**	**0,00**	**53 328 603,77**	**52 680 035,03**	**667 301,15**	**18 732,41**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	349 753,70	349 753,70	0,00	0,00	349 753,70	349 753,70	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**349 753,70**	**349 753,70**	**0,00**	**0,00**	**349 753,70**	**349 753,70**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**349 753,70**	**349 753,70**	**0,00**	**0,00**	**349 753,70**	**349 753,70**	**0,00**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	10 770 397,70	122 581,85	10 770 397,70	122 581,85	10 647 815,85	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	159,66	0,00	159,66	0,00	159,66	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 770 557,36**	**122 581,85**	**10 770 557,36**	**122 581,85**	**10 647 975,51**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	334 070,00	0,00	334 070,00	0,00	334 070,00	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**334 070,00**	**0,00**	**334 070,00**	**0,00**	**334 070,00**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	0,00	0,07	0,00	0,07	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	14 084,70	0,00	14 084,70	0,00	14 084,70	0,00
62878	à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	127,89	0,00	127,89	0,00	127,89	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127,89**	**0,00**	**127,89**	**0,00**	**127,89**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 962,59**	**0,00**	**15 962,59**	**0,00**	**15 962,59**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**350 032,66**	**0,00**	**350 032,66**	**0,00**	**350 032,66**	**0,00**
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	8 385,00	0,00	8 385,00	0,00	8 385,00	0,00
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 385,00**	**0,00**	**8 385,00**	**0,00**	**8 385,00**	**0,00**
6743	Subv except fonct	0,00	0,00	0,00	0,00	14 870,14	0,00	14 870,14	0,00	14 870,14	0,00
	Sous Total compte 674	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 870,14**	**0,00**	**14 870,14**	**0,00**	**14 870,14**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 870,14**	**0,00**	**14 870,14**	**0,00**	**14 870,14**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	310 076,24	0,00	310 076,24	0,00	310 076,24	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**310 076,24**	**0,00**	**310 076,24**	**0,00**	**310 076,24**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**310 076,24**	**0,00**	**310 076,24**	**0,00**	**310 076,24**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 453 921,40**	**122 581,85**	**11 453 921,40**	**122 581,85**	**11 331 339,55**	**0,00**
7083	Locations diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**40 000,00**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**40 000,00**
734	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 330 893,12	0,00	5 330 893,12	0,00	5 330 893,12
739	Restitution de la taxe versement mobilit	0,00	0,00	0,00	0,00	26 609,72	0,00	26 609,72	0,00	26 609,72	0,00
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 609,72**	**5 330 893,12**	**26 609,72**	**5 330 893,12**	**0,00**	**5 304 283,40**
7471	Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 121,60	0,00	233 121,60	0,00	233 121,60
7472	Région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 778 457,36	0,00	1 778 457,36	0,00	1 778 457,36
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 011 578,96**	**0,00**	**2 011 578,96**	**0,00**	**2 011 578,96**
748	Autres subv exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 734 598,30	0,00	4 734 598,30	0,00	4 734 598,30
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 746 177,26**	**0,00**	**6 746 177,26**	**0,00**	**6 746 177,26**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 212,00	0,00	97 212,00	0,00	97 212,00
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 212,00**	**0,00**	**97 212,00**	**0,00**	**97 212,00**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 212,00**	**0,00**	**97 212,00**	**0,00**	**97 212,00**
7711	Dédits et pénalites perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 300,00	0,00	50 300,00	0,00	50 300,00
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 300,00**	**0,00**	**50 300,00**	**0,00**	**50 300,00**
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 677,46	0,00	39 677,46	0,00	39 677,46
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 977,46**	**0,00**	**89 977,46**	**0,00**	**89 977,46**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 609,72**	**12 304 259,84**	**26 609,72**	**12 304 259,84**	**26 609,72**	**12 304 259,84**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total général	8 752 295,59	8 752 295,59	53 210 965,09	53 172 620,80	13 060 173,39	13 098 517,68	75 023 434,07	75 023 434,07	21 262 583,91	21 262 583,91

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	106 412 540,00	94 856 330,55	0,00	94 856 330,55
RECETTES	106 412 540,00	101 056 918,56	0,00	101 056 918,56
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	26 677 100,00	14 022 011,83	4 712 065,56	18 734 077,39
RECETTES	26 677 100,00	13 167 027,84	2 054 211,23	15 221 239,07

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET ACCM - Budget Annexe de l'Assainissement / Numéro SIRET : 24130041700029

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	17 304 750,00	8 384 149,13	0,00	8 384 149,13
RECETTES	17 304 750,00	10 805 413,40	0,00	10 805 413,40
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	14 436 000,00	6 469 621,39	634 955,55	7 104 576,94
RECETTES	14 436 000,00	5 554 524,76	1 970 102,72	7 524 627,48

BUDGET ACCM - Budget Annexe de l'Eau / Numéro SIRET : 24130041700037

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	14 730 000,00	8 471 547,22	0,00	8 471 547,22
RECETTES	14 730 000,00	10 001 340,66	0,00	10 001 340,66
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	10 360 150,00	3 718 083,82	904 341,11	4 622 424,93
RECETTES	10 360 150,00	2 838 126,51	2 161 641,18	4 999 767,69

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Montmajour / Numéro SIRET : 24130041700060

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 764 315,90	437 732,21	0,00	437 732,21
RECETTES	1 764 315,90	437 732,21	0,00	437 732,21
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21
RECETTES	875 464,42	437 732,21	0,00	437 732,21

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Ferrand / Numéro SIRET : 24130041700052

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	1 546 915,12	974 174,67	0,00	974 174,67
RECETTES	1 546 915,12	974 924,95	0,00	974 924,95
INVESTISSEMENT				

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Ferrand / Numéro SIRET : 24130041700052				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
DEPENSES	1 816 655,94	844 231,27	0,00	844 231,27
RECETTES	1 816 655,94	972 424,67	0,00	972 424,67

BUDGET ACCM - Budget Annexe Zone Roubian / Numéro SIRET : 24130041700078				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	2 080 647,07	290 738,07	0,00	290 738,07
RECETTES	2 080 647,07	897 350,00	0,00	897 350,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 355 700,78	0,00	0,00	0,00
RECETTES	2 355 700,78	290 738,07	0,00	290 738,07

BUDGET ACCM - Budget Annexe Réseau Transports / Numéro SIRET : 24130041700094				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	12 817 250,00	11 357 949,27	0,00	11 357 949,27
RECETTES	12 817 250,00	12 304 259,84	0,00	12 304 259,84
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 031 334,75	1 579 642,27	129 557,96	1 709 200,23
RECETTES	2 031 334,75	671 675,99	0,00	671 675,99

BUDGET ACCM - Budget Annexe ZAE Papet Etienne / Numéro SIRET : 24130041700102				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	8 541 550,58	5 286 645,39	0,00	5 286 645,39
RECETTES	8 541 550,58	5 294 413,61	0,00	5 294 413,61
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	7 228 316,16	5 286 645,39	0,00	5 286 645,39
RECETTES	7 228 316,16	3 099 992,58	0,00	3 099 992,58

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	165 197 968,67	130 059 266,51	0,00	130 059 266,51
RECETTES	165 197 968,67	141 772 353,23	0,00	141 772 353,23
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	65 780 722,05	32 357 968,18	6 380 920,18	38 738 888,36
RECETTES	65 780 722,05	27 032 242,63	6 185 955,13	33 218 197,76
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	230 978 690,72	162 417 234,69	6 380 920,18	168 798 154,87
TOTAL AGREGE DES RECETTES	230 978 690,72	168 804 595,86	6 185 955,13	174 990 550,99

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) — B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES OPÉRATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)	B1.5

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPÉ D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1) — B1.6

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENÉGOCIES AU COURS DE L'ANNÉE N (1) — B1.7

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.8

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €		08/04/2019
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Subventions amortissables reçues	0	01/01/2000
L	SUBVENTION DEPARTEMENT	0	01/01/2000
L	Autre subvention	0	01/01/2000
L	Installation matériel et outillage techn	15	01/01/2000
L	Logiciels	2	03/04/2019
L	Mobilier	10	03/04/2019
L	Matériel de bureau	5	03/04/2019
L	Matériel informatique	4	03/04/2019
L	Bâtiments légers - Abris bus	10	03/04/2019
L	Aménagement des bâtiments, installation	15	03/04/2019
L	Autres constructions	40	03/04/2019
L	Frais d'étude	5	03/04/2019
L	Frais d'insertion	5	03/04/2019
L	Bâtiment	15	03/04/2019
L	Agencements des bâtimets, autres	15	08/04/2019

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
01/01/2024 - concession fonctionnement	Transdev Arles	Transdev Arles	personne morale de droit privé	10 314 300,00
01/01/2024 - concession investissement	Transdev Arles	Transdev Arles	personne morale de droit privé	1 300 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-242 027,02**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-119 572,73**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-361 599,75**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**361 599,75**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-361 599,75**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**39 700,00**	**39 677,46**	**129 557,96**	**169 235,42**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**1 669 735,00**	**310 076,24**	**0,00**	**310 076,24**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**1 630 035,00**	**270 398,78**	**-129 557,96**	**140 840,82**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-242 027,02**			**-242 027,02**
Affectation au 106 (C)	**361 599,75**	**361 599,75**		**361 599,75**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**119 572,73**			**119 572,73**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**260 413,55**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**39 700,00**	**I 39 677,46**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**39 700,00**	**39 677,46**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*39 700,00*	*39 677,46*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 669 735,00**	**III**	**310 076,24**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 669 735,00**		**310 076,24**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28131	*Bâtiments*	*47 263,86*		*47 263,86*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*114 299,22*		*114 299,21*
28138	*Autres constructions*	*83 444,58*		*83 444,58*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*42 577,90*		*42 577,90*
28184	*Mobilier*	*6 955,09*		*6 947,48*
28188	*Autres*	*15 543,21*		*15 543,21*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 359 651,14*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	D1.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION - ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	D1.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	D1.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 10/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Fabien LAURAND	du 01/01/2025	au 10/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LEVY Nadine (1018070131-0), Contrôleur principal des Finances Publiques **A DRFiP DE PACA ET DES BOUCHES..., le 13/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

LAURAND Fabien (1013926647-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ARLES, le 13/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°8 : Finances / Compte financier unique 2025 - Budget annexe de la zone des Papeteries Etienne

Rapporteur : Jérémie BECCIU

Nomenclature ACTES : 7.1

A compter de l'exercice 2025, le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au Compte Administratif (CA) et au Compte de Gestion (CG).
Il constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la lisibilité de l'information financière.
Le CFU 2025 du budget annexe de la zone des Papeteries Etienne, après prise en compte des restes à réaliser, s'établit comme suit :

Budget annexe ZAE Papeteries Etienne

NATURE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Recettes	3 099 992,58 €	5 294 413,61 €	8 394 406,19 €
Dépenses	5 286 645,39 €	5 286 645,39 €	10 573 290,78 €
Résultat exercice 2025	**- 2 186 652,81 €**	**7 768,22 €**	**- 2 178 884,59 €**
Report antérieur	- 972 241,58 €	446 476,00 €	- 525 765,58 €
Résultat de clôture	**- 3 158 894,39 €**	**454 244,22 €**	**- 2 704 650,17 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**	**- €**
Résultat cumulé	**- 3 158 894,39 €**	**454 244,22 €**	**- 2 704 650,17 €**

Vu l'article L1612-12 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le CFU constitue l'arrêté des comptes ;

Vu l'article L2121-14 du code général des collectivités territoriales précisant que dans les séances où le CFU est débattu, le Président peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote ;

Considérant qu'ACCM a choisi d'adopter le CFU à compter de l'exercice 2025 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Étant précisé que Patrick de Carolis, président de la communauté d'agglomération, s'est retiré au moment du vote du compte financier unique.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER le Compte Financier Unique 2025;

2 - ARRÊTER les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus ;

3 - PRENDRE ACTE de l'état des restes à réaliser ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI : ACCM - Budget Annexe ZAE Papet Etienne (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE ACCM - Budget Principal

Numéro SIRET : 24130041700102

POSTE COMPTABLE : La Tresorerie Arles Municipale

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : 07908 - Budget Papet Etienne (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
D - Bilan synthétique 9
E - Compte de résultat synthétique 10
F - Taux des contributions et produits afférents en N Sans Objet

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 12

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 13
A1.2 - Recettes d'investissement 14
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 15
A2.2 - Recettes de fonctionnement 16

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 17
B2 - Recettes d'investissement 19
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21
D1 - Dépenses de fonctionnement 22
D2 - Recettes de fonctionnement 24

III - Etats financiers

A - Bilan 26
B - Compte de résultat 30
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 33
D - Balance des comptes 34

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 37
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 38
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 39
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 41
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 48

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 55

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 56

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	84 617

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	7 228 316,16	8 095 074,58	15 323 390,74
	Recettes réalisées (1)	B	3 099 992,58	5 294 413,61	8 394 406,19
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	6 256 074,58	8 541 550,58	14 797 625,16
	Dépenses réalisées (1)	E	5 286 645,39	5 286 645,39	10 573 290,78
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-2 186 652,81	7 768,22	-2 178 884,59
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-972 241,58	446 476,00	-525 765,58
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-3 158 894,39	454 244,22	-2 704 650,17
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-3 158 894,39	454 244,22	-2 704 650,17

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
CAACCM - ZAE PAPET. ETIENNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-972 241,58	0,00	-2 186 652,81	0,00	-3 158 894,39
Fonctionnement	446 476,00	0,00	7 768,22	0,00	454 244,22
Sous-Total	-525 765,58	0,00	-2 178 884,59	0,00	-2 704 650,17
TOTAL II	**-525 765,58**	**0,00**	**-2 178 884,59**	**0,00**	**-2 704 650,17**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-525 765,58**	**0,00**	**-2 178 884,59**	**0,00**	**-2 704 650,17**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	5 286,65
Créances	294,82
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**5 581,46**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**5 581,46**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	0,00
Report à nouveau	446,48
Résultat de l'exercice	7,77
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**454,24**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	2 127,75
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**2 127,75**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	63,60
Autres dettes non financières	2 935,87
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**2 999,47**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**5 127,22**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**5 581,46**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	7,77	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée	2 186,65	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**2 194,42**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	2 186,65	0,00
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**2 186,65**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**7,77**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**7,77**	**0,00**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*6 256 074,58*	*5 286 645,39*	*84,50*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**6 256 074,58**	**5 286 645,39**	**84,50**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**6 256 074,58**	**5 286 645,39**	**84,50**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**972 241,58**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**7 228 316,16**	**5 286 645,39**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 842 847,58	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 842 847,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*2 285 476,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*3 099 992,58*	*3 099 992,58*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**5 385 468,58**	**3 099 992,58**	**57,56**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**7 228 316,16**	**3 099 992,58**	**42,89**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**7 228 316,16**	**3 099 992,58**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	3 156 082,00	2 186 652,81	0,00	2 186 652,81	69,28	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 156 082,00**	**2 186 652,81**	**0,00**	**2 186 652,81**	**69,28**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**3 156 082,00**	**2 186 652,81**	**0,00**	**2 186 652,81**	**69,28**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 285 476,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*3 099 992,58*	*3 099 992,58*	*0,00*	*3 099 992,58*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**5 385 468,58**	**3 099 992,58**	**0,00**	**3 099 992,58**	**57,56**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**8 541 550,58**	**5 286 645,39**	**0,00**	**5 286 645,39**	**61,89**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**8 541 550,58**	**5 286 645,39**	**0,00**	**5 286 645,39**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	414 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 425 000,00	7 768,22	0,00	7 768,22	0,55	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 839 000,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**	**0,42**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**1 839 000,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**	**0,42**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*6 256 074,58*	*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*	*84,50*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**6 256 074,58**	**5 286 645,39**	**0,00**	**5 286 645,39**	**84,50**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**8 095 074,58**	**5 294 413,61**	**0,00**	**5 294 413,61**	**65,40**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**446 476,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**8 541 550,58**	**5 294 413,61**	**0,00**	**5 294 413,61**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3351	*Terrains*	*0,00*	*1 238 251,74*	*0,00*	*1 238 251,74*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*855 216,93*	*0,00*	*855 216,93*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*3 193 176,72*	*0,00*	*3 193 176,72*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*6 256 074,58*	*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*	*969 429,19*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		*6 256 074,58*	*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*	*969 429,19*
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		6 256 074,58	5 286 645,39	0,00	5 286 645,39	969 429,19
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		972 241,58	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		7 228 316,16	5 286 645,39	0,00	5 286 645,39	1 941 670,77

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	1 842 847,58	0,00	0,00	0,00	1 842 847,58
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 842 847,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 842 847,58**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 285 476,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3351	*Terrains*	*0,00*	*1 238 251,74*	*0,00*	*1 238 251,74*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*765 839,24*	*0,00*	*765 839,24*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*1 095 901,60*	*0,00*	*1 095 901,60*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*3 099 992,58*	*3 099 992,58*	*0,00*	*3 099 992,58*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***5 385 468,58***	***3 099 992,58***	***0,00***	***3 099 992,58***	***2 285 476,00***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'investissement de l'exercice		7 228 316,16	3 099 992,58	0,00	3 099 992,58	4 128 323,58
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		7 228 316,16	3 099 992,58	0,00	3 099 992,58	4 128 323,58

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)	0,00	103 411,70	14 034,00	89 377,70	0,00
605	Achats de matériel, équipements et travaux	0,00	2 097 275,11	0,00	2 097 275,11	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	3 156 082,00	2 200 686,81	14 034,00	2 186 652,81	969 429,19
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 156 082,00**	**2 200 686,81**	**14 034,00**	**2 186 652,81**	**969 429,19**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**3 156 082,00**	**2 200 686,81**	**14 034,00**	**2 186 652,81**	**969 429,19**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 285 476,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*3 099 992,58*	*0,00*	*3 099 992,58*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 099 992,58*	*3 099 992,58*	*0,00*	*3 099 992,58*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 385 468,58***	***3 099 992,58***	***0,00***	***3 099 992,58***	***2 285 476,00***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**8 541 550,58**	**5 300 679,39**	**14 034,00**	**5 286 645,39**	**3 254 905,19**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section de fonctionnement		8 541 550,58	5 300 679,39	14 034,00	5 286 645,39	3 254 905,19

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	414 000,00	0,00	0,00	0,00	414 000,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres	0,00	7 768,22	0,00	7 768,22	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	1 425 000,00	7 768,22	0,00	7 768,22	1 417 231,78
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**1 839 000,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**	**1 831 231,78**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**1 839 000,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**	**1 831 231,78**
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*6 256 074,58*	*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*	*969 429,19*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***6 256 074,58***	***5 286 645,39***	***0,00***	***5 286 645,39***	***969 429,19***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**8 095 074,58**	**5 294 413,61**	**0,00**	**5 294 413,61**	**2 800 660,97**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**446 476,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**8 541 550,58**	**5 294 413,61**	**0,00**	**5 294 413,61**	**3 247 136,97**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		5 286 645,39	0,00	5 286 645,39	3 099 992,58
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		294 817,53	0,00	294 817,53	201 014,07
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**5 581 462,92**	**0,00**	**5 581 462,92**	**3 301 006,65**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,75	0,00	0,75	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**5 581 463,67**	**0,00**	**5 581 463,67**	**3 301 006,65**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		0,00	0,00
REPORT A NOUVEAU		446 476,00	75 000,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		7 768,22	371 476,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**454 244,22**	**446 476,00**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		2 127 751,00	2 127 751,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**2 127 751,00**	**2 127 751,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		63 598,62	16 108,00
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		2 935 869,83	710 671,34
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**2 999 468,45**	**726 779,34**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**5 127 219,45**	**2 854 530,34**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		0,00	0,31
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**5 581 463,67**	**3 301 006,65**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		7 768,22	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		0,00	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		2 186 652,81	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**2 194 421,03**	**0,00**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		2 186 652,81	0,00	0,00
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**2 186 652,81**	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**7 768,22**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		7 768,22	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L'annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	75 000,00	0,00	371 476,00	0,00	0,00	0,00	446 476,00	0,00	446 476,00
	Sous Total compte 11	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**371 476,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**446 476,00**	**0,00**	**446 476,00**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	371 476,00	371 476,00	0,00	0,00	0,00	371 476,00	371 476,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**371 476,00**	**371 476,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**371 476,00**	**371 476,00**	**0,00**	**0,00**
168741	Communes membres du GFP	0,00	2 127 751,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 127 751,00	0,00	2 127 751,00
	Sous Total compte 16874	**0,00**	**2 127 751,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 127 751,00**	**0,00**	**2 127 751,00**
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**2 127 751,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 127 751,00**	**0,00**	**2 127 751,00**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**2 127 751,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 127 751,00**	**0,00**	**2 127 751,00**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**2 127 751,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 127 751,00**	**0,00**	**2 127 751,00**
	Total classe 1	**0,00**	**2 574 227,00**	**371 476,00**	**371 476,00**	**0,00**	**0,00**	**371 476,00**	**2 945 703,00**	**0,00**	**2 574 227,00**
3351	Terrains	1 238 251,74	0,00	0,00	0,00	1 238 251,74	1 238 251,74	2 476 503,48	1 238 251,74	1 238 251,74	0,00
3354	Études et prestations de services	765 839,24	0,00	0,00	0,00	855 216,93	765 839,24	1 621 056,17	765 839,24	855 216,93	0,00
3355	Travaux	1 095 901,60	0,00	0,00	0,00	3 193 176,72	1 095 901,60	4 289 078,32	1 095 901,60	3 193 176,72	0,00
	Sous Total compte 335	**3 099 992,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 286 645,39**	**3 099 992,58**	**8 386 637,97**	**3 099 992,58**	**5 286 645,39**	**0,00**
	Sous Total compte 33	**3 099 992,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 286 645,39**	**3 099 992,58**	**8 386 637,97**	**3 099 992,58**	**5 286 645,39**	**0,00**
	Total classe 3	**3 099 992,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 286 645,39**	**3 099 992,58**	**8 386 637,97**	**3 099 992,58**	**5 286 645,39**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	2 632 003,33	2 632 003,33	0,00	0,00	2 632 003,33	2 632 003,33	0,00	0,00
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie	0,00	16 108,00	0,00	47 490,62	0,00	0,00	0,00	63 598,62	0,00	63 598,62
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**16 108,00**	**0,00**	**47 490,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 598,62**	**0,00**	**63 598,62**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**16 108,00**	**2 632 003,33**	**2 679 493,95**	**0,00**	**0,00**	**2 632 003,33**	**2 695 601,95**	**0,00**	**63 598,62**
	Sous Total compte 40	**0,00**	**16 108,00**	**2 632 003,33**	**2 679 493,95**	**0,00**	**0,00**	**2 632 003,33**	**2 695 601,95**	**0,00**	**63 598,62**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	431 317,31	431 317,31	0,00	0,00	431 317,31	431 317,31	0,00	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	18 614,00	0,00	582 360,00	595 553,00	0,00	0,00	600 974,00	595 553,00	5 421,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**18 614,00**	**0,00**	**1 013 677,31**	**1 026 870,31**	**0,00**	**0,00**	**1 032 291,31**	**1 026 870,31**	**5 421,00**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	24 206,00	24 206,00	0,00	0,00	24 206,00	24 206,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**24 206,00**	**24 206,00**	**0,00**	**0,00**	**24 206,00**	**24 206,00**	**0,00**	**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	180 000,00	0,00	496 718,00	396 718,00	0,00	0,00	676 718,00	396 718,00	280 000,00	0,00
44585	TVA à régulariser - Retenue de garantie	2 400,07	0,00	6 996,46	0,00	0,00	0,00	9 396,53	0,00	9 396,53	0,00
	Sous Total compte 4458	**182 400,07**	**0,00**	**503 714,46**	**396 718,00**	**0,00**	**0,00**	**686 114,53**	**396 718,00**	**289 396,53**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**201 014,07**	**0,00**	**1 541 597,77**	**1 447 794,31**	**0,00**	**0,00**	**1 742 611,84**	**1 447 794,31**	**294 817,53**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**201 014,07**	**0,00**	**1 541 597,77**	**1 447 794,31**	**0,00**	**0,00**	**1 742 611,84**	**1 447 794,31**	**294 817,53**	**0,00**
451008	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	710 671,34	345 280,22	2 570 478,71	0,00	0,00	345 280,22	3 281 150,05	0,00	2 935 869,83
	Sous Total compte 451	**0,00**	**710 671,34**	**345 280,22**	**2 570 478,71**	**0,00**	**0,00**	**345 280,22**	**3 281 150,05**	**0,00**	**2 935 869,83**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**710 671,34**	**345 280,22**	**2 570 478,71**	**0,00**	**0,00**	**345 280,22**	**3 281 150,05**	**0,00**	**2 935 869,83**
46721	Débiteurs divers - Amiable	0,00	0,00	28 068,00	28 068,00	0,00	0,00	28 068,00	28 068,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**0,00**	**0,00**	**28 068,00**	**28 068,00**	**0,00**	**0,00**	**28 068,00**	**28 068,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**0,00**	**0,00**	**28 068,00**	**28 068,00**	**0,00**	**0,00**	**28 068,00**	**28 068,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**0,00**	**0,00**	**28 068,00**	**28 068,00**	**0,00**	**0,00**	**28 068,00**	**28 068,00**	**0,00**	**0,00**
47138	Autres	0,00	0,00	7 768,22	7 768,22	0,00	0,00	7 768,22	7 768,22	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**7 768,22**	**7 768,22**	**0,00**	**0,00**	**7 768,22**	**7 768,22**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**7 768,22**	**7 768,22**	**0,00**	**0,00**	**7 768,22**	**7 768,22**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,31	1,85	0,79	0,00	0,00	1,85	1,10	0,75	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,31**	**1,85**	**0,79**	**0,00**	**0,00**	**1,85**	**1,10**	**0,75**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 47	**0,00**	**0,31**	**7 770,07**	**7 769,01**	**0,00**	**0,00**	**7 770,07**	**7 769,32**	**0,75**	**0,00**
	Total classe 4	**201 014,07**	**726 779,65**	**4 554 719,39**	**6 733 603,98**	**0,00**	**0,00**	**4 755 733,46**	**7 460 383,63**	**294 818,28**	**2 999 468,45**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	8 386 637,97	8 386 637,97	0,00	0,00	8 386 637,97	8 386 637,97	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**8 386 637,97**	**8 386 637,97**	**0,00**	**0,00**	**8 386 637,97**	**8 386 637,97**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**8 386 637,97**	**8 386 637,97**	**0,00**	**0,00**	**8 386 637,97**	**8 386 637,97**	**0,00**	**0,00**
6045	Achats d'études et de prestations de ser	0,00	0,00	0,00	0,00	103 411,70	14 034,00	103 411,70	14 034,00	89 377,70	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 411,70**	**14 034,00**	**103 411,70**	**14 034,00**	**89 377,70**	**0,00**
605	Achats de matériel, équipements et trava	0,00	0,00	0,00	0,00	2 097 275,11	0,00	2 097 275,11	0,00	2 097 275,11	0,00
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 200 686,81**	**14 034,00**	**2 200 686,81**	**14 034,00**	**2 186 652,81**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 200 686,81**	**14 034,00**	**2 200 686,81**	**14 034,00**	**2 186 652,81**	**0,00**
7133	Variation des en-cours de production de	0,00	0,00	0,00	0,00	3 099 992,58	5 286 645,39	3 099 992,58	5 286 645,39	0,00	2 186 652,81
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 099 992,58**	**5 286 645,39**	**3 099 992,58**	**5 286 645,39**	**0,00**	**2 186 652,81**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 099 992,58**	**5 286 645,39**	**3 099 992,58**	**5 286 645,39**	**0,00**	**2 186 652,81**
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 768,22	0,00	7 768,22	0,00	7 768,22
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**	**0,00**	**7 768,22**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 099 992,58**	**5 294 413,61**	**3 099 992,58**	**5 294 413,61**	**0,00**	**2 194 421,03**
	Total général	**3 301 006,65**	**3 301 006,65**	**13 312 833,36**	**15 491 717,95**	**10 587 324,78**	**8 408 440,19**	**27 201 164,79**	**27 201 164,79**	**7 768 116,48**	**7 768 116,48**

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-972 241,58**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-972 241,58**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-972 241,58**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-972 241,58**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**2 285 476,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**2 285 476,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-972 241,58**			**-972 241,58**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-972 241,58**			**-972 241,58**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-972 241,58**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	I	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 285 476,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 285 476,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 285 476,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 10/04/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Fabien LAURAND	du 01/01/2025	au 10/04/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LEVY Nadine (1018070131-0), Contrôleur principal des Finances Publiques **A DRFiP DE PACA ET DES BOUCHES..., le 13/04/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

LAURAND Fabien (1013926647-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie **A ARLES, le 13/04/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°9 : Finances / Affectation du résultat 2025 - budget principal et budgets annexes

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

En application des dispositions des instructions budgétaires et comptables en vigueur, l'assemblée délibérante doit procéder à l'affectation du résultat constaté au compte financier unique de l'exercice.
Il est donc proposé au conseil communautaire de se prononcer sur l'affectation du résultat de l'exercice 2025 pour le budget principal, et les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement et des transports urbains.

Pour les budgets annexes des opérations d'aménagement de lotissement ou de zones d'activités économiques, il ne peut y avoir par principe d'affectation de résultat. Il est donc proposé au conseil communautaire de se prononcer uniquement sur le report des soldes d'exécution de chaque section.

Le détail de l'affectation des résultats et du report des soldes d'exécution est repris pour chaque budget dans le corps de la délibération.

Budget Principal - Affectation 2026

NATURE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Recettes	101 056 918,56 €	13 167 027,84 €
Dépenses	94 856 330,55 €	14 022 011,83 €
Résultat exercice 2025	**6 200 588,01 €**	**- 854 983,99 €**
Report antérieur	6 318 547,93 €	- 1 843 516,91 €
Résultat de clôture	**12 519 135,94 €**	**- 2 698 500,90 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	2 054 211,23 €
Restes à réaliser en dépenses	- €	4 712 065,56 €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- 2 657 854,33 €**
Besoin de financement de la section d'investissement		**- 5 356 355,23 €**
Affection compte 1068 - Dotation fonds divers et réserves		**5 356 355,23 €**
Déficit reporté en section d'investissement		**- 2 698 500,90 €**
Excédent reporté en section de fonctionnement	**7 162 780,71 €**	

Il est proposé d'affecter le résultat de clôture au financement de la section d'investissement à hauteur de 5 356 355,23€ au compte 1068 dotations et réserves.

Budget Eau - Affectation 2026		
NATURE	**FONCTIONNEMENT**	**INVESTISSEMENT**
Recettes	10 001 340,66 €	2 838 126,51 €
Dépenses	8 471 547,22 €	3 718 083,82 €
Résultat exercice 2025	**1 529 793,44 €**	**- 879 957,31 €**
Report antérieur	4 263 021,54 €	1 532 131,76 €
Résultat de clôture	**5 792 814,98 €**	**652 174,45 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	2 161 641,18 €
Restes à réaliser en dépenses	- €	904 341,11 €
Solde restes à réaliser	**- €**	**1 257 300,07 €**
Besoin de financement de la section d'investissement		**- €**
Affection compte 1068 - Dotation fonds divers et réserves		**- €**
Excédent reporté en section d'investissement		**1 909 474,52 €**
Excédent reporté en section de fonctionnement	**5 792 814,98 €**	

La section d'investissement étant excédentaire, il n'est pas proposé d'affectation au compte 1068 dotations et réserves.

Budget Assainissement - Affectation 2026		
NATURE	**FONCTIONNEMENT**	**INVESTISSEMENT**
Recettes	10 805 413,40 €	5 554 524,76 €
Dépenses	8 384 149,13 €	6 469 621,39 €
Résultat exercice 2025	**2 421 264,27 €**	**- 915 096,63 €**
Report antérieur	5 533 482,03 €	- 2 152 928,96 €
Résultat de clôture	**7 954 746,30 €**	**- 3 068 025,59 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	1 970 102,72 €
Restes à réaliser en dépenses	- €	634 955,55 €
Solde restes à réaliser	**- €**	**1 335 147,17 €**
Besoin de financement de la section d'investissement		**- 1 732 878,42 €**
Affection compte 1068 - Dotation fonds divers et réserves		**1 732 878,42 €**
Déficit reporté en section d'investissement		**- 3 068 025,59 €**
Excédent reporté en section de fonctionnement	**6 221 867,88 €**	

Il est proposé d'affecter le résultat de clôture au financement de la section d'investissement à hauteur de 1 732 878,42 € au compte 1068 dotations et réserves.

Budget Transport - Affectation 2026		
NATURE	**FONCTIONNEMENT**	**INVESTISSEMENT**
Recettes	12 304 259,84 €	671 675,99 €
Dépenses	11 357 949,27 €	1 579 642,27 €
Résultat exercice 2025	**946 310,57 €**	**- 907 966,28 €**
Report antérieur	852 251,47 €	- 242 027,02 €
Résultat de clôture	**1 798 562,04 €**	**- 1 149 993,30 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	129 557,96 €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- 129 557,96 €**
Besoin de financement de la section d'investissement		**- 1 279 551,26 €**
Affection compte 1068 - Dotation fonds divers et réserves		**1 279 551,26 €**
Déficit reporté en section d'investissement		**- 1 149 993,30 €**
Excédent reporté en section de fonctionnement	**519 010,78 €**	

Il est proposé d'affecter le résultat de clôture au financement de la section d'investissement à hauteur de 1 279 551,26 € au compte 1068 dotations et réserves.

Budget annexe ZAE Montmajour		
NATURE	**FONCTIONNEMENT**	**INVESTISSEMENT**
Recettes	437 732,21 €	437 732,21 €
Dépenses	437 732,21 €	437 732,21 €
Résultat exercice 2024	**- €**	**- €**
Report antérieur	1 326 583,69 €	- 437 732,21 €
Résultat de clôture	**1 326 583,69 €**	**- 437 732,21 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**
Déficit reporté en section d'investissement		**- 437 732,21 €**
Excédent reporté en section de fonctionnement	**1 326 583,69 €**	

Il est proposé de reporter les soldes d'exécution de l'exercice définis ci-dessus.

Budget annexe ZAE Roubian		
NATURE	**FONCTIONNEMENT**	**INVESTISSEMENT**
Recettes	897 350,00 €	290 738,07 €
Dépenses	290 738,07 €	- €
Résultat exercice 2024	**606 611,93 €**	**290 738,07 €**
Report antérieur	538 420,13 €	- 1 710 823,84 €
Résultat de clôture	**1 145 032,06 €**	**- 1 420 085,77 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**
Déficit reporté en section d'investissement		**- 1 420 085,77 €**
Excédent reporté en section de fonctionnement	**1 145 032,06 €**	

Il est proposé de reporter les soldes d'exécution de l'exercice définis ci-dessus.

Budget annexe ZAE Ferrand		
NATURE	**FONCTIONNEMENT**	**INVESTISSEMENT**
Recettes	974 924,95 €	972 424,67 €
Dépenses	974 174,67 €	844 231,27 €
Résultat exercice 2024	**750,28 €**	**128 193,40 €**
Report antérieur	571 990,45 €	- 972 424,67 €
Résultat de clôture	**572 740,73 €**	**- 844 231,27 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**
Déficit reporté en section d'investissement		**- 844 231,27 €**
Excédent reporté en section de fonctionnement	**572 740,73 €**	

Il est proposé de reporter les soldes d'exécution de l'exercice définis ci-dessus.

Budget annexe ZAE Papeteries Etienne		
NATURE	**FONCTIONNEMENT**	**INVESTISSEMENT**
Recettes	5 294 413,61 €	3 099 992,58 €
Dépenses	5 286 645,39 €	5 286 645,39 €
Résultat exercice 2024	**7 768,22 €**	**- 2 186 652,81 €**
Report antérieur	446 476,00 €	- 972 241,58 €
Résultat de clôture	**454 244,22 €**	**- 3 158 894,39 €**
Restes à réaliser en recettes	- €	- €
Restes à réaliser en dépenses	- €	- €
Solde restes à réaliser	**- €**	**- €**
Déficit reporté en section d'investissement		**- 3 158 894,39 €**
Excédent reporté en section de fonctionnement	**454 244,22 €**	

Il est proposé de reporter les soldes d'exécution de l'exercice définis ci-dessus.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - DÉCIDER d'affecter le résultat 2025 de la section de fonctionnement comme indiqué ci-après :

- Budget principal : 5 356 355,23€ sont affectés en réserves au compte 1068.
- Budget annexe de l'eau : 0€ en réserves au compte 1068.
- Budget annexe de l'assainissement : 1 732 878,42€ en réserves au compte 1068.
- Budget annexe des réseaux de transports : 1 279 551,26€ en réserves au compte 1068.

2 - DÉCIDER de reporter les soldes d'exécution de l'exercice 2025 des budgets annexes d'aménagement des zones d'activités économiques comme indiqué dans les tableaux ci-dessus ;

3 - INDIQUER que ces sommes sont reprises aux budgets primitifs 2026.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°10 : Finances / Budget principal - Subvention d'équilibre au budget annexe réseau de transports urbains

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Pour assurer l'équilibre du budget annexe du réseau de transports urbains, il est nécessaire qu'une subvention d'équilibre soit versée par le budget principal.
Pour l'exercice 2026, le montant de cette subvention d'équilibre est fixé à 4 753 224,22 € aux budgets primitifs du budget principal et du budget annexe.

Dans le cadre de la compétence obligatoire « organisation de la mobilité », les opérations budgétaires correspondantes sont individualisées au sein du budget annexe du réseau de transports urbains depuis 2019.

L'article L.1221-12 du code des transports autorise un financement par les collectivités publiques au bénéfice des services de transports publics de personnes (M43), dérogeant ainsi au principe d'équilibre financier des SPIC posé par l'article L.2224-2.

Ce service peut donc être financé partiellement par le budget principal.

Ainsi afin d'équilibrer le budget annexe de l'exercice 2026, une subvention d'équilibre de 4 753 224,22€ est nécessaire.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER la subvention d'équilibre du budget principal au budget annexe du réseau de transports urbains ;

2 - PRÉCISER que les crédits nécessaires sont ouverts au budget principal de l'exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°11 : Finances / Stratégie financière / Vote des taux de fiscalité directe locale et du produit de taxe GEMAPI 2026

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.2

La communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) dispose d'un pouvoir de décision sur certains produits de fiscalité. Il est nécessaire de voter avant le 30 avril, soit les taux applicables, soit le produit attendu, pour les impôts et taxes suivants :
- la cotisation foncière des entreprises (CFE),
- la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS),
- la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB),
- la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB),
- la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM),
- la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (TGEMAPI).
A ce jour, ACCM n'applique pas de taux sur la TFPB.

Depuis 2021, les bases d'imposition des impôts fonciers des établissements industriels sont réduites de moitié afin d'accompagner leur effort économique. La perte de ressources induite pour les collectivités et les EPCI est compensée par l'État en tenant compte du dynamisme structurel des bases ; en revanche, les hausses éventuelles de taux ne s'appliquent plus que sur les 50 % de bases non réduites ;

Pour 2026, il est proposé :
- de reconduire les taux votés en 2025 pour la CFE, la THRS, la TFPNB et la TEOM ;
- de reconduire le produit de TGEMAPI attendu à 2.060.000 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général des impôts, et notamment les articles 1379-0 bis, 1530 bis, 1609 nonies C, 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B undecies et 1639 A ;

Considérant qu'ACCM dispose d'un pouvoir de taux sur la cotisation foncière des entreprises, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. ACCM peut également fixer le produit de taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, dans la limite maximale de 40 €/habitant (population DGF).

ACCM n'applique pas à ce jour de taux sur la taxe foncière sur les propriétés bâties. Il est proposé pour les impôts suivants de reconduire les taux au 1er janvier 2026 tel qu'indiqué ci-dessous :

- Taux de cotisation foncière des entreprises : 31,11 %

- Taux de taxe d’habitation sur les résidences secondaires : 10,22%
- Taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties : 2,62%

Il est proposé pour la taxe d’enlèvement des ordures ménagères de reconduire les taux au 1er janvier 2026 tel qu’indiqué ci-dessous :

- Arles : 18,67 %
- Boulbon : 14,52 %
- Les Saintes-Maries-de-la-Mer : 16,85 %
- Saint-Martin-de-Crau : 13,02 %
- Saint-Pierre-de-Mézoargues : 10,81 %
- Tarascon : 16,28 %

S’agissant de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, il appartient à notre EPCI de voter le produit attendu. Il est proposé de voter pour 2026 un produit attendu de 2 060 000 € en concordance avec le montant prévisionnel des dépenses.

Compte tenu de ces éléments,

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - FIXER pour l’année 2026 les taux de fiscalité directe locale suivants :

- Taux de cotisation foncière des entreprises : 31,11 % ;
- Taux de taxe d’habitation sur les résidences secondaires : 10,22% ;
- Taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties : 2,62%.
- Taux de taxe d’enlèvement des ordures ménagères :
    - Arles : 18,67 %
    - Boulbon : 14,52 %
    - Les Saintes-Maries-de-la-Mer : 16,85 %
    - Saint-Martin-de-Crau : 13,02 %
    - Saint-Pierre-de-Mézoargues : 10,81 %
    - Tarascon : 16,28 %

2 - FIXER pour l’année 2026 le produit attendu de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 2 060 000 €.

3 - AUTORISER le Président ou son représentant, à signer tout document relatif à l’exécution de cette délibération.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°12 : Finances / Budget primitif 2026 - Budget principal

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Il s'agit d'approuver le budget primitif du budget principal de la communauté d'agglomération pour l'exercice 2026.
Le budget est voté avec reprise des résultats 2025 après le vote du compte financier unique 2025.
Le principe d'équilibre pour chaque section est bien respecté, conformément à la maquette budgétaire annexée au présent rapport.
Les montants arrêtés en dépenses et en recettes du budget primitif pour chaque section tels qu'ils figurent dans la dite maquette budgétaire s'établissent comme suit :

Budget principal

SECTION INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	22 115 633,54 €	27 471 988,77 €
Restes à réaliser de l'exercice	4 712 065,56 €	2 054 211,23 €
Résultat reporté	2 698 500,90 €	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	***29 526 200,00 €***	***29 526 200,00 €***

SECTION DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	105 898 800,00 €	98 736 019,29 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté		7 162 780,71 €
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	***105 898 800,00 €***	***105 898 800,00 €***

TOTAL BUDGET	**135 425 000,00 €**	**135 425 000,00 €**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération du conseil communautaire CC2026-024 du 14/04/2026, relative au débat et au rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2026 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget primitif 2026 du budget principal, par nature et par chapitre ;

L'article 1612-28 du CGCT permet des facilités de virements entre chapitres selon certaines conditions ; il est proposé d'utiliser cette possibilité, à savoir autoriser le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

En cas d’utilisation de cette délégation, le Président informera le Conseil communautaire de ces mouvements lors de la séance la plus proche.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - ADOPTER le budget primitif 2026 du budget principal dans sa présentation par nature et complété des annexes réglementaires ;

2 - DÉCIDER du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses, conformément aux tableaux ci-dessous ;

3 – AUTORISER le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (à l’exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections du budget principal ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	22 115 633,54	27 471 988,77
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	4 712 065,56	2 054 211,23
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 2 698 500,90	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	29 526 200,00	29 526 200,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	105 898 800,00	98 736 019,29
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 7 162 780,71
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	105 898 800,00	105 898 800,00

TOTAL DU BUDGET (4)	135 425 000,00	135 425 000,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	1 016 900,00	218 584,25	904 604,14	0,00	1 123 188,39
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	2 866 058,22	823 672,40	5 272 082,10	0,00	6 095 754,50
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	5 459 971,65	2 799 921,70	5 318 925,43	0,00	8 118 847,13
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	2 491 776,89	869 887,21	4 332 199,76	0,00	5 202 086,97
Total des dépenses d'équipement		**11 834 706,76**	**4 712 065,56**	**15 827 811,43**	**0,00**	**20 539 876,99**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 073 032,69	0,00	2 079 138,01	0,00	2 079 138,01
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	3 060,00	0,00	1 516 506,00	0,00	1 516 506,00
Total des dépenses financières		**2 206 092,69**	**0,00**	**3 595 644,01**	**0,00**	**3 595 644,01**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	1 222 245,00	0,00	756 574,43	0,00	756 574,43
Total des dépenses réelles d'investissement		**15 263 044,45**	**4 712 065,56**	**20 180 029,87**	**0,00**	**24 892 095,43**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 619 330,33*		*1 698 468,87*	*0,00*	*1 698 468,87*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*237 134,80*	*0,00*	*237 134,80*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 619 330,33***		***1 935 603,67***	***0,00***	***1 935 603,67***

TOTAL	**16 882 374,78**	**4 712 065,56**	**22 115 633,54**	**0,00**	**26 827 699,10**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	2 698 500,90
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	29 526 200,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	1 860 122,44	1 392 537,23	1 657 420,60	0,00	3 049 957,83
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 860 122,44**	**1 392 537,23**	**2 657 420,60**	**0,00**	**4 049 957,83**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 090 030,55	0,00	2 362 209,31	0,00	2 362 209,31
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	4 473 360,16	0,00	5 356 355,23	0,00	5 356 355,23
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 600,00	0,00	3 810,00	0,00	3 810,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	73 060,00	0,00	126 552,00	0,00	126 552,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**5 638 050,71**	**0,00**	**7 848 926,54**	**0,00**	**7 848 926,54**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	1 635 649,52	661 674,00	2 325 623,44	0,00	2 987 297,44
Total des recettes réelles d'investissement		**10 133 822,67**	**2 054 211,23**	**12 831 970,58**	**0,00**	**14 886 181,81**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*4 885 000,00*		*7 290 000,00*	*0,00*	*7 290 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*6 336 912,27*		*7 112 883,39*	*0,00*	*7 112 883,39*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*237 134,80*	*0,00*	*237 134,80*
Total des recettes d'ordre d'investissement		*11 221 912,27*		*14 640 018,19*	*0,00*	*14 640 018,19*
TOTAL		**21 355 734,94**	**2 054 211,23**	**27 471 988,77**	**0,00**	**29 526 200,00**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**29 526 200,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**12 704 414,52**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	26 564 889,12	0,00	25 689 451,19	0,00	25 689 451,19
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	16 596 750,88	0,00	17 000 000,00	0,00	17 000 000,00
014	Atténuations de produits	39 719 915,33	0,00	39 846 832,33	0,00	39 846 832,33
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	8 324 628,48	0,00	8 255 477,29	0,00	8 255 477,29
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**91 206 183,81**	**0,00**	**90 791 760,81**	**0,00**	**90 791 760,81**
66	Charges financières	311 743,92	0,00	267 555,80	0,00	267 555,80
67	Charges spécifiques (3)	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	20 000,00		386 600,00	0,00	386 600,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**91 587 927,73**	**0,00**	**91 495 916,61**	**0,00**	**91 495 916,61**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*4 885 000,00*		*7 290 000,00*	*0,00*	*7 290 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*6 336 912,27*		*7 112 883,39*	*0,00*	*7 112 883,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		*11 221 912,27*		*14 402 883,39*	*0,00*	*14 402 883,39*
TOTAL		**102 809 840,00**	**0,00**	**105 898 800,00**	**0,00**	**105 898 800,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**105 898 800,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	678 048,00	0,00	632 500,00	0,00	632 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 440 805,00	0,00	1 647 493,96	0,00	1 647 493,96
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	29 299 121,00	0,00	29 905 899,00	0,00	29 905 899,00
731	Fiscalité locale	42 187 947,00	0,00	44 532 346,00	0,00	44 532 346,00
74	Dotations et participations (3)	20 446 306,24	0,00	19 482 703,90	0,00	19 482 703,90
75	Autres produits de gestion courante (3)	819 734,50	0,00	836 607,56	0,00	836 607,56
Total des recettes de gestion courante		**94 871 961,74**	**0,00**	**97 037 550,42**	**0,00**	**97 037 550,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**94 871 961,74**	**0,00**	**97 037 550,42**	**0,00**	**97 037 550,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 619 330,33*		*1 698 468,87*	*0,00*	*1 698 468,87*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		*1 619 330,33*		*1 698 468,87*	*0,00*	*1 698 468,87*
TOTAL		**96 491 292,07**	**0,00**	**98 736 019,29**	**0,00**	**98 736 019,29**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**7 162 780,71**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**105 898 800,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**12 704 414,52**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020-02	2020 FONDS DELEGUES	204	-306 900,00
2020-01	2020 FONDS PROPRES	204	-310 000,00
2024-02	2024 FONDS DELEGUES	204	-81 700,00
2025-02	2025 FONDS DELEGUES	204	1 065 877,00
2025-05	2025 FONDS PROPRES	204	-26 000,00
2026-07	2026 FONDS DELEGUES	204	1 167 200,00
2026-06	2026 FONDS PROPRES	204	640 000,00
2026-13	2028 ANAH FONDS DELEGUES	204	1 073 169,00
2026-14	2029 ANAH FONDS DELEGUES	204	1 073 169,00
2026-15	2030 ANAH FONDS DELEGUES	204	1 067 383,00
2025-03	AMENAGEMENT PLACE DU MARCHE BARRIOL	27	1 106 820,00
2020-06	AMÉNAGEMENT AIRE ACCUEIL GDV SMC	23	160 000,00
2024-03	CHC - REHABILITATION ET REGULATION TRONCON MAS D'ARTAUD	45411.0	87 226,61
2026-09	CONSTRUCTION DT ARLES ZONE NORD	23	3 000 000,00
2023-03	FERRAGES RENOUVELLEMENT RESEAUX HUMIDES	23	-577,56
2026-11	NPNRU BARRIOL RECONSTITUTION OFFRE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	204	708 000,00
2021-01	OPAH RU ARLES	204	-48 020,00
2021-02	OPAH RU TARASCON	204	-45 784,00
2026-10	REHABILITATION/EXTENSION DT RAPHELE	23	3 000 000,00
2026-12	REQUALIFICATION CAP FOURCHON	23	10 902 000,00
TOTAL			**24 151 863,05**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**24 151 863,05**

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2026-03	ETUDE COPRO TRIDENT SMC	011	35 000,00
2026-04	ETUDE HABITAT PRIVE SUITE OPAH-RU ARLES	011	20 000,00
2026-05	ETUDE HABITAT PRIVE SUITE OPAH-RU TARASCON	011	20 000,00
2026-02	INGENERIE GUSP PDS FERRAGES TARASCON	011	75 000,00
2026-08	INGENIERIE COORDONNATEUR PDS FERRAGES TARASCON	011	90 000,00
2021-04	OPAH RU SUIVI ANIMATION ARLES LOT 2	011	-60 002,00
2026-01	SUIVI ANIMATION PDS FERRAGES TARASCON	011	700 000,00
TOTAL			**879 998,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	879 998,00

Arles Crau Camargue Montagnette

Note de présentation des budgets primitifs 2026

Afin d'assurer la transparence et l'accessibilité des informations financières aux citoyens, l'article L2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) stipule que les établissements publics de coopération intercommunale doivent joindre à leur budget primitif une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles.

Cette note doit notamment inclure une description du contexte général, des équilibres budgétaires annuels, ainsi qu'un détail des thématiques propres au budget primitif. Par ailleurs, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a renforcé ces obligations en matière de transparence financière.

De plus, le décret du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières impose la publication en ligne de cette note explicative de synthèse, afin de garantir une information claire et accessible aux citoyens.

1. Les éléments de contexte

Le budget primitif 2026 s'inscrit dans un environnement national et local toujours marqué par des incertitudes financières et des contraintes accrues pesant sur les collectivités territoriales.

Au niveau national, la poursuite des efforts de redressement des finances publiques se traduit par une participation accrue des collectivités.

La Loi de Finances 2026 prévoit deux nouvelles importantes diminutions de recettes pour un montant de 2 millions d'euros, ainsi que la reconduction du dispositif de lissage conjoncturel (DILICO) pour 1 million d'euros. Cette trajectoire impose un cadre budgétaire plus contraint, caractérisé par une vigilance accrue sur les ressources et les équilibres financiers.

Dans ce contexte, la croissance économique demeure modérée et les perspectives financières restent incertaines à moyen terme, ce qui appelle à une gestion rigoureuse et anticipée des finances publiques locales.

Face à ces enjeux, ACCM poursuit une stratégie fondée sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement et la préservation de ses équilibres financiers, tout en maintenant un niveau d'investissement soutenu. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre du pacte

financier et fiscal adopté en 2024, qui vise à renforcer la solidarité territoriale et à soutenir les projets communaux et communautaires.

La soutenabilité de ces engagements repose sur plusieurs objectifs structurants :

- le maintien d'un niveau d'épargne suffisant,
- la mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'investissement réaliste,
- et le renforcement de la coordination financière entre les différents budgets.

Ainsi, le budget 2026 traduit une volonté de concilier prudence financière et ambition territoriale, en garantissant la continuité des services publics tout en accompagnant les projets structurants du territoire.

2. Les projets communautaires

ACCM a adopté, le 19 septembre 2024, son projet de territoire. Fruit d'une concertation des acteurs économiques et associatifs du territoire, ce projet se décline en 4 grandes ambitions qui guident nos politiques publiques, afin d'assurer l'avenir durable de notre territoire : réussir les transitions écologiques, promouvoir un bassin de vie attractif, soutenir les transitions sociétales, développer les coopérations.

Le budget 2026 d'ACCM traduit dans les faits ces ambitions via les 3 axes majeurs que sont le développement et l'attractivité du territoire, l'amélioration du cadre de vie et la solidarité et la cohésion du territoire.

A. Développement et attractivité

- Développement économique et aménagement numérique, promotion du tourisme, mobilités et déplacements, conservatoire du Pays d'Arles



Charges à caractère général et subventions : 15.16 M€
Dépenses d'équipement : 5.47 M€
Dépenses de personnel : 2.27 M€

Principaux projets :

Développement économique

- développement d'une stratégie foncière dans les ZAE
- structuration et déploiement d'un plan de modernisation des infrastructures des ZAE
- lancement d'une étude sur le bail à construction dans les ZAE
- poursuite de la requalification de la zone de Fourchon
- poursuite de la réflexion sur le devenir du centre commercial Auchan
- lancement du pôle arlésien des ICC
- poursuite du fonds d'aide directe destiné aux commerçants et artisans
- stratégie de développement de la filière « métiers d'art »
- poursuite de la couverture fibre sur le territoire
- développement du réseau ACCM THD à destination des entreprises

Papèteries Etienne

- Finalisation de la phase 1 : rénovation du bâtiment shed et de la grande halle

- Poursuite de la phase 2 (parc d'activités et de plein air) :
- poursuite de l'étude de maîtrise d'œuvre
- poursuite des études techniques
- mise en place d'une stratégie de commercialisation

Promotion du tourisme

- ancrage de la destination « le cœur de la Provence » dans un slow tourisme, hors saison et durable
- poursuite des projets structurants : haltes fluviales, itinérances, valorisation des patrimoines
- transformation des BITs en espaces polyvalents : tiers lieux touristiques, billetterie, TER, exposition

Mobilités et déplacements

- suivi de la 3ème année du contrat de DSP 2024-2030
- développement du MaaS (mobilité servicielle)
- renforcement de la communication sur l'offre dans le but de favoriser l'augmentation de la fréquentation
- renouvellement progressif des poteaux d'arrêts de bus sur tout le territoire communautaire

Conservatoire de musique

- élargissement de son rayonnement à l'échelle du Pays d'Arles, favorisant les coopérations culturelles entre communes et acteurs locaux
- concrétisation du projet de création d'un nouveau conservatoire à Arles, positionner comme un pôle artistique majeur à vocation départementale
- poursuivre le développement du département « Jazz – Musiques improvisées »
- ouverture de la classe de MAO (musique assistée par ordinateur) en septembre

B. Amélioration du cadre de vie

- Gestion des déchets ménagers et assimilés, eau et assainissement, aménagement et protection contre les risques, développement durable, grands contrats partenariaux



Charges à caractère général et subventions : 40.20 M€
Dépenses d'équipement : 30.44 M€
Dépenses de personnel : 9.99 M€

Principaux projets :

Gestion des déchets

- co-construction du programme local de prévention visant à la réduction des déchets produits
- poursuite du développement de la collecte sélective des emballages recyclables et des nouvelles filières éco-responsables en déchetterie
- modernisation des matériels et équipements de collecte
- poursuite des investissements pour la rénovation et la réhabilitation des installations de collecte en déchetterie
- études pour la construction de la nouvelle déchetterie Arles Nord
- acquisition du centre de transfert d'Arles

Eau et assainissement, pluvial urbain

- renouvellement des canalisations rue Marius Allard et boulevard de Hongrie à Arles
- réponse aux obligations réglementaires de mise en conformité des équipements
- diagnostic et dimensionnement des réseaux des eaux usées à Saint-Martin-de-Crau
- reprise des canalisations en accompagnement du projet de requalification de la place Gilles Léontin à Boulbon
- mise en place d'un dispositif de traitement des pesticides sur la production d'eau potable de Senebier aux Saintes-Maries-de-la-Mer
- renouvellement des canalisations d'eaux usées dans le secteur du musée Antique d'Arles
- réflexions pour le choix des futurs modes de gestion de l'eau potable et de l'assainissement
- élaboration du schéma directeur des eaux pluviales et urbaines

Canal de la Haute Crau

- finalisation des travaux de la phase 2 et restitution à l'ASA d'irrigation de la Haute Crau

SCOT

- poursuite de la révision générale du SCOT

ACV (Arles et Tarascon) et PVD (Saint-Martin-de-Crau)

- montée en puissance opérationnelle
- objectif d'accélération des projets les plus matures
- construction d'une programmation pluriannuelle en phase avec l'ORT et le projet de territoire

Rénovation urbaine

NPNRU Arles

- renforcement du rôle d'information et de médiation de la Maison du projet
- définition et lancement du programme des deux futures polarités commerciales
- finalisation du projet de réaménagement des espaces publics
- dépôt des dossiers réglementaires et DUP
- poursuite du relogement, et accompagnement renforcé des familles du Quai des platanes

NPNRU Tarascon

- poursuite de l'association des habitants, y compris via le plan de sauvegarde de la copropriété
- participation au projet de GUP : bonne utilisation et respect des espaces réaménagés
- validation du projet d'extension et de rénovation de l'école Jean Macé et de la salle Malraux

Développement durable et protection contre les risques

Développement durable

- établissement d'un nouveau bilan carbone
- signature d'un contrat d'objectif territorial dans le cadre du programme national Territoire Engagé Transition Ecologique
- poursuite du PCAET

Plan intercommunal de sauvegarde (PICS)

- finalisation et approbation du plan
- organisation d'un second séminaire
- préparation d'un exercice en conditions réelles

GEMAPI (compétence transférée au Symadrem)

- reprise du plan Rhône-Saône avec préparation des travaux de décorsetage du petit Rhône
- poursuite de l'élaboration de la stratégie sur le littoral : troisième et dernière étape
- travaux du pertuis de la Fourcade

C. Solidarités et cohésion du territoire

- Emploi et insertion, politique de la ville, habitat



Charges à caractère général et subventions : 2.32 M€
Dépenses d'équipement : 1.14 M€
Dépenses de personnel : 1.82 M€

Principaux projets :

Emploi et insertion

- mise en œuvre de la charte locale d'insertion liée au projet NPNRU Barriol
- poursuite de l'intégration dans le PLIE des enjeux de transition écologique et d'évolution des métiers
- montée en charge des clauses d'insertion sur le Pays d'Arles
- démarrage effectif d'EMPL'ITUDE et premières labellisations

Politique de la ville

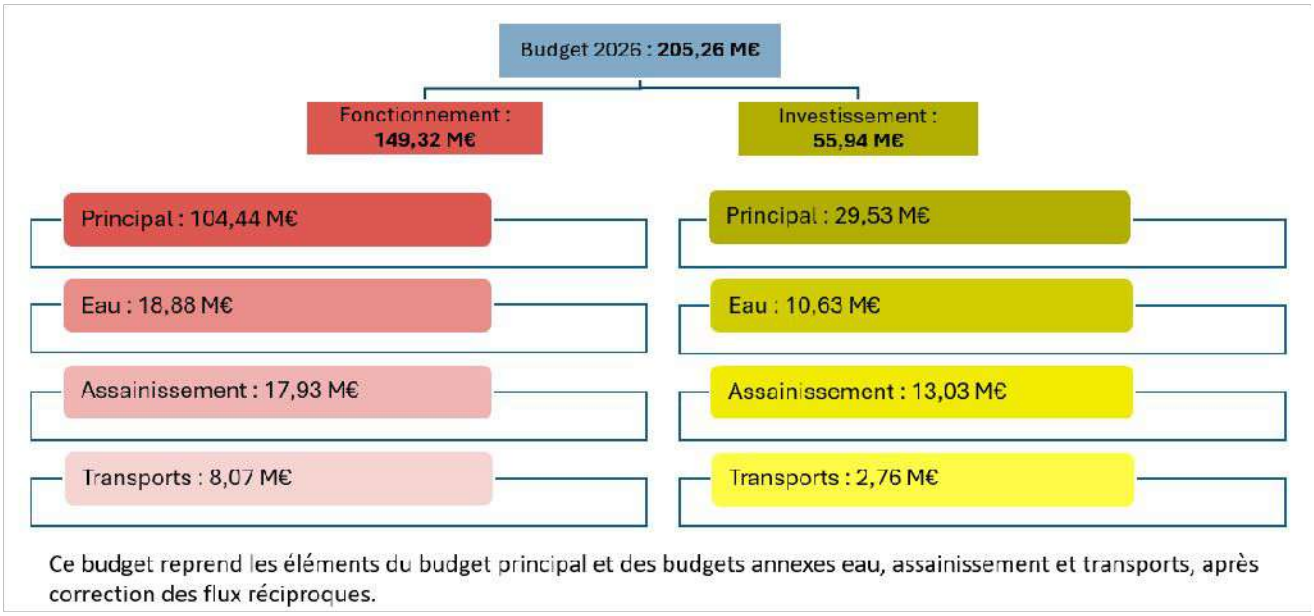
- Mise en œuvre de la programmation 2026 du contrat de ville, dans un contexte de baisse des crédits des autres partenaires
- Financement d'opérations d'investissement destinées à soutenir les projets associatifs dans les QPV, en aidant à l'achat de matériel d'équipement et d'animation, permettant de proposer des lieux d'accueil de qualité pour les habitants
- Mise en œuvre du PRE pour la fin d'année scolaire 2025/2026 et relance pour la rentrée scolaire prochaine, avec des permanences organisées dans les écoles
- Proposition d'un accompagnement territorialisé pour le conseil citoyen d'Arles

Habitat

- finalisation de l'étude-action du plan de sauvegarde de la copropriété des Ferrages à Tarascon
- lancement d'une étude pré-opérationnelle habitat privé – commerce sur la copropriété du Trident à Saint-Martin-de-Crau
- poursuite de l'observatoire de l'habitat d'ACCM dont les loyers du parc privé
- lancement d'une étude habitat privé pour donner suite à la fin des OPAH-RU d'Arles et de Tarascon
- préparation de la prise de délégation des aides à la pierre de type 3, au niveau du parc privé, dès 2028
- entrée en vigueur du PPGDID d'ACCM dont découlera la grille de cotation de la demande
- entrée en vigueur de la charte intercommunale du mieux construire
- refonte des aides en fonds propres d'ACCM

- mise en place de l'observatoire du foncier d'ACCM
- mise en place de l'observatoire des copropriétés d'ACCM
- continuation des travaux de l'aire d'accueil des gens du voyage de Saint-Martin-de-Crau

3. Les chiffres clés



Ce budget reprend les éléments du budget principal et des budgets annexes eau, assainissement et transports, après correction des flux réciproques.

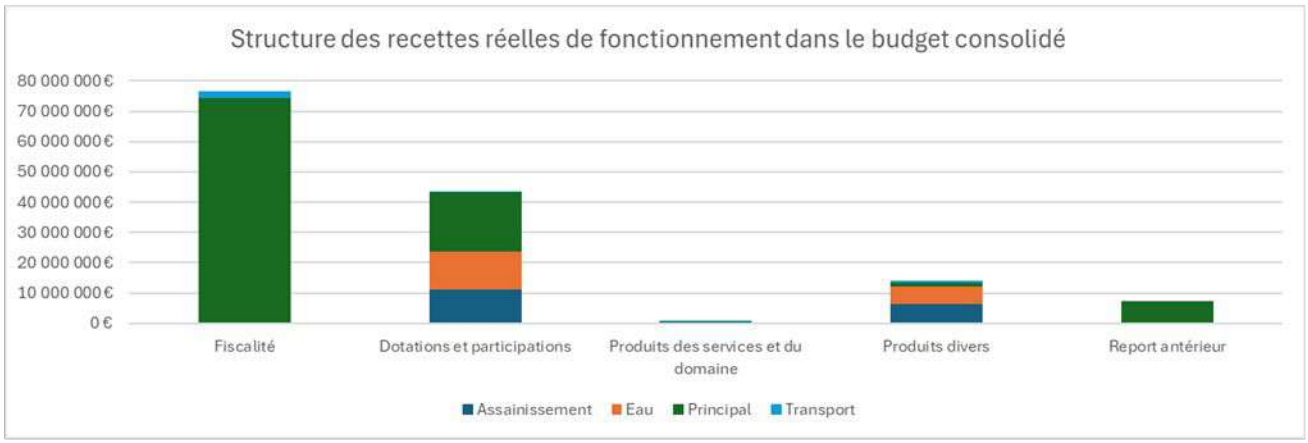
A. Les sections de fonctionnement : 149.32M€

1. Les recettes de fonctionnement



Les recettes réelles de fonctionnement (après correction des flux réciproques) s'élèvent à 127M€.

Elles sont composées à 63% de recettes fiscales, quasi exclusivement dans le budget principal, suivent les dotations et participation pour 19% puis des produits du domaine pour 17%.



2. Les dépenses de fonctionnement

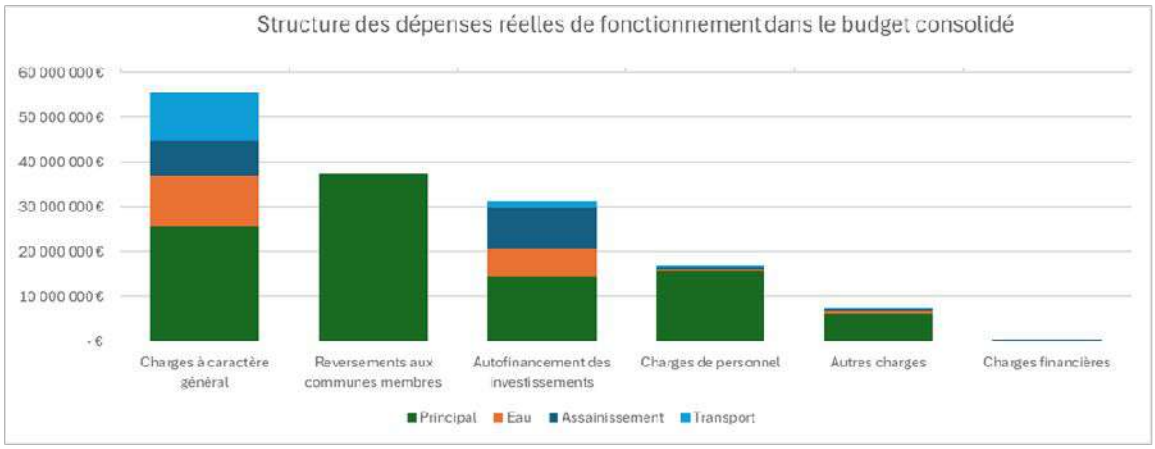
Dépenses de fonctionnement : 149M€

Opérations d'ordre : 31M€

Dépenses réelles : 118M€

Les dépenses réelles de fonctionnement (après correction des flux réciproques) s'élèvent à 118M€. Les dépenses d'ordre (31M€ correspondent à l'effort d'autofinancement de la section d'investissement).

S'agissant de la structure des dépenses réelles de fonctionnement, les principales masses sont les suivantes : les charges à caractère général pour 37%, les reversements aux communes membres 25% et les dépenses de personnel 11%.



B. Les sections d'investissement : 55.94M€.

1. Les recettes d'investissement

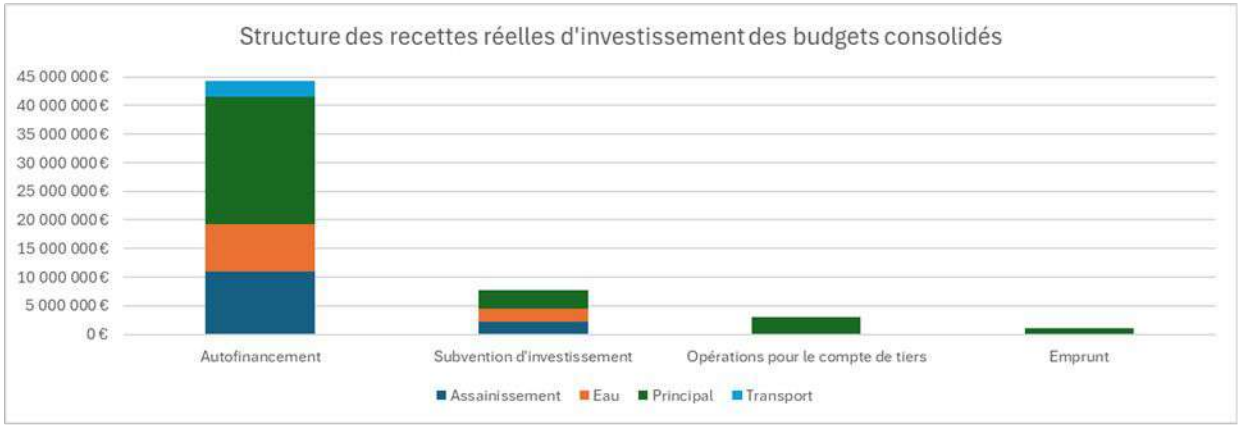


L'autofinancement ou l'excédent de fonctionnement dégagé de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement représente, en 2026, 28.8M€, soit 78% des recettes d'investissement, et correspond à un effort important sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Nos partenaires institutionnels sont sollicités pour chaque projet structurant et pour les différents budgets.

Les inscriptions nouvelles 2026 correspondent aux subventions notifiées sur le budget principal ainsi que les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

Dans la construction budgétaire 2026, le recours à l'emprunt n'est pas envisagé pour les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement et des transports. Dans le budget principal, un emprunt est positionné pour un montant estimé à 1M€.
Sa mobilisation interviendra en fonction du niveau d'exécution des différentes opérations d'investissement et des subventions obtenues dans le courant de l'année.



2. Les dépenses d'investissement

Dépenses d'investissement : 56M€

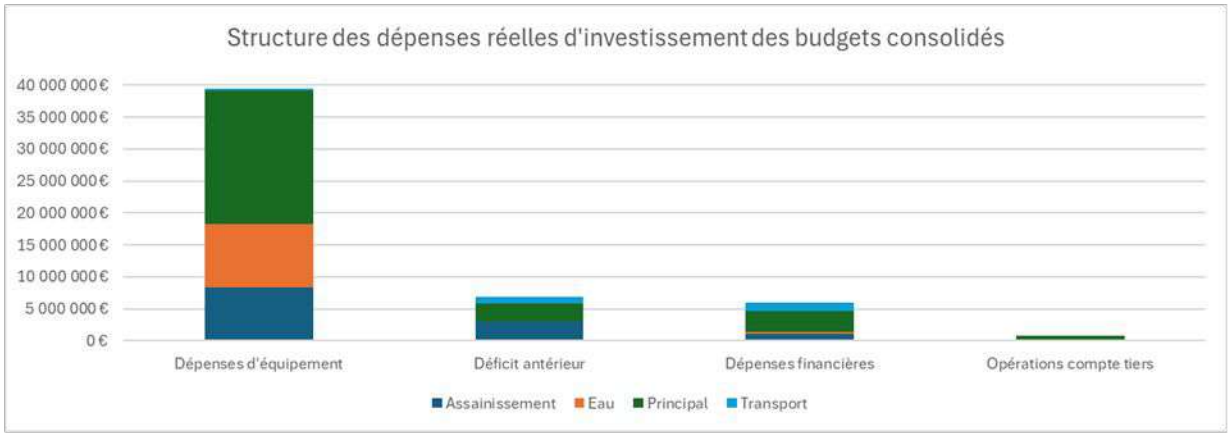
Opérations d'ordre et report antérieur : 10M€

Restes à réaliser : 6M€

Inscriptions nouvelles : 40M€

Les dépenses d'équipement (subventions, travaux, études, matériel et équipement) représentent 39M€, soit 75% des dépenses réelles d'investissement et ont été détaillées dans les projets communautaires.

Le remboursement des emprunts correspond aux emprunts en cours pour un montant global de 3.5M€, soit 6% des dépenses d'investissement.



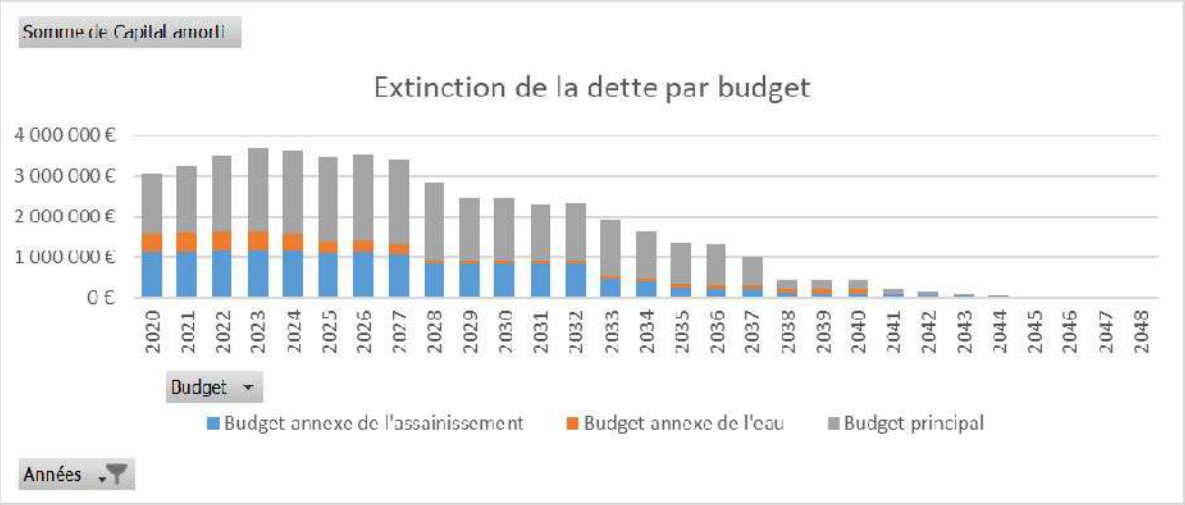
C. L'emprunt

Au 1er janvier 2025, l'encours de la dette est de 28.45M€, cet encours se ventilant entre le budget principal et les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.
Le budget principal supporte 64% de l'encours global, le budget annexe de l'assainissement 31% et le budget annexe de l'eau 5%.

Tout comme les années précédentes, la structure de notre dette est classée A1 selon les critères de la charte de bonne conduite des produits structurés dite « Gissler », elle est donc entièrement sécurisée, et son taux moyen est de 1.92% sur l'exercice.

En 2026, les flux financiers liés à notre dette sont de 4 M€ et se décomposent de la manière suivante :

Budget	Capital	Intérêts	Flux financier
Budget principal	2 077 688,01 €	283 544,60 €	2 361 232,61 €
Budget annexe de l'assainissement	1 115 287,60 €	180 456,67 €	1 295 744,27 €
Budget annexe de l'eau	317 195,24 €	71 368,18 €	388 563,42 €
	3 510 170,85 €	**535 369,45 €**	**4 045 540,30 €**



D. Les indicateurs financiers

Sur l'ensemble des budgets, avec des prévisions de réalisation semblables à celles de 2024 et 2025 pour les budgets annexes, la capacité de désendettement diminue mécaniquement (les budgets annexes étant peu ou pas endettés).

	2024		2025		2026	
BUDGET CONSOLIDE - en k€	Budget	réalisations	Budget	réalisations	Budget	prévisions
recettes réelles de fonctionnement	*124 204*	125 354	*131 816*	*131 723*	*133 926*	*133 501*
dépenses réelles de fonctionnement	*118 337*	113 179	*120 525*	*112 936*	*124 824*	*118 231*
épargne brute	***5 868***	**12 175**	***11 290***	***18 787***	***9 102***	***15 270***
tx d'épargne brute	***5%***	**10%**	***9%***	***14%***	***7%***	***11%***
remboursement capital dette	*3 632*	3 632	*3 639*	3 639	3 510	3 510
épargne nette	***2 235***	**8 543**	***7 651***	***15 148***	***5 592***	***11 760***
capital restant dû au 31/12	*31 928*	31 928	*29 454*	29 454	24 943	24 943
capacité de désendettement	***5,44***	**2,62**	***2,61***	***1,57***	***2,74***	***1,63***

En conclusion, tout comme les années précédentes, l'objectif est ainsi d'améliorer notre pilotage afin de maîtriser l'inflation des dépenses réelles de fonctionnement et répondre, in fine, aux objectifs de la loi de programmation des finances publiques mais également de disposer de ressources supplémentaires destinées au financement de nos politiques publiques.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ACCM - 07900 Budget Principal
EPCI

Numéro SIRET : 24130041700086
Poste comptable : La Trésorerie Arles Municipale

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget principal

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 43

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 46
A1.01 - Opérations non ventilables 49
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 50
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 53
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 54
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 55
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 58
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 61
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 64
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 65
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 68
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 70
A1.908 - Fonction 8 - Transports 73
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 77
A2.01 - Opérations non ventilables 79
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 80
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 86
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 87
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 88
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 91
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 94
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 97
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 98
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 99
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 102
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 104
A2.938 - Fonction 8 - Transports 107

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 111
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 112
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 116
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 118

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 119
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 121
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 122
B3.1 - Etat des provisions constituées 124
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 126
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis 128
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 132
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 133
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées 135
B9 - Etat du personnel 136
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 141
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 142
B11.2 - Liste des établissements publics créés 143
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 144

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 145
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 146
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 147

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 149
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux 150
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 151
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 153
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 156

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	86 746

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	712.49

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1054.76
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1201.28
3	Dépenses d'équipement brut / population	135.05
4	Encours de dette / population (2) (3)	209.64
5	DGF / population	87.35
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	18.58 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	89.80 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	11.24 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	17.45 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	12.19 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	108 878 342,38	114 223 946,40	4 475 031,02	A1	9 820 635,04
Investissement	14 022 011,83	13 167 027,84	(3) -1 843 516,91	A2	-2 698 500,90
Fonctionnement	94 856 330,55	101 056 918,56	(4) 6 318 547,93	A3	12 519 135,94

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	4 712 065,56	III + IV	2 054 211,23	B1 -2 657 854,33
Investissement	I	4 712 065,56	III	2 054 211,23	B2 -2 657 854,33
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	7 162 780,71
Investissement	A2 + B2	-5 356 355,23
Fonctionnement	A3 + B3	12 519 135,94

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 4 712 065,56
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	218 584,25
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	823 672,40
21	Immobilisations corporelles (3)	2 799 921,70
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	869 887,21
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **2 054 211,23**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**1 392 537,23**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**661 674,00**
4541201	Etat - Canal Haute Crau	560 990,00
4541202	Région - Canal Haute Crau	100 684,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	22 115 633,54	27 471 988,77
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	4 712 065,56	2 054 211,23
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 2 698 500,90	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	29 526 200,00	29 526 200,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	105 898 800,00	98 736 019,29
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 7 162 780,71
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	105 898 800,00	105 898 800,00

TOTAL DU BUDGET (4)	135 425 000,00	135 425 000,00

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020-02	2020 FONDS DELEGUES	204	-306 900,00
2020-01	2020 FONDS PROPRES	204	-310 000,00
2024-02	2024 FONDS DELEGUES	204	-81 700,00
2025-02	2025 FONDS DELEGUES	204	1 065 877,00
2025-05	2025 FONDS PROPRES	204	-26 000,00
2026-07	2026 FONDS DELEGUES	204	1 167 200,00
2026-06	2026 FONDS PROPRES	204	640 000,00
2026-13	2028 ANAH FONDS DELEGUES	204	1 073 169,00
2026-14	2029 ANAH FONDS DELEGUES	204	1 073 169,00
2026-15	2030 ANAH FONDS DELEGUES	204	1 087 383,00
2025-03	AMENAGEMENT PLACE DU MARCHE BARRIOL	27	1 106 820,00
2020-06	AMÉNAGEMENT AIRE ACCUEIL GDV SMC	23	160 000,00
2024-03	CHC - REHABILITATION ET REGULATION TRONCON MAS D'ARTAUD	45411.0	87 226,61
2026-09	CONSTRUCTION DT ARLES ZONE NORD	23	3 000 000,00
2023-03	FERRAGES RENOUVELLEMENT RESEAUX HUMIDES	23	-577,56
2026-11	NPNRU BARRIOL RECONSTITUTION OFFRE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	204	708 000,00
2021-01	OPAH RU ARLES	204	-48 020,00
2021-02	OPAH RU TARASCON	204	-45 784,00
2026-10	REHABILITATION/EXTENSION DT RAPHELE	23	3 000 000,00
2026-12	REQUALIFICATION CAP FOURCHON	23	10 802 000,00
TOTAL			**24 151 863,05**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**24 151 863,05**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2026-03	ETUDE COPRO TRIDENT SMC	011	35 000,00
2026-04	ETUDE HABITAT PRIVE SUITE OPAH-RU ARLES	011	20 000,00
2026-05	ETUDE HABITAT PRIVE SUITE OPAH-RU TARASCON	011	20 000,00
2026-02	INGENERIE GUSP PDS FERRAGES TARASCON	011	75 000,00
2026-08	INGENIERIE COORDONNATEUR PDS FERRAGES TARASCON	011	90 000,00
2021-04	OPAH RU SUIVI ANIMATION ARLES LOT 2	011	-60 002,00
2026-01	SUIVI ANIMATION PDS FERRAGES TARASCON	011	700 000,00
TOTAL			**879 998,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**879 998,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	1 016 900,00	218 584,25	904 604,14	0,00	1 123 188,39
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	2 866 058,22	823 672,40	5 272 082,10	0,00	6 095 754,50
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	5 459 971,65	2 799 921,70	5 318 925,43	0,00	8 118 847,13
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	2 491 776,89	869 887,21	4 332 199,76	0,00	5 202 086,97
Total des dépenses d'équipement		**11 834 706,76**	**4 712 065,56**	**15 827 811,43**	**0,00**	**20 539 876,99**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 073 032,69	0,00	2 079 138,01	0,00	2 079 138,01
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	3 060,00	0,00	1 516 506,00	0,00	1 516 506,00
Total des dépenses financières		**2 206 092,69**	**0,00**	**3 595 644,01**	**0,00**	**3 595 644,01**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	1 222 245,00	0,00	756 574,43	0,00	756 574,43
Total des dépenses réelles d'investissement		**15 263 044,45**	**4 712 065,56**	**20 180 029,87**	**0,00**	**24 892 095,43**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 619 330,33*		*1 698 468,87*	*0,00*	*1 698 468,87*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*237 134,80*	*0,00*	*237 134,80*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 619 330,33***		***1 935 603,67***	***0,00***	***1 935 603,67***

TOTAL	**16 882 374,78**	**4 712 065,56**	**22 115 633,54**	**0,00**	**26 827 699,10**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**2 698 500,90**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**29 526 200,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	1 860 122,44	1 392 537,23	1 657 420,60	0,00	3 049 957,83
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 860 122,44**	**1 392 537,23**	**2 657 420,60**	**0,00**	**4 049 957,83**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 090 030,55	0,00	2 362 209,31	0,00	2 362 209,31
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	4 473 360,16	0,00	5 356 355,23	0,00	5 356 355,23
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 600,00	0,00	3 810,00	0,00	3 810,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	73 060,00	0,00	126 552,00	0,00	126 552,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**5 638 050,71**	**0,00**	**7 848 926,54**	**0,00**	**7 848 926,54**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	1 635 649,52	661 674,00	2 325 623,44	0,00	2 987 297,44
Total des recettes réelles d'investissement		**10 133 822,67**	**2 054 211,23**	**12 831 970,58**	**0,00**	**14 886 181,81**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*4 885 000,00*		*7 290 000,00*	*0,00*	*7 290 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*6 336 912,27*		*7 112 883,39*	*0,00*	*7 112 883,39*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*237 134,80*	*0,00*	*237 134,80*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 221 912,27***		***14 640 018,19***	***0,00***	***14 640 018,19***
TOTAL		**21 355 734,94**	**2 054 211,23**	**27 471 988,77**	**0,00**	**29 526 200,00**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**29 526 200,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**12 704 414,52**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	26 564 889,12	0,00	25 689 451,19	0,00	25 689 451,19
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	16 596 750,88	0,00	17 000 000,00	0,00	17 000 000,00
014	Atténuations de produits	39 719 915,33	0,00	39 846 832,33	0,00	39 846 832,33
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	8 324 628,48	0,00	8 255 477,29	0,00	8 255 477,29
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**91 206 183,81**	**0,00**	**90 791 760,81**	**0,00**	**90 791 760,81**
66	Charges financières	311 743,92	0,00	267 555,80	0,00	267 555,80
67	Charges spécifiques (3)	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	20 000,00		386 600,00	0,00	386 600,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**91 587 927,73**	**0,00**	**91 495 916,61**	**0,00**	**91 495 916,61**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*4 885 000,00*		*7 290 000,00*	*0,00*	*7 290 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*6 336 912,27*		*7 112 883,39*	*0,00*	*7 112 883,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***11 221 912,27***		***14 402 883,39***	***0,00***	***14 402 883,39***
TOTAL		**102 809 840,00**	**0,00**	**105 898 800,00**	**0,00**	**105 898 800,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**105 898 800,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	678 048,00	0,00	632 500,00	0,00	632 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 440 805,00	0,00	1 647 493,96	0,00	1 647 493,96
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	29 299 121,00	0,00	29 905 899,00	0,00	29 905 899,00
731	Fiscalité locale	42 187 947,00	0,00	44 532 346,00	0,00	44 532 346,00
74	Dotations et participations (3)	20 446 306,24	0,00	19 482 703,90	0,00	19 482 703,90
75	Autres produits de gestion courante (3)	819 734,50	0,00	836 607,56	0,00	836 607,56
Total des recettes de gestion courante		**94 871 961,74**	**0,00**	**97 037 550,42**	**0,00**	**97 037 550,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**94 871 961,74**	**0,00**	**97 037 550,42**	**0,00**	**97 037 550,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 619 330,33*		*1 698 468,87*	*0,00*	*1 698 468,87*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 619 330,33***		***1 698 468,87***	***0,00***	***1 698 468,87***
TOTAL		**96 491 292,07**	**0,00**	**98 736 019,29**	**0,00**	**98 736 019,29**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**7 162 780,71**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**105 898 800,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**12 704 414,52**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*1 698 468,87*	1 698 468,87
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		2 079 138,01	*0,00*	2 079 138,01
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		1 123 188,39	*0,00*	1 123 188,39
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		6 095 754,50	*0,00*	*6 095 754,50*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		8 118 847,13	*0,00*	8 118 847,13
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		5 202 086,97	*237 134,80*	*5 439 221,77*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		1 516 506,00	*0,00*	1 516 506,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		756 574,43	*0,00*	756 574,43
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**24 892 095,43**	***1 935 603,67***	**26 827 699,10**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	2 698 500,90

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	29 526 200,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	25 689 451,19		25 689 451,19
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	17 000 000,00		17 000 000,00
014	Atténuations de produits	39 846 832,33		39 846 832,33
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	8 255 477,29	*0,00*	8 255 477,29
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	267 555,80	*0,00*	267 555,80
67	Charges spécifiques (9)	50 000,00	*0,00*	50 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	386 600,00	*7 112 883,39*	7 499 483,39
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*7 290 000,00*	7 290 000,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**91 495 916,61**	***14 402 883,39***	**105 898 800,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	105 898 800,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 362 209,31	*0,00*	2 362 209,31
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	3 049 957,83	*0,00*	3 049 957,83
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 003 810,00	*0,00*	1 003 810,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*219 400,00*	219 400,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*17 734,80*	*17 734,80*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	126 552,00	*0,00*	126 552,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*7 112 883,39*	7 112 883,39
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	2 987 297,44	*0,00*	2 987 297,44
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*7 290 000,00*	7 290 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**9 529 826,58**	***14 640 018,19***	**24 169 844,77**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**5 356 355,23**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**29 526 200,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	632 500,00		632 500,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 647 493,96		1 647 493,96
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	29 905 899,00		29 905 899,00
731	Fiscalité locale	44 532 346,00		44 532 346,00
74	Dotations et participations (8)	19 482 703,90		19 482 703,90
75	Autres produits de gestion courante (8)	836 607,56	*0,00*	836 607,56
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*1 698 468,87*	1 698 468,87
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**97 037 550,42**	***1 698 468,87***	**98 736 019,29**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**7 162 780,71**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**105 898 800,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**16 882 374,78**	**4 712 065,56**	**24 151 863,05**	**22 115 633,54**	**0,00**	**6 838 194,77**	**15 277 438,77**	**26 827 699,10**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 016 900,00	218 584,25	0,00	904 604,14	0,00	56 574,00	848 030,14	1 123 188,39
204	Subventions d'équipement versées (9)	2 866 058,22	823 672,40	5 996 394,00	5 272 082,10	0,00	2 480 828,00	2 791 254,10	6 095 754,50
21	Immobilisations corporelles	5 459 971,65	2 799 921,70	0,00	5 318 925,43	0,00	0,00	5 318 925,43	8 118 847,13
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 491 776,89	869 887,21	16 961 422,44	4 332 199,76	0,00	2 035 012,34	2 297 187,42	5 202 086,97
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**11 834 706,76**	**4 712 065,56**	**22 957 816,44**	**15 827 811,43**	**0,00**	**4 572 414,34**	**11 255 397,09**	**20 539 876,99**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 073 032,69	0,00		2 079 138,01	0,00		2 079 138,01	2 079 138,01
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 060,00	0,00	1 106 820,00	1 516 506,00	0,00	1 509 206,00	7 300,00	1 516 506,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 206 092,69**	**0,00**	**1 106 820,00**	**3 595 644,01**	**0,00**	**1 509 206,00**	**2 086 438,01**	**3 595 644,01**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	1 222 245,00	0,00	87 226,61	756 574,43	0,00	756 574,43	0,00	756 574,43
Total des dépenses réelles		**15 263 044,45**	**4 712 065,56**	**24 151 863,05**	**20 180 029,87**	**0,00**	**6 838 194,77**	**13 341 835,10**	**24 892 095,43**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 619 330,33*			*1 698 468,87*	*0,00*		*1 698 468,87*	*1 698 468,87*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*237 134,80*	*0,00*		*237 134,80*	*237 134,80*
Total des dépenses d'ordre		**1 619 330,33**			**1 935 603,67**	**0,00**		**1 935 603,67**	**1 935 603,67**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**2 698 500,90**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								29 526 200,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**16 882 374,78**	**2 054 211,23**	**22 115 633,54**	**0,00**	**24 169 844,77**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 860 122,44	1 392 537,23	1 657 420,60	0,00	3 049 957,83
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 860 122,44**	**1 392 537,23**	**2 657 420,60**	**0,00**	**4 049 957,83**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 090 030,55	0,00	2 362 209,31	0,00	2 362 209,31
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	1 600,00	0,00	3 810,00	0,00	3 810,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	73 060,00	0,00	126 552,00	0,00	126 552,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 164 690,55**	**0,00**	**2 492 571,31**	**0,00**	**2 492 571,31**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	1 635 649,52	661 674,00	2 325 623,44	0,00	2 987 297,44
Total des recettes réelles		**5 660 462,51**	**2 054 211,23**	**7 475 615,35**	**0,00**	**9 529 826,58**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 885 000,00*		*7 290 000,00*	*0,00*	*7 290 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*6 336 912,27*		*7 112 883,39*	*0,00*	*7 112 883,39*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*237 134,80*	*0,00*	*237 134,80*
Total des recettes d'ordre		***11 221 912,27***		***14 640 018,19***	***0,00***	***14 640 018,19***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**5 356 355,23**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**29 526 200,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**16 882 374,78**	**4 712 065,56**	**24 151 863,05**	**22 115 633,54**	**0,00**	**6 838 194,77**	**15 277 438,77**	**26 827 699,10**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 016 900,00	218 584,25	0,00	904 604,14	0,00	56 574,00	848 030,14	1 123 188,39
202	Frais réalisation documents urbanisme	7 000,00	0,00		7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00
2031	Frais d'études	787 000,00	75 120,96		710 174,00	0,00	56 574,00	653 600,00	785 294,96
2033	Frais d'insertion	22 200,00	1 122,00		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	26 122,00
2051	Concessions, droits similaires	200 700,00	142 341,29		162 430,14	0,00	0,00	162 430,14	304 771,43
2053	Droit de superficie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	2 866 058,22	823 672,40	5 996 394,00	5 272 082,10	0,00	2 480 828,00	2 791 254,10	6 095 754,50
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	735 000,00		430 000,00	0,00	0,00	430 000,00	1 165 000,00
2041413	Subv. Cne GFP : Projet infrastructure	20 000,00	52 000,00		260 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00	312 000,00
2041513	Subv. Grpt : Projet infrastructure	510 275,21	0,00		191 353,23	0,00	0,00	191 353,23	191 353,23
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	630 000,00	0,00		2 320 211,87	0,00	1 260 000,00	1 060 211,87	2 320 211,87
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	428 361,00	36 672,40		679 689,00	0,00	0,00	679 689,00	716 361,40
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	250 000,00	0,00		250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 027 422,01	0,00		1 140 828,00	0,00	1 090 828,00	50 000,00	1 140 828,00
21	Immobilisations corporelles	5 459 971,65	2 799 921,70	0,00	5 318 925,43	0,00	0,00	5 318 925,43	8 118 847,13
2111	Terrains nus	600 000,00	937 300,00		3 650,00	0,00	0,00	3 650,00	940 950,00
2115	Terrains bâtis	450 000,00	488 720,00		0,00	0,00	0,00	0,00	488 720,00
21318	Autres bâtiments publics	48 000,00	22 292,10		1 050 000,00	0,00	0,00	1 050 000,00	1 072 292,10
21351	Bâtiments publics	403 000,00	271 002,26		265 500,00	0,00	0,00	265 500,00	536 502,26
2138	Autres constructions	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	704 371,65	33 295,78		280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	313 295,78
2152	Installations de voirie	623 000,00	84 552,07		1 058 275,43	0,00	0,00	1 058 275,43	1 142 827,50

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21533	Réseaux câblés	360 000,00	86 356,80		260 000,00	0,00	0,00	260 000,00	346 356,80
21568	Autre matériel, outillage incendie	164 000,00	86 909,41		153 000,00	0,00	0,00	153 000,00	239 909,41
21571	Matériel ferroviaire	280 000,00	262 733,41		660 000,00	0,00	0,00	660 000,00	922 733,41
21578	Autre matériel technique	47 600,00	7 847,65		42 000,00	0,00	0,00	42 000,00	49 847,65
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 557 000,00	437 426,40		1 147 000,00	0,00	0,00	1 147 000,00	1 584 426,40
2181	Install. générales, agencements	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	55 289,72		220 000,00	0,00	0,00	220 000,00	275 289,72
21838	Autre matériel informatique	60 000,00	1 173,78		55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	56 173,78
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	42 000,00	13 265,92		59 000,00	0,00	0,00	59 000,00	72 265,92
2188	Autres immobilisations corporelles	70 000,00	11 756,40		65 500,00	0,00	0,00	65 500,00	77 256,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 491 776,89	869 887,21	16 961 422,44	4 332 199,76	0,00	2 035 012,34	2 297 187,42	5 202 086,97
2312	Agencements et aménagements de terrains	500 000,00	0,00		1 580 000,00	0,00	1 580 000,00	0,00	1 580 000,00
2313	Constructions	895 000,00	240 937,24		1 263 000,00	0,00	0,00	1 263 000,00	1 503 937,24
2315	Install., matériel et outill. technique	961 776,89	628 949,97		1 489 199,76	0,00	455 012,34	1 034 187,42	2 118 149,73
238	Avances commandes immo corporelles	135 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**11 834 706,76**	**4 712 065,56**	**22 957 816,44**	**15 827 811,43**	**0,00**	**4 572 414,34**	**11 255 397,09**	**20 539 876,99**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	2 073 032,69	0,00		2 079 138,01	0,00		2 079 138,01	2 079 138,01
1641	Emprunts en euros	2 070 601,27	0,00		2 077 688,01	0,00		2 077 688,01	2 077 688,01
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 431,42	0,00		1 450,00	0,00		1 450,00	1 450,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 060,00	0,00	1 106 820,00	1 516 506,00	0,00	1 509 206,00	7 300,00	1 516 506,00
275	Dépôts et cautionnements versés	3 060,00	0,00		7 300,00	0,00	0,00	7 300,00	7 300,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	0,00		1 509 206,00	0,00	1 509 206,00	0,00	1 509 206,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 206 092,69**	**0,00**	**1 106 820,00**	**3 595 644,01**	**0,00**	**1 509 206,00**	**2 086 438,01**	**3 595 644,01**
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	1 222 245,00	0,00	87 226,61	756 574,43	0,00	756 574,43	0,00	756 574,43
4541101	Etat - Canal Haute Crau	**1 222 245,00**	0,00		756 574,43	0,00	756 574,43	0,00	756 574,43
Total des dépenses réelles		**15 263 044,45**	**4 712 065,56**	**24 151 863,05**	**20 180 029,87**	**0,00**	**6 838 194,77**	**13 341 835,10**	**24 892 095,43**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*1 619 330,33*			*1 698 468,87*	*0,00*		*1 698 468,87*	*1 698 468,87*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*1 619 330,33*			*1 698 468,87*	*0,00*		*1 698 468,87*	*1 698 468,87*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*388 557,38*			*448 369,28*	*0,00*		*448 369,28*	*448 369,28*
13912	*Subv. transf. Régions*	*313 051,66*			*318 104,89*	*0,00*		*318 104,89*	*318 104,89*
13913	*Subv. transf. Départements*	*765 758,37*			*773 159,68*	*0,00*		*773 159,68*	*773 159,68*
13916	*Subv. transf. Autres E.P.L.*	*5 816,67*			*5 816,67*	*0,00*		*5 816,67*	*5 816,67*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*27 416,05*			*27 962,15*	*0,00*		*27 962,15*	*27 962,15*
13938	*Autres fonds équip. transférables*	*118 730,20*			*125 056,20*	*0,00*		*125 056,20*	*125 056,20*
28041513	*Subv. Grpt : Projet infrastructure*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*237 134,80*	*0,00*		*237 134,80*	*237 134,80*
2313	*Constructions*	*0,00*			*17 734,80*	*0,00*		*17 734,80*	*17 734,80*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*0,00*			*219 400,00*	*0,00*		*219 400,00*	*219 400,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 619 330,33**			**1 935 603,67**	**0,00**		**1 935 603,67**	**1 935 603,67**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**16 882 374,78**	**2 054 211,23**	**22 115 633,54**	**0,00**	**24 169 844,77**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 860 122,44	1 392 537,23	1 657 420,60	0,00	3 049 957,83
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	554 088,44	914 414,50	600 415,60	0,00	1 514 830,10
1312	Subv. transf. Régions	964 984,00	333 984,00	662 091,00	0,00	996 075,00
1313	Subv. transf. Départements	116 050,00	67 933,00	258 914,00	0,00	326 847,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	10 000,00	0,00	46 000,00	0,00	46 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	76 205,73	0,00	0,00	76 205,73
1338	Autres fonds équip. transférables	215 000,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
1641	Emprunts en euros	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 860 122,44**	**1 392 537,23**	**2 657 420,60**	**0,00**	**4 049 957,83**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 090 030,55	0,00	2 362 209,31	0,00	2 362 209,31
10222	FCTVA	1 090 030,55	0,00	2 362 209,31	0,00	2 362 209,31
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	1 600,00	0,00	3 810,00	0,00	3 810,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 600,00	0,00	3 810,00	0,00	3 810,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	73 060,00	0,00	126 552,00	0,00	126 552,00
275	Dépôts et cautionnements versés	3 060,00	0,00	700,00	0,00	700,00
27632	Créance Régions	70 000,00	0,00	125 852,00	0,00	125 852,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 164 690,55**	**0,00**	**2 492 571,31**	**0,00**	**2 492 571,31**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	1 635 649,52	661 674,00	2 325 623,44	0,00	2 987 297,44

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes réelles		**5 660 462,51**	**2 054 211,23**	**7 475 615,35**	**0,00**	**9 529 826,58**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*4 885 000,00*		*7 290 000,00*	*0,00*	*7 290 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*6 336 912,27*		*7 112 883,39*	*0,00*	*7 112 883,39*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*454 604,04*		*452 481,56*	*0,00*	*452 481,56*
28031	*Frais d'études*	*94 302,00*		*198 877,60*	*0,00*	*198 877,60*
28033	*Frais d'insertion*	*5 462,28*		*20 985,48*	*0,00*	*20 985,48*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*33 333,34*		*33 333,34*	*0,00*	*33 333,34*
2804114	*Voirie*	*7 149,09*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*8 333,33*		*8 333,33*	*0,00*	*8 333,33*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*132 049,84*		*135 382,84*	*0,00*	*135 382,84*
28041513	*Subv. Grpt : Projet infrastructure*	*10 275,12*		*119 166,23*	*0,00*	*119 166,23*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*157 689,28*		*173 185,09*	*0,00*	*173 185,09*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*77 248,46*		*62 268,19*	*0,00*	*62 268,19*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*25 421,60*		*25 421,60*	*0,00*	*25 421,60*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*21 935,79*		*68 983,37*	*0,00*	*68 983,37*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*792 564,76*		*815 812,18*	*0,00*	*815 812,18*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*213 866,54*		*198 001,28*	*0,00*	*198 001,28*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*165 804,87*		*168 056,75*	*0,00*	*168 056,75*
281318	*Autres bâtiments publics*	*255 214,37*		*256 652,50*	*0,00*	*256 652,50*
281351	*Bâtiments publics*	*248 461,70*		*268 201,20*	*0,00*	*268 201,20*
28138	*Autres constructions*	*68 153,47*		*127 606,58*	*0,00*	*127 606,58*
28151	*Réseaux de voirie*	*34 767,55*		*34 767,55*	*0,00*	*34 767,55*
28152	*Installations de voirie*	*166 227,04*		*208 599,33*	*0,00*	*208 599,33*
281533	*Réseaux câblés*	*246 058,62*		*260 554,10*	*0,00*	*260 554,10*
281534	*Réseaux d'électrification*	*387,42*		*387,42*	*0,00*	*387,42*
281538	*Autres réseaux*	*9 831,04*		*9 831,04*	*0,00*	*9 831,04*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*129 436,04*		*136 266,95*	*0,00*	*136 266,95*
281571	*Matériel ferroviaire*	*304 394,79*		*453 808,06*	*0,00*	*453 808,06*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*14 435,99*	*0,00*	*14 435,99*
281578	*Autre matériel technique*	*19 926,35*		*3 215,09*	*0,00*	*3 215,09*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*1 950 505,95*		*2 183 357,84*	*0,00*	*2 183 357,84*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*20 926,72*		*19 633,26*	*0,00*	*19 633,26*
281751	*Réseaux de voirie (m. à dispo)*	*162 588,29*		*162 588,29*	*0,00*	*162 588,29*
281752	*Installations de voirie (m. à dispo)*	*1 316,11*		*1 316,11*	*0,00*	*1 316,11*
2817533	*Réseaux câblés (mise à dispo)*	*3 280,71*		*3 280,53*	*0,00*	*3 280,53*
2817534	*Réseaux d'électrification (mise à dispo)*	*10 092,66*		*10 092,94*	*0,00*	*10 092,94*
2817538	*Autres réseaux (mise à dispo)*	*36 622,13*		*35 427,56*	*0,00*	*35 427,56*
28175731	*Matériel roulant (mise à dispo)*	*19 581,92*		*18 444,88*	*0,00*	*18 444,88*
281758	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*2 786,20*		*857,60*	*0,00*	*857,60*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2817828	*Autres matériels transport (m. à dispo)*	*173 226,20*		*132 809,13*	*0,00*	*132 809,13*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*586,56*		*586,56*	*0,00*	*586,56*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*1 193,81*		*1 193,81*	*0,00*	*1 193,81*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*95 579,94*		*94 695,02*	*0,00*	*94 695,02*
281828	*Autres matériels de transport*	*56 474,59*		*74 274,48*	*0,00*	*74 274,48*
281838	*Autre matériel informatique*	*56 392,66*		*51 315,77*	*0,00*	*51 315,77*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*24 681,38*		*24 959,44*	*0,00*	*24 959,44*
28188	*Autres immo. corporelles*	*38 177,71*		*43 435,52*	*0,00*	*43 435,52*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*237 134,80*	*0,00*	*237 134,80*
2031	*Frais d'études*	*0,00*		*219 400,00*	*0,00*	*219 400,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*0,00*		*17 734,80*	*0,00*	*17 734,80*
Total des recettes d'ordre		***11 221 912,27***		***14 640 018,19***	***0,00***	***14 640 018,19***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**102 809 840,00**	**0,00**	**879 998,00**	**105 898 800,00**	**0,00**	**280 537,17**	**105 618 262,83**	**105 898 800,00**
011	Charges à caractère général (3)	26 564 889,12	0,00	879 998,00	25 689 451,19	0,00	280 537,17	25 408 914,02	25 689 451,19
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	16 596 750,88	0,00		17 000 000,00	0,00		17 000 000,00	17 000 000,00
014	Atténuations de produits	39 719 915,33	0,00		39 846 832,33	0,00		39 846 832,33	39 846 832,33
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	8 324 628,48	0,00	0,00	8 255 477,29	0,00	0,00	8 255 477,29	8 255 477,29
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**91 206 183,81**	**0,00**	**879 998,00**	**90 791 760,81**	**0,00**	**280 537,17**	**90 511 223,64**	**90 791 760,81**
66	Charges financières	311 743,92	0,00		267 555,80	0,00		267 555,80	267 555,80
67	Charges spécifiques (3)	50 000,00	0,00		50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	20 000,00			386 600,00	0,00		386 600,00	386 600,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**381 743,92**	**0,00**	**0,00**	**704 155,80**	**0,00**		**704 155,80**	**704 155,80**
Total des dépenses réelles		**91 587 927,73**	**0,00**	**879 998,00**	**91 495 916,61**	**0,00**	**280 537,17**	**91 215 379,44**	**91 495 916,61**
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 885 000,00*			*7 290 000,00*	*0,00*		*7 290 000,00*	*7 290 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*6 336 912,27*			*7 112 883,39*	*0,00*		*7 112 883,39*	*7 112 883,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**11 221 912,27**			**14 402 883,39**	**0,00**		**14 402 883,39**	**14 402 883,39**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
								Total des dépenses de fonctionnement cumulées	105 898 800,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**96 491 292,07**	**0,00**	**98 736 019,29**	**0,00**	**98 736 019,29**
013	Atténuations de charges (2)	678 048,00	0,00	632 500,00	0,00	632 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 440 805,00	0,00	1 647 493,96	0,00	1 647 493,96
73	Impôts et taxes (sauf 731)	29 299 121,00	0,00	29 905 899,00	0,00	29 905 899,00
731	Fiscalité locale	42 187 947,00	0,00	44 532 346,00	0,00	44 532 346,00
74	Dotations et participations (2)	20 446 306,24	0,00	19 482 703,90	0,00	19 482 703,90
75	Autres produits de gestion courante (2)	819 734,50	0,00	836 607,56	0,00	836 607,56
Total des recettes de gestion des services		**94 871 961,74**	**0,00**	**97 037 550,42**	**0,00**	**97 037 550,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**94 871 961,74**	**0,00**	**97 037 550,42**	**0,00**	**97 037 550,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*1 619 330,33*		*1 698 468,87*	*0,00*	*1 698 468,87*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 619 330,33**		**1 698 468,87**	**0,00**	**1 698 468,87**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**7 162 780,71**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**105 898 800,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**102 809 840,00**	**0,00**	**879 998,00**	**105 898 800,00**	**0,00**	**280 537,17**	**105 618 262,83**	**105 898 800,00**
011	Charges à caractère général (4)	26 564 889,12	0,00	879 998,00	25 689 451,19	0,00	280 537,17	25 408 914,02	25 689 451,19
6042	Achats de prestations de services	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	44 592,47	0,00		47 500,00	0,00	0,00	47 500,00	47 500,00
60612	Energie - Electricité	547 923,54	0,00		439 000,00	0,00	0,00	439 000,00	439 000,00
60621	Combustibles	86 299,80	0,00		51 500,00	0,00	0,00	51 500,00	51 500,00
60622	Carburants	520 000,00	0,00		500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00
60623	Alimentation	10 500,00	0,00		4 900,00	0,00	0,00	4 900,00	4 900,00
60624	Produits de traitement	900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	7 000,00	0,00		6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	40 575,35	0,00		42 200,00	0,00	0,00	42 200,00	42 200,00
60636	Habillement et vêtements de travail	41 500,00	0,00		40 900,00	0,00	0,00	40 900,00	40 900,00
6064	Fournitures administratives	19 000,00	0,00		18 200,00	0,00	0,00	18 200,00	18 200,00
6068	Autres matières et fournitures	1 990,00	0,00		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00
611	Contrats de prestations de services	18 132 172,82	0,00		17 808 491,79	0,00	237 679,17	17 570 812,62	17 808 491,79
6132	Locations immobilières	178 960,00	0,00		184 450,00	0,00	0,00	184 450,00	184 450,00
61351	Matériel roulant	3 000,00	0,00		500,00	0,00	0,00	500,00	500,00
61358	Autres	89 160,78	0,00		62 320,00	0,00	0,00	62 320,00	62 320,00
614	Charges locatives et de copropriété	92 300,00	0,00		75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00
61521	Entretien terrains	175 000,00	0,00		252 000,00	0,00	0,00	252 000,00	252 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	97 500,00	0,00		53 100,00	0,00	0,00	53 100,00	53 100,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	19 500,00	0,00		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	100 000,00	0,00		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	389 500,00	0,00		280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	280 000,00
61551	Entretien matériel roulant	610 836,14	0,00		610 000,00	0,00	0,00	610 000,00	610 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00		30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
6156	Maintenance	491 494,32	0,00		327 110,00	0,00	0,00	327 110,00	327 110,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	190 000,00	0,00		70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	70 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6168	Autres primes d'assurance	280 000,00	0,00		218 500,00	0,00	0,00	218 500,00	218 500,00
617	Etudes et recherches	468 054,46	0,00		524 158,00	0,00	42 858,00	481 300,00	524 158,00
6182	Documentation générale et technique	11 076,97	0,00		23 200,00	0,00	0,00	23 200,00	23 200,00
6184	Versements à des organismes de formation	30 000,00	0,00		21 000,00	0,00	0,00	21 000,00	21 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	4 400,00	0,00		5 680,00	0,00	0,00	5 680,00	5 680,00
62268	Autres honoraires, conseils	333 013,14	0,00		279 866,49	0,00	0,00	279 866,49	279 866,49
6227	Frais d'actes et de contentieux	70 000,00	0,00		45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	45 000,00
6231	Annonces et insertions	45 290,92	0,00		62 000,00	0,00	0,00	62 000,00	62 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	2 000,00	0,00		7 700,00	0,00	0,00	7 700,00	7 700,00
6233	Foires et expositions	17 500,00	0,00		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6234	Réceptions	31 050,00	0,00		27 500,50	0,00	0,00	27 500,50	27 500,50
6236	Catalogues et imprimés	78 412,00	0,00		73 500,00	0,00	0,00	73 500,00	73 500,00
6238	Divers	51 494,26	0,00		32 700,00	0,00	0,00	32 700,00	32 700,00
6247	Transports collectifs	12 075,00	0,00		5 075,00	0,00	0,00	5 075,00	5 075,00
6251	Voyages, déplacements et missions	15 000,00	0,00		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	18 000,00	0,00		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6262	Frais de télécommunications	19 000,00	0,00		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	2 447 082,15	0,00		2 537 639,41	0,00	0,00	2 537 639,41	2 537 639,41
6283	Frais de nettoyage des locaux	334 200,00	0,00		398 700,00	0,00	0,00	398 700,00	398 700,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	29 000,00	0,00		36 000,00	0,00	0,00	36 000,00	36 000,00
6288	Autres services extérieurs	108 335,00	0,00		118 150,00	0,00	0,00	118 150,00	118 150,00
63512	Taxes foncières	242 000,00	0,00		220 000,00	0,00	0,00	220 000,00	220 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	2 500,00	0,00		2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	4 000,00	0,00		4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
6358	Autres droits	16 700,00	0,00		13 410,00	0,00	0,00	13 410,00	13 410,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	16 596 750,88	0,00		17 000 000,00	0,00		17 000 000,00	17 000 000,00
6218	Autre personnel extérieur	275 000,00	0,00		260 000,00	0,00		260 000,00	260 000,00
6331	Versement mobilité	61 756,07	0,00		63 435,00	0,00		63 435,00	63 435,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	38 854,25	0,00		39 789,00	0,00		39 789,00	39 789,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	192 696,16	0,00		198 552,00	0,00		198 552,00	198 552,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	5 842 175,02	0,00		5 995 000,00	0,00		5 995 000,00	5 995 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	251 760,69	0,00		136 230,00	0,00		136 230,00	136 230,00
64113	NBI	0,00	0,00		122 000,00	0,00		122 000,00	122 000,00
64118	Autres indemnités	3 022 070,59	0,00		2 643 000,00	0,00		2 643 000,00	2 643 000,00
64131	Rémunérations	1 827 737,96	0,00		2 063 000,00	0,00		2 063 000,00	2 063 000,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		35 137,00	0,00		35 137,00	35 137,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	34 083,44	0,00		10 500,00	0,00		10 500,00	10 500,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 474 903,95	0,00		1 714 937,00	0,00		1 714 937,00	1 714 937,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 278 645,66	0,00		2 303 402,00	0,00		2 303 402,00	2 303 402,00
6454	Cotisations à l'assurance chômage	72 995,87	0,00		84 000,00	0,00		84 000,00	84 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	429 636,13	0,00		485 802,00	0,00		485 802,00	485 802,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	51 905,77	0,00		162 630,00	0,00		162 630,00	162 630,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00		36 598,00	0,00		36 598,00	36 598,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	68 425,32	0,00		69 979,00	0,00		69 979,00	69 979,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	21 600,00	0,00		34 523,00	0,00		34 523,00	34 523,00
6478	Autres charges sociales diverses	600 000,00	0,00		496 000,00	0,00		496 000,00	496 000,00
6488	Autres	50 004,00	0,00		45 486,00	0,00		45 486,00	45 486,00
014	Atténuations de produits	39 719 915,33	0,00		39 846 832,33	0,00		39 846 832,33	39 846 832,33
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	50 000,00	0,00		60 000,00	0,00		60 000,00	60 000,00
739158	Autres	0,00	0,00		116 496,00	0,00		116 496,00	116 496,00
73918	Autres revers. et restit. / fisc. locale	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	33 328 843,33	0,00		33 328 843,33	0,00		33 328 843,33	33 328 843,33
739212	Dotation de solidarité communautaire	4 205 699,00	0,00		4 205 699,00	0,00		4 205 699,00	4 205 699,00
739218	Autres prél./revers. fisc. coll. locales	0,00	0,00		1 188 130,00	0,00		1 188 130,00	1 188 130,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	1 085 373,00	0,00		947 664,00	0,00		947 664,00	947 664,00
73928	Autres prélèv. pour revers. de fiscalité	1 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	30 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	8 324 628,48	0,00	0,00	8 255 477,29	0,00	0,00	8 255 477,29	8 255 477,29
65311	Indemnités de fonction	270 000,00	0,00		238 848,00	0,00	0,00	238 848,00	238 848,00
65312	Frais de mission et de déplacement	750,00	0,00		12 054,00	0,00	0,00	12 054,00	12 054,00
65313	Cotisations de retraite	17 008,00	0,00		16 982,00	0,00	0,00	16 982,00	16 982,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	40 000,00	0,00		41 512,00	0,00	0,00	41 512,00	41 512,00
65315	Formation	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 800,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6542	Créances éteintes	100 000,00	0,00		21 400,00	0,00	0,00	21 400,00	21 400,00
65568	Autres contributions	1 616 735,00	0,00		1 586 159,00	0,00	0,00	1 586 159,00	1 586 159,00
65736211	Subv. BA/régie admin. sans ps.morale	0,00	0,00		16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	16 000,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	4 675 100,00	0,00		4 753 224,22	0,00	0,00	4 753 224,22	4 753 224,22
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	85 500,00	0,00		62 000,00	0,00	0,00	62 000,00	62 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 297 923,41	0,00		1 278 750,00	0,00	0,00	1 278 750,00	1 278 750,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00		52 000,00	0,00	0,00	52 000,00	52 000,00
65818	Autres	21 000,00	0,00		3 980,00	0,00	0,00	3 980,00	3 980,00
6583	Pénalités sur marchés	21 000,00	0,00		21 000,00	0,00	0,00	21 000,00	21 000,00
6584	Amendes fiscales et pénales	1 000,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
65888	Autres	175 812,07	0,00		148 568,07	0,00	0,00	148 568,07	148 568,07
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**91 206 183,81**	**0,00**	**879 998,00**	**90 791 760,81**	**0,00**	**280 537,17**	**90 511 223,64**	**90 791 760,81**
66	Charges financières	311 743,92	0,00		267 555,80	0,00		267 555,80	267 555,80
66111	Intérêts réglés à l'échéance	328 013,05	0,00		283 544,60	0,00		283 544,60	283 544,60
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-16 269,13	0,00		-15 988,80	0,00		-15 988,80	-15 988,80
67	Charges spécifiques (4)	50 000,00	0,00		50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	0,00		50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	20 000,00			386 600,00	0,00		386 600,00	386 600,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	20 000,00			386 600,00	0,00		386 600,00	386 600,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**381 743,92**	**0,00**	**0,00**	**704 155,80**	**0,00**		**704 155,80**	**704 155,80**
Total des dépenses réelles		**91 587 927,73**	**0,00**	**879 998,00**	**91 495 916,61**	**0,00**	**280 537,17**	**91 215 379,44**	**91 495 916,61**
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 885 000,00*			*7 290 000,00*	*0,00*		*7 290 000,00*	*7 290 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*6 336 912,27*			*7 112 883,39*	*0,00*		*7 112 883,39*	*7 112 883,39*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*6 336 912,27*			*7 112 883,39*	*0,00*		*7 112 883,39*	*7 112 883,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**11 221 912,27**			**14 402 883,39**	**0,00**		**14 402 883,39**	**14 402 883,39**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	66 827,19
Montant des ICNE de l'exercice N-1	82 815,99
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-15 988,80

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**96 491 292,07**	**0,00**	**98 736 019,29**	**0,00**	**98 736 019,29**
013	Atténuations de charges (3)	678 048,00	0,00	632 500,00	0,00	632 500,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	380 000,00	0,00	425 000,00	0,00	425 000,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	100 000,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	198 048,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 440 805,00	0,00	1 647 493,96	0,00	1 647 493,96
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
70328	Autres droits stationnement et location	1 200,00	0,00	1 211,96	0,00	1 211,96
7062	Redevances services à caractère culturel	180 000,00	0,00	185 000,00	0,00	185 000,00
706888	Autres	2 300,00	0,00	2 300,00	0,00	2 300,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	113 531,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	1 143 774,00	0,00	1 458 632,00	0,00	1 458 632,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	29 299 121,00	0,00	29 905 899,00	0,00	29 905 899,00
732181	Dispositif de lissage conjoncturel	0,00	0,00	311 440,00	0,00	311 440,00
73221	FNGIR	9 428 103,00	0,00	9 428 103,00	0,00	9 428 103,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	632 358,00	0,00	663 702,00	0,00	663 702,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	13 991 910,00	0,00	14 100 291,00	0,00	14 100 291,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	5 246 750,00	0,00	5 402 363,00	0,00	5 402 363,00
731	Fiscalité locale	42 187 947,00	0,00	44 532 346,00	0,00	44 532 346,00
73111	Impôts directs locaux	15 537 651,00	0,00	16 498 887,00	0,00	16 498 887,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	1 200 000,00	0,00	1 215 832,00	0,00	1 215 832,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	1 100 000,00	0,00	1 093 955,00	0,00	1 093 955,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	1 207 000,00	0,00	1 207 000,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	22 126 299,00	0,00	22 284 002,00	0,00	22 284 002,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	1 891 997,00	0,00	1 924 422,00	0,00	1 924 422,00
73158	Autres taxes transp,véhic,droits station	0,00	0,00	58 248,00	0,00	58 248,00
731721	Taxe de séjour	190 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
7318	Autres	142 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	20 446 306,24	0,00	19 482 703,90	0,00	19 482 703,90

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	855 000,00	0,00	1 043 392,00	0,00	1 043 392,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	6 993 456,00	0,00	6 533 196,00	0,00	6 533 196,00
744	FCTVA	95 978,74	0,00	62 825,72	0,00	62 825,72
74718	Autres participations Etat	257 911,00	0,00	508 933,00	0,00	508 933,00
7472	Participation régions	257 814,00	0,00	115 000,00	0,00	115 000,00
7473	Participation départements	281 555,00	0,00	411 254,18	0,00	411 254,18
747888	Autres	2 265 788,50	0,00	1 624 688,00	0,00	1 624 688,00
748312	D.C.R.T.P.	4 588 689,00	0,00	3 754 296,00	0,00	3 754 296,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	4 584 380,00	0,00	5 280 347,00	0,00	5 280 347,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	0,00	0,00	13 194,00	0,00	13 194,00
748388	Autres	168 003,00	0,00	135 578,00	0,00	135 578,00
74888	Autres	97 731,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	819 734,50	0,00	836 607,56	0,00	836 607,56
752	Revenus des immeubles	332 610,50	0,00	355 858,56	0,00	355 858,56
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	487 124,00	0,00	480 749,00	0,00	480 749,00
Total des recettes de gestion des services		**94 871 961,74**	**0,00**	**97 037 550,42**	**0,00**	**97 037 550,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**94 871 961,74**	**0,00**	**97 037 550,42**	**0,00**	**97 037 550,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 619 330,33*		*1 698 468,87*	*0,00*	*1 698 468,87*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*1 619 330,33*		*1 698 468,87*	*0,00*	*1 698 468,87*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 619 330,33**		**1 698 468,87**	**0,00**	**1 698 468,87**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre *(RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**8 943 874,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 500,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 078 138,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	764 604,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 320 211,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	672 425,43	0,00	0,00	0,00	59 500,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 842 714,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	1 509 206,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	756 574,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**10 062 289,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 313,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	7 718 564,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 214 063,00	0,00	0,00	0,00	21 313,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 003 810,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	125 852,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**300 000,00**	**1 212 653,23**	**7 987 697,42**	**1 676 305,00**		**20 180 029,87**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 000,00	0,00	0,00		2 079 138,01
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	40 000,00	100 000,00	0,00		904 604,14
204	Subventions d'équipement versées	0,00	441 353,23	2 704 212,00	806 305,00		5 272 082,10
21	Immobilisations corporelles	300 000,00	211 000,00	3 211 000,00	865 000,00		5 318 925,43
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	517 000,00	1 972 485,42	0,00		4 332 199,76
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	2 300,00	0,00	5 000,00		1 516 506,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		756 574,43
RECETTES		**0,00**	**3 238,60**	**2 278 129,44**	**467 000,00**		**12 831 970,58**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		7 718 564,54
13	Subventions d'investissement	0,00	2 538,60	419 506,00	0,00		1 657 420,60
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 003 810,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	700,00	0,00	0,00		126 552,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	1 858 623,44	467 000,00		2 325 623,44

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**8 943 874,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	2 077 688,01	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	645 174,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 320 211,87	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	112 430,14	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	3 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	199 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	199 275,43	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 842 714,34	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	1 509 206,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	756 574,43	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**10 062 289,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	2 362 209,31	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves	5 356 355,23	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	1 124 063,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 810,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	125 852,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé			04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.			TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 943 874,22**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 077 688,01
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	645 174,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 320 211,87
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 430,14
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 650,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 275,43
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 842 714,34
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 509 206,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	756 574,43
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 062 289,54**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 362 209,31
106	Réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 356 355,23
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 124 063,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 810,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 852,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**59 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	59 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**21 313,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	21 313,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 500,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 313,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 313,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**1 091 634,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**121 019,23**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	320 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 019,23
213	Constructions	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	205 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	517 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	2 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 538,60**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 538,60
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 212 653,23**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 353,23
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	517 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 238,60**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 538,60
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**1 090 828,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 216 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 090 828,00	0,00	0,00	0,00	1 260 000,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 110 000,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 463 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 263 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**419 506,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	419 506,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**1 059 485,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	709 485,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**268 000,00**	**0,00**	**0,00**	**353 384,00**	**7 987 697,42**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353 384,00	2 704 212,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 110 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	268 000,00	0,00	0,00	0,00	2 031 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 972 485,42
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 858 623,44**	**2 278 129,44**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	419 506,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 858 623,44	1 858 623,44

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**	**865 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	865 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**756 305,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	756 305,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**467 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454	Travaux effectués d'office	0,00	467 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 676 305,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	806 305,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	865 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**467 000,00**
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	467 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**68 815 588,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 685 906,74**	**1 362 500,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	4 201 622,78	0,00	0,00	0,00	1 685 906,74	901 000,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	17 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	39 796 832,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	7 112 977,29	0,00	0,00	0,00	0,00	461 500,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	267 555,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	386 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**71 082 698,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	632 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	1 647 493,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	29 905 899,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	20 296 922,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	18 023 155,90	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	576 727,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**284 200,00**	**879 600,00**	**17 910 790,00**	**557 331,67**		**91 495 916,61**
011	Charges à caractère général	0,00	172 200,00	367 600,00	17 803 790,00	557 331,67		25 689 451,19
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		17 000 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00		39 846 832,33
65	Autres charges de gestion courante	0,00	112 000,00	512 000,00	57 000,00	0,00		8 255 477,29
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		267 555,80
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		386 600,00
RECETTES		**0,00**	**13 280,00**	**9 000,00**	**25 532 572,00**	**0,00**		**97 037 550,42**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		632 500,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 647 493,96
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		29 905 899,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	24 235 424,00	0,00		44 532 346,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	1 059 548,00	0,00		19 482 703,90
75	Autres produits de gestion courante	0,00	13 280,00	9 000,00	237 600,00	0,00		836 607,56
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**68 815 588,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	481 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	787 791,79	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	132 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	71 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	498 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	288 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	321 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	48 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	324 866,49	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	160 700,50	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	75,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	795 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	301 776,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	235 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	11 004 867,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	4 750 771,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	637 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	45 486,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	310 396,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	22 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	1 586 159,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	4 978 474,22	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
658	Charges diverses de gestion courante	215 548,07	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	267 555,80	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	386 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	39 796 832,33	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**71 082 698,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	425 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	1 561,96	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	187 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	1 458 632,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	20 296 922,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	10 403 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00
735	Fraction de TVA	19 502 654,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741	D.G.F.	7 576 588,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	62 825,72	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 335 905,18	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	9 047 837,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	355 858,56	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	220 869,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
735	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741	D.G.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 815 588,20**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	481 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	787 791,79
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 620,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 390,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 420,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 380,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 866,49
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 700,50
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 319,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301 776,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 910,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 004 867,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 750 771,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	637 100,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 486,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 396,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 400,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 586 159,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 978 474,22

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 548,07
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267 555,80
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	386 600,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 796 832,33
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71 082 698,42**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 561,96
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 300,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 458 632,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 296 922,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 403 245,00
735	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 502 654,00
741	D.G.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 576 588,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 825,72
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 335 905,18
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 047 837,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355 858,56
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 869,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**1 685 906,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	8 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	1 665 856,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 685 906,74**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 050,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 665 856,74
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 362 500,00**	**1 362 500,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	893 000,00	893 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	461 500,00	461 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 000,00**	**400 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**115 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**146 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**284 200,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 280,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 280,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**846 450,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 150,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	231 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
613	Locations	0,00	20 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	75 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 650,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	512 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**879 600,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 950,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 800,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 650,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	512 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 000,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**144 090,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 220 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	568 500,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 688 700,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	86 500,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	615 000,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	69 738,00	0,00	0,00	0,00	118 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	2 352,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	57 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**17 470,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 453 102,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	22 309 002,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	17 470,00	0,00	0,00	0,00	906 500,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	237 600,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**496 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	381 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 062 000,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	1 926 422,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	135 578,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 910 790,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	668 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 718 700,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 500,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	996 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 738,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 352,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 532 572,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 235 424,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	923 970,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 578,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**557 331,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	37 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	511 311,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**557 331,67**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 020,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	511 311,67
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**34 885 837,39**									
1641 Emprunts en euros (total)					34 885 837,39									
101 005	BANQUE POSTALE	27/07/2015	2015-09-08	01/10/2016	2 500 000,00	F	Taux fixe à 2.11 %	2,110	2,110	EUR	A	C	O	A-1
101 007	CREDIT AGRICOLE	04/12/2018	2018-12-07	05/03/2019	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.51 %	1,510	1,520	EUR	T	C	O	A-1
101002 Réam	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/12/2007	2007-12-12	31/03/2009	4 500 000,00	C	EONIA(Postfixé)-Floor -0.1 sur EONIA(Postfixé) + 0.1	3,980	4,110	EUR	A	C	O	A-1
101003	CAISSE D'EPARGNE	08/08/2012	2014-08-25	25/08/2015	1 085 837,39	F	Taux fixe à 4.98 %	4,980	4,980	EUR	A	P	O	A-1
101004	SFIL CAFFIL	18/07/2013	2013-07-23	01/11/2013	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,500	EUR	T	C	O	A-1
101006	SFIL CAFFIL	28/07/2017	2017-08-07	01/09/2018	7 000 000,00	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	1,650	EUR	A	C	O	A-1
101008	CREDIT AGRICOLE	04/10/2019	2019-10-07	10/01/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	0,930	EUR	T	C	O	A-1
101009	CREDIT AGRICOLE	21/12/2020	2020-12-30	05/03/2021	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	0,740	EUR	T	C	O	A-1
101010	BANQUE POSTALE	23/12/2020	2021-01-12	01/06/2021	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,740	EUR	T	C	O	A-1
101011	CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	07/12/2021	2021-12-28	05/04/2022	5 900 000,00	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	0,550	EUR	T	P	O	A-1
101012	CREDIT AGRICOLE	28/12/2022	2023-01-12	15/04/2023	1 900 000,00	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,430	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**34 885 837,39**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**18 184 188,12**					**2 077 688,01**	**283 544,60**	**0,00**	**66 827,19**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		18 184 188,12					2 077 688,01	283 544,60	0,00	66 827,19
101 005	N	0,00	A-1	833 333,30	4,75	F	Taux fixe à 2.11 %	2,110	166 666,67	17 583,33	0,00	3 477,59
101 007	N	0,00	A-1	2 133 333,24	7,93	F	Taux fixe à 1.51 %	1,520	266 666,68	30 703,33	0,00	1 957,41
101002 Réam	N	0,00	A-1	675 000,00	2,25	F	Taux fixe à 4.92 %	4,990	225 000,00	33 671,25	0,00	16 912,50
101003	N	0,00	A-1	214 738,11	1,65	F	Taux fixe à 4.98 %	4,980	104 760,55	10 693,96	0,00	1 901,72
101004	N	0,00	A-1	550 000,00	2,58	F	Taux fixe à 3.45 %	3,500	200 000,00	16 387,50	0,00	1 978,96
101006	N	0,00	A-1	4 200 000,00	11,67	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	350 000,00	69 300,00	0,00	20 998,54
101008	N	0,00	A-1	1 200 000,08	8,77	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	133 333,32	10 695,00	0,00	2 204,44
101009	N	0,00	A-1	1 125 000,00	14,93	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	75 000,00	8 116,88	0,00	539,58
101010	N	0,00	A-1	1 143 750,00	15,17	F	Taux fixe à 0.73 %	0,740	75 000,00	8 256,60	0,00	650,16
101011	N	0,00	A-1	4 470 283,39	11,01	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	386 260,79	23 790,81	0,00	5 303,56
101012	N	0,00	A-1	1 638 750,00	17,04	F	Taux fixe à 3.39 %	3,430	95 000,00	54 345,94	0,00	10 902,73
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**18 184 188,12**					**2 077 688,01**	**283 544,60**	**0,00**	**66 827,19**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	11	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	18 184 188,12	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		10-12-2024
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Subv equip autre org pub-projets infrast	40	01/01/2000
L	MAD - Installations générales	20	01/01/2000
L	Subvention d'équipement voirie	30	01/01/2000
L	Autres réseaux	15	01/01/2008
L	MAD - Immobilisations incorporelles	2	01/07/2008
L	Réseaux d'électrification	15	01/07/2008
L	MAD - Véhicules	10	01/07/2008
L	MAD - Mobilier	10	01/07/2008
L	MAD - Autres immobilisations corporelles	10	01/07/2008
L	Subv. amortissable - Région	30	01/07/2008
L	Subv. amortissable - Département	30	01/07/2008
L	Subv. amortissable - Budg. Communautaire	30	01/07/2008
L	Subv. amortissable - Autres	30	01/07/2008
L	Subv. amortissable - Etat	15	04/07/2008
L	MAD - Matériel informatique	4	01/01/2015
L	Autres org. publics - Bâtiments et inst.	30	10/12/2024
L	Privés - Bâtiments et installations	30	10/12/2024
L	Logiciels	2	10/12/2024
L	Autres agencements et aménagements	15	10/12/2024
L	Installations de voirie	25	10/12/2024
L	Installations générales, agencements	15	10/12/2024
L	Réseaux cablés	15	10/12/2024
L	Autres matériels et outillages	15	10/12/2024
L	Autres installations	15	10/12/2024
L	MAD - Installation de voirie	25	10/12/2024
L	MAD - Réseaux cablés	20	10/12/2024
L	MAD - Réseaux d'électrification	20	10/12/2024
L	MAD - Autres réseaux	20	10/12/2024
L	MAD - Autres installations	15	10/12/2024
L	Véhicules	5	10/12/2024

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Camions et VI	8	10/12/2024
L	Matériel informatique	4	10/12/2024
L	Matériel de bureau	5	10/12/2024
L	Mobilier	10	10/12/2024
L	Autres immobilisations corporelles	10	10/12/2024
L	Installations générales, agencements	15	10/12/2024
L	Autres bâtiments publics	40	10/12/2024
L	Frais d'étude	5	10/12/2024
L	Autres constructions	40	10/12/2024
L	MAD Matériel roulant de voirie	10	10/12/2024
L	Autre matériel et outillage de voirie	8	10/12/2024
L	Subv GFP proj infrastructure	40	10/12/2024
L	Matériel roulant de voirie	8	10/12/2024
L	Subv. équipement communes	30	10/12/2024
L	Frais d'Insertion	5	10/12/2024
L	Frais liés à la réalisation docs urbanis	1	10/12/2024
L	Sub Dep Batiments et installation	1	10/12/2024
L	Frais d'étude et développement	5	10/12/2024
L	Plantation	0	10/12/2024
L	Autres matériels de bureau Mobiliers	10	10/12/2024
L	Subv equip batiments installations	30	10/12/2024
L	subv pers dt privé - biens mobiliers	5	10/12/2024
L	Droit de superficie	2	10/12/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**386 600,00**		**1 794,00**	**388 394,00**	**0,00**	**388 394,00**
Provisions pour litiges	**385 000,00**		**0,00**	**385 000,00**	**0,00**	**385 000,00**
litiges	385 000,00		0,00	385 000,00	0,00	385 000,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**1 600,00**		**1 794,00**	**3 394,00**	**0,00**	**3 394,00**
créances douteuses	1 600,00	10/12/2025	1 794,00	3 394,00	0,00	3 394,00
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**386 600,00**		**1 794,00**	**388 394,00**	**0,00**	**388 394,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	386 600,00		1 794,00	388 394,00	0,00	388 394,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01 — **Intitulé de l'opération : Etat - Canal Haute Crau Canal de la Haute Crau - Phase 1** — **Date de la délibération : 26/06/2019**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**9 619 409,20**	**9 189,27**	**0,00**	**9 189,27**
4541 Travaux Canal Haute Crau (5)	9 619 409,20	9 189,27	0,00	9 189,27
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**9 619 409,20**	**9 189,27**	**0,00**	**9 189,27**
RECETTES (b)	**9 496 610,15**	**2 162 692,99**	**28 800,00**	**2 191 492,99**
4542 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	9 496 610,15	2 162 692,99	28 800,00	2 191 492,99
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**9 496 610,15**	**2 162 692,99**	**28 800,00**	**2 191 492,99**

N° opération : 02 — **Intitulé de l'opération : Canal Haute Crau Tronçon Mas d'Artaud** — **Date de la délibération : 20/06/2024**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 106 791,18**	**0,00**	**756 574,43**	**756 574,43**
4541 Travaux Canal Haute Crau (5)	1 106 791,18	0,00	756 574,43	756 574,43
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 106 791,18**	**0,00**	**756 574,43**	**756 574,43**
RECETTES (b)	**383,87**	**0,00**	**1 858 623,44**	**1 858 623,44**
4542 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	383,87	0,00	1 858 623,44	1 858 623,44
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 02	Intitulé de l'opération : Canal Haute Crau Tronçon Mas d'Artaud			Date de la délibération : 20/06/2024
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**383,87**	**0,00**	**1 858 623,44**	**1 858 623,44**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**26 098 446,52**	**22 883 007,67**											**536 037,80**	**465 106,30**
CARITAS HABITAT	2022	P		CDC	228 532,15	228 401,66	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	5 024,84	1 628,34
CARITAS HABITAT	2022	P		CDC	92 950,00	92 950,00	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CARITAS HABITAT	2022	P		CDC	288 488,20	288 323,48	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	6 343,12	2 055,54
SOCIETE ANONYME D'HLM FAMILLE ET PROVENCE	2018	P		CDC	548 506,35	460 821,78	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	13 824,65	17 149,81

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE ANONYME D'HLM FAMILLE ET PROVENCE	2018	P		CDC	1 915 200,00	1 579 879,33	19,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,150	A-1	EUR	33 967,41	64 057,09
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2019	P		CDC	91 575,45	88 614,22	53,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	2,050	A-1	EUR	1 995,34	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2019	P		CDC	152 284,50	140 650,92	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,500	A-1	EUR	2 109,76	2 123,63
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2019	P		CDC	205 499,70	198 854,55	53,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	2,050	A-1	EUR	4 477,64	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2019	P		CDC	341 733,15	321 142,75	33,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	7 386,28	3 679,07
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	970 844,85	941 528,08	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	30 102,35	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	927 792,00	913 493,52	55,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.36	0,860	V	Livret A(Préfixé) + 0.36	2,760	A-1	EUR	19 115,13	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	356 982,30	343 546,62	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	7 558,03	1 858,73
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	394 410,60	388 332,22	55,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.36	0,860	V	Livret A(Préfixé) + 0.36	2,760	A-1	EUR	8 125,97	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	195 975,00	195 975,00	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	452 250,00	452 250,00	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,920	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	13 567,50	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	107 100,00	107 100,00	55,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,970	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	3 213,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	99 450,00	99 450,00	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	173 758,05	171 127,13	55,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.39	0,890	V	Livret A(Préfixé) + 0.39	2,790	A-1	EUR	3 611,73	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	234 353,70	225 533,37	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	4 961,73	1 220,23
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	474 351,30	467 169,00	55,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.39	0,890	V	Livret A(Préfixé) + 0.39	2,790	A-1	EUR	9 859,85	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2021	P		CDC	599 587,20	581 481,36	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	18 591,01	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	378 000,00	378 000,00	56,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,970	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,000	A-1	EUR	11 340,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	163 800,00	163 800,00	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	374 341,50	374 341,50	57,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.27	3,270	V	Livret A(Préfixé) + 0.27	2,670	A-1	EUR	8 394,39	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	297 299,70	297 299,70	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,200	A-1	EUR	6 540,59	1 903,98
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	522 729,00	522 729,00	57,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.27	3,270	V	Livret A(Préfixé) + 0.27	2,670	A-1	EUR	11 721,89	0,00
UNICIL SA HABITATION LOYER MODERE	2022	P		CDC	488 197,80	488 197,80	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	2,930	A-1	EUR	15 933,34	0,00
VILOGIA	2016	P		CDC	7 702 890,00	6 499 575,85	25,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.03)	0,720	V	Livret A(Préfixé) + (-0.03)	2,370	A-1	EUR	154 039,95	125 473,27
VILOGIA	2016	P		CDC	1 429 110,00	893 920,89	10,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.1	0,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.1	2,500	A-1	EUR	22 348,02	64 518,86
VILOGIA	2017	P		CDC	218 655,00	48 654,30	1,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	1 119,05	23 934,49

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2018	P		CDC	4 650 400,46	4 297 003,89	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	98 831,09	88 219,54
VILOGIA	2018	P		CDC	38 534,69	36 968,73	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	A-1	EUR	1 261,16	0,00
VILOGIA	2018	P		CDC	115 603,17	108 598,92	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,810	A-1	EUR	3 051,63	1 327,29
VILOGIA	2019	P		CDC	312 320,70	260 285,94	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,300	A-1	EUR	5 986,58	9 782,84
VILOGIA	2018	P		C.C.C.COOP	184 500,00	57 192,95	2,63	A	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	A-1	EUR	543,33	18 884,35
VILOGIA	2020	P		C.C.C.COOP	370 440,00	169 813,21	4,26	S	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	A-1	EUR	1 091,44	37 289,24
TOTAL GENERAL					**26 098 446,52**	**22 883 007,67**											**536 037,80**	**465 106,30**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**97 037 550,42**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-1 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe GEMAPI	122 180,00	2 076 620,00	2 000 000,00	198 800,00
taxe de séjour	0,00	234 918,13	234 918,13	0,00
Total	**122 180,00**	**2 311 538,13**	**2 234 918,13**	**198 800,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe GEMAPI

Reste à employer au 01/01/N	**122 180,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
73136.0	Taxe GEMAPI	1 908 617,00
748388	Autres	168 003,00
	Total	**2 076 620,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
2041583	Projets dapos ; infrastructure	575 265,00
65548	Autres contributions	1 424 735,00
	Total	**2 000 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**198 800,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721.0	taxes de séjour	234 918,13
	Total	**234 918,13**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
.	dépenses de personnel	234 918,13
	Total	**234 918,13**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**0,00**
FONCTIONNEMENT (total)					**106 500,00**
65748	Citélabs	Sensibilisation création entreprises portage projets	Initiative pays d'Arles	Association	12 000,00
65748	Des étoiles et des femmes	Préparation CAP cuisine	Petit à petit	Association	10 000,00
65748	sécuriser son quotidien pour avancer	Ateliers collectifs base de la gestion budgétaire	Delta sud formation	Association	6 500,00
65748	Activités vertes	Développement parcours expérimentaux	Vers un tiers lieu en pays d'arles	Association	20 000,00
65748	Chantier d'insertion Titus	Amélioration cadre de vie quartiers prioritaires de la ville	Regards	Association	10 000,00
65748	Chantier d'insertion Repasserie	Service entretien linge	Regards	Association	10 000,00
65748	Chantier d'insertion, prévention et aménagement des sites paysagers	Prévention, entretien et aménagement de sites paysagers	Delta Sud Initiatives	Association	10 000,00
65748	Chantier d'insertion "humanités numériques"	Développement de logiciels avec visée qualifiante	Résurgences	Association	10 000,00
65748	Service emploi		CIDFF	Association	8 000,00
65748	Aides individuelles aux adhérents du PLIE	Aides individuelles pour dépenses nécessaires entrée emploi ou formation	TEEF	Association	10 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**108,00**	**1,69**	**109,69**	**79,99**	**22,00**	**101,99**
Adjt adm	C	15,00	1,49	16,49	13,49	2,00	15,49
Adjt adm Pal 1Cl	C	24,00	0,00	24,00	22,30	0,00	22,30
Adjt adm Pal 2Cl	C	16,00	0,20	16,20	13,60	0,20	13,80
Attaché	A	22,00	0,00	22,00	8,50	11,80	20,30
Attaché HCl	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché Pal	A	9,00	0,00	9,00	8,00	1,00	9,00
Rédacteur	B	6,00	0,00	6,00	1,00	5,00	6,00
Rédacteur Pal 1Cl	B	6,00	0,00	6,00	5,80	0,00	5,80
Rédacteur Pal 2Cl	B	8,00	0,00	8,00	5,30	2,00	7,30
FILIERE TECHNIQUE (c)		**195,00**	**0,39**	**195,39**	**143,99**	**44,00**	**187,99**
Adjt tech	C	89,00	0,39	89,39	49,39	39,00	88,39
Adjt tech Pal 1Cl	C	22,00	0,00	22,00	21,50	0,00	21,50
Adjt tech Pal 2Cl	C	31,00	0,00	31,00	28,50	0,00	28,50
Agent maitrise	C	15,00	0,00	15,00	15,00	0,00	15,00
Agent maitrise Pal	C	13,00	0,00	13,00	12,00	0,00	12,00

Ingénieur	A	4,00	0,00	4,00	1,80	2,00	3,80
Ingénieur Pal	A	11,00	0,00	11,00	8,80	1,00	9,80
Technicien	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Technicien Pal 1Cl	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Technicien Pal 2Cl	B	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**2,00**	**5,00**	**7,00**
Animateur	B	5,00	0,00	5,00	0,00	5,00	5,00
Animateur Pal 1Cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**310,00**	**2,08**	**312,08**	**225,98**	**71,00**	**296,98**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjt adm	C	ADM	367	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm Pal 2Cl	C	ADM	430	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD Contrat à durée déterminée
Animateur	B	ANIM	431	0,00	332-13	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	732	0,00	332-11	CDI Contrat à durée indéterminée
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché Pal	A	ADM	843	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Ingénieur	A	TECH	774	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Ingénieur	A	TECH	739	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Ingénieur Pal	A	TECH	896	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	332-8-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	538	0,00	332-11	CDI Contrat à durée indéterminée
Rédacteur	B	ADM	389	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur Pal 2Cl	B	ADM	528	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur Pal 2Cl	B	ADM	638	0,00	332-11	CDI Contrat à durée indéterminée
Technicien Pal 2Cl	B	TECH	444	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Technicien Pal 2Cl	B	TECH	528	0,00	332-14	CDD Contrat à durée déterminée
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Attaché	A	ADM	693	0,00	332-11	CDI Contrat à durée indéterminée
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.

333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
07/04/2021 - Affermage	Groupe Nicollin		personnes morales de droit privé autres qu'org?	2 430 000,00
10/04/2024 - Affermage	GDV		personnes morales de droit privé autres qu'org?	135 000,00
Détention d'une part du capital				
27/01/2015 - détention de 692 actions	SPLPA		personnes morales de droit privé autres qu'org?	173 000,00
17/11/2023 - détention de 256310 actions	SPL TRI RHODANIEN (CDD DDFIP)		personnes morales de droit privé autres qu'org?	256 310,00
20/09/2024 - détention de 1 action	SPL AGATE (CA NIMES METROPOLE)		personnes morales de droit privé autres qu'org?	225,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
18/02/2016 - garantie d'emprunt	VILOGIA	VILOGIA	Société d'économie Mixte	12 513 614,00
19/06/2018 - garantie d'emprunt	HLM Famille et Provence	HLM Famille et Provence	Société anonyme HLM	2 187 110,00
19/03/2021 - garantie d'emprunt	UNICIL	UNICIL	Société Anonyme de HLM	7 860 958,00
15/02/2022 - garantie d'emprunt	CARITAS HABITAT	CARITAS HABITAT	Société en commandite par action	609 970,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				
27/02/2025 - Concession aménagement	SPL AGATE		personnes morales de droit privé autres qu'org?	8 572 371,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
PETR	02/08/2005	Sans fiscalité propre	411 906,00
SM CONSERVATOIRE PAYS ARLES	28/11/2006	Sans fiscalité propre	1 665 856,74
SYMCRAU	25/02/2011	Sans fiscalité propre	68 196,00
SYMADREM	26/08/2016	Sans fiscalité propre	1 426 159,00
SUD RHONE ENVIRONNEMENT	28/09/2016	Sans fiscalité propre	160 000,00
SM PROVENCE FLUVIALE	06/03/2019	Sans fiscalité propre	5 250,00
Parc naturel régional des Alpilles	01/06/2022	Sans fiscalité propre	10 000,00
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Assainissement collectif et non collectif	Assainissement	01/01/2004	30/01/2004	24130041700029	SPIC	oui
Eau potable	Eau	01/01/2004	30/01/2004	24130041700037	SPIC	oui
Aménagement de zone	Zone Ferrand	01/01/2006	21/02/2006	24130041700052	SPA	oui
Aménagement de zone	Zone Plaine de Montmajour	01/01/2006	21/02/2006	24130041700060	SPA	oui
Aménagement de zone	Zone du Roubian	01/01/2007	22/02/2007	24130041700078	SPA	oui
Aménagement de zone	Zone des Papeterie Etienne	26/09/2018	26/09/2018	24130041700095	SPA	oui
Réseau transports	Réseau transports	01/01/2019	03/04/2019	24130041700094	SPA	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-2 698 500,90**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-2 657 854,33**	**-2 657 854,33**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-5 356 355,23**	**-2 657 854,33**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**5 356 355,23**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-5 356 355,23**	**-2 657 854,33**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**-2 657 854,33**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**3 776 156,88**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**16 891 644,70**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**13 115 487,82**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**3 776 156,88**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 077 688,01**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 077 688,01	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 698 468,87**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 698 468,87*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**16 891 644,70**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 488 761,31**	**0,00**
10222	FCTVA	2 362 209,31	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
275	Dépôts et cautionnements versés	700,00	0,00
27632	Créance Régions	125 852,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**14 402 883,39**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*452 481,56*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*198 877,60*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*20 985,48*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*33 333,34*	*0,00*
2804114	*Voirie*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*8 333,33*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*135 382,84*	*0,00*
28041513	*Subv. Grpt : Projet infrastructure*	*119 166,23*	*0,00*
28041583	*Autres grpts-Proj infrastruct Int nation*	*173 185,09*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*62 268,19*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*25 421,60*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*68 983,37*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*815 812,18*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*198 001,28*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*168 056,75*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*256 652,50*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*268 201,20*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*127 606,58*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*34 767,55*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*208 599,33*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*260 554,10*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*387,42*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*9 831,04*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*136 266,95*	*0,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*453 808,06*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*14 435,99*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*3 215,09*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*2 183 357,84*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*19 633,26*	*0,00*
281751	*Réseaux de voirie (m. à dispo)*	*162 588,29*	*0,00*
281752	*Installations de voirie (m. à dispo)*	*1 316,11*	*0,00*
2817533	*Réseaux câblés (mise à dispo)*	*3 280,53*	*0,00*
2817534	*Réseaux d'électrification (mise à dispo)*	*10 092,94*	*0,00*
2817538	*Autres réseaux (mise à dispo)*	*35 427,56*	*0,00*
28175731	*Matériel roulant (mise à dispo)*	*18 444,88*	*0,00*
281758	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*857,60*	*0,00*
2817828	*Autres matériels transport (m. à dispo)*	*132 809,13*	*0,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*586,56*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*1 193,81*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*94 695,02*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*74 274,48*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*51 315,77*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*24 959,44*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*43 435,52*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*7 290 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Hôtel d'entreprise	Maison des éditeurs et des industries culturelles et Village d'entreprises	29/06/2010	02/10/2012	SPA
Hôtel d'entreprise	Abattoirs de Tarascon	25/09/2019	25/09/2019	SPA
Location fibre optique noire	Fibre Optique	01/01/2021		SPA
Hôtel d'entreprise	Foncier	01/12/2025		SPA

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		137 281 000,00	2,93	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		4 858 000,00	0,72	2,62	0,00	127 280,00	-9,33
CFE		48 131 000,00	1,37	31,11	0,00	14 973 554,00	8,46
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		12 593 000,00	-5,59	10,22	0,00	1 287 005,00	-12,79
TOTAL		**202 863 000,00**	**1,93**			**16 387 839,00**	**6,26**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**450,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	450,00
Acquisitions d'immobilisations		**5 306 000,00**
2041582	Bâtiments et installations	1 260 000,00
2051	Concessions et droits similaires	50 000,00
21318	Autres bâtiments publics	1 050 000,00
21351	Bâtiments publics	90 000,00
2152	Installations de voirie	48 000,00
21571	Matériel ferroviaire	660 000,00
21578	Autre matériel technique	15 000,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	740 000,00
21828	Autres matériels de transport	70 000,00
2313	Constructions	1 263 000,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	60 000,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**5 306 450,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***58 930,67***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*27 492,46*
13912	*Régions*	*43,86*
13913	*Départements*	*31 394,35*
041	***Opérations patrimoniales***	***31 134,80***
2313	*Constructions*	17 734,80
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	13 400,00
Total des dépenses d'ordre		***90 065,47***
TOTAL GENERAL		**5 396 515,47**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)

Article (2)	Libellé (2)	Montant
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**600,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	600,00
Dotations et subventions reçues		**600 000,00**
1312	Régions	600 000,00
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**600 600,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***973 884,82***
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*	*519,26*
281318	*Autres bâtiments publics*	*3 799,69*
281351	*Bâtiments publics*	*6 559,52*
28138	*Autres constructions*	*88 456,29*
28152	*Installations de voirie*	*2 031,85*
281571	*Matériel ferroviaire*	*453 808,06*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*12 679,65*
281578	*Autre matériel technique*	*2 072,77*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*186 006,54*
281735	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*	*19 633,26*
28175731	*Matériel roulant*	*18 444,88*
281758	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*857,60*
2817828	*Autres matériels de transport*	*132 809,13*
281788	*Autres*	*1 193,81*
28181	*Installations générales, agencements, aménagements divers*	*2 202,09*
281828	*Autres matériels de transport*	*40 313,82*
28188	*Autres*	*2 496,60*
041	***Opérations patrimoniales***	***17 734,80***
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	17 734,80
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***991 619,62***
	TOTAL GENERAL	**1 592 219,62**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	**Charges à caractère général**	**17 149 090,00**
60611	Eau et assainissement	8 500,00
60612	Energie - Electricité	57 000,00
60621	Combustibles	51 500,00
60622	Carburants	480 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	15 800,00
60636	Habillement et vêtements de travail	40 000,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00
611	Contrats de prestations de services	15 516 700,00
6132	Locations immobilières	86 000,00
61351	Matériel roulant	500,00
614	Charges locatives et de copropriété	500,00
615221	Bâtiments publics	33 300,00
61551	Matériel roulant	575 000,00
61558	Autres biens mobiliers	10 000,00
6156	Maintenance	9 290,00
617	Etudes et recherches	118 000,00
6182	Documentation générale et technique	1 500,00
6236	Catalogues et imprimés	30 000,00
62875	Aux communes membres du GFP	8 000,00
6288	Autres	100 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	2 500,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	4 000,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**8 049 636,00**
.	Dépenses de personnel	8 049 636,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**170 000,00**
65568	Autres contributions	160 000,00
6583	Pénalités sur marchés	10 000,00
66	**Charges financières**	**0,00**

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**25 368 726,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***973 884,82***
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*973 884,82*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***973 884,82***
TOTAL GENERAL		**26 342 610,82**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**22 309 002,00**
73118	Autres contributions directes	25 000,00
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	22 284 002,00
Dotations et participations reçues		**906 500,00**
747888	Autres	906 500,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**485 665,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**485 665,00**
752	Revenus des immeubles	80 065,00
75888	Autres	405 600,00
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**23 701 167,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***50 587,07***
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*50 587,07*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes d'ordre		***50 587,07***
TOTAL GENERAL		**23 751 754,07**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°13 : Finances / Budget primitif 2026 - Budget annexe de l'assainissement

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Il s'agit d'approuver le budget primitif du budget annexe de l'assainissement de la communauté d'agglomération pour l'exercice 2026.
Le budget est voté avec reprise des résultats 2025 après le vote du compte financier unique 2025.
Le principe d'équilibre pour chaque section est bien respecté, conformément à la maquette budgétaire annexée au présent rapport.
Les montants arrêtés en dépenses et en recettes du budget primitif pour chaque section tels qu'ils figurent dans ladite maquette budgétaire s'établissent comme suit :

Budget annexe assainissement

SECTION EXPLOITATION	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	17 929 250,00 €	11 707 382,12 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté		6 221 867,88 €
TOTAL SECTION D'EXPLOITATION	***17 929 250,00 €***	***17 929 250,00 €***

SECTION INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	9 324 018,86 €	11 056 897,28 €
Restes à réaliser de l'exercice	634 955,55 €	1 970 102,72 €
Résultat reporté	3 068 025,59 €	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	***13 027 000,00 €***	***13 027 000,00 €***
TOTAL BUDGET	**30 956 250,00 €**	**30 956 250,00 €**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M49 ;

Vu la délibération du conseil communautaire CC2026-024 du 14/04/2026, relative au débat et au rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2026 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget primitif 2026 du budget annexe de l'assainissement, par nature et par chapitre ;

L'article 1612-28 du CGCT permet des facilités de virements entre chapitres selon certaines conditions ; il est proposé d'utiliser cette possibilité, à savoir autoriser le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

En cas d’utilisation de cette délégation, le Président informera le Conseil communautaire de ces mouvements lors de la séance la plus proche.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - ADOPTER le budget primitif 2026 du budget annexe de l’assainissement dans sa présentation par nature et complété des annexes réglementaires ;

2 - DÉCIDER du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses, conformément aux tableaux ci-dessous ;

3 – AUTORISER le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (à l’exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections du budget principal ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	17 929 250,00	11 707 382,12
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 6 221 867,88
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	17 929 250,00	17 929 250,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	9 324 018,86	11 056 897,28
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	634 955,55	1 970 102,72
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 3 068 025,59	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	13 027 000,00	13 027 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	30 956 250,00	30 956 250,00

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	6 763 023,97	0,00	7 687 110,89	0,00	7 687 110,89
012	Charges de personnel, frais assimilés	453 000,00	0,00	498 350,00	0,00	498 350,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	155 500,00	0,00	380 203,00	0,00	380 203,00
Total des dépenses de gestion des services		**7 371 523,97**	**0,00**	**8 565 663,89**	**0,00**	**8 565 663,89**
66	Charges financières	200 004,04	0,00	168 378,03	0,00	168 378,03
67	Charges spécifiques	200 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	48 000,00		50 000,00	0,00	50 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**7 819 528,01**	**0,00**	**8 834 041,92**	**0,00**	**8 834 041,92**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*7 400 000,00*		*7 044 552,93*	*0,00*	*7 044 552,93*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 857 371,99*		*2 050 655,15*	*0,00*	*2 050 655,15*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		*9 257 371,99*		*9 095 208,08*	*0,00*	*9 095 208,08*
TOTAL		**17 076 900,00**	**0,00**	**17 929 250,00**	**0,00**	**17 929 250,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 929 250,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 047 386,23	0,00	11 165 199,42	0,00	11 165 199,42
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	50 005,00	0,00	50 005,00
Total des recettes de gestion des services		**11 047 386,23**	**0,00**	**11 215 204,42**	**0,00**	**11 215 204,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 047 386,23**	**0,00**	**11 215 204,42**	**0,00**	**11 215 204,42**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*496 031,74*		*492 177,70*	*0,00*	*492 177,70*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		*496 031,74*		*492 177,70*	*0,00*	*492 177,70*
TOTAL		**11 543 417,97**	**0,00**	**11 707 382,12**	**0,00**	**11 707 382,12**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**6 221 867,88**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 929 250,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**8 603 030,38**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	495 000,00	139 649,56	260 000,00	0,00	399 649,56
21	Immobilisations corporelles	1 090 000,00	65 989,52	1 953 500,00	0,00	2 019 489,52
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 778 053,28	429 316,47	4 881 590,56	0,00	5 310 907,03
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**8 363 053,28**	**634 955,55**	**7 095 090,56**	**0,00**	**7 730 046,11**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 099 753,32	0,00	1 115 287,60	0,00	1 115 287,60
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	546 095,00	0,00	546 095,00
Total des dépenses financières		**1 099 753,32**	**0,00**	**1 661 382,60**	**0,00**	**1 661 382,60**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 462 806,60**	**634 955,55**	**8 756 473,16**	**0,00**	**9 391 428,71**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*496 031,74*		*492 177,70*	*0,00*	*492 177,70*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*396 000,00*		*75 368,00*	*0,00*	*75 368,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		*892 031,74*		*567 545,70*	*0,00*	*567 545,70*
TOTAL		**10 354 838,34**	**634 955,55**	**9 324 018,86**	**0,00**	**9 958 974,41**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 068 025,59**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 027 000,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	701 466,35	1 970 102,72	153 442,77	0,00	2 123 545,49
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**701 466,35**	**1 970 102,72**	**153 442,78**	**0,00**	**2 123 545,50**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	2 816 116,58	0,00	1 732 878,42	0,00	1 732 878,42
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**2 816 116,58**	**0,00**	**1 732 878,42**	**0,00**	**1 732 878,42**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**3 517 582,93**	**1 970 102,72**	**1 886 321,20**	**0,00**	**3 856 423,92**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*7 400 000,00*		*7 044 552,93*	*0,00*	*7 044 552,93*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 857 371,99*		*2 050 655,15*	*0,00*	*2 050 655,15*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*396 000,00*		*75 368,00*	*0,00*	*75 368,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		*9 653 371,99*		*9 170 576,08*	*0,00*	*9 170 576,08*
TOTAL		**13 170 954,92**	**1 970 102,72**	**11 056 897,28**	**0,00**	**13 027 000,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 027 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**8 603 030,38**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ACCM - 07901 Budget Annexe Assainissement
EPCI

Numéro SIRET : 24130041700029
Poste comptable : La Trésorerie Arles Municipale

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : 07901 - Budget Assainissement

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 20
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 25
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 27
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 31
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 33
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 34
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 35

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Nota. – Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III. – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
– Fonctionnement :7.5% (maximum 7,5 %)
– Investissement :7.5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport au budget primitifde l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	17 929 250,00	11 707 382,12
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 6 221 867,88
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	17 929 250,00	17 929 250,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	9 324 018,86	11 056 897,28
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	634 955,55	1 970 102,72
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 3 068 025,59	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	13 027 000,00	13 027 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	30 956 250,00	30 956 250,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices)

(2) A renseigner uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	6 763 023,97	0,00	7 687 110,89	0,00	7 687 110,89
012	Charges de personnel, frais assimilés	453 000,00	0,00	498 350,00	0,00	498 350,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	155 500,00	0,00	380 203,00	0,00	380 203,00
Total des dépenses de gestion des services		**7 371 523,97**	**0,00**	**8 565 663,89**	**0,00**	**8 565 663,89**
66	Charges financières	200 004,04	0,00	168 378,03	0,00	168 378,03
67	Charges spécifiques	200 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	48 000,00		50 000,00	0,00	50 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**7 819 528,01**	**0,00**	**8 834 041,92**	**0,00**	**8 834 041,92**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*7 400 000,00*		*7 044 552,93*	*0,00*	*7 044 552,93*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 857 371,99*		*2 050 655,15*	*0,00*	*2 050 655,15*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***9 257 371,99***		***9 095 208,08***	***0,00***	***9 095 208,08***
TOTAL		**17 076 900,00**	**0,00**	**17 929 250,00**	**0,00**	**17 929 250,00**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 929 250,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 047 386,23	0,00	11 165 199,42	0,00	11 165 199,42
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	50 005,00	0,00	50 005,00
Total des recettes de gestion des services		**11 047 386,23**	**0,00**	**11 215 204,42**	**0,00**	**11 215 204,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 047 386,23**	**0,00**	**11 215 204,42**	**0,00**	**11 215 204,42**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*496 031,74*		*492 177,70*	*0,00*	*492 177,70*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***496 031,74***		***492 177,70***	***0,00***	***492 177,70***
TOTAL		**11 543 417,97**	**0,00**	**11 707 382,12**	**0,00**	**11 707 382,12**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**6 221 867,88**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 929 250,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**8 603 030,38**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	495 000,00	139 649,56	260 000,00	0,00	399 649,56
21	Immobilisations corporelles	1 090 000,00	65 989,52	1 953 500,00	0,00	2 019 489,52
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 778 053,28	429 316,47	4 881 590,56	0,00	5 310 907,03
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**8 363 053,28**	**634 955,55**	**7 095 090,56**	**0,00**	**7 730 046,11**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 099 753,32	0,00	1 115 287,60	0,00	1 115 287,60
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	546 095,00	0,00	546 095,00
Total des dépenses financières		**1 099 753,32**	**0,00**	**1 661 382,60**	**0,00**	**1 661 382,60**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 462 806,60**	**634 955,55**	**8 756 473,16**	**0,00**	**9 391 428,71**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*496 031,74*		*492 177,70*	*0,00*	*492 177,70*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*396 000,00*		*75 368,00*	*0,00*	*75 368,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***892 031,74***		***567 545,70***	***0,00***	***567 545,70***
TOTAL		**10 354 838,34**	**634 955,55**	**9 324 018,86**	**0,00**	**9 958 974,41**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	3 068 025,59

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 027 000,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	701 466,35	1 970 102,72	153 442,77	0,00	2 123 545,49
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**701 466,35**	**1 970 102,72**	**153 442,78**	**0,00**	**2 123 545,50**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	2 816 116,58	0,00	1 732 878,42	0,00	1 732 878,42
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**2 816 116,58**	**0,00**	**1 732 878,42**	**0,00**	**1 732 878,42**

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**3 517 582,93**	**1 970 102,72**	**1 886 321,20**	**0,00**	**3 856 423,92**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*7 400 000,00*		*7 044 552,93*	*0,00*	*7 044 552,93*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 857 371,99*		*2 050 655,15*	*0,00*	*2 050 655,15*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*396 000,00*		*75 368,00*	*0,00*	*75 368,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***9 653 371,99***		***9 170 576,08***	***0,00***	***9 170 576,08***
TOTAL		**13 170 954,92**	**1 970 102,72**	**11 056 897,28**	**0,00**	**13 027 000,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 027 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**8 603 030,38**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 687 110,89		7 687 110,89
012	Charges de personnel, frais assimilés	498 350,00		498 350,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	380 203,00		380 203,00
66	Charges financières	168 378,03	*0,00*	168 378,03
67	Charges spécifiques	50 000,00	*0,00*	50 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	50 000,00	*1 993 646,91*	2 043 646,91
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*	0,00	*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*7 044 552,93*	7 044 552,93
Dépenses d'exploitation – Total		**8 834 041,92**	***9 095 208,08***	**17 929 250,00**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 929 250,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*492 177,70*	492 177,70
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 115 287,60	*0,00*	1 115 287,60
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	399 649,56	0,00	399 649,56
21	Immobilisations corporelles (6)	2 019 489,52	0,00	2 019 489,52
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	5 310 907,03	75 368,00	5 386 275,03
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	546 095,00	*0,00*	546 095,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement – Total		**9 391 428,71**	***567 545,70***	**9 958 974,41**

\+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**3 068 025,59**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 027 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 165 199,42		11 165 199,42
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	50 005,00		50 005,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**11 215 204,42**	***492 177,70***	**11 707 382,12**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE	6 221 867,88

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	17 929 250,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	2 123 545,49	*0,00*	2 123 545,49
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,01	*0,00*	0,01
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*17 500,00*	17 500,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*57 008,24*	57 008,24
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*57 868,00*	57 868,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 993 646,91*	1 993 646,91
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*7 044 552,93*	7 044 552,93
Recettes d'investissement – Total		**2 123 545,50**	***9 170 576,08***	**11 294 121,58**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	1 732 878,42

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 027 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**6 763 023,97**	**7 687 110,89**	**0,00**
605	Achats d'eau	0,00	1 147,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 000,00	9 272,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	453,00	0,00
6066	Carburants	0,00	604,00	0,00
611	Sous-traitance générale	6 635 443,97	7 344 242,89	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	5 000,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	1 057,00	0,00
6156	Maintenance	4 000,00	5 540,00	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	0,00	2 113,00	0,00
6168	Autres	0,00	6 596,00	0,00
617	Etudes et recherches	90 000,00	100 000,00	0,00
6226	Honoraires	10 000,00	62 264,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 000,00	65 000,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	755,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	604,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	217,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	80,00	100,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	11 170,00	0,00
6288	Autres	0,00	976,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	12 500,00	70 000,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**453 000,00**	**498 350,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	413 000,00	473 936,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	2 113,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	1 042,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	14 974,00	0,00
648	Autres charges de personnel	40 000,00	6 285,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**155 500,00**	**380 203,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	1 570,00	0,00
6518	Autres	0,00	78,00	0,00
6531	Indemnités élus	0,00	8 050,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	140 000,00	150 000,00	0,00
6542	Créances éteintes	15 000,00	100 000,00	0,00
6585	Intérêts moratoires	0,00	60 000,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	500,00	60 505,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION COURANTE		**7 371 523,97**	**8 565 663,89**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**200 004,04**	**168 378,03**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	212 155,47	180 456,67	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-12 151,43	-12 078,64	0,00
67	**Charges spécifiques (c)**	**200 000,00**	**50 000,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	200 000,00	50 000,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**48 000,00**	**50 000,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	48 000,00	50 000,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**7 819 528,01**	**8 834 041,92**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***7 400 000,00***	***7 044 552,93***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 857 371,99***	***2 050 655,15***	***0,00***
657	*Valeurs comptables actif cédés*	*0,00*	*57 008,24*	*0,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 857 371,99*	*1 993 646,91*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***9 257 371,99***	***9 095 208,08***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***9 257 371,99***	***9 095 208,08***	***0,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**17 076 900,00**	**17 929 250,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 929 250,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	48 043,61
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	60 122,25
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-12 078,64

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**11 047 386,23**	**11 165 199,42**	**0,00**
704	Travaux	19 886,23	20 000,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	9 450 000,00	10 100 000,00	0,00
70613	Participations assainissement collectif	1 470 000,00	853 199,42	0,00
7062	Redevances assainissement non collectif	107 500,00	192 000,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**50 005,00**	**0,00**
7585	Dédits et pénalités perçus	0,00	50 000,00	0,00
7588	Autres	0,00	5,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION COURANTE	**11 047 386,23**	**11 215 204,42**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**11 047 386,23**	**11 215 204,42**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***496 031,74***	***492 177,70***	***0,00***
747	*Quote-part des sub. invest virée résult*	*0,00*	*492 177,70*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*496 031,74*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	***496 031,74***	***492 177,70***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**11 543 417,97**	**11 707 382,12**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (10)	**6 221 867,88**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**17 929 250,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**495 000,00**	**260 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	495 000,00	260 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 090 000,00**	**1 953 500,00**	**0,00**
2115	Terrains bâtis	400 000,00	203 500,00	0,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	650 000,00	1 490 000,00	0,00
2182	Matériel de transport	40 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	260 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**6 778 053,28**	**4 881 590,56**	**0,00**
2313	Constructions	800 000,00	10 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 818 053,28	4 771 590,56	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	160 000,00	100 000,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**8 363 053,28**	**7 095 090,56**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 099 753,32**	**1 115 287,60**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	714 633,98	730 168,26	0,00
1681	Autres emprunts	385 119,34	385 119,34	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**546 095,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	546 095,00	0,00
	Total des dépenses financières	**1 099 753,32**	**1 661 382,60**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**9 462 806,60**	**8 756 473,16**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***496 031,74***	***492 177,70***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***496 031,74***	***492 177,70***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*156 586,98*	*159 443,68*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*0,00*	*1 384,07*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*37 656,83*	*37 656,80*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*298 825,62*	*290 730,84*	*0,00*
139188	*des tiers*	*2 962,31*	*2 962,31*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***396 000,00***	***75 368,00***	***0,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*396 000,00*	*75 368,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***892 031,74***	***567 545,70***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**10 354 838,34**	**9 324 018,86**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**634 955,55**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**3 068 025,59**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 027 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**701 466,35**	**153 442,77**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	701 466,35	153 442,77	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00
13188	des tiers	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,01**	**0,00**
1681	Autres emprunts	0,00	0,01	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**701 466,35**	**153 442,78**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 816 116,58**	**1 732 878,42**	**0,00**
1068	Autres réserves	2 816 116,58	1 732 878,42	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**2 816 116,58**	**1 732 878,42**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**3 517 582,93**	**1 886 321,20**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***7 400 000,00***	***7 044 552,93***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 857 371,99***	***2 050 655,15***	***0,00***
217311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*0,00*	*57 008,24*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*5 128,68*	*3 040,68*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*455 901,16*	*455 901,16*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*4 745,77*	*4 745,77*	*0,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*977 290,23*	*1 116 108,16*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*66 037,98*	*66 037,98*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*346 886,61*	*341 375,16*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*1 381,56*	*1 381,56*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*5 056,44*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***9 257 371,99***	***9 095 208,08***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***396 000,00***	***75 368,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*17 500,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*396 000,00*	*57 868,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***9 653 371,99***	***9 170 576,08***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**13 170 954,92**	**11 056 897,28**	**0,00**

\+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**1 970 102,72**

\+

R 001SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 027 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042*.

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041*.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**13 500 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					13 500 000,00									
301001	SFIL CAFFIL	31/10/2006	31/10/2006	01/10/2007	900 000,00	F	Taux fixe à 4.2 %	4,200	4,200	EUR	A	P	O	A-1
301002	CREDIT FONCIER DE FRANCE	30/12/2007	30/12/2007	30/06/2008	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,700	4,830	EUR	S	P	O	A-1
301003	CAISSE D'EPARGNE	25/03/2009	25/03/2009	25/11/2009	800 000,00	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,670	EUR	S	P	O	A-1
301004	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	17/02/2011	10/02/2012	1 200 000,00	F	Taux fixe à 3.94 %	3,940	3,940	EUR	A	C	O	A-1
301011	CAISSE D'EPARGNE	14/12/2011	25/01/2012	01/06/2013	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,560	4,560	EUR	A	P	O	A-1
301012	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/12/2011	30/04/2012	01/02/2013	1 600 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
301013	Credit Mutuel Mediterraneen	26/07/2013	26/07/2013	31/01/2014	800 000,00	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,180	EUR	T	C	O	A-1
301014	CREDIT AGRICOLE	17/09/2014	25/09/2014	15/09/2015	2 300 000,00	F	Taux fixe à 3.04 %	3,040	3,040	EUR	A	C	O	A-1
301015	BANQUE POSTALE	11/08/2015	16/09/2015	01/10/2016	700 000,00	F	Taux fixe à 2.4 %	2,400	2,400	EUR	A	C	O	A-1
301016	BANQUE POSTALE	06/12/2017	06/12/2017	01/05/2018	1 600 000,00	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	1,580	EUR	T	C	O	A-1
301017	CAISSE D'EPARGNE	20/11/2018	28/11/2018	28/11/2019	600 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.8)-Floor -0.8 sur Livret A(Préfixé)	1,550	1,570	EUR	A	C	O	A-1
301018	CREDIT AGRICOLE	04/10/2019	07/10/2019	10/01/2020	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**7 834 211,70**									
1681 Autres emprunts (total)					7 834 211,70									
301010	Agence de l'eau	11/12/2009	11/12/2009	16/02/2013	7 834 211,70	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**21 334 211,70**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**6 010 265,74**					**730 168,26**	**180 456,67**	**0,00**	**48 003,27**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		6 010 265,74					730 168,26	180 456,67	0,00	48 003,27
301001	N	0,00	A-1	64 684,86	0,75	F	Taux fixe à 4.2 %	4,200	64 684,86	2 716,82	0,00	0,00
301002	N	0,00	A-1	568 400,18	12,00	F	Taux fixe à 4.7 %	4,830	36 218,99	26 658,21	0,00	69,48
301003	N	0,00	A-1	378 092,94	8,40	F	Taux fixe à 4.62 %	4,670	37 248,41	17 042,59	0,00	1 530,96
301004	N	0,00	A-1	640 000,00	15,11	F	Taux fixe à 3.94 %	3,940	40 000,00	25 216,00	0,00	21 013,33
301011	N	0,00	A-1	174 941,67	1,42	F	Taux fixe à 4.56 %	4,560	85 520,96	7 977,34	0,00	2 367,27
301012	N	0,00	A-1	279 146,09	1,08	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	136 495,04	12 589,49	0,00	5 879,49
301013	N	0,00	A-1	320 000,00	7,83	F	Taux fixe à 4.1 %	4,160	40 000,00	12 505,00	0,00	1 913,33
301014	N	0,00	A-1	1 035 000,00	8,71	F	Taux fixe à 3.04 %	3,040	115 000,00	31 464,00	0,00	8 157,33
301015	N	0,00	A-1	350 000,00	9,75	F	Taux fixe à 2.4 %	2,400	35 000,00	8 400,00	0,00	1 869,00
301016	N	0,00	A-1	980 000,00	12,08	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	80 000,00	14 915,00	0,00	2 315,75
301017	N	0,00	A-1	460 000,00	22,91	V	(Livret A(Préfixé) + 0.8)-Floor -0.8 sur Livret A(Préfixé)	2,540	20 000,00	11 659,72	0,00	887,33
301018	N	0,00	A-1	760 000,00	18,77	F	Taux fixe à 1.25 %	1,260	40 000,00	9 312,50	0,00	2 000,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**2 695 835,33**					**385 119,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		2 695 835,33					385 119,34	0,00	0,00	0,00
301010	N	0,00	A-1	2 695 835,33	6,12	F	Taux fixe à 0 %	0,000	385 119,34	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**8 706 101,07**					**1 115 287,60**	**180 456,67**	**0,00**	**48 003,27**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	13	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	8 706 101,07	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	**Délibération du**
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €	1	01-07-2008
L	Autres subv. d'investissement	0	01/01/2000
L	Subvention Agence de l'eau	50	01/01/2000
L	Subvention Régions	0	01/01/2000
L	Subventions Département	50	01/01/2000
L	Subventions Etat	50	01/01/2000
L	Frais d'étude	5	01/01/2000
L	Construction bâtiment d'exploitation	40	01/01/2008
L	Autres constructions	40	01/01/2008
L	Logiciels	2	01/07/2008
L	Bâtiments d'exploitation	50	01/07/2008
L	Réseaux d'assainissement	50	01/07/2008
L	MAD - Bâtiments d'exploitation	50	01/07/2008
L	MAD - Installations générales, agenc.	15	01/07/2008
L	MAD - Réseaux d'assainissement	50	01/07/2008
L	MAD - Matériel industriel	15	01/07/2008
L	MAD - Matériel spécifique	15	01/07/2008
L	MAD - Véhicules	5	01/07/2008
L	MAD - Matériel informatique	4	01/07/2008
L	MAD - Mobilier	10	01/07/2008
L	Installations générales, agencements	15	01/07/2008
L	Véhicules	5	01/07/2008
L	Matériel informatique	4	01/07/2008
L	Matériel de bureau	5	01/07/2008
L	Mobilier	10	01/07/2008
L	Autres immobilisations corporelles	5	01/07/2008
L	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	50	01/07/2008

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**50 000,00**		**73 137,00**	**123 137,00**	**0,00**	**123 137,00**
Provisions sur créances	50 000,00	11/12/2025	73 137,00	123 137,00	0,00	123 137,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**50 000,00**		**73 137,00**	**123 137,00**	**0,00**	**123 137,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécutionde la section d'investissement 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-3 068 025,59**	**0,00**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**1 335 147,17**	**1 335 147,17**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 732 878,42**	**1 335 147,17**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**1 732 878,42**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 732 878,42**	**1 335 147,17**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**1 335 147,17**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**1 607 465,30**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**9 038 199,84**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**7 430 734,54**	**0,00**

(1) Tableaux à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 607 465,30**	I **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 115 287,60**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	730 168,26	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	385 119,34	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**492 177,70**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*492 177,70*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**9 038 199,84**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**9 038 199,84**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*3 040,68*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*455 901,16*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*4 745,77*	*0,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 116 108,16*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*66 037,98*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*341 375,16*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*1 381,56*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*5 056,44*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*7 044 552,93*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
2024-06 ALBARON AMENAGEMENT STATION EPURATION	1 190 000,00	0,00	1 190 000,00	0,00	30 000,00	1 160 000,00
2024-04 ALLEGES/STEP MONTCALDE RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	662 000,00	0,00	662 000,00	0,00	0,00	662 000,00
2025-04 ANRU - BARRIOL RENOUVEL EXTENSION DEVOIEMENT RESEAUX HUMIDES	2 184 382,00	0,00	2 184 382,00	0,00	546 095,00	1 638 287,00
2023-01 BARRIOL RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	6 086 076,63	114 808,89	6 200 885,52	6 050 885,52	150 000,00	0,00
2023-03 FERRAGES RENOUVELLEMENT RESEAUX HUMIDES	774 109,26	-8 750,00	765 359,26	765 359,26	0,00	0,00
2024-05 MUSEE ANTIQUE RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	985 000,00	0,00	985 000,00	0,00	615 000,00	370 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Cet état est applicable aux régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants. Il présente la liste des organismes mentionnés aux 2°, 4° et 7° de l'article L. 1612-35 du CGCT.

Les documents financiers et comptables de ces organismes mentionnés au 2° de l'article L. 1612-35 sont mis à la disposition du public à . Toute personne a le droit de demander communication.

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nature de l'engagement (1)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (2)				
02/02/2016 - affermage	ACCM ASSAINISSEMENT		personne morale de droit privé	6 650 000,00
Détention d'une part de capital				
Garantie d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				
27/02/2025 - Concession aménagement	SPL AGATE		personnes morales de droit privé autres qu'org?	2 184 382,00

(1) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(2) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par ,
A le
,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante,

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°14 : Finances / Budget primitif 2026 - Budget annexe de l'eau

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Il s'agit d'approuver le budget primitif du budget annexe de l'eau de la communauté d'agglomération pour l'exercice 2026.
Le budget est voté avec reprise des résultats 2025 après le vote du compte financier unique 2025.
Le principe d'équilibre pour chaque section est bien respecté, conformément à la maquette budgétaire annexée au présent rapport.
Les montants arrêtés en dépenses et en recettes du budget primitif pour chaque section tels qu'ils figurent dans ladite maquette budgétaire s'établissent comme suit :

Budget annexe eau

SECTION EXPLOITATION	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	19 481 330,00 €	13 688 515,02 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté		5 792 814,98 €
TOTAL SECTION D'EXPLOITATION	***19 481 330,00 €***	***19 481 330,00 €***

SECTION INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	9 728 278,89 €	6 561 504,30 €
Restes à réaliser de l'exercice	904 341,11 €	2 161 641,18 €
Résultat reporté		1 909 474,52 €
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	***10 632 620,00 €***	***10 632 620,00 €***

TOTAL BUDGET	**30 113 950,00 €**	**30 113 950,00 €**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M49 ;

Vu la délibération du conseil communautaire CC2026-024 du 14/04/2026, relative au débat et au rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2026 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget primitif 2026 du budget annexe de l'eau par nature et par chapitre ;

L'article 1612-28 du CGCT permet des facilités de virements entre chapitres selon certaines conditions ; il est proposé d'utiliser cette possibilité, à savoir autoriser le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

En cas d’utilisation de cette délégation, le Président informera le Conseil communautaire de ces mouvements lors de la séance la plus proche.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - ADOPTER le budget primitif 2026 du budget annexe de l’eau dans sa présentation par nature et complété des annexes réglementaires ;

2 - DÉCIDER du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses, conformément aux tableaux ci-dessous ;

3 – AUTORISER le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (à l’exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections du budget principal ;

3 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération .

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	19 481 330,00	13 688 515,02
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 5 792 814,98
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	19 481 330,00	19 481 330,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	9 728 278,89	6 561 504,30
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	904 341,11	2 161 641,18
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 909 474,52
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	10 632 620,00	10 632 620,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	30 113 950,00	30 113 950,00

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	7 495 587,07	0,00	11 433 935,96	0,00	11 433 935,96
012	Charges de personnel, frais assimilés	453 000,00	0,00	498 350,00	0,00	498 350,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	77 500,00	0,00	399 708,00	0,00	399 708,00
Total des dépenses de gestion des services		**8 026 087,07**	**0,00**	**12 331 993,96**	**0,00**	**12 331 993,96**
66	Charges financières	73 813,85	0,00	59 684,08	0,00	59 684,08
67	Charges spécifiques	220 000,00	0,00	660 000,00	0,00	660 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	40 000,00		100 000,00	0,00	100 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**8 359 900,92**	**0,00**	**13 151 678,04**	**0,00**	**13 151 678,04**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*4 240 000,00*		*4 500 000,00*	*0,00*	*4 500 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 750 099,08*		*1 829 651,96*	*0,00*	*1 829 651,96*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 990 099,08***		***6 329 651,96***	***0,00***	***6 329 651,96***
TOTAL		**14 350 000,00**	**0,00**	**19 481 330,00**	**0,00**	**19 481 330,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**19 481 330,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	9 753 982,52	0,00	13 090 828,00	0,00	13 090 828,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	90 550,00	0,00	320 055,00	0,00	320 055,00
Total des recettes de gestion des services		**9 844 532,52**	**0,00**	**13 410 883,00**	**0,00**	**13 410 883,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**9 844 532,52**	**0,00**	**13 410 883,00**	**0,00**	**13 410 883,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*242 445,94*		*277 632,02*	*0,00*	*277 632,02*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***242 445,94***		***277 632,02***	***0,00***	***277 632,02***
TOTAL		**10 086 978,46**	**0,00**	**13 688 515,02**	**0,00**	**13 688 515,02**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**5 792 814,98**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**19 481 330,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**6 052 019,94**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	256 000,00	5 140,00	256 000,00	0,00	261 140,00
21	Immobilisations corporelles	730 000,00	39 661,98	1 241 977,42	0,00	1 281 639,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 361 975,32	859 539,13	7 233 001,21	0,00	8 092 540,34
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**8 347 975,32**	**904 341,11**	**8 730 978,63**	**0,00**	**9 635 319,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	303 573,35	0,00	317 195,24	0,00	317 195,24
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	359 273,00	0,00	359 273,00
Total des dépenses financières		**303 573,35**	**0,00**	**676 468,24**	**0,00**	**676 468,24**
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**8 651 548,67**	**904 341,11**	**9 407 446,87**	**0,00**	**10 311 787,98**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*242 445,94*		*277 632,02*	*0,00*	*277 632,02*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*43 200,00*	*0,00*	*43 200,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***242 445,94***		***320 832,02***	***0,00***	***320 832,02***
TOTAL		**8 893 994,61**	**904 341,11**	**9 728 278,89**	**0,00**	**10 632 620,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 632 620,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	1 371 763,77	2 161 641,18	188 652,34	0,00	2 350 293,52
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 371 763,77**	**2 161 641,18**	**188 652,34**	**0,00**	**2 350 293,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	523 724,39	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**523 724,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 895 488,16**	**2 161 641,18**	**188 652,34**	**0,00**	**2 350 293,52**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 240 000,00*		*4 500 000,00*	*0,00*	*4 500 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 750 099,08*		*1 829 651,96*	*0,00*	*1 829 651,96*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*43 200,00*	*0,00*	*43 200,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 990 099,08***		***6 372 851,96***	***0,00***	***6 372 851,96***
TOTAL		**7 885 587,24**	**2 161 641,18**	**6 561 504,30**	**0,00**	**8 723 145,48**
						+
				R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)		**1 909 474,52**
						=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		**10 632 620,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**6 052 019,94**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ACCM - Budget Annexe de l'Eau
EPCI

Numéro SIRET : 24130041700037
Poste comptable : La Trésorerie Arles Municipale

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : 07902 - Budget Eau

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 20
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 25
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 27
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 31
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 33
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 34
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 35

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Nota. – Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III. – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
– Fonctionnement :7.5% (maximum 7,5 %)
– Investissement :7.5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport au budget primitifde l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	19 481 330,00	13 688 515,02
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 5 792 814,98
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	19 481 330,00	19 481 330,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	9 728 278,89	6 561 504,30
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	904 341,11	2 161 641,18
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 909 474,52
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	10 632 620,00	10 632 620,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	30 113 950,00	30 113 950,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices)

(2) A renseigner uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	7 495 587,07	0,00	11 433 935,96	0,00	11 433 935,96
012	Charges de personnel, frais assimilés	453 000,00	0,00	498 350,00	0,00	498 350,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	77 500,00	0,00	399 708,00	0,00	399 708,00
Total des dépenses de gestion des services		**8 026 087,07**	**0,00**	**12 331 993,96**	**0,00**	**12 331 993,96**
66	Charges financières	73 813,85	0,00	59 684,08	0,00	59 684,08
67	Charges spécifiques	220 000,00	0,00	660 000,00	0,00	660 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	40 000,00		100 000,00	0,00	100 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**8 359 900,92**	**0,00**	**13 151 678,04**	**0,00**	**13 151 678,04**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*4 240 000,00*		*4 500 000,00*	*0,00*	*4 500 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 750 099,08*		*1 829 651,96*	*0,00*	*1 829 651,96*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 990 099,08***		***6 329 651,96***	***0,00***	***6 329 651,96***
TOTAL		**14 350 000,00**	**0,00**	**19 481 330,00**	**0,00**	**19 481 330,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	19 481 330,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	9 753 982,52	0,00	13 090 828,00	0,00	13 090 828,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	90 550,00	0,00	320 055,00	0,00	320 055,00
Total des recettes de gestion des services		**9 844 532,52**	**0,00**	**13 410 883,00**	**0,00**	**13 410 883,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**9 844 532,52**	**0,00**	**13 410 883,00**	**0,00**	**13 410 883,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*242 445,94*		*277 632,02*	*0,00*	*277 632,02*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***242 445,94***		***277 632,02***	***0,00***	***277 632,02***
TOTAL		**10 086 978,46**	**0,00**	**13 688 515,02**	**0,00**	**13 688 515,02**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	5 792 814,98

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	19 481 330,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	6 052 019,94

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	256 000,00	5 140,00	256 000,00	0,00	261 140,00
21	Immobilisations corporelles	730 000,00	39 661,98	1 241 977,42	0,00	1 281 639,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 361 975,32	859 539,13	7 233 001,21	0,00	8 092 540,34
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**8 347 975,32**	**904 341,11**	**8 730 978,63**	**0,00**	**9 635 319,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	303 573,35	0,00	317 195,24	0,00	317 195,24
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	359 273,00	0,00	359 273,00
Total des dépenses financières		**303 573,35**	**0,00**	**676 468,24**	**0,00**	**676 468,24**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**8 651 548,67**	**904 341,11**	**9 407 446,87**	**0,00**	**10 311 787,98**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*242 445,94*		*277 632,02*	*0,00*	*277 632,02*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*43 200,00*	*0,00*	*43 200,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***242 445,94***		***320 832,02***	***0,00***	***320 832,02***
TOTAL		**8 893 994,61**	**904 341,11**	**9 728 278,89**	**0,00**	**10 632 620,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 632 620,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	1 371 763,77	2 161 641,18	188 652,34	0,00	2 350 293,52
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 371 763,77**	**2 161 641,18**	**188 652,34**	**0,00**	**2 350 293,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	523 724,39	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**523 724,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 895 488,16**	**2 161 641,18**	**188 652,34**	**0,00**	**2 350 293,52**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*4 240 000,00*		*4 500 000,00*	*0,00*	*4 500 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 750 099,08*		*1 829 651,96*	*0,00*	*1 829 651,96*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*43 200,00*	*0,00*	*43 200,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 990 099,08***		***6 372 851,96***	***0,00***	***6 372 851,96***
TOTAL		**7 885 587,24**	**2 161 641,18**	**6 561 504,30**	**0,00**	**8 723 145,48**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 909 474,52**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 632 620,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**6 052 019,94**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	11 433 935,96		11 433 935,96
012	Charges de personnel, frais assimilés	498 350,00		498 350,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	399 708,00		399 708,00
66	Charges financières	59 684,08	*0,00*	59 684,08
67	Charges spécifiques	660 000,00	*0,00*	660 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	100 000,00	*1 829 651,96*	1 929 651,96
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*	0,00	*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*4 500 000,00*	4 500 000,00
Dépenses d'exploitation – Total		**13 151 678,04**	***6 329 651,96***	**19 481 330,00**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**19 481 330,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*277 632,02*	277 632,02
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	317 195,24	*0,00*	317 195,24
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	261 140,00	0,00	261 140,00
21	Immobilisations corporelles (6)	1 281 639,40	0,00	1 281 639,40
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	8 092 540,34	43 200,00	8 135 740,34
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	359 273,00	*0,00*	359 273,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement – Total		**10 311 787,98**	***320 832,02***	**10 632 620,00**

\+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 632 620,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	13 090 828,00		13 090 828,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	320 055,00		320 055,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**13 410 883,00**	***277 632,02***	**13 688 515,02**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE	5 792 814,98

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	19 481 330,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	2 350 293,52	*0,00*	2 350 293,52
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*43 200,00*	43 200,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 829 651,96*	1 829 651,96
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*4 500 000,00*	4 500 000,00
Recettes d'investissement – Total		**2 350 293,52**	***6 372 851,96***	**8 723 145,48**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	1 909 474,52

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 632 620,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**7 495 587,07**	**11 433 935,96**	**0,00**
605	Achats d'eau	0,00	1 147,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	0,00	8 272,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	1 000,00	1 000,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	453,00	0,00
6066	Carburants	0,00	604,00	0,00
611	Sous-traitance générale	7 132 037,07	7 440 617,96	0,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	3 000,00	10 000,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	10 000,00	10 000,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	1 057,00	0,00
6156	Maintenance	8 000,00	9 540,00	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	0,00	2 113,00	0,00
6168	Autres	0,00	6 596,00	0,00
617	Etudes et recherches	185 000,00	300 000,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	2 264,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	10 000,00	10 000,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	755,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	604,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	217,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	50,00	50,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	55 000,00	5 000,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	11 170,00	0,00
6288	Autres	0,00	976,00	0,00
6358	Autres droits	13 000,00	13 000,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	78 500,00	3 598 500,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**453 000,00**	**498 350,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	413 000,00	473 935,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	2 113,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	1 042,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	14 974,00	0,00
648	Autres charges de personnel	40 000,00	6 286,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**77 500,00**	**399 708,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	1 570,00	0,00
6518	Autres	0,00	78,00	0,00
6531	Indemnités élus	0,00	8 050,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	62 000,00	250 000,00	0,00
6542	Créances éteintes	15 000,00	30 000,00	0,00
6585	Intérêts moratoires	0,00	50 000,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	500,00	60 010,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION COURANTE		**8 026 087,07**	**12 331 993,96**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**73 813,85**	**59 684,08**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	84 990,21	71 368,18	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-11 176,36	-11 684,10	0,00
67	**Charges spécifiques (c)**	**220 000,00**	**660 000,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	20 000,00	60 000,00	0,00
678	Autres charges événement maj. et inhab.	200 000,00	600 000,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**40 000,00**	**100 000,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	40 000,00	100 000,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**8 359 900,92**	**13 151 678,04**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***4 240 000,00***	***4 500 000,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 750 099,08***	***1 829 651,96***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 750 099,08*	*1 829 651,96*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*5 990 099,08*	*6 329 651,96*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*5 990 099,08*	*6 329 651,96*	*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**14 350 000,00**	**19 481 330,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**19 481 330,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	49 812,18
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	61 496,28
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-11 684,10

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**9 753 982,52**	**13 090 828,00**	**0,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	9 403 982,52	11 990 828,00	0,00
70118	Autres ventes d'eau	150 000,00	500 000,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	200 000,00	600 000,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**90 550,00**	**320 055,00**	**0,00**
7517	Redevances des fermiers, concession ...	0,00	1 500,00	0,00
757	Produits des cessions éléments actif	550,00	550,00	0,00
7585	Dédits et pénalités perçus	0,00	183 000,00	0,00
7588	Autres	90 000,00	135 005,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION COURANTE	**9 844 532,52**	**13 410 883,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**9 844 532,52**	**13 410 883,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***242 445,94***	***277 632,02***	***0,00***
747	*Quote-part des sub. invest virée résult*	*0,00*	*277 632,02*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*242 445,94*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	***242 445,94***	***277 632,02***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**10 086 978,46**	**13 688 515,02**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (10)	**5 792 814,98**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**19 481 330,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**256 000,00**	**256 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	250 000,00	250 000,00	0,00
2033	Frais d'insertion	6 000,00	6 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**730 000,00**	**1 241 977,42**	**0,00**
2115	Terrains bâtis	350 000,00	350 000,00	0,00
21311	Bâtiments d'exploitation	0,00	501 977,42	0,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	0,00	10 000,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	300 000,00	250 000,00	0,00
2182	Matériel de transport	80 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	130 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**7 361 975,32**	**7 233 001,21**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	7 191 975,32	7 053 001,21	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	170 000,00	180 000,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**8 347 975,32**	**8 730 978,63**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**303 573,35**	**317 195,24**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	303 573,35	317 195,24	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**359 273,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	359 273,00	0,00
	Total des dépenses financières	**303 573,35**	**676 468,24**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**8 651 548,67**	**9 407 446,87**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***242 445,94***	***277 632,02***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***242 445,94***	***277 632,02***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*36 200,23*	*64 722,82*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*0,00*	*6 825,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*3 749,22*	*3 749,22*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*159 899,98*	*159 738,56*	*0,00*
139188	*des tiers*	*42 596,51*	*42 596,42*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***43 200,00***	***0,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*43 200,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***242 445,94***	***320 832,02***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**8 893 994,61**	**9 728 278,89**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**904 341,11**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 632 620,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 371 763,77**	**188 652,34**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	734 763,77	188 652,34	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	637 000,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00
13188	des tiers	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**1 371 763,77**	**188 652,34**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**523 724,39**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	523 724,39	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**523 724,39**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 895 488,16**	**188 652,34**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***4 240 000,00***	***4 500 000,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 750 099,08***	***1 829 651,96***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*6 606,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*2 032,28*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*2 866,10*	*2 866,10*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*3 964,19*	*3 964,19*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*2 292,11*	*2 292,11*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 185 695,99*	*1 247 587,78*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*18 057,55*	*18 057,55*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*535 684,14*	*534 594,07*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*1 539,00*	*1 539,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*10 112,88*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***5 990 099,08***	***6 329 651,96***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***43 200,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*43 200,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***5 990 099,08***	***6 372 851,96***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**7 885 587,24**	**6 561 504,30**	**0,00**

\+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**2 161 641,18**

\+

R 001SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (9	**1 909 474,52**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 632 620,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042*.

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041*.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**4 900 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					4 900 000,00									
201001	SFIL CAFFIL	31/10/2006	31/10/2006	01/10/2007	950 000,00	F	Taux fixe à 4.2 %	4,200	4,200	EUR	A	P	O	A-1
201010	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2009	25/03/2010	25/02/2011	1 650 000,00	F	Taux fixe à 4.59 %	4,590	4,590	EUR	A	P	O	A-1
201011	BANQUE POSTALE	05/12/2011	23/12/2011	01/01/2013	2 300 000,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,560	4,560	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**4 900 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 563 293,76**					**317 195,24**	**71 368,18**	**0,00**	**49 812,18**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 563 293,76					317 195,24	71 368,18	0,00	49 812,18
201001	N	0,00	A-1	68 278,39	0,75	F	Taux fixe à 4.2 %	4,200	68 278,39	2 867,69	0,00	0,00
201010	N	0,00	A-1	1 092 649,54	14,15	F	Taux fixe à 4.59 %	4,590	52 218,64	50 152,61	0,00	40 459,76
201011	N	0,00	A-1	402 365,83	1,00	F	Taux fixe à 4.56 %	4,560	196 698,21	18 347,88	0,00	9 352,42
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
Total général		**0,00**		**1 563 293,76**					**317 195,24**	**71 368,18**	**0,00**	**49 812,18**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 563 293,76	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	**Délibération du**
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €	1	01-07-2008
L	Frais d'insertion	5	01/01/2000
L	Frais d'étude	5	01/01/2000
L	Logiciels	2	01/07/2008
L	Autres agencement et aménagements	15	01/07/2008
L	Bâtiments d'exploitation	40	01/07/2008
L	Réseaux d'adduction d'eaux	50	01/07/2008
L	MAD - Bâtiments d'exploitation	40	01/07/2008
L	MAD - Installations générales	15	01/07/2008
L	MAD - Réseaux d'adduction d'eau	40	01/07/2008
L	MAD - Réseaux assainissement	15	01/07/2008
L	MAD - Matériel informatique	4	01/07/2008
L	MAD - Mobilier	10	01/07/2008
L	Installations générales, agencements	15	01/07/2008
L	Véhicules	5	01/07/2008
L	Matériel informatique	4	01/07/2008
L	Matériel de bureau	5	01/07/2008
L	Mobilier	10	01/07/2008
L	MAD- Autres constructions	50	01/07/2008
L	Autres immobilisations corporelles	10	01/07/2008
L	Construction Bâtiment d'exploitation	40	01/07/2008
L	Réseaux d'assainissement	50	01/07/2008
L	Subventions	40	01/07/2008
L	Subventions	40	04/07/2008

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**100 000,00**		**55 458,00**	**155 458,00**	**0,00**	**155 458,00**
Provisions sur Créances	100 000,00	11/12/2025	55 458,00	155 458,00	0,00	155 458,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**100 000,00**		**55 458,00**	**155 458,00**	**0,00**	**155 458,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécutionde la section d'investissement 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 909 474,52**	**0,00**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**1 257 300,07**	**1 257 300,07**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**3 166 774,59**	**1 257 300,07**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**3 166 774,59**	**1 257 300,07**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**3 166 774,59**	**1 257 300,07**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**594 827,26**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**6 329 651,96**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**5 734 824,70**	**0,00**

(1) Tableaux à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**594 827,26**	I **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**317 195,24**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	317 195,24	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**277 632,02**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*277 632,02*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**6 329 651,96**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**6 329 651,96**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*6 606,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*2 032,28*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*2 866,10*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*3 964,19*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*2 292,11*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 247 587,78*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*18 057,55*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*534 594,07*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*1 539,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*10 112,88*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 500 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
2025-04 ANRU - BARRIOL RENOUVEL EXTENSION DEVOIEMENT RESEAUX HUMIDES	1 437 093,00	0,00	1 437 093,00	0,00	359 273,00	1 077 820,00
2023-02 ARLES/SMM SECURISA° RESSOURCES EAU POTABLE	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	22 421,87	10 000,00	3 967 578,13
2023-01 BARRIOL RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	751 012,00	-114 808,89	636 203,11	593 010,79	43 192,32	0,00
2023-03 FERRAGES TARASCON RENOUVELLEMENT RESEAUX HUMIDES	563 948,93	-124 816,40	439 132,53	439 132,53	0,00	0,00
2024-04 MARGAILLAN RESERVOIR EAU POTABLE	3 000 000,00	-685 927,47	2 314 072,53	2 114 072,52	20 000,01	0,00
2024-05 MUSEE ANTIQUE RENOUVELLEMENT COLLECTEUR ASSAINISSEMENT	235 000,00	0,00	235 000,00	2 213,16	125 000,00	107 786,84

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Cet état est applicable aux régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants. Il présente la liste des organismes mentionnés aux 2°, 4° et 7° de l'article L. 1612-35 du CGCT.

Les documents financiers et comptables de ces organismes mentionnés au 2° de l'article L. 1612-35 sont mis à la disposition du public à . Toute personne a le droit de demander communication.

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nature de l'engagement (1)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (2)				
02/02/2016 - affermage	ACCM EAU		personne morale de droit privé	7 200 000,00
Détention d'une part de capital				
Garantie d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				
27/02/2025 - Concession aménagement	SPL AGATE		personnes morales de droit privé autres qu'org?	1 437 093,00

(1) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(2) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par ,
A le
,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante,

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°15 : Finances / Budget primitif 2026 - Budget annexe de la zone de Montmajour

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Il s'agit d'approuver le budget primitif du budget annexe de la ZAE de Montmajour de la communauté d'agglomération pour l'exercice 2026.
Le budget est voté avec reprise des résultats 2025 après le vote du compte financier unique 2025.
Le principe d'équilibre pour chaque section est bien respecté, conformément à la maquette budgétaire annexée au présent rapport.
Les montants arrêtés en dépenses et en recettes du budget primitif pour chaque section tels qu'ils figurent dans ladite maquette budgétaire s'établissent comme suit :

Budget annexe ZAE Montmajour

SECTION INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget		437 732,21 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté	437 732,21 €	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	***437 732,21 €***	***437 732,21 €***

SECTION FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	1 326 583,69 €	
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté		1 326 583,69 €
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	***1 326 583,69 €***	***1 326 583,69 €***
TOTAL BUDGET	**1 764 315,90 €**	**1 764 315,90 €**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération du conseil communautaire CC2026-024 du 14/04/2026, relative au débat et au rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2026 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget primitif 2026 du budget annexe de la *ZAE de Montmajour* par nature et par chapitre ;

L'article 1612-28 du CGCT permet des facilités de virements entre chapitres selon certaines conditions ; il est proposé d'utiliser cette possibilité, à savoir autoriser le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

En cas d’utilisation de cette délégation, le Président informera le Conseil communautaire de ces mouvements lors de la séance la plus proche.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - ADOPTER le budget primitif 2026 du budget annexe de la *ZAE de Montmajour* dans sa présentation par nature et complété des annexes réglementaires ;

2 - DÉCIDER du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses, conformément aux tableaux ci-dessous ;

3 – AUTORISER le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (à l’exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections du budget annexe de la *ZAE de Montmajour* ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	437 732,21
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 437 732,21	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	437 732,21	437 732,21

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 326 583,69	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 326 583,69
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	1 326 583,69	1 326 583,69

TOTAL DU BUDGET (4)	1 764 315,90	1 764 315,90

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

TOTAL	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**437 732,21**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**437 732,21**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*437 732,21*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***875 464,42***		***437 732,21***	***0,00***	***437 732,21***

TOTAL	**875 464,42**	**0,00**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**437 732,21**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**437 732,21**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	888 851,48	0,00	888 851,48	0,00	888 851,48
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*437 732,21*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		*875 464,42*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
TOTAL		**1 764 315,90**	**0,00**	**1 326 583,69**	**0,00**	**1 326 583,69**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 326 583,69**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***437 732,21***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 326 583,69**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 326 583,69**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**437 732,21**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*1 299 112,92*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*912 631,44*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 211 744,36***		***875 464,42***	***0,00***	***875 464,42***

TOTAL	**2 211 744,36**	**0,00**	**875 464,42**	**0,00**	**875 464,42**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**875 464,42**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**437 732,21**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ACCM - 07904 Budget Annexe Zone Montmajour
EPCI

Numéro SIRET : 24130041700060
Poste comptable : La Trésorerie Arles Municipale

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : 07904 - Budget Montmajour

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	42

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES | I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	86 746

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	10,25
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0,00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	875 464,42	875 464,42	888 851,48	A1	888 851,48
Investissement	437 732,21	437 732,21	(3) -437 732,21	A2	-437 732,21
Fonctionnement	437 732,21	437 732,21	(4) 1 326 583,69	A3	1 326 583,69

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	888 851,48
Investissement	**A2 + B2**	-437 732,21
Fonctionnement	**A3 + B3**	1 326 583,69

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	437 732,21
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 437 732,21	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	437 732,21	437 732,21

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 326 583,69	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 326 583,69
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	1 326 583,69	1 326 583,69

TOTAL DU BUDGET (4)	1 764 315,90	1 764 315,90

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***437 732,21***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**437 732,21**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**437 732,21**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*437 732,21*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***875 464,42***		***437 732,21***	***0,00***	***437 732,21***

TOTAL	**875 464,42**	**0,00**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**437 732,21**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**437 732,21**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	888 851,48	0,00	888 851,48	0,00	888 851,48
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**888 851,48**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*437 732,21*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***875 464,42***		***437 732,21***	***0,00***	***437 732,21***
TOTAL		**1 764 315,90**	**0,00**	**1 326 583,69**	**0,00**	**1 326 583,69**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 326 583,69**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***437 732,21***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 326 583,69**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 326 583,69**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**437 732,21**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	437 732,21

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	437 732,21

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	888 851,48	*0,00*	888 851,48
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*437 732,21*	437 732,21
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**888 851,48**	***437 732,21***	**1 326 583,69**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 326 583,69

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*		*437 732,21*	437 732,21
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***437 732,21***	**437 732,21**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	437 732,21

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 326 583,69**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 326 583,69**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*437 732,21*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**437 732,21**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**437 732,21**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**437 732,21**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**875 464,42**	**0,00**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*437 732,21*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***875 464,42***		***437 732,21***	***0,00***	***437 732,21***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	437 732,21

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*437 732,21*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*437 732,21*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*437 732,21*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**437 732,21**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**875 464,42**	**0,00**	**437 732,21**	**0,00**	**437 732,21**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*437 732,21*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
3555	*Terrains aménagés*	*437 732,21*		*437 732,21*	*0,00*	*437 732,21*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***875 464,42***		***437 732,21***	***0,00***	***437 732,21***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 764 315,90**	**0,00**	**0,00**	**1 326 583,69**	**0,00**	**0,00**	**1 326 583,69**	**1 326 583,69**
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	888 851,48	0,00	0,00	888 851,48	0,00	0,00	888 851,48	888 851,48
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**888 851,48**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**888 851,48**
023	*Virement à la section d'investissement*	*437 732,21*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*437 732,21*			*437 732,21*	*0,00*		*437 732,21*	*437 732,21*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**875 464,42**			**437 732,21**	**0,00**		**437 732,21**	**437 732,21**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
								Total des dépenses de fonctionnement cumulées	1 326 583,69

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**437 732,21**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**1 326 583,69**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 326 583,69**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 764 315,90**	**0,00**	**0,00**	**1 326 583,69**	**0,00**	**0,00**	**1 326 583,69**	**1 326 583,69**
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	888 851,48	0,00	0,00	888 851,48	0,00	0,00	888 851,48	888 851,48
65888	Autres	888 851,48	0,00		888 851,48	0,00	0,00	888 851,48	888 851,48
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**888 851,48**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**0,00**	**0,00**	**888 851,48**	**888 851,48**
023	*Virement à la section d'investissement*	*437 732,21*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*437 732,21*			*437 732,21*	*0,00*		*437 732,21*	*437 732,21*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*437 732,21*			*437 732,21*	*0,00*		*437 732,21*	*437 732,21*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'ordre		**875 464,42**			**437 732,21**	**0,00**		**437 732,21**	**437 732,21**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**437 732,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*437 732,21*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**437 732,21**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre *(RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-437 732,21**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-437 732,21**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-437 732,21**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-437 732,21**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	I **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III**	**0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**		**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°16 : Finances / Budget primitif 2026 - Budget annexe de la zone Ferrand

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Il s'agit d'approuver le budget primitif du budget annexe de la ZAE Ferrand de la communauté d'agglomération pour l'exercice 2026.
Le budget est voté avec reprise des résultats 2025 après le vote du compte financier unique 2025.
Le principe d'équilibre pour chaque section est bien respecté, conformément à la maquette budgétaire annexée au présent rapport.
Les montants arrêtés en dépenses et en recettes du budget primitif pour chaque section tels qu'ils figurent dans ladite maquette budgétaire s'établissent comme suit :

Budget annexe ZAE Ferrand

SECTION INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	730 709,98 €	1 574 941,25 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté	844 231,27 €	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	***1 574 941,25 €***	***1 574 941,25 €***

SECTION FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	1 303 453,61 €	730 712,88 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté		572 740,73 €
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	***1 303 453,61 €***	***1 303 453,61 €***

TOTAL BUDGET	**2 878 394,86 €**	**2 878 394,86 €**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération du conseil communautaire CC2026-024 du 14/04/2026, relative au débat et au rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2026 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget primitif 2026 du budget annexe de la *ZAE Ferrand* par nature et par chapitre ;

L'article 1612-28 du CGCT permet des facilités de virements entre chapitres selon certaines conditions ; il est proposé d'utiliser cette possibilité, à savoir autoriser le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

En cas d’utilisation de cette délégation, le Président informera le Conseil communautaire de ces mouvements lors de la séance la plus proche.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - ADOPTER le budget primitif 2026 du budget annexe de la *ZAE Ferrand* dans sa présentation par nature et complété des annexes réglementaires ;

2 - DÉCIDER du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses, conformément aux tableaux ci-dessous ;

3 – AUTORISER le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (à l’exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections du budget annexe de la *ZAE Ferrand* ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	730 709,98	1 574 941,25
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 844 231,27	(si solde positif) 0,00
	-	-	-
	Total de la section d'investissement (2)	1 574 941,25	1 574 941,25

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 303 453,61	730 712,88
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 572 740,73
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	1 303 453,61	1 303 453,61
	TOTAL DU BUDGET (4)	2 878 394,86	2 878 394,86

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*974 924,67*		*730 709,98*	*0,00*	*730 709,98*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		*974 924,67*		*730 709,98*	*0,00*	*730 709,98*

TOTAL	**974 924,67**	**0,00**	**730 709,98**	**0,00**	**730 709,98**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**844 231,27**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 574 941,25**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	402 934,22	0,00	329 790,54	0,00	329 790,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**402 934,22**	**0,00**	**329 790,54**	**0,00**	**329 790,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**402 934,22**	**0,00**	**329 790,54**	**0,00**	**329 790,54**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*571 990,45*		*400 919,44*	*0,00*	*400 919,44*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*972 424,67*		*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		*1 544 415,12*		*1 245 150,71*	*0,00*	*1 245 150,71*

TOTAL	**1 947 349,34**	**0,00**	**1 574 941,25**	**0,00**	**1 574 941,25**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**1 574 941,25**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**514 440,73**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	2 500,00	0,00	58 300,00	0,00	58 300,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	2,90	0,00	2,90
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 500,00**	**0,00**	**58 302,90**	**0,00**	**58 302,90**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 500,00**	**0,00**	**58 302,90**	**0,00**	**58 302,90**

023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*571 990,45*		*400 919,44*	*0,00*	*400 919,44*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*972 424,67*		*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		*1 544 415,12*		*1 245 150,71*	*0,00*	*1 245 150,71*

TOTAL	**1 546 915,12**	**0,00**	**1 303 453,61**	**0,00**	**1 303 453,61**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 303 453,61**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	2,90	0,00	2,90
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**2,90**	**0,00**	**2,90**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**2,90**	**0,00**	**2,90**

042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*974 924,67*		*730 709,98*	*0,00*	*730 709,98*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		*974 924,67*		*730 709,98*	*0,00*	*730 709,98*

TOTAL	**974 924,67**	**0,00**	**730 712,88**	**0,00**	**730 712,88**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**572 740,73**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 303 453,61**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**514 440,73**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ACCM - 07905 Budget Annexe Zone FERRAND
EPCI

Numéro SIRET : 24130041700052
Poste comptable : La Trésorerie Arles Municipale

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : 07905 - Budget Ferrand

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	42

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	86 746

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0,67
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0,00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,00 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	1 818 405,94	1 947 349,62	-400 434,22	A1	-271 490,54
Investissement	844 231,27	972 424,67	(3) -972 424,67	A2	-844 231,27
Fonctionnement	974 174,67	974 924,95	(4) 571 990,45	A3	572 740,73

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-271 490,54
Investissement	**A2 + B2**	-844 231,27
Fonctionnement	**A3 + B3**	572 740,73

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	730 709,98	1 574 941,25
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 844 231,27	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	1 574 941,25	1 574 941,25

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 303 453,61	730 712,88
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 572 740,73
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	1 303 453,61	1 303 453,61

TOTAL DU BUDGET (4)	2 878 394,86	2 878 394,86

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II
B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*974 924,67*		*730 709,98*	*0,00*	*730 709,98*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***974 924,67***		***730 709,98***	***0,00***	***730 709,98***

TOTAL	**974 924,67**	**0,00**	**730 709,98**	**0,00**	**730 709,98**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**844 231,27**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**1 574 941,25**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	402 934,22	0,00	329 790,54	0,00	329 790,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**402 934,22**	**0,00**	**329 790,54**	**0,00**	**329 790,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**402 934,22**	**0,00**	**329 790,54**	**0,00**	**329 790,54**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*571 990,45*		*400 919,44*	*0,00*	*400 919,44*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*972 424,67*		*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 544 415,12***		***1 245 150,71***	***0,00***	***1 245 150,71***

TOTAL	**1 947 349,34**	**0,00**	**1 574 941,25**	**0,00**	**1 574 941,25**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 574 941,25**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**514 440,73**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	2 500,00	0,00	58 300,00	0,00	58 300,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	2,90	0,00	2,90
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 500,00**	**0,00**	**58 302,90**	**0,00**	**58 302,90**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 500,00**	**0,00**	**58 302,90**	**0,00**	**58 302,90**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*571 990,45*		*400 919,44*	*0,00*	*400 919,44*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*972 424,67*		*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***1 544 415,12***		***1 245 150,71***	***0,00***	***1 245 150,71***
TOTAL		**1 546 915,12**	**0,00**	**1 303 453,61**	**0,00**	**1 303 453,61**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 303 453,61**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	2,90	0,00	2,90
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**2,90**	**0,00**	**2,90**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**2,90**	**0,00**	**2,90**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*974 924,67*		*730 709,98*	*0,00*	*730 709,98*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***974 924,67***		***730 709,98***	***0,00***	***730 709,98***
TOTAL		**974 924,67**	**0,00**	**730 712,88**	**0,00**	**730 712,88**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**572 740,73**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 303 453,61**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**514 440,73**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*730 709,98*	730 709,98
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***730 709,98***	**730 709,98**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	844 231,27

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 574 941,25

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	58 300,00		58 300,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	2,90	*0,00*	2,90
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*844 231,27*	844 231,27
023	*Virement à la section d'investissement*		*400 919,44*	400 919,44
	Dépenses de fonctionnement – Total	**58 302,90**	***1 245 150,71***	**1 303 453,61**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 303 453,61

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	329 790,54	*0,00*	329 790,54
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*		*844 231,27*	844 231,27
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*400 919,44*	400 919,44
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**329 790,54**	***1 245 150,71***	**1 574 941,25**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 574 941,25**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*730 709,98*	730 709,98
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	2,90	*0,00*	2,90
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**2,90**	***730 709,98***	**730 712,88**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**572 740,73**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 303 453,61**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**974 924,67**	**0,00**	**0,00**	**730 709,98**	**0,00**	**0,00**	**730 709,98**	**730 709,98**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*974 924,67*			*730 709,98*	*0,00*		*730 709,98*	*730 709,98*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**974 924,67**			**730 709,98**	**0,00**		**730 709,98**	**730 709,98**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**844 231,27**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**1 574 941,25**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 947 349,34**	**0,00**	**1 574 941,25**	**0,00**	**1 574 941,25**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	402 934,22	0,00	329 790,54	0,00	329 790,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**402 934,22**	**0,00**	**329 790,54**	**0,00**	**329 790,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**402 934,22**	**0,00**	**329 790,54**	**0,00**	**329 790,54**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*571 990,45*		*400 919,44*	*0,00*	*400 919,44*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*972 424,67*		*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***1 544 415,12***		***1 245 150,71***	***0,00***	***1 245 150,71***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**1 574 941,25**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**974 924,67**	**0,00**	**0,00**	**730 709,98**	**0,00**	**0,00**	**730 709,98**	**730 709,98**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*974 924,67*			*730 709,98*	*0,00*		*730 709,98*	*730 709,98*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*974 924,67*			*730 709,98*	*0,00*		*730 709,98*	*730 709,98*
3351	*Terrains*	*295 524,55*			*295 524,55*	*0,00*		*295 524,55*	*295 524,55*
3354	*Etudes et prestations de services*	*31 018,66*			*45 299,59*	*0,00*		*45 299,59*	*45 299,59*
3355	*Travaux*	*589 378,14*			*334 893,36*	*0,00*		*334 893,36*	*334 893,36*
33581	*Frais accessoires*	*5 731,49*			*1 720,65*	*0,00*		*1 720,65*	*1 720,65*
33586	*Frais financiers*	*53 271,83*			*53 271,83*	*0,00*		*53 271,83*	*53 271,83*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**974 924,67**			**730 709,98**	**0,00**		**730 709,98**	**730 709,98**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 947 349,34**	**0,00**	**1 574 941,25**	**0,00**	**1 574 941,25**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	402 934,22	0,00	329 790,54	0,00	329 790,54
1641	Emprunts en euros	402 934,22	0,00	329 790,54	0,00	329 790,54
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**402 934,22**	**0,00**	**329 790,54**	**0,00**	**329 790,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**402 934,22**	**0,00**	**329 790,54**	**0,00**	**329 790,54**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*571 990,45*		*400 919,44*	*0,00*	*400 919,44*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*972 424,67*		*844 231,27*	*0,00*	*844 231,27*
3351	*Terrains*	*295 524,55*		*164 831,15*	*0,00*	*164 831,15*
3354	*Etudes et prestations de services*	*28 518,66*		*31 018,66*	*0,00*	*31 018,66*
3355	*Travaux*	*589 378,14*		*589 378,14*	*0,00*	*589 378,14*
33581	*Frais accessoires*	*5 731,49*		*5 731,49*	*0,00*	*5 731,49*
33586	*Frais financiers*	*53 271,83*		*53 271,83*	*0,00*	*53 271,83*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre	***1 544 415,12***		***1 245 150,71***	***0,00***	***1 245 150,71***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 546 915,12**	**0,00**	**0,00**	**1 303 453,61**	**0,00**	**0,00**	**1 303 453,61**	**1 303 453,61**
011	Charges à caractère général (3)	2 500,00	0,00	0,00	58 300,00	0,00	0,00	58 300,00	58 300,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	2,90	0,00	0,00	2,90	2,90
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 500,00**	**0,00**	**0,00**	**58 302,90**	**0,00**	**0,00**	**58 302,90**	**58 302,90**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**2 500,00**	**0,00**	**0,00**	**58 302,90**	**0,00**	**0,00**	**58 302,90**	**58 302,90**
023	*Virement à la section d'investissement*	*571 990,45*			*400 919,44*	*0,00*		*400 919,44*	*400 919,44*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*972 424,67*			*844 231,27*	*0,00*		*844 231,27*	*844 231,27*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 544 415,12**			**1 245 150,71**	**0,00**		**1 245 150,71**	**1 245 150,71**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
								Total des dépenses de fonctionnement cumulées	1 303 453,61

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**974 924,67**	**0,00**	**730 712,88**	**0,00**	**730 712,88**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	2,90	0,00	2,90
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**2,90**	**0,00**	**2,90**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**2,90**	**0,00**	**2,90**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*974 924,67*		*730 709,98*	*0,00*	*730 709,98*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**974 924,67**		**730 709,98**	**0,00**	**730 709,98**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**572 740,73**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 303 453,61**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 546 915,12**	**0,00**	**0,00**	**1 303 453,61**	**0,00**	**0,00**	**1 303 453,61**	**1 303 453,61**
011	Charges à caractère général (4)	2 500,00	0,00	0,00	58 300,00	0,00	0,00	58 300,00	58 300,00
6015	Terrains à aménager	2 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6045	Achats études et prestations de services	0,00	0,00		2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00		55 800,00	0,00	0,00	55 800,00	55 800,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	2,90	0,00	0,00	2,90	2,90
6585	Intérêts moratoires	0,00	0,00		2,90	0,00	0,00	2,90	2,90
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 500,00**	**0,00**	**0,00**	**58 302,90**	**0,00**	**0,00**	**58 302,90**	**58 302,90**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**2 500,00**	**0,00**	**0,00**	**58 302,90**	**0,00**	**0,00**	**58 302,90**	**58 302,90**
023	*Virement à la section d'investissement*	*571 990,45*			*400 919,44*	*0,00*		*400 919,44*	*400 919,44*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*972 424,67*			*844 231,27*	*0,00*		*844 231,27*	*844 231,27*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*972 424,67*			*844 231,27*	*0,00*		*844 231,27*	*844 231,27*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 544 415,12**			**1 245 150,71**	**0,00**		**1 245 150,71**	**1 245 150,71**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**974 924,67**	**0,00**	**730 712,88**	**0,00**	**730 712,88**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	2,90	0,00	2,90
75888	Autres	0,00	0,00	2,90	0,00	2,90
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**2,90**	**0,00**	**2,90**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**2,90**	**0,00**	**2,90**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*974 924,67*		*730 709,98*	*0,00*	*730 709,98*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*974 924,67*		*730 709,98*	*0,00*	*730 709,98*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**974 924,67**		**730 709,98**	**0,00**	**730 709,98**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre *(RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-844 231,27**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-844 231,27**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-844 231,27**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-844 231,27**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**400 919,44**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**400 919,44**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	I	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**400 919,44**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**400 919,44**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*400 919,44*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°17 : Finances / Budget primitif 2026 - Budget annexe de la zone du Roubian

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Il s'agit d'approuver le budget primitif du budget annexe de la ZAE du Roubian de la communauté d'agglomération pour l'exercice 2026.
Le budget est voté avec reprise des résultats 2025 après le vote du compte financier unique 2025.
Le principe d'équilibre pour chaque section est bien respecté, conformément à la maquette budgétaire annexée au présent rapport.
Les montants arrêtés en dépenses et en recettes du budget primitif pour chaque section tels qu'ils figurent dans ladite maquette budgétaire s'établissent comme suit :

Budget annexe ZAE Roubian

SECTION INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	1 224 508,64 €	2 644 594,41 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté	1 420 085,77 €	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	***2 644 594,41 €***	***2 644 594,41 €***

SECTION FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	2 369 545,00 €	1 224 512,94 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté		1 145 032,06 €
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	***2 369 545,00 €***	***2 369 545,00 €***

TOTAL BUDGET	**5 014 139,41 €**	**5 014 139,41 €**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération du conseil communautaire CC2026-024 du 14/04/2026, relative au débat et au rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2026 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget primitif 2026 du budget annexe de la ZAE du Roubian par nature et par chapitre ;

L'article 1612-28 du CGCT permet des facilités de virements entre chapitres selon certaines conditions ; il est proposé d'utiliser cette possibilité, à savoir autoriser le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

En cas d’utilisation de cette délégation, le Président informera le Conseil communautaire de ces mouvements lors de la séance la plus proche.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - ADOPTER le budget primitif 2026 du budget annexe de la ZAE du Roubian dans sa présentation par nature et complété des annexes réglementaires ;

2 - DÉCIDER du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses, conformément aux tableaux ci-dessous ;

3 – AUTORISER le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (à l’exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections du budget annexe de la ZAE du Roubian ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	1 224 508,64	2 644 594,41
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 1 420 085,77	(si solde positif) 0,00
	-	-	-
	Total de la section d'investissement (2)	2 644 594,41	2 644 594,41

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	2 369 545,00	1 224 512,94
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 145 032,06
	-	-	-
	Total de la section de fonctionnement (3)	2 369 545,00	2 369 545,00
	TOTAL DU BUDGET (4)	5 014 139,41	5 014 139,41

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 542 226,94*		*1 224 508,64*	*0,00*	*1 224 508,64*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		*1 542 226,94*		*1 224 508,64*	*0,00*	*1 224 508,64*

TOTAL	1 542 226,94	0,00	1 224 508,64	0,00	1 224 508,64
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	1 420 085,77
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 644 594,41

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 207 403,71	0,00	310 053,71	0,00	310 053,71
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 207 403,71**	**0,00**	**310 053,71**	**0,00**	**310 053,71**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 207 403,71**	**0,00**	**310 053,71**	**0,00**	**310 053,71**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*538 420,13*		*1 118 051,83*	*0,00*	*1 118 051,83*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 507 226,94*		*1 216 488,87*	*0,00*	*1 216 488,87*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 045 647,07***		***2 334 540,70***	***0,00***	***2 334 540,70***

TOTAL	**3 253 050,78**	**0,00**	**2 644 594,41**	**0,00**	**2 644 594,41**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**2 644 594,41**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**1 110 032,06**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	35 000,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	4,30	0,00	4,30
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**35 000,00**	**0,00**	**35 004,30**	**0,00**	**35 004,30**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**35 000,00**	**0,00**	**35 004,30**	**0,00**	**35 004,30**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*538 420,13*		*1 118 051,83*	*0,00*	*1 118 051,83*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 507 226,94*		*1 216 488,87*	*0,00*	*1 216 488,87*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 045 647,07***		***2 334 540,70***	***0,00***	***2 334 540,70***
TOTAL		**2 080 647,07**	**0,00**	**2 369 545,00**	**0,00**	**2 369 545,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 369 545,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	4,30	0,00	4,30
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**4,30**	**0,00**	**4,30**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**4,30**	**0,00**	**4,30**

042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 542 226,94*		*1 224 508,64*	*0,00*	*1 224 508,64*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 542 226,94***		***1 224 508,64***	***0,00***	***1 224 508,64***

TOTAL	1 542 226,94	0,00	1 224 512,94	0,00	1 224 512,94
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	1 145 032,06
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	2 369 545,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	1 110 032,06

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ACCM - 07906 Budget Annexe Zone Roubian
EPCI

Numéro SIRET : 24130041700078
Poste comptable : La Trésorerie Arles Municipale

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : 07906 - Budget Roubian

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	42

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES | I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	84 617

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	290 738,07	1 188 088,07	-1 172 403,71	A1	-275 053,71
Investissement	0,00	290 738,07	(3) -1 710 823,84	A2	-1 420 085,77
Fonctionnement	290 738,07	897 350,00	(4) 538 420,13	A3	1 145 032,06

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-275 053,71
Investissement	**A2 + B2**	-1 420 085,77
Fonctionnement	**A3 + B3**	1 145 032,06

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	1 224 508,64	2 644 594,41
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 1 420 085,77	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	2 644 594,41	2 644 594,41

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	2 369 545,00	1 224 512,94
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 145 032,06
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	2 369 545,00	2 369 545,00

TOTAL DU BUDGET (4)	5 014 139,41	5 014 139,41

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 542 226,94*		*1 224 508,64*	*0,00*	*1 224 508,64*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 542 226,94***		***1 224 508,64***	***0,00***	***1 224 508,64***

TOTAL	**1 542 226,94**	**0,00**	**1 224 508,64**	**0,00**	**1 224 508,64**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 420 085,77**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 644 594,41**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 207 403,71	0,00	310 053,71	0,00	310 053,71
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 207 403,71**	**0,00**	**310 053,71**	**0,00**	**310 053,71**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 207 403,71**	**0,00**	**310 053,71**	**0,00**	**310 053,71**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*538 420,13*		*1 118 051,83*	*0,00*	*1 118 051,83*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 507 226,94*		*1 216 488,87*	*0,00*	*1 216 488,87*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 045 647,07***		***2 334 540,70***	***0,00***	***2 334 540,70***

TOTAL	**3 253 050,78**	**0,00**	**2 644 594,41**	**0,00**	**2 644 594,41**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 644 594,41**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**1 110 032,06**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	35 000,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	4,30	0,00	4,30
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**35 000,00**	**0,00**	**35 004,30**	**0,00**	**35 004,30**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**35 000,00**	**0,00**	**35 004,30**	**0,00**	**35 004,30**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*538 420,13*		*1 118 051,83*	*0,00*	*1 118 051,83*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 507 226,94*		*1 216 488,87*	*0,00*	*1 216 488,87*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 045 647,07***		***2 334 540,70***	***0,00***	***2 334 540,70***
TOTAL		**2 080 647,07**	**0,00**	**2 369 545,00**	**0,00**	**2 369 545,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 369 545,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	4,30	0,00	4,30
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**4,30**	**0,00**	**4,30**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**4,30**	**0,00**	**4,30**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 542 226,94*		*1 224 508,64*	*0,00*	*1 224 508,64*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 542 226,94***		***1 224 508,64***	***0,00***	***1 224 508,64***
TOTAL		**1 542 226,94**	**0,00**	**1 224 512,94**	**0,00**	**1 224 512,94**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 145 032,06**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 369 545,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**1 110 032,06**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*1 224 508,64*	1 224 508,64
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***1 224 508,64***	**1 224 508,64**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	1 420 085,77

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 644 594,41

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	35 000,00		35 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	4,30	*0,00*	4,30
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*1 216 488,87*	1 216 488,87
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 118 051,83*	1 118 051,83
	Dépenses de fonctionnement – Total	**35 004,30**	***2 334 540,70***	**2 369 545,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	2 369 545,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	310 053,71	*0,00*	310 053,71
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*		*1 216 488,87*	1 216 488,87
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*1 118 051,83*	1 118 051,83
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**310 053,71**	***2 334 540,70***	**2 644 594,41**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 644 594,41**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*1 224 508,64*	1 224 508,64
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	4,30	*0,00*	4,30
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**4,30**	***1 224 508,64***	**1 224 512,94**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 145 032,06**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 369 545,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 542 226,94**	**0,00**	**0,00**	**1 224 508,64**	**0,00**	**0,00**	**1 224 508,64**	**1 224 508,64**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 542 226,94*			*1 224 508,64*	*0,00*		*1 224 508,64*	*1 224 508,64*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 542 226,94**			**1 224 508,64**	**0,00**		**1 224 508,64**	**1 224 508,64**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**1 420 085,77**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**2 644 594,41**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 253 050,78**	**0,00**	**2 644 594,41**	**0,00**	**2 644 594,41**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 207 403,71	0,00	310 053,71	0,00	310 053,71
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 207 403,71**	**0,00**	**310 053,71**	**0,00**	**310 053,71**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 207 403,71**	**0,00**	**310 053,71**	**0,00**	**310 053,71**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*538 420,13*		*1 118 051,83*	*0,00*	*1 118 051,83*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*1 507 226,94*		*1 216 488,87*	*0,00*	*1 216 488,87*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 045 647,07***		***2 334 540,70***	***0,00***	***2 334 540,70***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	2 644 594,41

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 542 226,94**	**0,00**	**0,00**	**1 224 508,64**	**0,00**	**0,00**	**1 224 508,64**	**1 224 508,64**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*1 542 226,94*			*1 224 508,64*	*0,00*		*1 224 508,64*	*1 224 508,64*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*1 542 226,94*			*1 224 508,64*	*0,00*		*1 224 508,64*	*1 224 508,64*
3555	*Terrains aménagés*	*1 542 226,94*			*1 224 508,64*	*0,00*		*1 224 508,64*	*1 224 508,64*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**1 542 226,94**			**1 224 508,64**	**0,00**		**1 224 508,64**	**1 224 508,64**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**3 253 050,78**	**0,00**	**2 644 594,41**	**0,00**	**2 644 594,41**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	1 207 403,71	0,00	310 053,71	0,00	310 053,71
1641	Emprunts en euros	1 207 403,71	0,00	310 053,71	0,00	310 053,71
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 207 403,71**	**0,00**	**310 053,71**	**0,00**	**310 053,71**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 207 403,71**	**0,00**	**310 053,71**	**0,00**	**310 053,71**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*538 420,13*		*1 118 051,83*	*0,00*	*1 118 051,83*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 507 226,94*		*1 216 488,87*	*0,00*	*1 216 488,87*
3555	*Terrains aménagés*	*1 507 226,94*		*1 216 488,87*	*0,00*	*1 216 488,87*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 045 647,07***		***2 334 540,70***	***0,00***	***2 334 540,70***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 080 647,07**	**0,00**	**0,00**	**2 369 545,00**	**0,00**	**0,00**	**2 369 545,00**	**2 369 545,00**
011	Charges à caractère général (3)	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	4,30	0,00	0,00	4,30	4,30
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 004,30**	**0,00**	**0,00**	**35 004,30**	**35 004,30**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 004,30**	**0,00**	**0,00**	**35 004,30**	**35 004,30**
023	*Virement à la section d'investissement*	*538 420,13*			*1 118 051,83*	*0,00*		*1 118 051,83*	*1 118 051,83*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 507 226,94*			*1 216 488,87*	*0,00*		*1 216 488,87*	*1 216 488,87*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 045 647,07**			**2 334 540,70**	**0,00**		**2 334 540,70**	**2 334 540,70**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
								Total des dépenses de fonctionnement cumulées	2 369 545,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 542 226,94**	**0,00**	**1 224 512,94**	**0,00**	**1 224 512,94**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	4,30	0,00	4,30
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**4,30**	**0,00**	**4,30**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**4,30**	**0,00**	**4,30**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*1 542 226,94*		*1 224 508,64*	*0,00*	*1 224 508,64*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 542 226,94**		**1 224 508,64**	**0,00**	**1 224 508,64**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**1 145 032,06**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**2 369 545,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 080 647,07**	**0,00**	**0,00**	**2 369 545,00**	**0,00**	**0,00**	**2 369 545,00**	**2 369 545,00**
011	Charges à caractère général (4)	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00
6015	Terrains à aménager	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00		35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	4,30	0,00	0,00	4,30	4,30
65888	Autres	0,00	0,00		4,30	0,00	0,00	4,30	4,30
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 004,30**	**0,00**	**0,00**	**35 004,30**	**35 004,30**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 004,30**	**0,00**	**0,00**	**35 004,30**	**35 004,30**
023	*Virement à la section d'investissement*	*538 420,13*			*1 118 051,83*	*0,00*		*1 118 051,83*	*1 118 051,83*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 507 226,94*			*1 216 488,87*	*0,00*		*1 216 488,87*	*1 216 488,87*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*1 507 226,94*			*1 216 488,87*	*0,00*		*1 216 488,87*	*1 216 488,87*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 045 647,07**			**2 334 540,70**	**0,00**		**2 334 540,70**	**2 334 540,70**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 542 226,94**	**0,00**	**1 224 512,94**	**0,00**	**1 224 512,94**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	4,30	0,00	4,30
75888	Autres	0,00	0,00	4,30	0,00	4,30
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**4,30**	**0,00**	**4,30**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**4,30**	**0,00**	**4,30**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 542 226,94*		*1 224 508,64*	*0,00*	*1 224 508,64*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*1 542 226,94*		*1 224 508,64*	*0,00*	*1 224 508,64*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 542 226,94**		**1 224 508,64**	**0,00**	**1 224 508,64**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre *(RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 420 085,77**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 420 085,77**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 420 085,77**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-1 420 085,77**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**1 118 051,83**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**1 118 051,83**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	I **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 118 051,83**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**1 118 051,83**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 118 051,83*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°18 : Finances / Budget primitif 2026 - Budget annexe réseau transports urbains

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Il s'agit d'approuver le budget primitif du budget annexe du réseau de transports urbains de la communauté d'agglomération pour l'exercice 2026.
Le budget est voté avec reprise des résultats 2025 après le vote du compte financier unique 2025.
Le principe d'équilibre pour chaque section est bien respecté, conformément à la maquette budgétaire annexée au présent rapport.
Les montants arrêtés en dépenses et en recettes du budget primitif pour chaque section tels qu'ils figurent dans ladite maquette budgétaire s'établissent comme suit :

Budget annexe réseaux transports

SECTION EXPLOITATION	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	12 820 700,00 €	12 301 689,22 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté		519 010,78 €
TOTAL SECTION D'EXPLOITATION	***12 820 700,00 €***	***12 820 700,00 €***

SECTION INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	1 478 678,74 €	2 758 230,00 €
Restes à réaliser de l'exercice	129 557,96 €	
Résultat reporté	1 149 993,30 €	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	***2 758 230,00 €***	***2 758 230,00 €***

TOTAL BUDGET	**15 578 930,00 €**	**15 578 930,00 €**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M43 ;

Vu la délibération du conseil communautaire CC2026-024 du 14/04/2026, relative au débat et au rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2026 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget primitif 2026 du budget annexe du réseau des transports urbains par nature et par chapitre ;

L'article 1612-28 du CGCT permet des facilités de virements entre chapitres selon certaines conditions ; il est proposé d'utiliser cette possibilité, à savoir autoriser le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

En cas d’utilisation de cette délégation, le Président informera le Conseil communautaire de ces mouvements lors de la séance la plus proche.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - ADOPTER le budget primitif 2026 du budget annexe du réseau de transports urbains dans sa présentation par nature et complété des annexes réglementaires ;

2 - DÉCIDER du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses, conformément aux tableaux ci-dessous ;

3 – AUTORISER le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (à l’exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections du budget principal ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	12 820 700,00	12 301 689,22
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 519 010,78
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	12 820 700,00	12 820 700,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	1 478 678,74	2 758 230,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	129 557,96	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 1 149 993,30	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 758 230,00	2 758 230,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	15 578 930,00	15 578 930,00

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	10 746 210,00	0,00	10 953 011,26	0,00	10 953 011,26
012	Charges de personnel, frais assimilés	351 305,00	0,00	325 870,00	0,00	325 870,00
014	Atténuations de produits	35 000,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	28 140,00	0,00	28 140,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 132 515,00**	**0,00**	**11 342 021,26**	**0,00**	**11 342 021,26**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**11 147 515,00**	**0,00**	**11 342 021,26**	**0,00**	**11 342 021,26**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 406 915,00*		*1 196 062,06*	*0,00*	*1 196 062,06*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*262 820,00*		*282 616,68*	*0,00*	*282 616,68*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 669 735,00***		***1 478 678,74***	***0,00***	***1 478 678,74***
TOTAL		**12 817 250,00**	**0,00**	**12 820 700,00**	**0,00**	**12 820 700,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**12 820 700,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	40 000,00	0,00	40 002,54	0,00	40 002,54
73	Produits issus de la fiscalité (7)	5 150 000,00	0,00	5 325 000,00	0,00	5 325 000,00
74	Subventions d'exploitation	6 735 298,53	0,00	6 808 427,22	0,00	6 808 427,22
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	88 582,00	0,00	88 582,00
Total des recettes de gestion des services		**11 925 298,53**	**0,00**	**12 262 011,76**	**0,00**	**12 262 011,76**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 925 298,53**	**0,00**	**12 262 011,76**	**0,00**	**12 262 011,76**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*39 700,00*		*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***39 700,00***		***39 677,46***	***0,00***	***39 677,46***
TOTAL		**11 964 998,53**	**0,00**	**12 301 689,22**	**0,00**	**12 301 689,22**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**519 010,78**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**12 820 700,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**1 439 001,28**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	300 000,00	129 557,96	135 001,28	0,00	264 559,24
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	30 035,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**330 035,00**	**129 557,96**	**139 001,28**	**0,00**	**268 559,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00
Total des dépenses financières		**1 300 000,00**	**0,00**	**1 300 000,00**	**0,00**	**1 300 000,00**
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		1 630 035,00	129 557,96	1 439 001,28	0,00	1 568 559,24
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*39 700,00*		*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***39 700,00***		***39 677,46***	***0,00***	***39 677,46***
TOTAL		1 669 735,00	129 557,96	1 478 678,74	0,00	1 608 236,70

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	1 149 993,30

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 758 230,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	361 599,75	0,00	1 279 551,26	0,00	1 279 551,26
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**361 599,75**	**0,00**	**1 279 551,26**	**0,00**	**1 279 551,26**
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**361 599,75**	**0,00**	**1 279 551,26**	**0,00**	**1 279 551,26**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 406 915,00*		*1 196 062,06*	*0,00*	*1 196 062,06*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*262 820,00*		*282 616,68*	*0,00*	*282 616,68*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 669 735,00***		***1 478 678,74***	***0,00***	***1 478 678,74***
TOTAL		**2 031 334,75**	**0,00**	**2 758 230,00**	**0,00**	**2 758 230,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 758 230,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**1 439 001,28**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ACCM - Budget Annexe Réseau Transports
EPCI

Numéro SIRET : 24130041700094
Poste comptable : La Trésorerie Arles Municipale

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : 07907 - Budget Transports

Instruction budgétaire et comptable M.43(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 26
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 27
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 28
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 29
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 30
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 31
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 32
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 33

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Nota. – Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- sans chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III. – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
– Fonctionnement :7.5% (maximum 7,5 %)
– Investissement :7.5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport au budget primitifde l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	12 820 700,00	12 301 689,22
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 519 010,78
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	12 820 700,00	12 820 700,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	1 478 678,74	2 758 230,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	129 557,96	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 1 149 993,30	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 758 230,00	2 758 230,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	15 578 930,00	15 578 930,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices)

(2) A renseigner uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	10 746 210,00	0,00	10 953 011,26	0,00	10 953 011,26
012	Charges de personnel, frais assimilés	351 305,00	0,00	325 870,00	0,00	325 870,00
014	Atténuations de produits	35 000,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	28 140,00	0,00	28 140,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 132 515,00**	**0,00**	**11 342 021,26**	**0,00**	**11 342 021,26**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**11 147 515,00**	**0,00**	**11 342 021,26**	**0,00**	**11 342 021,26**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 406 915,00*		*1 196 062,06*	*0,00*	*1 196 062,06*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*262 820,00*		*282 616,68*	*0,00*	*282 616,68*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 669 735,00***		***1 478 678,74***	***0,00***	***1 478 678,74***
TOTAL		**12 817 250,00**	**0,00**	**12 820 700,00**	**0,00**	**12 820 700,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	12 820 700,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	40 000,00	0,00	40 002,54	0,00	40 002,54
73	Produits issus de la fiscalité (7)	5 150 000,00	0,00	5 325 000,00	0,00	5 325 000,00
74	Subventions d'exploitation	6 735 298,53	0,00	6 808 427,22	0,00	6 808 427,22
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	88 582,00	0,00	88 582,00
Total des recettes de gestion des services		**11 925 298,53**	**0,00**	**12 262 011,76**	**0,00**	**12 262 011,76**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**11 925 298,53**	**0,00**	**12 262 011,76**	**0,00**	**12 262 011,76**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*39 700,00*		*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***39 700,00***		***39 677,46***	***0,00***	***39 677,46***
TOTAL		**11 964 998,53**	**0,00**	**12 301 689,22**	**0,00**	**12 301 689,22**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	519 010,78

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	12 820 700,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	1 439 001,28

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	300 000,00	129 557,96	135 001,28	0,00	264 559,24
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	30 035,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**330 035,00**	**129 557,96**	**139 001,28**	**0,00**	**268 559,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00
Total des dépenses financières		**1 300 000,00**	**0,00**	**1 300 000,00**	**0,00**	**1 300 000,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 630 035,00**	**129 557,96**	**1 439 001,28**	**0,00**	**1 568 559,24**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*39 700,00*		*39 677,46*	*0,00*	*39 677,46*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***39 700,00***		***39 677,46***	***0,00***	***39 677,46***
TOTAL		**1 669 735,00**	**129 557,96**	**1 478 678,74**	**0,00**	**1 608 236,70**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	1 149 993,30

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 758 230,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	361 599,75	0,00	1 279 551,26	0,00	1 279 551,26
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**361 599,75**	**0,00**	**1 279 551,26**	**0,00**	**1 279 551,26**

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**361 599,75**	**0,00**	**1 279 551,26**	**0,00**	**1 279 551,26**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 406 915,00*		*1 196 062,06*	*0,00*	*1 196 062,06*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*262 820,00*		*282 616,68*	*0,00*	*282 616,68*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 669 735,00***		***1 478 678,74***	***0,00***	***1 478 678,74***
TOTAL		**2 031 334,75**	**0,00**	**2 758 230,00**	**0,00**	**2 758 230,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 758 230,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.(Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**1 439 001,28**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	10 953 011,26		10 953 011,26
012	Charges de personnel, frais assimilés	325 870,00		325 870,00
014	Atténuations de produits	35 000,00		35 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	28 140,00		28 140,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*282 616,68*	282 616,68
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*	0,00	*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 196 062,06*	1 196 062,06
Dépenses d'exploitation – Total		**11 342 021,26**	***1 478 678,74***	**12 820 700,00**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**12 820 700,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*39 677,46*	39 677,46
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	264 559,24	0,00	264 559,24
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	4 000,00	0,00	4 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 300 000,00	*0,00*	1 300 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement – Total		**1 568 559,24**	***39 677,46***	**1 608 236,70**

\+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**1 149 993,30**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 758 230,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	40 002,54		40 002,54
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	5 325 000,00		5 325 000,00
74	Subventions d'exploitation	6 808 427,22		6 808 427,22
75	Autres produits de gestion courante	88 582,00		88 582,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**12 262 011,76**	***39 677,46***	**12 301 689,22**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE	519 010,78

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	12 820 700,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*282 616,68*	282 616,68
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*1 196 062,06*	1 196 062,06
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***1 478 678,74***	**1 478 678,74**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	1 279 551,26

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 758 230,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**10 746 210,00**	**10 953 011,26**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	0,00	5 887,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	283,00	0,00
6066	Carburants	0,00	377,00	0,00
611	Sous-traitance générale	10 729 300,00	10 913 397,26	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	660,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	962,00	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	0,00	1 321,00	0,00
6168	Autres	0,00	4 123,00	0,00
618	Divers	160,00	160,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	1 415,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	472,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	377,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	136,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	15 000,00	14 100,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	6 981,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00
6288	Autres	1 750,00	2 360,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**351 305,00**	**325 870,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	317 774,00	310 614,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	1 320,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	651,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	9 358,00	0,00
648	Autres charges de personnel	33 531,00	3 927,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**35 000,00**	**35 000,00**	**0,00**
739	Restitut° taxe Versement mobilité	35 000,00	35 000,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**28 140,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	981,00	0,00
6518	Autres	0,00	49,00	0,00
6531	Indemnités élus	0,00	16 100,00	0,00
6553	Subventions de fonctionnement versées	0,00	11 000,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	10,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION COURANTE		**11 132 515,00**	**11 342 021,26**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (c)**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	15 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**11 147 515,00**	**11 342 021,26**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 406 915,00***	***1 196 062,06***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***262 820,00***	***282 616,68***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*262 820,00*	*282 616,68*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***1 669 735,00***	***1 478 678,74***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***1 669 735,00***	***1 478 678,74***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**12 817 250,00**	**12 820 700,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			**12 820 700,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**40 000,00**	**40 002,54**	**0,00**
7083	Locations diverses	40 000,00	40 002,54	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**5 150 000,00**	**5 325 000,00**	**0,00**
734	Versement de mobilité	5 150 000,00	5 325 000,00	0,00
74	**Subventions d'exploitation**	**6 735 298,53**	**6 808 427,22**	**0,00**
7471	Subv. exploitat° État	233 121,60	0,00	0,00
7472	Subv. exploitat° Régions	1 780 000,00	0,00	0,00
748	Des tiers	4 722 176,93	6 808 427,22	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**88 582,00**	**0,00**
7588	Autres	0,00	88 582,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION COURANTE	**11 925 298,53**	**12 262 011,76**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**11 925 298,53**	**12 262 011,76**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***39 700,00***	***39 677,46***	***0,00***
747	*Quote-part des sub. invest virée résult*	*0,00*	*39 677,46*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*39 700,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	***39 700,00***	***39 677,46***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**11 964 998,53**	**12 301 689,22**	**0,00**

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE OU ANTICIPE (10)	**519 010,78**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**12 820 700,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**300 000,00**	**135 001,28**	**0,00**
2131	Bâtiments	170 000,00	30 000,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	60 000,00	40 000,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	70 000,00	65 001,28	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**30 035,00**	**4 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	30 035,00	4 000,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**330 035,00**	**139 001,28**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**1 300 000,00**	**1 300 000,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	1 300 000,00	1 300 000,00	0,00
	Total des dépenses financières	**1 300 000,00**	**1 300 000,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 630 035,00**	**1 439 001,28**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***39 700,00***	***39 677,46***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***39 700,00***	***39 677,46***	***0,00***
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*39 700,00*	*39 677,46*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***39 700,00***	***39 677,46***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 669 735,00**	**1 478 678,74**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**129 557,96**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**1 149 993,30**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 758 230,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**361 599,75**	**1 279 551,26**	**0,00**
1068	Autres réserves	361 599,75	1 279 551,26	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes financières		**361 599,75**	**1 279 551,26**	**0,00**
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL RECETTES REELLES		**361 599,75**	**1 279 551,26**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 406 915,00***	***1 196 062,06***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***262 820,00***	***282 616,68***	***0,00***
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*114 299,22*	*113 984,81*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*83 444,57*	*83 444,58*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*42 577,90*	*57 564,06*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*6 955,10*	*6 947,48*	*0,00*
28188	*Autres*	*15 543,21*	*20 675,75*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***1 669 735,00***	***1 478 678,74***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***1 669 735,00***	***1 478 678,74***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**2 031 334,75**	**2 758 230,00**	**0,00**

\+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

\+

R 001SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 758 230,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042*.

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041*.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote des résultats définitifs ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	**Délibération du**
	Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €	1	08/04/2019
L	Subventions amortissables reçues	0	01/01/2000
L	SUBVENTION DEPARTEMENT	0	01/01/2000
L	Autre subvention	0	01/01/2000
L	Installation matériel et outillage techn	15	01/01/2000
L	Logiciels	2	03/04/2019
L	Mobilier	10	03/04/2019
L	Matériel de bureau	5	03/04/2019
L	Matériel informatique	4	03/04/2019
L	Bâtiments légers - Abris bus	10	03/04/2019
L	Aménagement des bâtiments, installation	15	03/04/2019
L	Autres constructions	40	03/04/2019
L	Frais d'étude	5	03/04/2019
L	Frais d'insertion	5	03/04/2019
L	Bâtiment	15	03/04/2019
L	Agencements des bâtimets, autres	15	08/04/2019

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécutionde la section d'investissement 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 149 993,30**	**0,00**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-129 557,96**	**-129 557,96**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 279 551,26**	**-129 557,96**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**1 279 551,26**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 279 551,26**	**-129 557,96**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**-129 557,96**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**39 677,46**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**1 478 678,74**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**1 439 001,28**	**0,00**

(1) Tableaux à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**39 677,46**	I **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**39 677,46**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*39 677,46*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 478 678,74**	**III**	**0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 478 678,74**		**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28131	*Bâtiments*	*0,00*		*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*113 984,81*		*0,00*
28138	*Autres constructions*	*83 444,58*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*57 564,06*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*6 947,48*		*0,00*
28188	*Autres*	*20 675,75*		*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 196 062,06*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Cet état est applicable aux régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants. Il présente la liste des organismes mentionnés aux 2°, 4° et 7° de l'article L. 1612-35 du CGCT.

Les documents financiers et comptables de ces organismes mentionnés au 2° de l'article L. 1612-35 sont mis à la disposition du public à . Toute personne a le droit de demander communication.

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nature de l'engagement (1)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (2)				
01/01/2024 - concession fonctionnement	Transdev Arles	Transdev Arles	personne morale de droit privé	10 625 000,00
01/01/2024 - concession investissement	Transdev Arles	Transdev Arles	personne morale de droit privé	1 300 000,00
Détention d'une part de capital				
Garantie d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(2) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par ,
A le
,

Délibéré par l'assemblée, réunie en session
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante,

Nota. – L'ajout des signataires est facultatif.

Certifié exécutoire par , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°19 : Finances / Budget primitif 2026 - Budget annexe de la zone des Papeteries Étienne

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Il s'agit d'approuver le budget primitif du budget annexe de la ZAE des papeteries Etienne de la communauté d'agglomération pour l'exercice 2026.
Le budget est voté avec reprise des résultats 2025 après le vote du compte financier unique 2025.
Le principe d'équilibre pour chaque section est bien respecté, conformément à la maquette budgétaire annexée au présent rapport.
Les montants arrêtés en dépenses et en recettes du budget primitif pour chaque section tels qu'ils figurent dans ladite maquette budgétaire s'établissent comme suit :

Budget annexe ZAE papeteries Etienne

SECTION INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	6 336 645,39 €	9 495 539,78 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté	3 158 894,39 €	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT	***9 495 539,78 €***	***9 495 539,78 €***

SECTION FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES
Crédits votés au présent budget	8 862 121,39 €	8 407 877,17 €
Restes à réaliser de l'exercice		
Résultat reporté		454 244,22 €
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT	***8 862 121,39 €***	***8 862 121,39 €***

TOTAL BUDGET	**18 357 661,17 €**	**18 357 661,17 €**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération du conseil communautaire CC2026-024 du 14/04/2026, relative au débat et au rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2026 ;

Considérant la maquette budgétaire annexée à la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du budget primitif 2026 du budget annexe de la ZAE des papeteries Etienne par nature et par chapitre ;

L'article 1612-28 du CGCT permet des facilités de virements entre chapitres selon certaines conditions ; il est proposé d'utiliser cette possibilité, à savoir autoriser le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite

fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.
En cas d'utilisation de cette délégation, le Président informera le Conseil communautaire de ces mouvements lors de la séance la plus proche.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - ADOPTER le budget primitif 2026 du budget annexe de la ZAE des papeteries Etienne dans sa présentation par nature et complété des annexes réglementaires ;

2 - DÉCIDER du montant des ouvertures de crédits par chapitre, en recettes et en dépenses, conformément aux tableaux ci-dessous ;

3 - AUTORISER le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et dans une limite fixée à 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections du budget annexe de la ZAE des papeteries Etienne ;

4 - AUTORISER le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	6 336 645,39	9 495 539,78
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 3 158 894,39	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	9 495 539,78	9 495 539,78

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	8 862 121,39	8 407 877,17
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 454 244,22
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	8 862 121,39	8 862 121,39

TOTAL DU BUDGET (4)	18 357 661,17	18 357 661,17

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*6 110 074,58*		*6 336 645,39*	*0,00*	*6 336 645,39*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***6 110 074,58***		***6 336 645,39***	***0,00***	***6 336 645,39***

TOTAL	**6 110 074,58**	**0,00**	**6 336 645,39**	**0,00**	**6 336 645,39**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**3 158 894,39**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**9 495 539,78**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 475 847,58	0,00	1 688 418,39	0,00	1 688 418,39
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 475 847,58**	**0,00**	**1 688 418,39**	**0,00**	**1 688 418,39**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 475 847,58**	**0,00**	**1 688 418,39**	**0,00**	**1 688 418,39**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*2 506 476,00*		*2 520 476,00*	*0,00*	*2 520 476,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*3 099 992,58*		*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 606 468,58***		***7 807 121,39***	***0,00***	***7 807 121,39***

TOTAL	**7 082 316,16**	**0,00**	**9 495 539,78**	**0,00**	**9 495 539,78**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 495 539,78**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**1 470 476,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	3 010 082,00	0,00	1 050 000,00	0,00	1 050 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**3 010 082,00**	**0,00**	**1 055 000,00**	**0,00**	**1 055 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**3 010 082,00**	**0,00**	**1 055 000,00**	**0,00**	**1 055 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*2 506 476,00*		*2 520 476,00*	*0,00*	*2 520 476,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*3 099 992,58*		*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 606 468,58***		***7 807 121,39***	***0,00***	***7 807 121,39***
TOTAL		**8 616 550,58**	**0,00**	**8 862 121,39**	**0,00**	**8 862 121,39**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 862 121,39**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	635 000,00	0,00	414 000,00	0,00	414 000,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 425 000,00	0,00	1 657 231,78	0,00	1 657 231,78
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**2 060 000,00**	**0,00**	**2 071 231,78**	**0,00**	**2 071 231,78**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 060 000,00**	**0,00**	**2 071 231,78**	**0,00**	**2 071 231,78**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*6 110 074,58*		*6 336 645,39*	*0,00*	*6 336 645,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***6 110 074,58***		***6 336 645,39***	***0,00***	***6 336 645,39***
TOTAL		**8 170 074,58**	**0,00**	**8 407 877,17**	**0,00**	**8 407 877,17**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**454 244,22**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 862 121,39**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**1 470 476,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ACCM - Budget Annexe ZAE Papet Etienne
EPCI

Numéro SIRET : 24130041700102
Poste comptable : La Trésorerie Arles Municipale

Budget primitif
relatif à l'exercice 2026
voté par Nature

Budget annexe : 07908 - Budget Papet Etienne

Instruction budgétaire et comptable M. 57
applicable aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	42

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I
A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	86 746

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	12,16
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	23,88
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	0
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	50,94 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,00 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,00 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5 %
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	10 573 290,78	8 394 406,19	-525 765,58	A1	-2 704 650,17
Investissement	5 286 645,39	3 099 992,58	(3) -972 241,58	A2	-3 158 894,39
Fonctionnement	5 286 645,39	5 294 413,61	(4) 446 476,00	A3	454 244,22

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	-2 704 650,17
Investissement	A2 + B2	-3 158 894,39
Fonctionnement	A3 + B3	454 244,22

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	6 336 645,39	9 495 539,78
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 3 158 894,39	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	9 495 539,78	9 495 539,78

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	8 862 121,39	8 407 877,17
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 454 244,22
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	8 862 121,39	8 862 121,39

TOTAL DU BUDGET (4)	18 357 661,17	18 357 661,17

(1) A imputer uniquement en cas de reprise des résultats anticipés ou définitifs de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II
B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP-2024-01	Travaux Phase 1 : réhabilitation batiment shed. grande halle et aménagements extérieurs	011	0,00
AP-2025-02	Travaux Phase 2 : RÉALISA° PARC ACTIVITÉS ECO ET ZONE PLEIN AIR/LOISIRS	011	0,00
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*6 110 074,58*		*6 336 645,39*	*0,00*	*6 336 645,39*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***6 110 074,58***		***6 336 645,39***	***0,00***	***6 336 645,39***

TOTAL	**6 110 074,58**	**0,00**	**6 336 645,39**	**0,00**	**6 336 645,39**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**3 158 894,39**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**9 495 539,78**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	1 475 847,58	0,00	1 688 418,39	0,00	1 688 418,39
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 475 847,58**	**0,00**	**1 688 418,39**	**0,00**	**1 688 418,39**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**1 475 847,58**	**0,00**	**1 688 418,39**	**0,00**	**1 688 418,39**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*2 506 476,00*		*2 520 476,00*	*0,00*	*2 520 476,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*3 099 992,58*		*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 606 468,58***		***7 807 121,39***	***0,00***	***7 807 121,39***

TOTAL	**7 082 316,16**	**0,00**	**9 495 539,78**	**0,00**	**9 495 539,78**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 495 539,78**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**1 470 476,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	3 010 082,00	0,00	1 050 000,00	0,00	1 050 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**3 010 082,00**	**0,00**	**1 055 000,00**	**0,00**	**1 055 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**3 010 082,00**	**0,00**	**1 055 000,00**	**0,00**	**1 055 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*2 506 476,00*		*2 520 476,00*	*0,00*	*2 520 476,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*3 099 992,58*		*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 606 468,58***		***7 807 121,39***	***0,00***	***7 807 121,39***
TOTAL		**8 616 550,58**	**0,00**	**8 862 121,39**	**0,00**	**8 862 121,39**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 862 121,39**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	635 000,00	0,00	414 000,00	0,00	414 000,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 425 000,00	0,00	1 657 231,78	0,00	1 657 231,78
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**2 060 000,00**	**0,00**	**2 071 231,78**	**0,00**	**2 071 231,78**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 060 000,00**	**0,00**	**2 071 231,78**	**0,00**	**2 071 231,78**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*6 110 074,58*		*6 336 645,39*	*0,00*	*6 336 645,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***6 110 074,58***		***6 336 645,39***	***0,00***	***6 336 645,39***
TOTAL		**8 170 074,58**	**0,00**	**8 407 877,17**	**0,00**	**8 407 877,17**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**454 244,22**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 862 121,39**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**1 470 476,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*6 336 645,39*	6 336 645,39
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***6 336 645,39***	**6 336 645,39**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	3 158 894,39

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	9 495 539,78

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	1 050 000,00		1 050 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	5 000,00	*0,00*	5 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*5 286 645,39*	5 286 645,39
023	*Virement à la section d'investissement*		*2 520 476,00*	2 520 476,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**1 055 000,00**	***7 807 121,39***	**8 862 121,39**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	8 862 121,39

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 688 418,39	*0,00*	1 688 418,39
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*		*5 286 645,39*	5 286 645,39
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*2 520 476,00*	2 520 476,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 688 418,39**	***7 807 121,39***	**9 495 539,78**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 495 539,78**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	414 000,00		414 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*6 336 645,39*	6 336 645,39
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	1 657 231,78		1 657 231,78
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**2 071 231,78**	***6 336 645,39***	**8 407 877,17**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**454 244,22**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**8 862 121,39**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 110 074,58**	**0,00**	**0,00**	**6 336 645,39**	**0,00**	**0,00**	**6 336 645,39**	**6 336 645,39**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*6 110 074,58*			*6 336 645,39*	*0,00*		*6 336 645,39*	*6 336 645,39*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 110 074,58**			**6 336 645,39**	**0,00**		**6 336 645,39**	**6 336 645,39**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**3 158 894,39**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								9 495 539,78

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 082 316,16**	**0,00**	**9 495 539,78**	**0,00**	**9 495 539,78**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	1 475 847,58	0,00	1 688 418,39	0,00	1 688 418,39
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 475 847,58**	**0,00**	**1 688 418,39**	**0,00**	**1 688 418,39**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 475 847,58**	**0,00**	**1 688 418,39**	**0,00**	**1 688 418,39**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 506 476,00*		*2 520 476,00*	*0,00*	*2 520 476,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*3 099 992,58*		*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***5 606 468,58***		***7 807 121,39***	***0,00***	***7 807 121,39***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	9 495 539,78

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*). Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**6 110 074,58**	**0,00**	**0,00**	**6 336 645,39**	**0,00**	**0,00**	**6 336 645,39**	**6 336 645,39**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*6 110 074,58*			*6 336 645,39*	*0,00*		*6 336 645,39*	*6 336 645,39*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*6 110 074,58*			*6 336 645,39*	*0,00*		*6 336 645,39*	*6 336 645,39*
3351	*Terrains*	*1 238 251,74*			*1 238 251,74*	*0,00*		*1 238 251,74*	*1 238 251,74*
3354	*Etudes et prestations de services*	*771 839,24*			*965 216,93*	*0,00*		*965 216,93*	*965 216,93*
3355	*Travaux*	*4 099 983,60*			*4 133 176,72*	*0,00*		*4 133 176,72*	*4 133 176,72*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 110 074,58**			**6 336 645,39**	**0,00**		**6 336 645,39**	**6 336 645,39**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 082 316,16**	**0,00**	**9 495 539,78**	**0,00**	**9 495 539,78**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	1 475 847,58	0,00	1 688 418,39	0,00	1 688 418,39
1641	Emprunts en euros	1 475 847,58	0,00	1 688 418,39	0,00	1 688 418,39
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 475 847,58**	**0,00**	**1 688 418,39**	**0,00**	**1 688 418,39**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 475 847,58**	**0,00**	**1 688 418,39**	**0,00**	**1 688 418,39**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 506 476,00*		*2 520 476,00*	*0,00*	*2 520 476,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*3 099 992,58*		*5 286 645,39*	*0,00*	*5 286 645,39*
3351	*Terrains*	*1 238 251,74*		*1 238 251,74*	*0,00*	*1 238 251,74*
3354	*Etudes et prestations de services*	*765 839,24*		*855 216,93*	*0,00*	*855 216,93*
3355	*Travaux*	*1 095 901,60*		*3 193 176,72*	*0,00*	*3 193 176,72*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***5 606 468,58***		***7 807 121,39***	***0,00***	***7 807 121,39***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 616 550,58**	**0,00**	**0,00**	**8 862 121,39**	**0,00**	**1 000 000,00**	**7 862 121,39**	**8 862 121,39**
011	Charges à caractère général (3)	3 010 082,00	0,00	0,00	1 050 000,00	0,00	1 000 000,00	50 000,00	1 050 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 010 082,00**	**0,00**	**0,00**	**1 055 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**55 000,00**	**1 055 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**3 010 082,00**	**0,00**	**0,00**	**1 055 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**55 000,00**	**1 055 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 506 476,00*			*2 520 476,00*	*0,00*		*2 520 476,00*	*2 520 476,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*3 099 992,58*			*5 286 645,39*	*0,00*		*5 286 645,39*	*5 286 645,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 606 468,58**			**7 807 121,39**	**0,00**		**7 807 121,39**	**7 807 121,39**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
								Total des dépenses de fonctionnement cumulées	8 862 121,39

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 170 074,58**	**0,00**	**8 407 877,17**	**0,00**	**8 407 877,17**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	635 000,00	0,00	414 000,00	0,00	414 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	1 425 000,00	0,00	1 657 231,78	0,00	1 657 231,78
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 060 000,00**	**0,00**	**2 071 231,78**	**0,00**	**2 071 231,78**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**2 060 000,00**	**0,00**	**2 071 231,78**	**0,00**	**2 071 231,78**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*6 110 074,58*		*6 336 645,39*	*0,00*	*6 336 645,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**6 110 074,58**		**6 336 645,39**	**0,00**	**6 336 645,39**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**454 244,22**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**8 862 121,39**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats définitifs ou anticipés de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 616 550,58**	**0,00**	**0,00**	**8 862 121,39**	**0,00**	**1 000 000,00**	**7 862 121,39**	**8 862 121,39**
011	Charges à caractère général (4)	3 010 082,00	0,00	0,00	1 050 000,00	0,00	1 000 000,00	50 000,00	1 050 000,00
6045	Achats études et prestations de services	6 000,00	0,00		110 000,00	0,00	60 000,00	50 000,00	110 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	3 004 082,00	0,00		940 000,00	0,00	940 000,00	0,00	940 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6585	Intérêts moratoires	0,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 010 082,00**	**0,00**	**0,00**	**1 055 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**55 000,00**	**1 055 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**3 010 082,00**	**0,00**	**0,00**	**1 055 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**55 000,00**	**1 055 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 506 476,00*			*2 520 476,00*	*0,00*		*2 520 476,00*	*2 520 476,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*3 099 992,58*			*5 286 645,39*	*0,00*		*5 286 645,39*	*5 286 645,39*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*3 099 992,58*			*5 286 645,39*	*0,00*		*5 286 645,39*	*5 286 645,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 606 468,58**			**7 807 121,39**	**0,00**		**7 807 121,39**	**7 807 121,39**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**8 170 074,58**	**0,00**	**8 407 877,17**	**0,00**	**8 407 877,17**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	635 000,00	0,00	414 000,00	0,00	414 000,00
7015	Ventes de terrains aménagés	635 000,00	0,00	414 000,00	0,00	414 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 425 000,00	0,00	1 657 231,78	0,00	1 657 231,78
74718	Autres participations Etat	1 425 000,00	0,00	1 417 231,78	0,00	1 417 231,78
7472	Participation régions	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 060 000,00**	**0,00**	**2 071 231,78**	**0,00**	**2 071 231,78**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 060 000,00**	**0,00**	**2 071 231,78**	**0,00**	**2 071 231,78**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*6 110 074,58*		*6 336 645,39*	*0,00*	*6 336 645,39*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*6 110 074,58*		*6 336 645,39*	*0,00*	*6 336 645,39*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**6 110 074,58**		**6 336 645,39**	**0,00**	**6 336 645,39**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre *(RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-3 158 894,39**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 158 894,39**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 158 894,39**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-3 158 894,39**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**2 520 476,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**2 520 476,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	I	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 520 476,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**2 520 476,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 520 476,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°20 : Finances / Stratégie financière / Attribution de fonds de concours d'investissement 2024-2026 à la commune de Saint-Pierre-de-Mézoargues

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.8

Le pacte financier et fiscal approuvé le 20 juin 2024 par le Conseil communautaire prévoit le cofinancement de projets communaux par la mise en œuvre de fonds de concours d'investissement à destination des communes. Un règlement relatif à l'octroi de ces fonds de concours a également été adopté.
La commune de Saint-Pierre-de-Mézoargues demande dans ce cadre une participation d'ACCM au financement du projet de rénovation de plusieurs bâtiments publics. Il est proposé d'attribuer à cette commune un fonds de concours d'un montant de 6 468,46 € au titre des années 2024 à 2026. Une convention précisant les modalités d'attribution et de versement du fonds de concours est jointe.

Vu l'article L 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2022-001 du conseil communautaire du 26 janvier 2022 relative à la mise en conformité des statuts de la Communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n° 2024-079 du 20 juin 2024 relative au pacte financier et fiscal ;

Vu la délibération n° 2024-080 du 20 juin 2024 relative au règlement des fonds de concours d'investissement ;

Vu la demande de fonds de concours de la commune de Saint-Pierre-de-Mézoargues en date du 6 janvier 2026 pour le projet d'investissement de rénovation de plusieurs bâtiments publics évalué à 34 471,13 € HT ;

Considérant la volonté de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) d'accompagner les communes dans leurs efforts d'investissement au travers du pacte financier et fiscal ;

Il est proposé, en application du règlement des fonds de concours, l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Saint-Pierre-de-Mézoargues pour un montant de 6 468,46 € au titre des années 2024 à 2026 ;

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Saint-Pierre-de-Mézoargues pour un montant de 6 468,46 € au titre des années 2024 à 2026 ;

2 - AUTORISER le Président ou son représentant à signer, au nom et pour le compte d'ACCM, la convention annexée à cette délibération ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;

3 - PRÉCISER que la dépense correspondante est inscrite au budget principal de l'exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONVENTION

d'attribution de fonds de concours d'investissement
par la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette
à la commune de Saint-Pierre-de-Mézoargues
Années 2024-2026

ENTRE

La communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ci-après désignée "la Communauté d'agglomération")
Cité Yvan Audouard - 5 rue Yvan Audouard – BP 30228 - 13200 Arles Cedex
Représentée par son Président Patrick de CAROLIS

ET

La commune de Saint-Pierre-de-Mézoargues (ci-après désignée "la Commune")
Hôtel de Ville – 2 place de la Mairie – 13150 Saint-Pierre-de-Mézoargues
Représentée par son Maire Laurie PONS

Ensemble dénommées "les Parties"

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le pacte financier et fiscal adopté le 20 juin 2024 promeut l'organisation stratégique des relations financières et fiscales entre ACCM et ses communes membres. Ce pacte prévoit dans cet esprit le cofinancement de projets communaux par la mise en œuvre de fonds de concours d'investissement de la part de la Communauté d'agglomération. En application de l'article L 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales, ces fonds de concours peuvent être versés par la communauté d'agglomération à ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Les projets d'investissement éligibles sont :
- la rénovation d'équipements publics ou patrimoine communal avec ou sans financement par les partenaires publics,
- la création de nouveaux équipements publics subventionnés par les partenaires publics.

Les principales dépenses ne pouvant faire l'objet d'une aide sont les travaux de voirie (y compris embellissement) et de réseaux, ainsi que l'acquisition de matériels.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire de ce fonds.
Le fonds de concours versé par la Communauté d'agglomération doit représenter a minima 5 % du financement HT.

Le règlement des fonds de concours d'investissement est joint en annexe n° 1.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Dans le cadre du pacte financier et fiscal et sur le fondement des dispositions légales précitées, la Communauté d'agglomération accorde un fonds de concours à la Commune pour la réalisation du projet d'investissement suivant :

Rénovation de plusieurs bâtiments publics

La présente convention détermine les modalités d'attribution et de versement de ce fonds de concours.

ARTICLE 2 – Identification des opérations financées par le fonds de concours

A la suite de la demande de fonds de concours pour les années 2024 à 2026 formulée par la Commune, les opérations retenues sont les suivantes :

- rénovation du bâtiment scolaire,
- rénovation du cimetière,
- rénovation des salles de la Mairie.

ARTICLE 3 – Coût prévisionnel du projet d'investissement

Le coût prévisionnel du projet est de 34 471,13 € HT ; le plan de financement prévisionnel correspondant est présenté en annexe n° 2.

ARTICLE 4 – Montant et ajustement du fonds de concours

Le fonds de concours est alloué au titre des années 2024 à 2026 pour un montant de 6 468,46 €.

Dans le cas où les dépenses seraient supérieures au plan de financement prévisionnel, le plan de financement initial prévaudra.

Dans le cas où les dépenses seraient inférieures au plan de financement prévisionnel, le montant du fonds de concours sera revu à la baisse afin de ne pas dépasser la part de financement assurée par la Commune, hors subventions.

ARTICLE 5 – Modalités de réalisation des travaux

Le projet d'investissement doit être achevé dans les deux ans à compter de la date de délibération d'octroi du fonds de concours.

Une prorogation exceptionnelle de ce délai d'achèvement, d'un an maximum non renouvelable, pourra être accordée sur demande justifiant les raisons du retard d'exécution.

ARTICLE 6 – Modalités de versement du fonds de concours

Le fonds de concours sera versé à la Commune sur présentation des justificatifs concernant la réalisation des travaux et sur présentation d'un certificat administratif signé par le Maire ou son représentant et le Comptable, mentionnant les numéros et dates des mandats effectués, les natures comptables et les tiers bénéficiaires,

La demande de versement devra être accompagnée d'un plan de financement définitif signé par le Maire ou son représentant.

ARTICLE 7 – Communication

La Commune s'engage à citer la participation de la Communauté d'agglomération à la réalisation de ce projet (panneaux, affiches, bulletin d'information municipal ou tout autre supports ou médias). Un exemplaire de ces documents ou leur photographie sera transmis à la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 8 – Prise d'effet et durée de la présente convention

La présente convention prend effet à la date de sa notification à la Commune. Elle s'éteindra de plein droit à la date du dernier versement effectif du fonds de concours par la Communauté d'agglomération à la Commune.

ARTICLE 9 – Règles de caducité, résiliation et cas de restitution

La Commune dispose d'un délai de deux ans à compter de la date de délibération d'octroi du fonds de concours pour solliciter son versement. Une prorogation exceptionnelle de ce délai, d'un an maximum non renouvelable, pourra être accordée sur demande justifiant les raisons du retard d'exécution. Après ce délai, le fonds de concours devient caduc.
Par ailleurs, en cas de non-respect des obligations mentionnées au règlement en annexe ou de la convention d'attribution de fonds de concours par la Commune, la Communauté d'agglomération pourra prononcer la résiliation de la convention, par envoi d'un courrier avec accusé de réception, sans respecter de préavis. La résiliation ne donnera pas lieu au versement de dommages et intérêts par la Communauté d'agglomération.
En cas de caducité ou de résiliation, les crédits relatifs aux fonds de concours non versés seront réaffectés au budget principal de la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 10 – Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal compétent, les Parties s'engageant à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Arles, le
En deux exemplaires

Pour la commune de
Saint-Pierre-de-Mézoargues
Le Maire ou son représentant

Pour la communauté d'agglomération
Arles Crau Camargue Montagnette
Le Président ou son représentant

Annexe n° 1

Groupe espelia

ressources
Consultants Finances



20 juin 2024

Le règlement des fonds de concours d'investissement

Document d'analyse en économie financière locale

Amélie ORY

Communauté d'agglomération
ACCM
Arles Crau Camargue Montagnette

24noAOR0207

SOMMAIRE

Préambule 3

1. Le réglement des fonds de concours d'investissement 4

1.1. Objet du fonds de concours 4
1.2. Enveloppe du fonds de concours 5
1.3. Règle d'encadrement obligatoire du fonds de concours 5
1.4. Dossier d'attribution du fonds de concours 5
1.5. Conditions de versement du fonds de concours 6
1.6. Publicité du fonds de concours 6

2. Montant du fonds de concours par commune 7

PREAMBULE

Le pacte financier et fiscal prévoit la mise en œuvre de fonds de concours d'investissement à destination des communes.

Les fonds de concours ont pour vocation d'inscrire la communauté d'agglomération en « cofinanceuse » des projets d'investissement des communes.

Les projets d'investissement éligibles sont :

- La rénovation d'équipements publics ou patrimoine communal avec ou sans financement par les partenaires publics,
- La création de nouveaux équipements publics subventionnés par les partenaires publics.

Les fonds de concours ne peuvent porter sur des travaux de voirie, y compris embellissement de la voirie, et de réseaux, ni sur l'acquisition de matériels.

1.

1. LE REGLEMENT DES FONDS DE CONCOURS D'INVESTISSEMENT

Le versement de fonds de concours est autorisé si trois conditions sont réunies :

- **Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation d'un équipement** (la promotion d'un événement sportif est par exemple exclue),
  - **Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours,**
  - **Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du conseil communautaire et du ou des conseils municipaux concernés.**

Extrait de l'article L5216-5 du CGCT :

« VI. - Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. »

1.1. Objet du fonds de concours

Les fonds de concours sont attribués pour une ou plusieurs opérations d'investissement.

Les projets d'investissement éligibles sont :

- La rénovation d'équipements publics ou patrimoine communal avec ou sans financement par les partenaires publics,
- La création de nouveaux équipements publics subventionnés par les partenaires publics.

Les fonds de concours ne peuvent porter sur des travaux de voirie, y compris embellissement de la voirie, et de réseaux, ni sur l'acquisition de matériels.

Les versements des fonds de concours débutent en 2024, ils peuvent porter sur des opérations lancées mais non achevées au 01/01/2024 et sur des projets lancés jusqu'au 31/12/2025.

Les projets d'investissement doivent être achevés dans les 2 ans à compter de la date de délibération d'octroi des fonds de concours.

Le fonds de concours versé par la communauté doit représenter à minima 5% du financement HT.

1.2. Enveloppe du fonds de concours

L'enveloppe est fixée à 500k€/an de 2024 à 2026, soit un total de 1.5M€ de 2024 à 2026. Cette enveloppe est maintenue sous réserve qu'ACCM conserve une épargne nette supérieure à 2M€.

Pour les communes ayant moins de 100 000€ de fonds de concours sur trois ans, il est possible de cumuler les fonds de concours des trois exercices pour un même projet.

1.3. Règle d'encadrement obligatoire du fonds de concours

« *Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours* » (article L5216-5 du CGCT).

Par conséquent, le montant du fonds de concours :

- Ne doit pas entraîner un dépassement du montant total des aides accordées de 80 % du coût total du financement,
- Ne doit pas dépasser la part versée par la commune dans le financement du projet.

1.4. Dossier d'attribution du fonds de concours

Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du Conseil communautaire et du Conseil municipal concerné.

Le Conseil communautaire se prononcera au vu du dossier de demande d'octroi sur le montant de la participation d'ACCM ; pour être examiné par le Conseil communautaire, le dossier devra comporter les pièces suivantes :

- Un courrier de demande d'attribution de fonds de concours,
- Une délibération du Conseil Municipal sollicitant l'attribution d'un fonds de concours,
- Une notice explicative présentant le projet,
- Un plan de financement prévisionnel, comprenant l'ensemble des subventions des partenaires financiers du projet concerné,
- Un calendrier prévisionnel de réalisation dans le cas de travaux,
- Les devis ou factures si le projet est en cours.

Le dossier doit parvenir complet à la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette avant le 31/01/N pour les fonds de concours de l'année N.

Si la commune se voit accorder des subventions non inscrites dans le plan de financement prévisionnel après avoir déposé son dossier, elle doit en informer par courrier la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et présenter un nouveau plan de financement prévisionnel.

La demande de fonds de concours accordée pour un projet pourra être reportée sur un autre projet, après demande écrite de réaffectation de la part de la commune, examen et validation par le Conseil communautaire.

Une prorogation exceptionnelle du délai d'attribution, d'un an maximum non renouvelable, pourra être accordée sur demande justifiant les raisons du retard d'exécution.

1.5. Conditions de versement du fonds de concours

Un acompte est possible pour les communes dont le fonds de concours annuel est supérieur à 50 000 €. L'acompte est fixé à 50 % du montant total à verser. Il sera attribué sur présentation par la commune de l'état récapitulatif des factures acquittées correspondant au moins à la moitié du coût des dépenses éligibles (état récapitulatif des mandats payés visé par le Maire et le Comptable).

Le solde ou le montant du fonds de concours sera versé à l'achèvement du projet sur la base d'un décompte définitif des dépenses mandatées par la commune (état récapitulatif des mandats payés visé par le Maire et le Comptable). Si les dépenses d'investissement devaient être inférieures, il serait nécessaire d'actualiser le taux de financement maximal des aides accordées pour le projet selon la règle d'encadrement détaillée au 1.3.

1.6. Publicité du fonds de concours

La commune bénéficiaire du fonds de concours assurera la publicité de la participation d'ACCM au projet concerné (documents et publications officielles de la commune, panneaux de chantiers).

2.

2. MONTANT DU FONDS DE CONCOURS PAR COMMUNE

Le montant attribué par commune est forfaitaire. Les montants estimés pluriannuels 2024/2026 sont fixes.

Les communes de Boulbon et Saint-Pierre-de-Mézoargues peuvent demander le montant du fonds de concours triennal en lieu et place d'une demande annuelle, sous réserve des conditions ci-avant présentées.

Commune	Fonds de concours 2024	Fonds de concours 2024-2026
ARLES	250 000	750 000
BOULBON	20 000	60 000
SAINT-PIERRE-DE-MEZOARGUES	10 000	30 000
LES SAINTES-MARIES-DE-LA-MER	40 000	120 000
SAINT-MARTIN-DE-CRAU	90 000	270 000
TARASCON	90 000	270 000
Total	**500 000**	**1 500 000**

Annexe n° 2

PLAN DE FINANCEMENT - DEMANDE FONDS DE CONCOURS ACCM 2024-2026

PROJETS	MONTANT TOTAL HT DES PROJETS	FONDS DE CONCOURS ACCM 10 OU 80 %		DEPARTEMENT 70 %	DETR 70 %	COMMUNE 20%
Projet 1: Rénovation du bâtiment scolaire	12 516,13 €	1 857,26 €			8 155,64 €	2 503,23 €
Rénovation tubage cheminée appartement de l'école	865,21 €	692,17 €	80%			173,04 €
Changement des mécanismes d'ouverture de la porte du préau de l'école (serrure, crémone)	565,13 €	56,51 €	10%		395,59 €	113,03 €
Changement Porte d'entrée de la classe	2 815,79 €	281,58 €	10%		1 971,05 €	563,16 €
Rénovation plafonds salle classe	8 270,00 €	827,00 €	10%		5 789,00 €	1 654,00 €
Projet 2: Rénovation du cimetière	18 504,00 €	1 850,40 €	10%	12 952,80 €		3 700,80 €
Réfection mur du cimetière	18 504,00 €	1 850,40 €	10%	12 952,80 €		3 700,80 €
Projet 3 : Rénovation salles réunions mairie	3 451,00 €	2 760,80 €	80%			690,20 €
Rénovation salle de réunion de la mairie	1 000,00 €	800,00 €	80%			200,00 €
Rénovation salle du conseil municipal de la mairie	1 000,00 €	800,00 €	80%			200,00 €
Rénovation du mobilier salle du conseil municipal de la mairie	1 451,00 €	1 160,80 €	80%			290,20 €
TOTAL	34 471,13 €	6 468,46 €		12 952,80 €	8 155,64 €	6 894,23 €

Envoyé en préfecture le 29/01/2026
Reçu en préfecture le 29/01/2026
Publié le 29/01/2026
ID : 013-211300611-20260127-D01_2026-DE

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°21 : Finances / Stratégie financière / Attribution de fonds de concours d'investissement 2026 à la commune de Saint-Martin-de-Crau

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.8

Le pacte financier et fiscal approuvé le 20 juin 2024 par le Conseil communautaire prévoit le cofinancement de projets communaux par la mise en œuvre de fonds de concours d'investissement à destination des communes. Un règlement relatif à l'octroi de ces fonds de concours a également été adopté.
La commune de Saint-Martin-de-Crau demande dans ce cadre une participation d'ACCM au financement du création d'un pumptrack. Il est proposé d'attribuer à cette commune un fonds de concours d'un montant de 90 000 € au titre de l'année 2026. Une convention précisant les modalités d'attribution et de versement du fonds de concours est jointe.

Vu l'article L 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2022-001 du conseil communautaire du 26 janvier 2022 relative à la mise en conformité des statuts de la Communauté d'agglomération ;

Vu l'arrêté du 16 mai 2022 de la Préfecture des Bouches-du-Rhône portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette ;

Vu la délibération n° 2024-079 du 20 juin 2024 relative au pacte financier et fiscal ;

Vu la délibération n° 2024-080 du 20 juin 2024 relative au règlement des fonds de concours d'investissement ;

Vu la demande de fonds de concours de la commune de Saint-Martin-de-Crau en date du 30 janvier 2026 pour le projet d'investissement de création d'un pumptrack évalué à 183 910 € HT ;

Considérant la volonté de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) d'accompagner les communes dans leurs efforts d'investissement au travers du pacte financier et fiscal ;

Il est proposé, en application du règlement des fonds de concours, l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Saint-Martin-de-Crau pour un montant de 90 000 € au titre de l'année 2026 ;

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER l'attribution d'un fonds de concours à la commune de Saint-Martin-de-Crau pour un montant de 90 000 € au titre de 2026 ;

2 - AUTORISER le Président ou son représentant à signer, au nom et pour le compte d'ACCM, la convention annexée à cette délibération ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;

3 - PRÉCISER que la dépense correspondante est inscrite au budget principal de l'exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONVENTION

d'attribution de fonds de concours d'investissement
par la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette
à la commune de Saint-Martin-de-Crau
Année 2026

ENTRE

La communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ci-après désignée "la Communauté d'agglomération")
Cité Yvan Audouard - 5 rue Yvan Audouard – BP 30228 - 13200 Arles Cedex
Représentée par son Président Patrick de CAROLIS

ET

La commune de Saint-Martin-de-Crau (ci-après désignée "la Commune")
Hôtel de Ville - Place du docteur Bagnaninchi – BP 50001 – 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex
Représentée par son Maire Séverine DELLANEGRA

Ensemble dénommées "les Parties"

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le pacte financier et fiscal adopté le 20 juin 2024 promeut l'organisation stratégique des relations financières et fiscales entre ACCM et ses communes membres. Ce pacte prévoit dans cet esprit le cofinancement de projets communaux par la mise en œuvre de fonds de concours d'investissement de la part de la Communauté d'agglomération. En application de l'article L 5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales, ces fonds de concours peuvent être versés par la communauté d'agglomération à ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Les projets d'investissement éligibles sont :
- la rénovation d'équipements publics ou patrimoine communal avec ou sans financement par les partenaires publics,
- la création de nouveaux équipements publics subventionnés par les partenaires publics.

Les principales dépenses ne pouvant faire l'objet d'une aide sont les travaux de voirie (y compris embellissement) et de réseaux, ainsi que l'acquisition de matériels.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire de ce fonds.
Le fonds de concours versé par la Communauté d'agglomération doit représenter a minima 5 % du financement HT.

Le règlement des fonds de concours d'investissement est joint en annexe n° 1.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Dans le cadre du pacte financier et fiscal et sur le fondement des dispositions légales précitées, la Communauté d'agglomération accorde un fonds de concours à la Commune pour la réalisation du projet d'investissement suivant :

Création d'un pumptrack.

La présente convention détermine les modalités d'attribution et de versement de ce fonds de concours.

ARTICLE 2 – Identification des opérations financées par le fonds de concours

A la suite de la demande de fonds de concours pour 2026 formulée par la Commune, les opérations retenues sont les suivantes :

- phase de préparation du chantier,
- phase de réalisation des travaux.

ARTICLE 3 – Coût prévisionnel du projet d'investissement

Le coût prévisionnel du projet est de 183 910 € HT ; le plan de financement prévisionnel correspondant est présenté en annexe n° 2.

ARTICLE 4 – Montant et ajustement du fonds de concours

Le fonds de concours est alloué au titre de l'année 2026 pour un montant de 90 000 €.
Dans le cas où les dépenses seraient supérieures au plan de financement prévisionnel, le plan de financement initial prévaudra.
Dans le cas où les dépenses seraient inférieures au plan de financement prévisionnel, le montant du fonds de concours sera revu à la baisse afin de ne pas dépasser la part de financement assurée par la Commune, hors subventions.

ARTICLE 5 – Modalités de réalisation des travaux

Le projet d'investissement doit être achevé dans les deux ans à compter de la date de délibération d'octroi du fonds de concours.
Une prorogation exceptionnelle de ce délai d'achèvement, d'un an maximum non renouvelable, pourra être accordée sur demande justifiant les raisons du retard d'exécution.

ARTICLE 6 – Modalités de versement du fonds de concours

Le fonds de concours sera versé à la Commune sur présentation des justificatifs concernant la réalisation des travaux et sur présentation d'un certificat administratif signé par le Maire ou son représentant et le Comptable, mentionnant les numéros et dates des mandats effectués, les natures comptables et les tiers bénéficiaires,
La demande de versement devra être accompagnée d'un plan de financement définitif signé par le Maire ou son représentant.
Un acompte de 50% pourra être demandé selon les modalités décrites ci-dessus. La demande de versement du solde devra ensuite être accompagnée d'un plan de financement définitif signé par le Maire ou son représentant.

ARTICLE 7 – Communication

La Commune s'engage à citer la participation de la Communauté d'agglomération à la réalisation de ce projet (panneaux, affiches, bulletin d'information municipal ou tout autre supports ou médias). Un exemplaire de ces documents ou leur photographie sera transmis à la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 8 – Prise d'effet et durée de la présente convention

La présente convention prend effet à la date de sa notification à la Commune. Elle s'éteindra de plein droit à la date du dernier versement effectif du fonds de concours par la Communauté d'agglomération à la Commune.

ARTICLE 9 – Règles de caducité, résiliation et cas de restitution

La Commune dispose d'un délai de deux ans à compter de la date de délibération d'octroi du fonds de concours pour solliciter son versement. Une prorogation exceptionnelle de ce délai, d'un an maximum non renouvelable, pourra être accordée sur demande justifiant les raisons du retard d'exécution. Après ce délai, le fonds de concours devient caduc.
Par ailleurs, en cas de non-respect des obligations mentionnées au règlement en annexe ou de la convention d'attribution de fonds de concours par la Commune, la Communauté d'agglomération pourra prononcer la résiliation de la convention, par envoi d'un courrier avec accusé de réception, sans respecter de préavis. La résiliation ne donnera pas lieu au versement de dommages et intérêts par la Communauté d'agglomération.
En cas de caducité ou de résiliation, les crédits relatifs aux fonds de concours non versés seront réaffectés au budget principal de la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 10 – Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal compétent, les Parties s'engageant à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Arles, le
En deux exemplaires

Pour la commune de
Saint-Martin-de-Crau
Le Maire ou son représentant

Pour la communauté d'agglomération
Arles Crau Camargue Montagnette
Le Président ou son représentant

Annexe n° 1

Groupe espelia

ressources
Consultants Finances



20 juin 2024

Le règlement des fonds de concours d'investissement

Document d'analyse en économie financière locale

Amélie ORY

Communauté d'agglomération
ACCM
Arles Crau Camargue Montagnette

24noAOR0207

SOMMAIRE

Préambule 3

1. Le réglement des fonds de concours d'investissement 4

1.1. Objet du fonds de concours 4
1.2. Enveloppe du fonds de concours 5
1.3. Règle d'encadrement obligatoire du fonds de concours 5
1.4. Dossier d'attribution du fonds de concours 5
1.5. Conditions de versement du fonds de concours 6
1.6. Publicité du fonds de concours 6

2. Montant du fonds de concours par commune 7

PREAMBULE

Le pacte financier et fiscal prévoit la mise en œuvre de fonds de concours d'investissement à destination des communes.

Les fonds de concours ont pour vocation d'inscrire la communauté d'agglomération en « cofinanceuse » des projets d'investissement des communes.

Les projets d'investissement éligibles sont :

- La rénovation d'équipements publics ou patrimoine communal avec ou sans financement par les partenaires publics,
- La création de nouveaux équipements publics subventionnés par les partenaires publics.

Les fonds de concours ne peuvent porter sur des travaux de voirie, y compris embellissement de la voirie, et de réseaux, ni sur l'acquisition de matériels.

1.

1. LE REGLEMENT DES FONDS DE CONCOURS D'INVESTISSEMENT

Le versement de fonds de concours est autorisé si trois conditions sont réunies :

- **Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation d'un équipement** (la promotion d'un événement sportif est par exemple exclue),
  - **Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours,**
  - **Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du conseil communautaire et du ou des conseils municipaux concernés.**

Extrait de l'article L5216-5 du CGCT :

« VI. - Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. »

1.1. Objet du fonds de concours

Les fonds de concours sont attribués pour une ou plusieurs opérations d'investissement.

Les projets d'investissement éligibles sont :

- La rénovation d'équipements publics ou patrimoine communal avec ou sans financement par les partenaires publics,
- La création de nouveaux équipements publics subventionnés par les partenaires publics.

Les fonds de concours ne peuvent porter sur des travaux de voirie, y compris embellissement de la voirie, et de réseaux, ni sur l'acquisition de matériels.

Les versements des fonds de concours débutent en 2024, ils peuvent porter sur des opérations lancées mais non achevées au 01/01/2024 et sur des projets lancés jusqu'au 31/12/2025.

Les projets d'investissement doivent être achevés dans les 2 ans à compter de la date de délibération d'octroi des fonds de concours.

Le fonds de concours versé par la communauté doit représenter à minima 5% du financement HT.

1.2. Enveloppe du fonds de concours

L'enveloppe est fixée à 500k€/an de 2024 à 2026, soit un total de 1.5M€ de 2024 à 2026. Cette enveloppe est maintenue sous réserve qu'ACCM conserve une épargne nette supérieure à 2M€.

Pour les communes ayant moins de 100 000€ de fonds de concours sur trois ans, il est possible de cumuler les fonds de concours des trois exercices pour un même projet.

1.3. Règle d'encadrement obligatoire du fonds de concours

« *Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours* » (article L5216-5 du CGCT).

Par conséquent, le montant du fonds de concours :

- Ne doit pas entraîner un dépassement du montant total des aides accordées de 80 % du coût total du financement,
- Ne doit pas dépasser la part versée par la commune dans le financement du projet.

1.4. Dossier d'attribution du fonds de concours

Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du Conseil communautaire et du Conseil municipal concerné.

Le Conseil communautaire se prononcera au vu du dossier de demande d'octroi sur le montant de la participation d'ACCM ; pour être examiné par le Conseil communautaire, le dossier devra comporter les pièces suivantes :

- Un courrier de demande d'attribution de fonds de concours,
- Une délibération du Conseil Municipal sollicitant l'attribution d'un fonds de concours,
- Une notice explicative présentant le projet,
- Un plan de financement prévisionnel, comprenant l'ensemble des subventions des partenaires financiers du projet concerné,
- Un calendrier prévisionnel de réalisation dans le cas de travaux,
- Les devis ou factures si le projet est en cours.

Le dossier doit parvenir complet à la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette avant le 31/01/N pour les fonds de concours de l'année N.

Si la commune se voit accorder des subventions non inscrites dans le plan de financement prévisionnel après avoir déposé son dossier, elle doit en informer par courrier la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et présenter un nouveau plan de financement prévisionnel.

La demande de fonds de concours accordée pour un projet pourra être reportée sur un autre projet, après demande écrite de réaffectation de la part de la commune, examen et validation par le Conseil communautaire.

Une prorogation exceptionnelle du délai d'attribution, d'un an maximum non renouvelable, pourra être accordée sur demande justifiant les raisons du retard d'exécution.

1.5. Conditions de versement du fonds de concours

Un acompte est possible pour les communes dont le fonds de concours annuel est supérieur à 50 000 €. L'acompte est fixé à 50 % du montant total à verser. Il sera attribué sur présentation par la commune de l'état récapitulatif des factures acquittées correspondant au moins à la moitié du coût des dépenses éligibles (état récapitulatif des mandats payés visé par le Maire et le Comptable).

Le solde ou le montant du fonds de concours sera versé à l'achèvement du projet sur la base d'un décompte définitif des dépenses mandatées par la commune (état récapitulatif des mandats payés visé par le Maire et le Comptable). Si les dépenses d'investissement devaient être inférieures, il serait nécessaire d'actualiser le taux de financement maximal des aides accordées pour le projet selon la règle d'encadrement détaillée au 1.3.

1.6. Publicité du fonds de concours

La commune bénéficiaire du fonds de concours assurera la publicité de la participation d'ACCM au projet concerné (documents et publications officielles de la commune, panneaux de chantiers).

2.

2. MONTANT DU FONDS DE CONCOURS PAR COMMUNE

Le montant attribué par commune est forfaitaire. Les montants estimés pluriannuels 2024/2026 sont fixes.

Les communes de Boulbon et Saint-Pierre-de-Mézoargues peuvent demander le montant du fonds de concours triennal en lieu et place d'une demande annuelle, sous réserve des conditions ci-avant présentées.

Commune	Fonds de concours 2024	Fonds de concours 2024-2026
ARLES	250 000	750 000
BOULBON	20 000	60 000
SAINT-PIERRE-DE-MEZOARGUES	10 000	30 000
LES SAINTES-MARIES-DE-LA-MER	40 000	120 000
SAINT-MARTIN-DE-CRAU	90 000	270 000
TARASCON	90 000	270 000
Total	**500 000**	**1 500 000**

Annexe n° 2

Plan de financement prévisionnel

DEPENSES Liste des dépenses éventuellement réparties par lots, phases...	MONTANT HT	RECETTES liste des recettes réparties par partenaire financeur	MONTANT HT
Phase préparation	5 200,00 €	CA ACCM* (minimum 5% du financement total HT)	90 000,00 €
Phase réalisation	178 710,00 €	Commune (autofinancement)	93 910,00 €
Total des dépenses prévisionnelles	**183 910,00 €**	**Total des recettes prévisionnelles**	**183 910,00 €**

*selon l'article L5215-26 du Code général des collectivités territoriales, le montant total des fonds de concours ne peut pas excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°22 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour la construction de l'aire d'accueil des gens du voyage à Saint-Martin-de-Crau : modification de la délibération n°CC2025_064

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Au titre de la compétence gens du voyage et conformément aux prescriptions du schéma départemental d'accueil des gens du voyage des Bouches-du-Rhône, la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) a validé la construction d'une aire permanente d'accueil des gens du voyage à Saint-Martin-de-Crau et a retenu l'engagement financier de cette action sous la forme d'une autorisation de programme et de crédits de paiement.
La présente délibération ajuste l'autorisation de programme et les crédits de paiement.

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L .2311-3 selon lequel la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n°2016-220 du 15 décembre 2016 adoptant le contrat départemental de développement et d'aménagement 2017-2019 et prévoyant le financement du projet de création d'une aire d'accueil des gens du voyage à Saint-Martin-de-Crau par le conseil départemental des Bouches du Rhône ;

Vu les décisions du Président d'ACCM n°2018-114 du 28 juin 2018, n°2019-239 du 21 novembre 2019 et n°2019-264 du 17 décembre 2019 sollicitant les subventions correspondantes à cette opération ;

Vu la délibération n°2019-194 du 11 décembre 2019 retenant cette opération sous la forme d'une autorisation de programme et de crédits de paiement ;

Vu les délibérations n°CC2020-196 du 16 décembre 2020, n°CC 2022-076 du 1er juin 2022, n°CC2023-40 du 15 mars 2023, n°CC2024-041 du 28 mars 2024 et n°CC2025-064 du 27 mars 2025 relatives au réajustement de l'autorisation de programme et crédits de paiement ;

Vu les décisions du Président d'ACCM n°2022-058 du 5 avril 2022 et n°2024-200 du 16 octobre 2024 relatives respectivement aux avenants n°1 et n°2 au marché 2019-34 de mission de maîtrise d'œuvre en vue de l'aménagement de l'aire d'accueil des gens du voyage à Saint-Martin-de-Crau ;

Vu les décisions du Président d'ACCM n° 2026-003 du 09/01/2026 et n° 2026-035 du 04/03/2026 relatives à l'attribution des marchés de travaux, numérotés 2026-018 et 2026-017, en vue de l'aménagement de l'aire d'accueil des gens du voyage à Saint-Martin-de-Crau ;

Considérant le schéma départemental d'accueil des gens du voyage des Bouches-du-Rhône, révisé en janvier 2012 ;

Considérant le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2021-2026 qui prévoit notamment la création d'une aire d'accueil des gens du voyage de 24 places à réaliser sur la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

Considérant l'état d'avancement de l'opération, il convient d'ajuster l'autorisation de programme et les crédits de paiement selon la répartition suivante :

AP-2020-06									
Budget principal clés	**AP aire d'accueil des gens du voyage Saint-Martin-de-Crau**	**Total**	**CP 2020 - 2021**	**CP 2022**	**CP 2023**	**CP 2024**	**CP 2025**	**CP 2026**	**CP 2027**
1D30215	**Dépenses TTC**	**1 775 000 €**	37 141,97 €	18 114,91 €	1 728,00 €	21 849,82 €	5 401,70 €	**1 580 000,00 €**	**110 763,60 €**

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER l'autorisation de programme et crédits de paiement tels que présentés dans le tableau ci-dessus ;

2 – PRÉCISER que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°23 : Finances / Autorisation d'engagement et crédits de paiement pour le financement du dispositif de suivi-animation des OPAH-RU "Arles Cœur de Ville" et "Cœur de Ville de Tarascon" - modification de la délibération n°CC2025_066

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Dans le cadre de la mise en œuvre des conventions d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) « Cœur de Ville de Tarascon », et « Arles Cœur de Ville » d'une durée de 5 ans, le conseil communautaire par délibération n°2021-085 du 19 mai 2021 a approuvé la création d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement pour le suivi-animation relatif à ces dispositifs.

Au regard de la fin des dispositifs des OPAH-RU à la date du 31 mai 2026, la présente délibération propose d'ajuster les autorisations d'engagement et les crédits de paiement correspondants.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement l'article L .2311-3-II, selon lequel la section fonctionnement du budget peut comprendre des autorisations d'engagement. Chaque autorisation comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations d'engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations d'engagement correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions, au titre desquelles ACCM s'engage à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers, à l'exclusion des frais de personnel et de subventions versées aux organismes privés ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu la délibération n°2020-189 du 16 décembre 2020 approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain « Arles Cœur de Ville » ;

Vu la délibération n°2020-190 du 16 décembre 2020 approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain « Cœur de Ville de Tarascon » ;

Vu la délibération n°2021-067 du 07 avril 2021 attribuant le marché de suivi-animation des OPAH-RU de Tarascon et d'Arles ;

Vu la délibération n°CC2021-085 du 19 mai 2021 retenant l'engagement financier de cette action sous forme d'autorisations d'engagement ;

Vu les délibérations n°CC2022-138 du 20 septembre 2022, n°CC2023-046 du 15 mars 2023, n°CC2024-048 du 28 mars 2024 et n°CC2025-066 du 27 mars 2025

ajustant le montant de l'autorisation d'engagement et les crédits de paiement ;

Considérant qu'ACCM, dans le cadre de la mise en œuvre des conventions d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain « Cœur de Ville de Tarascon » et « Arles Cœur de Ville » finance une mission de suivi-animation qui a débuté en 2021 pour une durée de 5 ans.

L'Anah et la Banque des Territoires apportent une aide à ACCM pour le financement des équipes opérationnelles de suivi-animation des OPAH-RU.

Au regard de la fin des dispositifs des OPAH-RU à la date du 31 mai 2026, il est proposé de modifier à la baisse le montant de l'autorisation d'engagement relative au suivi-animation de l'OPAH-RU d'Arles et d'ajuster les crédits de paiement des OPAH-RU d'Arles et de Tarascon, selon la répartition suivante :

Budget principal AE-2021-03	LOT N°1 Suivi-animation OPAH-RU TARASCON	Total AE pour 5 ans	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027
2D40117	**Dépenses TTC**	**525 787,00 €**	25 526,80 €	94 743,32 €	81 516,38 €	93 279,33 €	98 679,47 €	**132 041,70 €**	- €
2R40047	*Subventions Anah*	*279 879,00 €*	*- €*	*18 236,00 €*	*- €*	*93 150,00 €*	*49 569,00 €*	***74 045,00 €***	*44 879,00 €*
2R40053	*Subventions Banque des Territoires*	*112 500,00 €*	*11 250,00 €*	*11 250,00 €*	*22 500,00 €*	*22 500,00 €*	*22 500,00 €*	***22 500,00 €***	*- €*

Budget principal AE-2021-04	LOT N°2 Suivi-animation OPAH-RU ARLES	Total AE pour 5 ans	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027
2D40116	**Dépenses TTC**	**450 000,00 €**	24 509,60 €	96 406,77 €	65 085,92 €	90 213,20 €	88 147,04 €	**85 637,47 €**	- €
2R40046	*Subventions Anah*	*229 426,00 €*	*- €*	*18 235,00 €*	*- €*	*85 572,00 €*	*47 210,00 €*	***41 490,00 €***	*36 919,00 €*
2R40052	*Subventions Banque des Territoires*	*112 500,00 €*	*11 250,00 €*	*11 250,00 €*	*22 500,00 €*	*22 500,00 €*	*22 500,00 €*	**22 500,00 €**	*- €*

	Suivi-animation OPAH-RU	Total AE pour 5 ans	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027
	Dépenses TTC	**975 787,00 €**	50 036,40 €	191 150,09 €	146 602,30 €	183 492,53 €	186 826,51 €	**217 679,17 €**	- €
	Subventions Anah	*509 305,00 €*	*- €*	*36 471,00 €*	*- €*	*178 722,00 €*	*96 779,00 €*	***115 535,00 €***	*81 798,00 €*
	Subventions Banque des Territoires	*225 000,00 €*	*22 500,00 €*	*22 500,00 €*	*45 000,00 €*	*45 000,00 €*	*45 000,00 €*	***45 000,00 €***	*- €*
	Part totale ACCM	**241 482,00 €**							

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER la modification des autorisations d'engagement et des crédits de paiement telle que présentée ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°24 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement relative à l'étude-action préalable au plan de sauvegarde de la copropriété "Les Ferrages du Cours" à Tarascon : modification de la délibération n°CC2025_069

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

La copropriété « Les Ferrages du Cours » à Tarascon, connaît d'importantes difficultés financières, sociales et de gestion.

L'Agence nationale de l'habitat (Anah) a préconisé la mise en place d'un Plan De Sauvegarde (PDS) en direction de cette copropriété, piloté par le préfet et dont ACCM sera maître d'ouvrage, en collaboration avec la ville de Tarascon.
Une étude-action préalable au Plan De Sauvegarde est nécessaire, et en voie de finalisation.

Par délibération CC2024_155 du 19 septembre 2024, le conseil communautaire a approuvé que le marché relatif à l'étude-action préalable au Plan De Sauvegarde de la copropriété « Les Ferrages du Cours » à Tarascon, d'un montant maximum de 172 512 € TTC (montant partie forfaitaire de 118 760 € HT, soit 142 512 € TTC et montant partie à bons de commande d'un montant maximum de 25 000 € HT, soit 30 000 € TTC) fasse l'objet d'une autorisation de programme.

La présente délibération ajuste les crédits de paiement.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement l'article L .2311-3, selon lequel la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants ;

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu la commission MAPA en date du 26 juillet 2024 ;

Vu la décision n°2024-161 du 29 juillet 2024 attribuant le marché n°2024-017 relatif à un marché composite pour la réalisation d'une étude-action pour l'élaboration du Plan De Sauvegarde relatif à la copropriété « Les Ferrages du Cours » à Tarascon ;

Vu la délibération n°CC2024-155 du 19 septembre 2024, retenant cette opération sous forme d'autorisation de programme et crédits de paiement ;

Vu la délibération CC2025-069 du 27 mars 2025 ajustant les crédits de paiement ;

Vu la décision n°2026-024 du 26 février 2026 décidant la signature de l'avenant n°1 au marché 2024-017 qui proroge le marché jusqu'au 30 juin 2026 (sans incidence financière) ;

Considérant que la copropriété « Les Ferrages du Cours » à Tarascon, connaît d'importantes difficultés financières, sociales et de gestion associées à des complexités juridiques et techniques, risquant à terme l'accentuation de la déqualification des immeubles et la paupérisation des habitants, l'Agence nationale de l'habitat (Anah) a préconisé la mise en place d'un Plan De Sauvegarde (PDS) en direction de cette copropriété, piloté par le préfet et dont ACCM sera maître d'ouvrage, en collaboration avec la ville de Tarascon.

Une étude-action préalable au Plan De Sauvegarde est nécessaire, et en voie de finalisation.

Cette étude-action a pour objectif :

- la définition des actions d'accompagnement à réaliser durant la phase d'élaboration, et la réalisation des prestations nécessaires à la construction et à la formalisation du projet de Plan De Sauvegarde :

    1. Définition des missions d'accompagnement des organes de gestion de la copropriété, à réaliser durant la phase d'élaboration du Plan De Sauvegarde,
    2. Animation des commissions d'élaboration du Plan De Sauvegarde,
    3. Définition et mise en œuvre des actions de communication et de concertation,
    4. Réalisation de l'étude pré-opérationnelle,
    5. Étude des conditions financières de réalisation,
    6. Élaboration de la convention de Plan De Sauvegarde.

Considérant que, pour préparer le Plan De Sauvegarde, la communauté d'agglomération a conclu un marché d'étude-action attribué à la SAS URBANIS Nîmes pour un montant forfaitaire de 118 760 € HT, soit 142 512 € TTC, et pour un montant maximum à bons de commande de 25 000 € HT, soit 30 000 € TTC ;

Considérant que ce marché, initialement conclu pour une durée de 18 mois, a été prolongé par avenant n°1 jusqu'au 30 juin 2026, sans incidence financière, afin de permettre la finalisation de l'étude-action nécessaire à la mise en œuvre du Plan De Sauvegarde ;

Considérant que cette prolongation entraîne un décalage dans la consommation des crédits et nécessite une actualisation de la répartition des crédits de paiement de l'autorisation de programme ;

Il convient de réajuster les crédits de paiement selon la répartition suivante :

N° AP	Budget principal clé	Etude-action préalable au Plan De Sauvegarde coprorpiété "Les Ferrages" à Tarascon	Total AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026
AP-2024-04	1D40185	**Dépenses TTC**	**172 512,00 €**	**38 953,30 €**	**76 984,70 €**	**56 574,00 €**
		Recettes	**99 121,00 €**	**- €**	**17 970,00 €**	**81 151,00 €**
	1R40080	subvention Anah	42 690,00 €	- €	- €	42 690,00 €
	1R40082	subvention Conseil Régional	20 491,00 €	- €	- €	20 491,00 €
	1R40097	subvention CDC-BDT	35 940,00 €	- €	17 970,00 €	17 970,00 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER l’autorisation de programme et les crédits de paiements tels que présentés ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°25 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour les aides à la pierre sur fonds propres, attribuées en faveur du logement locatif social et de l'accession sociale à la propriété : modification de la délibération n°CC2025_143

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Au titre de sa compétence habitat et de la mise en œuvre du programme local de l'habitat (PLH), la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) accorde des aides à la pierre en faveur du logement social, de l'hébergement d'urgence et de l'accession sociale. Chaque exercice faisant l'objet d'une enveloppe financière, ACCM a retenu cette action de soutien financier sous la forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement.

La présente délibération :

- ajuste le montant des autorisations de programme qui le nécessitent et les crédits de paiement

- clôture les autorisations de programme soldées

- vote le montant prévisionnel de l'autorisation de programme 2026 et les crédits de paiement correspondants.

Vu le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L.2311-3 selon lequel la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu la délibération n°2016-221 du 15 décembre 2016 adoptant le 2ème programme local de l'habitat (PLH) pour la période 2017-2022 ;

Vu la délibération n°CC2022-130 du 20 septembre 2022 approuvant la prorogation du PLH 2017-2022 pour deux ans ;

Vu la délibération n°CC2024_215 du 05 décembre 2024 adoptant le 3ème programme local de l'habitat (PLH) pour la période 2025-2030 ;

Vu les délibérations n°2017-86 du 13 juin 2017, n°2020-65 du 17 juin 2020, n°2020-194 du 16 décembre 2020, n°2021- 066 du 7 avril 2021, n°2022-135 du 20 septembre 2022, n°2023-043 du 15 mars 2023, n°2024-040 du 28 mars 2024,

n°2025-063 du 27 mars 2025 et n°2025-143 du 18 septembre 2025 portant sur les aides à la pierre attribuées en faveur du logement locatif social et de l'accession sociale à la propriété sous la forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement et ajustant le montant de ces autorisations de programme et leurs crédits de paiement ;

Considérant qu'au titre de l'année 2020, l'agrément de l'État pour l'opération de 13 Habitat « Ilot du Théâtre et Barberin » à Tarascon a été annulé en 2025 pour permettre à cette opération d'être fléchée partiellement en reconstitution de l'offre (ROLLS). Le financement sur fonds propres ACCM accordé sous réserve de l'agrément devient par conséquent caduc, il convient donc de modifier le montant de l'autorisation de programme 2020 à la baisse et d'ajuster les crédits de paiement selon le tableau ci-dessous ;

Considérant qu'au titre de l'année 2021, les opérations financées dans le cadre de l'autorisation de programme 2021 sont achevées et que les subventions correspondantes ont été versées, il convient donc de clôturer cette autorisation de programme ;

Considérant qu'au titre de l'année 2025, ce sont 16 logements locatifs sociaux PLUS (prêt locatif à usage social) et 10 logements en accession sociale PSLA (prêt social location accession) ainsi que 228 logements locatifs sociaux à réhabiliter qui ont été financés. Les aides à la pierre 2025 effectivement accordées d'un montant de 614 000 €, s'avèrent inférieures à l'autorisation de programme prévisionnelle votée d'un montant de 640 000 €. Il convient donc d'actualiser le montant de cette autorisation de programme et les crédits de paiement selon le tableau ci-après ;

Considérant que, dans le cadre des objectifs du 3ème PLH, ACCM attribuera des subventions à des opérateurs de logements sociaux, en faveur de la construction de logements neufs, de l'acquisition-amélioration, de la réhabilitation et de l'accession sociale à la propriété. Par conséquent, il convient d'acter le montant total prévisionnel de 640 000 € de l'autorisation de programme 2026 et des crédits de paiement selon le tableau ci-après ;

Il est proposé de modifier les autorisations de programme et crédits de paiement comme suit :

N°AP	Budget principal	Aides à la pierre (fonds propres)	Total	CP 2017 -2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030	CP 2031
AP-2017-01	1D40181	**AP 2017**	**634 800**	564 800	0	0	**0**	0	70 000			
AP-2020-01	1D40189	**AP 2020**	**234 000**	95 000	95 000	0	**0**	0	44 000			
AP-2021-03	1D40198	**AP 2021**	**587 000**	293 500	53 000	240 500						
AP-2022-01	1D40202	**AP 2022**	**310 000**	81 500	83 000	50 000	**73 500**	0	22 000			
		AP 2023	**0**									
AP-2024-01	1D40210	**AP 2024**	**552 000**		0	50 000	**193 000**	191 000	85 000	33 000		
AP-2025-05	1D40218	**AP 2025**	**614 000**			0	**114 000**	282 000	50 000	0	168 000	
AP-2026-06	1D40220	**AP 2026**	**640 000**				**0**	128 000	128 000	128 000	128 000	128 000
		Total AP	**3 571 800**	**1 034 800**	**231 000**	**340 500**	**380 500**	**601 000**	**399 000**	**161 000**	**296 000**	**128 000**

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - CONSTATER la clôture de l'autorisation de programme n°AP-2021-03 relative à l'année 2021 selon les crédits de paiement tels que présentés dans le tableau ci-dessus ;

2 - APPROUVER les autorisations de programme et crédits de paiement tels que présentés dans le tableau ci-dessus ;

3 - PRÉCISER que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°26 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour les fonds délégués de l'État dans le cadre de la convention de délégation de compétence pour la gestion des aides publiques à la pierre : modification de la délibération n°CC2025_144

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Au titre de sa compétence habitat, et dans le cadre de la convention de délégation de compétence pour la gestion des aides publiques à la pierre de l'État, la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) est gestionnaire de l'enveloppe financière déléguée de l'État pour le financement du logement locatif social du parc public.

Chaque exercice faisant l'objet d'une enveloppe financière, ACCM a retenu cette action de soutien financier sous la forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement.

La présente délibération :

- ajuste le montant des autorisations de programme qui le nécessitent et les crédits de paiement

- clôture les autorisations de programmes soldées

- vote le montant prévisionnel de l'autorisation de programme 2026 et les crédits correspondants.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement son article L. 2311-3 selon lequel la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu la délibération du conseil communautaire d'ACCM n° 2017-32 du 29 mars 2017 approuvant la convention de délégation de compétence pour la gestion des aides publiques à la pierre d'une durée de 6 ans (du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2022), chaque exercice faisant l'objet d'une enveloppe financière ;

Vu les délibérations n°CC 2022-131 du 20 septembre 2022 et n°CC 2023-123 du 21 septembre 2023 prorogeant la convention respectivement pour l'année 2023

et l’année 2024 ;

Vu la délibération n°CC 2025-095 du 15 mai 2025 approuvant la nouvelle convention de délégation de compétence pour la gestion des aides publiques à la pierre d’une durée de 6 ans, pour la période 2025-2030 ;

Vu les délibérations du conseil communautaire d’ACCM, n°2020-064 du 17 juin 2020, n°2020-193 du 16 décembre 2020, n°2021-063 du 7 avril 2021, n°2022-77 du 1er juin 2022, n°2023-041 du 15 mars 2023, n°2024-042 du 28 mars 2024, n°2025-065 du 27 mars 2025 et n°2025-144 du 18 septembre 2025 retenant cette action de soutien financier sous la forme d’autorisations de programme et de crédits de paiement et ajustant le montant de ces autorisations et leurs crédits de paiement ;

Considérant qu’au titre de l’année 2020, les décisions d’agrément et de financement relatives à l’opération de 13 Habitat « Ilot du Théâtre et Barberin » à Tarascon ont été annulées en 2025 pour être fléchées partiellement en reconstitution de l’offre de logements locatifs sociaux (ROLLS), il convient de modifier le montant de l’autorisation de paiement 2020 à la baisse et d’ajuster les crédits de paiement, selon le tableau ci-après ;

Considérant qu’au titre de l’année 2021, les opérations financées dans le cadre de l’autorisation de programme 2021 sont achevées et que les subventions correspondantes ont été versées, il convient donc de clôturer cette autorisation de programme ;

Considérant qu’au titre de l’année 2024, la décision d’agrément et de financement relative à l’opération de 13 habitat « Effet nature » à Saint-Martin-de-Crau a été annulée en 2025 pour être fléchée en reconstitution de l’offre de logements locatifs sociaux (ROLLS), il convient de modifier le montant de l’autorisation de paiement 2024 à la baisse et d’ajuster les crédits de paiement, selon le tableau ci-après ;

Considérant que, 8 logements PLAI (prêt locatif aidé d’intégration) inclusifs au titre de la production neuve et 165 logements au titre de la rénovation énergétiques ont été financés en 2025, le montant des aides à la pierre effectivement accordées s’établit à 1 705 877 €. Il convient donc d’actualiser le montant de l’autorisation de programme 2025 et les crédits de paiement correspondants ;
A noter que 10 logements PSLA (prêt social location accession), agréées mais non financés au titre des aides à la pierre de l’État, s’ajoutent à cette production 2025 qui s’établit à 18 logements.

Considérant qu’au titre de l’année 2026, pour un objectif de production de 192 logements, l’enveloppe déléguée contractualisée au titre de la convention de délégation de compétence pour la gestion des aides publiques à la pierre de l’État 2025-2030 est de 1 167 200 € qu’il convient d’acter selon le tableau ci-après ;

Il est proposé de modifier les autorisations de programme et crédits de paiement comme suit :

N°AP	Budget principal clés	Fonds délégués Etat	total	CP 2020 - 2024	CP 2025	**CP 2026**	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030	CP 2031	CP 2032
AP-2020-02	1D40193	**AP 2020**	**278 000**	231 200,00	0,00	**0,00**	46 800,00					
AP-2021-05	1D40200	**AP 2021**	**592 500**	500 575,99	91 924,01							
AP-2022-02	1D40204	**AP 2022**	**265 100**	38 182,00	51 658,00	**150 180,00**	0,00	25 080,00				
AP-2023-03	1D40208	**AP 2023**	**226 000**		67 800,00	**113 000,00**	45 200,00					
AP-2024-02	1D40226	**AP 2024**	**72 000**		0,00	**0,00**	21 600,00	0,00	50 400,00			
AP-2025-02	1D40216	**AP 2025**	**1 705 877**		0,00	**53 277,00**	495 780,00	680 000,00	476 820,00			
AP-2026-07	1D40222	**AP 2026**	**1 167 200**			**0,00**	0,00	233 440,00	233 440,00	233 440,00	233 440,00	233 440,00
		Total AP	**4 306 677**	**769 957,99**	**211 382,01**	**316 457,00**	**609 380,00**	**938 520,00**	**760 660,00**	**233 440,00**	**233 440,00**	**233 440,00**

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - CONSTATER la clôture de l'autorisation de programme n°AP-2021-05 relative à l'année 2021 selon les crédits de paiement tels que présentés ci-dessus ;

2 - APPROUVER les autorisations de programme et crédits de paiement tels que présentés dans le tableau ci-dessus ;

3 - PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°27 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement relatifs à l'OPAH-RU " Arles Cœur de Ville " 2021-2026 : modification de la délibération n°CC2025_145

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Au titre de sa compétence habitat et de la mise en œuvre du programme local de l'habitat (PLH), la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) a mis en place l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain « Arles Cœur de Ville » d'une durée de 5 ans. Dans ce cadre, des aides financières aux travaux pour la réhabilitation de logements privés sont accordées notamment pour : la résorption de l'habitat très dégradé ou indigne, la réhabilitation de logements « moyennement » dégradés, l'adaptation de logements au vieillissement et/ou au handicap, les économies d'énergie, la réhabilitation de copropriétés.

ACCM a retenu cette action de soutien financier sous la forme d'une autorisation de programme et de crédits de paiement.

La présente délibération ajuste le montant de l'autorisation de programme et les crédits de paiement.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement l'article L.2311-3, selon lequel la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme, chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu la délibération n°2020-189 du 16 décembre 2020 approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain « Arles Cœur de Ville » ;

Vu la délibération n°CC2021-083 du 19 mai 2021 retenant cette opération sous forme d'autorisation de programme et crédits de paiement ;

Vu les délibérations n°CC2022-136 du 20 septembre 2022, CC2023-044 du 15 mars 2023, CC2024-044 du 28 mars 2024, CC2024-153 du 19 septembre 2024, CC2025-067 du 27 mars 2025 et CC2025-145 du 18 septembre 2025 ajustant le montant de cette autorisation de programme et les crédits de paiement ;

Considérant qu'ACCM avance les participations financières du Conseil Régional et

du Conseil Départemental, l'enveloppe financière prévisionnelle correspondant à la durée totale du dispositif, soit 5 ans, telle que définie dans la convention de programme mentionnée ci-dessus, représentait un montant global de 1 304 206 €, dont 708 987 € pour les fonds propres ACCM, 357 909 € pour le Conseil Régional et 237 310 € pour le Conseil Départemental.

La participation prévisionnelle de l'ensemble des partenaires de ce dispositif, à savoir l'Agence nationale de l'habitat (Anah – ACCM délégataire de gestion), le Conseil Régional, le Conseil Départemental, ACCM sur fonds propres, ainsi que la commune d'Arles, s'élevait à 3 276 069 €.

Afin de tenir compte de la date de fin du dispositif (31 mai 2026) et des potentielles réalisations sur cette durée par rapport aux objectifs initiaux, l'enveloppe du montant du dispositif peut être réajustée à la baisse.

Cette nouvelle baisse de 48 020 €, s'ajoute à la précédente baisse d'un montant de 285 468 €, ce qui représente une diminution totale de 26 % de l'enveloppe du dispositif qui s'établit à un montant prévisionnel recalculé 970 718 €, dont 518 625 € pour les fonds propres ACCM, 251 661 € pour le Conseil Régional et 200 432 € pour le Conseil Départemental. Pour mémoire, ACCM fait l'avance pour le Conseil Régional et le Conseil Départemental.

A noter que les propriétaires disposent, à compter de la décision d'engagement en Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH), de 3 ans pour effectuer les travaux, avec une possibilité de prolonger le délai de 2 ans, soit 5 ans au total. Par conséquent, les crédits de paiement pourront s'étaler au-delà du terme de l'opération.

Il est proposé de modifier l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :

Budget principal clés	**AP OPAH-RU ARLES AP-2021-01**	Total	**CP 2021**	**CP 2022**	**CP 2023**	**CP 2024**	**CP 2025**	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**	**CP 2029**	**CP 2030**	**CP 2031**
1D40195	**Dépenses TTC**	**970 718 €**	- €	7 367 €	23 146 €	88 269 €	43 513 €	**145 615 €**	184 436 €	135 901 €	116 486 €	225 985 €	- €
	dont ACCM	518 625 €	- €	3 245 €	12 193 €	45 833 €	18 606 €	70 928 €	89 056 €	91 545 €	78 467 €	108 753 €	
	dont avance CR PACA	251 661 €	- €	1 622 €	5 053 €	16 436 €	13 444 €	37 401 €	50 614 €	37 295 €	31 967 €	57 829 €	
	dont avance CD 13	200 432 €	- €	2 500 €	5 900 €	26 000 €	11 463 €	37 286 €	44 766 €	7 061 €	6 052 €	59 403 €	
	Recettes	**452 093 €**	14 238 €	- €	- €	- €	- €	**94 244 €**	49 830 €	95 381 €	44 356 €	38 019 €	116 025 €
1R40091	dont participation CR PACA	251 661 €	- €	- €	- €	- €	- €	37 762 €	37 401 €	50 614 €	37 295 €	31 967 €	56 622 €
1R40084	dont participation CD 13	200 432 €	14 238 €	- €	- €	- €	- €	56 482 €	12 429 €	44 766 €	7 061 €	6 052 €	59 403 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER l'autorisation de programme et les crédits de paiement, tels que présentés dans le tableau ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°28 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement relatifs à l'OPAH-RU " Cœur de Ville de Tarascon " 2021-2026 : modification de la délibération n°CC2025_146

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Au titre de sa compétence habitat et conformément aux orientations du programme local de l'habitat (PLH), la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) a mis en place l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain « Cœur de Ville de Tarascon » d'une durée de 5 ans. Dans ce cadre, des aides financières aux travaux pour la réhabilitation de logements privés sont accordées notamment pour : la résorption de l'habitat très dégradé ou indigne, la réhabilitation de logements « moyennement » dégradés, l'adaptation de logements au vieillissement et/ou au handicap, les économies d'énergie, la réhabilitation de copropriétés.

ACCM a retenu cette action de soutien financier sous la forme d'une autorisation de programme et de crédits de paiement.

La présente délibération ajuste le montant de l'autorisation de programme et des crédits de paiement.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement l'article L.2311-3, selon lequel la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme, chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu la délibération n°2020-190 du 16 décembre 2020 approuvant la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain « Cœur de Ville de Tarascon » ;

Vu la délibération n°CC2021-084 du 19 mai 2021 retenant cette opération sous forme d'autorisation de programme et crédits de paiement ;

Vu les délibérations n°CC2022-137 du 20 septembre 2022, CC2023-045 du 15 mars 2023, CC2024-045 du 28 mars 2024, CC2024-154 du 19 septembre 2024, CC2025-068 du 27 mars 2025, CC2025-146 du 18 septembre 2025 ajustant le montant de cette autorisation de programme et les crédits de paiement ;

Considérant qu'ACCM avance les participations financières du Conseil Régional et

du Conseil Départemental, l'enveloppe financière prévisionnelle correspondant à la durée totale du dispositif, soit 5 ans, telle que définie dans la convention de programme mentionnée ci-dessus, représentait un montant global de 1 698 241 €, dont 1 048 343 € pour les fonds propres ACCM, 402 084 € pour le Conseil Régional et 247 814 € pour le Conseil Départemental.

La participation prévisionnelle de l'ensemble des partenaires de ce dispositif, à savoir l'Agence nationale de l'habitat (Anah - ACCM délégataire de gestion), le Conseil Régional, le Conseil Départemental, ACCM sur fonds propres, ainsi que la commune de Tarascon, s'élevait à 4 422 074 €.

Afin de tenir compte de la date de fin du dispositif (31 mai 2026) et des potentielles réalisations sur cette durée par rapport aux objectifs initiaux, l'enveloppe du montant du dispositif peut être réajustée à la baisse.

Cette nouvelle baisse de 45 784 €, s'ajoute à la précédente baisse d'un montant de 345 847 €, ce qui représente une diminution totale de 23 % de l'enveloppe du dispositif qui s'établit à un montant prévisionnel recalculé 1 306 610 €, dont 755 433 € pour les fonds propres ACCM, 328 817 € pour le Conseil Régional et 222 360 € pour le Conseil Départemental. Pour mémoire, ACCM fait l'avance pour le Conseil Régional et le Conseil Départemental.

A noter que les propriétaires disposent, à compter de la décision d'engagement en Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH), de 3 ans pour effectuer les travaux, avec une possibilité de prolonger le délai de 2 ans, soit 5 ans au total. Par conséquent, les crédits de paiement pourront s'étaler au-delà du terme de l'opération.

Il est proposé de modifier l'autorisation de programme et les crédits de paiement comme suit :

Budget principal clés	**AP OPAH-RU TARASCON AP-2021-02**	Total	**CP 2021**	**CP 2022**	**CP 2023**	**CP 2024**	**CP 2025**	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**	**CP 2029**	**CP 2030**	**CP 2031**
1D40196	**Dépenses TTC**	**1 306 610 €**	- €	1 667 €	30 537 €	4 218 €	128 776 €	**248 256 €**	215 591 €	209 058 €	117 595 €	350 912 €	- €
	dont ACCM	755 433 €	- €	942 €	24 139 €	2 218 €	49 716 €	127 416 €	158 957 €	154 140 €	86 704 €	151 201 €	
	dont avance CR PACA	328 817 €	- €	725 €	1 826 €	- €	46 738 €	58 778 €	51 044 €	49 498 €	27 842 €	92 366 €	
	dont avance CD 13	222 360 €	- €	- €	4 572 €	2 000 €	32 322 €	62 062 €	5 589 €	5 420 €	3 049 €	107 346 €	
	Recettes	**551 177 €**	14 869 €	- €	- €	- €	- €	**143 357 €**	79 465 €	56 633 €	54 917 €	30 891 €	171 045 €
1R40090	dont participation CR PACA	328 817 €	- €	- €	- €	- €	- €	80 757 €	58 778 €	51 044 €	49 498 €	27 842 €	60 898 €
1R40085	dont participation CD 13	222 360 €	14 869 €	- €	- €	- €	- €	62 600 €	20 687 €	5 589 €	5 420 €	3 049 €	110 147 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER l'autorisation de programme et les crédits de paiement, tels que présentés dans le tableau ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°29 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour les fonds délégués de l'État dans le cadre de la convention de délégation de compétence pour la gestion des aides publiques à la pierre du parc privé 2025-2030 : création

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Au titre de sa compétence habitat, la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) a renouvelé la convention de délégation de compétence pour la gestion des aides publiques à la pierre de l'État pour la période 2025-2030.

Le principe d'une convention mixte-glissante dite de « type 3 » a été retenu (dans cette organisation, ACCM prend le relai de l'État en prenant à sa charge l'instruction des dossiers et l'avance de subventions).

En conséquence, ACCM devient délégataire des aides à la pierre de « type 3 » à partir du 1er janvier 2026 pour le parc public et à partir du 1er janvier 2028 pour le parc privé.

Les aides déléguées de l'État pour le financement du logement locatif social du parc public, pour lesquelles ACCM ne fait pas l'avance, font l'objet d'une délibération séparée.

La présente délibération porte sur les aides publiques de l'État en faveur de la rénovation du parc privé. Sur la période 2025-2027, l'Agence nationale de l'habitat (Anah) continue de gérer en propre son enveloppe. A compter du 1er janvier 2028, ACCM instruira désormais les dossiers de demande de subvention, prendra les décisions d'attribution de subvention et procédera au règlement des subventions au nom et pour le compte de l'Anah, ACCM fera donc l'avance des subventions : avance, acompte et solde.

Chaque exercice faisant l'objet d'une enveloppe financière, la présente délibération propose de retenir cette action de soutien financier sous la forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article L. 2311-3 du CGCT, selon lequel la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants ;

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu la délibération n°CC 2025-095 du 15 mai 2025 approuvant la nouvelle convention de délégation de compétence pour la gestion des aides publiques à la pierre d'une durée de 6 ans, pour la période 2025-2030, et plus précisément la convention entre ACCM et l'Anah, pour la gestion des aides à l'habitat privé, en date du 12 juillet 2025 ;

Considérant que pour les aides publiques de l'État en faveur du parc privé, chaque exercice fera l'objet d'une enveloppe financière, étant précisé que sur la période 2025-2027, l'Anah continue de gérer en propre son enveloppe (pas d'incidence sur le budget d'ACCM) et qu'à compter de 2028, ACCM fera l'avance des subventions accordées ;

Il est demandé au conseil communautaire de retenir cette action sous la forme d' autorisations de programme et de crédits de paiement de la façon suivante :

n°AP	Budget principal clés	Dépenses	Montant fonds délégués Etat ANAH parc privé	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030
		Délégation 2025	- €					
		Délégation 2026	- €					
		Délégation 2027	- €					
AP-2026-13	1D40224	Délégation 2028	1 073 169,00 €			1 073 169,00 €		
AP-2026-14	1D40228	Délégation 2029	1 073 169,00 €				1 073 169,00 €	
AP-2026-15	1D40230	Délégation 2030	1 087 383,00 €					1 087 383,00 €
		TOTAL	**3 233 721,00 €**	**- €**	**- €**	**1 073 169,00 €**	**1 073 169,00 €**	**1 087 383,00 €**

Recettes	Montant fonds délégués Etat ANAH parc privé	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030	CP 2031
Délégation 2025	- €						
Délégation 2026	- €						
Délégation 2027	- €						
Délégation 2028	1 073 169,00 €				1 073 169,00 €		
Délégation 2029	1 073 169,00 €					1 073 169,00 €	
Délégation 2030	1 087 383,00 €						1 087 383,00 €
TOTAL	**3 233 721,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**1 073 169,00 €**	**1 073 169,00 €**	**1 087 383,00 €**

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 – DECIDER de créer les autorisations de programme et les crédits de paiement pour les aides publiques de l'État en faveur du parc privé tels que présentés ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'exercice

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°30 : Finances / budget principal - autorisations d'engagement et crédits de paiement relatives aux actions de mise en œuvre du Plan De Sauvegarde de la copropriété "Les Ferrages du Cours" à Tarascon - création

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

La copropriété « Les Ferrages du Cours » à Tarascon connaît d'importantes difficultés, financières, sociales et de gestion. L'Agence nationale de l'habitat (Anah) a préconisé la mise en place d'un Plan De Sauvegarde (PDS) piloté par le préfet, ACCM étant maître d'ouvrage en collaboration avec la ville de Tarascon.

A la suite de l'étude-action, la convention de PDS va être signée par l'ensemble des partenaires financiers.

Le PDS va entrer dans la phase de mise en œuvre opérationnelle pour laquelle les actions suivantes sont à mettre en place :

- mission de coordonnateur

- suivi-animation de ce plan par un opérateur chargé d'assurer l'information, l'animation et le suivi de l'opération de PDS

- ingénierie pour une Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP), aide attribuée à la maîtrise d'ouvrage et/ou aux collectivités pour faire face aux surcoûts d'entretien et de sensibilisation / actions en faveur du retour au droit commun en matière de cadre de vie.

La présente délibération propose que les futurs marchés relatifs à ces 3 missions (chacune d'une durée de 5 ans) nécessaires à la mise en œuvre du PDS fassent l'objet d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement.

Cette délibération permettra de lancer les procédures de marché. Le montant des autorisations d'engagement sera révisé une fois les marchés attribués.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement l'article L .2311-3-II, selon lequel la section fonctionnement du budget peut comprendre des autorisations d'engagement. Chaque autorisation comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants ;

Les autorisations d'engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations d'engagement correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions, au titre desquelles ACCM s'engage à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers, à l'exclusion des frais de personnel et de subventions versées aux organismes privés ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Considérant que le PDS de la copropriété des « Ferrages du Cours » à Tarascon va

entrer dans sa phase de mise en œuvre nécessitant la mobilisation d'un coordonnateur, d'un prestataire pour le suivi-animation, de missions GUSP ;

Considérant que l'objectif de la mise en œuvre du PDS est de : redresser la situation financière de la copropriété, clarifier et simplifier les règles de structure et d'administration, réaliser des travaux de conservation de l'immeuble ou permettant de réduire les charges de fonctionnement, restaurer les relations sociales dans l'immeuble, instaurer la mise en place de mesures d'accompagnement, repositionner la copropriété dans son environnement urbain et sur le marché immobilier ;

Considérant que pour ce faire, la mise en place des 3 missions suivantes est nécessaire :

1/ Mission de coordonnateur du PDS :

En résumé, le coordonnateur du PDS est en charge, conformément à l'article R. 615-4 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), d'assurer la mise en œuvre des engagements pris par la commission du PDS.

A ce stade, le montant prévisionnel de ce suivi-animation d'une durée de 5 ans est estimé à 75 000 € HT – 90 000 € TTC, avec une subvention Anah (50 % du HT).

2/ Mission de suivi-animation du PDS :

En résumé, le suivi-animation permet d'assurer l'information, l'animation et le suivi de l'opération de PDS.

A ce stade, le montant prévisionnel de ce suivi-animation d'une durée de 5 ans est estimé à 583 333 € HT – 700 000 € TTC, avec une subvention Anah (50 % du HT) et une subvention de la Banque Des Territoires (50 % de la subvention Anah).

3/ Missions de GUSP propre au PDS :

En résumé, l'objectif de la GUSP porte sur la gestion de l'attente des travaux du PDS, permet d'agir en amont des travaux du PDS en définissant des actions concrètes pour les occupants, pour la réappropriation des lieux, elle est essentielle à la bonne mise en œuvre du PDS, permet de percevoir qu'il n'y a pas de délaissement, coordonne les acteurs et s'appuie sur les organes opérationnels existants. Etant précisé que cette GUSP est circonscrite à la copropriété.

A ce stade, le montant prévisionnel de la GUSP sur une durée de 5 ans est estimé à 62 500 € HT – 75 000 € TTC, avec une subvention Anah (50 % du montant HT).

Il est demandé au conseil communautaire de retenir ces 3 actions sous la forme d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement pour les montants prévisionnels indiqués dans les tableaux ci-après ;

A noter que cette délibération permettra de lancer les marchés, les montants indiqués seront à mettre à jour après l'attribution des marchés ;

Budget principal clés	**Mission coordonnateur PDS Copropriété des Ferrages Tarascon AE-2026-08**	**Total AE**	**CP 2026**	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030	CP 2031	CP 2032
2D40146	**Dépenses TTC**	**90 000,00 €**	**5 000,00 €**	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	13 000,00 €	- €
	Recettes subv Anah	**37 500,00 €**	- €	**2 083,33 €**	**7 500,00 €**	**7 500,00 €**	**7 500,00 €**	**7 500,00 €**	**5 416,67 €**

Budget principal clés	Suivi-Animation PDS Copropriété des Ferrages Tarascon AE-2026-01	Total AE	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030	CP 2031	CP 2032
2D40134	**Dépenses TTC**	**700 000,00 €**	**15 000,00 €**	140 000,00 €	140 000,00 €	140 000,00 €	140 000,00 €	125 000,00 €	- €
	Recettes	**437 500,00 €**	- €	35 416,67 €	87 500,00 €	87 500,00 €	87 500,00 €	87 500,00 €	52 083,33 €
	subvention Anah	291 666,67 €	- €	6 250,00 €	58 333,33 €	58 333,33 €	58 333,33 €	58 333,33 €	52 083,33 €
	subvention CDC-BDT	145 833,33 €	- €	29 166,67 €	29 166,67 €	29 166,67 €	29 166,67 €	29 166,67 €	- €

Budget principal clé	Ingénierie GUSP PDS Copropriété des Ferrages Tarascon AE-2026-02	Total AE	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030	CP 2031	CP 2032
2D40136	**Dépenses TTC**	**75 000,00 €**	- €	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	- €
	Recettes subvention Anah	**31 250,00 €**	- €	- €	6 250,00 €	6 250,00 €	6 250,00 €	6 250,00 €	6 250,00 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - DÉCIDER de créer les autorisations d'engagement et les crédits de paiements tels que présentés ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°31 : Finances / budget principal - Autorisation d'engagement et crédits de paiement relative à l'étude pré-opérationnelle (habitat-commerce) pour la copropriété "Le Trident" à Saint-Martin-de-Crau : création

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

La copropriété « Le Trident » à Saint-Martin-de-Crau, présente des signes de fragilité sur les plans techniques, financiers, sociaux et organisationnels.

La préfète déléguée pour l'égalité des chances, après avoir rappelé que l'intervention en faveur des copropriétés fragiles et dégradées répond à des enjeux majeurs pour l'État dans les Bouches-du-Rhône, a relevé le caractère indispensable de la réalisation d'une étude pré-opérationnelle pour la mise en place d'une stratégie d'intervention structurée pour la copropriété du Trident.

ACCM sera maître d'ouvrage, en collaboration avec la ville de Saint-Martin-de-Crau.

La présente délibération propose que le futur marché relatif à l'étude pré-opérationnelle pour la copropriété du Trident à Saint-Martin-de-Crau d'une durée prévisionnelle de 7 mois, fasse l'objet d'une autorisation d'engagement et de crédits de paiement.

A ce stade, le montant prévisionnel de cette étude, qui comprendra un volet commerces (à travailler avec le service développement économique d'ACCM) est estimé à 29 166 € HT – 35 000 € TTC, avec une subvention Anah (50 % du montant HT) pour la partie habitat.

Cette délibération permettra de lancer la procédure de consultation. Le montant de l'autorisation d'engagement sera révisé une fois le marché attribué.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement l'article L .2311-3-II, selon lequel la section fonctionnement du budget peut comprendre des autorisations d'engagement. Chaque autorisation comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants ;

Les autorisations d'engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations d'engagement correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions, au titre desquelles ACCM s'engage à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers, à l'exclusion des frais de personnel et de subventions versées aux organismes privés ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Considérant que la copropriété « Le Trident » à Saint-Martin-de-Crau, construite en

1975, contenant 81 logements répartis sur 2 bâtiments ainsi que des cellules commerciales en RDC, présente aujourd'hui plusieurs signes de fragilité préoccupants, à la fois sur les plans techniques, financiers, sociaux et organisationnels ;

Considérant que la préfète déléguée pour l'égalité des chances, par courrier du 23 octobre 2025, a préconisé la réalisation d'une étude pré-opérationnelle sur la copropriété du Trident : élaboration d'un diagnostic multi-critères (bâtiment, finances, occupation, gouvernance, environnement, …), définition d'une stratégie d'intervention opérationnelle efficace ;

Cette étude pré-opérationnelle d'une durée prévisionnelle de 7 mois a pour finalité de lancer en suivant une dynamique opérationnelle de redressement de la copropriété, accompagnée par l'État et les collectivités locales ;

Le montant prévisionnel de cette étude habitat commerce est estimé à 29 166 € HT – 35 000 € TTC avec une subvention Anah (50 % du montant HT) pour la partie habitat.

Il est demandé au conseil communautaire de retenir cette action sous la forme d'une autorisation d'engagement et de crédits de paiement pour les montants prévisionnels indiqués dans le tableau ci-après.

A noter que cette délibération permettra de lancer la consultation du marché, les montants indiqués seront à mettre à jour après l'attribution du marché.

Budget principal clés	**Etude copropriété du Trident SMC (habitat commerce) AE-2026-03**	**Total AE**	**CP 2026**	CP 2027
2D40138	**Dépenses TTC**	**35 000,00 €**	**20 000,00 €**	15 000,00 €
	Recettes subvention Anah	**14 583,00 €**	**- €**	14 583,00 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - DÉCIDER de créer l'autorisation d'engagement et les crédits de paiement tels que présentés ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°32 : Finances / budget principal - autorisations d'engagement et crédits de paiement relatives aux études habitat privé suite des OPAH-RU d'Arles et de Tarascon - création

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) d'Arles et de Tarascon vont se terminer au 31.05.26. Les comités techniques et de pilotage précédents ont posé les résultats quantitatifs et qualitatifs de ces 2 dispositifs, leurs avancées et la nécessité du portage par les Villes des volets renouvellement urbain (RU).

Pour poursuivre les OPAH-RU, outre le fait que les Villes vont avoir à se saisir du portage du volet RU, un bilan renforcé par un prestataire de services autre que celui en charge du suivi-animation de ces dispositifs devra être effectué. Il sera couplé à une analyse de calibrage, de nouveau dimensionnement du ou des futur(s) dispositif(s), en requestionnant notamment les nouveaux objectifs des OPAH-RU, le périmètre et les priorités d'intervention.

La présente délibération propose que le ou les futur(s) marché(s) relatif(s) à ces études d'une durée prévisionnelle de 7 mois fasse(nt) l'objet d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement.

A ce stade, le montant prévisionnel de ces études est estimé à 16 667 € HT - 20 000 € TTC par OPAH-RU, avec une subvention de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) à hauteur de 50 % du montant HT.

Cette délibération permettra de lancer la procédure de consultation. Les montants des autorisations d'engagement seront révisés une fois le ou les marché(s) attribué(s).

Vu le Code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement l'article L .2311-3-II, selon lequel la section fonctionnement du budget peut comprendre des autorisations d'engagement. Chaque autorisation comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants ;

Les autorisations d'engagement et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations d'engagement correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions, au titre desquelles ACCM s'engage à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers, à l'exclusion des frais de personnel et de subventions versées aux organismes privés ;

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Considérant que les OPAH-RU d'Arles et de Tarascon vont se terminer au 31.05.26. En amont de cette échéance, la question de la suite des OPAH-RU se pose : arrêt,

suite selon d'autres modalités ou poursuite à l'identique. Les comités techniques et de pilotages précédents ont posé les résultats quantitatifs et qualitatifs de ces OPAH-RU, leurs avancées et la nécessité du portage par les Villes des volets RU de ces OPAH ;

Considérant qu'un bilan renforcé des OPAH-RU couplé à une analyse de calibrage, de nouveau dimensionnement du ou des futur(s) dispositif(s), en requestionnant notamment les nouveaux objectifs des OPAH-RU, le périmètre *(maintien, extension, resserrement au vu du bilan d'opération)* et les objets traités (*thématiques et priorités d'intervention)* est nécessaire *;*

Considérant qu'à ce stade, le montant prévisionnel de ces études *(bilan renforcé + étude de dimensionnement)* est estimé à 16 667 € HT - 20 000 € TTC par OPAH-RU, avec une subvention Anah *(50 % du HT) ;*

Il est demandé au conseil communautaire de retenir cette opération sous la forme d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement pour les montants prévisionnels indiqués dans les tableaux ci-après.

A noter que cette délibération permettra de lancer la consultation du ou des marché(s), les montants indiqués seront à mettre à jour après l'attribution du ou des marché(s).

Budget principal clés	Etude habitat privé suite OPAH-RU Arles AE-2026-04	Total AE	CP 2026	CP 2027
2D40140	Dépenses TTC	20 000,00 €	11 429,00 €	8 571,00 €
	Recettes subvention Anah	8 333,00 €	- €	8 333,00 €

Budget principal clés	Etude habitat privé suite OPAH-RU Tarascon AE-2026-05	Total AE	CP 2026	CP 2027
2D40142	Dépenses TTC	20 000,00 €	11 429,00 €	8 571,00 €
	Recettes subvention Anah	8 333,00 €	- €	8 333,00 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - DÉCIDER de créer les autorisations d'engagement et les crédits de paiement tels que présentés ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°33 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour les travaux de réhabilitation et de régulation du canal de la Haute-Crau - phase 2 tronçon Mas d'Artaud : révision 2026

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

En vue de la réalisation des travaux de réhabilitation et de régulation du canal de la Haute-Crau pour son tronçon Mas d'Artaud, prévue sur les exercices 2024, 2025 et 2026 et estimés à 1 480 116 € HT soit 1 776 139 € TTC, le conseil communautaire réuni le 19 septembre 2024 a décidé par délibération de créer une autorisation de programme et crédits de paiement (APCP) aux budgets 2024, 2025 et 2026.
L'APCP a été révisée en 2025 et doit l'être à nouveau pour 2026. Ajoutés aux montants non mandatés en 2025 et reportés en 2026, un surcoût d'opération est évalué à 87 227 € TTC et fait évoluer le montant total des crédits de paiements de l'opération à 1 557 764 € HT soit 1 863 366 € TTC.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 50 du décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

Vu la délibération CC 2024_090 du conseil communautaire d'ACCM du 20 juin 2024 approuvant la prise en charge par ACCM de la maîtrise d'ouvrage des études et travaux de restauration du canal de la Haute-Crau pour le tronçon du Mas d'Artaud, en substitution de l'ASA d'irrigation de la Haute-Crau ;

Vu la délibération CC 2024_147 du conseil communautaire d'ACCM du 19 septembre 2024 validant la révision d'une autorisation de programme et des crédits de paiement pour l'opération de réhabilitation du tronçon Mas d'Artaud ;

Vu la délibération CC 2025_061 du conseil communautaire d'ACCM du 27 mars 2025 ayant pour objet la révision de l'autorisation de programme et des crédits de paiement pour l'opération de réhabilitation du tronçon Mas d'Artaud ;

Considérant que cette opération dont la réalisation est prévue sur les exercices 2024, 2025 et 2026 était estimée à 1 480 116 € HT soit 1 776 139 € TTC, répartis entre les différents partenaires financiers (État, Conseil Départemental, Région Sud, ASA et ACCM) , et que la participation d'ACCM prévu était estimé à 192 391€ HT ;

Considérant les montants facturés et mandatés en 2025 et ceux à reporter en 2026 ;

Considérant les adaptations nécessaires réalisées sur le chantier et se traduisant par un surcoût d'opération évalué à 87 227 € TTC.

En application de l'article L2311-3 du Code général des collectivités territoriales, la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération.

Il est demandé au conseil communautaire de réviser l'autorisation de programme et de crédits de paiement de la façon suivante :

- Délibération APCP CC 2025_061 du 27 mars 2025 :

			Total AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
Budget principal	Clef budget 1D24058	HT	1 480 116 €	-	923 157 €	556 959 €	1 480 116 €
		TTC	*1 776 139 €*	-	*1 107 788 €*	*668 351 €*	*1 776 139 €*

- Révision nécessaire :

			Total AP	CP 2025	CP 2026	Total CP
Budget principal	Clef budget 1D24084	HT	1 557 764 €	922 531 €	635 233 €	1 557 764 €
		TTC	*1 863 366€*	*1 106 791 €*	*756 575 €*	*1 863 366 €*

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

1 - VALIDER la révision de l'autorisation de programme et des crédits de paiement pour l'opération de réhabilitation du canal de la Haute Crau, phase 2 tronçon Mas d'Artaud, tels que présentés ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°34 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour l'eau et l'assainissement : révisions

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Les autorisations de programme (AP) fixent la limite des dépenses pour les investissements, principalement pour des projets pluriannuels, et peuvent être révisées si nécessaire. Elles sont établies en fonction de la durée de liquidation de chaque opération.

Les crédits de paiement (CP) déterminent la limite des dépenses à engager chaque année pour honorer les engagements pris au titre des AP.

Pour les communes et les EPCI, l'article R. 2311-9 du CGCT impose que les AP soient votées par délibération, distincte du budget ou d'une décision modificative.

La présente délibération :

- ajuste le montant des autorisations de programme qui le nécessitent et les crédits de paiement pour les opérations concernant les investissements liés aux services publics de l'eau

- clôture les autorisations de programme soldées

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L.2311-3, la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants ;

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

Vu la délibération n°2025_070 du 27 mars 2025 révisant les autorisations de programme et crédits de paiement ;

Considérant la nécessité de réviser le calibrage budgétaire de certaines opérations et de clore d'autres AP, il est nécessaire d'actualiser les Autorisations de Programmes suivantes relatives aux services publics de l'eau :

Renouvellement du collecteur d'assainissement Arles Sud - quartier Barriol

AP-2023-01

Depuis 2008, le collecteur principal en zone sud de la ville d'Arles situé dans le quartier Barriol a fait l'objet de casses majeures entraînant plusieurs effondrements de la voirie.

Ce collecteur draine 90% des effluents de la Ville. Son renouvellement intégral arrive à terme. Une révision de l'imputation au budget principal est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire de modifier l'Autorisation de Programme et le phasage des crédits de paiement comme suit :

AP 2025

Clef budgétaire	Total AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
ASS (1D2196)	6 086 076.63	1717 531.42	2 268 545.21	2 100 000.00	0	**6 086 076.63**
EAU (1D2141)	751 012.00	223 879.95	169 238.87	250 000.00	107 893.18	**751 012.00**
PAL (1D30185)	46571.77	6 987.27	15 956.15	23 628.35	0	**46 571.77**
TOTAL	**6 883 660.40**	**1 948 398.64**	**2 453 740.23**	**2 373 628.35**	**107 893.18**	**6 883 660.40**

AP 2026

Clef budgétaire	Total AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
ASS (1D2196)	6 200 885.52	1717 531.42	2 268 545.21	2 064 808.89	150 000.00	**6 200 885.52**
EAU (1D2141)	636 203.11	223 879.95	169 238.87	199 891.97	43 192.32	**636 203.11**
PAL (1D30185)	50 000.00	6 987.27	15 956.15	24 044.24	3 012.34	**50 000.00**
TOTAL	**6 883 660.40**	**1 948 398.64**	**2 453 740.23**	**2 377 056.58**	**107 893.18**	**6 883 660.40**

Renouvellement des réseaux humides quartier des ferrages à Tarascon

AP-2023-03

Le renouvellement des réseaux humides du quartier Ferrages à Tarascon est achevé.

Il est donc proposé au conseil communautaire de réviser le montant total de l'AP à la baisse et de clôturer l'Autorisation de Programme en 2026, étant donné l'absence de dépenses supplémentaires, comme suit :

AP 2025

Clef budgétaire	Total AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
ASS (1D6036)	960 000.00	171 249.98	594 109.28	8 750.00	185 890.74	**960 000.00**
EAU (1D6073)	563 948.93	98 948.93	338 597.23	2 000.00	124 402.77	**563 948.93**
PAL (1D27080)	390 000.00	0	377 846.86	6 000.00	6 153.14	**390 000.00**
TOTAL	**1 913 948.93**	**270 198.91**	**1 310 553.37**	**16 750.00**	**316 446.65**	**1 913 948.93**

AP 2026

Clef budgétaire	Total AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP
ASS (1D6036)	765 359.26	171 249.98	594 109.28	0	0	**765 359.26**
EAU (1D6073)	439 132.53	98 948.93	338 597.23	1 586.37	0	**439 132.53**
PAL (1D27080)	383 269.30	0	377 846.86	5 422.44	0	**383 269.30**
TOTAL	1 587 761.09	**270 198.91**	**1 310 553.37**	**7 008.81**	**0**	**1 587 761.09**

Renouvellement du collecteur d'assainissement – secteur Musée Antique

AP-2024-05

Il s'agit de renouveler entièrement la conduite d'assainissement collectif entre le Musée Antique et l'avenue Vissac (achevé en 2025). Cette opération de travaux inscrite au schéma directeur d'assainissement intègre l'objectif de sécurisation et d'amélioration des écoulements du territoire de l'ACCM.

Cette opération dont la réalisation est prévue sur 4 exercices budgétaires, est estimée à 1 300 000 € HT.

Il est proposé au conseil communautaire de modifier l'Autorisation de Programme et le phasage des crédits de paiement comme suit :

AP 2025

Clef budgétaire	Total AP en € HT	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	Total CP en € HT
ASS (1D2230)	985 000.00	0	300 000.00	*615 000.00*	70 000.00	**985 000.00**
EAU (1D2174)	235 000.00	0	90 000.00	125 000.00	20 000.00	***235 000.00***
TOTAL	**1 220 000.00**	0	**390 000.00**	**740 000.00**	**90 000.00**	**1 220 000.00**

AP 2026

Clef budgétaire	Total AP en € HT	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	Total CP en € HT
ASS (1D2230)	985 000.00	0	0	*615 000.00*	370 000.00	**985 000.00**
EAU (1D2174)	235 000.00	0	2 213.16	125 000.00	107 786.84	***235 000.00***
PLUVIAL (1D27088)	80 000.00	0	0	50 000.00	30 000.00	***80 000.00***
TOTAL	**1 300 000.00**	0	**2 213.16**	**740 000.00**	**507 786.84**	**1 300 000.00**

Renouvellement du collecteur d'assainissement entre le rond-point des Allèges et la STEP de Montcalde

AP-2024-04

Il s'agit de renouveler entièrement la conduite d'assainissement collectif entre le poste de refoulement aménagé au rond-point des Allèges et l'entrée dans la Station d'épuration.

Cette opération de travaux inscrite au schéma directeur d'assainissement intègre l'objectif de sécurisation et d'amélioration des écoulements du territoire de l'ACCM.

Cette opération dont la réalisation est prévue sur 3 exercices budgétaires, est estimée à 662 000 € HT.

AP 2025 :

Clef budgétaire	Total AP en € HT	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	Total CP en € HT
ASS (1D2231)	662 000.00	0	10 000.00	*642 000.00*	10 000.00	***662 000.00***

AP 2026 :

Clef budgétaire	Total AP en € HT	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	Total CP en € HT
ASS (1D2231)	662 000.00	0	0	0	662 000	***662 000.00***

Aménagement d'une station d'épuration sur le hameau d'ALBARON

AP-2024-06

Il s'agit de l'aménagement d'une nouvelle station d'épuration (STEP) pour traiter les eaux usées actuellement non traitées du hameau d'Albaron. Cette opération, inscrite au schéma directeur d'assainissement, a pour objectif de mettre fin aux rejets directs d'eaux usées et de garantir la conformité des installations sur le territoire de l'ACCM.

Cette opération prévue initialement sur 4 exercices budgétaires sera contrainte par des procédures réglementaires imposant une année supplémentaire de réalisation est estimée à 1 190 000 € HT.

Il est proposé au conseil communautaire de modifier l'Autorisation de Programme et le phasage des crédits de paiement comme suit :

AP 2025

Clef budgétaire	Total AP en € HT	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	Total CP en € HT
ASS (1D2232)	1 190 000.00	0.00	40 000.00	590 000.00	550 000.00	10 000.00	***1 190 000.00***

AP 2026

Clef budgétaire	Total AP en € HT	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	Total CP en € HT
ASS (1D2232)	1 190 000.00	0	0	30 000.00	550 000.00	610 000.00	***1 190 000.00***

Création d'un nouveau réservoir d'eau potable à Margaillan

AP-2024-04

L'achèvement de la construction du 3ème réservoir de Margaillan a pu être réalisé pour un coût global inférieur à l'estimation initiale faite en 2023.

AP 2025 :

Clef budgétaire	Total AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP en € HT
EAU (1D2169)	3 000 000.00	375 028.45	2 000 000.00	624 971.55	**3 000 000.00**

AP 2026 :

Clef budgétaire	Total AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026	Total CP en € HT
EAU (1D2169)	2 314 072.53	375 028.45	1 739 044,07	200 000.01	**2 314 072.53**

Sécurisation et diversification de la ressource en eau potable pour Arles et les Saintes-Maries-de-la-Mer

AP-2023-02

Il s'agit de la réalisation d'une canalisation d'eau potable reliant le hameau du Paty de la Trinité sur la commune d'Arles, à la station de pompage et de traitement de Senebier aux Saintes-Maries-de-la-Mer.

Inscrite au schéma directeur d'eau potable, cette opération vise à sécuriser la ressource en eau potable sur le territoire de l'ACCM.

AP 2025

Clef budgétaire	Total AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	Total CP en € HT
EAU (1D1070)	4 000 000.00	9 969.24	11 478.63	30 000.00	1 000 000.00	2 948 552.13	**4 000 000.00**

AP 2026

Clef budgétaire	Total AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	Total CP en € HT
EAU (1D1070)	4 000 000.00	9 969.24	11 478.63	974.00	10 000	3 967 578.13	**4 000 000.00**

<u>Travaux de renouvellement, extension, dévoiement de réseaux humides</u>

AP-2025-04

Cette opération, d'un montant prévisionnel de 6 277 224 €, non programmée dans la maquette ANRU, est financée à 100 % en fonds propres ACCM.

Elle se décline sur le budget principal (partie pluvial) et sur les budgets annexes eau et assainissement, étant précisé que les budgets annexes sont comptabilisés en HT.

AP 2026

Clef budgétaire	Total AP	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	Total CP en € HT
PAL (1D27090)	1 931 454.00	402 386.00	402 386.00	402 386.00	724 296.00	**1 931 454.00**
EAU (1D02201)	1 437 093.00	359 273.00	359 273.00	359 273.00	359 274.00	**1 437 093.00**
ASS (1D02260)	2 184 382.00	546 095.00	546 095.00	546 095.00	546 097.00	**2 184 382.00**
TOTAL	**5 552 929.00**	**1 307 754.00**	**1 307 754.00**	**1 307 754.00**	**1 629 667.00**	**5 552 929.00**

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - MODIFIER les Autorisations de Programmes précédentes et le phasage des crédits de paiement comme proposé ;

2 - ACTER la clôture des autorisations de programme demandées ;

3 - PRÉCISER que les crédits nécessaires correspondants sont inscrits aux budgets de l'eau, de l'assainissement et du budget principal.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°35 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour la requalification de la zone de Cap Fourchon à Arles

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Au titre de la compétence de l'aménagement des zones d'activité la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) a validé la requalification de la zone de Cap Fourchon à Arles et a retenu l'engagement financier de cette action sous la forme d'une autorisation de programme et de crédits de paiement.
La présente délibération concerne la validation de l'autorisation de programme et des crédits de paiements.

Vu la délibération d'ACCM n°2022-001 du 26 janvier 2022 portant mise en conformité des statuts d'ACCM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 portant modification des statuts d'ACCM ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L.2311-3 selon lequel la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC2023_155 portant approbation de l'avenant 3 à la convention Cœur de ville Arles, et notamment l'action "Requalification de l'entrée sud de la Ville (zone Fourchon/Liautey)" de l'axe 3 "développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions" ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°CC2023_170 approuvant la stratégie de développement économique, et notamment son objectif opérationnel "Requalification de la zone Fourchon : réaménagement de l'artère principale de la zone (maréchal Juin et avenue des Arches)" de l'axe I "Améliorer le cadre de vie des entreprises et des salariés dans les zones d'activités

d'ACCM" ;

Vu les décisions du Président d'ACCM n°2024.206 du 24 octobre 2024 relative à l'attribution du marché 2024-008 de mission de maîtrise d'œuvre en vue de la requalification de la zone de Cap Fourchon à Arles ;

Considérant la volonté de la communauté d'agglomération ACCM de requalifier la zone d'activité de Cap Fourchon vieillissante afin de créer une connexion avec la ville et de remédier aux difficultés de circulation, stationnement et ainsi créer une dynamique nécessaire aux enjeux commerciaux et environnementaux ;

Considérant le coût prévisionnel de cette opération estimé à 10 802 000 €, dont la réalisation est prévue sur trois exercices, il est demandé au conseil communautaire de retenir cette opération sous la forme d'une autorisation de programme et de crédits de paiement réparties de la façon suivante :

AP 2026-12					
Budget principal clés	**Requalification av. des Arches et du Mal Juin - Cap Fourchon**	**Total**	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**
1D30244	**Dépenses TTC**	**10 802 000 €**	402 000,00 €	8 500 000,00 €	1 900 000,00 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER l'autorisation de programme et crédits de paiement tels que présentés dans le tableau ci-dessus ;

2 – PRÉCISER que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°36 : Finances / Autorisation de Programme et Crédits de Paiements pour le financement de la reconstitution de l'offre locative sociale

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

ACCM, en qualité de pilote du projet, s'est engagé dans un programme de rénovation urbaine des quartiers Ferrages à Tarascon et Barriol à Arles.
Ces projets retenus par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) s'inscrivent dans une ambition territoriale de moyen et long terme visant une transformation structurante avec 4 axes d'intervention (habitat, espaces publics, équipements et commerces) comprenant la démolition de 216 logements locatifs sociaux à Barriol.
Sur la durée prévisionnelle de la convention (2024-2030), le conseil communautaire est sollicité pour approuver la création d'autorisation de programme et de crédits de paiement pour le financement d'opérations de reconstitution de l'offre locative de logements sociaux, supprimée dans le cadre de ce projet structurant.
*Pour rappel, les **autorisations de programme** (AP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées, les **crédits de paiement** (CP) représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année.*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L2311-3, selon lequel la section investissement budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Vu la délibération n°CC2024_056 du 28 mars 2024 relative à l'approbation de l'avenant 1 à la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain, intégrant le quartier d'Arles-Barriol.

Considérant que ces opérations sont programmées sur la période 2026-2030 sur le budget principal,

Considérant la répartition et le phasage suivants :

Reconstitution de l'offre locative sociale

Cette opération, d'un montant prévisionnel de 708 000 € est financée en fonds propres ACCM,

Budget	AP/AE	Total	2026	2027	2028	2029	2030
Principal	AP	708 000,00 €	130 000,00 €	176 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €	102 000,00 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER la création de l'autorisation d'engagement et les crédits de paiement telle que présentée ci-dessus ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires seront inscrits sur le budget principal à compter de 2026.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°37 : Finances / Autorisation d'engagement et crédits de paiement pour le financement de l'opération de réhabilitation du bâtiment Shed et Grande Halle et des aménagements extérieurs et pour le financement des études relatives à la phase 2 de développement du site des papèteries Étienne à Arles : création et révision

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

La reconversion du site des papeteries Étienne est un projet phare s'articulant en plusieurs phases, la première consistant en la réhabilitation du bâtiment shed et grande halle ainsi que des aménagements extérieurs (quai de la gabelle) et la deuxième phase visant à créer un parc d'activités économiques et une zone de plein air et de loisirs.

Concernant l'opération de réhabilitation, le conseil communautaire est sollicité pour approuver la modification de l'autorisation d'engagement et de crédits de paiement pour le financement de l'opération de travaux au regard de la découverte des aléas liés à la pollution en 2025 dont les conséquences ont été la réorganisation des interventions des entreprises, une modification du calendrier opérationnel. L'opération est en moment même en cours de finalisation. Les crédits seront donc prolongés en 2027 au regard du délai de la période de parfait achèvement.

Concernant la deuxième phase, le conseil communautaire est sollicité pour modifier l'autorisation d'engagement et de crédits de paiement pour le financement d'ensemble des études nécessaires à la mise en œuvre de l'opération relative à la réalisation d'un parc d'activités économique ainsi qu'une zone de plein air et de loisirs. Le lancement des marchés relatifs à la géotechnie et l'investigation de pollution ont été décalés de 6 mois. Les études d'avant-projet ont nécessité de plus, des échanges techniques complémentaires, conduisant à faire évoluer les éléments de programme et de calendrier, lesquels restent en cours d'ajustement.

Pour rappel, les autorisations d'engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées, les crédits de paiement (CP) représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année. Les autorisations d'engagements et leurs révisions éventuelles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L2311-3, selon lequel la section de fonctionnement du budget peut comprendre des autorisations d'engagement. Chaque autorisation comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Vu la délibération n° CC2024_047 du 28 mars 2024 relative à la création d'une autorisation d'engagement/crédits de paiement pour le financement de l'opération de réhabilitation du bâtiment Shed et Grande Halle et des aménagements extérieurs sur le site des papeteries Étienne à Arles

Vu la délibération n° CC2025_071 du 27 mars 2025 relative à la modification de l'autorisation d'engagement/crédits de paiement pour le financement de l'opération de réhabilitation du bâtiment Shed et Grande Halle et des aménagements extérieurs sur le site des papeteries Étienne à Arles et la création d'une autorisation d'engagement/crédits de paiement pour le financement pour le financement des études relatives à la phase 2 de développement du site des papeteries

L'opération phase 1 est estimé à 3 700 000€ HT financé à hauteur de 40,54 % par l'État, soit 1500 000 €. Les travaux sont en cours de finalisation.

La phase 2 de développement a été lancée en 2024. Le coût de l'ensemble des études (Moe comprise) est aujourd'hui estimé à 625 000 € HT.

Considérant la nécessité de modifier les deux autorisations d'engagement concernant le site des papeteries (phase 1 et 2).

AE-2024-01

	CP 2024	**CP 2025**	**CP 2026**	**CP 2027**	**Total AE**
Dépenses 2D01039	825 918.57 €	2 009 976,83 €	700 000.00 €	164 104,60 €	3 700 000.00 €
Recettes 2R01016	0.00 €	7768.22 €	587 343.22 €	829 968.56 €	1 500 000.00 €

Il est à noter qu'un acompte de subvention d'un montant de 75 000 € a été encaissé en 2020,

AE-2025-02

	CP 2025	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**	**Total AE**
Dépenses 2D01048	87 298.28 €	300 000,00 €	122 500.00 €	115 201,72 €	625 000.00 €
Recettes R01014	00.00 €	60 000.00 €	60 000.00 €		120 000.00 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 – APPROUVER les modifications des deux autorisations d'engagement/crédits de paiement concernant le financement de l'opération de réhabilitation et celle concernant le financement des études de la phase 1 ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget annexes des papeteries Étienne ;

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°38 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour l'extension et la Réhabilitation de la déchèterie de Raphèle-les-Arles : création

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

La déchèterie de Raphèle les Arles est un site majeur du réseau des déchèteries exploité par la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette « ACCM » avec ses 40 000 visites annuelles. Une récente mise en conformité a permis de continuer l'exploitation du site sans interruption de service, toutefois, les évolutions futures dans le tri des déchets, la volonté d'ACCM d'améliorer le service rendu aux usagers et les conditions de travail des agents rendent impératifs la réhabilitation et l'agrandissement du site actuel. La déchèterie ainsi rénovée et agrandie deviendra un outil essentiel pour améliorer les performances techniques et poursuivre la transition écologique du territoire.
Cette opération prévue sur les exercices 2026 à 2030, est financée en partie par la Région et estimée à 2 500 000 € HT.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération CC2025_118 du 26 juin 2025 approuvant la mise à disposition à titre gratuit par la ville d'Arles à ACCM d'un terrain communal jusqu'au 31 décembre 2055, pour l'extension et la réhabilitation de la déchèterie de Raphèle-les-Arles ;

Considérant qu'ACCM assure la compétence collecte et traitement des déchets ménagers depuis le 1er janvier 2017 et gère ainsi un réseau de plusieurs déchèteries dont la déchèterie de Raphèle-les-Arles ;

Considérant le projet de territoire de la communauté d'agglomération ACCM approuvé par délibération n°2024-130 du Conseil Communautaire en date du 19 septembre 2024 ;

Considérant l'*Orientation-3* de l'*Ambition-1 : Réussir les transitions écologiques* qui vise la réduction de la quantité des déchets et la promotion de leur réutilisation par plusieurs actions, notamment l'optimisation du maillage des déchèteries et la modernisation des sites par des installations nouvelle génération qui favorisent le développement du réemploi, du tri et l'amélioration des conditions d'utilisation des usagers ;

Considérant que la déchèterie de Raphèle-les-Arles est un site très fréquenté, son emplacement stratégique permettant de desservir tous les habitants d'Arles Est

et plus particulièrement ceux de Raphèle-les-Arles et de Pont-de-Crau ;

Considérant la nécessité d'agrandir et rénover la déchèterie de Raphèle-les-Arles vers une déchèterie nouvelle génération afin d'améliorer le service rendu aux usagers, s'adapter aux évolutions majeures des conditions de tri des déchets pour les années à venir et permettre ainsi un tri plus sélectif des déchets ménagers ;

Considérant que la déchèterie de Raphèle-les-Arles occupe actuellement environ 3000 m2 sur une parcelle appartenant à la Ville d'Arles et voisine des parcelles mises à disposition par la ville d'Arles pour permettre l'extension ;

Considérant que cette opération dont la réalisation est prévue sur les exercices 2026, 2027, 2028, 2029 et 2030 est estimée à 2 500 000 € HT soit 3 000 000 € TTC ;

Considérant qu'en application de l'article L2311-3 du CGCT, la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants. Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Il est demandé au Conseil Communautaire de retenir cette opération sous la forme d'une autorisation de programme et de crédits de paiements de la façon suivante :

AP-2026-10

	TOTAL AP		2026	2027	2028	2029	2030	TOTAL CP
Budget Principal Clé : 1D25169	2 500 000 €	HT	208 333 €	208 333 €	416 667 €	1 250 000 €	416 667 €	2 500 000 €
	3 000 000 €	TTC	250 000 €	250 000 €	500 000 €	1 500 000 €	500 000 €	3 000 000 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 – VALIDER la création de l'autorisation de programme et les crédits de paiement pour l'extension et la réhabilitation de la déchèterie de Raphèle-les-Arles ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal de l’exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°39 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour la construction de la déchèterie nouvelle génération d'Arles Zone-Nord : création

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

La déchèterie de Trinquetaille, rénovée à l'été 2023, est utilisée en grande majorité par les usagers d'Arles ouest. Les autres quartiers d'Arles étant trop éloignés de ce site utilisent la déchèterie de Raphèle ou n'utilisent pas le réseau de déchèteries ce qui pénalise fortement les performances techniques et financières de la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette « ACCM ».
15.000 habitants du nord de la commune d'Arles se trouvent « isolés » à plus de 15mn de trajet des sites les plus proches. Cet éloignement des déchèteries trop important par rapport aux temps moyen de trajet constatés en France n'incite pas les usagers au tri de leurs déchets.
La construction d'une nouvelle déchèterie « nouvelle génération » en zone Nord d'Arles permettra donc :

- *De rapprocher ce service de proximité essentiel des usagers arlésiens*
- *De désengorger la déchèterie de Trinquetaille*
- *D'améliorer les performances techniques d'ACCM*

Cette opération prévue sur les exercices 2026 à 2030, est financée en partie par la Région et estimée à 2 500 000 € HT.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la Décision N° 2025116 décidant d'exercer le droit de préemption urbain par délégation sur le bien situé à ARLES (13200), zone industrielle Nord, rue Joseph Rainard lieu-dit La Citerne, figurant au cadastre sous les références Section CO numéros 0838 et 0840 ;

Considérant qu'ACCM assure la compétence collecte et traitement des déchets ménagers depuis le 1er janvier 2017 et gère ainsi un réseau de plusieurs déchèteries sur le territoire ACCM ;

Considérant le projet de territoire de la Communauté d'agglomération ACCM approuvé par délibération n°2024-130 du Conseil Communautaire en date du 19 septembre 2024 ;

Considérant l'*Orientation-3* de l'*Ambition-1 : Réussir les transitions écologiques* qui vise la réduction de la quantité des déchets et la promotion de leur réutilisation par plusieurs actions, notamment l'optimisation du maillage des déchèteries et la modernisation des sites par des installations nouvelle

génération qui favorisent le développement du réemploi, du tri et l'amélioration des conditions d'utilisation des usagers ;

Considérant qu'environ 15.000 habitants du nord de l'agglomération d'Arles se trouvent à plus de 15 minutes de trajet des sites de déchèterie les plus proches et que ce temps de trajet est supérieur au temps moyen de trajet constaté en France ;
Considérant l'intérêt général que représente la construction d'une déchèterie de type nouvelle génération par la Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette sur la partie nord de l'agglomération d'Arles ;

Considérant que cette opération dont la réalisation est prévue sur les exercices 2026, 2027, 2028, 2029 et 2030 est estimée à 2 500 000 € HT soit 3 000 000 € TTC ;

Considérant qu'en application de l'article L2311-3 du CGCT, la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants. Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Il est demandé au Conseil Communautaire de retenir cette opération sous la forme d'une autorisation de programme et de crédits de paiements de la façon suivante :

AP-2026-09

	TOTAL AP		2026	2027	2028	2029	2030	TOTAL CP
Budget Principal Clé : 1D25167	2 500 000 €	HT	208 333 €	208 333 €	416 667 €	1 250 000 €	416 667 €	2 500 000 €
	3 000 000 €	TTC	250 000 €	250 000 €	500 000 €	1 500 000 €	500 000 €	3 000 000 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - VALIDER la création de l'autorisation de programme et les crédits de paiement pour la construction de la déchèterie nouvelle génération d'Arles Zone-Nord ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal de l’exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°40 : Finances / Autorisation de programme et crédits de paiement pour financer le centre de tri auprès de la SPL dédiée au transport, au tri et au conditionnement des collectes sélectives d'emballages : Révision

Rapporteur : Mandy GRAILLON

Nomenclature ACTES : 7.1

Au regard du manque de centres de tri à l'intérieur du bassin Rhodanien, les collectivités du bassin, défini dans le SRADDET, se sont réunies par l'intermédiaire de la SPL TRI-Rhodanien chargée de concevoir, construire et exploiter le nouveau centre de tri des emballages ménagers et des papiers et la prise en compte de l'extension des consignes de tri.
En vue de financer les travaux d'investissement nécessaires à la construction de cet équipement, il est nécessaire de réviser les montants et le calendrier de l'autorisation de programmes AP-2025 aux budgets, 2026, 2027 et 2028.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération CC2023_049 du 15 mars 2023 approuvant les statuts et le pacte d'actionnaires de la Société Publique Local (S.P.L.) dédiée au transport, au tri et au conditionnement des collectes sélectives d'emballages ainsi que la désignation des membres amenés à siéger au conseil d'administration et à l'assemblée générale ;

Vu la délibération CC2023_145 du 15 novembre 2023 approuvant la modification des statuts et du pacte d'actionnaires de la Société Publique Locale dédiée au transport, au tri et au conditionnement des collectes sélectives d'emballages ;

Vu la délibération CC2025_060 du 27 mars 2025 décidant la création d'une autorisation de programme et crédits de paiement pour le financement de la construction du centre de tri auprès de la SPL Tri Rhodanien ;

Considérant qu'en application de l'article L2311-3 du CGCT, la section investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme. Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants. Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le président. Elles sont votées par le conseil communautaire, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la communauté d'agglomération ;

Considérant que le regroupement de 10 EPCI du bassin Rhodanien via la SPL permettra de disposer d'un centre de tri moderne adapté à l'extension des consignes de tri des emballages et des papiers à l'intérieur du bassin Rhodanien selon les préconisations du SRADDET ;

Considérant le décalage de cette opération dont la réalisation actualisée sur les exercices 2026, 2027, 2028 est estimée à 3 600 000 € HT ;

Il est demandé au Conseil Communautaire de réviser l'autorisation de programme et de crédits de paiements AP-2025-01de la façon suivante :

AP-2025-01

	TOTAL AP		2025	2026	2027	TOTAL CP
Budget Principal Clé : 1D25150	3 230 000 €	HT	130 000 €	1 760 000 €	1 340 000 €	3 230 000 €

Révision 2026 AP-2025-01

	TOTAL AP		2026	2027	2028	TOTAL CP
Budget Principal Clé : 1D25150	3 600 000 €	HT	1 260 000 €	2 150 000 €	190 000 €	3 600 000 €

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - VALIDER la révision de l'autorisation de programme et les crédits de paiement afin de financer la construction du centre de tri auprès de de la SPL Tri Rhodanien dédiée au transport, au tri et au conditionnement des collectes sélectives d'emballages ménagers et papiers ;

2 - PRÉCISER que les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°41 : Economie / Avenant n°2 à la convention entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération ACCM fixant les conditions d'intervention complémentaire et de délégation exceptionnelle et temporaire en matière d'aides économiques

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.7

Il s'agit de valider l'avenant 2 à la convention fixant les conditions d'intervention économique complémentaire et de délégation exceptionnelle et temporaire de compétence entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) en matière d'aides économiques.

Vu la délibération n°2017-006 du 25 janvier 2017 du conseil communautaire d'ACCM relative à la définition de l'intérêt communautaire ;

Vu la délibération n°22-380 du 24 juin 2022 du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur approuvant le schéma régional de développement économique, D'innovation et d'internationalisation (SRDEII) ;

Vu la délibération n°CC2023_170 du 15 novembre 2023 du conseil communautaire d'ACCM relative à la stratégie communautaire de développement économique ;

Vu la délibération n°CC2024_009 du 7 mars 2024 du conseil communautaire d'ACCM relative à la Convention entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la communauté d'agglomération ACCM fixant les conditions d'intervention complémentaire et de délégation exceptionnelle et temporaire de compétence en matière d'aides économiques

Vu la délibération n° 24-0740 du 13 décembre 2024 du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur relative à la mise en œuvre du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation « Avenant de prolongation des conventions de partenariat avec les Métropoles et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale » ;

Vu la délibération n° CC2025_030 du 27 février 2025 du conseil communautaire d'ACCM relative à l'avenant n°1 à la convention entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération ACCM fixant les conditions d'intervention complémentaire et de délégation exceptionnelle et temporaire en matière d'aides économiques

Vu la délibération n° 25-0689 du 11 décembre 2025 du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur relative à la mise en œuvre du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation « Avenant de prolongation des conventions de partenariat avec les Métropoles et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale » ;

Considérant l'engagement d'ACCM en faveur du développement économique visant à la diminution du nombre de demandeurs d'emploi sur son territoire ;

En matière d'aides économiques, la loi NOTRE dispose qu'une convention de déclinaison

du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, passée entre la Région et chaque établissement public de coopération intercommunale, détermine l'articulation de leurs interventions respectives sur le territoire et fixe les conditions de mise en œuvre, dans le respect des compétences qui leur sont confiées par la loi.

ACCM a l'ambition de porter pour son territoire, le développement économique dont elle a la compétence.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER les termes de l'avenant 2 à la convention à la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire et de délégation exceptionnelle et temporaire de compétence en matière d'aides économiques, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération **;**

2 - AUTORISER le président ou son représentant à signer, au nom et pour le compte d'ACCM, l'avenant 2 à la convention concernée ainsi que tout document relatif à l'exécution de la présente délibération**.**

RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arles Crau Camargue Montagnette

Avenant n°2 à la Convention fixant les conditions d'intervention complémentaire entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en matière d'aides économiques

ENTRE
La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Renaud MUSELIER, dûment habilité par délibération de la Commission permanente n° DEB 25-0689 du 11 décembre 2025 ;

d'une part,

ET
La Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, représentée par son Président, Monsieur Patrick de CAROLIS, dûment habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération n° en date du ;

d'autre part,

Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-1, L. 1111-8, L.1511-2, L.1511-3 et L1511-7 ;

Vu l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe ;

Vu la délibération n°22-5 du 25 février 2022 du Conseil Régional approuvant la nouvelle politique régionale en faveur des territoires « Nos territoires d'abord » ;

Vu la délibération n°22-380 du 24 juin 2022 du Conseil régional approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;

Vu la délibération n°22-381 du 24 juin 2022 du Conseil régional approuvant la feuille de route des Opérations d'intérêt régional ;

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur - Envoi préfecture le 11/12/2025 - Retour préfecture le 11/12/2025 - Acte n° 25-0689 certifié exécutoire

Vu la délibération n°22-0895 de la Commission permanente du Conseil régional du 16 décembre 2022 approuvant la convention-type fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;

Vu la délibération n°24-0087 de la Commission permanente du Conseil régional du 29 mars 2024 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette ;

Vu la délibération n° 24-0740 de la Commission permanente du Conseil régional du 13 décembre 2024 approuvant l'avenant n°1 à la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette ;

ARTICLE LIMINAIRE :

Cet article a pour objet de rappeler le contexte et l'objet du présent avenant.

- **La convention d'application du SRDEII**

La mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) repose notamment sur **l'intervention complémentaire** de la Région et des Métropoles/EPCI.

En matière d'aides économiques, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite Loi NOTRe, organise la répartition des compétences entre les différents échelons territoriaux.

Ainsi, en **matière d'aides aux entreprises**, la Région est seule compétente avec l'Etat pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises en vertu de l'article L.1511-2 du CGCT. De son côté la Métropole/l'EPCI, qui mène une politique de développement économique pour son territoire en cohérence avec le SRDEII et annexée à la présente convention peut participer au financement des aides dans le cadre d'une convention de partenariat.

En matière **d'aides à l'immobilier d'entreprise**, la situation est inversée. La Région n'est pas compétente de plein droit et doit conventionner avec la Métropole/l'EPCI à fiscalité propre si elle/il souhaite participer au financement des dispositifs mis en place (L.1511-3 du CGCT).

Une **convention partenariale** était donc nécessaire entre la Région et la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette dans le but de rappeler les objectifs communs poursuivis et de déterminer l'articulation des interventions respectives sur le territoire (L.4251-18 du CGCT).

- **La prolongation de la délégation exceptionnelle et temporaire de compétence en matière d'aide économique aux entreprises**

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur - Envoi préfecture le 11/12/2025 - Retour préfecture le 11/12/2025 - Acte n° 25-0689 certifié exécutoire

Par la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire et de délégation exceptionnelle et temporaire de compétence, la Région a accordé à la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette une délégation de compétence en matière d'aide économique aux entreprises afin de lui permettre de mettre en place un dispositif d'aide aux entreprises complémentaire aux aides régionales jusqu'au 31 décembre 2025.
La Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette souhaite reconduire le dispositif mis en place.

La mise en œuvre de ce dispositif intercommunal s'échelonnera en 2026.

La convention passée avec la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette nécessite donc d'être modifiée afin de prolonger la durée de la délégation exceptionnelle et temporaire de compétence en matière d'aides économiques aux entreprises accordée au sens des articles L. 1111-8 et L. 1511-2 du CGCT.

Il est convenu ce qui suit

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de prolonger jusqu'au 31 décembre 2026 les délégations exceptionnelles et temporaires de compétence en matière d'aide économique aux entreprises prévues par la convention d'application du SRDEII signée entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette.

ARTICLE 2

L'article XI de la convention intitulé « Objet de la convention en matière de délégation exceptionnelle et temporaire de compétence en matière d'aides économique » est annulé et remplacé comme suit :

« Article XI. Objet de la convention en matière de délégation exceptionnelle et temporaire de compétence en matière d'aides économique

La Région délègue à titre exceptionnel jusqu'au 31 décembre 2026 à l'EPCI une partie de sa compétence en matière d'aides économiques aux entreprises sur le territoire de l'EPCI conformément aux dispositions des articles L. 1111-8 et L. 1511-2 du CGCT et dans les conditions définies par la présente convention.

Les dispositions générales définies au chapitre 4 sont applicables au présent chapitre notamment s'agissant du suivi, des modalités de contrôle, du cadre financier et des modalités d'évolution de la délégation. »

ARTICLE 3

L'annexe 4 relative aux aides mises en œuvre par la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en application de la délégation exceptionnelle et temporaire de compétence en matière d'aide économique est annulée et remplacée comme suit :

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur - Envoi préfecture le 11/12/2025 - Retour préfecture le 11/12/2025 - Acte n° 25-0689 certifié exécutoire

ANNEXE 4

Aides mises en œuvre par l'EPCI en application de la délégation exceptionnelle et temporaire de compétence en matière d'aide économique
article L1111-8 CGCT

	Intitulé de l'aide	Contexte	Objet	Nature	Cible	Montants	Complémentarité avec les aides régionales
	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette						
Communauté d'agglomération ACCM	**Fonds d'aide directe à la rénovation de locaux**	Le dispositif « Mon projet de rénovation » avec la mise en place d'un fonds d'aides directes pour les artisans et commerçants correspond aux besoins de l'EPCI. Le périmètre d'intervention régionale concentré sur les 139 communes de la région ciblées : centralité du SRADDET/ACV / PDV est restrictif et ne touche pas l'ensemble des artisans commerçants du territoire ACCM.	Le dispositif mis en place permet l'octroi de subventions pour l'ensemble des artisans commerçants du territoire ainsi que de soutenir des projets en dessous du seuil d'intervention régional.	Subvention d'investissement	Artisans commerçants d'ACCM avec un projet de création ou de développement, en centre-ville.	200 000€ en 2026	a) Sur le périmètre géographique d'intervention régionale application d'un seuil inférieur d'intervention (ACCM : 1000€ à 1999€ - CR : 2000€ à 5000€) permettant à soutenir les projets d'investissements plus petits b) Hors périmètre géographique d'intervention régionale : Couverture du reste du territoire avec des aides directes de 1000€ jusqu'à 5000€

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur - Envoi préfecture le 11/12/2025 - Retour préfecture le 11/12/2025 - Acte n° 25-0689 certifié exécutoire

ARTICLE 4

Les autres articles de la convention demeurent inchangés et le présent avenant prend effet à la date de sa notification.

Fait à Marseille, le

Le Président de la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette	**Le Président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur**
Patrick DE CAROLIS	**Renaud MUSELIER**

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur - Envoi préfecture le 11/12/2025 - Retour préfecture le 11/12/2025 - Acte n° 25-0689 certifié exécutoire

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°42 : Aménagement / Approbation et signature de l'avenant 1 de la convention cadre Petites Villes de Demain de Saint-Martin-de-Crau

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 8.4

ACCM et ses partenaires se sont engagés dans le programme de revitalisation « Petites Villes de Demain » (PVD) pour la commune de Saint-Martin-de-Crau. ACCM a signé la convention-cadre pluriannuelle PVD le 28 mai 2025 qui pend fin au 31 mars 2026. Afin de garantir la poursuite du programme jusqu'au 31 décembre 2026, date de fin du volet 1 de PVD, la CA ACCM entend signer un avenant de prolongation de la convention-cadre PVD aujourd'hui.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi ELAN, du 23 novembre 2018 et notamment son l'article 157 ;

Vu le programme « Petites Villes de Demain » lancé par le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales le 1"'octobre 2020 ;

Vu la convention d'adhésion au programme « Petites Villes de Demain », signée le 20 avril 2022 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Saint-Martin-de-Crau du 1er avril juin 2025 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la CA ACCM du 27 mars 202 ;

Vu la loi de finances pour 2026 prévoyant le maintien du cofinancement des postes de chefs de projet PVD ;

Vu le courrier de l'Agence nationale de la cohésion des territoires relatif aux crédits d'ingénierie pour l'année 2026 ;

Considérant que la CA ACCM, en qualité de pilote du projet, s'est engagé dans un programme de revitalisation de centre-ville de la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

Considérant que ce programme constitue un outil de la relance au service des territoires ;

Considérant que le programme PVD vise à donner aux élus des communes de moins de 20.000 habitants et à leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralité et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, où il fait bon vivre et respectueuses de l'environnement ;

Considérant qu'il ambitionne de répondre à l'émergence des nouvelles problématiques sociales et économiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement. Le programme doit ainsi permettre d'accélérer la transformation des petites villes pour répondre aux enjeux actuels et futurs, et en faire des territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local contribuant

aux objectifs de développement durable ;

Considérant qu'il traduit la volonté de l'Etat de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme et de contribuer au mouvement de changement et de transformation, renforcé par le plan de relance ;

Considérant que par sa signature du 28 mai 2025, le Conseil communautaire a approuvé la convention-cadre pluriannuelle du programme PVD avec les différents partenaires et qui définit les enjeux pour revitaliser le centre-ville de Saint-Martin-de-Crau, initialement identifié comme pôle structurant du territoire ;

Considérant que la convention-cadre PVD chapeautée par la convention d'Opération de Revitalisation des Territoires (ORT) de la CA ACCM 2025-2030 (signée le 28 mai 2025), vaut ORT ;

Considérant que ce projet de territoire vise à répondre aux problématiques rurales d'aujourd'hui qui sont la décroissance et la déprise démographique, la dislocation du lien social, la précarité énergétique, la fragilisation du tissu commercial et du centre-ville ainsi que l'isolement territorial. A cet effet, dans le cadre du projet de convention PVD, à l'instar de la convention-chapeau ORT, des axes stratégiques d'action ont été identifiés et se présentent comme suit :

- **AXE D'INTERVENTION 1 : Vers une offre attractive de l'habitat en centre-ancien**
- **AXE D'INTERVENTION 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré**
- **AXE D'INTERVENTION 3 : Développer la mobilité et les connexions**
- **AXE D'INTERVENTION 4 : Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine**
- **AXE D'INTERVENTION 5 : Favoriser l'accès aux équipements et aux services publics**

Considérant que chaque fiche action fait écho à l'un ou plusieurs de ces axes de revitalisation ;

La présente délibération a pour objet d'approuver l'avenant de prolongation de la Convention-cadre Petites villes de demain de Saint-Martin-de-Crau, chapeauté par la convention d'ORT de la CA ACCM 2025-2030, et d'autoriser sa signature.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER l'avenant de prolongation de la convention-cadre pluriannuelle *Petites Villes de Demain* chapeauté par une convention d'Opération de Revitalisation de Territoire de la CA ACCM 2025-2030 ;

2 - AUTORISER le Président, ou son représentant, à signer l'avenant de prolongation de la convention-cadre *Petites Villes de Demain,* valant ORT, pour la commune de Saint-Martin-de-Crau et tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération et à accomplir toutes les formalités nécessaires à sa mise en œuvre.

CONVENTION-CADRE PLURIANNUELLE
PETITES VILLES DE DEMAIN

AVENANT 1

COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DE-CRAU

ENTRE

- La Commune de Saint Martin de Crau représentée par son maire _____

- La Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) représentée par sa/son président/e _____,

ci-après, les « **Collectivités** porteuses de projet» ;

d'une part,

d'autre part,

AINSI QUE

- Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles, représenté par sa/son président/e_____,

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Pays d'Arles, représentée par _____,

- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par, _____.

ci-après, les « Autres **Partenaires locaux** »,

ET

- L'Etat représenté par _____, Préfet du département des Bouches-du-Rhône, Préfet de la région Provence- Alpes -Côte d'Azur,

- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations représenté par _____Directeur Régional PACA,

- L'Agence Nationale de l'Habitat représentée par _____, Président/e de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM), délégataire des aides à la pierre de l'Etat,

- Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, représenté par _____

ci-après, les « **Partenaires** financeurs»

Préambule

VU l'article 157 de la loi portant évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi ELAN, du 23 novembre 2018

VU l'article L.303-2 du Code de la construction et de l'habitat, et l'article L.301-1 du code de la construction et de l'habitat,

VU l'ouverture du programme *Petites villes de demain* lancée le 1er octobre 2020

VU la convention d'adhésion *Petites villes de demain, signée* le 20 avril 2022

VU la convention cadre *Petites villes de demain, signée* le 28 mai 2025

Vu le Comité de Pilotage ACV et PVD du 26 septembre 2025 ayant permis l'ajout de 3 nouvelles fiches action.

VU la convention de Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE) du Pays d'Arles, signée le5 juillet 2021.

VU le Schéma de Cohérence Territorial du Pays d'Arles, approuvé le_____ en cours de révision,

VU la délibération N°_____du Conseil Municipal de la commune de Saint-Martin-de-Crau en date du _____

VU la délibération N°_____du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en date du 28 avril 2026.

VU la délibération de la Commission Permanente N°_____du Conseil Départemental du Département des Bouches-du-Rhône en date du _____,

VUla loi de finances pour 2026 prévoyant le maintien du cofinancement des postes de chefs de projet PVD

VU le courrier de l'Agence nationale de la cohésion des territoires relatif aux crédits d'ingénierie pour l'année 2026

VU l'avenant n°1 à ladite convention,
Considérant la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du programme Petites Villes de Demain au-delà de son échéance initiale fixée au 31 décembre 2026 ,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de **prolonger la durée de la convention cadre Petites Villes de Demain** relative à la commune de Saint-Martin-de-Crau.

Article 2. Durée, évolution et fonctionnement général de la convention

L'article 2 de la convention initiale est modifié comme suit :

« La durée de la convention est prolongée jusqu'au : 31 décembre 2026 ».

Article 3 – Dispositions inchangées

L'ensemble des autres dispositions de la convention cadre et de ses avenants demeure **inchangé et applicable en l'état**.

Il est expressément acté que le comité de pilotage du 26 septembre 2025 a approuvé l'intégration de trois fiches actions supplémentaires, lesquelles sont annexées au présent avenant et viennent compléter la convention cadre pluriannuelle Petites Villes de Demain de Saint-Martin-de-Crau.

Article 4 – Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties.

Article 5 – Signatures

Avenant signé, le_____

La Maire de Saint-Martin-de-Crau _____	Le/La Président/e de la Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette _____	Le Préfet des Bouches-du-Rhône, Préfet de Région PACA _____
Le Directeur régional de la Caisse des Dépôts _____	Par délégation de l'État pour les aides à la pierre de l'ANAH Le/La Président/e de la Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette _____	La Présidente du Conseil départemental _____
Le/La Président/e du Pole d'Equilibre Territorial et Rural _____	Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie _____	Le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat PACA _____

Annexes

Annexe 1 : Convention cadre pluriannuelle Petites Villes de demain de Saint-Martin-de-Crau du 28.05.2025

Annexe 2 : Fiches action et Maquette financière de la convention cadre pluriannuelle du 28.05.2025

Annexe 3 : Fiches action approuvées par le Comité de Pilotage Action cœur de ville et Petites villes de demain du 26 septembre 2025.

Annexe 4 : Convention chapeau d'Opération de Revitalisation de Territoire de la CA ACCM du 28.05.2025

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

CONVENTION-CADRE PLURIANNUELLE D'OPÉRATION DE REVITALISATION DE TERRITOIRE (ORT)

2025-2030

POUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
ARLES-CRAU-CAMARGUE-MONTAGNETTE

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

ENTRE

- La Commune d'Arles représentée par le 1er adjoint Jean-Michel JALABERT
- La Commune de Tarascon représentée par son maire Lucien LIMOUSIN
- La Commune de Saint Martin de Crau représentée par sa maire Séverine DELLANEGRA
-La Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) représentée par son président Patrick DE CAROLIS,

ci-après, les « **Collectivités** porteuses de projet» :

d'une part,

ET

- L'État représenté par Georges-François LECLERC, préfet du département des Bouches-du-Rhône, Préfet de la région Provence- Alpes -Côte d'Azur,
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations représenté par Alexis ROUQUE Directeur Régional PACA,
- L'Agence Nationale de l'Habitat représentée par Patrick de CAROLIS, Président de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM), délégataire des aides à la pierre de l'Etat,
- Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, représenté par Martine VASSAL, Présidente,

ci-après, les « **Partenaires** financeurs»

d'autre part,

AINSI QUE

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-DC2025_075-DE

- Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles (PETR PA) représenté par Michel PECOUT, son président

- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Pays d'Arles (CCI PA) représentée par Stéphane PAGLIA, son président,

- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Provence Alpes Côte d'Azur (CMAR PACA) représentée par Yannick MAZETTE son président,

- L'Agence Départementale d'Information sur le Logement 13 (ADIL 13) représentée par Judith DOSSEMONT, sa présidente

ci-après, les « Autres **Partenaires locaux** »,

Il est convenu ce qui suit.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-GC2025_075-DE

Table des matières

Préambule 7
Article 1. Objet de la convention 9
Article 2. Les ambitions du territoire de la communauté d'agglomération d'ACCM 10
2.1. Présentation et diagnostic du territoire intercommunal 10
2.2. Documents cadres et dispositifs existants sur le territoire 17
2.3. Orientations stratégiques du projet de Territoire 22
Article 3. La Stratégie de revitalisation intercommunale 25
Article 4. Périmètres d'intervention de l'ORT 27
4.1 Périmètre d'ORT de la commune d'Arles 27
4.2. Périmètre d'ORT de la commune de Tarascon 29
4.3. Périmètre d'ORT de la commune de Saint-Martin-de-Crau 30
Article 5. Plan d'actions 31
Article 6. Mise en œuvre de l'ORT 31
6.1. Mobilisation des effets juridiques de l'ORT 31
6.2. Suivi et évaluation 33
Article 7. Pilotage et animation 34
7.1. Gouvernance 34
7.2. Instance de pilotage 35
7.3. Animation, coordination des actions et soutien en ingénierie 35
Article 8. Engagement des parties 37
8.1. Dispositions générales concernant les financements 37
8.2. En général : 37
8.3. En particulier pour les partenaires signataires 38
8.4. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques 42
Article 9. Durée, évolution et fonctionnement général de la convention d'ORT 43
Article 10. Communication 43
Article 11. Entrée en vigueur, Modification, Résiliation et Traitement des recours 44
11.1. Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité 44
11.2. Modification et résiliation 44
11.3. Traitement des recours 44
Article 12. Signatures 45
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 46
ANNEXES 46

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

VU l'article 157 de la loi portant évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi ELAN, du 23 novembre 2018

VU l'article L.303-2 du Code de la construction et de l'habitat, et l'article L.301-1 du code de la construction et de l'habitat,

VU l'article L.88 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine,

VU la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte,

VU l'ouverture du programme Action cœur de Ville lancée le 26 mars 2018 et reconduit pour un second volet en 2021 pour la période 2023-2026

VU l'ouverture du programme *Petites villes de demain* lancée le 1er octobre 2020

VU la convention d'adhésion *Action Cœur de ville de la ville d'Arles, signée le 6 juillet 2018*

VU la convention d'adhésion *Action Cœur de ville de la ville de Tarascon, signée le 1er octobre 2018*

VU le 1er avenant de la convention-cadre Action cœur de ville de la ville d'Arles, *signé le 20 juin 2019*

VU le 2nd avenant de la convention-cadre Action cœur de ville de la ville d'Arles, *signé le 19 octobre 2022*

VU le 3eme avenant de la convention-cadre Action cœur de ville de la ville d'Arles, *signé 20 décembre 2023*

VU le 1er avenant de la convention-cadre Action cœur de ville de la ville de Tarascon, *signé le 11 février 2022*

VU le 2nd avenant de la convention-cadre Action cœur de ville de la ville de Tarascon, *le 20 décembre 2023*

VU l'Arrêté préfectoral portant homologation des convention-cadre Action cœur de ville Arles et Tarascon en convention d'Opération de Revitalisation de Territoire du 29 juin 2020

VU la délibération N°2021-159 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en date du 8 décembre 2021 portant approbation du Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE) avec l'Etat

VU le Schéma de Cohérence Territorial du Pays d'Arles approuvé le 13 avril 2018 et repris le 26 avril 2019, en cours de révision intégrant la mise à jour du Plan climat du Pays d'Arles dans une démarche de SCOT – Air Energie Climat,

VU la délibération N°2024-130 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en date du 19 septembre 2024 portant approbation du Projet de Territoire

VU la délibération N°2024-105 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en date du 20 juin 2024 portant approbation du 3eme Plan Local de l'Habitat.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

VU la délibération N° 2025-076 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en date du 27/03/2025

VU la délibération N° 2025-075 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en date du 27/03/2025

APPROUVANT les termes de la présente convention-chapeau valant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT)

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Préambule

La présente convention s'inscrit dans le cadre des Opérations de Revitalisation du Territoire (ORT) créées par l'article 157 de la loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi ELAN, du 23 novembre 2018.

L'ORT est un contrat intégrateur unique, programmatique et évolutif, reposant sur un projet global de l'intercommunalité, sa ville-centre et toute autre commune volontaire de l'EPCI. L'ORT est un projet d'intervention formalisé intégrant des actions relevant de différentes dimensions (habitat, urbanisme, commerces, économie, politiques sociales...) dont la mise en œuvre doit être coordonnée et formalisée dans une approche intercommunale.

L'ORT est destinée à prendre en compte l'ensemble des enjeux de revitalisation de centre-ville : modernisation du parc de logements et de locaux commerciaux, lutte contre la vacance et l'habitat indigne, réhabilitation de l'immobilier de loisir et de friches urbaines, valorisation du patrimoine bâti... Le tout dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable. L'ORT permet d'intervenir de manière concertée et transversale sur l'habitat, l'urbanisme, le commerce, l'économie, les politiques sociales, etc.

Elle est ainsi créatrice de droits et s'accompagne de mesures favorisant la rénovation de l'habitat ainsi que de dispositions favorisant l'implantation de surfaces commerciales en centre-ville et permettant la suspension des autorisations d'implantations en périphérie.

Le territoire de la communauté d'agglomération d'Arles Crau Camargue Montagnette fait face à d'importants enjeux de revitalisation de son territoire, partagés par les communes signataires d'Arles, de Boulbon, de Saint-Martin-de-Crau, des Saintes-Maries-de-la-Mer et de Tarascon.

Les villes d'Arles et de Tarascon sont lauréates du programme Action Cœur de Ville (ACV), par signature respective d'une convention-cadre les 6/7/2018 pour la ville d'Arles et le 1/10/2018 pour la ville de Tarascon. Ces conventions ont fait l'objet d'avenants : 3 pour Arles (20/06/2019, 19/10/2022 et 20/12/2023) et 2 pour Tarascon (11/2/2022, 20/12/2023). Ces conventions ont été homologuées en convention-cadre d'Opération de revitalisation de territoire par arrêté préfectoral du 29/6/2020 À présent, ces deux communes se sont engagées dans la phase 2 sur la période 2023-2026 selon les termes de la convention-cadre et de ses avenants, ci-après annexés.

La commune de Saint-Martin-de-Crau est lauréate du programme Petites Villes de Demain (PVD) et a signé sa convention d'adhésion en date du 20/4/2022. Elle poursuit son engagement dans ce programme selon des termes de la convention-cadre, signée concomitamment à la présente ci-après annexée.

Les programmes ACV et PVD mobilisent dans la durée les moyens financiers et en ingénierie des partenaires publics et privés autour d'un plan d'actions qui a vocation à s'inscrire dans le cadre des contrats territoriaux de réussite et de transition écologique (CRTE).

Afin d'accélérer la mise en œuvre du projet de revitalisation de territoire défini dans les conventions-cadre ACV et PVD, ainsi que dans leurs avenants existants ou à venir, ces conventions ont vocation à s'inscrire dans une ORT portée par l'intercommunalité. Conformément à l'article L. 303-2 du Code de la construction et de l'habitat, la convention d'ORT définit le projet urbain, économique et social de revitalisation de territoire concerné, favorisant la mixité sociale, le développement durable, la valorisation du patrimoine et l'innovation.

Elle délimite le périmètre des secteurs d'intervention, parmi lesquels figure nécessairement le centre-ville de la ville principale du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre signataire. Sous réserve d'un plan d'actions matures, ce périmètre peut également inclure un ou plusieurs centres-villes d'autres communes membres

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

de cet établissement et des parties déjà urbanisées de toute commune membre de cet établissement.

La convention précise sa durée, le calendrier, le plan de financement des actions prévues et leur répartition dans les secteurs d'intervention délimités. Elle prévoit également les conditions dans lesquelles ces actions peuvent être déléguées à des opérateurs. Elle comprend obligatoirement un certain nombre d'actions, dont tout ou partie des actions d'amélioration de l'habitat prévues à l'article L. 303-1.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Article 1. Objet de la convention

La présente convention-cadre est reconnue comme valant opération de revitalisation de territoire (ORT) au sens de l'article L.303-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Elle abroge et remplace l'arrêté préfectoral portant homologation des convention-cadre Action cœur de ville Arles et Tarascon en convention d'Opération de Revitalisation de Territoire du 29 juin 2020.

Elle assure une fonction « chapeau » pour garantir la cohérence d'un projet global de revitalisation de territoire à l'échelle de la communauté d'agglomération d'ACCM qui se décline plus particulièrement dans les conventions-cadre ACV et PVD des communes signataires, annexées à la présente convention.

Elle a pour objet la mise en œuvre d'un projet global de territoire destiné à adapter et moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux et artisanaux, ainsi que le tissu urbain des centres-villes des communes signataires, pour :

- → améliorer leur attractivité,
- → lutter contre la vacance des logements et des locaux commerciaux et artisanaux,
- → lutter contre l'habitat indigne,
- → réhabiliter l'immobilier de loisir,
- → valoriser le patrimoine bâti et réhabiliter les friches urbaines, dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable.

Par la signature de cette convention-cadre ORT, l'intercommunalité et les communes signataires souhaitent s'offrir la possibilité de mobiliser des outils complémentaires, le cas échéant, à ceux des programmes ACV et PVD, en vue d'accélérer la mise en œuvre de leur projet de revitalisation.

Les principaux pôles de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette sont les villes d'Arles et de Tarascon, ils correspondent aux deux villes labellisées *Action cœur de ville* mis en place en 2018. La convention d'adhésion au programme *Petite ville de demain* pour la commune de Saint-Martin-de-Crau a été signée la communauté d'agglomération et la commune le 20 avril 2022 et dont la convention-cadre Petites villes de demain doit être signée en 2025. Ce programme s'inscrit dans la continuité du programme action cœur de ville pour lesquels la communauté d'agglomération et les villes signataires se sont engagées dans ces dispositifs afin de pallier les problématiques de dépérissement commercial en centre ancien et de déficit démographique.

Les différents programmes pilotés par l'ANCT, auxquels chacune des communes membres de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette est rattachée, leur ont permis de s'inscrire dans une dynamique de revitalisation de territoire que vient consolider cette convention-chapeau de l'ORT. Ces programmes traduisent la volonté de l'Etat de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme

Ces programmes ambitionnent de répondre à l'émergence des nouvelles problématiques sociales et économiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement. Chacun de ces programmes doit ainsi permettre d'accélérer la transformation des communes adhérentes pour répondre aux enjeux actuels et futurs, et en faire des territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local contribuant aux objectifs de développement durable.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Action Cœur de ville	
ACV Arles	ACV Tarascon
-Signature de la convention ACV : le 6 /7/2018 -Signature de l'avenant 1 : le 20/06/ 2019 -Signature de l'avenant 2 : le 19/10/2022 -Signature de l'avenant 3 : le 20/12/2023	-Signature de la convention ACV : le 1/10/ 2018 -Signature de l'avenant 1 : le 11/02/2022 -Signature de l'avenant 2 : le 20/12/2023
Petites Villes de demain PVD Saint-Martin-de-Crau	- Signature de la convention d'adhésion PVD le 20 avril 2022 - Signature de la convention-cadre PVD en 2025

À cette fin, cette convention-chapeau d'Opération de Revitalisation de Territoire entend, ici, donner un cadre d'intervention favorable car conçue de manière à rendre efficiente pour accueillir toutes formes de contributions, au-delà de celles de l'Etat et des partenaires financiers du programme (les ministères, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), CEREMA, l'Agence de la transition écologique (ADEME)). Le programme, piloté par l'ANCT, est déployé sur l'ensemble du territoire national et il est décliné et adapté localement. L'objectif de partenariat élargi qui accompagnera dans la définition et la mise en œuvre du projet de territoire visant à permettre de trouver des leviers d'action à différentes échelles pour répondre aux enjeux que connait le territoire de l'ACCM.

Les enjeux d'une opération de revitalisation de territoire sur la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et l'ensemble de ses communes sont multiples et sont déclinés dans la partie suivante

Article 2. Les ambitions du territoire de la communauté d'agglomération d'ACCM

2.1. Présentation et diagnostic du territoire intercommunal

Située en région Provence-Alpes Côte-d'Azur (PACA), la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette créée en 2004 et constituée alors par cinq communes : Arles, Tarascon, Saint-Martin-de-Crau, Saint-Pierre-de-Mézoargues et Boulbon, elle compte, à partir de 2014, six communes grâce à l'incorporation de la commune des Saintes-Maries-de-la-Mer. Son territoire, un des plus vastes de France métropolitaine, couvre 1 446 km2, dont 90% ne sont pas urbanisables. Ce territoire riche de deux parcs naturels régionaux et d'un patrimoine culturel matériel et immatériel identitaire : langue, culture dont les savoir-faire et traditions sont valorisés lors des festivités locales de renommée internationale.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

2.1.1. Un territoire riche de son histoire et de son patrimoine culturel et naturel

Les communes de la CA ont des caractéristiques propres qui diversifient le territoire,

- La ville-centre de la CA est la commune **d'Arles**, qui est la commune la plus vaste de France avec ses 757 km2 et la 3ème ville du département des Bouches-du-Rhône. C'est un territoire riche en culture et histoire, elle s'est dotée d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) lui permettant d'assurer la mise en valeur notamment de ses 7 monuments classés au Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'UNESCO sur 90 monuments inscrits aux monuments historiques et compte différents hameaux villageois et agricoles, son parc social est conséquent et vieillissant. Elle est bordée de 40 km de littoral maritime.
- La Ville de Tarascon est également munie de 27 monuments historiques et 2 sites naturels remarquables (Château du Roy René, la Collégiale Sainte-Marthe, les Casernes Kilmaine…) pour lesquels la commune élabore un Site patrimonial Remarquable (SPR). Son territoire communal couvre près de 74 km2. Son parc existant est diversifié, constitue une ville à majorité ouvrière et agricole à la population précarisée à dominante jeune
- Saint-Martin-de-Crau, ville-dortoir au tissu urbain essentiellement pavillonnaire, a connu une expansion urbaine concomitante au développement industriel et logistique local, elle couvre près de 215 km2 et compte 1 site inscrit.
- Saintes-Maries-de-la-Mer, avec plus de 35 km de plage, la commune en tant que Capitale de la Camargue est une station balnéaire est fortement assujettie aux inondations dont 70% de son parc privé est constitué de résidences secondaires. Outre son noyau villageois et quartier pavillonnaire, elle couvre 375 km2 sur lesquels sont réparti différents hameaux, sa population est vieillissante. Avec 4 monuments historiques et 3 sites inscrits, elle est un haut-lieu de pèlerinage pour la communauté des Gens du voyage.
- Boulbon (environ 19km2) ave 7 monuments historiques et 2 sites inscrits et Saint-Pierre-de-Mézoargues (4km2) sont des communes au cœur villageois à vocation agricole et dont la population est plus aisée.

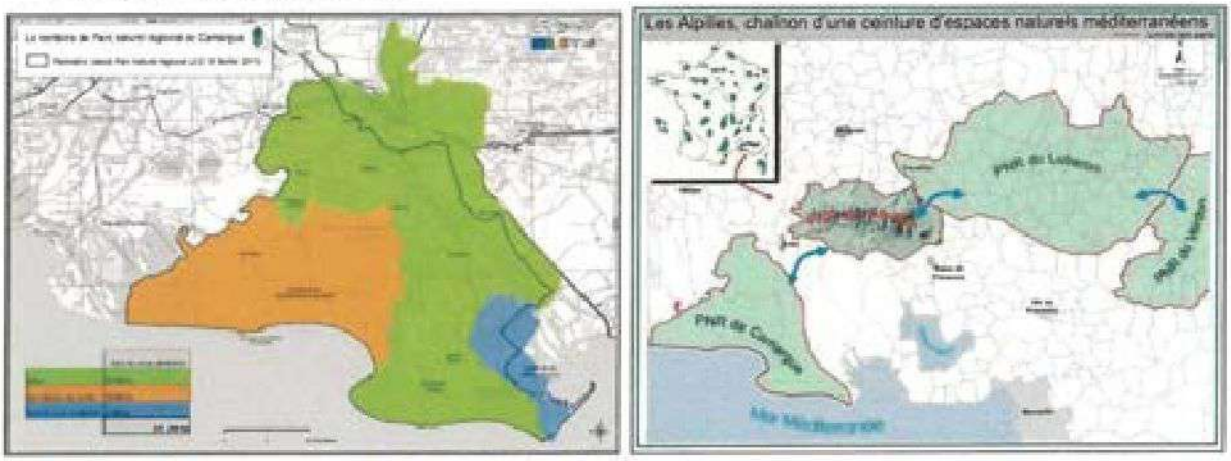


Figure 1: Cartographie des zones protégées de l'ACCM, PNR Camargue

Plusieurs unités paysagères remarquables organisent le territoire de l'agglomération : les Alpilles, la Crau, la Montagnette et la Camargue dont deux d'entre-elles sont structurées en Parc naturel Régional. En effet, une partie du **Parc naturel régional de Camargue** s'étend sur le territoire de la CA. Créé en 1970 et successivement agrandi, il est géré par un Syndicat mixte. L'EPCI est également concerné par plusieurs zones de protection dont des **zones Natura 2000 et réserves**

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

naturelles dont la Camargue et les Marais du Vigueirat. Il concerne les communes d'Arles et des Saintes-Maries-de-la-Mer. Il constitue l'un des principaux puits de carbone d'Europe. **Le parc naturel régional des Alpilles** (classé par décret du 30 janvier 2007) s'étend sur une petite partie des communes d'Arles, de Saint-Martin-de-Crau et de Tarascon.
Ces atouts contribuent à l'attractivité de son cadre de vie.

Le territoire de la CA est couvert par une douzaine de zones de protection règlementaires, foncières et contractuelles (réserves naturelles, arrêtés de biotopes, espaces propriété du conservatoire du littoral, sites Natura 2000...), ce qui fait des ressources naturelles une richesse majeure dont l'enjeu est à considérer.

La ressource en eau, qui, assujettie à plusieurs aléas de plus en plus fréquents et intenses face auxquels il convient de s'adapter (inondation, submersion marine, sécheresse[1]), est l'un des principaux enjeux du territoire intercommunal. Outre la raréfaction de l'eau potable[2], d'après le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, l'impact du risque de submersion, à horizon 2100 implique une restructuration d'une partie du territoire intercommunal, notamment en matière de relogement, notamment pour les communes d'Arles et des Saintes-Maries-de-la-Mer.

Les scenarii concernant l'impact du changement climatique vis à vis de l'élévation des températures prévoient à l'instar de l'arc méditerranéen une augmentation du nombre de jours anormalement chauds (+5°) de 21 à 65 jours, comprenant des journées extrêmement chaudes (de 2 à 9 par an), idem pour les nuits caniculaires (de 28 à 60), une diminution des jours de gel. Ces phénomènes incitent à prendre des mesures pour garantir le maintien du cadre de vie (îlot de fraicheur, isolation pour le confort thermique, désimperméabilisation du sol) visant à lutter contre les îlots de chaleur urbains. Mesures identifiées dans le futur SCOT PCAET qui intègre les préconisations de l'Etat en matière de réduction de gaz à effet de serre, de maintien des puits de carbone dont les zones humides du territoire sont parties prenantes. Le territoire de la CA dispose en 2021 de 58% de sa production énergétique relevant des énergies renouvelables mais cette production reste insuffisante face à la consommation locale qui est 8 fois plus importante[3] (tout domaine confondu : industrie, transport, résidentiel, agricole)

2.1.2. Un territoire diffus à dominance rurale à la fois interface et tributaire de plusieurs bassins métropolitains

Le territoire de l'ACCM s'étend sur 1 446 km2 et est aussi une ouverture sur la Méditerranée avec plus de 70 km de front maritime.
La Communauté d'Agglomération (CA) fait partie du **PETR Pays d'Arles**, aux côtés de 2 autres EPCI (regroupant 171 500 habitants[4] sur 220 000 hectares). Son caractère diffus impacte directement les modes de déplacement.
Bien que le principal mode déplacement sur le territoire soit le véhicule personnel, les déplacements sur le territoire tendent à se réduire en nombre et en distance mais à augmenter

[1] Dans le même temps, l'eau viendra à manquer, en lien avec la multiplication des périodes de sécheresse (ayant des impacts sur la raréfaction de la ressource pour l'agriculture et donc pour la recharge de la Nappe de la Crau) ainsi que la baisse du débit du Rhône (impliquant un déficit sédimentaire qui engendre un affaissement du delta et une augmentation des intrusions marines, ayant elles même des impacts sur la filière agricole). Diagnostic Projet de Territoire, AUPA, 2024

[2] La dépendance aux transferts d'eau du Rhône et de la Durance est donc majeure, impactant de manière directe la ressource en eau potable. En effet, la nappe de la Crau alimente 16 communes et plus de 270 000 habitants. Sa recharge étant assurée à 70% par les activités agricoles, comme déjà évoqué, et seulement à 30% par les précipitations. Cette eau est prélevée pour l'industrie, l'eau potable et l'agriculture, soulignant à nouveaux l'interdépendance des activités humaines et des milieux naturels.

[3] Diagnostic Projet de Territoire, AUPA, 2024

[4] INSEE 2021

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

en durée (+ 5 minutes /trajet entre 2008 et 2020). Les trajets inférieurs à 3km restent effectués pour 36% d'entre eux en voiture malgré une observation de l'augmentation de +2% de l'usage des mobilités actives et transport en commun (principalement le vélo) qui reste faible (5%) malgré un maillage de transport en commun bien structuré par la communauté d'agglomération comparé aux EPCI voisines du pays d'Arles[5]. L'essentiel des déplacements sont majoritairement internes.
Outre ces caractéristiques, situé à la croisée des pôles urbains d'Aix-en-Provence, de Nîmes, d'Avignon, de Marseille, de Montpellier, le territoire d'ACCM occupe une position géostratégique d'interface entre différentes régions nationales et internationales qui le contraint en matière de flux générant beaucoup de trafic de poids-lourds tant sur l'axe RN113/A54/RN568 Arles-Saint-Martin/Marseille et l'axe Saint-Martin/Salon-de-Provence générant une importante quantité de Gaz à effet de serre. Ce positionnement nécessite une réflexion multiscalaire des évolutions futures de ces secteurs de sorte à en bénéficier et non en subir les effets.

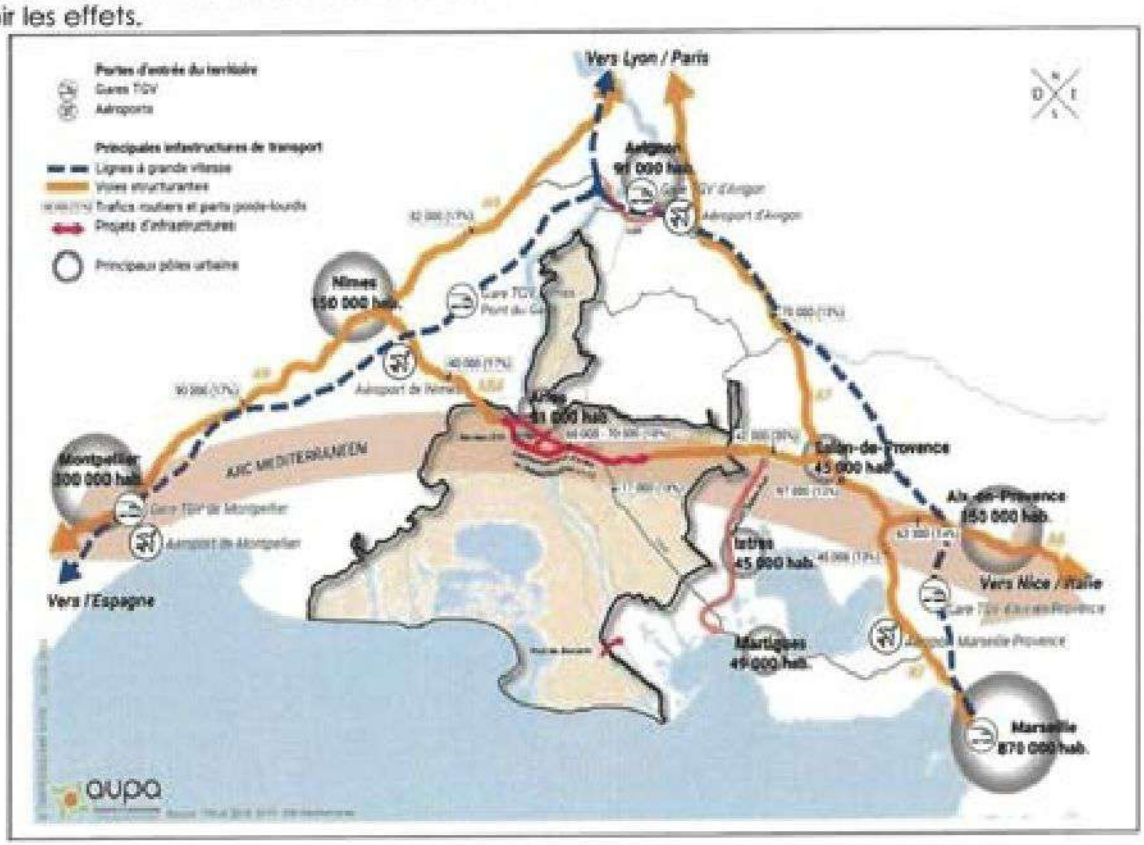


Figure 2: Armature territoriale de l'ACCM, AUPA 2024

Le territoire de l'ACCM est tributaire des bassins d'emploi des grandes villes voisines (Montpellier, Nîmes, Avignon, Aix-Marseille) et du pôle industriel fosséen. La dépendance au territoire de Fos/Mer sera d'autant plus accrue avec le projet d'intérêt national de décarbonisation dont la mesure est à prendre en compte. La CA ACCM est donc assujettie à plusieurs aires d'influence. Son tissu économique se concentre autour des bassins d'emploi plus modestes que ses territoires voisins, excepté pour la commune de Saint-Martin-de-Crau.

Près de 12 000 migrations pendulaires vers le territoire (provenance essentiellement du Gard) contre 10 000 vers l'extérieur (Métropole Aix-Marseille et Grand Avignon) s'opèrent quotidiennement, ce qui indique une relative attractivité économique comme l'illustre la carte suivante.

[5] Diagnostic 2024 SCOT PETR Pays d'Arles

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Une forte précarité de la population liée à un manque de qualification et la forte prégnance de l'emploi saisonnier dominent sur le territoire de la CA ACCM avec un taux de chômage proche de 15.2% en 2020 pouvant atteindre 68% de la population active dans certains quartiers. Pour autant, 31 000 emplois sont recensés sur le territoire, avec un indice de concentration de l'emploi de 109.

L'agriculture diversifiée, voire identitaire avec l'élevage, riziculture, saliculture, principalement destinée à l'exportation, occupe une place prépondérante sur le territoire d'ACCM (48% de SAU) et constitue l'un des premiers bassins agricoles du département. Elle pourrait couvrir 57% de la consommation alimentaire locale, faits identifiés dans le PAT 13 co-piloté par la Métropole Aix-Marseille Provence et le PETR du Pays d'Arles.

Une tertiarisation de l'activité est observable sur le territoire. En effet, les domaines de l'agriculture, l'industrie et la construction diminue contrairement au transport, commerce et services. Contrairement à la métropole Aix-Marseille qui compte 50% de sa part d'activité en zone d'activité, les emplois de la CA ACCM se concentrent dans les villes et seulement pour 1 cas sur 3 en zone d'activité. Bien qu'en augmentation, ACCM ne compte actuellement que 6% de cadres des fonctions métropolitaines[6] contre 12% dans le département.

Concentrés pour l'essentiel à Arles, entre 2016 et 2021, le nombre de commerces de proximité baisse légèrement de 272 à 225, le nombre de services de proximité reste stable.
Les créations d'entreprises continuent d'augmenter pour atteindre en 2022 1404 créations (1 035 en 2019, 1 114 en 2020, 1 389 en 2021) a majorité individuelle (75%). 26% concernent le commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration et 25% les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien.
Les activités culturelles constituent une forte dynamique sur le territoire, la zone d'emplois d'Arles étant celle dont la proportion d'emplois culturels est la plus forte dans la région. Cela représente 2,4% des emplois dans la zone d'emploi d'Arles (contre 1,4% en région Provence-Alpes-Côte d'Azur).
Les activités touristiques sont marquées par une forte saisonnalité et attirent principalement des visiteurs locaux. A l'échelle des Bouches-du-Rhône, seulement 6% des nuitées sont faites dans la ville d'Arles et 5% en Camargue, en 2021. À cela s'ajoute un faible capacité d'accueil du territoire en lits touristiques, avec seulement 159 lits pour 1000 habitants nettement inférieurs aux territoires voisins. 60% des projets de recrutement dans le Pays d'Arles concernent un poste saisonnier en 2023 (données Pôle emploi). Il s'agit donc pour le territoire d'à la fois travailler sur la formation et la qualification des habitants tout en développant une plus grande variété d'offre d'emplois qualifiés.

L'intensification des épisodes climatiques caniculaires et des risques d'inondation tend à altérer les activités économiques, notamment touristiques et à potentiellement en endommager la pérennité. Un enjeu majeur se joue dans la capacité à diversifier les activités de manière à préserver l'équilibre économique du territoire.

2.1.3. Un territoire en déprise démographique vieillissant et précaire

Sa densité de population est inférieure à la moyenne nationale avec 58 habitants au km² en 2020, mais elle est en augmentation constante. Paradoxalement, la démographie de la CA est

[6]Fonctions métropolitaines : conception-recherche, prestations intellectuelles, commerce interentreprises, gestion et culture-loisir

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

En perte de dynamisme, avec ses 83 700 habitants en 2020, la démographie du territoire a perdu 1400 habitants entre 2014 et 2020 (solde migratoire – 2400 habitants, solde naturel + 100 habitants). A l'instar des territoires en déprise démographique, le principal enjeu pour le territoire réside en sa capacité à maintenir sa population sur son sol en majorité les jeunes ménages visant à renouveler la population et palier le vieillissement (en 2040, les prévisions de l'INSEE envisagent qu'une personne sur trois aura plus de 65 ans).

De surcroit, le territoire compte parmi sa population 51% de personnes inactives (en partie dû à un tissu social peu qualifié, 27% des plus de 15 ans sont sans diplôme), 16% employés et 6% cadres.

Sur les 11% des ménages monoparentaux 84% sont des femmes seules. La précarité de la population est importante avec 23% en 2021 contre 17% pour la région. Le taux de chômage est de 15,2% en 2020 (en légère baisse depuis 2014) concernant majoritairement les jeunes de 15 à 24 ans (31% des chômeurs). L'agglomération comporte 4 quartiers prioritaires de la ville[7] répartis entre Arles et Tarascon représentant 15% de la population du territoire.

D'une manière générale, le territoire est, au niveau du solde migratoire, dans une dynamique contradictoire avec ses territoires voisins, en effet, il tend à gagner en population en provenance de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à en perdre au profit du Grand Avignon et du Gard.
Ceci se justifie en raison du prix du foncier, la faible part de constructibilité (4500 logements autorisés en 10 ans) ralentie par un taux de vacance important (8.6% à 10,7% pour la période 2014-2020) et une grande part des résidences secondaires (6% à 8% pour la période 214-2020) qui grèvent l'accès au logement pour une majorité de la population du territoire souffrant d'un faible niveau de qualification et de l'éloignement des pôles d'emploi au profit des populations plus qualifiée et issue d'une CSP plus élevée en provenance la métropole AMP où le marché immobilier est tendu.
Les logements sur le territoire sont pour 41% d'appartements et 59% de maisons le plus souvent sous-occupés venant accroitre la précarité d'accès au logement et la précarité énergétique.
Le territoire dispose de gisements fonciers que le 3e PLH envisage, outre la lutte contre la vacance de logements) de mobiliser pour la construction de 2800 logements sur la période 2025-2030 afin de pallier au déficit d'offre ne permettant actuellement de répondre qu'au desserrement[8] des ménages et se rendre ainsi plus attractif pour de nouveaux ménages.

Entre 2016 et 2020, le solde est de - 2 142 personnes (données INSEE) : les Bouches-du-Rhône (36% sortants mais 50% entrants) et le Gard (21% sortants et 15% entrants); le Vaucluse (9% et 4%) l'Hérault (5% et 3%) suivis du département de Paris, dans des volumes bien plus faibles (2% sortants et 3% entrants).
Après la période post-covid, les flux migratoires s'opèrent principalement avec les Bouches-du-Rhône (66% sortants et 68% entrants) et le Gard (12% sortants et 8% entrants); suivi des départements du Vaucluse (3% et 2%) et de Paris (0,4% sortants mais 2% entrants), toujours dans des volumes faibles.

[7] « A Arles, 24% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, contre 48% dans le quartier de Barriol, 46% dans le quartier de Trébon et jusqu'à 50% dans le quartier de Griffeuille. A Tarascon, 30% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, et 53% dans le quartier centre historique – Ferrages »., Diagnostic AUPA, 2024

[8] « Entre 2009 et 2020, 5 260 logements ont été autorisés, 85% d'entre eux ont servi à maintenir la population en place (soit 4 500 logements) et seulement 15% ont servi à accueillir de nouveaux habitants. Avec un taux de croissance de +0,3%/an, ACCM pourrait atteindre 89 000 habitants en 2040 selon l'INSEE. Ainsi, 5300 logements seraient nécessaires pour accueillir les 5 200 nouveaux habitants et absorber les besoins liés à la baisse de la taille des ménages, si et seulement si le nombre de logements secondaires ou vacants n'évoluait pas ».

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

La matrice ci-dessous permet de synthétiser les atouts, faiblesses, opportunités et menaces de l'intercommunalité.

ATOUTS	FAIBLESSES
• Bonne dynamique de **l'emploi** • Parc de **logements** en hausse • **Offre commerciale** complète avec plusieurs pôles en centre-ville et zones commerciales • **Un cadre de vie** agréable avec des marqueurs environnementaux et patrimoniaux identitaires (parc naturel, monuments classés...) • Attractivité **touristique** qui assure un flux important de visiteurs en haute saison	• Des **communes étendues** qui rendent difficile la desserte en transports en commun et la connexion des mobilités dans l'intercommunalité • Territoire vaste et hétérogène (plus de 84 000 habitants et 144 585 hectares) qui nécessite une **gouvernance** solide • Un **parc immobilier ancien**, qui accueille les ménages à faibles revenus, à rénover • Des **situations précaires** chez certain ménages (22% de taux de pauvreté) et un **taux de chômage encore élevé**
OPPORTUNITES	**MENACES**
• De nombreux documents cadre et politiques en cours à suivre, propices aux changements • Une politique volontariste pour le **développement du logement et du commerce** • Des **ressources environnementales riches** et un cadre propice à une politique de transition écologique à protéger et valoriser • Un territoire qui profite de nombreuses **dynamiques économiques positives** (tourisme, commerce...) à accompagner	• Un **marché immobilier sous tension** avec des prix élevés, en partie dû au poids croissant du tourisme • Une nécessité de préserver et rénover **l'habitat** pour maintenir une qualité de vie • **Contraintes d'aménagement** : risques naturels, protections réglementaires des espaces naturels, forte présence de l'agriculture • Accroissement des **disparités** socio-économiques • **Vieillissement** de la population, risque de départ des jeunes ménages

Figure 3: Matrice AFOM du territoire de la CA ACCM

Le territoire de l'agglomération est caractérisé par plusieurs marqueurs socio-économiques :

- Une diversité des milieux naturels et des **productions agricoles et d'élevage.**
- Une forte dynamique **touristique**, avec Arles classée au patrimoine mondial de l'Unesco et de nombreux évènements et projets culturels sur les communes.
- Un tissu économique principalement urbain avec une forte présence des **activités tertiaires et de logistique** (46,4% de la population active employée par ces secteurs en 2020).
- Un parc immobilier privé en augmentation constante avec une part croissante des **résidences secondaires** (40% de hausse entre 2014 et 2020) : qui reste relativement **ancien** avec les trois-quarts des résidences principales construites avant 1991.
- Un **taux de chômage** relativement élevé (15,2% en 2020)
- Un niveau de **formation** plus faible que la moyenne nationale (7%). Les catégories socioprofessionnelles majoritaires sont les employés (29,2%) et les professions intermédiaires (24,4%).

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

2.2. Documents cadres et dispositifs existants sur le territoire

2.2.1 Les documents cadres en cours sur le territoire de la communauté d'agglomération d'ACCM

Plusieurs documents cadre prennent effet sur le territoire de la commune (à plusieurs échelles), à prendre en compte dans le cadre de la convention d'Opération de Revitalisation du Territoire. En effet, ils intègrent des orientations stratégiques et contraintes réglementaires sur une pluralité de sujets : commerces, habitat, centralité urbaine et développement économique. Les documents sont présentés de manière décroissante selon l'échelle territoriale qu'ils recouvrent.

- **Le Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2021-2027 de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, signé le 30 mars 2022**

Le document fixe pour sept ans les grandes priorités et orientations d'investissement que l'Etat et le Conseil régional s'engagent à mettre en œuvre. Il est structuré en 9 thématiques dont la transition énergétique et environnementale, l'enseignement supérieur, le développement économique et la culture. **1,67 milliards d'euros de crédits ont été contractualisés.** Il se décline avec des Conventions d'ambition territoriales (CAT) à l'échelle des départements.

- **Le SRADDET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur approuvé en région le 15 octobre 2019**

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) approuvé le 26 novembre 2014 a été intégré au SRADDET par suite de la loi NOTRe. Construit autour de 3 grandes lignes directrices, avec des **horizons à 2030 et à 2050**, il porte sur la stratégie régionale du territoire dans des domaines variés. Le SRADDET rassemble d'autres schémas auxquels il se substitue, ce qui permet une meilleure visibilité de la politique : le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), le Plan régional de l'intermodalité, le Plan régional de prévention et de gestion des déchets, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie et le Plan régional des infrastructures de transports.

- **Le SCoT du PETR Pays d'Arles approuvé le 13 avril 2018, modifié le 26 avril 2019, en révision**

A l'échelle du PETR, le Schéma de cohérence territoriale est un projet partagé à l'échelle des trois intercommunalités pour la mise en œuvre de la politique d'aménagement encadrant les PLU. Les 3 grands défis pour le territoire concernent son **activité économique** (développement économique, rôle de l'agriculture, tourisme), son **attractivité** (offre de logements et services, structuration du territoire) et la **qualité de vie** (valorisation des espaces naturels, préservation de l'identité paysagère, mobilités douces dans les espaces urbanisés, transition énergétique).
Le SCOT vaudra PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial) à la suite de sa révision et se son approbation décidée par son conseil syndical.

- Le **3e PLH 2025-2030** adopté fin 2024, envisage, pour lutter contre plusieurs menaces qui pèsent sur le marché de l'immobilier de l'intercommunalité : **vieillissement du parc de logements et de la population, besoins de rénovation énergétique, prévention de la dégradation des copropriétés, lutte contre l'habitat indigne**, ... une production de plus de 2800 logements sur 37 hectares avec un rythme de 470 logements par an dont 80% sont envisagé après 2027. (2183 logements sont prévus sur Arles, 14 logements pour Boulbon, 89 logements pour Les Saintes-Maries-de-la-Mer, 251 logements pour Saint-Martin-de-Crau, 10 logements pour Saint-Pierre-de-Mézoargues et 271 logements pour Tarascon).

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

- Le Projet de Territoire

Le projet de territoire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, adopté en 2024, vise, en fédérant ses six communes, à répondre à quatre ambitions : Réussir les transitions écologiques, promouvoir un bassin de vie attractif, soutenir les transitions sociétales, et développer les coopérations à travers 208 actions. Ce projet de territoire sert de feuille de route pour structurer l'ensemble des projets en cours et à venir sur le territoire pour lesquels la CA ACCM est compétente (Développement économique, aménagement de l'espace communautaire, habitat, politique de la ville, gestion des milieux aquatiques et préventions des inondations, création et gestion des aires d'accueil des gens du voyage, collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, gestion de l'eau et de l'assainissement, Gestion des eaux pluviales urbaines, construction et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, participation au programme de démoustication, SIG, développement numérique du territoire, participation au programme ReVITeR). La compétence GEMAPI est déléguée au SYMADREM et Il a compétence d'élaboration du SCOT valant PCAET ai délégué au PETR du pays d'Arles.

- **Le CRTE 2021 – 2026 de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette**

Le Contrat de relance et de transition écologique vise à accompagner la relance de l'activité dans les projets de la CA. Ce projet vise à construire un avenir commun, équilibré et éco-responsable d'ici 2026, en réponse à la crise sanitaire et économique Le projet se concentre sur trois grands enjeux :

1. **Développer la vitalité économique** : Renforcer l'attractivité économique, promouvoir le tourisme, et accroître l'offre d'enseignement qualifiant et supérieur2.
2. **Accompagner la cohésion sociale et améliorer le cadre de vie** : Accroître un parc de logements diversifié, améliorer la qualité de vie des habitants, et faciliter la mobilité3.
3. **Préserver les ressources et leur contribution au développement du territoire** : Réduire l'impact des déchets, assurer une gestion durable de l'eau, promouvoir la transition énergétique, et préserver la biodiversité

Le CRTE souligne également l'importance de la résilience territoriale, définie comme la capacité à anticiper, atténuer, absorber les perturbations, et évoluer vers un nouvel état en équilibre dynamique. Les enjeux soulevés par le CRTE sont approfondis dans le projet de territoire adopté en 2024.

- **Le PLU de chaque commune membre de la communauté d'agglomération à l'exception de Boulbon qui est toujours couvert par le RNU**

Le Plan Local d'Urbanisme définit la politique de la commune en termes d'aménagement du territoire et des règles d'occupation et d'utilisation du sol. Il intègre plusieurs documents comme le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP). Le PLU est compatible avec d'autres documents intercommunaux (PLH, Charte du PNR des Alpilles, SCoT du PETR du Pays d'Arles).

Les communes d'Arles, de Tarascon et de Saint-Martin-de-Crau sont engagées dans les révisions de leur Plan local d'urbanisme

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

2.2.2 Les dispositifs mis en œuvre sur le territoire de la communauté d'agglomération d'ACCM

L'ensemble des communes de l'agglomération est couvert par un des trois dispositifs de l'ANCT, cependant chaque dispositif a son mode opératoire. Ainsi, la convention-chapeau n'entend pas fusionner les l'ensemble des engagements pris dans les différents programmes ne s'appliqueront qu'aux communes concernées.

Les dispositifs portés par l'ANCT : Action cœur de ville, Petites villes de demain et villages d'avenir

Les dispositifs portés par l'ANCT depuis 2018 , initié par le programme Action cœur de ville, destiné aux villes moyennes, suivi de Petites Villes de demain en 2021 et Villages d'avenir en 2023 visent à poser les jalons d'une redynamisation territoriale en prévoyant notamment de lutter contre la vacance des logements et des locaux commerciaux et artisanaux ainsi que contre l'habitat indigne, de réhabiliter l'immobilier de loisir, de valoriser les espaces publics et le patrimoine bâti et de réhabiliter les friches urbaines, dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable. Des accompagnements financiers et d'ingénieries sont mis à disposition des collectivités pour la mise en opérationnalité de leur programme d'action de revitalisation.

Les dispositifs portant sur l'Habitat et le Logement

Les enjeux relatifs au volet habitat sont partagés dans le diagnostic du 3ème PLH d'ACCM. Ceux concernant le commerce, l'artisanat, l'économie, le tourisme, le patrimoine, l'identité, l'environnement et les mobilités sont quant à eux développés dans le diagnostic du projet de territoire. Ces deux documents sont joints en annexe.

- ❖ *Le dispositif national de lutte contre l'habitat indigne*

Le dispositif national de Lutte contre l'habitat indigne et non décent mis en place par le ministère de la cohésion des territoire et piloté par la DDT/M via l'application *Histologe* permet d'établir le recensement des cas de logements indécents et insalubres et d'enclencher les procédures à suivre en fonction de la situation identifiée.

L'objectif est de centraliser les signalements des situations d'habitat potentiellement indigne. Le parcours de signalement est le suivant :

- Signalement des situations de mal logement via la plateforme *Histologe*
- Évaluation de la situation et enregistrement dans une base de données
- Traitement de la situation avec relais aux différents acteurs en fonction de la situation : mairie, CAF, SCHS, CCAS opérateur CAF, ARS, MSA, EPCI, opérateur ANAH concerné…

La convention LHI / Prévention santé – logement de la Ville de Tarascon signée le 12 mai 2009 par l'Etat, la Ville de Tarascon, le CCAS de la Ville de Tarascon, l'ADIL 13 s'inscrit dans le dispositif national de Lutte contre l'habitat indigne et non décent. Les différents partenaires signataires se sont engagés à participer aux comités de pilotage et techniques, et selon, à animer, financer, suivre socialement, former. Le périmètre d'intervention correspond à celui de la Ville. Pour les

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

visites, les rapports, les suivis, la Ville de Tarascon est accompagnée par l'opérateur de l'OPAH-RU en périmètre OPAH-RU et par une architecte DPLG en dehors du périmètre OPAH-RU et pour les logements publics.

❖ *Les dispositifs d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU)*

L'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) est un outil qui vise à améliorer l'offre de logement par le biais de réhabilitation du parc immobilier bâti (surtout celle des logements locatifs) et veille à maintenir/développer les services de voisinage.
Elle fait l'objet d'une convention entre la CA d'ACCM compétente en matière d'habitat, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'État.

Les Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat volet Renouvellement urbain engagées sur les communes d'Arles et de Tarascon depuis 2018 vont se terminer au 31 mai 2026. En amont de cette fin, la question de la suite des OPAH-RU doit se poser en 2025 : arrêt, suite vers autre chose, poursuite. Le comité technique et le comité de pilotage de la 4ème année de ces dispositifs qui vont se tenir aux alentours du mois de juin 2025 devront permettre de répondre à cette question au regard des résultats quantitatifs et qualitatifs des OPAH-RU, au regard des avancées et du portage politique des volets RU de ces OPAH.

❖ *Etude-action pour l'élaboration du Plan De Sauvegarde (PDS) de la copropriété des Ferrages du Cours à Tarascon*

Construite à la fin des années 60, la copropriété Les Ferrages du Cours est une copropriété mixte, constituée de 6 bâtiments *(A à F)* en R+3 et qui compte 308 logements *(140 logements privés – 168 logements publics (avant démolition de 14 logements))*. Cet ensemble immobilier est situé à Tarascon, à l'Est du centre historique. La copropriété est à l'intérieur du Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville *(QPV)* centre-historique – Ferrages *(hormis le bâtiment A (20 logements)* qui est à l'extérieur du QPV). Cette copropriété fait l'objet d'un Programme de Renouvellement urbain d'Intérêt Régional *(PRIR)* et, est dans le périmètre opérationnel de l'OPAH-RU *(volet habitat d'Action Cœur de Ville (ACV)* volant *(Opération de Revitalisation de Territoire) (ORT))*.
La copropriété « Les Ferrages du Cours » à Tarascon connaît de graves difficultés. Depuis plusieurs années, elle fait l'objet d'une attention particulière. Elle a besoin d'être accompagnée dans un processus de redressement qui permettra, dans un 1er temps, d'améliorer le fonctionnement, la gestion et la situation financière de la copropriété, puis, une fois ce cadre consolidé, d'engager progressivement la requalification durable de la copropriété.
Un arrêté préfectoral a été pris le 05 juillet 2021 pour l'élaboration du Plan De Sauvegarde de cette copropriété. Cet arrêté porte création de la commission chargée de l'élaboration du Plan De Sauvegarde.
Également, pour mettre en place ce Plan De Sauvegarde, une étude-action, suivie par la commission chargée de l'élaboration du Plan De Sauvegarde, est en cours. Elle a démarré en septembre 2024. D'une durée de 18 mois, elle doit se terminer au plus tard au mois de février 2026. Compte-tenu des élections municipales en 2026, ce calendrier est à optimiser en faisant en sorte de le réduire.
L'opérationnalité du Plan De Sauvegarde est donc attendue pour 2026.

❖ *Le Permis De Louer*

Dans le contexte de lutte contre l'habitat indigne, la ville de Tarascon par la CA ACCM a mis, depuis 2022, en place le dispositif le permis de louer sur le périmètre de l'OPAH-RU Ainsi, tout nouveau bail doit être soumis à une autorisation préalable obligatoirement annexée au bail pour une mise en location ou relocation d'un logement. Les bailleurs sociaux ainsi que les logements conventionnés avec APL (Aide personnalisée au logement) ne sont pas concernés.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

En cas de mise en location d'un logement sans autorisation préalable ou ayant fait l'objet d'une décision de rejet, le propriétaire dispose d'un délai d'un mois pour régulariser la situation sous peine de paiement d'une amende, allant de 5000 € à 15 000 €
Ce dispositif sera étendu à la ville d'Arles également sur le périmètre de l'OPAH-RU à partir du second semestre 2025.

❖ *Le partenariat d'ACCM avec l'ADIL 13*

L'ADIL est un observateur privilégié du comportement des ménages, des pratiques des professionnels et plus largement du fonctionnement des marchés immobiliers. Grâce à ses compétences, l'ADIL 13 est un observatoire départemental des loyers du parc privé. Et, pour ACCM, l'ADIL 13 observe l'évolution locale des loyers du parc privé. Cet observatoire est intégré à celui de l'habitat. Via convention de partenariat renouvelée 3 fois depuis 2008, ACCM a confié ces missions à l'ADIL 13. L'ADIL 13 assure également l'information des ménages d'ACCM sur les questions en rapport avec l'habitat et le logement par téléphone ou, grâce à la convention de partenariat, lors des permanences qu'elle tient à Arles, Tarascon et Saint-Martin de Crau. Grâce à cette convention, l'ADIL 13 permet aussi un accès privilégié aux élus et aux agents d'ACCM à la formation et l'information de l'ADIL 13. Elle assure également des productions permettant à ACCM de mieux connaître l'habitat sur son territoire via un programme de production convenu entre les parties et, au besoin, à produire des diagnostics flash copropriétés.

❖ *Le Pacte Territorial*

Le cadre d'intervention de l'Anah a changé. En effet, les dispositifs de « Programme d'Intérêt Général » *(PIG)* et d'« Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat » *(OPAH)* classique ne sont plus possibles. Dès le 1er janvier 2025, l'ANAH souhaite que les territoires soient couverts par un Pacte Territorial. Pour ACCM, le Pacte Territorial est en cours de réflexion. Cette réflexion est connectée aux questions suivantes :

- La suite des OPAH-RU, qui doit se poser en 2025 : arrêt, suite vers autre chose ou bien poursuite.
- La délégation des aides à la pierre de type 3.
- L'abondement spécifique d'ACCM dans les périmètres d'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) ou en Pacte Territorial.

L'année 2025 aura pour objectif de travailler sur l'étude d'un portage de Pacte Territorial par ACCM sur ses volets obligatoire 1 et 2, respectivement dynamique territoriale et information-conseil-orientation.

❖ *OPAH Saint-Martin de Crau*

L'étude habitat privé menée à Saint-Martin de Crau dans le cadre du dispositif Petites Villes de Demain (PVD) a démarré le 16 février 2023. La 1ère réunion de lancement a eu lieu le 02 mars 2023.
Cette étude était initialement composée de 3 phases :

- Phase 1 : Elaboration du diagnostic de territoire
- Phase 2 : Définition du cadre opérationnel
- Phase 3 : Projet de convention

Différents aléas ont fortement impacté l'avancement de la phase 2 de l'étude pré-opérationnelle habitat PVD Saint-Martin de Crau ; étude en vue de la mise en place d'un dispositif opérationnel en faveur de l'amélioration de l'habitat privé. Ces aléas sont notamment

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

le changement du cadre d'intervention de l'Anah et le contexte politique de Saint-Martin de Crau.
Concernant le changement du cadre d'intervention de l'Anah, un point a été particulièrement impactant : la fin des dispositifs de PIG et d'OPAH classique et leur remplacement par la contractualisation de Pactes Territoriaux dès le 1er janvier 2025.
Ce point remet en cause l'orientation opérationnelle vers une OPAH classique, au regard des conclusions du diagnostic.
A noter : Pas de possibilité d'OPAH-RU car peu de vacance, pas de poche d'habitat indigne, des copropriétés fragiles mais pas de copropriété très dégradée.
Néanmoins, une phase de définition des prémices d'un cadre opérationnel devait être présentée en comité de pilotage le 30 septembre 2024. Celui-ci a été annulé au vu du contexte politique.
Depuis fin octobre 2024, le marché avec le bureau d'études retenu pour l'élaboration de cette étude et pour la conception d'un cadre d'intervention en faveur de l'amélioration de l'habitat privé à Saint-Martin de Crau s'est terminé.
La volonté d'ACCM de continuer d'accompagner la Ville de Saint-Martin de Crau dans sa politique d'amélioration de l'habitat privé demeure. Ainsi, la conception d'un cadre d'intervention pourrait être envisagée par un abondement spécifique d'ACCM dans les périmètres d'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) d'ACCM ou via Pacte Territorial *(volet 3 accompagnement)* à mettre en place.

Le dispositif « Nos territoires d'abord porté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le cadre contractuel "Nos territoires d'abord", adopté en février 2022, vise à remplacer les Contrats régionaux d'équilibre territoriaux pour mieux répondre aux objectifs régionaux en matière de planification énergétique, écologique et de sobriété foncière. À travers ce dispositif contractuel, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur entend accompagner les territoires dans leur stratégie d'aménagement et de développement et organiser au mieux la rencontre entre priorités locales et régionales.

- **Objectifs et articulation** : vise à décliner les objectifs régionaux en matière de planification énergétique, écologique et de sobriété foncière, tout en s'articulant avec le Contrat d'avenir et des dispositifs nationaux tels que « Petites villes de demain » et « Action Cœur de ville » ou encore les fonds européens.
- **Modalités de mise en œuvre** : Les contrats ont une durée de cinq ans avec des revoyures annuelles, se concentrent sur des priorités territoriales limitées, et s'appuient sur une ingénierie pour la conception et la conduite d'opérations.
- **6 Priorités thématiques** : Les contrats sont structurés autour de six priorités principales, incluant la gestion des déchets, la mobilité durable, les énergies renouvelables, la réhabilitation énergétique, la sobriété foncière, et la transition écologique

2.3. Orientations stratégiques du projet de Territoire

Le projet est le résultat d'une large concertation impliquant plus d'une centaine d'acteurs et partenaires divers. Quatre grandes ambitions guident ce projet :

1. **Réussir les transitions écologiques** : Optimiser l'utilisation de l'eau, promouvoir l'économie circulaire et mettre l'accent sur les énergies renouvelables.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

2. **Promouvoir un bassin de vie attractif** : Stimuler l'économie locale, attirer de nouvelles entreprises, développer de nouvelles filières et promouvoir un tourisme responsable.
3. **Soutenir les transitions sociétales** : Offrir des chances égales à tous, développer des logements accessibles et soutenir une mobilité durable.
4. **Développer les coopérations** : Consolider les partenariats publics et privés pour renforcer la capacité à travailler ensemble pour le bien-être collectif.

Le projet propose une vision stratégique pour les six prochaines années et sera évalué annuellement pour s'adapter aux évolutions du territoire. Il s'agit d'un cadre stratégique et opérationnel visant à aligner les politiques publiques vers un objectif commun. Le projet propose une vision stratégique de développement pour l'ensemble du territoire. Le projet vise à construire une dynamique collective entre les élus, installer l'intercommunalité auprès des communes, mobiliser les populations autour d'un projet commun, et structurer l'action de l'intercommunalité en tenant compte des impacts environnementaux, sociétaux et économiques.

L'actualisation du projet a été motivé par la nécessaire la mise en cohérence du territoire avec les évolutions climatiques, sociétales et économiques récentes, et la prise en compte de la préservation des écosystèmes fragiles et du développement durable.

Une approche coopérative a été choisie pour l'élaboration du projet, impliquant des consultations avec les maires, les cadres d'ACCM, les partenaires institutionnels et financiers, ainsi que la société civile.

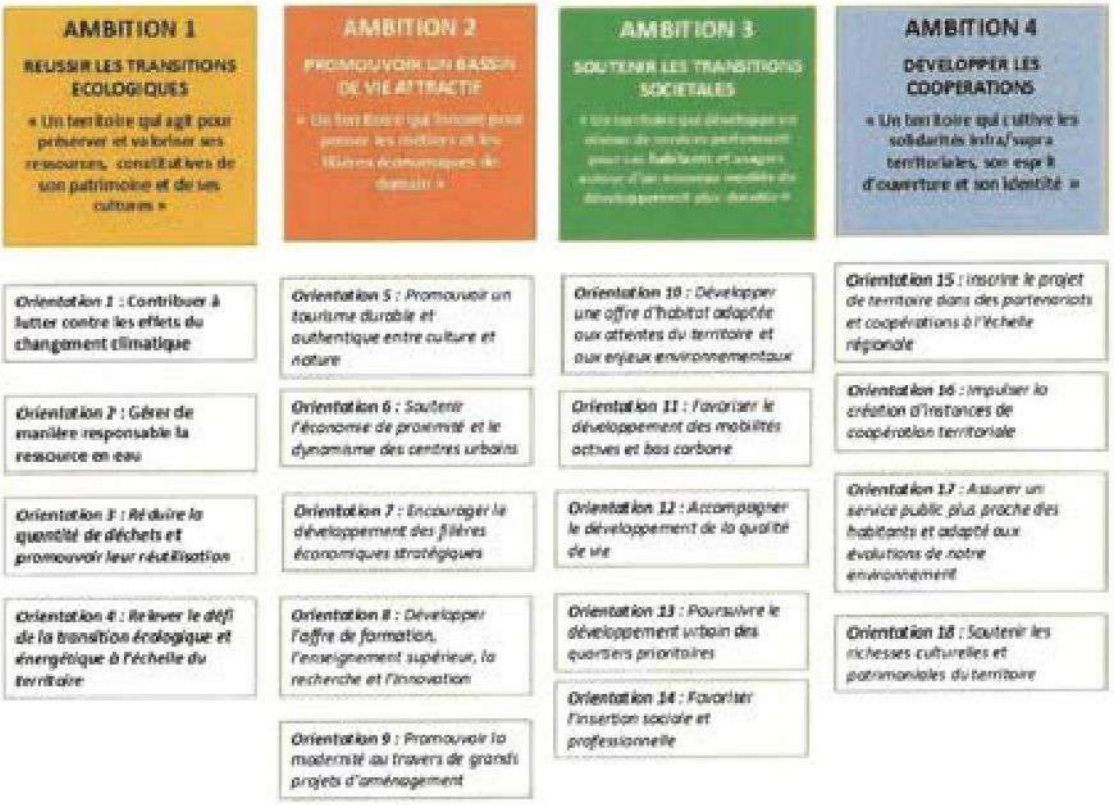


Figure 4: Tableau de synthèse des ambitions du projet de territoire 2024-2030 de la CA ACCM

Le projet intègre les projets déjà engagés par la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et les idées recueillies lors des concertations. Il vise à bâtir un avenir durable et innovant pour le territoire. Ces principes orienteront, *a fortiori*, l'opération de revitalisation de territoire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Montagnette.

La présente convention-chapeau d'Opération de Revitalisation de Territoire décline en actions la stratégie globale définie par l'intercommunalité et ses communes membres, avec le soutien de ses partenaires.

Ainsi, en cohérence avec le projet de territoire refondu en 2024, la communauté d'agglomération souhaite redynamiser l'attractivité commerciale et l'attractivité résidentielle par le biais de cette convention-chapeau d'ORT lui conférant un certain nombre d'avantages juridiques.
L'objectif de zéro artificialisation net (ZAN), imposé par la loi climat et résilience du 22 août 2021, est pris pleinement en considération par la revitalisation engagée par l'opération de revitalisation de territoire. En effet, elle s'insère dans l'objectif global de limitation de la consommation de l'espace et du foncier par le biais notamment du renouvellement urbain.
En fournissant à son projet de territoire des jalons juridiques s'appliquant notamment aux périmètres ORT, l'élaboration de cette convention est, pour l'ACCM, l'occasion d'une réflexion garantissant une cohérence dans la mise en place de sa stratégie globale.
Comme l'illustre la figure 3, l'AUPA a identifié à l'échelle du territoire d'ACCM, 10 centralités du quotidien (6 fonctions essentielles du quotidien : se loger, travailler, se divertir, se soigner, s'éduquer et consommer) qui confortent les orientations de la présente convention d'ORT afin d'orienter les projets de développement ou de densification des territoires.

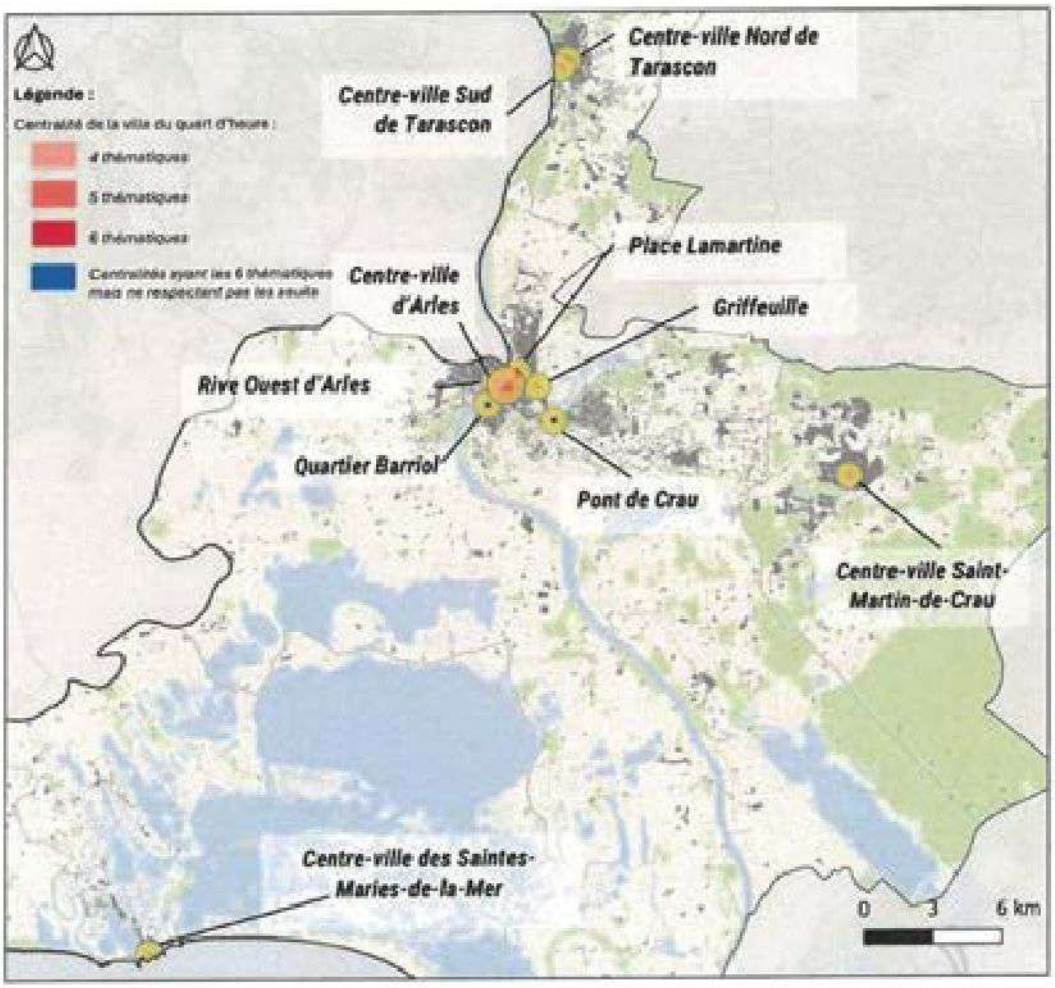


Figure 5: Répartition des communes disposant de fonctions métropolitaines, AUPA 2024

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Article 3. La Stratégie de revitalisation intercommunale

Le plan d'action est la traduction opérationnelle du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux. Ce document évolutif consiste en la compilation des fiches actions validées, et éventuellement de la liste des projets en maturation ; il est transmis à chaque évolution à l'ANCT (délégation territoriale et direction de programme) à des fins de suivi.

Pour que la convention vaille ORT, les actions prévues dans le ou les secteurs d'intervention précités doivent *a minima* concerner l'amélioration de l'habitat (selon le contexte : lutte contre l'habitat dégradé ou indigne et contre la vacance ; production de logements attractifs et adaptés). Leur plan de financement est présenté.

Les axes stratégiques de l'ORT

Les principaux axes stratégiques d'intervention développés ci-dessous sont en cohérence avec le projet de territoire précédemment exposé dans l'article 2.

- **AXE D'INTERVENTION 1 : Vers une offre attractive de l'habitat en centre-ancien**
- **AXE D'INTERVENTION 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré**
- **AXE D'INTERVENTION 3 : Développer la mobilité et les connexions**
- **AXE D'INTERVENTION 4 : Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine**
- **AXE D'INTERVENTION 5 : Favoriser l'accès aux équipements et aux services publics**

Ces axes stratégiques font écho à l'ensemble des ambitions et orientations du projet de territoire adopté en 2024 illustrés dans le schéma heuristique suivant.

Les actions opérationnelles découlant de ces différents axes sont référencées dans les conventions Action Cœur de Ville des villes d'Arles et de Tarascon et Petites Villes de demain de la ville de Saint-Martin-de-Crau annexées au présent document par lien de téléchargement.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

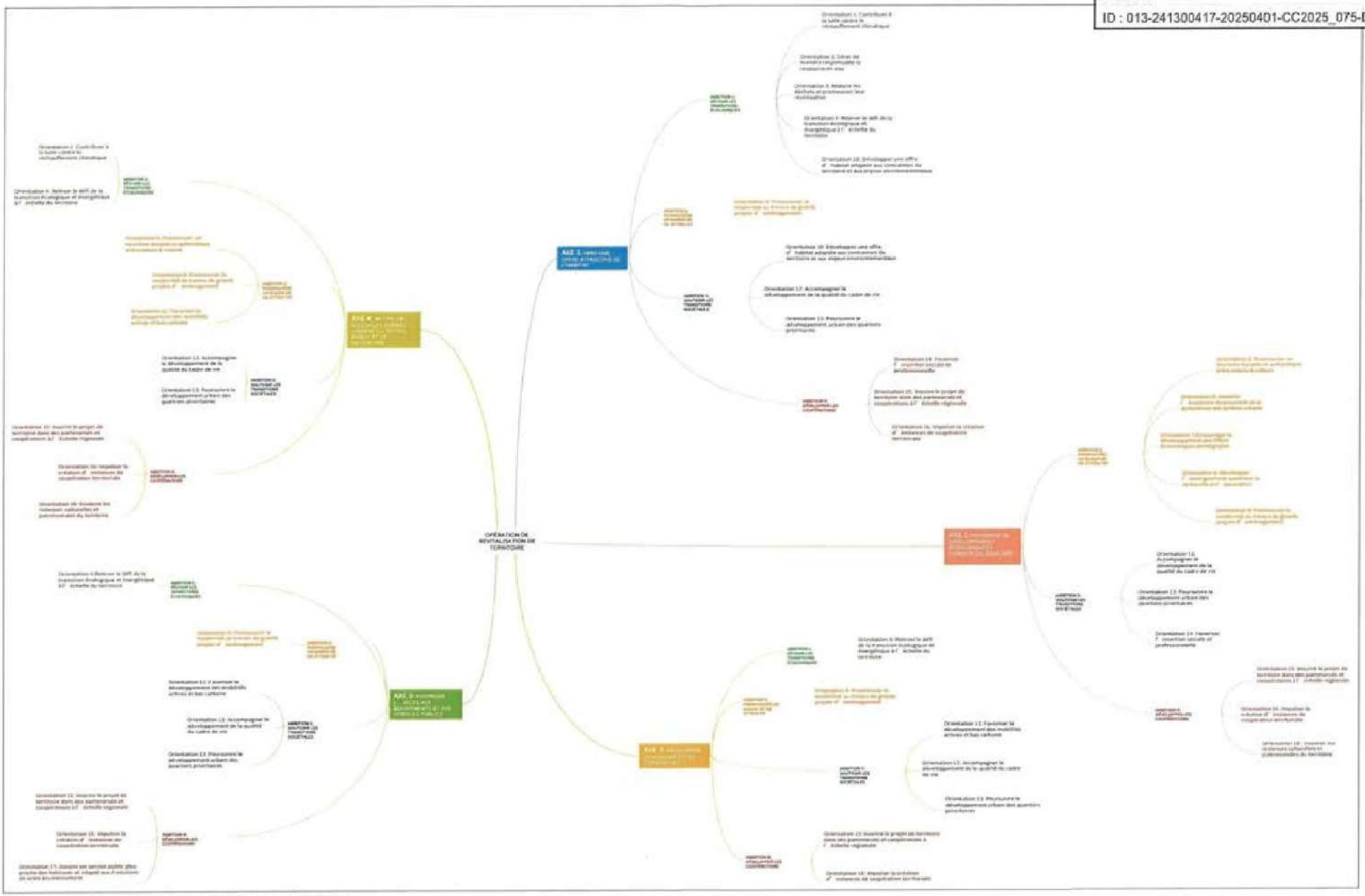


Figure 6 : Schéma stratégique de l'ORT de la CA ACCM

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-IDC2025_079-DE

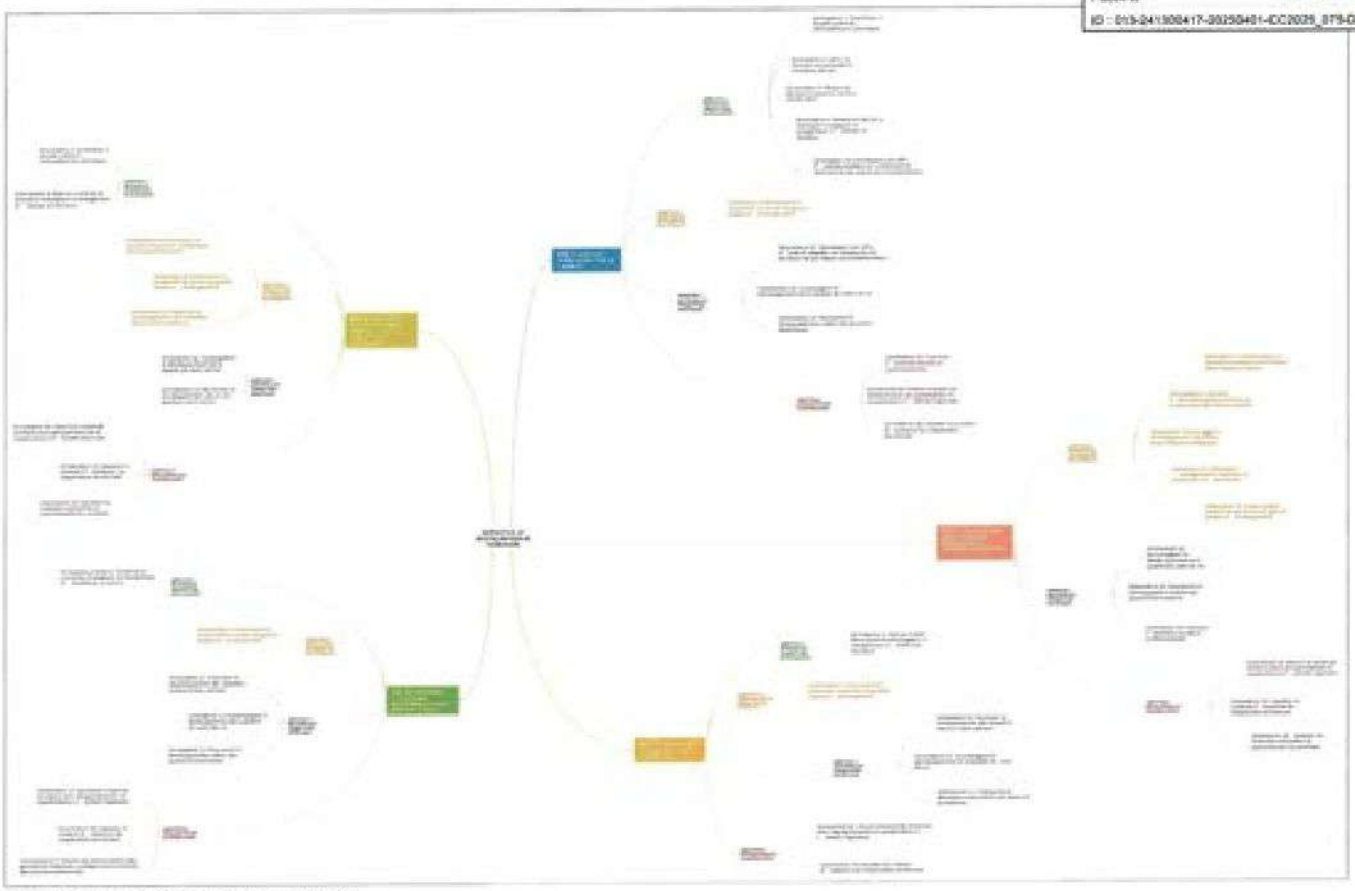


Figure 6 Schéma stratégique de l'OMT de la CA ACCM

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Article 4. Périmètres d'intervention de l'ORT

En référence, notamment, au 3e PLH approuvé en 2024 sur le territoire de l'ACCM, chaque commune porte des enjeux majeurs en matière d'habitat qui une condition constitutive d'une ORT, c'est à ce titre que les périmètres suivants intégrés au présent article sont justifiés.

De surcroit, d'autres dispositions réglementaires et législatives issues des lois Climat et Résilience (21.08.2021),3DS (21.02.2022), industrie verte (23.10.2023) viennent compléter l'arsenal juridique permis par l'ORT. Ces outils juridiques associés à un accompagnement ténu des partenaires institutionnels et en particulier de l'État tendent à rassurer les investisseurs.

La définition d'un ou de plusieurs secteurs d'intervention de l'ORT incluant le centre-ville de la ville principale de l'EPCI, figure parmi les secteurs d'intervention présentés ci-dessus.

Le périmètre de l'ORT pourra être ajusté et étendu à de nouveaux secteurs de projet par voie d'avenant à la présente convention, si des enjeux et projets identifiés par les communes concernées le justifient.

Le périmètre des secteurs d'intervention comprend les secteurs suivants

4.1 Périmètre d'ORT de la commune d'Arles

Périmètre d'Opération de Revitalisation de Territoire de la ville d'Arles, référencé dans l'avenant 3 de la convention Action Cœur de Ville d'Arles.

Pour rappel, l'organisation géographique de la ville d'Arles étendue sur 750 km2 et composée de plusieurs centralités secondaires relais des services publics, parfois éloignés de plus de 40 km du centre-ville (les hameaux de Salin-de-Giraud, de Mas-Thibert et de Raphèle-lès-Arles), l'a conduite dès son avenant 2 de la convention Action Cœur de Ville à considérer une possible extension de son périmètre ORT incluant ces secteurs.

Cette réflexion est toujours en cours, et la question d'étendre le Droit de Préemption Commerciale à ces « cœurs de villages » est également à l'étude, en lien avec la Communauté d'Agglomération ACCM et les Chambres Consulaires.

Ainsi, il est envisagé que la convention ORT puisse être avenantée d'ici 2026 pour prendre en compte ces nouveaux périmètres.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

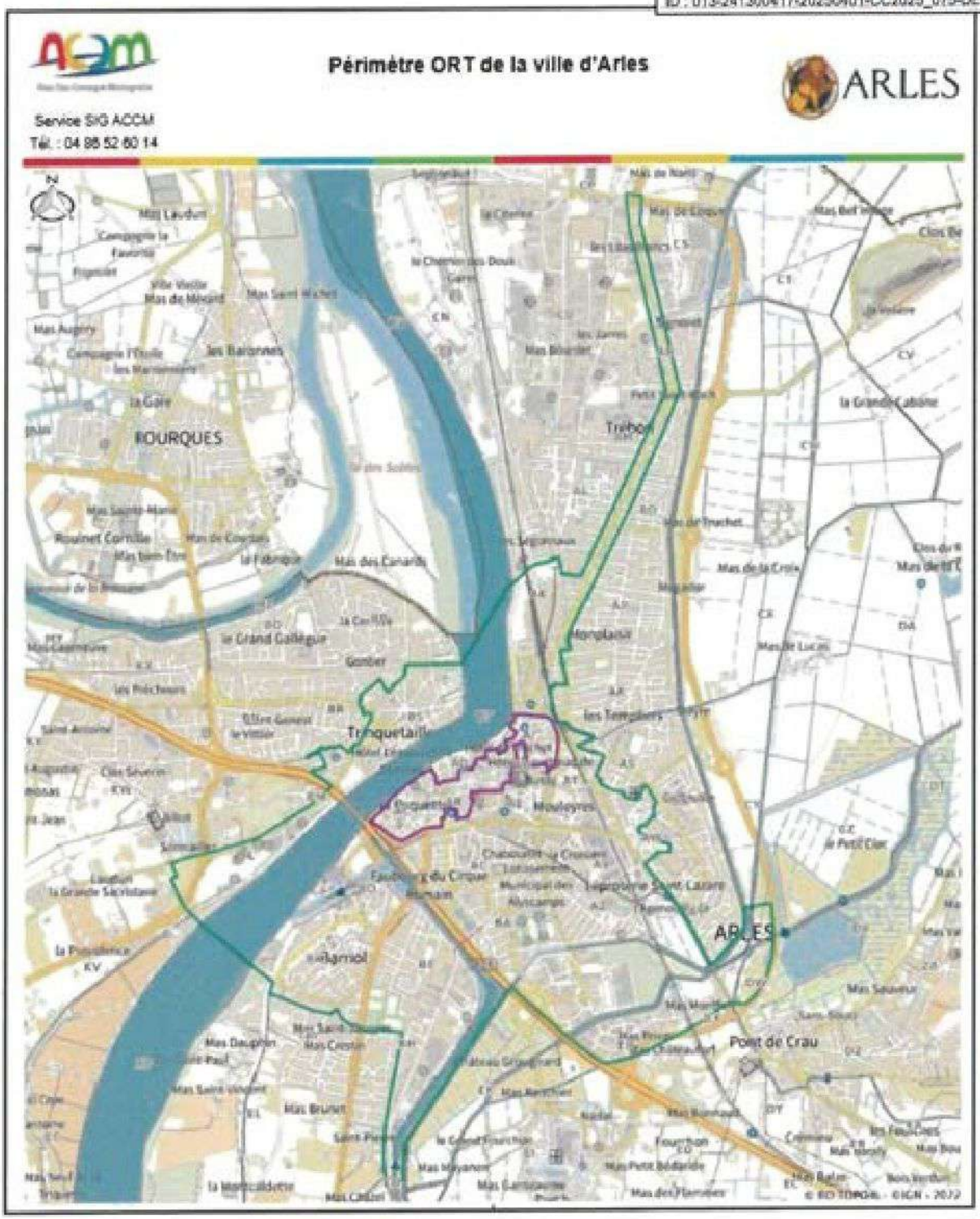


Figure 7: Périmètre ORT 2024 de la ville d'Arles

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

4.2. Périmètre d'ORT de la commune de Tarascon

Périmètre d'Opération de Revitalisation de Territoire de la ville de Tarascon, référencé dans l'avenant 2 de la convention Action Cœur de Ville de Tarascon.

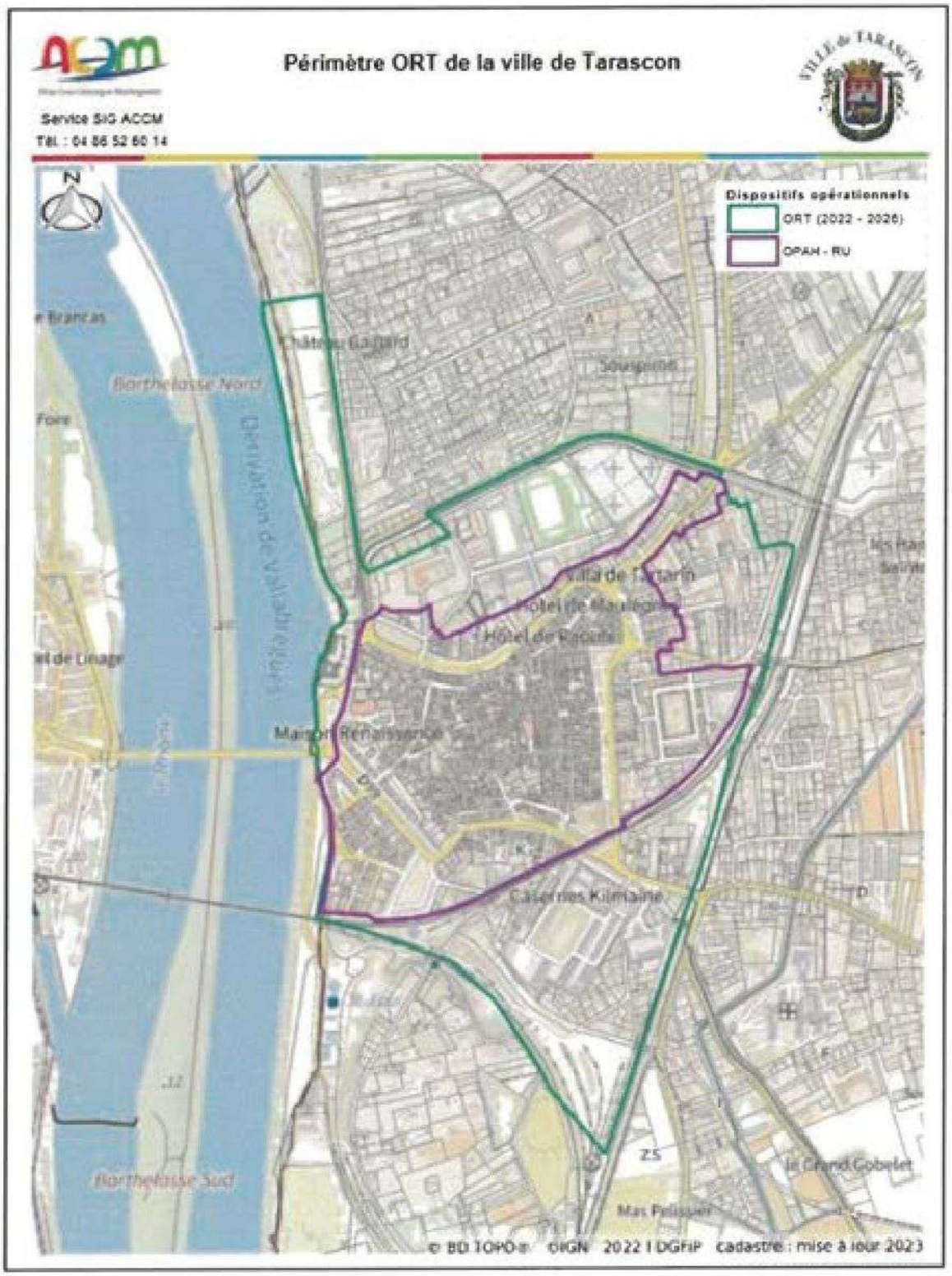


Figure 8: Périmètre ORT 2024 de la ville de Tarascon

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

4.3. Périmètre d'ORT de la commune de Saint-Martin-de-Crau

Périmètre d'Opération de Revitalisation de Territoire de la ville de Saint-Martin-de-Crau référencé dans la convention Petites Villes de demain de Saint-Martin-de-Crau.

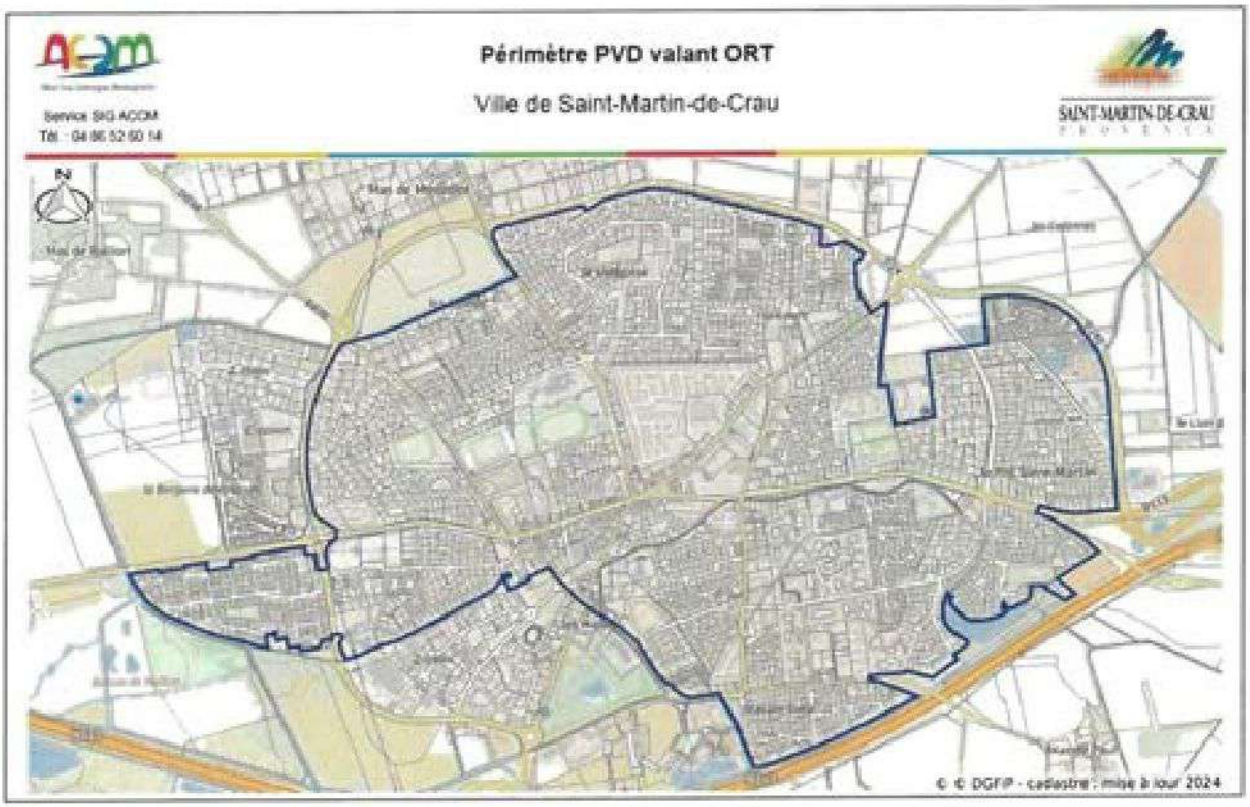


Figure 9: Périmètre ORT 2024 de la ville de Saint-Martin-de-Crau

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Article 5. Plan d'actions

Le calendrier, le plan de financement des actions prévues et leur répartition dans les secteurs d'intervention délimités, ainsi que les conditions dans lesquelles ces actions peuvent être déléguées à des opérateurs qui sont précisées dans les conventions ACV et PVD en annexe. Dans ces conventions figurent les actions et fiches-action appliquées qui s'inscrivent dans le cadre de politiques publiques déclinées sur le territoire conformément à l'article L 303-2 Code de la construction et de l'habitation et seront mises en œuvre. Elles portent, *a minima*, sur les deux volets obligatoires de l'ORT (habitat et commerce).

Le plan d'action de l'ORT, se veut être une traduction opérationnelle du projet de territoire. Comprenant obligatoirement un volet habitat, celui-ci peut reprendre tout ou partie des actions programmées d'amélioration de l'habitat portées par le programme local de l'habitat (PLH) de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et par les communes d'Arles et de Tarascon dans le cadre de son/leur OPAH-RU.

Ce plan d'action et ses évolutions sont examinés et validés au fil de l'eau par le comité de pilotage, sans nécessité de procéder à un avenant de la présente convention-cadre ORT ; sauf dans le cas d'une modification substantielle de l'économie générale du projet. Il sera transmis à chaque évolution à l'ANCT (délégation territoriale et direction de programme) à des fins de suivi. Il pourra alimenter directement le plan d'action du CRTE de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette.

Article 6. Mise en œuvre de l'ORT

6.1. Mobilisation des effets juridiques de l'ORT

L'ORT crée des droits et effets juridiques et emporte des dispositifs, notamment pour atteindre les deux objectifs principaux du projet de revitalisation de territoire que sont la rénovation de l'habitat privé et l'attractivité commerciale des centres-villes.

Le présent article présente les effets juridiques de l'ORT, détaillés dans le guide des ORT d'avril 2023.

Les collectivités signataires s'engagent par ailleurs à mettre en cohérence leurs documents d'urbanisme avec la présente convention d'ORT pour une meilleure mise en œuvre des effets, actions et dispositifs décrits ci-après.

Les effets de l'ORT sont d'application immédiate, ou différée lorsqu'ils nécessitent un décret en Conseil d'État. La présente convention est ainsi rédigée sous réserve de la publication officielle des décrets d'application le cas échéant. Certains effets peuvent également être d'application ponctuelle et pourront être amenés à être revus dans les lois de finances (Denormandie, exonération de taxes).

À la date de signature de la présente convention, les communes signataires de la présente convention peuvent bénéficier des effets de l'ORT suivants :

- Apport ponctuel en ingénierie des agents d'urbanisme sur l'ensemble des communes signataires d'une ORT ;

- Obligation d'information des collectivités ou de leur groupement signataires d'une ORT de la part d'une administration qui envisage la fermeture ou le déplacement d'un service public et indication des mesures de substitution envisagées ;

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

- Prêts de la Banque des territoires pour les communes ACV et PVD dans le cadre de la construction, l'acquisition, la réhabilitation ou l'aménagement de bâtiments ou infrastructures publiques, bâtiments tertiaires privés contribuant à la revitalisation de la commune, logements privés (sous certaines conditions) ;

- Application du dispositif « Denormandie dans l'ancien », sur l'ensemble de la commune qui a conclu une convention d'ORT ;

- Abattement d'impôts sur les plus-values de cession de biens immobiliers bâtis ou de droits relatifs à ces mêmes biens, situés pour tout ou partie de leur surface dans les périmètres délimités des secteurs d'intervention des conventions d'ORT ;

- Dispositif d'intervention immobilière et foncière (DIIF) pour la revalorisation d'îlots d'habitats vacants ou dégradés situés exclusivement en secteur d'intervention de l'ORT, par des opérations d'acquisition, de réhabilitation et de portage des biens avant revente

- Vente d'immeuble à rénover (VIR) situés en secteur d'intervention de l'ORT ou en secteur d'OPAH-RU, permettant à certains opérateurs d'être éligibles aux aides de l'Anah alors que l'acquéreur potentiel n'est pas connu initialement ;

- Réduction du délai pour lancer une procédure de récupération par la commune des Biens sans maître situés dans un secteur d'intervention de l'ORT ;

- Dès que l'accès d'un bien est condamné, la collectivité peut constater l'état d'abandon manifeste d'un bien situé dans un secteur d'intervention ORT et contraindre les propriétaires à y mettre fin ou à engager une procédure d'expropriation ;

- Afin de favoriser la création de logements au-dessus des locaux d'activités :
  - L'encadrement des baux commerciaux relatifs aux locaux situés dans les secteurs d'intervention de l'ORT des communes signataires, pour qu'ils ne portent plus que sur le local d'activité et ses annexes (peuvent être exclus du bail commercial par dérogation au code de commerce les locaux n'étant plus destinés au fonctionnement de l'activité ni à l'habitation du commerçant ou de l'artisan concerné) ;
  - L'interdiction ciblée de travaux susceptibles de condamner, au sein d'un même immeuble, l'accès indépendant aux locaux ayant une destination distincte de l'activité commerciale ou artisanale ;

- Le permis d'aménager multisite (portant sur plusieurs unités foncières non contiguës, mais situées en secteur d'intervention de l'ORT) si 3 conditions cumulatives sont respectées : intégration dans les actions de la convention ORT, respecter les OAP du PLU(i), garantir l'unité architecturale et paysagère des sites concernés ;

- Droit d'innover en demandant à déroger aux règles opposables à un projet situé dans un secteur d'intervention de l'ORT, en démontrant que sont atteints des résultats satisfaisant aux objectifs poursuivis par les règles auxquelles il est dérogé ;

- Procédure intégrée pour mettre en comptabilité des documents d'urbanisme en ORT (PIORT) quand leur évolution est nécessaire pour réaliser une action de l'ORT ;

- Dérogation à l'application de certaines règles du PLU dans les secteurs d'intervention ORT comprenant un centre-ville, sous certaines conditions prévues par l'article L.152-6 du Code de l'urbanisme ;

- Simplification des projets d'implantation en centre-ville en exemptant d'autorisation d'exploitation commerciale (AEC) les projets, limitativement énumérés à l'article L.752-1

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

du Code de commerce, qui s'implantent dans un secteur d'intervention ORT comprenant un centre-ville ;

- Limitation du développement des grands commerces en périphérie des villes dont l'EPCI ou l'EPCI voisin a conclu une ORT : par arrêté préfectoral visant à suspendre l'instruction en commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) des demandes d'AEC afin d'éviter qu'un projet commercial ne nuise aux actions de l'ORT ;

- Exception à la délivrance d'une AEC en secteur d'ORT ;

- Mise en demeure de réhabilitation de locaux, terrains ou équipements d'une zone d'activité économique situées dans un secteur d'intervention ORT ;

- Exonération de taxes pour les TPE/PME exerçant une activité commerciale ou artisanale dans les zones de revitalisation des centres-villes (ZRCV) situées en secteur d'intervention ORT, sous certaines conditions

- Renforcement du droit de préemption urbain en secteur d'intervention de l'ORT :
  - l'ORT justifie l'instauration du DPU ;
  - le DPU sur les fonds artisanaux, fonds de commerce, baux commerciaux et terrains qui font l'objet de projets d'aménagement commercial peut être délégué à un opérateur.

6.2. Suivi et évaluation

Au regard de l'évolution du territoire, un bilan annuel et une évaluation finale des actions entreprises dans le cadre de l'opération de revitalisation de territoire et de leurs incidences financières sont présentés aux conseils municipaux des communes et à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre signataires de la convention.

Les évolutions du plan d'action sont examinées et validées au fil de l'eau par le comité de projet, sans nécessité d'avenant de la présente convention.

Un tableau de bord de suivi des programmes Action Cœur de ville et Petites villes de demain est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour par le chef de projet ORT. Il est examiné par les services de l'Etat et présenté en synthèse au comité de pilotage. D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins, et mis à disposition auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du programme, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus une fois par an devant le comité de pilotage pouvant être en lien avec les programmes nationaux *Action Cœur de ville* et *Petites villes de demain* de l'ANCT.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Le préfet peut saisir autant que de besoin la Direction de programmes Action Cœur de ville et *Petites villes de demain* de l'ANCT pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

En lien avec les comités de pilotage de chaque convention ACV et PVD, chaque fin d'année, une synthèse financière des contributions obtenues des différents financeurs est présentée en comité de projet, et transmise à la direction des programmes *Action Cœur de ville* et *Petites villes de demain* de l'ANCT.

Les résultats seront suivis et évalués à l'aune des indicateurs définis pour chaque action et sont choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action.

Les objectifs détaillés et les indicateurs propres à chaque action sont précisés dans chaque fiche action des conventions annexées.

Article 7. Pilotage et animation

7.1. Gouvernance

La gouvernance de l'ORT est assurée par la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, en partenariat avec les communes signataires, l'État et ses établissements publics, ainsi que les partenaires associés.

L'ACCM s'assurera de la bonne coordination des partenaires et dispositifs sur le territoire, et notamment de la cohérence et de la complémentarité des projets d'urbanisme et d'aménagement avec le projet de redynamisation des centres-villes de l'agglomération.

La Communauté d'agglomération aura ainsi pour rôle de territorialiser, d'articuler et de faire converger ses objectifs dans un projet d'ensemble, et d'assurer le suivi et l'évaluation du projet de revitalisation et de ses actions.

La collectivité porteuse met en place une gouvernance pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme, en association étroite avec l'Etat, confirmant (et ajustant si nécessaire) le fonctionnement installé à l'occasion de la convention d'adhésion pour l'élaboration de la stratégie.
Cette gouvernance est intégrée à la gouvernance mise en place pour le Contrat de relance et de transition écologique.

Sont systématiquement invités au comité de projet les représentants de l'exécutif, des services de l'Etat, de la Caisse des dépôts – Banque des Territoires, de l'ANAH, du CEREMA, de l'ADEME, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du programme Petites villes de demain, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siégera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du programme, sur la base des indicateurs de suivi et d'une synthèse financière ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions, y compris financièrement (actualisation du plan de financement) ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du programme en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...) ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Le chef de projet ORT désigné alimente le comité de pilotage et en particulier :

- Veille en détail au bon déroulement des actions prévues au programme, vérifie l'avancement des dossiers, analyse les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établit le tableau de suivi de l'exécution ;
- Met en place les outils d'évaluation et analyse les résultats des évaluations ;
- Propose les évolutions des fiches orientations ;
- Propose les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches actions.

7.2. Instance de pilotage

Le pilotage de l'ORT est assuré au niveau local par un « comité local de l'ORT » composé des membres signataires de la convention, sous la co-présidence de l'EPCI et des communes signataires, en présence du Sous-préfet du pays d'Arles ou d'un représentant de l'État.

Participent également au Comité local de l'ORT, les partenaires signataires de la présente convention.

Le Comité local de l'ORT valide les orientations et suit l'avancement du projet de revitalisation. Il se réunit de façon formelle a minima de façon semestrielle.

Ses membres sont en contact permanent afin de garantir la bonne dynamique du projet.

La collectivité s'appuiera sur son Chef de projet qui anime les éventuels sous-groupes de travail couvrant les axes stratégiques de redynamisation. Il/elle assure la mise en œuvre des actions de la convention, leur suivi et leur évaluation.

Il ou elle réunit un Comité technique, composé des techniciens des différentes composantes du Comité local de l'ORT, au minimum deux fois par an. Cette équipe projet pourra, selon les besoins, s'attacher de personnes ressources complémentaires, acteurs du territoire.

7.3. Animation, coordination des actions et soutien en ingénierie

Pour assurer le suivi général du projet de revitalisation et le pilotage de la stratégie intercommunale décrite dans la présente convention, les collectivités s'engagent à mettre en place une organisation de projet transversale entre la Communauté d'agglomération et la commune signataire. Cette organisation comprend :

La communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) est signataire des conventions cadre Actions Cœur de ville d'Arles et de Tarascon depuis le lancement du dispositif en 2018. La direction de projet pour les deux villes est assurée au niveau de l'ACCM dans un objectif de cohérence avec le programme NPRNU.

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie : les partenaires financiers (l'ANCT, la Banque des territoires, le CEREMA, l'ADEME...), services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme... pour les différentes phases du programme (élaboration du projet de territoire, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectue selon les modalités de saisines et de contractualisation propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

et les investissements.

- ❑ **ACCM** : Élu référent
  - ✓ Une direction de projet confiée à ACCM : Direction du Département Aménagement et Cohésion du Territoire et chef de projet ORT (ACV-PVD-VdA)
  - ✓ Des services communautaires mobilisés :
    - ✓ Espaces publics
    - ✓ Développement économique
    - ✓ Habitat
    - ✓ Mobilités
    - ✓ Politique de la Ville
    - ✓ Renouvellement Urbain
    - ✓ SIG
    - ✓ Tourisme

- ☒ **Ville d'Arles**, ACV : Patrick DE CAROLIS, Jean-Michel JALABERT,
- ✓ 1 organisation avec les différents référents des services => 1 référente désignée Arielle SCICHILONE : Responsable du pilotage des investissements de la Direction des Finances + Services Grands projets et planification : Emmanuel LUBRANO + 1 manager de centre-ville : Frédérika SINTIVE

- ☒ **Ville de Tarascon**, ACV : Lucien LIMOUSIN, Clothilde MADELEINE
- ✓ 1 organisation avec les différents référents des services => 1 référente désignée Marie-Pierre DAILLAN : Directrice Service Urbanisme & Affaires Foncières + DGST : Cédric DURAND + 1 manager de centre-ville : Marie-Claude ROBLES
- ✓

- ☒ **Ville de Saint-Martin-de-Crau**, PVD : Séverine DELLANEGRA, Julien BESANÇON, Didier HUMBERT
- ✓ 1 organisation avec les différents référents des services => 1 référente désignée : Nathalie FALCHERO

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Article 8. Engagement des parties

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour assurer le succès de la mise en œuvre du programme et la réalisation des actions inscrites dans la convention.

8.1. Dispositions générales concernant les financements

En ce qui concerne les villes labélisées *Action cœur de Ville* et *Petites Villes de demain* exclusivement, les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

8.2. En général :

La communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette de et les communes s'engagent à :

- mobiliser autant que possible les moyens humains et financiers nécessaires pour assurer le pilotage et la mise en œuvre efficace du programme de l'ORT sur leur territoire ;
- à maintenir le poste de chef de projet pour la mise en œuvre de l'ORT jusqu'en décembre 2030.
- ne pas engager de projet de quelque nature que ce soit (urbanisme réglementaire, opération d'aménagement, etc.) qui viendrait en contradiction avec les orientations du projet ;
- mettre leur document d'urbanisme en cohérence avec la convention d'ORT au plus tard dès la première évolution. La communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et l'ensemble des communes de l'agglomération s'engagent ainsi à limiter l'implantation d'équipements commerciaux de moins de 300 m² et de services de santé quelle que soit leur surface qui viendrait concurrencer l'attractivité commerciale de leur centre-ville.

La communes et l'agglomération s'engagent à indiquer aux porteurs de projet commerciaux la nécessité d'étudier en priorité l'implantation de leurs projets dans le ou les périmètre(s) définis à l'article 4.

À moins qu'elles ne s'orientent vers un avis défavorable lors de l'examen en CDAC, les collectivités s'engagent à saisir le Préfet afin de demander la suspension des autorisations d'exploitation commerciales, pour une durée de trois ans maximum, prorogée d'un an si besoin (art.L752-1-2 du code du commerce). Si les collectivités jugent l'implantation hors secteur opportune, elles présenteront en CDAC les éléments qui conduisent à assurer que cette

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

nouvelle implantation ne concurrencera pas le commerce existant du projet du centre-ville de la commune concernée et des autres centres-villes de la CA.

Les partenaires s'engagent à

- instruire dans les meilleurs délais les propositions de projets et d'actions qui seront soumises par les collectivités bénéficiaires,
- mobiliser leurs ressources humaines et financières pour permettre la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention et qu'ils auraient préalablement approuvées.

En tant que partenaire non-signataire, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) intervient en accompagnement des collectivités dans le cadre de conventions en interventions foncières qu'elles soient en multisites habitat ou opérationnelles sur des périmètres définis (cas actuels d'Arles et de Saint-Martin-de-Crau). Les interventions de l'EPF PACA seront situées selon les cas dans les périmètres de l'ORT.

8.3. En particulier pour les partenaires signataires

Il est rappelé que les engagements financiers mentionnés dans la présente convention et les conventions annexes ACV et PVD sont donnés à titre indicatif. Ils sont soumis au respect des procédures, des conventionnements propres et calendriers de dépôt de demandes de subvention propres et à la validation des organes délibérants ou instances décisionnaires de chaque structure. Le groupement Action Logement est engagé uniquement par les conventions Action Cœur de Ville.

8.3.1. En ce qui concerne la communauté d'agglomération

En signant cette convention, la communauté d'agglomération ACCM assume son rôle de chef de file au bénéfice de la qualité de vie des habitants du territoire, et sa volonté de s'engager résolument dans une trajectoire dynamique et engagée dans la transition écologique.

La collectivité signataire s'engage à désigner dans ses services un chef de projet ORT responsable de l'animation du programme et de son évaluation.

La collectivité signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature de la convention cadre, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du programme et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du programme, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au programme, dont il est maître d'ouvrage.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

8.3.2 En ce qui concerne les communes

8.3.2.1. Les engagements de la ville d'Arles

Voir convention et avenants ACV d'Arles

8.3.2.2. Les engagements de la ville de Tarascon

Voir convention et avenants ACV de Tarascon

8.3.2.3. Les engagements de la ville de Saint-Martin-de-Crau

Voir convention PVD de Saint-Martin-de-Crau

8.3.3. En ce qui concerne l'État

L'État s'engage à étudier le possible co-financement des actions inscrites dans le plan d'action de la convention qui seraient éligibles aux dotations et crédits disponibles de l'État.

L'État s'engage à faire bénéficier des futures démarches, appels à projets et appels à manifestation d'intérêt qui pourraient être lancés dans la durée de la convention.

L'État assure par ailleurs le lien avec les services fiscaux pour l'instruction du dispositif 'investissement locatif Denormandie jusqu'au 31 décembre 2026.[9]

L'État soutiendra, sur la base de demandes citée dans l'article 6, les demandes de suspension d'instruction des autorisations d'exploitation commerciale en dehors du secteur d'intervention ORT défini dans la présente convention.

L'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du programme, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du programme.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du programme.

L'État soutient l'ingénierie des collectivités par le cofinancement via le FNADT de postes de chefs de projet, en complément des crédits apportés par les opérateurs partenaires du programme. Il s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le programme, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

[9] https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000048727425

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

En particulier :

- L'ANCT peut accompagner les territoires en conseil et ingénierie, via ses différents programmes d'intervention (France Service, tiers-lieux...) et dans ses domaines d'expertise comme la revitalisation commerciale. L'ANCT soutient également les projets par le pilotage du programme Petites villes de demain, et en particulier du Club ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- L'ANAH peut apporter un accompagnement aux différentes phases d'une stratégie en matière d'amélioration de l'habitat pour des interventions intégrant les thématiques spécifiques relevant de ses priorités (la lutte contre l'habitat indigne et dégradé, la précarité énergétique, la fragilisation et dégradation des copropriétés, le vieillissement de la population, tant en phase pré-opérationnelle qu'opérationnelle. Cet accompagnement peut être destiné aux propriétaires (occupants ou bailleurs), syndicats de copropriétaires, collectivités ou opérateurs immobiliers ;
- Le CEREMA peut apporter un appui pour l'élaboration des projets de territoires et des plans d'action, ainsi que pour la phase de mise en œuvre et d'évaluation et dans ses domaines d'expertise (par exemple, la stratégie foncière et d'aménagement durable, la transition écologique, les mobilités, la revitalisation économique et commerciale) ;
- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du programme.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

8.3.4. En ce qui concerne le soutien du Département des Bouches-du-Rhône

Le département des Bouches-du-Rhône en qualité de chef de file des politiques de solidarité mais également de son rôle sur les politiques de mobilité et les espaces naturels sensibles, ainsi que le numérique, apportera son concours aux actions visées par les programmes.

Le département des Bouches-du-Rhône s'engage à désigner dans ses services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Le département des Bouches-du-Rhône s'engage à soutenir de manière prioritaire les actions et projets des programmes qui sont compatibles avec ses politiques publiques et cadres d'intervention, sous réserve que les porteurs de projets déposent un dossier complet pour instruction et répondent aux sollicitations de la collectivité pour l'instruction du dossier et éclairer l'exécutif sur la décision à intervenir.

Le département des Bouches-du-Rhône, dans l'objectif de développer une alliance des territoires, des compétences et des acteurs autour d'un projet fédérateur, mobilisera ses outils de soutien au développement territorial, notamment ceux liés à sa contractualisation avec les collectivités locales adoptée en séance plénière du _____.

En outre, il pourra mobiliser son réseau d'ingénierie territoriale pour accompagner, à travers cette expertise, les porteurs dans l'élaboration et suivi de leurs projets. L'expertise de services du département des Bouches-du-Rhône pourra également être mobilisée dans la construction des projets.

Le Département, via ses cadres d'interventions ou les dispositifs européens, pourra apporter un appui financier aux opérations et actions inscrites au programme. Ces opérations devront faire

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

l'objet d'une sollicitation officielle de subvention, avec un dépôt de dossier. L'éligibilité sera instruite et étudiée au regard des dispositifs sollicités en vigueur et des disponibilités financières. La décision fera l'objet d'une délibération de la Commission Permanente du Département.

8.3.5. En ce qui concerne la Caisse des Dépôts

Premier financeur des programmes d'Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain, la Caisse des Dépôts, par l'intermédiaire de sa direction de la Banque des Territoires, mobilise l'ensemble de ses ressources pour poursuivre et amplifier les transformations engagées depuis 2018.

Les moyens mis en œuvre visent notamment à :

Accompagner les villes et leur intercommunalité en matière de soutien méthodologique et d'ingénierie de projet, adaptés aux problématiques des petites centralités et répondant aux enjeux de redynamisation et d'attractivité. Ces moyens pourront prendre la forme de cofinancement d'études ou de prise en charge de missions d'expertise d'aide à la structuration des moyens ;

Contribuer à l'expertise opérationnelle portant sur les montages dédiés à la mise en œuvre opérationnelle des investissements ou des solutions de portage d'actifs immobiliers aux côtés des acteurs économiques ;

Financer sous forme de prêts, en particulier le Prêt Rénovation Urbaine Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain, les opérations portées par des personnes morales publiques ou privées situées dans les communes lauréates des programmes et incluses dans le périmètre des Opérations de Revitalisation Territoriale (ORT).

Pour chaque sollicitation financière (prêt, ingénierie, investissement), l'accompagnement de la Caisse des Dépôts sera subordonné aux critères d'éligibilité de ses axes d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

Les porteurs de projets publics comme privés ont, à travers le comité local de projet *Action Cœur de ville* et Petites *Villes de Demain*, une instance de proximité au sein de laquelle ils pourront faire examiner les possibilités de saisine de l'offre Caisse des Dépôts Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain de la Banque des Territoires selon les modalités qu'elle définit avec ses partenaires.

8.3.6. En ce qui concerne le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles

En tant que porteur de la programmation Leader (financée par le FEADER, la Région SUD, Le CD 13 et le PETR du Pays d'Arles) de ses communes membres, le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) intervient en tant que co-pilote, aux côtés de la Région Sud, dans le cadre du Contrat régional "Nos Territoires d'Abord". Ce contrat vise à soutenir la mise en œuvre des ambitions du plan climat régional ainsi que du SRADDET. Il a pour objectif d'harmoniser les politiques d'aménagement du territoire avec les enjeux environnementaux et de mieux s'articuler avec le Contrat d'Avenir et les dispositifs nationaux tels que Petite Ville de Demain et Action Cœur de Ville.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Les trois intercommunalités du territoire, la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette, Communauté de communes Vallées des Baux Alpilles et Terre de Provence Agglomération, sont signataires et bénéficiaires des 26 projets structurant à l'échelle du territoire de contractualisation et inscrits au contrat.

Cette gouvernance partagée optimise les ressources et garantit une approche cohérente et durable des projets d'aménagement.

8.3.7. En ce qui concerne la Chambre du commerce et de l'Industrie du Pays d'Arles

De la chambre de commerce et de l'industrie du pays d'Arles s'engage à

- désigner dans ces services un ou des référents pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets
- soutenir les actions et les projets du programme qui sont compatibles avec sa politique d'intervention auprès des entreprises en général, et plus particulièrement auprès des commerces de proximité
- proposer les nouvelles actions qu'elles développent en faveur des entreprises dans le cadre du suivi du programme

8.3.8. En ce qui concerne Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à :

- désigner dans ce service un ou des référents pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'un dispositif de pilotage suivi d'évaluation des actions et des projets
- soutenir les actions et les projets du programme qui sont compatibles avec sa politique d'intervention auprès des entreprises en général, et plus particulièrement auprès des artisans (anticipation des transmissions-reprises, adaptation et professionnalisation en lien avec la transition écologique et numérique en s'appuyant sur le projet de territoire)
- mettre son expertise du tissu artisanal au service des projets d'aménagement du territoire pour faciliter l'intégration, le développement et la valorisation de l'artisanat, de ses métiers et savoir-faire.

8.4. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision.
La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, étant donné leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire : leur

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

Article 9. Durée, évolution et fonctionnement général de la convention d'ORT

La présente convention-chapeau pluriannuelle est signée pour une durée de 5 années, à savoir jusqu'au **31 décembre 2030.**
Toute évolution de l'économie générale de la convention sera soumise à approbation préalable de l'ensemble des signataires de la convention. Cette convention pourra être enrichie progressivement dans le temps par voie d'avenant au travers d'éventuels diagnostics supplémentaires, de nouveaux éléments de stratégie permettant de consolider le projet urbain, économique et social du territoire, ainsi que d'éventuels nouveaux secteurs d'intervention.

À tout moment, les collectivités peuvent proposer au comité de pilotage l'ajout d'une action supplémentaire au plan d'actions. Les nouvelles fiches actions sont soumises au préalable à l'avis des membres du comité de pilotage, *a minima*, par voie dématérialisée.
Après analyse de la proposition d'action, au regard de sa cohérence et de sa contribution à la mise en œuvre du projet, les partenaires financiers concernés par l'action et les collectivités bénéficiaires s'engageront réciproquement par la signature d'une fiche-action.
La durée de la présente convention pourra être prorogée par accord des parties.

Pour rappel, le second volet du programme Action Cœur de ville et le Programme Petites Villes de Demain prendront fin en mars 2026.

Article 10. Communication

Chacune des parties autorise à titre non exclusif l'autre partie à utiliser son nom et son logo en respectant la charte graphique afférente, pour toute la durée de la convention-cadre afin de mettre en avant le partenariat entre les parties, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de communication faisant référence aux actions réalisées dans le cadre de cette convention.

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par l'autre partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des parties reconnaît qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique de l'autre partie autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs à l'autre partie, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des parties est accordé uniquement pour la durée de la convention-cadre et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, quelle qu'en soit la raison.

Chaque opération réalisée doit faire l'objet d'un affichage pendant les travaux :

- identifiant clairement le lien avec le programme PVD et ACV le cas échéant, dans les conditions précisées par les conventions-cadre PVD et ACV ;
- ainsi que les logos et mentions liés aux modalités d'attribution des subventions et financement propres à chaque partie.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Article 11. Entrée en vigueur, Modification, Résiliation et Traitement des recours

11.1. Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité

L'entrée en vigueur du programme est effective à la date de signature du présent contrat, jusqu'au **31 décembre 2030.**

Au terme de la convention, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

La présente convention est publiée au recueil des actes administratifs de l'EPCI signataire. Elle est transmise pour information au DDFIP ainsi qu'à l'ANCT. Elle pourra faire l'objet d'une mise en ligne, au niveau local et par l'ANCT.

11.2. Modification et résiliation

La présente convention peut être révisée par avenant, après accord des parties, notamment dans l'objectif d'intégrer une commune du territoire à l'Opération de Revitalisation du Territoire. La modification de la présente convention par avenant devra être validée en amont par le comité local de l'ORT et par délibération des collectivités signataires.

Il est précisé que le contenu de la présente convention pourra être modifié en fonction de la publication des décrets d'application encadrant la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs décrits dans la présente.

D'un commun accord entre les parties signataires du programme et après avis favorable du Comité de Projet, il peut être mis fin à la présente convention.

Un préavis de résiliation, d'une période de six mois est ainsi réalisé auprès des partenaires signataires.

11.3. Traitement des recours

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable entre elles.

A défaut, et préalablement à l'engagement de toute action contentieuse et sous réserves des dispositions prises au titre des articles précédents, les parties s'engagent à recourir à la médiation en application des articles L 213-1 du code de la justice administrative du différend qui les oppose et de saisir le président du **Tribunal administratif de Marseille** à l'effet d'organiser la mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en seront chargées.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la **juridiction de Tarascon.**

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Article 12. Signatures

Le 1er adjoint au Maire d'Arles Jean-Michel JALABERT	Le Maire de Tarascon Lucien LIMOUSIN	La Maire de Saint-Martin-de-Crau Séverine DELLANEGRA	Le Président de la Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue- Montagnette Patrick de CAROLIS	Le Préfet des Bouches-du-Rhône, Préfet de Région Provence-Alpes- Côte d'Azur Georges-François LECLERC Pour le Préfet La Sous-Préfète de l'arrondissement d'Arles
Par délégation de l'État pour les aides à la pierre de l'ANAH Le Président de la Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette Patrick DE CAROLIS	La Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône Martine VASSAL Martine VASSAL 29 DEC. 2025	Le Directeur régional de la Caisse des Dépôts Alexis ROUQUE BOUBAKEUR AIBOUT DIRECTEUR TERRITORIAL	La Présidente du Comité régional Action Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur Clarisse BAINVEL	Cécile LENGLET La Présidente de l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement 13 Judith DOSSEMONT ADIL des Bouches-du-Rhône Villa d'Este - 15, Avenue Robert Schuman CS 40530 - 13235 Marseille Cedex 02 Tél. : 04 96 11 12 00 - Fax : 04 96 11 12 01 SIRET : 444 149 045 00035 - APE : 8899 B
Le Président Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles Michel PECOUT	Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Stéphane PAGLIA	Le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Provence-Alpes-Côte d'Azur	La Vice-Présidente du Comité régional Action Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur Martine CORSO	

Signée le 2025

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

éléments de diagnostic complémentaires

- Diagnostic synthétique et enjeux, commission SCOT, 18 décembre 2023, AUPA 2023
- Diagnostic territorial, SCOT pays d'Arles, octobre 024, AUPA 2024
- Diagnostic socio-économique et écologique Arles Crau Camargue Montagnette, Contrat de relance et de transition écologique 2021-2026, ACCM 2021
- Actualisation du Projet de territoire 2024-2030, communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, Algoe-AUPA, mai 2024
- Programme Local de l'Habitat de Arles Crau Camargue Montagnette 2025-2030, diagnostic, AUPA 2024
- Programme Local de l'Habitat de Arles Crau Camargue Montagnette 2025-2030, programme d'action et fiches communales, AUPA 2024

ANNEXES

Annexe 1 : Conventions et programmes de référence : *confère lien de téléchargement*

-Projet de Territoire de la communauté d'agglomération d'ACCM 2024-2030

- 3 eme Programme Local de l'Habitat de la CA ACCM 2025-2030

- convention ACV Arles et avenants

-convention ACV Tarascon et avenant

-convention PVD Saint-Martin-de-Crau 2025

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

Annexe 2 : Tableau de synthèse des effets juridiques de l'ORT et extraits du cadre législatif

Tableau de synthèse des effets juridiques de l'ORT

Catégorie d'effets	Nom de l'effet	Description	Localisation		
			Ensemble de la commune	En secteur d'intervention de l'ORT	Hors d'un secteur d'intervention de l'ORT
Commerce	Simplification des projets d'implantation commerciale en centre-ville	L'ORT favorise le retour des commerces en cœur de ville, en exemptant d'autorisation d'exploitation commerciale (AEC) les projets s'implantant dans un secteur d'intervention incluant un centre-ville identifié par la convention d'ORT.		X (périmètre devant comprendre un centre-ville)	
Commerce	Droit de préemption urbain (DPU) renforcé et droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial	La signature d'une ORT ne modifie pas les conditions requises par le code de l'urbanisme pour la mise en place du DPU. Cependant, l'instauration de ce droit devant être motivée, la commune titulaire du droit, ou son concessionnaire, peuvent solidement s'appuyer sur le projet global de territoire devant être réalisé dans le cadre de l'ORT pour		X	

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

		justifier de son instauration, notamment le DPU renforcé.			
Commerce	Limitation du développement des grands commerces en périphérie des villes	Possibilité pour le préfet de suspendre « au cas par cas » l'enregistrement et l'examen en CDAC de nouveaux projets commerciaux en périphérie des secteurs d'intervention de l'ORT et situés dans les communes de l'EPCI signataire de la convention d'ORT ou dans un EPCI limitrophe, afin d'éviter qu'un projet commercial ne nuise aux actions de l'ORT.			X
Divers	ORT et services publics	Obligation d'information du maire et du président de l'EPCI six mois avant la fermeture d'un service public.	X		

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Petites villes de demain

LISTE DES FICHES ACTION

Ville de Saint-Martin-de-Crau

Fiche Action 1.1 : Opérer une stratégie foncière 2

Fiche action 1.2 Accompagner l'amélioration de l'habitat privé 3

Fiche action 1.3 : Renouvellement et requalification du Trident : études 8

Fiche action 2.1 : Accompagner la création d'une union commerciale et artisanale 9

Fiche action 2.2 : Recruter un manager de commerce De centre-ville 11

Fiche Action 2.3 : Constituer une base de données sur les locaux commerciaux 13

Fiche action 2.4 : Etude d'opportunité de création d'un outil de portage foncier de locaux commerciaux 14

Fiche action 2.5 : Etude de faisabilite de création d'un outil de protage foncier de Locaux commerciaux 16

Fiche action 2.6 : Poursuivre l'acquisition de cellules commerciales sur des emplacements stratégiques 18

Fiche action 2.7 : Mise en place d'un plan de soutien financier à la modernisation des commerces 20

Fiche action 2.8 : Soutenir les porteurs de projets innovants avec « Mon projet boutique » 22

Fiche action 2.9 : Développer une boutique « Place des Artisans » 24

Fiche action 2.10 : Développer un tiers-lieu intégrant potentiellement une vocation commerciale ou servicielle 26

Fiche action 2.11 : Définir un plan d'animations sur le marché (vendredi matin)..... 28

Fiche action 2.12 : Poursuivre et promouvoir le programme « Esprit client » 30

Fiche action 2.13 : Etablir un plan stratégique de digitalisation des activités commerciales et artisanales 32

Fiche action 2.14 : Valoriser le commerce de proximité dans la communication municipale et dans la politique d'achat de la commune..... 34

Fiche action 2.15 : Créer un livret d'accueil des commerçants valorisant le centre-ville et ses commerces 36

Fiche action 3 : Réflexion sur la requalification de l'avenue de la Républiques et la création d'une boucle urbaine à sens unique..... 38

Fiche action 4.1 : Modifier le PLU pour soutenir la diversité commerciale et répondre aux besoins de logements..... 40

Fiche action 4.2 : Aider à la rénovation des locaux commerciaux & promotion du dispositif « Mon projet de rénovation » 42

Fiche action 4.3 : Renforcer la signalétique en centre-ville et la micro-signalétique commerciale .. 44

Fiche action 4.4 : Réflexion sur la Création d'une balade éco-urbaine piéton-cycliste connectée à l'hypercentre 46

Fiche action 4.5 : Réflexion sur la Désimperméabilisation des parkings à 15 minutes du CV 48

Fiche action 4.6 : Réflexion sur le Renforcement de la trame verte et bleue..... 50

Fiche action 5.1 : Réflexion sur la Requalification de l'espace public aux abords de la poste..... 52

Fiche action 5.2 : Réflexion sur la Création d'une place « cœur-de-ville » à proximité des épis..... 53

Fiche action 5.3 : Réflexion sur la Reconversion du RDC vacant commercial du Trident et requalification de ses abords. 54

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 1.1

OPERER UNE STRATEGIE FONCIERE

Orientation stratégique	Optimiser le cadre d'intervention
Action nom	**Opérer une stratégie foncière pour répondre aux besoins en logements et locaux d'activité en lien avec l'objectif du ZAN**
Action n°	2.3
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette
Description de l'action	Saisir les opportunités d'acquisition de bien-fonds identifiés comme stratégiques pour structurer une réserve foncière par le biais de préemption, voire DUP loi Vivien en valorisant le renouvellement urbain, les mutations foncières et l'optimisation des dents creuses de l'enveloppe urbaine afin de réduire au maximum l'artificialisation des sols
Partenaires	ACCM, CCI PAYS D'ARLES, CMAR PACA, EPF PACA, CAUE
Dépenses prévisionnel/définitif	A définir
Plan de financement prévisionnel / définitif	A définir
Calendrier	Au fil de l'eau
Lien autres programmes et contrats territorialisés	Fabrique prospective, Nos territoires d'abord, PLH
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Evolution de la dureté foncière - Evolution du taux de vacance - Nombre de DIA et de préemption
Conséquence sur la fonction de centralité	-
Annexes	

FICHE ACTION N° 1.2

ACCOMPAGNER L'AMELIORATION DE L'HABITAT PRIVE

Orientation stratégique	Renforcer le renouvellement urbain et les logements qualitatifs
Action nom	Amélioration de l'habitat privé du périmètre PVD + secteur Mas Boussard
Action n°	1.1
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Nom de l'organisation : Arles Crau Camargue Montagnette *(ACCM)* Type de l'organisation : Communauté d'Agglomération
Description de l'action	**Diagnostic préalable et Etude pré-opérationnelle en 2023-2024 → Constats :** Le centre-ville de Saint-Martin de Crau *(périmètre PVD)*, majoritairement constitué de pavillons individuels, comporte cependant les bases d'un urbanisme attractif et durable en termes d'accessibilité aux commerces, aux services et équipements publics, aux mobilités douces, à la nature et aux espaces récréatifs. On trouve dans ce parc privé ancien ou semi récent, 3 760 logements dont 680 postérieurs à l'année 2 000, très peu de logements vacants, d'habitat indigne, et de copropriétés dégradées. La majeure partie de ce parc n'est pas éligible aux aides de l'Anah classiques *(propriétaires aux revenus modestes (M) et très modestes (TM))* par les seuls critères de ressources des ménages propriétaires *(majeure partie de propriétaires aux revenus intermédiaires (I) et supérieurs (S))*. Pour autant, les habitations des ménages les plus modestes doivent faire face à des besoins de travaux, comme en attestent les résultats des précédentes Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat *(OPAH)* de 2010 à 2018 *(60 dossiers déposés : 50 PO[1]TM, 5 POM et 5 PB[2])*. Par ailleurs, et malgré un effort particulier engagé sur la création de logements sociaux, la ville de Saint-Martin de Crau n'atteint pas encore la part de 25% fixée par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains *(SRU) (un peu moins de 20%)*. Enfin, le très faible taux de vacance et la saturation du marché locatif sont à la fois les signes d'un territoire attractif, mais aussi des points de blocage potentiels pour une collectivité locale souhaitant maîtriser l'évolution de son parc privé ancien *(production de logements conventionnés par exemple)*.

[1] PO : Propriétaire Occupant
[2] PB : Propriétaire Bailleur

	Les précédentes OPAH intercommunales *(de 2010 à 2018, 60 dossiers)*, ainsi que l'accompagnement des propriétaires en « diffus » *(depuis 2010, 39 dossiers)* confirment un réel besoin de travaux à Saint-Martin de Crau *(rénovations énergétiques, adaptation des logements à la perte d'autonomie, travaux sur bâti dégradé)*, notamment chez les propriétaires occupants très modestes *(75% des dossiers)*. Mais, confirment également, les limites des aides incitatives concernant les bailleurs : 4 dossiers en OPAH et 1 dossier en « diffus ». **Action : Accompagnement à l'amélioration de l'habitat privé à partir de 2025 pour 3 à 5 ans (*à définir)* →** ➢ **Objectifs :** Le parc privé potentiellement mobilisable, abstraction faite de l'état des immeubles et logements, peut être évalué à 3 080 logements environ dont : - 2 450 maisons environ - 630 logements collectifs environ Les enjeux principaux sur ce parc privé portent ainsi sur : - La mise en œuvre de programmes ambitieux de **rénovations énergétiques** sur le pavillonnaire comme sur les copropriétés fragiles. - Le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie par des **travaux d'adaptation** sur leur logement, ou sur les accès à leur logement. - La remise sur le marché de logements **locatifs conventionnés** pour garantir l'accès au logement aux ménages à faibles ressources. - L'accompagnement et l'aide aux **copropriétés fragiles** pour se structurer et engager des travaux d'amélioration et de rénovation énergétique. Ce projet d'amélioration de l'habitat privé du **périmètre** PVD de Saint-Martin de Crau + secteur Mas Boussard, en lien avec la stratégie de développement du parc social et en complémentarité avec les projets de redéploiement du cœur de ville et de redynamisation commerciale, doit permettre d'apporter les transformations nécessaires pour un centre-ville de mixité sociale, accessible et partagé, sobre et durable, du point de vue énergétique et environnemental, dans un environnement urbain apaisé et un cadre de vie attractif.
Partenaires prévisionnel/définitif	Partenaires prévisionnels envisagés, en sus de la maîtrise d'ouvrage ACCM : - ANAH *(AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT)* - ETAT - REGION SUD PACA - DEPARTEMENT 13 - VILLE DE SAINT-MARTIN DE CRAU - BANQUE DES TERRITOIRES
Dépenses prévisionnel/définitif	**En cours de définition**

	Les dernières réformes de l'Anah ont conduit ACCM et ses partenaires à ne plus s'orienter vers le dispositif d'amélioration de l'habitat privé, OPAH, pressenti pour le périmètre PVD de Saint-Martin de Crau + le secteur Mas Boussard ; les OPAH et les PIG n'entrant plus en vigueur à compter de septembre 2024. Cependant, une volonté d'accompagnement à l'amélioration de l'habitat privé du périmètre PVD + secteur Mas Boussard demeure ; notamment au travers d'un projet d'abondement spécifique d'ACCM dans les périmètres Opération de Revitalisation de Territoire *(ORT)* d'ACCM.
Plan de financement prévisionnel/définitif	**En cours de définition** Les dernières réformes de l'Anah ont conduit ACCM et ses partenaires à ne plus s'orienter vers le dispositif d'amélioration de l'habitat privé, OPAH, pressenti pour le périmètre PVD de Saint-Martin de Crau + le secteur Mas Boussard ; les OPAH et les PIG n'entrant plus en vigueur à compter de septembre 2024. Cependant, une volonté d'accompagnement à l'amélioration de l'habitat privé du périmètre PVD + secteur Mas Boussard demeure ; notamment au travers d'un projet d'abondement spécifique d'ACCM dans les périmètres Opération de Revitalisation de Territoire *(ORT)* d'ACCM. Dans ce contexte, la poursuite d'accompagnement des autres partenaires d'ACCM est à requestionner. Les autres financeurs des travaux estimés sont les propriétaires eux-mêmes ainsi que les dispositifs nationaux de type MaPrimeRénov' *(MPR)* et Certificats d'Economie d'Energie *(CEE)*. D'autres financements exceptionnels ou non quantifiables seront susceptibles d'être mobilisés sur certains projets comme les avantages fiscaux, les subventions Fondation Abbé Pierre *(FAP)* ou encore des préfinancements PROCIVIS.
Calendrier prévisionnel/définitif	1. Finaliser l'étude pré-opérationnelle — 2024 2. Comité technique — Juillet 2024 3. Comité de pilotage — Septembre 2024 4. Accompagnement de l'habitat privé du périmètre PVD + secteur Mas Boussard — 2025 pour 3 à 5 ans *(à définir)*
Lien autres programmes et contrats territorialisés	- En lien avec les études et les conclusions des études : commerce, centralité urbaine - En lien avec l'ORT, Action Cœur de Ville *(ACV) (Arles et Tarascon)*, Village d'Avenir *(VdA) (Boulbon, Saintes-Maries de la Mer, Saint-Pierre de Mézoargues)*, le Programme Local de l'Habitat *(PLH)* d'ACCM, le Contrat pour la Réussite de la Transition Ecologique *(CRTE)*
Indicateurs de suivi et d'évaluation	**Indicateurs de suivi, d'avancement** : - Nombre de contacts

	- Profil des propriétaires renseignés *(âge, situation familiale et professionnelle, ressources, domiciliation, primo-accédants, …)* - Nombre de logements/copropriétés visités - Nombre de dossiers/logements en cours - Nombre d'évaluations techniques et rapports présentés - Nombre de passoires énergétiques - Copropriétés : inscrites au Registre National des Copropriétés *(RNC)*, syndic *(bénévole, professionnel)*, dettes de charges, Règlement de Copropriété *(RC)*, Etat Descriptif de Division *(EDD)*, Diagnostic Technique Global *(DTG)*, Plan Pluriannuel de Travaux *(PPT)*, audit énergétique - Nombre de signalements d'habitat indigne - Avancement des actions coercitives : mises en demeure, arrêtés, injonctions, travaux d'office - Nombre de dossiers/logements PO - PB - COPRO, par thématique de travaux, engagés / réalisés / restant à réaliser - Spatialisation des prospects et dossiers - Volume des travaux engagés / réalisés / restant à réaliser - Nombre et qualification des dossiers ayant bénéficié d'une avance de subvention *(Anah)*, d'un acompte de subvention *(Anah)* - Typologie des logements réalisés - Points de blocages identifiés, difficultés rencontrées *(techniques, financières, administratives)* - Efficacité de la coordination des acteurs en charge de la réhabilitation et du relogement **Indicateurs d'évaluation, de résultat** : - Recensement des actions et solutions mises en œuvre, des dispositifs spécifiques ou innovants *(par exemple sur la sensibilisation des propriétaires, des locataires et des acteurs de l'habitat, sur la coordination du projet et des acteurs, …)* - Déroulement des chantiers, maîtrise des coûts, … - Nombre de recours à un maître d'œuvre - Evolution de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment - Nombre de sorties d'insalubrité notamment après arrêté préfectoral d'insalubrité, après résolution de situations à risque d'exposition au plomb, nombre de sorties de sécurité immeuble - Nombre de façades ravalées - Répartition des financements sollicités par financeur dont prêts complémentaires - Analyse du reste à charge des propriétaires - Ratio de transformation des contacts en visites et, des visites en dossiers - Exemples et détails d'opérations - Impact sur le marché immobilier *(niveau des transactions observées, des loyers avant et après travaux)* - Provenance des entreprises de travaux et équivalent emplois créés - Typologie des ménages réintroduits sur le périmètre opérationnel

	- Impact sur le cadre de vie et la vie sociale, évolutions sociales observées - Identification des opérations non-réalisées et raisons - Bilan spatial et qualitatif des dossiers de réhabilitation déposés, financés et réalisés
Conséquence sur la fonction de centralité	Ce projet d'amélioration de l'habitat privé du périmètre PVD de Saint-Martin de Crau + secteur Mas Boussard ne contribue pas directement au renforcement des fonctions de centralité du périmètre PVD, mais doit permettre, en complément des autres actions, d'en améliorer la qualité résidentielle de façon partagée en favorisant : - L'entretien et la sobriété énergétique des habitations des propriétaires occupants modestes et très modestes *(programmes de travaux onéreux sur des maisons individuelles)*, - Le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie, - L'accès au logement pour les ménages aux revenus modestes (loyers conventionnés), - La prévention de la dégradation des copropriétés semi-récentes peu ou pas structurées et fragiles.
Annexes	- PLH - Plan Local de l'Urbanisme *(PLU)* - Etude commerce - Etude centralité urbaine

FICHE ACTION N° 1.3

RENOUVELLEMENT ET REQUALIFICATION DU TRIDENT : ETUDES

Orientation stratégique	Renforcer le renouvellement urbain et augmenter l'offre de logements qualitatifs
Action nom	Renouvellement et requalification du trident : études d'opportunité et de faisabilité
Action n°	1.3
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Ville de Saint-Martin-de-crau
Description de l'action	L'îlot Trident immobilier, en proximité immédiate du cœur saint-martinois, identifié comme une copropriété dégradée prenant la forme d'une verrue urbaine qu'il convient de requalifier pour la partie habitat revêt un enjeu fort de réinvestissement pour rendre attractif le centre-ville et offrir une qualité de logement que ne présentent pas les logements existants (logements crées dans locaux tertiaires). L'identification du projet de requalification doit résulter – - d'une étude d'opportunité/capacité permettant de déterminer l'aspect règlementaire et la dureté foncière du site, procédure à suivre… - d'une étude de faisabilité proposant différents scenarii de programmation de restructuration du site et plan de fincancement
Partenaires	ACCM, EPF PACA, CAUE
Dépenses prévisionnel/définitif	A définir
Plan de financement prévisionnel / définitif	A définir
Calendrier	A définir
Lien autres programmes et contrats territorialisés	PLH
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Ordre de mission d'un bureau d'étude
Conséquence sur la fonction de centralité	- Amélioration du cadre de vie, résorption d'une verrue urbaine
Annexes	PLU

FICHE ACTION N° 2.1

CREATION D'UNE UNION COMMERCIALE ET ARTISANALE

Orientation stratégique	Optimiser le cadre d'intervention
Action nom	Accompagner la création d'une union commerciale et artisanale
Action n°	2.1
Statut	Finalisée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	ACCM
Description de l'action	Après plusieurs tentatives inabouties, la Ville de Saint-Martin-de-Crau n'est toujours pas dotée d'une association de commerçants et artisans. A l'échelle d'une ville comme Saint-Martin, une telle association doit remplir plusieurs rôles : - Être une force de propositions pour une meilleure adaptation de l'environnement urbain aux besoins de la fonction commerciale (accessibilité, stationnement, plan de circulation, voirie, aménagement urbain, sécurité…) - Être une force d'actions pour attirer et fidéliser les consommateurs, pour développer et dynamiser l'activité commerciale du centre-ville (animations commerciales, communication, développement d'un système de fidélité…) La constitution d'une union commerciale et artisanale doit aujourd'hui être favorisée dans le cadre du programme Petites Villes de Demain afin d'accompagner la Ville et ses partenaires dans la finalisation et la mise en œuvre d'une stratégie de dynamisation du centre-ville. Plusieurs signaux sont aujourd'hui encourageants : - Les ateliers organisés avant la crise sanitaire par l'ACCM, la CCI Pays d'Arles et la CMA PACA laissent à penser que la démarche est entendue, - Certains exploitant(e)s se sont déclaré(e)s intéressé(e)s soit directement soit par le biais de l'enquête réalisée en 2022, Dans le cadre de la communication à venir autour du programme PVD, de nouveaux ateliers commerçants et de nouvelles réunions d'information et de mobilisation doivent être organisées conjointement par les services de l'ACCM, les représentants des chambres consulaires et les élus de la Ville. Ces réunions doivent aboutir dans les mois à venir à la création d'une association réunissant le maximum d'exploitants locaux.

Partenaires	Commune de Saint-Martin-de-Crau, CCI PAYS D'ARLES, CMA PACA
Dépenses prévisionnel/définitif	
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	Organisation d'ateliers et de réunions d'information : 1S 2024 Objectif de dépôt des statuts : fin 2024
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Nombre de réunions organisées et nombre de participants - Rédaction des objectifs de l'association - Rédaction des statuts et création d'une association - Nombre d'adhérents
Conséquence sur la fonction de centralité	- Mobilisation des commerçants et artisans autour du projet de dynamisation - Anticipation des problématiques liées à la transmission de fonds de commerce - Communication avec les commerçants et les porteurs de projets - Mise en cohérence de l'action publique
Annexes	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 2.2

MANAGER DE CENTRE-VILLE COMMERCE

Orientation stratégique	Optimiser le cadre d'intervention
Action nom	Recruter un(e) manager de centre-ville commerce
Action n°	2.2
Statut	Finalisée
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	Afin de redynamiser le tissu économique et mettre en œuvre des actions de revitalisation économique du centre-ville, la ville de Saint-Martin-de-Crau souhaite recruter un manager de centre-ville et lui confier les missions suivantes : - Mettre en œuvre la stratégie de développement et dynamisation du commerce en centre-ville pour attirer de nouvelles activités et développer des actions de prospection et de négociation visant au maintien et développement du commerce de proximité, - Proposer un accompagnement adapté aux porteurs de projet pour répondre à leurs besoins notamment concernant la recherche de financements et/ou de locaux, - Piloter et encourager des actions collectives d'animation et d'événementiels, - Jouer un rôle d'interface entre la ville, les commerçants et leurs représentants, les partenaires consulaires et autres instances intervenant dans la vie du commerce et des services locaux, - Mener une politique dynamique et structurée de communication et de marketing du commerce autour du centre-ville, - Identifier les évolutions impactant le commerce local pour développer de nouveaux services à la clientèle et aux usagers, - Constituer, animer et coordonner l'observatoire du commerce, - Assurer le suivi administratif et financier des projets portés par la Ville.
Partenaires	Le(la) Manager travaillera en collaboration avec tous les acteurs concernés par la politique de dynamisation commerciale du centre-ville : services de la Ville, de l'ACCM et de l'Etat, chambres consulaires, commerçants, …
Dépenses prévisionnel/définitif	Si recrutement pour 1 ETP : Budget global de **110 000 € sur 2 ans** répartis comme suit : - Masse salariale : 100 000 € (90 %)

	- Fonctionnement & divers : 10 000 € (10 %) Le poste **pourra également être pourvu en interne** dans les effectifs de la commune.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : A définir
Calendrier	Objectif de création du poste : Janvier 2024 Objectif de prise de poste : Juin 2024 Échéance du contrat & Bilan avant éventuelle prolongation du dispositif : Juin 2026
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Création du poste Lancement du recrutement Réception et analyse des candidatures Poste pourvu
Conséquence sur la fonction de centralité	- Mobilisation des commerçants et artisans autour du projet de dynamisation - Mise en cohérence de l'action publique - Communication avec les commerçants et les porteurs de projets - Animation du centre-ville et du parcours marchand - Amélioration de l'image et de l'attractivité du territoire via la communication générée
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.3

BASE DE DONNEES SUR LES LOCAUX COMMERCIAUX

Orientation stratégique	Optimiser le cadre d'intervention
Action nom	Constituer une base de données sur les locaux commerciaux
Action n°	2.3
Statut	Validée
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	L'observatoire est l'outil indispensable de pilotage de l'action d'intervention publique opérationnelle en matière de locaux de commerce et de management de l'offre commerciale. Il procure à l'acteur public la connaissance à jour des situations afin de cibler et piloter l'intervention. Une première trame de recensement sera établie par le service urbanisme de la Ville de Saint-Martin-de-Crau sur la base des données disponibles auprès des partenaires institutionnels et du service SIG. L'action visera à terme à : - construire un outil d'information sur l'offre commerciale et les locaux de commerce du centre-ville de Saint-Martin-de-Crau, - assurer une mise à jour périodique des données (au fil de l'eau par le manager de commerce) par le biais d'échanges avec les partenaires, par le biais d'enquêtes périodiques et par le biais des informations recueillies au sein des DIA.
Partenaires	ACCM, CCI PAYS D'ARLES, CMA PACA
Dépenses prévisionnel/définitif	
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	Première trame de base de données : 2024 Mise en place de l'observatoire par le(la) manager : au fil de l'eau
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Production de la base de données - Actualisation régulière (a minima annuellement)
Conséquence sur la fonction de centralité	- Mise en cohérence de l'action publique - Prises de décisions en cohérence avec les caractéristiques du marché immobilier - Anticipation des problématiques liées à la transmission de fonds de commerce
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.4

OPPORTUNITE : OUTIL DE PORTAGE FONCIER DE LOCAUX COMMERCIAUX

Orientation stratégique	Diversifier et renforcer l'offre marchande
Action nom	Etude d'opportunité de création d'un outil de portage foncier de locaux commerciaux
Action n°	2.4
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette - ACCM
Description de l'action	En lien avec les actions engagées par les communes et la Communauté d'Agglomération, la CA ACCM souhaite bénéficier d'une étude afin : - de définir une stratégie qui justifie le besoin ou non d'un outil telle qu'une foncière selon une liste d'actifs immobiliers potentiels, - de connaître les différents types de foncière (SEM, SAS, SCI ...) et les engagements des collectivités pour chaque type de structure, - d'envisager les principes de financement de chaque solution, - de comprendre les avantages et inconvénients de chaque alternative pour la collectivité en termes de montage juridique et financier.
Partenaires	BANQUE DES TERRITOIRES
Dépenses prévisionnel/définitif	Budget étude : 20 000 € HT
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : A définir
Calendrier	Réalisation de l'étude : A définir
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Ordre de mission d'un cabinet Rapport de mission faisant état : - d'un périmètre potentiel d'action - d'une liste de biens cibles - des alternatives pour la collectivité

Conséquence sur la fonction de centralité	- Mise en cohérence de l'action publique - Prises de décisions en cohérence avec les caractéristiques du marché immobilier - Anticipation des problématiques liées à la transmission de fonds de commerce - Développement d'une offre immobilière nouvelle
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.5

FAISABILITE : OUTIL DE PORTAGE FONCIER DE LOCAUX COMMERCIAUX

Orientation stratégique	Diversifier et renforcer l'offre marchande
Action nom	Etude de faisabilité de création d'un outil de portage foncier de locaux commerciaux
Action n°	2.5
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette - ACCM
Description de l'action	En lien avec les actions engagées par les communes et la Communauté d'Agglomération et selon les conclusions de l'étude d'opportunité, la CA ACCM pourra s'appuyer sur des investigations complémentaires afin : - de définir les valeurs de marché des éléments de patrimoine de la future foncière, - de stabiliser les hypothèses de financement du projet : TRI cible, hypothèses de rémunération de quasi-fonds propres (avances en comptes courants associés), conditions pour le financement des projets, … - de définir les conditions de commercialisation, gestion locative et technique du patrimoine et les impacts sur le modèle de la foncière (estimation des coûts des prestations internalisées / externalisées) - de stabiliser les conditions de sortie des actifs du patrimoine : durée, estimation des prix en sortie, - de définir in fine le business plan prévisionnel de la foncière.
Partenaires	BANQUE DES TERRITOIRES
Dépenses prévisionnel/définitif	Budget étude : 20 000 € HT
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : A définir
Calendrier	Réalisation de l'étude : A définir
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Ordre de mission d'un cabinet

	Modélisation financière de la foncière (Coût total d'investissement, Modalités prévisionnelles de financement, Revenus locatifs attendus, Analyse de rentabilité sur l'horizon d'investissement retenu), Modélisation du business plan de la foncière (Compte de résultat, cash-flow prévisionnel, bilan, ratios financiers clés).
Conséquence sur la fonction de centralité	- Mise en cohérence de l'action publique - Prises de décisions en cohérence avec les caractéristiques du marché immobilier - Anticipation des problématiques liées à la transmission de fonds de commerce - Développement d'une offre immobilière nouvelle
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.6

ACQUISITION DE CELLULES COMMERCIALES SUR DES EMPLACEMENTS STRATEGIQUES

Orientation stratégique	Renforcer et diversifier l'offre marchande
Action nom	Poursuivre l'acquisition de cellules commerciales sur des emplacements stratégiques
Action n°	2.6
Statut	Validée
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	La mise en œuvre de l'action nécessite : - d'identifier les locaux stratégiques à acquérir, - d'identifier et de prendre contact avec les propriétaires ou les commercialisateurs. - d'identifier des porteurs de projet en lien notamment avec les partenaires (ACCM, CCI et CMA) Par la suite la commune s'engage à conserver le bien immobilier sur une durée à définir (possibilité de revente à horizon 10 ans par exemple) et à le louer pour des activités commerciales et/ou artisanales. En fonction du bien identifié, une action à l'échelle de l'immeuble pourrait être nécessaire en (re) développant alors potentiellement en étages des logements ou d'autres activités économiques (bureaux/professions libérales…).
Partenaires	ACCM, CCI PAYS D'ARLES, CMA PACA
Dépenses prévisionnel/définitif	L'estimation des biens à acquérir restera à affiner via une expertise immobilière à laquelle il faudra ajouter le moment venu les frais de notaire, les éventuels travaux de remise aux normes… Selon les cas de figure, l'immeuble entier pourrait être acquis intégrant l'activité en rez-de-chaussée et un ou logement en étage. L'acquisition de **3 cellules commerciales** à l'horizon 2028 est estimé ici à environ **450 000 €** (hors travaux, frais de notaires et frais annexes).
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : Ville de Saint-Martin-de-Crau : 100 % Ou Foncière de Redynamisation intercommunale le cas échéant (cf. action 3.1)
Calendrier	Premier bilan avant éventuelle prolongation de l'action : Juin 2026 Hypothèse de prolongation de l'action jusqu'en 2028

Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Acquisition des biens - Réalisation des travaux - Nombre d'activités commerciales pérennes ou temporaires hébergées - Nombre de cellules commerciales revendues / remises sur le marché
Conséquence sur la fonction de centralité	- Préservation de la fonction commerciale et artisanale du centre-ville - Préservation de la diversité de l'offre commerciale et artisanale - Mise en cohérence de l'action publique - Prises de décisions en cohérence avec les caractéristiques du marché immobilier - Développement d'une offre immobilière nouvelle / rénovée
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.7

PLAN DE SOUTIEN FINANCIER A LA MODERNISATION DES COMMERCES

Orientation stratégique	Renforcer et diversifier l'offre marchande
Action nom	Mise en place d'un plan de soutien financier à la modernisation des commerces
Action n°	2.7
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette - ACCM
Description de l'action	La rénovation d'enseigne ou de vitrines participe directement à l'attractivité commerciale d'un centre-ville et doit être soutenue. Un règlement d'intervention pourra le cas échéant fixer un secteur d'éligibilité et des taux d'aide différenciés par rue ainsi qu'un cahier des charges à respecter pour bénéficier de cette aide. A échéance du plan FISAC et en complément des dispositifs régionaux la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette envisage de développer un nouveau dispositif d'aide financière aux investissements des TPE, commerçants et artisans. Ces aides pourraient concerner les investissements de **rénovation des vitrines et des enseignes** mais également **soutenir la numérisation des commerçants et artisans**. Les conditions d'obtention de l'aide et le montant de la subvention devront être définis en lien avec les autres politiques mises en place par la Communauté d'Agglomération et ses partenaires. Pour chaque dossier retenu, la Ville de Saint-Martin-de-Crau pourra abonder la subvention à hauteur de 10 % des dépenses avec un maximum de 1 000 € par dossier.
Partenaires	Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, VILLE DE SAINT-MARTIN-DE-CRAU
Dépenses prévisionnel/définitif	Le budget global du dispositif ne peut être estimé à ce stade.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement ACCM – 100%
Calendrier	Objectif de mise en place : 2025 Fin du dispositif (phase 1) : 2026
Lien autres programmes et contrats territorialisés	

Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Nombre de commerces sollicitant un accompagnement - Nombre de commerces réhabilités - Niveau de subvention accordé par an
Conséquence sur la fonction de centralité	- Amélioration du cadre d'achat et de déambulation - Amélioration de l'image et de l'attractivité du territoire
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.8

SOUTENIR LES PROJETS INNOVANTS AVEC « MON PROJET DE BOUTIQUE »

Orientation stratégique	Renforcer et diversifier l'offre marchande
Action nom	Soutenir les porteurs de projets innovants avec « Mon projet boutique »
Action n°	2.8
Statut	Validée
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	« Mon projet de boutique » est un dispositif d'aide à la création et à l'installation de commerces pour la dynamisation des centres-villes et de villages cofinancés par la Région Sud PACA et BPI. Cette démarche partenariale permet aux entrepreneurs d'éprouver leurs concepts commerciaux en minimisant les risques grâce à des conditions d'installation idéales : - un loyer préférentiel pendant une période donnée (par exemple 6 mois), - un coaching personnalisé et des ateliers de formation, - un plan de communication presse ainsi qu'un accompagnement dans la démarche commerciale et l'agencement du magasin, - un accompagnement de suivi après l'installation. Un accompagnement sur-mesure est conçu en lien avec le réseau Initiative pour réunir toutes les conditions à une implantation pérenne.
Partenaires	REGION SUD, INITIATIVE PAYS D'ARLES, ACCM, CCI PAYS D'ARLES, CMA PACA
Dépenses prévisionnel/définitif	Adhésion au dispositif couvrant les frais de coaching et de communication : environ 3 000 €.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : Ville de Saint-Martin-de-Crau : 100 %
Calendrier	Le dispositif peut être adopté sur un local du patrimoine de la Ville dès 2023 après travaux (Maison Mousset, local Police) ou développé à moyen terme sur un local à acquérir ou à louer.
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Cellule portée par la collectivité et mise à disposition - Nombre de candidatures reçues - Nombre d'activités hébergées ou cellule revendue à l'exploitant

Conséquence sur la fonction de centralité	- Préservation de la fonction commerciale et artisanale du centre-ville - Préservation de la diversité de l'offre commerciale et artisanale - Soutien à l'entreprenariat local et au développement de concepts originaux
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.9

DEVELOPPER UNE BOUTIQUE « PLACE DES ARTISANS »

Orientation stratégique	Renforcer et diversifier l'offre marchande
Action nom	Développer une boutique « Place des Artisans »
Action n°	2.9
Statut	Finalisée
Niveau de priorité	
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette - ACCM
Description de l'action	« La Place des artisans » est un dispositif qui a été créé et expérimenté par ACCM, en partenariat avec la CMAR PACA. Il a permis l'ouverture en mars 2022 d'une boutique partagée en cœur de ville de Tarascon puis l'ouverture d'une nouvelle boutique en décembre 2022 en centre-ville d'Arles. Le dispositif permet de faciliter l'installation au démarrage de nouvelles activités artisanales en cœur de ville en proposant d'une part, des conditions d'implantation attractives (pas de droit d'entrée, loyer et charges modérées, plan de communication coordonné et visibilité de la boutique…) et d'autre part un accompagnement individuel et collectif sécurisé de la CMAR PACA pour une période maximale de 3 ans. Pour les artisans sélectionnés, le dispositif constitue une opportunité : - de tester leur projet d'implantation, la commercialité de leurs produits/services, - de bénéficier d'une visibilité complémentaire au sein d'une boutique partagée, - d'intégrer une démarche collective, tout en réduisant les risques (mutualisation des charges de loyer, partage d'outils type fichiers clients, …), - de consolider leur stratégie de développement et leurs compétences commerciales et de conforter par un accompagnement renforcé (stratégie commerciale, appui aux outils numériques, …). Il est intégré dans un réseau de boutiques partagées sur plusieurs villes du territoire bénéficiant d'une identité visuelle et un package d'outils de communication déclinables selon les villes : enseigne, vitrophanie, sacs, flyers, cartes de visite… Un local d'environ 30 m² a été identifié en vue d'accueillir le dispositif sur Saint-Martin-de-Crau. ACCM serait titulaire du bail commercial et sous-louerait les espaces ateliers à un panel de 5 à 8 artisans. Les artisans sélectionnés en accord avec la Ville signeront auprès d'ACCM un bail

	d'occupation temporaire individuel, pour trois ans maximums, avec un préavis d'un mois pour tout départ anticipé.
Partenaires	CMA PACA, VILLE DE SAINT-MARTIN-DE-CRAU
Dépenses prévisionnel/définitif	Pas de travaux envisagés. Dépenses d'occupation liées au bail commercial couvertes par les loyers versés par les artisans.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : ACCM : 100 %
Calendrier	L'action pourra être développée dès 2023.
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Cellule portée par la collectivité et mise à disposition - Nombre de candidatures reçues - Nombre d'activités hébergées
Conséquence sur la fonction de centralité	- Préservation de la fonction commerciale et artisanale du centre-ville - Préservation de la diversité de l'offre commerciale et artisanale - Soutien à l'entreprenariat local et au développement de concepts originaux
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.10

DEVELOPPER UN TIERS - LIEU

Orientation stratégique	Renforcer et diversifier l'offre marchande
Action nom	Développer un tiers-lieu intégrant potentiellement une vocation commerciale ou servicielle
Action n°	2.10
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	La Ville de Saint-Martin-de-Crau souhaite compléter l'offre proposée au sein du centre-ville avec des concepts innovants de tiers lieu, associant offre servicielle et potentiellement commerciale. Plusieurs sites sont à ce jour envisagés pour accueillir un tel concept (Maison de l'emploi; Espace Multimédias, ...) et d'autres locaux pourraient être identifiés en fonction de la nature du concept envisagé et des besoins liés en termes de surfaces, d'agencement voire d'équipement. Ce lieu ouvert à tous, devra par sa diversité, attirer les différents publics du territoire (enfants, familles, jeunes adultes, populations touristiques, seniors). Le site pourrait en effet accueillir : - un espace de travail partagé de type coworking, - un espace d'animation culturel et de conférences, - un espace de café voire de petite restauration, - un espace atelier et/ou un FabLab pour fabriquer et partager les savoir- faire, - un espace de vente par exemple en lien avec un projet de recyclerie... Le champ des possibles est large et une étude de programmation devra aider la Ville à définir les besoins et le meilleur emplacement pour travailler à un projet favorisant la dynamique locale. L'étude pourra aboutir à une préfiguration du projet et des financements mobilisables.
Partenaires	BANQUE DES TERRITOIRES, ACCM, Comité Communal de Concertation
Dépenses prévisionnel/définitif	Etude de programmation : 20 000 € (si AMO extérieure) En phase de mise en œuvre opérationnelle, les dépenses prévisionnelles restent à être estimée en fonction des résultats de l'étude
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : A approfondir (si AMO extérieure)

Calendrier	Reportée à 2025-2026
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Rapport d'analyse du contexte local et de préconisations de programmation
Conséquence sur la fonction de centralité	- Préservation de la diversité de l'offre commerciale et artisanale - Soutien à l'entreprenariat local et au développement de concepts originaux
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.11

DEFINIR UN PLAN D'ANIMATIONS

Orientation stratégique	Renforcer et diversifier l'offre marchande
Action nom	Définir un plan d'animations sur le marché (vendredi matin)
Action n°	2.11
Statut	Validée
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	La fréquentation d'un centre-ville tient beaucoup à sa capacité à créer des événements réguliers qui irriguent ensuite les commerces de proximité. Au-delà des événements culturels importants que la Ville accueille (fête votive, férias, ...) un plan d'animations doit être mis en place en lien avec les services de la Ville, les associations et les commerçants et visera à concevoir, réaliser et/ou coordonner des animations tout au long de l'année sur un emplacement dédié au sein du marché. Ces animations pourront être de nature variée : culinaire, culturelle et musicale, sportive, commerciale, loisirs etc... Des ateliers participatifs et des appels à projets pourront permettre d'assurer un certain niveau d'originalité et de créativité. Le pilotage des animations pourra être porté par les services de la Ville et par le(la) futur(e) manager. Cette action s'appuiera sur un budget d'animations spécifique à définir. Une partie significative des animations sera organisée en partenariat avec des associations locales et avec les commerçants.
Partenaires	ASSOCIATIONS, COMMERCANTS
Dépenses prévisionnel/définitif	Budget prévisionnel de 5 000 € par an
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : Ville de Saint-Martin-de-Crau : 100 %
Calendrier	- Définition du plan d'animations par les services de la Ville : au fil de l'eau
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Appel à projets auprès des associations - Nombre d'animations - Impact sur la fréquentation du marché et du centre-ville - Nombre d'articles / de posts relayant les animations

Conséquence sur la fonction de centralité	- Animation du centre-ville et du parcours marchand - Amélioration du cadre d'achat et de déambulation - Amélioration de l'image et de l'attractivité du territoire
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.12

PROGRAMME « ESPRIT CLIENT »

Orientation stratégique	Développer une communication positive autour de la dynamique commerciale
Action nom	Poursuivre et promouvoir le programme « Esprit client »
Action n°	2.12
Statut	Validée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	La Chambre de Commerces et d'Industrie du Pays d'Arles a initié le développement de l'opération « Esprit Client » qui consiste à proposer aux commerçants de centre-ville un accompagnement personnalisé pour améliorer l'attractivité et l'accueil au sein de leur établissement. L'opération s'appuie sur 3 étapes : Etape 1 : Sensibilisation et adhésion - Sensibilisation des établissements à l'intérêt de la démarche - Recueil des adhésions et remise du pack Esprit Client (Guide pratique sur l'accueil et vitrophanie) Etape 2 : Diagnostic et préconisations - Diagnostic commercial du point de vente en matière d'accueil, - Remise et analyse des résultats par un conseiller CCI - Echange sur la mise en œuvre des pistes d'amélioration (aménagement, outils, formation…) - Ateliers formation selon les besoins identifiés. Etape 3 : Communication - Réalisation de portraits (rédactionnel et photo) avec diffusion presse (support papier) et numérique (réseaux sociaux, sites commerçants, ville…) - Intégration des portraits sur le site web de la ville et dans la presse locale. Développé sur les communes du Pays d'Arles depuis plusieurs années, plusieurs commerçants de Saint-Martin-de-Crau ont déjà adhéré à la démarche. La présente action vise à prolonger et promouvoir cette initiative afin de donner lieu à une communication sur l'implication et la qualité d'accueil des commerçants du centre-ville de Saint-Martin-de-Crau. Selon cet objectif, la Ville prendrait en charge :

	- le remboursement des frais d'inscription et d'accompagnement pour les commerçants ayant souscrit à la démarche à partir de l'année 2023, - le remboursement des frais souscrits en 2022 par les commerçants concernés, - le remboursement des frais d'inscription et d'accompagnement pour les commerçants ayant bénéficié du programme « Mon projet de Rénovation » (cf. Action 2.1)
Partenaires	CCI PAYS D'ARLES
Dépenses prévisionnel/définitif	14 000 € sur la base d'une estimation de 30 établissements adhérant à la démarche : - Diagnostic des entreprises : 7 500 € HT (250 € l'unité) - Ateliers collectifs : 1 500 € HT - Communication (photos, portrait, …) 5 000 € HT
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : Ville de Saint-Martin-de-Crau : 100 %
Calendrier	- Sensibilisation / communication des exploitants : 2023 - Diagnostic et ateliers : 2024-2025 - Plan de communication : en cours
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Nombre de commerçants adhérents - Nombre de participants aux ateliers - Nombre d'articles / de posts relayant l'opération
Conséquence sur la fonction de centralité	- Formation / Gain de compétence des commerçants - Amélioration de l'image et de l'attractivité du territoire - Mobilisation des commerçants et artisans autour du projet de dynamisation
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.13

STRATEGIE DE DIGITILISATION DES ACTIVITES COMMERCIALES ET ARTISANALES

Orientation stratégique	Développer une communication positive autour de la dynamique commerciale
Action nom	Etablir un plan stratégique de digitalisation des activités commerciales et artisanales
Action n°	2.13
Statut	Validée
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	Le commerce digital est une tendance désormais fortement ancrée dans les habitudes des consommateurs et qui a été accentuée par la période de crise sanitaire liée au Covid19. Pour répondre à cette nouvelle demande et tirer profit de nouvelles opportunités pour le commerce de proximité, la Ville a d'ores-et-déjà développé une application pour smartphone et a prévu d'intégrer un onglet permettant le référencement de chaque commerçant et artisan de la commune. Si le développement d'une place de marché locale avec vente en ligne des produits ne semble pas correspondre aux besoins des exploitants, l'utilisation des outils digitaux (site web, page Facebook, compte Instagram, mailing, etc.) est très diversement utilisée. Afin de sensibiliser les exploitants et d'améliorer la visibilité de chacun, les chambres consulaires peuvent être mobilisées pour **réaliser un diagnostic numérique des commerces volontaires .** La démarche s'articule à partir d'un RDV avec un conseiller afin de réaliser un diagnostic sur l'utilisation des outils informatiques et de la communication numérique (visibilité, référencement, e-réputation…). Une fois l'analyse réalisée, le conseiller effectue une restitution auprès du chef d'entreprise en émettant des préconisations. Un document de synthèse est remis au chef d'entreprise. A l'issue de ce diagnostic, le chef d'entreprise pourra s'il le souhaite aller plus loin en participant à : - des ateliers numériques : tout au long de l'année, les ateliers permettent d'accompagner l'entreprise dans l'élaboration et dans la mise en œuvre de leur stratégie digitale - des formations adaptées à leurs besoins : réseaux sociaux, créer et gérer son site internet, améliorer son référencement …

	Il pourra également bénéficier d'un accompagnement de deux demi-journées pour mettre en place des actions concrètes identifiées dans le cadre du diagnostic (dispositif " Déclic numérique ")
Partenaires	CCI PAYS D'ARLES, CMA PACA
Dépenses prévisionnel/définitif	10 000 € sur la base d'une estimation de 20 établissements adhérant à la démarche : - Diagnostic des entreprises : 5 000 € HT (250 € l'unité) - Accompagnement personnalisé 5 000 € HT (500 € l'unité)
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement : Ville de Saint-Martin-de-Crau : 100 %
Calendrier	- Sensibilisation / communication des exploitants : 1S 2023 - Diagnostic et ateliers : 2S 2023 + 1S 2024
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Nombre de commerçants adhérents - Nombre de participants aux ateliers
Conséquence sur la fonction de centralité	- Amélioration du référencement des exploitants - Formation / Gain de compétence des commerçants - Amélioration de l'image et de l'attractivité du territoire - Mobilisation des commerçants et artisans autour du projet de dynamisation
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.14

VALORISER LE COMMERCE DE PROXIMITE

Orientation stratégique	Développer une communication positive autour de la dynamique commerciale
Action nom	Valoriser le commerce de proximité dans la communication municipale et dans la politique d'achat de la commune
Action n°	2.14
Statut	Finalisée
Niveau de priorité	
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	La valorisation du commerce de proximité dans la communication est un élément indispensable et cohérent avec l'objectif de redynamisation du commerce de proximité. L'action vise dans un premier temps à : - Publier des chroniques régulières sur le commerce dans le magazine municipal, - Publier des actualités sur l'application et les réseaux sociaux de la Ville : présentation des nouveaux commerces installés, rappel des investissements réalisés, des initiatives des commerçants, … - Intervenir régulièrement auprès des médias locaux et régionaux (presse, radios, …) pour préciser les animations et les actions engagées en faveur du commerce, - Valoriser le "consommer local, consommer artisanal" en lien avec la Charte de proximité que la commune a signée avec la CMA PACA et à travers l'utilisation du kit de communication dédié. Dans un second temps, la Ville s'engage à accompagner les actions de communication autour de la dynamique commerciale : - En relayant les communications de la future Union Commerciale et Artisanale (cf. action 1.5) - En soutenant une communication globale sur les commerçants adhérant au programme « Esprit Client » (cf. action 4.1) - En étudiant le subventionnement d'un plan de communication qui sera porté par la future UCA.
Partenaires	COMMERCANTS, ACCM, CCI PAYS D'ARLES, CMA PACA
Dépenses prévisionnel/définitif	Dépenses à définir en lien avec la future Union Commerciale et Artisanale selon les besoins manifestés

Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	Premières communications dès 2023. Soutien aux actions de la future UCA : à définir Communication sur le bilan de l'opération « Esprit Client » : 1S 2024
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Nombre d'articles / de posts publiés dans le magazine local - Nombre d'articles / de posts / d'interventions dans les médias - Budgétisation d'une subvention à la future UCA en vue d'un plan de communication
Conséquence sur la fonction de centralité	- Amélioration de l'image et de l'attractivité du territoire - Mobilisation des commerçants et artisans autour du projet de dynamisation
Annexes	

FICHE ACTION N° 2.15

CREER UN LIVRET D'ACCUEIL DES COMMERCANTS

Orientation stratégique	Développer une communication positive autour de la dynamique commerciale
Action nom	Créer un livret d'accueil des commerçants valorisant le centre-ville et ses commerces
Action n°	2.15
Statut	En cours
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	Le « livret d'accueil des commerçants » permettra de réunir dans un document unique distribué aux exploitants ; - une présentation des élues et des services municipaux en identifiant les coordonnées des personnes ressources, - une présentation synthétique de la stratégie de dynamisation commerciale du centre-ville, - les règles administratives à connaître lors de l'installation, l'aménagement ou la cession d'un établissement commercial et son fonctionnement, - les règles liées au Règlement Local de Publicité et les éléments de la Charte esthétique d'aménagement des devantures commerciales (cf. étude CAUE 2022), - les subventions possibles pour les porteurs de projet. Ce livré sera édité à 500 exemplaires et distribué aux exploitants et aux porteurs de projets.
Partenaires	ACCM, CCI PAYS D'ARLES, CMA PACA
Dépenses prévisionnel/définitif	1 200 € pour l'édition d'un livret format magazine de 40 pages en 500 exemplaires
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	- Validation de la stratégie : Avril 2023 - Rédaction des composantes du livret : en cours - Publication et Distribution aux commerçants : a définir
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Nombre de magazines publiés - Nombre de magazines distribués

Conséquence sur la fonction de centralité	- Communication avec les commerçants et les porteurs de projets - Formation / Gain de compétence des commerçants - Mobilisation des commerçants et artisans autour du projet de dynamisation
Annexes	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 3

REFLEXION SUR LA REQUALIFICATION DE L'AVENUE DE LA REPUBLIQUE ET LA CREATION D'UNE BOUCLE URBAINE A SENS UNIQUE

Orientation stratégique	Concilier les différents modes de déplacement
Action nom	Réflexion sur la requalification de l'avenue de la République et la création d'une boucle urbaine à sens unique et partagée (entre l'avenue de la République, l'Avenue de Plaisance et la Rue Alphonse Daudet)
Action n°	3
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau Commune
Description de l'action	La commune souhaite mettre en place une boucle urbaine à sens unique entre les voies de l'Avenue de la République, l'Avenue de Plaisance et la Rue Alphonse Daudet selon les principes suivants : - Concernant l'avenue de la République : réduction de la voirie, mise en place de signalétique adaptée (verticale avec panneaux, horizontale avec place de parkings, mobilité douce, installation de mobilité douce) - Pour l'avenue de Plaisance : en lien avec le projet de l'auberge des Epis et le projet du secteur « des Saules » avec réduction de la voirie, revoir la signalétique (verticale avec panneaux, horizontale avec place de parkings et mobilité douce) - Au sujet de la Rue des Gardians : conservation du sens unique actuel de l'avenue de la république à l'avenue de plaisance avec la mise en place d'une signalétique adaptée (verticale avec panneaux, horizontale avec place de parkings et mobilité douce) - Rue Alphonse Daudet : réduction de la voirie et adaptation de la signalétique (verticale avec panneaux, horizontale avec place de parkings et mobilité douce) La mise en place de circulations à sens unique a pour but de désengorger le trafic routier en lien avec le projet du contournement d'Arles, cela permettra à termes de renforcer la sécurité des utilisateurs piéton et vélo et de fluidifier le trafic. (cf l'étude du schéma de circulation mobilité du CEREMA).

	L'action porte aussi sur la requalification de l'avenue de la République en zone de partage par la création d'une zone partagée entre les modes de déplacement doux et les utilisateurs voitures. La requalification de l'avenue permettra à termes : - Réduire la vitesse des automobilistes par la mise en sens unique - Favoriser et sécuriser les modes de déplacements doux (marche, vélo) en conservant une partie de stationnement (voitures, livraison, places handicapés, convoyeur de fonds) - Renforcer l'offre de stationnement en mobilité douce (arceaux vélos) - Favoriser la mise en valeur des commerces et restaurants - Améliorer l'ambiance paysagère - Désimperméabiliser certaines surfaces (stationnement, pieds d'arbres).
Partenaires	Cerema ; ANCT ; Département ;
Dépenses prévisionnel/définitif	L'avenue de la République de 360 ml à 2180 €/m² pour un coût total de 785 000 € L'avenue de Plaisance de 350 ml à 1945 €/m² pour un coût total de 700 000 € Rue des Gardians de 125 ml à 1430 €/m² pour un coût total de 186 000 € Rue Alphonse Daudet de 370 ml à 1900 €/m² pour un coût total de 684 000 € Soit un total de traitement de 1205 ml à 2 355 000 €. Les travaux hors études sur la requalification de l'avenue de la République en zone partagée se porteront sur 360 ml à 2180 €/m² soit un coût total de 785 000 €
Plan de financement prévisionnel / définitif	Non connu
Calendrier	Non connu
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Baisse de la vitesse moyenne Fréquentation des modes doux
Conséquence sur la fonction de centralité	La diminution de la vitesse des véhicules et leur fréquentation pourra permettre de rendre le centre-ville plus praticable et agréable.
Annexes	

FICHE ACTION N° 4.1

MODIFICATION DU PLU

Orientation stratégique	Aménager la ville à l'image d'un pôle qualitatif
Action nom	Modifier le PLU pour soutenir la diversité commerciale et répondre aux besoins de logements
Action n°	4.1
Statut	Engagée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	La modification du PLU permettra l'intégration d'une distinction et d'une précision au sein du linéaire commercial déjà identifié. • le linéaire renforcé visera au renforcement de l'animation commerciale et au maintien d'une diversité de commerces en centre-ville. Pour les locaux situés en rez-de-chaussée des rues identifiées au document graphique, seules seront autorisées les sous-destinations artisanat et commerce de détail, de restauration ou d'hébergement hôtelier. • le linéaire « toutes activités » visera au maintien et au développement d'activités en rez-de-chaussée sur les périmètres identifiés. Pour les locaux situés en rez-de-chaussée des rues identifiées les sous-destinations artisanat et commerce de détail, restauration, hébergement hôtelier et activités de services sont autorisées. Les activités de commerce de gros ne sont pas autorisées. La Ville a pris attache avec l'AGAM (Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise) afin de bénéficier de ses conseils sur cette question et de définir : • Si cette évolution du PLU peut intégrer la modification en cours (enquête publique prévue en juin 2023), • Si cette évolution pourra faire l'objet d'une modification simplifiée ou d'une autre procédure le cas échéant, • Si cette évolution devra être intégré à la révision du PLU qui devra être opérée ans les années à venir. Un bureau d'études tiers pourra travailler à l'intégration des prescriptions dans le cadre d'une nouvelle modification.
Partenaires	BUREAU D'études si modification
Dépenses prévisionnel/définitif	

Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	Note de l'AGAM produite au 1T 2023 Si cette évolution peut être intégrée à la modification en cours, elle pourra être applicable en janvier 2024.
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Modification effective du PLU. Arrêt du développement de nouvelles activités de services (agence) en remplacement d'activités commerciales ou artisanales en centre-ville et particulièrement sur les linéaires stratégiques (Rue de la République)
Conséquence sur la fonction de centralité	- Préservation de la fonction commerciale et artisanale du centre-ville. - Préservation de la diversité de l'offre commerciale et artisanale.
Annexes	

FICHE ACTION N° 4.2

ACCOMPAGNER LA RENOVATION DES LOCAUX COMMERCIAUX

Orientation stratégique	Aménager la ville à l'image d'un pôle qualitatif
Action nom	Accompagner la rénovation des locaux commerciaux & promotion du dispositif « Mon projet de rénovation »
Action n°	4.2
Statut	Validée
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	Le dispositif "Mon projet de rénovation" de la Région vise à soutenir l'installation et le développement des commerces afin de redynamiser les centres-villes. Le dispositif s'inscrit dans l'ambition du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation 2022-2028. Ce dispositif s'adresse aux artisans, commerçants ou entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en phase de création ou de développement exerçant une activité de vente de biens ou de services au moins 8 mois par an dans un établissement accueillant du public et sur certains périmètres ciblé – dont la commune de Saint-Martin-de-Crau fait partie. Un certain nombre de critères doivent être remplis (adresse de l'établissement, activité, niveau de chiffre d'affaires pour les entreprises créées depuis plus d'1 an, ne pas se trouver en procédure de sauvegarde). Le dispositif finance une partie de l'installation ou du développement des entreprises de centre-ville. Les projets retenus concernent des nouveaux investissements amortissables dont le montant unitaire ou celui d'un lot regroupé considéré comme un tout dépasse 500 € HT. Sont pris en compte notamment les travaux de second œuvre, le matériel professionnel, les biens d'équipements. Une bonification d'aide pourra être attribuée pour les dépenses d'investissement répondant à des critères environnementaux L'intervention financière de la Région prend la forme d'une subvention d'investissement, d'un montant compris entre 2 000 € et 5 000 €. L'aide correspond à 40% des dépenses éligibles déterminées à partir des factures acquittées présentées lors du dépôt de la demande et datées de moins de 6 mois. Le taux d'intervention de la Région peut être majoré de 10% pour les dépenses éligibles (soit jusqu'à 50%) pour les dépenses d'investissement répondant à des critères environnementaux.

	Sur le périmètre de centre-ville et sur la période 2024 – 2026, pour chaque dossier retenu par la Région, la Ville de Saint-Martin-de-Crau pourra abonder la subvention à hauteur de 5 % des dépenses avec un maximum de 1 000 € par dossier. Ce montant pourrait financer des travaux supplémentaires et/ou un accompagnement complémentaire des chambres consulaires (prenant la forme soit d'une aide directe aux entreprises accompagnées par les chambres consulaires, soit d'une aide de la commune pour l'activation des dispositifs d'appui). Il pourrait ainsi être financé une intervention de la CCI ou de la CMA à travers l'activation du dispositif « Mon Projet d'Entreprise » mobilisant un parcours d'accompagnement dédié aux entrepreneurs.
Partenaires	Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, CCI PAYS D'ARLES, CMA PACA
Dépenses prévisionnel/définitif	- Estimation de 3 boutiques retenues par an par la Région Hypothèse de 5 000 € de subvention par dossier accordés par la Région + 1 000 € de subvention par dossier accordés par la Ville Soit 9 000 € de subvention sur 3 ans (3 000 € par an) accordés par la Ville (en complément par hypothèse des 60 000 € accordés par la Région sur la même période)
Plan de financement prévisionnel / définitif	Plan de financement (complément de la subvention Région) Ville de Saint-Martin de Crau – 100%
Calendrier	Objectif de mise en place : 2025-2026 Bilan avant éventuelle prolongation du dispositif : 2026
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Nombre de commerces sollicitant un accompagnement - Nombre de commerces réhabilités - Niveau de subvention accordé par an
Conséquence sur la fonction de centralité	- Amélioration du cadre d'achat et de déambulation - Amélioration de l'image et de l'attractivité du territoire
Annexes	

FICHE ACTION N° 4.3

RENFORCER LA SIGNALETIQUE

Orientation stratégique	Aménager la ville à l'image d'un pôle qualitatif
Action nom	Renforcer la signalétique en centre-ville et la micro-signalétique commerciale
Action n°	4.3
Statut	Validée pour la micro-signalétique commerciale En projet pour la signalétique en centre-ville
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	La commune de Saint-Martin-de-Crau souhaite mettre en place une signalétique claire permettant la sécurisation des différents modes de déplacement et le référencement des commerces par le biais de du renouvellement de la signalétique générale et de micro signalétique en place sur la commune doit être rénové et renforcé afin de répondre aux besoins de signalisation et de promotion des activités économiques locales. Dans le cadre de la concession en place, la Ville va veiller au renouvellement du mobilier dans le cadre d'une proposition répondant à la fois à un coût accessible au commerce de proximité et répondant aux exigences esthétiques qualifiant le domaine public. Techniquement, un nouveau matériel sera proposé aux exploitants garantissant la lisibilité et répondant aux normes en vigueur. En lien et selon les conclusions à venir de l'étude urbaine, la ville souhaite : - guider et donner envie d'entrer en centre-ville incitant ainsi sa fréquentation vers les points d'intérêt et les commerces, - favoriser le confort du piéton et la déambulation à pied par une signalétique dédiée, - guider le chaland vers les parkings véhicules principaux pour répondre à une stratégie raisonnée en termes de mobilité. En ce sens, l'étude de centralité urbaine devra préciser les besoins et la « boite à outils » adaptée en mettant en évidence - les principes, les contenus et le design de la signalétique - les lieux d'implantation de la nouvelle signalétique
Partenaires	Aucun sur la partie micro-signalétique commerciale Comité communal de concertation sur la signalétique de centre-ville

Dépenses prévisionnel/définitif	Micro-signalétique commerciale : Dépenses intégrées au contrat de concession Publicité à la charge de chaque exploitant Signalétique en centre-ville : Volet « Etude » pris en charge dans le cadre de l'étude urbaine planifiée dans la Convention. Budget mise en œuvre opérationnel prévisionnel : A approfondir *Les dépenses prévisionnelles restent à être estimées en fonction du déploiement définitif.*
Plan de financement prévisionnel / définitif	
Calendrier	Micro-signalétique commerciale : en cours Signalétique centre-ville : Réalisation de l'étude : 2024-2025 Mise en œuvre opérationnelle : 2025-2026
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Rapport de diagnostic sur la signalétique locale Mise en œuvre des travaux d'installation d'une nouvelle signalétique
Conséquence sur la fonction de centralité	- Amélioration du cadre d'achat et de déambulation - Amélioration de l'image et de l'attractivité du territoire - Amélioration du référencement des exploitants
Annexes	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 4.4

REFLEXION SUR LA CREATION D'UNE BALADE ECO-URBAINE

Orientation stratégique	Reconnecter les habitants et les touristes à Trame Verte et Bleue
Action nom	Création d'une balade éco-urbaine piéton-cycliste connectée à l'hypercentre
Action n°	4.4
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	Le projet vise à créer une balade éco-urbaine à destination des piétons et cyclistes portant sur le périmètre élargi PVD et sur l'hypercentre de la commune. L'objectif est de pouvoir faire découvrir l'identité culturelle, artistique et naturelle au travers des modes de déplacement doux. L'action porte également des objectifs plus larges : - Créer des balades sur la trame verte et bleue pour inciter les utilisateurs à arpenter le territoire - Améliorer la lisibilité en termes de déplacement - Supprimer les ruptures de chemin et voirie accidentogènes En détails, les rues et avenues concernés sont listés ci-dessous : - Rue Alphonse Daudet : amélioration de l'ambiance paysagère en mettant en place un revêtement perméable, une ambiance de fraicheur, des plantations et des marquages - Avenue des flamants roses : inciter les utilisateurs voitures à ralentir par la mise en place d'une signalétique adaptée et développer les voies cyclables et piétonnes - Rue des Amandiers : intégration d'une voie cyclable et piétonne - Rue du chêne vert : intégration d'une voie cyclable et piétonne - Canal de la Roubine chapelette : amélioration de l'ambiance paysagère par la mise en place d'un revêtement perméable, une ambiance de fraicheur, des plantations et des marquages - Fin du canal de la Roubine chapelette : amélioration de l'offre de repos sur cet espace en mettant en place des tables, bancs et plantations - Avenue César Bernaudon : amélioration de l'ambiance paysagère (plantation en strate basse).

	- Avenue Jean Jaurès : intégration d'une voie cyclable et piétonne et amélioration de l'ambiance paysagère par des plantations - Avenue Saint Roch : amélioration des déplacement en modes doux par la mise en place d'un marquage et d'une signalétique - Avenue Léon Blum : création de pistes cyclables assorties de marquages et signalétiques adaptées, mise en sécurité des pistes cyclables avec le giratoire, incitation des utilisateurs voitures à ralentir par une nouvelle signalétique. - Avenue du Foirail : création des pistes cyclables assorties de marquages et signalétiques, mise en sécurité des pistes cyclables avec le giratoire, incitation des utilisateurs voitures à ralentir par une nouvelle signalétique.
Partenaires	DREAL ; Cerema ; Département ; Communauté d'Agglomération
Dépenses prévisionnel/définitif	Rue Alphonse Daudet : 70 ml à 543 € le ml avec un coût total de 38 000 € HT Avenue des flamants roses : 788 ml à 60 € le ml avec un coût total de 47 000 € HT Rue des Amandiers : 166 ml à 31 € avec un coût total de 5 000 € HT Rue du chêne vert : 117 ml à 30 € avec un coût total de 3 500 € HT Canal de la Roubine chapelette 510 ml à 542 € le ml avec un coût total de 276 000 € Fin du canal de la Roubine chapelette 226 ml à 350 € avec un coût total de 79 000 € Avenue César Bernaudon 480 ml à 61 € avec un coût total de 29 000 € Avenue Jean-Jaurès 471 ml à 60 € avec un coût total de 28 000 € Avenue Saint-Roch 606 ml à 30 € avec un coût total de 18 000 € Avenue Léon Blum 467 ml à 60 € avec un coût total de 28 000 € Avenue du Foirail 509 ml à 61 € avec un coût total de 31 000 € Soit 4,4 km chiffrés sur les 10 km concernés.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Non connu
Calendrier	Non connu
Lien autres programmes et contrats territorialisés	Non connu
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Fréquentation piétonne et mode doux de la balade éco-urbaine
Conséquence sur la fonction de centralité	- Renforcement de l'attrait de la centralité - Augmentation du passage en centre-ville - Apaisement du centre-ville
Annexes	

FICHE ACTION N° 4.5

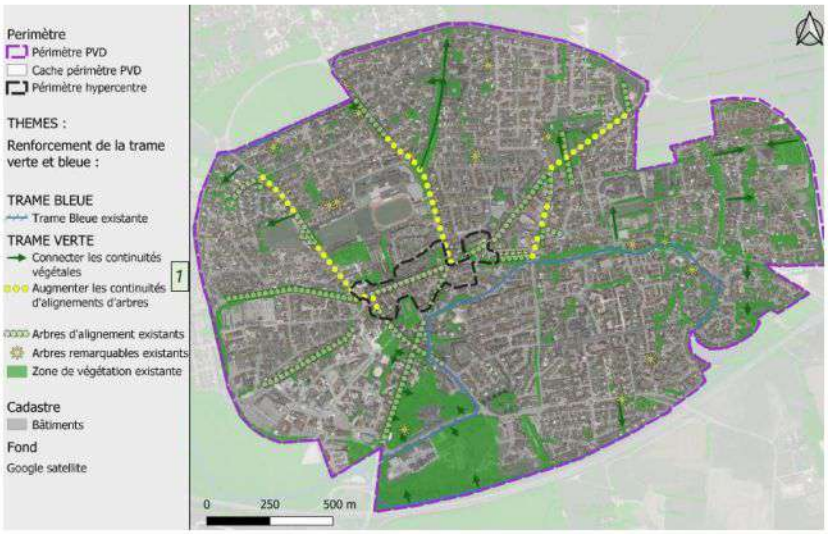
REFLEXION SUR LA DESIMPERMEABILISATION DES PARKINGS

Orientation stratégique	Renaturation et lutte contre les îlots de chaleur
Action nom	Désimperméabiliser les parkings à 15 minutes du CV
Action n°	4.5
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maitre d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau
Description de l'action	L'objectif de l'action est de désimperméabiliser les parkings à 15 minutes à pied de l'hypercentre afin de limiter les pollutions, favoriser les mobilités douces, améliorer l'infiltration de l'eau et l'ambiance paysagère. Les parkings concernés sont les suivants : - Sporting club, Jean Moulin, Mairie, Brassens : conservation du nombre de stationnement, installation de mobilier cyclables, - désimperméabilisation (pieds d'arbres, place), signalétique, végétalisation (strate basse) - Stade des Alpilles, Trident, écomusée, rue des arènes : conservation du nombre de stationnement, installation de mobilier cyclables, dés imperméabilisation (pieds d'arbres, place), signalétique, végétalisation (strate haute et basse) - Boulodrome : signalétique au sol légère pour dessiner des places et végétalisation en bordure (strate haute) - Arènes : signalétique au sol légère pour dessiner des places - Chêne vert : conservation du nombre de stationnement, installation de mobilier cyclables, dés imperméabilisation (pieds d'arbres, place) et signalétique.
Partenaires	Cerema ; DREAL ; Banque des Territoires (prêts) ; ANCT
Dépenses prévisionnel/définitif	Les travaux hors étude ont été estimés comme suit : ▪ Sporting Club : 3 915 m² à 86 €/ m² soit un coût total de 335 000 € ▪ Stade des Alpilles : 3 660 m² à 87 €/ m² soit un coût total de 315 000 € ▪ Trident : 3 486 m² à 81 €/m² soit un coût total de 280 000 € ▪ Jean Moulin : 5 459 m² à 90 € soit un coût total de 486 000 € ▪ Mairie : 5 450 m² à 84 € soit un coût total de 454 000 € ▪ Brassens : 1 842 m² à 83 € soit un coût total de 152 000 € ▪ Eco-musée : 1 560 m² à 85 € soit un coût total de 132 000 € ▪ Rue des Arènes : 626 m² à 88 € soit un coût total de 55 000 € ▪ Boulodrome : 2 058 m² à 90 € soit un coût total de 184 000 € ▪ Arènes : 1 361 m² à 90 € soit un coût total de 122 000 €

	▪ Chêne vert : 891 m² à 85 € soit un coût total de 75 000 € Au total, le projet prévoit de 30 308 m² pour un coût total de 2 590 000 €.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Non connu
Calendrier	Non connu
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Baisse du phénomène de ruissellement des eaux pluviales - Réduction du phénomène d'ilot de chaleur urbaine - Fréquentation cyclable
Conséquence sur la fonction de centralité	- Confort de stationnement - Confort de déambulation en centre-ville - Renforcement de l'accessibilité au centre-ville
Annexes	

FICHE ACTION N° 4.6

REFLEXION SUR LE RENFORCEMENT DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

Orientation stratégique	Renaturation et lutte contre les îlots de chaleur
Action nom	Renforcement de la trame verte et bleue
Action n°	4.7
Statut	En projet
Niveau de priorité	Median
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau Commune
Description de l'action	Le projet vise principalement à reconnecter les habitants et touristes de la commune à la trame bleue et verte sur le périmètre élargi PVD et sur l'hypercentre de la commune. L'action porte également des objectifs plus larges qui sont : - La lutte contre les îlots de chaleur urbains en créant de nouveaux espaces verts - Le renforcement de la biodiversité par un entretien raisonné et adapté (arrosage, taille, tonte) - La préparation du territoire au climat de demain - L'amélioration de l'attractivité de la commune en soignant une ambiance paysagère et en optant pour un apaisement des mobilités  La traduction de cette action se traduira par la mise en œuvre :

	- d'un plan de végétalisation arborée et arbustive permettant d'apporter du végétal aux habitants, de lutter contre les îlots de chaleur urbains, augmenter la biodiversité et améliorer l'ambiance paysagère. - d'un un plan de gestion différenciée visant un entretien des espaces verts raisonné permettant de réduire les coûts d'entretien, réduire les consommations d'eau liées à l'arrosage et augmenter également la biodiversité. - La desimperméalisation et la végétalisation des pieds d'arbres, permettant de favoriser l'infiltration de l'eau réduisant ainsi les risques d'inondation, l'augmentation de la biodiversité et l'amélioration des ambiances paysagères.
Partenaires	Cerema ; DREAL ; Office Français de la Biodiversité ; Région
Dépenses prévisionnel/définitif	- Le plan de végétalisation arborée et arbustive est estimé autour de 30 000 € HT (études hors travaux). - Le plan de gestion différenciée – entretien des espaces verts raisonné est estimé autour de 32 000 € HT (études hors travaux) - Enfin, la désimperméabilisation et la végétalisation des pieds d'arbres sont estimées à 300 €/ m².
Plan de financement prévisionnel / définitif	Non connu
Calendrier	Non connu
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Etat avant/après, Avancement des aménagements, Inventaire de biodiversité
Conséquence sur la fonction de centralité	Augmentation de la biodiversité et de l'attrait paysager Confort de déambulation piétonne en ville
Annexes	

FICHE ACTION N° 5.1

REFLEXION SUR LA REQUALIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC AUX ABORDS DE LA POSTE

Orientation stratégique	Aménager de nouveaux lieux de centralité à proximité des linéaires marchands
Action nom	Réflexion sur la Requalification de l'espace public aux abords de la poste
Action n°	5.1
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau Commune
Description de l'action	L'objectif de l'action est de créer un lien commercial et convivial entre l'avenue de la République et la halle. Les objectifs annexes sont les suivants : - Favoriser les mobilités douces - Améliorer l'ambiance paysagère - Conserver un accès aux véhicules essentiels (poste, halle, livraison)
Partenaires	Communauté d'Agglomération ; ANCT ; Banque des Territoires (prêts, ingénierie)
Dépenses prévisionnel/définitif	La surface à traiter est de 1 070 m² à 80 € avec un coût total de 84 700 €.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Non connu
Calendrier	Non connu
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Gain de fréquentation
Conséquence sur la fonction de centralité	Amélioration de l'attrait paysager d'un espace central Renforcement de l'accessibilité aux alentours de la poste
Annexes	

FICHE ACTION N° 5.2

REFLEXION SUR LA CREATION D'UNE PLACE CŒUR-DE-VILLE

Orientation stratégique	Aménager de nouveaux lieux de centralité à proximité des linéaires marchands
Action nom	Réflexion sur la création d'une place « cœur-de-ville »
Action n°	5.2
Statut	En projet
Niveau de priorité	Médian
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau Commune
Description de l'action	L'objectif de l'action est de créer une place type cœur de ville pour inciter les habitants à pratiquer l'hypercentre en mobilité douce, créant ainsi un maillage avec l'Avenue de Plaisance et le projet de l'auberge des Epis. Cette action permettrait de créer du lien entre les habitants, d'améliorer l'offre de commerces, d'améliorer la visibilité des commerçants et de favoriser les mobilités douces.
Partenaires	Communauté d'Agglomération ; ANCT ; Banque des Territoires (prêts, ingénierie)
Dépenses prévisionnel/définitif	Les travaux hors études s'étendent sur 3376 m² à 75 €/ m² soit un coût total estimé de 253 080 € HT.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Non connu
Calendrier	Non connu
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Rédaction du cahier des charges, sélection d'une maitrise d'œuvre, respect du calendrier, écart des coûts, livraison des travaux - Taux de fréquentation
Conséquence sur la fonction de centralité	- Création d'une place au cœur-de-ville - Augmentation de la fréquentation du centre-ville - Confort de déambulation et de fréquentation de l'espace public
Annexes	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Petites villes de demain

FICHE ACTION N° 5.3

RECONVERSION DU RDC DU TRIDENT ET REQUALIFICATION

Orientation stratégique	Maintenir les services de proximité en centre-ville
Action nom	Reconversion du RDC vacant commercial du Trident et requalification de ses abords.
Action n°	5.4
Statut	En projet
Niveau de priorité	Fort
Maître d'ouvrage	Commune de Saint-Martin-de-Crau Commune
Description de l'action	L'objectif de l'action est de renouveler l'offre de logement et /ou de commerces en rez-de-chaussée, en lien avec l'EPF PACA en partage foncier. Cette action s'étendrait sur le périmètre PVD. Elle permettrait de renforcer l'offre commerciale et/ou l'offre de logement et d'améliorer l'ambiance paysagère.
Partenaires	Banque des Territoires ; Communauté d'Agglomération ; ANCT ; CCI ; CMA
Dépenses prévisionnel/définitif	Les dépenses prévisionnelles sont à définir avec l'EPF PACA.
Plan de financement prévisionnel / définitif	Non connu
Calendrier	Non connu
Lien autres programmes et contrats territorialisés	
Indicateurs de suivi et d'évaluation	- Coût réel du projet, écart de coût, respect du calendrier - Taux de fréquentation - Chiffres d'affaires des activités commerciales
Conséquence sur la fonction de centralité	- Création de nouveaux commerces à proximité du centre-ville - Apport de commerces de proximité, répondant aux besoins des habitants voisins
Annexes	

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Arles Crau Camargue Montagnette

Extrait du registre des délibérations de la Communauté d'agglomération

JEUDI 27 MARS 2025

CC2025_076 : Renouvellement urbain / Signature de la convention cadre pluriannuelle "Petites villes de demain" de la commune de Saint-Martin-de-Crau / Modification de la délibération CC2024_099 du 20 juin 2024

L'an deux mille vingt cinq, le vingt sept mars à 10 heures 00, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette s'est réuni Salle du Panoramique, Avenue de la République, 13150 Tarascon, sous la présidence de Monsieur Patrick DE CAROLIS, Président, et suivant la convocation en date du 13 mars 2025.

Membres du conseil communautaire en exercice : quarante-quatre

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs :
Madame Sophie ASPORD, Monsieur Jacques AUFRERE, Madame Catherine BALGUERIE-RAULET, Monsieur Julien BESANÇON, Monsieur Guy BONO, Monsieur Fabien BOUILLARD, Monsieur Patrick DE CAROLIS, Madame Séverine DELLANEGRA, Madame Françoise FAVIER, Madame Marie-Amélie FERRAND-COCCIA, Monsieur Cyril GIRARD, Madame Mandy GRAILLON, Monsieur Robert ISNARD, Monsieur Jean-Michel JALABERT, Monsieur Lucien LIMOUSIN, Madame Clotilde MADELEINE, Madame Valérie MARTEL-MOURGUES, Monsieur Michel NAVARRO, Madame Anne-Claire ORIOL, Madame Laurie PONS, Monsieur Roland PORTELA, Monsieur Gérard QUAIX, Monsieur Mohamed RAFAI, Madame Christiane SALLE, Monsieur Erick SOUQUE, Madame Tania TEIXIER

Etaient absents excusés avec pouvoir :

- Madame Paule BIROT-VALON (pouvoir donné à Monsieur Erick SOUQUE)
- Madame Eva CARDINI (pouvoir donné à Monsieur Jean-Michel JALABERT)
- Madame Céline CHIOUSSE (pouvoir donné à Madame Séverine DELLANEGRA)
- Madame Claire DE CAUSANS (pouvoir donné à Madame Mandy GRAILLON)
- Monsieur Nicolas KOUKAS (pouvoir donné à Monsieur Mohamed RAFAI)
- Madame Sybille LAUGIER-SERISANIS (pouvoir donné à Madame Marie-Amélie FERRAND-COCCIA)
- Monsieur Guy LUPERINI (pouvoir donné à Madame Clotilde MADELEINE)
- Madame Nathalie MACCHI-AYME (pouvoir donné à Monsieur Fabien BOUILLARD)
- Monsieur Geoffrey MORRA (pouvoir donné à Monsieur Julien BESANÇON)
- Monsieur Pierre RAVIOL (pouvoir donné à Madame Catherine BALGUERIE-RAULET)

Etaient absents excusés:

- Monsieur Sébastien ABONNEAU
- Madame Lucie BARZIZZA
- Madame Dominique BONNET

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Parles Crau Camargue Montagnette

- Monsieur Olivier DEBICKI
- Monsieur Frédéric IMBERT
- Madame Olga MARTINEZ
- Monsieur Serge MEYSSONNIER
- Madame Françoise PAMS

Monsieur le président : je déclare ouverte la séance publique, et, conformément aux dispositions de l'article 2125.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous propose de désigner un secrétaire. Êtes-vous favorables à ce que Madame Mandy GRAILLON remplisse cette fonction ?
Le conseil communautaire, réuni à la majorité de ses membres en exercice a, conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, désigné Madame Mandy GRAILLON pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 27 MARS 2025

CC2025_076 : Renouvellement urbain / Signature de la convention cadre pluriannuelle "Petites villes de demain" de la commune de Saint-Martin-de-Crau / Modification de la délibération CC2024_099 du 20 juin 2024

Rapporteur : Madame Séverine DELLANEGRA

Nomenclature ACTES : 8.4

La communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) et ses partenaires se sont engagés dans le programme de revitalisation « petites villes de demain » (PVD) pour la commune de Saint-Martin-de-Crau.
ACCM a signé la convention d'adhésion au programme le 29 novembre 2021.
Par la présente délibération, il s'agit d'approuver la modification du périmètre de la convention-cadre pluriannuelle PVD et d'autoriser sa signature.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ÉLAN, du 23 novembre 2018 et notamment son l'article 157 ;

Vu le programme « *petites villes de demain* » lancé par le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales le 1"'octobre 2020 ;

Vu la convention d'adhésion au programme « *petites villes de demain* », signée le 20 avril 2022 ;

Vu la délibération du conseil communautaire d'ACCM n°CC2024_099 du 20 juin 2024 approuvant la convention cadre pluriannuelle PVD de Saint-Martin-de-Crau ;

Considérant que le conseil municipal de la commune de Saint-Martin-de-Crau délibèrera le 1er avril 2025 afin d'approuver la convention cadre pluriannuelle PVD de Saint-Martin-de-Crau ;

Considérant qu'ACCM, en qualité de pilote du projet, s'est engagée dans un programme de revitalisation de centre-ville de la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

Considérant que ce programme constitue un outil de la relance au service des territoires ;

Considérant que le programme PVD vise à donner aux élus des communes de moins de 20.000 habitants et à leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralité et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, où il fait bon vivre et respectueuses de l'environnement ;

Considérant qu'il ambitionne de répondre à l'émergence des nouvelles problématiques sociales et économiques et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement ;

Considérant que le programme doit ainsi permettre d'accélérer la transformation des petites villes pour répondre aux enjeux actuels et futurs et en faire des territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local contribuant

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

aux objectifs de développement durable ;

Considérant qu'il traduit la volonté de l'État de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme et de contribuer au mouvement de changement et de transformation, renforcé par le plan de relance ;

Considérant que le 29 novembre 2021, le conseil communautaire a approuvé la convention d'adhésion au programme PVD, celle-ci a été signée le 20 avril 2022 avec les différents partenaires, elle définit les enjeux pour revitaliser le centre-ville de Saint-Martin-de-Crau, initialement identifié comme pôle structurant du territoire ;

Considérant le souhait d'ACCM de constituer une convention-chapeau d'Opération de Revitalisation de Territoire à l'échelle de la communauté agglomération englobant à terme les différents dispositifs contractuels, à savoir : *Action cœur de ville* pour Arles et Tarascon et le présent dispositif « *petites villes de demain* » pour Saint-Martin-Crau ;

Considérant que ce projet de territoire vise à répondre aux problématiques rurales d'aujourd'hui que sont la décroissance et la déprise démographique, la dislocation du lien social, la précarité énergétique, la fragilisation du tissu commercial et du centre-ville ainsi que l'isolement territorial. A cet effet, dans le cadre du projet de convention PVD, à l'instar de la convention-chapeau d'ORT, des axes stratégiques d'action ont été identifiés et se présentent comme suit :

- AXE D'INTERVENTION 1 : Vers une offre attractive de l'habitat en centre-ancien

- AXE D'INTERVENTION 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré

- AXE D'INTERVENTION 3 : Développer la mobilité et les connexions

- AXE D'INTERVENTION 4 : Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine

- AXE D'INTERVENTION 5 : Favoriser l'accès aux équipements et aux services publics ;

Considérant que chaque fiche action fait écho à l'un ou plusieurs de ces axes de revitalisation ;

Considérant qu'une fois inscrite dans la future convention-chapeau, la convention-cadre PVD vaudra convention d'opération de revitalisation des territoires (ORT), créée par l'article 157 de la loi évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ÉLAN, du 23 novembre 2018. Cet outil juridique doit permettre aux collectivités de mettre en œuvre un projet global de territoire qui vise à conforter leur centralité, en conférant notamment de nouveaux droits juridiques et fiscaux tels que le dispositif Denormandie (réduction d'impôts sur le revenu proposée aux particuliers achetant un logement à rénover, dans un quartier dégradé, pour le mettre en location) ;

La présente délibération a pour objet d'approuver la convention « *petites villes de demain* » pour Saint-Martin-de-Crau ainsi que les fiches actions et d'autoriser sa signature.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Arles Crau Camargue Montagnette

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - APPROUVER la convention-cadre pluriannuelle « *petites villes de demain* » et notamment les périmètres opérationnels et le programme d'actions sur la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

2 - AUTORISER le Président ou son représentant, à signer la convention-cadre « *petites villes de demain* » pour la commune de Saint-Martin-de-Crau ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération et à accomplir toutes les formalités nécessaires à sa mise en œuvre.

Pour (35) : Mesdames et Messieurs :
Sophie ASPORD, Jacques AUFRERE, Catherine BALGUERIE-RAULET, Julien BESANÇON, Paule BIROT-VALON, Guy BONO, Fabien BOUILLARD, Eva CARDINI, Céline CHIOUSSE, Patrick DE CAROLIS, Claire DE CAUSANS, Séverine DELLANEGRA, Françoise FAVIER, Marie-Amélie FERRAND-COCCIA, Cyril GIRARD, Mandy GRAILLON, Robert ISNARD, Jean-Michel JALABERT, Nicolas KOUKAS, Sybille LAUGIER-SERISANIS, Lucien LIMOUSIN, Guy LUPERINI, Nathalie MACCHI-AYME, Clotilde MADELEINE, Valérie MARTEL-MOURGUES, Geoffrey MORRA, Michel NAVARRO, Anne-Claire ORIOL, Laurie PONS, Roland PORTELA, Gérard QUAIX, Mohamed RAFAI, Pierre RAVIOL, Christiane SALLE, Erick SOUQUE
Abstentions (1) : Madame/Monsieur :
Tania TEIXIER
LA DÉLIBÉRATION MISE AUX VOIX EST ADOPTÉE À LA MAJORITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS.

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, par courrier adressé au tribunal administratif de Marseille ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Le Président
Patrick de CAROLIS

Signé électroniquement par : Patrick DE CAROLIS
Date de signature : 01/04/2025
Qualité : Signataire Délégué Titulaire

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Petites villes de demain

CONVENTION-CADRE PLURIANNUELLE PETITES VILLES DE DEMAIN

COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DE-CRAU

SAINT-MARTIN-DE-CRAU

ACM Arles Crau Camargue Montagnette

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

anct

BANQUE des TERRITOIRES

ActionLogement
RECONNU D'UTILITÉ SOCIALE

RÉGION SUD

ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

DÉPARTEMENT BOUCHES-DU-RHÔNE

CCI PAYS D'ARLES

CMA Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Pays d'Arles

Parc naturel régional des Alpilles

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

ENTRE

- La Commune de Saint Martin de Crau représentée par son maire Séverine DELLANEGRA
- La Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) représentée par son président Patrick de CAROLIS.

ci-après, les « **Collectivités** porteuses de projet» ;

d'une part,

ET

- L'Etat représenté par Georges-François LECLERC, Préfet du département des Bouches-du-Rhône, Préfet de la région Provence - Alpes -Côte d'Azur,
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations représenté par Alexis ROUQUE Directeur Régional PACA,
- L'Agence Nationale de l'Habitat représentée par Patrick de CAROLIS, Président de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM), délégataire des aides à la pierre de l'Etat,
- Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, représenté par Martine VASSAL, Présidente,

ci-après, les « **Partenaires** financeurs»

d'autre part,

AINSI QUE

- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Pays d'Arles, représentée par Stéphane PAGLIA, Président,
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par, Yannick MAZETTE, Président,

ci-après, les « Autres **Partenaires locaux** ».

Il est convenu ce qui suit.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_078-DE

Table des matières

Table des matières **3**
Préambule 6
LA CONVENTION : OBJET ET ENGAGEMENTS **7**
Article 1. Objet de la convention 7
Article 2. Durée, évolution et fonctionnement général de la convention 8
LE DIAGNOSTIC PARTAGÉ & LES ENJEUX DU TERRITOIRE **9**
Article 3. Diagnostic et enjeux de revitalisation du territoire 9
3.1. Documents cadres existants sur le territoire 9
3.2. Présentation et diagnostic du territoire intercommunal 10
3.3. La commune de Saint-Martin-de-Crau 13
Article 4. Enjeux de revitalisation du territoire 14
4.1. Volet habitat 14
4.2. Volet commerce et artisanat 16
4.3. Volet formes urbaines, espace public et mobilités 17
LA STRATÉGIE DE REVITALISATION ET LE PLAN D'ACTIONS **19**
Article 5. Périmètre d'intervention PVD 19
Article 6. La Stratégie de revitalisation intercommunale 20
6.1. Les ambitions et le projet du territoire 20
6.2. Les principaux axes d'intervention 20
6.2. Les orientations stratégiques 24
Article 7. Description et fiches actions détaillées 25
7.1. Tableau de synthèse des actions par axes et orientations 26
7.2. Maquette financière 27
La maquette financière pluriannuelle est établie à la signature de la convention cadre. 27
MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION **28**
Article 8. Engagement des parties 28
8.1. Dispositions générales concernant les financements 28
8.2. En général : 28
8.3. En particulier : 29
Article 9. Pilotage et animation 34
9.1. Gouvernance 34
9.2. Instance de pilotage 35
9.3. Animation, coordination des actions et soutien en ingénierie 35

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

9.4. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques 37
Article 10. Suivi et évaluation 37
Article 11. Communication 37
Article 12. Entrée en vigueur, Modification, Résiliation et Traitement des recours 39
12.1. Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité 39
12.2. Modification et résiliation 39
12.3. Traitement des recours 40
Article 13. Signatures 41
ANNEXES 42
Maquette financière : plan d'actions prévisionnel 43

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_075-DE

VU l'article 157 de la loi portant évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi ELAN, du 23 novembre 2018

VU l'article L.303-2 du Code de la construction et de l'habitat, et l'article L.301-1 du code de la construction et de l'habitat.

VU l'ouverture du programme *Petites villes de demain* lancée le 1er octobre 2020

VU la convention d'adhésion *Petites villes de demain, signée* le 20 avril 2022

VU la convention de Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE) du Pays d'Arles, signée le5 juillet 2021.

VU le Schéma de Cohérence Territorial du Pays d'Arles, approuvé le _____ en cours de révision.

VU la délibération N° _____ du Conseil Municipal de la commune de Saint-Martin-de-Crau en date du 1er avril 2025

VU la délibération N° _____ du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en date du 21 mars 2025

VU la délibération de la Commission Permanente N° _____ du Conseil Départemental du Département des Bouches-du-Rhône en date du 12 décembre 2025

APPROUVANT les termes de la présente convention cadre pluriannuelle volant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT)

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Préambule

Le programme Petites villes de demain vise à donner aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, et leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralités et présentent des signes de fragilité, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, où il fait bon vivre et respectueuses de l'environnement.

Ce programme constitue un outil de la relance au service des territoires. Il ambitionne de répondre à l'émergence des nouvelles problématiques sociales et économiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de transition écologique, démographique, numérique et de développement. Le programme doit ainsi permettre d'accélérer la transformation des petites villes pour répondre aux enjeux actuels et futurs, et en faire des territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local contribuant aux objectifs de développement durable.

Il traduit la volonté de l'Etat de donner à ces territoires la capacité de définir et de mettre en œuvre leur projet de territoire, de simplifier l'accès aux aides de toute nature, et de favoriser l'échange d'expérience et le partage de bonnes pratiques entre les parties prenantes du programme et de contribuer au mouvement de changement et de transformation, renforcé par le plan de relance.

La nécessité de conforter efficacement et durablement le développement des territoires couverts par le programme Petites villes de demain appelle à une intervention coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués. Pour répondre à ces ambitions, Petites villes de demain est un cadre d'action conçu pour accueillir toutes formes de contributions, au-delà de celles de l'Etat et des partenaires financiers du programme (les ministères, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), CEREMA, l'Agence de la transition écologique (ADEME)). Le programme, piloté par l'ANCT, est déployé sur l'ensemble du territoire national et il est décliné et adapté localement.

Les Collectivités signataires ont dûment et conjointement exprimé leur candidature au programme le 19 mars 2021, par courrier. Elles ont exprimé leurs motivations au travers :

- Du projet de territoire mené à l'échelle de l'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette qui s'appuie déjà fortement sur le dispositif « Action Cœur de Ville » pour les problématiques spécifiques des communes d'Arles et de Tarascon, avec notamment une ORT « chapeau » à l'échelle de ces deux villes,

- De la complémentarité offerte par ce nouveau programme permettrait de pouvoir élargir et renforcer l'action fondée sur la volonté municipale et la déclinaison des compétences de notre EPCI en matière de développement économique, habitat (en particulier l'accompagnement de la mise en œuvre de la loi SRU), promotion du tourisme sur la commune de Saint Martin de Crau 3ème ville la plus importante de l'EPCI.

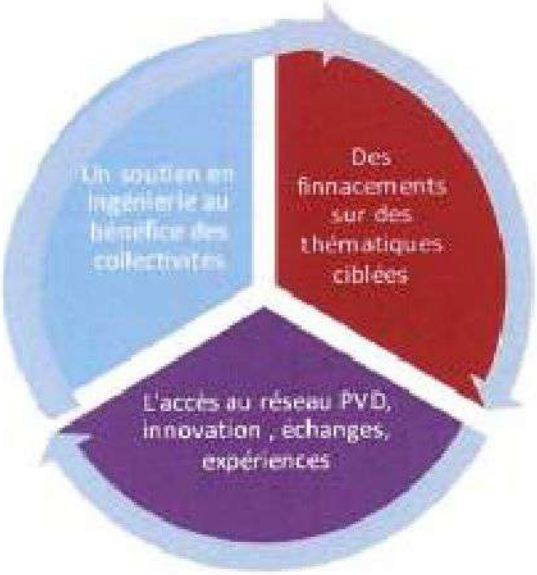
-L'objectif de partenariat élargi qui accompagnera dans la définition et la mise en œuvre du projet de territoire visant à permettre à Saint Martin de Crau de renforcer une centralité urbaine tant au niveau de l'aménagement, que de l'offre en services, commerces fondamentaux incontournables de la 3ème polarité du territoire.

Les Collectivités bénéficiaires ont été retenues au titre du programme Petites villes de demain par un courrier de Madame la Ministre de la Cohésion des Territoires et des relations avec les collectivités territoriales, en date du 16 novembre 2020.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Article 1. Objet de la convention

Le programme Petites villes de demain se veut être révélateur de territoires démonstrateurs des solutions inventées au niveau local, qui contribuent aux objectifs de développement durable et d'adaptation au changement climatique.



Les 3 piliers de l'offre de service « Petites villes de demain »

Pour réussir ces grandes transitions, le programme Petites villes de demain est enrichi par la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations, les habitants.

La convention cadre précise les ambitions retenues pour le territoire, son articulation avec le CRTE, et l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés.

La convention précise l'ensemble des engagements des différents partenaires pour la période du programme 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

La convention d'adhésion au programme *Petites villes de demain* pour la commune de Saint-Martin-de-Crau a été signée la communauté d'agglomération et la commune le 20 avril 2022. Ce programme s'inscrit dans la continuité du programme Action cœur de ville pour lequel la communauté d'agglomération et les villes signataires se sont engagées dans ce dispositif afin de pallier les problématiques de dépérissement commercial en centre-ville et de déficit démographique. Pour y parvenir la communauté d'agglomération et la ville entendent redynamiser l'attractivité commerciale et l'attractivité résidentielle par le biais de cette convention-cadre PVD. Cet objectif incarne un véritable projet de territoire.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

L'objectif de zéro artificialisation net (ZAN), imposé par la loi climat et est pris pleinement en considération par la revitalisation de centre-ville engagée par l'opération de revitalisation de territoire. En effet, elle s'insère dans l'objectif global de limitation de la consommation de l'espace et du foncier bien notamment du renouvellement urbain.

La présente convention constitue le socle de la revitalisation de Saint Martin de Crau et de son articulation intercommunale. Elle pourra être complétée par le projet de convention-chapeau d'Opération de Revitalisation de Territoire de l'agglomération. Cette convention-chapeau prévoit d'alimenter une stratégie à l'échelle intercommunale qui s'appuie sur les différents dispositifs ACV, PVD et Villages d'avenir.

L'article L. 303-2 du Code de la construction et de l'habitation prévoit que les opérations de revitalisation de territoire ont pour objet la mise en œuvre d'un projet global de territoire destiné à adapter et moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux et artisanaux ainsi que le tissu urbain de ce territoire pour améliorer son attractivité, lutter contre la vacance des logements et des locaux commerciaux et artisanaux ainsi que contre l'habitat indigne, réhabiliter l'immobilier de loisir, valoriser le patrimoine bâti et réhabiliter les friches urbaines, dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable.

Article 2. Durée, évolution et fonctionnement général de la convention

La présente convention-cadre pluriannuelle est effective à la date de signature jusqu'à la fin du programme en mars 2026.

Toute évolution de l'économie générale de la convention sera soumise à approbation préalable de l'ensemble des signataires de la convention. Cette convention pourra être enrichie progressivement dans le temps par voie d'avenant au travers d'éventuels diagnostics supplémentaires, de nouveaux éléments de stratégie permettant de consolider le projet urbain, économique et social du territoire, ainsi que d'éventuels nouveaux secteurs d'intervention.

À tout moment, les collectivités peuvent proposer au comité de pilotage l'ajout d'une action supplémentaire au plan d'actions. Les nouvelles fiches actions sont soumises au préalable à l'avis des membres du comité de pilotage, *a minima*, par voie dématérialisée.

Après analyse de la proposition d'action, au regard de sa cohérence et de sa contribution à la mise en œuvre du projet, les partenaires financiers concernés par l'action et les collectivités bénéficiaires s'engageront réciproquement par la signature d'une fiche-action.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

LE DIAGNOSTIC PARTAGÉ & LES ENJEUX DU TERRITOIRE

Article 3. Diagnostic et enjeux de revitalisation du territoire

3.1. Documents cadres existants sur le territoire

Plusieurs documents cadre prennent effet sur le territoire de la commune (à plusieurs échelles), à prendre en compte dans le cadre de la convention d'Opération de Revitalisation du Territoire. En effet, ils intègrent des orientations stratégiques et contraintes réglementaires sur une pluralité de sujets : commerces, habitat, centralité urbaine et développement économique. Les documents sont présentés de manière décroissante selon l'échelle territoriale qu'ils recouvrent.

- **Le Contrat de plan État-Région (CPER) 2021-2027 de la région PACA, signé le 30 mars 2022**

Le document fixe pour sept ans les grandes priorités et orientations d'investissement que l'Etat et le Conseil régional s'engagent à mettre en œuvre. Il est structuré en 9 thématiques dont la transition énergétique et environnementale, l'enseignement supérieur, le développement économique et la culture. **1,67 milliards d'euros de crédits ont été contractualisés.** Il se décline avec des Conventions d'ambition territoriales (CAT) à l'échelle des départements.

- **Le SRADDET de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur approuvé en région le 15 octobre 2019**

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) approuvé le 26 novembre 2014 a été intégré au SRADDET par suite de la loi NOTRe. Construit autour de 3 grandes lignes directrices, avec des **horizons à 2030 et à 2050**, il porte sur la stratégie régionale du territoire dans des domaines variés. Le SRADDET rassemble d'autres schémas auxquels il se substitue, ce qui permet une meilleure visibilité de la politique : le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), le Plan régional de l'intermodalité, le Plan régional de prévention et de gestion des déchets, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie et le Plan régional des infrastructures de transports.

Ligne directrice #1 : renforcer et pérenniser l'attractivité du territoire régional
Ligne directrice #2 : maîtriser la consommation de l'espace, renforcer les centralités et leur mise en réseau
Ligne directrice #3 : conjuguer égalité et diversité pour des territoires solidaires et accueillants

- **La Directive Territoriale d'Aménagement des Bouches-du-Rhône approuvée par décret le 10 mai 2007**

La directive fixe les principaux objectifs de l'Etat en matière **d'aménagement, de localisation des grandes infrastructures et équipements** ainsi que de **préservation des espaces naturels**. Les PLU et SCoT doivent être compatibles avec ses orientations.

- **Le Projet Alimentaire Territorial de la métropole Aix-Marseille-Provence et du PETR du Pays d'Arles**

Initié en 2018, il vise à **structurer l'économie agricole** et la mise en œuvre d'un système alimentaire territorial (+ plateforme collaborative en ligne). Il est le **PAT le plus important de France** puisqu'il couvre plus de 2M d'habitants. Il a obtenu la labellisation niveau 2 en 2021 (politique opérationnelle

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

construite avec 300 acteurs environ).

- **Le SCoT du PETR Pays d'Arles approuvé le 13 avril 2018, modifié le 26 avril 2019, en révision**

A l'échelle du PETR, le Schéma de cohérence territoriale est un projet partagé à l'échelle du PETR du Pays d'Arles pour la mise en œuvre de la politique d'aménagement encadrant les PLU. Les 3 grands défis pour le territoire concernent son **activité économique** (développement économique, rôle de l'agriculture, tourisme), son **attractivité** (offre de logements et services, structuration du territoire) et la **qualité de vie** (valorisation des espaces naturels, préservation de l'identité paysagère, mobilités douces dans les espaces urbanisés, transition énergétique). La révision du SCOT a été engagée par délibération du PETR Pays d'Arles du 20 juin 2023. Le futur SCOT vaudra PCAET (SCOT-AEC)

- **Le 3e PLH 2025-2030 de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette en cours de révision devrait être approuvé d'ici fin 2024**

Décliné en 20 actions, le projet de Plan Local de l'Habitat vise à intervenir sur plusieurs menaces qui pèsent sur le marché de l'immobilier de l'intercommunalité se décline selon les orientations suivantes :

Orientation 1 : Développer un parc privé attractif et accessible
Orientation 2 : Développer une offre sociale diversifiée, équilibrée et qualitative sur le territoire
Orientation 3 : Répondre aux besoins des publics fragilisés et spécifiques
Orientation 4 : Renforcer la gouvernance et l'animation des politiques locales
Orientation transversale : Construire un territoire durable et résilient

- **Le CRTE 2021 – 2026 de la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette**

Le Contrat de relance et de transition écologique vise à accompagner la relance de l'activité dans les projets de la CA. Les trois grands enjeux de développement concernent le **développement économique équilibré et innovant**, la **cohésion sociale et le cadre de vie** et la **préservation des ressources** en faveur du développement et de la transition écologique du territoire. Le projet sera actualisé pour devenir le contrat de réussite de la transition écologique fin 2024-début 2025.

- **Le PLU de la commune de Saint-Martin-de-Crau approuvé le 27 juin 2019**

Le Plan Local d'Urbanisme définit la politique de la commune en termes d'aménagement du territoire et des règles d'occupation et d'utilisation du sol. Il intègre plusieurs documents comme le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP). Le PLU est compatible avec d'autres documents intercommunaux (PLH, Charte du PNR des Alpilles, SCoT du PETR du Pays d'Arles). La mairie a déjà engagé 3 procédures de **mise à jour du PLU** dont la dernière délibération qui date du 20 septembre 2022.

AXE 1 : Valoriser la richesse du territoire en maitrisant l'espace urbanisé et en préservant les espaces agricoles et naturels,
AXE 2 : Maintenir la qualité de vie et le lien social,
AXE 3 : Poursuivre le développement économique d'un territoire actif et attractif,
AXE 4 : Gérer durablement les ressources, les énergies et les risques.

3.2. Présentation et diagnostic du territoire intercommunal

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

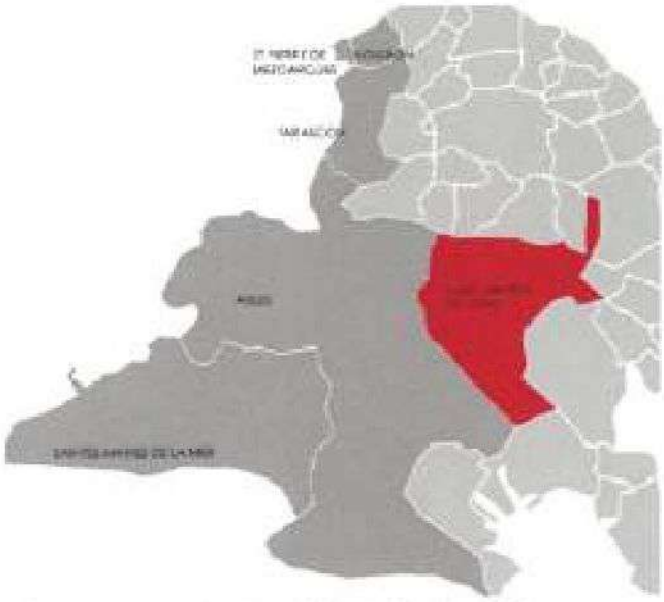


Figure 1 : Localisation de Saint-Martin de Crau.
Source : La Ville

Située en région Provence-Alpes Côte-d'Azur (PACA), au sein de l'EPCI, qui compte près de 84 000 habitants et regroupe 6 communes : Arles, Boulbon, Tarascon, Saint-Pierre-de-Mézoargues, Saintes-Maries-de-la-Mer et Saint Martin de Crau, la commune de Saint-Martin-de-Crau fait partie intégrante depuis 2003 de la **Communauté d'Agglomération d'Arles-Crau-Camargue-Montagnette (ACCM).**

Sa densité de population est inférieure à la moyenne nationale avec 58,6 habitants au km², mais elle est en augmentation constante.

La Communauté d'Agglomération (CA) fait partie du **PETR Pays d'Arles**, aux côtés de 2 autres EPCI (regroupant 160 000 habitants sur 220 000 hectares).

La ville-centre de la CA est la commune **d'Arles**, qui est la commune la plus vaste de France (77 000 hectares) et la 3ème ville du département des Bouches-du-Rhône. C'est un territoire riche en culture et histoire, avec 7 monuments d'Arles classés au Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'UNESCO. Elle est bordée de 40 km de littoral maritime.

Une partie du **Parc naturel régional de Camargue** s'étend sur le territoire de la CA. Créé en 1970 et successivement agrandi, il est géré par un Syndicat mixte. L'EPCI est également concerné par plusieurs zones de protection dont des **zones Natura 2000.**
Le parc naturel régional des Alpilles (classé par décret du 30 janvier 2007) s'étend sur une petite partie de la commune de Saint-Martin-de-Crau. Sa charte (2023-2038) a été révisée et approuvée le 28 juillet 2022.

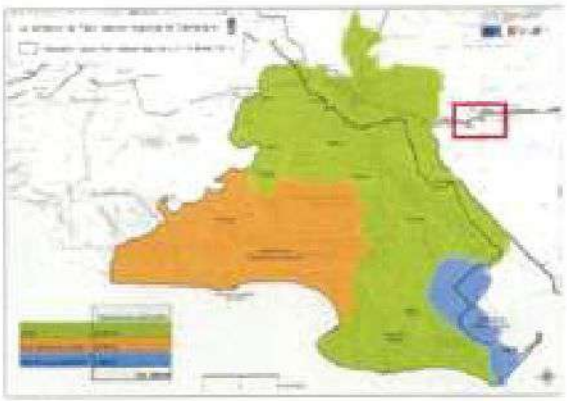


Figure 2: Carte du territoire du PNR de Camargue, source PNR Camargue

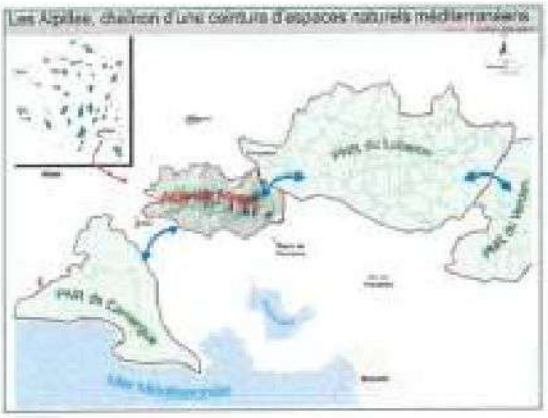


Figure 3: Carte des PNR méditerranéens, source PNR des Alpilles

Le territoire de l'agglomération est caractérisé par plusieurs marqueurs socio-économiques :

- Une diversité des milieux naturels et des **productions agricoles et d'élevage,**
- Une forte dynamique **touristique**, avec Arles classée au patrimoine mondial de l'Unesco et de nombreux évènements et projets culturels sur les communes.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

- Un tissu économique principalement urbain avec une forte pré… **et de logistique** (46,4% de la population active employée par ces secteurs en 2020).
- Un parc immobilier privé en augmentation constante avec une part croissante des **résidences secondaires** (40% de hausse entre 2014 et 2020) ; qui reste relativement **ancien** avec les trois-quarts des résidences principales construites avant 1991.
- Un **taux de chômage** relativement élevé (10,3% en 2020) qui est en baisse (11,2% en 2014).
- Un niveau de **formation** plus faible que la moyenne nationale (7%). Les catégories socioprofessionnelles majoritaires sont les employés (29,2%) et les professions intermédiaires (24,4%).

La matrice ci-dessous permet de synthétiser les atouts, faiblesses, opportunités et menaces de l'intercommunalité.

ATOUTS

- Bonne dynamique de **l'emploi**
- Parc de **logements** en hausse
- **Offre commerciale** complète avec plusieurs pôles en centre-ville et zones commerciales
- **Un cadre de vie** agréable avec des marqueurs environnementaux et patrimoniaux identitaires (parc naturel, monuments classés…)
- Attractivité **touristique** qui assure un flux important de visiteurs en haute saison

FAIBLESSES

- Des **communes étendues** qui rendent difficile la desserte en transports en commun et la connexion des mobilités dans l'intercommunalité
- Territoire vaste et hétérogène (plus de 84 000 habitants et 144 585 hectares) qui nécessite une **gouvernance** solide
- Un **parc immobilier ancien**, qui accueille les ménages à faibles revenus, à rénover
- Des **situations précaires** chez certain ménages (22% de taux de pauvreté) et un **taux de chômage encore élevé**

OPPORTUNITES

- De nombreux documents cadre et politiques en cours à suivre, propices aux changements
- Une politique volontariste pour le **développement du logement et du commerce**
- Des **ressources environnementales riches** et un cadre propice à une politique de transition écologique à protéger et valoriser
- Un territoire qui profite de nombreuses **dynamiques économiques positives** (tourisme, commerce…) à accompagner

MENACES

- Un **marché immobilier sous tension** avec des prix élevés, en partie dû au poids croissant du tourisme
- Une nécessité de préserver et rénover **l'habitat** pour maintenir une qualité de vie
- **Contraintes d'aménagement** : risques naturels, protections réglementaires des espaces naturels, forte présence de l'agriculture
- Accroissement des **disparités** socio-économiques
- **Vieillissement** de la population, risque de départ des jeunes ménages

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le :
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

3.3. La commune de Saint-Martin-de-Crau

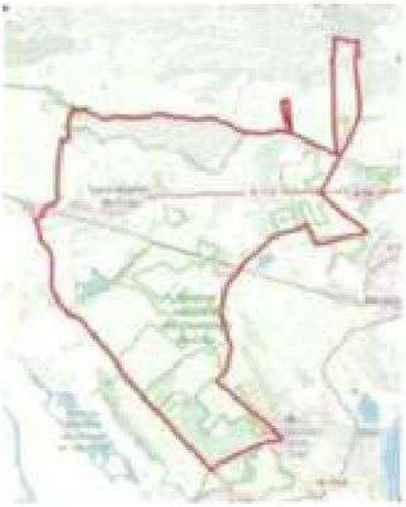


Figure 4 : Limites communales de Saint-Martin-de-Crau

La commune de Saint-Martin-de-Crau fait partie de la Communauté d'Agglomération ACCM et du PETR Pays d'Arles, située à l'est du territoire intercommunal, à 18,5 km d'Arles, elle s'étend sur 21 487 hectares.

La majorité du territoire de la commune (93%) se situe sous **protection environnementale** avec une grande partie d'espaces agricoles et naturels (prairies, réserve naturelle, PNR des Alpilles, étangs, forêts...) Elle est la 4ème commune la plus étendue du département et la 14ème de France ce qui lui confère une **grande diversité d'espaces.**

Avec **13 661 habitants aux 1er janvier 2023**, la commune connaît un **ralentissement de la croissance de la population** depuis le début des années 2000 (autour de 3% par an entre 2008 et 2013) et tend vers un **vieillissement** malgré le renouvellement des générations (19,8% de la population a plus de 60 ans). En plus de cela, la **population active est en forte mutation** avec notamment une augmentation des artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres, professions intellectuelles supérieures, etc. au détriment des agriculteurs.

Une partie des entreprises est regroupée dans 2 zones industrielles et 3 zones artisanales. **Les zones urbanisées et d'activité couvrent 7,7% de la surface de la commune**.

En matière de **mobilités**, le réseau Envia de la CA dessert la commune avec 4 lignes ainsi que le réseau ZOU de la région avec 2 lignes de bus et les TER. **L'offre actuelle doit être complétée afin d'être plus attractive et productive** : en effet, l'étendue de la commune contraint la régularité des lignes et les solutions d'intermodalité.

La commune dispose d'une offre de services, associative et d'équipements relativement riche grâce à la politique volontariste menée depuis les années 1980, pour donner suite à l'expansion démographique importante de Saint-Martin-de-Crau. Cela lui garantit un **cadre de vie agréable et attractivité** élevée en matière d'éducation, de culture, loisirs, santé, etc.

La commune regroupe des équipements publics dont **4 groupes scolaires publics, un collège, un lycée privé et une maison familiale et rurale** ; mais également un complexe multisports, 3 stades en herbe, 9 salles municipales, une cuisine centrale... En plus de sa richesse en matière de patrimoine architectural et paysager, elle possède de nombreux **équipements publics culturels** : un Conservatoire de musique, une médiathèque, un Centre de Développement Culturel et 9 salles municipales (capacité totale de plus de 2000 personnes debout).

En matière de **tourisme**, la commune se situe dans un environnement attractif, au cœur de la **destination Provence** qui a accueilli plus de 23 millions de touristes en 2021. La promotion de la destination est tournée autour des arts de vivre, ce qui constitue une force pour la commune et son offre patrimoniale, culturelle et naturelle riche (parcs naturels, bâtiments historiques, festivités, etc.) ainsi que sa proximité avec plusieurs sites touristiques fortement fréquentés. **On recense 14 restaurants dont 5 en cœur de ville et 32 hébergements à Saint-Martin-de-Crau.**

Un **bureau d'information touristique est présent** (compétence ACCM) sur la commune depuis 2017, qui enregistre une fréquentation de 2500 touristes par an et 550 en juillet-août en moyenne. C'est une clientèle majoritairement française suivie de touristes de pays voisins (Belgique, Allemagne, Royaume-Uni et apparition récente d'Italiens et d'espagnols). Les deux sites touristiques

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-OC2025_076-DE

majeurs de la commune sont l'Ecomusée de la Crau et l'arboretum

Par ailleurs, les animations et festivités régulières tout au long de l'année contribuent à l'animation et l'occupation de l'espace public (Foire Agricole de la Saint Valentin, Fête du Printemps, Salon du Livre Jeunesse...)

Article 4. Enjeux de revitalisation du territoire

Le projet de territoire ici présenté dans cette convention PVD pour la ville de Saint-Martin-de-Crau fait échos au projet de territoire 2024 de la communauté d'agglomération. Ce dernier a été constitué avec l'aide du PETR du Pays d'Arles de concert avec les élus.
Il veille à répondre aux problématiques rurales d'aujourd'hui qui sont la décroissance et la déprise démographique, la dislocation du lien social, la précarité énergétique, la fragilisation du tissu commercial et artisanal du centre-ville et l'isolement territorial.

L'ambition du projet de territoire vise à

- Préserver et valoriser ses ressources constitutives de son patrimoine et de ses cultures dont l'ambition est de réussir les transitions écologiques
- Innover pour penser les métiers et filières économiques de demain dont l'ambition est de d'être un bassin de vie attractif
- Développer un niveau de services performant pour ses habitants et usagers autour d'un nouveau modèle de développement durable dont l'ambition est d'agir pour les solidarités
- Cultiver les solidarités infra/supra territoriales, son esprit d'ouverture et son identité dont l'ambition est de développer les coopérations

La commune rencontre des enjeux sur une diversité de thématiques (attractivité touristique, adaptation au vieillissement de la population, valorisation du patrimoine et de la politique culturelle, ...). Ainsi, consciente du manque d'attractivité de son centre-ville au regard notamment du manque de sécurisation des voies, à l'absence de voies piétonnes favorisant la déambulation et les mobilités douces, la municipalité compte y remédier avec l'aides de ses partenaires à travers trois thématiques majeures explicitées ci-après.

4.1. Volet habitat

Le parc de logements sociaux est plutôt récent et a doublé depuis 2010 : **18,05% des résidences principales de la commune ont aujourd'hui le statut de logement social**, dont la moitié a été construit après 2010 (majoritairement des logements collectifs). Cela s'accompagne d'une forte volonté de développement, avec **456% de l'objectif quantitatif atteint lors du bilan triennal 2017-2019** et une mixité sociale encouragée avec un PLU qui a un taux de LLS (logements locatifs sociaux) à 30%. Cependant, **la commune n'atteint pas encore les 25% exigés** et le rythme de production doit être maintenu et soutenu pour arriver aux objectifs dans des brefs délais.

Le parc de logements privés est majoritairement **pavillonnaire**. Développé à partir des années 1970 afin de notamment accueillir les travailleurs du secteur de la sidérurgie, le **parc immobilier privé est vieillissant**. Construit avant la réglementation thermique, une partie conséquente du parc est ancienne et **énergivore**, nécessitant la mise en place de **programmes de rénovation énergétique.**

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_078-DE

Le parc vacant est relativement faible et représente 5,5% du parc total de logements selon l'INSEE. Concernant le **parc privé indigne, il ne concerne que 2% des résidences principales** (contre 9% à l'échelle du département). **Une OPAH a été pilotée par l'agglomération de 2013 à 2018** et a permis d'accompagner plus de 50 ménages dans leurs projets de travaux.

Plusieurs projets à destination de publics spécifiques sont en cours : création d'une aire d'accueil des gens du voyage, d'une résidence sociale de 60 logements et de logements à destination des personnes âgées. La diversité du parc de logements amène à définir de nouvelles pistes stratégiques en matière de développement de l'habitat qui s'appuie sur les objectifs du 3e PLH en cours d'élaboration.

Atouts	Faiblesses
• Un parc de logements publics relativement **récent** avec ¾ de logements collectifs • Une production dynamique qui privilégie la **mixité sociale** : 446 logements dont 133 LLS livrés fin 2022 • **Peu de vacance** • Parc de copropriétés globalement en **bon état** • **Peu de problématique d'habitat indigne**	• **Des objectifs de PLH inférieurs à la demande** enregistrée et tension forte sur le secteur en centre-ville pour les logements locatifs • Faible part de copropriétés dans les structures foncières (2% du parc) • Certaines copropriétés sont **dégradées**, non structurées (la moitié n'a pas respecté l'obligation d'inscription au registre national) ou potentiellement fragiles • Un parc ancien énergivore
Opportunités	**Menaces**
• Environnement urbain, économique et social favorable • Obligation de produire **25% de logements à Loyers Social :** conventionnement Anah, abattement fiscal sur les revenus fonciers disponible avec le dispositif « Cosse » • Existence de dispositifs de conventionnement des logements chez les bailleurs privés • **Mise en conformité énergétique et subventions** • **Possibilité d'intégrer une OPAH à la convention d'ORT**	• **Faible intérêt des bailleurs pour les aides aux travaux** conditionnées par des loyers plafonnés (5% des dossiers) • **Tension sur les demandes de logements sociaux** : saturation du parc privé locatif • **Vieillissement** de la population et nécessité d'adaptation de l'offre (perte d'autonomie du public) • **Besoins en rénovation énergétique** en croissance sur les copropriétés construites dans les années 60/70

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Le cœur de ville est facilement accessible avec une **répartition linéaire des commerces** sur la rue historique, ce qui facilite la déambulation, mais provoque des **ruptures de parcours** (hétérogénéité des devantures, plusieurs petits pôles) et un **manque de lisibilité de l'offre commerciale**. Le tissu commercial et artisanal est diversifié, ce qui offre aux habitants une **offre de proximité et de qualité** (80% des commerces sont dans le cœur de ville), complété par des commerces en périphérie urbaine (grandes ou moyennes surfaces). Mais des **activités sont encore manquantes pour les achats du quotidien** (équipement à la personne, culture, certains commerces alimentaires, offre de restauration différenciée bio/végétarienne...). Il y a peu de vacance (5,5% en 2021) et des projets de reprises qui témoignent du dynamisme commercial du centre-bourg.



Figure 5 : Etat des lieux de l'offre artisanale et commerciale, sept. 2021. Source : CMAR PACA et CCIPA

Les linéaires du centre sont caractérisés par une **importante commercialité** et une **bonne accessibilité**. En effet la ville bénéficie d'un bon taux de commercialité, s'élevant à 30% (la moyenne française atteignant les 29%) et un marché dynamique, bien que le centre-bourg accueille de **nombreux services** (25%). Néanmoins, des **impressions de moindre qualité et un confort limité** sont constatés du fait de la forte représentation de **l'automobile** et des devantures et **façades commerciales peu qualitatives**.

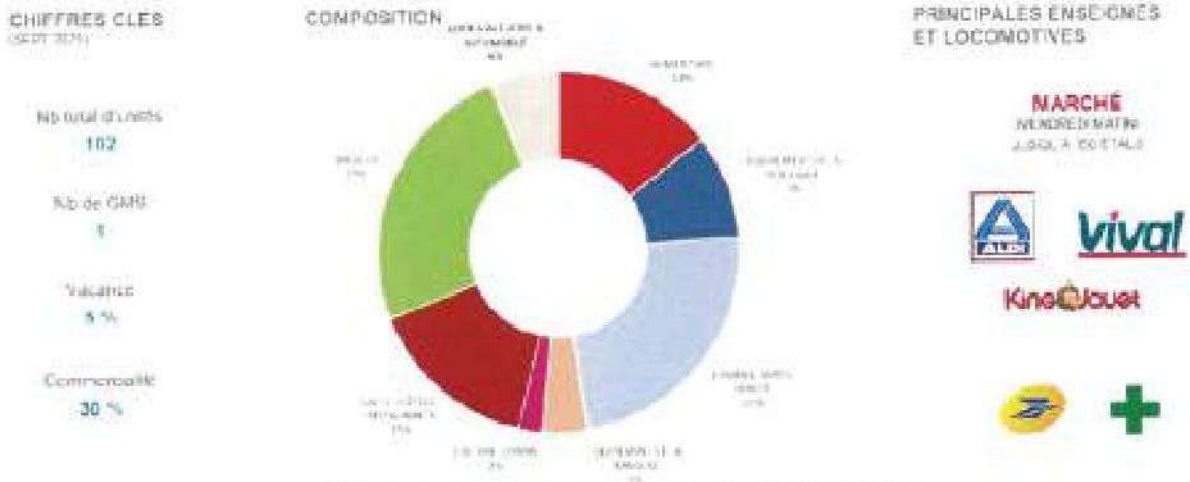


Figure 6 : Offre commerciale du centre-ville, Socle Urbain, 2022

Une étude de revitalisation commerciale réalisée en octobre 2022 et a déjà permis d'identifier des atouts, faiblesses, opportunités et menaces résumées ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Atouts	Faiblesses
• **Offre commerciale et de service importante et diversifiée** en centre-ville • Une **offre alimentaire** bien assise et complétée par les marchés • **Capacités de stationnement** qui répondent aux besoins générés par l'activité commerciale • Nombreuses **animations et festivités** qui animent le centre-ville • Présence d'un marché • **Faible taux de vacance** commerciale (5.5%)	• **Pas de locomotive commerciale** • **Sur-représentation de l'offre servicielle** et carences dans certains secteurs (culture-loisirs) • **Certains axes peu lisibles** et en retrait de la chaussée • **Hétérogénéité des façades**, aménagements et mobiliers rendant l'offre peu lisible • **Linéaire marchand étendu** qui possède de nombreuses ruptures de parcours • **Animations souvent excentrées** par rapport aux linéaires marchands
Opportunités	**Menaces**
• Un **linéaire important** qui permettrait de créer différents pôles aux positionnements variés • Bonne dynamique des projets commerciaux • Développer les aménagements pour les **mobilités douces / piétonnes** pour une circulation apaisée dans le centre-ville • **Solde migratoire** dans la moyenne qui garantit un bassin de population et de consommateurs pour le tissu commercial	• Présence forte de **l'automobile** en centre-ville qui peut provoquer des nuisances et conflits d'usage • Territoire communal sous l'influence des polarités commerciales **d'Arles** • Difficulté stable de doter le territoire d'une **association des commerçants**, essentielle pour l'animation et l'attractivité des commerces.

4.3. Volet formes urbaines, espace public et mobilités

Le noyau villageois constitué de l'église et de quelques habitations le long de la RN 1453 est daté de 1930. Saint-Martin-de-Crau a connu au début du XXème siècle un développement urbain lié à l'implantation d'infrastructures industrielles dans la région de l'étang de Berre, son développement urbain s'est traduit par la création de lotissements, et de logements publics et privés. Le cœur de ville accueille une population marquée par un niveau de vieillesse et de pauvreté supérieur au reste de la commune.

Par ailleurs la commune est classée comme un ***« centre local et de proximité »*** dans le SRADDET et comme une « *centralité à fonctionnement autonome* » dans le cadre des travaux de l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix sur l'Atlas National des centralités, étant donné son **poids important en matière d'emplois, d'équipements et de leur rayonnement** sur le territoire intercommunal.

La commune s'étend sur 21 487 ha, son périmètre rend difficile l'accessibilité de certaines zones excentrées du centre-bourg, qui ne bénéficient pas de desserte en matière de lignes de transport ou de lignes régulières d'où la nécessité de **rendre la desserte plus attractive et productive**.

De nombreuses **pistes cyclables** ont été construites et des **cheminements piétons** plutôt bien adaptés aux PMR sont présents au centre-ville.

La **gare SNCF est légèrement excentrée** du centre-ville (6 min de voiture, 30 min à pied), ce qui renforce l'utilisation de la voiture. Il y a une nécessité d'articuler l'offre de mobilité, de manière à la faire évoluer en matière de desserte bus et d'offre de stationnement.

De surcroit, les aléas de plus en plus récurrents (sécheresse, canicule, inondations…) renforcent les espaces publics dans leur rôle de catalyseur au changement climatique qu'il convient d'adapter

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

au plus vite pour maintenir un cadre de vie agréable et viable. Cette d
la désimpermabilisation des sols associée à une végétalisation des espaces publics permettant la création d'îlot de fraicheur tout en mettant en valeur le patrimoine naturel existant.

Atouts	Faiblesses
• **Niveau d'équipement et de services** relativement élevé et diversifié dans la commune • **Rue centrale dynamique et fréquentée**, avec de nombreuses aménités urbaines • **Tissu commercial dynamique** au centre qui peut être moteur de la revitalisation du centre-ville • **Centralité historique** encore lisible avec des voies qui convergent vers le centre	• Omniprésence de la **voiture** sur l'espace public • **Fragilités dans l'offre de transport** sur la régularité et l'efficacité de la desserte au vu de l'étendue de la commune • **Difficultés de lisibilité de l'offre commerciale** dans certaines rues en centre-ville avec des ruptures de linéaire
Opportunités	**Menaces**
• **Emplacement possible pour aménager une place centrale** sur le secteur Rue des Lauriers / Rue des Saules • **Opportunité de densification des équipements et services au centre**, et d'adaptation du réseau et de la voirie pour réduire l'utilisation de la voiture • **Développer un lieu d'attractivité touristique** avec la mise en valeur du patrimoine naturel et bâti	• Un centre élargi construit récemment, un hypercentre plus vieux et pauvre avec de nombreuses familles monoparentales • **Concurrence de la périphérie potentielle** et de la politique de développement commercial • Porter une vigilance sur la maîtrise **foncière et la hausse du prix** des logements élevés

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Article 5. Périmètre d'intervention PVD

La stratégie communale s'appuie sur différentes études et le projet de territoire intercommunal. Elle fait référence aux orientations définies dans les programmes portés par l'ANCT, notamment ici Petites villes de demain mais aussi ceux d'Action cœur de ville et de Villages d'avenir dont les outils permettent aux élus d'atteindre leur objectif de redynamisation de centre-ville.

Les outils de revitalisation de territoire connus au jour de la signature de la présente convention et les enjeux résultant des différentes études et documents-cadre ont servi de support d'élaboration du périmètre PVD de la commune de Saint-Martin-de-Crau qui a évolué au cours de l'élaboration de la présente convention.

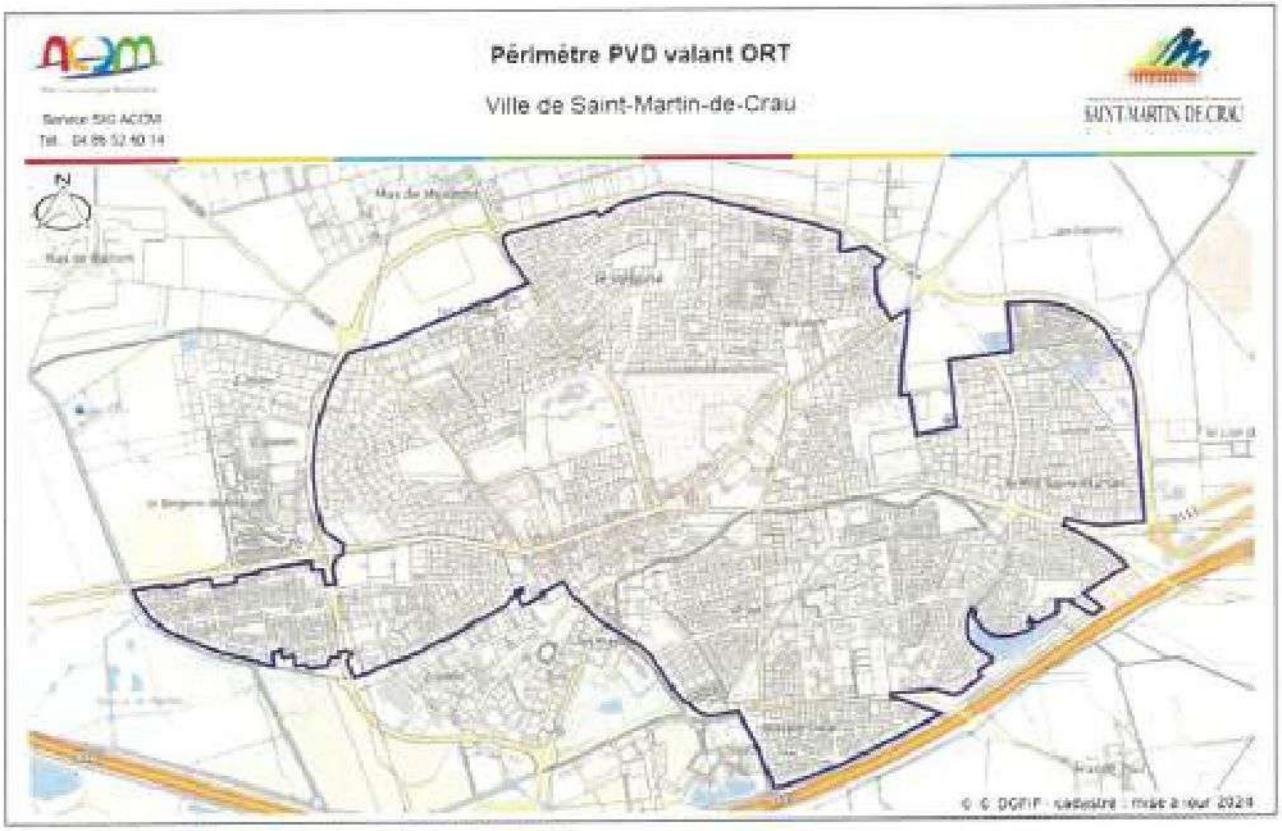


Figure 7 : Périmètre Petites villes de demain de Saint-Martin-de-Crau

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Article 6. La Stratégie de revitalisa

6.1. Les ambitions et le projet du territoire

Indications fournies par l'ANCT : Le projet de territoire porte l'ambition politique et stratégique du territoire. Il relie l'histoire du territoire avec ses réalités présentes et sa trajectoire dans la transition pour construire un avenir durable. La vision stratégique constitue la colonne vertébrale du projet de territoire ; elle donne un sens commun aux actions et à l'engagement des acteurs.

L'élaboration d'une vision stratégique suppose :

- D'identifier les enjeux du territoire à l'aune de la transition écologique et de la cohésion territoriale transversaux et interdépendants, les forces et faiblesses, et de favoriser l'articulation entre les différentes dimensions qu'elles soient écologiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives, relatives à la santé, etc. en favorisant les synergies et les complémentarités entre les territoires ;
- De les décliner en orientations stratégique et en plans d'actions.

Cette vision peut être élaborée suivant différentes méthodes en s'appuyant sur l'existant (PLU, PLH, SCOT, SDAASAP, SRDEII, SRADDET...). Elle se construit et doit être partagée avec l'ensemble des acteurs territoriaux – acteurs socio-économiques, associations, habitants, collectivités territoriales, État, etc. Associer en amont les acteurs socio-économiques et les habitants, usagers du territoire, est un gage de partage de la vision stratégique et de l'émergence de porteurs de projets engagés.

La vision stratégique du territoire est évolutive : elle prend en compte l'avancée du projet de territoire et les évènements qui peuvent impacter le territoire.

Le partenariat construit autour de ce contrat, participe à fédérer les acteurs pour une vision globale du territoire et un développement concerté.

6.2. Les principaux axes d'intervention

Les 3 études commandées par les deux collectivités MOA selon leur champ de compétence portant sur la revitalisation commerciale, l'étude pré-opérationnelle d'OPAH et l'étude de centralité ont permis de préfigurer un programme d'action s'inscrivant dans les cinq axes thématiques suivants

- **AXE D'INTERVENTION 1 : Vers une offre attractive de l'habitat en centre-ancien**
- **AXE D'INTERVENTION 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré**
- **AXE D'INTERVENTION 3 : Développer la mobilité et les connexions**
- **AXE D'INTERVENTION 4: Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine**
- **AXE D'INTERVENTION 5: Favoriser l'accès aux équipements et aux services publics**

Un sixième axe, inscrit en axe transversal, s'attache au développement de la démocratie participative

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_078-DE

AXE D'INTERVENTION 1 : Vers une offre attractive de l'habitat

Orientation majeure : Accompagner l'amélioration du parc de logements dont les copropriétés identifiées comme fragiles

Les copropriétés représentent une part faible des immeubles de la commune, qui correspondent à 2% du parc de logement (53 parcelles bâties). Actuellement, **31 copropriétés sont identifiées comme potentiellement fragiles**, non structurées ou dégradées. De ce fait, les copropriétés constituent une cible dans l'accompagnement de l'amélioration de l'habitat porté par l'ACCM et de la présente convention d'ORT. Les copropriétés font aussi partie des orientations stratégiques du programme d'action territorial de l'intercommunalité.

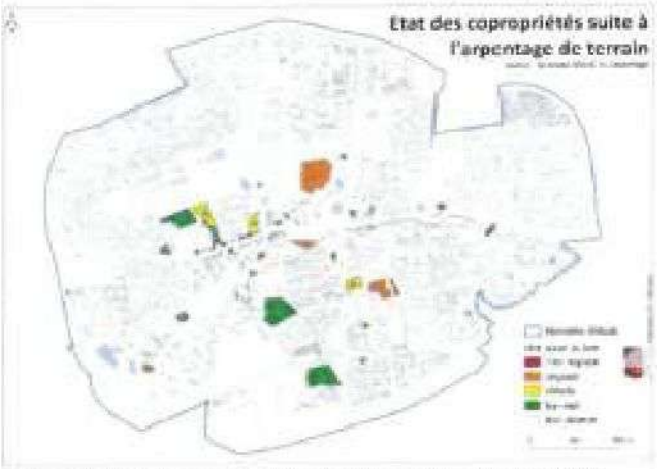


Figure 8 : Etat des copropriétés, Territoires et Habitat, ETH 2023

La mise en conformité énergétique est un enjeu phare au vu des espaces collectifs plus énergivores que les maisons individuelles.
Il faut également prendre en compte l'évolution de la population et **l'adaptation des logements aux publics âgés et en situation de handicap** pour la mise aux normes.

Les enjeux de l'Axe 1 sont :

- Adapter les logements à une population vieillissante et plus dépendante,

- Engager des travaux de rénovation énergétique sur le bâti ancien,

- Conserver la dynamique de construction du bâti et tendre vers les objectifs pour les logements sociaux,

AXE D'INTERVENTION 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré

Orientation majeure : recréer une attractivité commerciale et artisanale en centre-ville

Le linéaire commercial est relativement étendu et comporte plusieurs ruptures de parcours. De plus, l'offre est répartie en petits pôles hétérogènes. Certains secteurs d'activités sont mal positionnés, certains sur-représentés ou sous-représentés d'autant plus qu'il y a une autre partie de l'offre dans les pôles extérieurs au centre-ville (zones commerciales et industrielles). L'enjeu est donc de travailler la lisibilité, l'identité et le positionnement des commerces de centre-ville.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

L'étude commerciale réalisée a permis d'objectiver l'offre et les projets, d'identifier des tendances et facteurs d'évolution et des leviers d'intervention / perspectives de développement ainsi qu'un plan d'actions pour mettre en oeuvre cette stratégie.

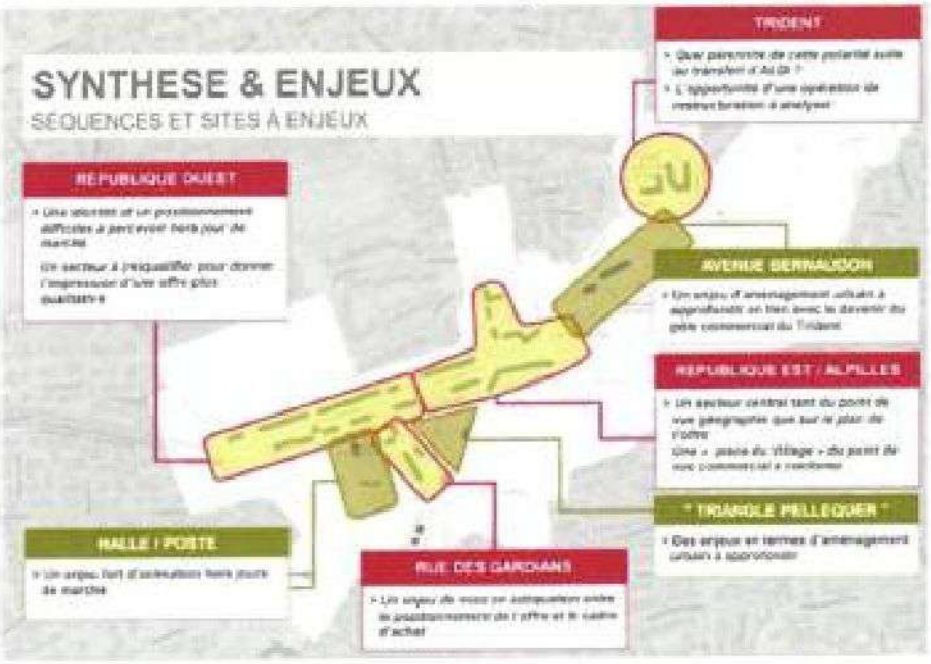


Figure 9 : Sectorisation des enjeux de revitalisation du centre-ville de Saint-Martin-de-Crau, Socle Urbain 2022

Les enjeux de l'axe 2 sont :

- Appuyer le maintien et l'installation de nouveaux commerces sur des linéaires commerciaux identifiés, et maitriser leur destination

- Cibler et soutenir des projets de rénovation ou transformation des commerces, y compris des devantures et façades, parfois peu qualitatives et de la numérisation des commerces.

- Favoriser la déambulation des chalands et faciliter la visibilité et lisibilité du centre-ville et du parcours marchand.

- Travailler à l'animation du centre-ville et notamment du linéaire commercial, en fédérant les acteurs, notamment les commerçants.

- Assurer une communication municipale positive sur les commerces de proximité

AXE D'INTERVENTION 3 : Développer la mobilité et les connexions

☐ Orientation majeure : apaiser et sécuriser les usages et favoriser les mobilités alternatives

Le **sujet de la mobilité** est amené à être questionné dans l'objectif de pacifier les déplacements pour permettre l'usage de modes alternatifs à la voiture dans le centre-ville au travers de la poursuite d'aménagement lisibles et sécurisés initiés en partie par la municipalité par la mise en place d'une zone de partage Avenue de la République. Démarche qui serait renforcé par la mise en sens unique de l'avenue de la République et de l'avenue de Plaisance pour créer une boucle urbaine permettant d'apaiser la circulation motorisée en centre-ville et le rendre plus attractif.

Les enjeux de l'Axe 3 sont :

- Poursuivre l'aménagement de la voirie en favorisant la requalification des espaces publics, les déplacements doux,

- Mener une réflexion globale sur l'offre de mobilité et les stationnements

- Favoriser le report modal de la voiture vers les transports en commun

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-OC2025_076-DE

AXE D'INTERVENTION 4 : Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine

☐ Orientation majeure : Renforcer les trames verte et bleue et valoriser le patrimoine existant

Le renforcement de la centralité urbaine se traduira notamment par **l'aménagement d'une place centrale emblématique où pourront s'implanter une diversité d'usages.** Globalement dans la commune, l'aménagement de l'espace public doit aussi prendre en compte l'attractivité et la lisibilité de l'offre commerciale et la qualité de vie des habitants. En complément, **le sujet de la renaturation et de lutte contre les îlots de chaleur devient primordial dans les projets de requalification de l'espace publique afin d'optimiser la transition énergétique des villes dans le cadre du changement climatique.**

Les enjeux de l'Axe 4 sont :

- Désimperméabiliser

- Créer des aménités paysagères pour lutter contre le réchauffement climatique

- Offrir un espace de partage et de convivialité au travers d'une balade éco-urbaine pour reconnecter les usagers à la trame verte et bleue

-Améliorer la lisibilité des différents espaces pour les rendre attractifs

AXE D'INTERVENTION 5 : Favoriser l'accès aux équipements et aux services publics

☐ Orientation majeure : Favoriser l'accès aux équipements et aux services publics

Les enjeux de l'Axe 5 sont :

- Offrir une qualité de service diversifiée de proximité

-Créer des lieux de convivialité à proximité du linéaire commercial de centre-ville

Axe transversal : Poursuivre et renforcer le processus de démocratie participative

La commune a engagé la population depuis plusieurs années sur les projets importants au travers de consultations directes et d'instances participatives, comme le **Comité Communal de Concertation** (CCC) qui existe depuis 1997 et a été reconduit en 2021 et en 2023. Il regroupe des habitants de la commune, et peut être consulté par la Municipalité sur différents projets et questions en rapport avec les services publics et équipements de proximité. Il est par ailleurs prévu d'associer dans le cadre de la démarche PVD **le Comité Communal de Concertation et le Conseil Municipal des Jeunes** pour avoir une **approche intergénérationnelle** sur certains sujets.

Le CCC fera partie de la phase d'initialisation et de déploiement du programme PVD de Saint-Martin-de-Crau

Les enjeux sont :

- Concerter les citoyens et le CCC dans les projets communaux et le programme PVD,

- Utiliser les bâtiments communaux (structures d'accueil des citoyens, salles de réunion...) pour animer des sessions de travail et réunions,

- Conserver la dynamique d'association des citoyens et susciter leur intérêt pour les projets à venir, afin

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

6.3. Les orientations stratégiques

Les trois études de programmation commandées par les collectivités MOA compétentes sur le territoire et qui portaient sur la revitalisation commerciale, l'habitat et la centralité urbaine, ont permis de mettre en lumière différentes orientations pour mener les actions de revitalisation de la commune de Saint-Martin-de-Crau en lien avec le dispositif PVD. Cette stratégie s'inscrit dans une démarche de projet de territoire communal d'une part et intercommunale d'autre part sous la forme d'opération de revitalisation de territoire.

La présente convention fixe les orientations stratégiques comme suit :

AXE D'INTERVENTION 1 : Vers une offre attractive de l'habitat en centre-ancien
Orientation stratégique 1 : Optimiser le cadre d'intervention
Orientation stratégique 2 : Renforcer le renouvellement urbain et l'offre de logements qualitatifs

AXE D'INTERVENTION 2 : Favoriser un développement économique et commercial équilibré
Orientation stratégique 1 : Optimiser le cadre d'intervention
Orientation stratégique 2 : Renforcer et diversifier l'offre marchande
Orientation stratégique 3 : Développer une communication positive autour de la dynamique commerciale

AXE D'INTERVENTION 3 : Développer la mobilité et les connexions
Orientation stratégique 1 : Concilier les différents modes de déplacement et favoriser les mobilités alternatives
Orientation stratégique 2 : Apaiser les flux motorisés en centre-ville pour le rendre attractif et convivial

AXE D'INTERVENTION 4 : Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine
Orientation stratégique 1 : Aménager la ville à l'image d'un pôle commercial qualitatif
Orientation stratégique 2 : Reconnecter les habitants et les touristes à la Trame Verte et Bleue
Orientation stratégique 3 : Renaturer et lutter contre les îlots de chaleur

AXE D'INTERVENTION 5 : Favoriser l'accès aux équipements et aux services publics
Orientation stratégique 1 : Aménager de nouveaux lieux de centralité à proximité des linéaires marchands
Orientation stratégique 2 : Maintenir les services de proximité en centre-ville

La présente convention décline en actions la stratégie globale définie par l'intercommunalité et ses communes membres, cette stratégie est reprise dans le projet de convention-chapeau d'Opération de Revitalisation de Territoire, avec le soutien de ses partenaires.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Article 7. Description et fiches actions détaillées

Les actions du programme *Petites villes de demain* sont décrites dans des fiches action selon le modèle figurant en annexe 3 ; elles ont vocation à alimenter directement le plan d'actions du CRTE du territoire concerné.

L'inscription formelle des actions dans le programme PVD est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.
Les actions prêtes, validées en comité de projet PVD, sont adressées à chacun des financeurs appelés à se prononcer dans leurs propres instances décisionnelles.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la Direction de programme PVD de l'ANCT (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

Chaque fin d'année, une synthèse financière des contributions obtenues des différents financeurs est présentée en comité de projet, et transmise à la direction de programme Petites villes de demain de l'ANCT.

Pour que la convention valle ORT, après intégration dans la convention-chapeau, les actions prévues dans le ou les secteurs d'intervention précités doivent à minima concerner l'amélioration de l'habitat (selon le contexte : lutte contre l'habitat dégradé ou indigne et contre la vacance ; production de logements attractifs et adaptés). Leur plan de financement est présenté.
Le plan d'action est la traduction opérationnelle du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux. Ce document évolutif consiste en la compilation des fiches actions validées, et éventuellement de la liste des projets en maturation ; il est transmis à chaque évolution à l'ANCT (délégation territoriale et direction de programme) à des fins de suivi.

Les évolutions du plan d'action sont examinées et validées au fil de l'eau par le comité de projet, sans nécessité d'avenant de la présente convention.

La ville de Saint-Martin-de-Crau s'est déjà engagée dans différentes actions sur le volet commercial, une boutique des artisans a été mise en place ainsi que la valorisation de l'activité commerciale de proximité notamment au travers d'une politique d'achat portée par la ville.

L'ambition de la vile de Saint-Martin-de-Crau, accompagnée par l'agglomération, se traduit par 28 actions qui seront conduites dans une perspective de redynamiser son attractivité, tant sur les volets habitat, économie et commerce, mobilités, formes urbaines et patrimoine naturel et architectural.

Les actions qui seront développées et mises en œuvre s'inscrivent dans le cadre de politiques publiques déclinées sur le territoire conformément à l'article L 303-2 Code de la construction et de l'habitation.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

7.1. Tableau de synthèse des actions par axes et orientations

AXE D'INTERVENTION 1 : VERS UNE OFFRE ATTRACTIVE DE L'HABITAT
Orientation stratégique 1 : Optimiser le cadre d'intervention
Action 1.1 : Opérer une stratégie foncière pour répondre aux besoins de logements en lien avec l'objectif ZAN
Action 1.2 : Accompagner l'amélioration de l'habitat privé
Orientation stratégique 2 : Renforcer le renouvellement urbain et augmenter l'offre de logements qualitatifs
Action 1.3. : Renouvellement et requalificaton du Trident : étude d'opportunité et de faisabilité
AXE D'INTERVENTION 2 : FAVORISER UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL EQUILIBRE
Orientation stratégique 1 : Optimiser le cadre d'intervention
Action 2.1 : Accompagner la création d'une union commerciale et artisanale : REALISEE
Action 2.2 : Recruter une(e) manager de commerce de centre-ville : REALISEE
Action 2.3 : Constituer une base de données sur les locaux commerciaux : EN COURS : cf action 2.2
Orientation stratégique 2 : Renforcer et diversifier l'offre marchande
Action 2.4 : Etude d'opportunité de création d'un outil de portage foncier de locaux commerciaux
Action 2.5 : Etude de faisabilité de création d'un outil de portage foncier de locaux commerciaux
Action 2.6 : Poursuivre l'acquisition de cellules commerciales sur des emplacements stratégiques
Action 2.7 : Mise en place d'un plan de soutien financier à la modernisation des commerces
Action 2.8 : Soutenir les porteurs de projet innovants avec « Mon projet de boutique » : EN COURS
Action 2.9 : Développer une boutique « Place des Artisans » : REALISEE
Action 2.10 : Développer un tiers-lieu intégrant potentiellement une vocation commerciale ou servicielle
Action 2.11 : Définir un plan d'animations sur le marché (vendredi matin) : EN COURS cf action 2.2
Orientation stratégique 3 : Développer une communication positive autour de la dynamique commerciale
Action 2.12 : Poursuivre et promouvoir le programme « Esprit client »
Action 2.13 : Etablir un plan stratégique de digitalisation des activités commerciales et artisanales
Action 2.14 : Valoriser le commerce de proximité dans la communication municipale et dans la politique d'achat de la commune : **au fil de l'eau**
Action 2.15: Creer un livret d'accueil des commerçants valorisant le centre-ville et ses commerces : EN COURS (cf A 2.2.)
AXE D'INTERVENTION 3 : DEVELOPPER LA MOBILITE ET LES CONNEXIONS
Orientation stratégique 1 : Concilier les différents modes de déplacement et Favoriser les mobilités alternatives
Orientation stratégique 2 : Apaiser les flux motorisés en Centre-ville pour le rendre attractif et convivial
Action 3 : Réflexion sur la requalification de l'avenue de la République et la création d'une boucle urbaine à sens unique (avenue de la République, avenue de plaisance et rue Alphonse Daudet)
AXE D'INTERVENTION 4 : METTRE EN VALEUR LES FORMES URBAINES, L'ESPACE PUBLIC ET LE PATRIMOINE
Orientation stratégique 1 : Aménager la ville à l'image d'un pôle qualitatif
Action 4.1 : Modifier le PLU pour soutenir la diversité commerciale et répondre aux besoins de logement
Action 4.2 : Aider à la rénovation des locaux commerciaux & promotion du dispositif « Mon projet de rénovation »
Action 4.3 : Renforcer la signalétique en centre-ville et la microsignalétique commerciale : EN COURS
Orientation stratégique 2 : Reconnecter les habitants et les touristes à la Trame Verte et Bleue
Action 4.4 : Réflexion sur la Création d'une balade éco-urbaine piéton-cycliste connectée à l'hyper-centre
Orientation stratégique 3 : Renaturation et lutte contre les îlots de chaleur
Action 4.5 : Réflexion sur la Désimperméabilisation des parkings à 15 minutes du CV
Action 4.6 : Réflexion sur le Renforcement de la trame Verte et Bleue
AXE D'INTERVENTION 5 : FAVORISER L'ACCES AUX EQUIPEMENTS ET AUX SERVICES PUBLICS
Orientation stratégique 1 : Aménager de nouveaux lieux de centralité à proximité des linéaires marchands
Action 5.1 : Réflexion sur la Requalification de l'espace public aux abords de la poste
Action 5.2 : Réflexion sur la Création d'une place « cœur de ville » à proximité des épis
Orientation stratégique 2 : Maintenir les services de proximité en centre-ville
Action 5.3 : Réflexion sur la Reconversion du RDC vacant commercial du Trident et de la requalification de ses abords

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

La maquette financière pluriannuelle est établie à la signature de la convention cadre. Elle est mise à jour au fil de l'eau et présentée au comité de projet. La maquette financière annuelle (consolidation au 31 décembre) est adressée chaque année en janvier au préfet de département ainsi qu'à la direction de programme PVD de l'ANCT. Pour la première année, la maquette financière annuelle est adressée à la direction de programme PVD de l'ANCT en même temps que la convention cadre.

Le modèle de maquette financière figure en annexe.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_078-DE

MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

Article 8. Engagement des parties

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour assurer le succès de la mise en œuvre du programme et la réalisation des actions inscrites dans la convention.

8.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

8.2. En général :

La communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette de et la communes de Saint-Martin-de-Crau s'engagent à :

- Mobiliser autant que possible les moyens humains et financiers nécessaires pour assurer le pilotage et la mise en œuvre efficace du programme PVD sur leur territoire ;
- À maintenir le poste de chef de projet pour la mise en œuvre du programme PVD
- Ne pas engager de projet de quelque nature que ce soit (urbanisme réglementaire, opération d'aménagement, etc.) qui viendrait en contradiction avec les orientations du projet ;
- Mettre leur document d'urbanisme en cohérence avec la convention au plus tard dès la première évolution. La communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette de et la commune de Saint-Martin-de-Crau s'engagent ainsi à limiter l'implantation d'équipements commerciaux et de services de santé quelle que soit leur surface qui viendrait concurrencer l'attractivité commerciale de leur centre-ville, de sorte à rester en cohérence avec le SCOT.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

- La communes et l'agglomération s'engagent à indiquer aux porteurs de projets commerciaux la nécessité d'étudier en priorité l'implantation de leurs projets dans le ou les périmètre(s) définis à l'article 5.

Pour mémoire, les collectivités ont la faculté de saisir la CDAC pour les commerces de plus 300 m² de surface de vente. Les communes d'engagent à saisir la CDAC pour tous les commerces de plus de 300 m2 de surface de vente.

Si un projet commercial en dehors du périmètre PVD, futur périmètre ORT, devait menacer l'équilibre commercial et économique du centre-ville de la commune signataire de la présente convention, et, à moins qu'elles ne s'orientent vers un avis défavorable lors de l'examen en CDAC, les collectivités s'engagent à saisir le Préfet afin de demander la suspension des autorisations d'exploitation commerciales, pour une durée de trois ans maximum, prorogée d'un an si besoin (art.L752-1-2 du code du commerce). Si les collectivités jugent l'implantation hors secteur opportune, elles présenteront en CDAC les éléments qui conduisent à assurer que cette nouvelle implantation ne concurrencera pas le commerce existant ou projeté du centre-ville de la commune concernée et des autres centres-villes de la communauté d'agglomération.

Elles veilleront à faire évoluer, si besoin, les documents d'urbanisme de sorte de ne pas retarder la mise en œuvre des actions prévues et à maintenir le poste de chef de projet pour la mise en œuvre du programme PVD.

Les partenaires s'engagent à

- Instruire dans les meilleurs délais les propositions de projets et d'actions qui seront soumises par les collectivités bénéficiaires.
- Mobiliser leurs ressources humaines et financières pour permettre la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention et qu'ils auraient préalablement approuvées.

Il est rappelé que les engagements financiers mentionnés dans la présente convention sont donnés à titre indicatif. Ils sont soumis au respect des procédures et calendriers de dépôt de demande de subvention propres et à la validation des organes délibérants ou instances décisionnaires de chaque structure.

8.3. En particulier :

8.3.1. En ce qui concerne la commune de Saint-Martin-de-Crau

En signant cette convention, la commune de Saint-Martin-de-Crau assume son rôle de centralité au bénéfice de la qualité de vie des habitants de la commune et des territoires alentours, et sa volonté de s'engager résolument dans une trajectoire dynamique et engagée dans la transition écologique.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

La collectivité signataire s'engage à désigner dans ses services un che
de l'animation du programme et de son évaluation.

La collectivité signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, chambres consulaires, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature de la convention cadre, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du programme et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du programme, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au programme, dont il est maître d'ouvrage.

8.3.2. En ce qui concerne la communauté d'agglomération

La communauté d'agglomération ACCM s'engage à amener une politique d'accompagnement de l'amélioration de l'habitat privé par le biais de sa délégation des aides à la pierre. Cette aide de l'Anah sera appliquée ici dans le périmètre PVD, futur périmètre ORT.

8.3.3. En ce qui concerne l'État

L'État s'engage à étudier le possible co-financement des actions inscrites dans le plan d'action de la convention qui seraient éligibles aux dotations et crédits disponibles de l'État.

L'État s'engage à faire bénéficier des futures démarches, appels à projets et appels à manifestation d'intérêt qui pourraient être lancés dans la durée de la convention.

L'État assure par ailleurs le lien avec les services fiscaux pour l'instruction du dispositif 'investissement locatif Denormandie

L'État soutiendra, sur la base de demandes citée dans l'article 9.1, les demandes de suspension d'instruction des autorisations d'exploitation commerciale en dehors du secteur d'intervention PVD, futur secteur ORT, défini dans la présente convention.

L'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du programme, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du programme.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du programme.

L'État soutient l'ingénierie des collectivités par le cofinancement via le FNADT de postes de chefs de projet, en complément des crédits apportés par les opérateurs partenaires du programme. Il s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le programme, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ANCT peut accompagner les territoires en conseil et ingénierie, via ses différents programmes d'intervention (France Service, tiers-lieux, ...) et dans ses domaines d'expertise comme par exemple la revitalisation commerciale. L'ANCT soutient également les projets par le pilotage du programme Petites villes de demain, et en particulier du Club ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- L'Anah peut apporter un accompagnement aux différentes phases d'une stratégie en matière d'amélioration de l'habitat pour des interventions intégrant les thématiques spécifiques relevant de ses priorités (la lutte contre l'habitat indigne et dégradé, la précarité énergétique, la fragilisation et dégradation des copropriétés, le vieillissement de la population, tant en phase pré-opérationnelle qu'opérationnelle. Cet accompagnement peut être destiné aux propriétaires (occupants ou bailleurs), syndicats de copropriétaires, collectivités ou opérateurs immobiliers ;
- Le Cerema peut apporter un appui pour l'élaboration des projets de territoires et des plans d'action, ainsi que pour la phase de mise en œuvre et d'évaluation et dans ses domaines d'expertise (par exemple, la stratégie foncière et d'aménagement durable, la transition écologique, les mobilités, la revitalisation économique et commerciale) ;
- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du programme.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20260401-CC2025_076-DE

8.3.4. En ce qui concerne le soutien du Départem

Le département des Bouches-du-Rhône en qualité de chef de file des politiques de solidarité mais également de son rôle sur les politiques de mobilité et les espaces naturels sensibles, ainsi que le numérique, apportera son concours aux actions visées par le programme.

Le département des Bouches-du-Rhône s'engage à désigner dans ses services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Le département des Bouches-du-Rhône s'engage à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du programme qui sont compatibles avec ses politiques publiques et cadres d'intervention, sous réserve que les porteurs de projets déposent un dossier complet pour instruction et répondent aux sollicitations de la collectivité pour l'instruction du dossier et éclairer l'exécutif sur la décision à intervenir.

Le département des Bouches-du-Rhône, dans l'objectif de développer une alliance des territoires, des compétences et des acteurs autour d'un projet fédérateur, mobilisera ses outils de soutien au développement territorial, notamment ceux liés à sa contractualisation avec les collectivités locales adoptée en séance plénière du_____.

En outre, il pourra mobiliser son réseau d'ingénierie territoriale pour accompagner, à travers cette expertise, les porteurs dans l'élaboration et suivi de leurs projets. L'expertise de services du département des Bouches-du-Rhône pourra également être mobilisée dans la construction des projets.

Sur les communes situées dans le périmètre de la délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat et de l'ANAH, Le département des Bouches-du-Rhône s'engage à mobiliser les dispositifs en vigueur dans le cadre des politiques déléguées et volontaristes de l'habitat.

Le Département, via ses cadres d'interventions ou les dispositifs européens, pourra apporter un appui financier aux opérations et actions inscrites au programme. Ces opérations devront faire l'objet d'une sollicitation officielle de subvention, avec un dépôt de dossier. L'éligibilité sera instruite et étudiée au regard des dispositifs sollicités en vigueur et des disponibilités financières. La décision fera l'objet d'une délibération de la Commission Permanente du Département.

8.3.5. En ce qui concerne la Caisse des Dépôts, dans le cadre de la Banque des Territoires

La Caisse des Dépôts, par l'intermédiaire de sa direction de la Banque des Territoires, contribue à la mise en œuvre effective du Programme *Petites Villes de Demain* en mobilisant sur la période 2020-2026 les moyens visant notamment à :

Accompagner les villes et leur intercommunalité en matière de soutien méthodologique et d'ingénierie de projet, adaptés aux problématiques des petites centralités et répondant aux enjeux de redynamisation et d'attractivité. Ces moyens pourront prendre la forme de cofinancement d'une partie des postes de chefs de projet, de cofinancement d'études nécessaires pour élaborer et mener à bien le projet global de redynamisation, et de prise en charge d'assistances techniques destinées aux territoires rencontrant des difficultés particulières :

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Contribuer à l'expertise opérationnelle portant sur les montages d[illegible] opérationnelle des investissements ou des solutions de portage d'actifs immobiliers aux côtés des acteurs économiques (la Caisse des Dépôts ne subventionne pas les investissements publics) ;

Financer sous forme de prêts, en particulier le Prêt Rénovation Urbaine Petites Villes de Demain, les opérations des personnes morales publiques ou privées situées dans les communes lauréates du programme et incluses dans le périmètre *Petites villes de demain*.

Pour chaque sollicitation financière (prêt, ingénierie, investissement), l'accompagnement de la Caisse des Dépôts sera subordonné aux critères d'éligibilité de ses axes d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

Les porteurs de projets publics comme privés ont, à travers le comité local de projet *Petites Villes de Demain*, une instance de proximité au sein de laquelle ils pourront faire examiner les possibilités de saisine de l'offre Caisse des Dépôts *Petites Villes de Demain* de la Banque des Territoires selon les modalités qu'elle définit avec ses partenaires.

8.3.6 En ce qui concerne la CCI

De la chambre de commerce et de l'industrie du pays d'Arles s'engage à

- désigner dans ces services un ou des référents pour participer à la gouvernance du programme ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets

- soutenir les actions et les projets du programme qui sont compatibles avec sa politique d'intervention auprès des entreprises en général, et plus particulièrement auprès des commerces de proximité

- proposer les nouvelles actions qu'elles développent en faveur des entreprises dans le cadre du suivi du programme

8.3.7 En ce qui concerne la CMAR-PACA

La chambre de métiers et de l'artisanat de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

- s'engage à désigner dans son service un ou des référents pour participer à la gouvernance du programme

- pourra mettre son expertise du tissu artisanal au service des projets d'aménagement de la commune pour faciliter l'intégration, le développement et la valorisation de l'artisanat, de ses métiers et savoir-faire. Elle pourra également mobiliser son offre de service à destination des entreprises pour les informer, les former et les accompagner notamment sur l'anticipation des transmissions-reprises, sur les enjeux d'adaptation et de professionnalisation en lien avec la transition écologique et numérique en s'appuyant sur les projets et actions du programme PVD

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

8.3.8. En ce qui con

La Région Provence -Alpes-Côte d'Azur.

En qualité de cheffe de file des politiques de transport, de formation professionnelle, d'aménagement du territoire, de développement économique, de tourisme et d'environnement, apportera son concours aux actions visées par le programme s'est engagée sur le territoire de l'ACCM par le biais du programme nos territoires d'abords.

La Région, via ses cadres d'interventions ou les dispositifs européens, pourra apporter un appui financier aux opérations et actions inscrites au programme. Ces opérations devront faire l'objet d'une sollicitation officielle de subvention, avec un dépôt de dossier. L'éligibilité sera instruite et étudiée au regard des dispositifs sollicités en vigueur et des disponibilités financières. La décision fera l'objet d'une délibération de la Commission Permanente de la Région.

Article 9. Pilotage et animation

9.1. Gouvernance

La gouvernance de la présente convention est assurée par la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, en partenariat avec la commune signataire de Saint-Martin-de-Crau, l'État et ses établissements publics, ainsi que les partenaires associés.

L'ACCM s'assurera de la bonne coordination des partenaires et dispositifs sur le territoire, et notamment de la cohérence et de la complémentarité des projets d'urbanisme et d'aménagement avec le projet de redynamisation du centre-ville de Saint-Martin-de-Crau.

La Communauté d'agglomération aura ainsi pour rôle de territorialiser, d'articuler et de faire converger ses objectifs dans un projet d'ensemble, et d'assurer le suivi et l'évaluation du projet de revitalisation et de ses actions.

La collectivité porteuse met en place une gouvernance pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme, en association étroite avec l'Etat, confirmant (et ajustant si nécessaire) le fonctionnement installé à l'occasion de la convention d'adhésion pour l'élaboration de la stratégie.
Cette gouvernance est intégrée à la gouvernance mise en place pour le Contrat de relance et de transition écologique.

Sont systématiquement invités au comité de projet les représentants de l'exécutif, des services de l'Etat, de la Caisse des dépôts – Banque des Territoires, de l'ANAH, du CEREMA, de l'ADEME, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du programme Petites villes de demain, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siégera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du programme, sur la base des indicateurs de suivi et d'une synthèse financière ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions, y compris financièrement (actualisation du plan de financement) ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du programme en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...) ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Le chef de projet PVD désigné alimente le comité de pilotage et en particulier :

- Veille en détail au bon déroulement des actions prévues au programme, vérifie l'avancement des dossiers, analyse les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établit le tableau de suivi de l'exécution ;
- Met en place les outils d'évaluation et analyse les résultats des évaluations ;
- Propose les évolutions des fiches orientations ;
- Propose les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches actions.

9.2. Instance de pilotage

Le pilotage est assuré au niveau local par un « comité local PVD » composé des membres signataires de la convention, sous la co-présidence de l'EPCI et des communes signataires, en présence du Sous-préfet du pays d'Arles ou d'un représentant de l'État.

Participent également au Comité local PVD, les partenaires signataires de la présente convention.

Le Comité local PVD valide les orientations et suit l'avancement du projet de revitalisation. Il se réunit de façon formelle a minima de façon semestrielle.

Ses membres sont en contact permanent afin de garantir la bonne dynamique du projet.

La collectivité s'appuiera sur son Chef de projet qui anime les éventuels sous-groupes de travail couvrant les axes stratégiques de redynamisation. Il/elle assure la mise en œuvre des actions de la convention, leur suivi et leur évaluation.

Il ou elle réunit un Comité technique, composé des techniciens des différentes composantes du Comité local PVD, au minimum 2 fois par an. Cette équipe projet pourra, selon les besoins, s'attacher de personnes ressources complémentaires, acteurs du territoire.

9.3. Animation, coordination des actions et soutien en ingénierie

Pour assurer le suivi général du projet de revitalisation et le pilotage de la stratégie intercommunale décrite dans la présente convention, les collectivités s'engagent à mettre en place une organisation de projet transversale entre la Communauté d'agglomération et la commune signataire. Cette organisation comprend :

La communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) est signataire des conventions cadre Actions Cœur de ville d'Arles et de Tarascon depuis le lancement du dispositif en 2018. La direction de projet pour les deux villes est assurée au niveau de l'ACCM dans un objectif de cohérence avec le programme NPRNU.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

- ❑ **ACCM** : Élu référent
  - ✓ Une direction de projet confiée à ACCM : Direction du Département Aménagement et Cohésion du Territoire et chef de projet ORT (ACV-PVD)
  - ✓ Des services communautaires mobilisés :
    - ✓ Espaces publics
    - ✓ Développement économique
    - ✓ Habitat
    - ✓ Mobilités
    - ✓ Politique de la Ville
    - ✓ Renouvellement Urbain
    - ✓ SIG
    - ✓ Tourisme

- ❑ **Ville de Saint-Martin-de-Crau, PVD** : Maire et Elus référents,
  1 organisation sous la responsabilité du DGS, avec les différents référents des services => 1 référent désigné

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie : les partenaires financiers (l'ANCT, la Banque des territoires, le CEREMA, l'ADEME...), services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, agences techniques départementales, CAUE, CPIE, Agences d'urbanisme... pour les différentes phases du programme (élaboration du projet de territoire, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) qu'il conviendra de préciser et de rappeler dans le bilan du contrat. L'activation de cet accompagnement s'effectue selon les modalités de saisines et de contractualisation propres à chaque organisme.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements.

A Saint-Martin-de-Crau la mobilisation des acteurs du territoire sera d'autant plus garantie par la CCC et l'Axe d'intervention transversal portant spécifiquement sur la concertation citoyenne.

9.4. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation : une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, étant donné leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire : leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Article 10. Suivi et évaluation

Modalités de suivi et bilan annuel prévu par l'article L.303-2 du CCH, et évaluation des actions en vue notamment d'établir l'évaluation à 5 ans prévue par la loi.

Un bilan annuel et une évaluation finale des actions entreprises dans le cadre du programme PVD de revitalisation de territoire et de leurs incidences financières sont présentés aux conseils municipaux des communes et à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre signataires de la convention.

Définir la liste des indicateurs de ressources, de réalisation, de résultats ou d'impacts qui permettent de suivre les effets du programme PVD, directs et indirects : Liste des indicateurs possibles en annexe 3.

Un tableau de bord de suivi du programme est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour par le chef de projet PVD. Il est examiné par les services de l'Etat et présenté en synthèse au comité de pilotage. D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins, et mis à disposition auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du programme, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation du programme national PVD.

Article 11. Communication

Conformément aux chartes graphiques de nos partenaires, les logos des cosignataires financeurs seront intégrés aux supports de communication (affiches, plaquettes, supports numériques, etc.) pour tous les projets soutenus dans le cadre de cette convention.

Les collectivités maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner le concours des cosignataires de la présente convention à l'occasion de chaque action d'information du public (articles de presse, visites, portes ouvertes, inauguration, etc.) concernant la réalisation des projets de cette convention.

Conformément aux chartes graphiques de nos partenaires, les logos des cosignataires financeurs seront intégrés aux supports de communication (affiches, plaquettes, supports numériques, etc.) pour tous les projets soutenus dans le cadre de cette convention.

Une signalétique *Petites Villes de demain* peut être mise en place en lieu et place des communes signataires.

Chaque opération réalisée doit faire l'objet d'un affichage pendant les travaux :

- Identifiant clairement le lien avec le programme de rattachement : *Petites villes de demain*
- Ainsi que les logos et mentions liés aux modalités d'attribution des subventions et financement propres à chaque Partie.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Chacune des Parties autorise à titre non exclusif l'autre Partie à utili[illegible] respectant la charte graphique afférente telle que figurant en Annexe, pour toute la durée du Contrat afin de mettre en avant le partenariat entre les Parties, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de communication faisant référence aux actions réalisées dans le cadre de cette convention.

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des Parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par l'autre Partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des Parties reconnaît (i) qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique de l'autre Partie autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et (ii) qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs à l'autre Partie, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des Parties est accordé uniquement pour la durée du Contrat et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, qu'elle qu'en soit la raison.

La commune est invitée à faire figurer le panneau signalétique Petites villes de demain en entrée de ville (modèle disponible en ligne).

Chaque opération réalisée doit faire l'objet d'un affichage pendant les travaux :

- *Identifiant clairement le lien avec le programme Petites villes de demain : logo ANCT/PVD et mention « L'Etat s'engage pour l'avenir des territoires »(modèle disponible en ligne) ;*
- *Ainsi que les logos et mentions liés aux modalités d'attribution des subventions et financement propres à chaque Partie.*

Utilisation des logos

Chacune des Parties autorise à titre non exclusif l'autre Partie à utiliser son nom et son logo en respectant la charte graphique afférente à celle des partenaires, pour toute la durée du Contrat afin de mettre en avant le partenariat entre les Parties, et à le faire figurer de façon parfaitement visible et lisible sur ses supports de communication faisant référence aux actions réalisées dans le cadre de cette convention.

Il est précisé qu'aucun matériel, visuel, création, annonce, message de quelque nature que ce soit faisant référence à l'une des Parties ne pourra être créé, réalisé et/ou diffusé par l'autre Partie sans son consentement écrit préalable.

Chacune des Parties reconnaît (i) qu'elle n'acquiert aucun droit sur la charte graphique de l'autre Partie autre que celui de l'utiliser conformément aux dispositions de la présente clause et (ii) qu'elle n'est pas autorisée à utiliser et / ou exploiter les marques, dénominations sociales, logo et plus généralement tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux signes distinctifs à l'autre Partie, de quelque façon que ce soit (notamment pour leur reproduction, communication et / ou adaptation) et pour quelque raison que ce soit (y compris à titre de référence commerciale ou pour sa propre publicité).

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 015-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Le droit d'utiliser les éléments verbaux/graphiques de chacune des Par pour la durée du Contrat et prendra automatiquement fin, sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, à son terme, qu'elle qu'en soit la raison.

La commune est invitée à faire figurer le panneau signalétique Petites villes de demain en entrée de ville (modèle disponible en ligne).

Chaque opération réalisée doit faire l'objet d'un affichage pendant les travaux :

- Identifiant clairement le lien avec le programme Petites villes de demain : logo ANCT/PVD et mention « L'Etat s'engage pour l'avenir des territoires » (modèle disponible en ligne) ;

Ainsi que les logos et mentions liés aux modalités d'attribution des subventions et financement propres à chaque Partie.

Article 12. Entrée en vigueur, Modification, Résiliation et Traitement des recours

12.1. Entrée en vigueur, durée de la convention et publicité

L'entrée en vigueur du programme est effective à la date de signature du présent contrat, jusqu'à la fin du dispositif PTVD, prévue en mars 2026.

Au terme de la convention, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

La présente convention est publiée au recueil des actes administratifs de l'EPCI signataire. Elle est transmise pour information au DDFIP ainsi qu'à l'ANCT. Elle pourra faire l'objet d'une mise en ligne, au niveau local et par l'ANCT.

12.2. Modification et résiliation

La présente convention peut être révisée par avenant, après accord des parties. La modification de la présente convention par avenant devra être validée en amont par le comité local PVD et par délibération des collectivités signataires.

Il est précisé que le contenu de la présente convention pourra être modifié en fonction de la publication des décrets d'application encadrant la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs décrits dans la présente.

D'un commun accord entre les parties signataires du programme et après avis favorable du Comité de Projet, il peut être mis fin à la présente convention.

Un préavis de résiliation, d'une période de 6 mois est ainsi réalisé auprès des partenaires signataires.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
12.3 ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

La présente convention est régie par le droit français.

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable entre elles.

A défaut, et préalablement à l'engagement de toute action contentieuse et sous réserves des dispositions prises au titre des articles précédents, les parties s'engagent à recourir à la médiation en application des articles L 213-1 du code de la justice administrative du différend qui les oppose et de saisir le président du Tribunal administratif de Marseille à l'effet d'organiser la mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en seront chargées.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Tarascon.

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

ANNEXES

Annexe 1 : Plan d'action prévisionnel

Annexe 2 : Fiches actions

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

MAQUETTE FINANCIERE ANNUELLE

RELATIVE AU PROGRAMME PETITES VILLES DE DEMAIN

POUR LA COMMUNE SAINT MARTIN DE CRAU

Au titre de l'année budgétaire 2024, sur la base des actions programmées de la convention cadre, la maquette financière annuelle prévisionnelle précise les financements prévus en début de chaque année :

Action	Maître d'ouvrage (MO)	Montant total	Part MO	Part Etat	Part autres financeurs (et nom des financeurs)	Précisions sur niveau de validation pour chaque financeur
Action 1.1 : Opérer une stratégie foncière	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette - ACCM	Non défini				
Action 1.2 : Accompagner l'amélioration de l'habitat privé	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette ACCM	Non défini				
Action 1.4. Renouvellement et requalification du Trident : étude d opportunité						
Action 2.1 : Accompagner la création d'une union commerciale et artisanale REALISEE	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette ACCM					
Action 2.2 : Recruter une(e) manager de centre-ville commerce REALISEE	Commune de Saint-Martin-de-Crau	110000€ sur 2 ans soit 50 000 € /an				
Action 2.3 : Constituer une base de données sur les locaux commerciaux	Commune de Saint-Martin-de-Crau	Non défini				

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le :
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Action 2.4 : Etude d'opportunité de création d'un outil de portage foncier de locaux commerciaux	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette ACCM	20 000 € HT	50%		financement 50%	
Action 2.5 : Etude de faisabilité de création d'un outil de portage foncier de locaux commerciaux	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette ACCM	20 000 € HT	50%		BDT co financement 50%	
Action 2.6 : Poursuivre l'acquisition de cellules commerciales sur des emplacements stratégiques	Commune de Saint-Martin-de-Crau	Estimatif 450 000 € HT	100 %			
Action 2.7: Mise en place d'un plan de soutien financier à la modernisation des commerces	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette ACCM	Non défini				
Action 2.8 : Soutenir les porteurs de projet innovants avec « Mon projet de boutique »	Commune de Saint-Martin-de-Crau	Non défini	100 %			
Action 2.9 : Développer une boutique « Place des artisans » *REALISEE*	Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette ACCM		100 %			
Action 2.10 : Développer un tiers-lieu intégrant potentiellement une vocation à définir	Commune de Saint-Martin-de-Crau	20 000 € HT	50%		BDT co financement 50%	
Action 2.11 : Définir un plan d'animations sur le marché (vendredi matin)	Commune de Saint-Martin-de-Crau	Non défini				
Action 2.12 : Poursuivre et promouvoir le programme « Esprit client »	Commune de Saint-Martin-de-Crau	14 000 € HT	100%			
Action 2.13 : Etablir un plan stratégique de digitalisation des activités commerciales et artisanales	Commune de Saint-Martin-de-Crau	10 000 €HT	100%			

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Action 2.14 : Valoriser le commerce de proximité dans la communication municipale et dans la politique d'achat de la commune	Commune de Saint Martin de Crau	Non défini				
Action 2.15: Créer un livret d'accueil des commerçants valorisant le centre-ville et ses commerces	Commune de Saint Martin de Crau	1 200 €HT				
Action 3 : Réflexion sur la Création d'une boucle urbaine à sens unique et partagée entre l'avenue de la République, l'Avenue de Plaisance, et la rue Alphonse Daudet	Commune de Saint Martin de Crau	Estimatif Travaux : 2 355 000 €HT au total phasage ?				
Action 4.1 : Modifier le PLU pour soutenir la diversité commerciale et répondre aux besoins de logement	Commune de Saint Martin-de-Crau	Non défini	100%			
Action 4.2 : Accompagner à la rénovation des locaux commerciaux & promotion du dispositif « Mon projet de rénovation »	Commune de Saint Martin-de-Crau	Non défini				
Action 4.3 : Renforcer la signalétique en centre-ville et la microsignalétique commerciale	Commune de Saint Martin-de-Crau	Non défini				
Action 4.4 : Réflexion sur la Création d'une balade éco-urbaine piéton-cycliste connectée à l'hyper-centre	Commune de Saint Martin-de-Crau	Estimatif Travaux : 1 088 000 €HT Phasage				
Action 4.6: Réflexion sur la Désimperméabilisation des parkings à 15 minutes du CV		Estimatif Travaux : 2 590 000 € HT PHASAGE ?				
Action 4.7: Réflexion sue le Renforcement de la trame Verte et Bleue	Commune de Saint Martin-de-Crau	Estimatif Travaux : 62 000 €HT +300 €/M²pour la désimperméabilisation et végétalisation pied d'arbre				
Action 5.1 : Réflexion sur la Requalification de l'espace public aux abords de la poste	Commune de Saint Martin de Crau	Estimatif Travaux : 87 000 €HT Phasage				

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_078-DE

Action 5.2 : Réflexion sur la Création d'une place « cœur de ville »	Commune de Saint Martin de Crau	Estimatif Travaux : 253 080 €HT				
Action 5.4 : Réflexion sur la Reconversion du RDC vacant commercial du Trident et de la requalification de ses abords	Commune de Saint Martin de Crau	Non défini				

Total crédits Etat sollicités par type de crédits	Plan de relance	FNADT	DETR	DSIL	Volet territorial du CPER	Autres (préciser)

Envoyé en préfecture le 02/04/2025
Reçu en préfecture le 02/04/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250401-CC2025_076-DE

Article 13. Signatures

Convention signée, le_____

La Maire de Saint-Martin-de-Crau *Séverine DELLANEGRA*	Le Président de la Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette *Patrick de CAROLIS*	Le Préfet des Bouches-du-Rhône, Préfet de Région PACA *Georges-François LECLERC* Pour le Préfet La Sous-Préfète de l'arrondissement d'Arles Cécile LENGLET
Le Directeur régional de la Caisse des Dépôts *Alexis ROUQUE* BOUBAKEUR AIBOUT DIRECTEUR TERRITORIAL	Par délégation de l'État pour les aides à la pierre de l'ANAH le Président de la Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette *Patrick DE CAROLIS*	La Présidente du Conseil départemental *Martine VASSAL* 29 nov. 2025
La Présidente du Comité régional Action Logement Provence-Alpes Côte d'Azur *Clarisse BAINVEL*	Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie *Stéphane PAGLIA*	Le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat PACA *Yannick MAZETTE* CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE RÉGION PACA – SECTION DES BOUCHES-DU-RHÔNE
La Vice-Présidente du Comité régional Action Logement Provence-Alpes Côte d'Azur *Martine CORSO*	La Présidente de l'ADIL 13 *Judith DOSSEMONT* P/o ADIL des Bouches-du-Rhône Villa d'Este - 15, Avenue Robert Schuman CS 40530 - 13235 Marseille Cedex 02 Tél. : 04 96 11 12 00 - Fax : 04 96 11 12 01 SIRET : 444 149 645 00038 - APE : 8899 B	

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°43 : Emploi et insertion / Programmation PLIE 2026 - Session 1

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 7.5

La communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) porte et anime le PLIE (Plan local pour l'insertion et l'emploi) dont elle est signataire. A ce titre, elle octroie des financements à des opérateurs pour la réalisation d'actions bénéficiant aux publics en démarche d'insertion professionnelle accompagnés par le PLIE (adhérents du PLIE). Dans ce cadre, un appel à projets a été mis en ligne sur le site de la communauté d'agglomération. 14 projets représentant un montant de demandes totales de 159 500 € ont été déposés et instruits par le service emploi.
La présente délibération vise à proposer le financement par ACCM de 10 actions dans le cadre de cette première session de la programmation 2026 du PLIE pour un montant total de 106 500 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n° CC2024_85 du conseil communautaire du 20 septembre 2024 adoptant le Projet de Territoire 2024-2030 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2024_196 du 5 décembre 2024 relative au protocole 2025-2029 du PLIE ;

Considérant que le Projet de Territoire 2024-2030 d'ACCM, notamment l'ambition 3 «soutenir les transitions sociétales», met l'accent sur l'insertion professionnelle, la cohésion sociale et le soutien aux initiatives favorisant l'emploi des publics éloignés du marché du travail ;

Considérant la politique de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) en matière d'insertion professionnelle et de soutien à l'emploi ;

Considérant la situation socio-économique du territoire et plus particulièrement les difficultés d'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi liées notamment à des problématiques d'adaptation au marché de l'emploi ou de nécessité de reclassement ;

Considérant que le PLIE est un programme porté et animé par ACCM qui vise à *«améliorer l'accès à l'emploi et/ou à la qualification des femmes et des hommes confrontés à une exclusion du marché du travail»* ;

Considérant la nécessité, dans le cadre du PLIE, de développer des actions spécifiques, et notamment des outils d'insertion par l'activité économique, répondant aux problématiques ci-dessus énoncées ;

Considérant à ce titre l'appel à projets lancé par ACCM dans le cadre de la programmation 2026 du PLIE, visant à recueillir des initiatives qui s'inscrivent dans les objectifs du PLIE, plus particulièrement autour des thématiques suivantes :

- favoriser la levée des freins périphériques (santé, difficultés cognitives, perte de confiance en soi, savoir-être, etc.), la mobilisation et la dynamisation des

personnes (construction du projet professionnel, démarche active d'insertion, etc.),

- mettre en situation d'emploi, notamment grâce aux outils de l'insertion par l'activité économique,
- renforcer les liens avec les entreprises ;

Considérant les 14 dossiers déposés dans le cadre de cet appel à projets « programmation 2026 du PLIE », représentant un montant total de 159 500 € ;

Considérant l'instruction réalisée par ACCM, il est proposé, dans le cadre de la **première session de la programmation 2026** de soutenir les **10** actions suivantes au titre des crédits ACCM, pour un montant total de **106 500 €** :

1- Citélabs (opérateur : Initiative pays d'Arles) – subvention ACCM : **12 000 €** *(coût total de l'opération : 65 000 €)* :

- sensibilisation à la création d'entreprises et à l'entrepreneuriat auprès des publics exclus du marché du travail,
- détection et accueil de porteurs de projet, travail sur l'amorçage de projet (les motivations et le capital savoir-faire du porteur, son réseau, la faisabilité du projet, l'élaboration d'un plan d'actions) et orientation vers les dispositifs adaptés (relais vers les structures d'accompagnement, ou vers l'accompagnement à l'emploi ou d'autres structures).

2- Des étoiles et des femmes (opérateur : Petit à Petit) – subvention ACCM : **10 000 €** *(coût total de l'opération : 72 428 €)* :

préparation au Titre Professionnel commis de cuisine (12 mois) pour des femmes éloignées de l'emploi, en partenariat avec des établissements d'excellence qui accueillent les stagiaires en alternance.

3- Cap budget – sécuriser son quotidien pour avancer (opérateur : Delta sud formation) – subvention ACCM : **6 500 €** *(coût total de l'opération : 7 245 €)* :

ateliers collectifs visant à acquérir les bases de la gestion budgétaire, mieux appréhender ses dépenses, favoriser l'autonomie financière et prévenir l'endettement.

4- Un chemin pour elles – insertion sociale et professionnelle (opérateur : CIDFF) – subvention ACCM **: 8 000 €** *(coût total de l'opération : 41 000 €)* :

Sensibiliser à l'élargissement des choix professionnels et travailler à l'articulation des temps de vie, la déconstruction des stéréotypes et la mixité des métiers. Repérer des femmes qui pourraient être orientées vers le PLIE au travers des missions d'accès au droit et/ou d'accompagnement des femmes victimes de violences.

5 – Parcours Vert2mains (opérateur : Vers un tiers lieu en Pays d'Arles) – subvention ACCM : **20 000 €** *(coût total de l'opération : 118 000 €)* :

développement de parcours expérimentaux de découverte des activités vertes/verdissantes (éco-construction, nature, numérique et textile) et de formation à destination des adhérents du PLIE.

6- Aides individuelles aux adhérents du PLIE (opérateur : TEEF) **-** subvention ACCM : **10 000 € :**

cette enveloppe est destinée à octroyer des aides individuelles aux adhérents du PLIE dans le cadre de dépenses nécessaires à une entrée en emploi ou en formation : frais de déplacement, d'équipement, de garde d'enfant, d'inscription

à une formation, ...La gestion de cette enveloppe est confiée à l'association TEEF.

7 - Actions d'insertion par l'activité économique (4 chantiers d'insertion) **– 40 000 € :**

Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) proposent une activité professionnelle ainsi qu'un accompagnement socio-professionnel à des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Les salariés des structures d'insertion bénéficient ainsi d'une rémunération, d'une mise en situation professionnelle réelle, et de l'acquisition de compétences et savoir-être.

Les SIAE sont à ce titre des étapes de parcours incontournables pour des publics accompagnés dans le cadre du PLIE. Cela concerne une centaine de salariés en insertion sur le territoire.

Les actions d'insertion concernées sont les suivants :

- Chantier d'insertion Titus (opérateur : Regards) – subvention ACCM : **10 000 €** (*coût total de l'opération : 267 857 €).*
Activité support : amélioration du cadre de vie dans les quartiers politique de la ville Barriol et Trébon (Arles) en partenariat avec 13 Habitat : création de petits espaces extérieurs, de peinture extérieure, création de cheminements, création et pose de mobiliers urbains.

- Chantier d'insertion Repasserie (opérateur : Regards) – subvention ACCM : **10 000 €** *(coût total opération : 252 661 €).*
Activité support : service d'entretien du linge (laverie et repasserie) s'adressant aux particuliers et aux professionnels.

- Chantier d'insertion, prévention et aménagement des sites paysagers (opérateur : Delta Sud Initiatives) – subvention ACCM : **10 000 €** *(coût total de l'opération : 596 274 €).*
Activité support : prévention, entretien et aménagement de sites paysagers notamment dans les Alpilles : débroussaillage sélectif, petite maçonnerie, aménagements botaniques...

- Chantier d'insertion, « humanités numériques » (opérateur : Résurgences) - subvention ACCM : **10 000 €** *(coût total de l'opération : 396 326 €).*
Activité support : Codage et activités informatiques diverses. Ce chantier d'insertion intègre par ailleurs la formation au certificat « Salarié Polyvalent et Intégrateur Web.Former ».

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 – DÉCIDER l'octroi de subventions à :

- Initiative pays d'Arles / « Citélabs » : 12 000 €
- Petit à petit / « Des étoiles et des femmes » : 10 000 €
- Delta sud formation / « Cap budget - sécuriser son quotidien pour avancer » : 6 500 €
- CIDFF / «Un chemin pour elles : insertion sociale et professionnelle» : 8 000€
- Vers un tiers lieu en pays d'Arles / « Parcours vert2mains » : 20 000 €
- TEEF / « Aides individuelles aux adhérents du PLIE » : 10 000 €
- Regards / « chantier d'insertion Titus » : 10 000 €
- Regards / « chantier d'insertion repasserie » : 10 000 €

- Delta sud insertion / « chantier d’insertion prévention et aménagement des sites paysagers » : 10 000 €
- Résurgences / « chantier d’insertion humanités numériques » : 10 000 €

2 - AUTORISER le président ou son représentant à signer au nom et pour le compte d’ACCM, tout acte et document nécessaires à l’exécution de la présente délibération ;

3 - PRÉCISER que les crédits sont inscrits au budget principal 2026.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°44 : Assemblées / Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles - Désignation des représentants d'ACCM

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner onze représentants titulaires et onze représentants suppléants de la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM), amenés à siéger au conseil syndical du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n°2004-68 du conseil communautaire d'ACCM du 28 septembre 2004 «Création du syndicat mixte du Pays d'Arles et adhésion d'ACCM» ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 août 2005 modifié portant création du syndicat mixte du Pays d'Arles ;

Vu la délibération du syndicat mixte du Pays d'Arles du 7 avril 2017 approuvant la transformation du syndicat mixte du Pays d'Arles en Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles (PETR) et adoptant ses statuts ;

Vu la délibération n°CC2017_126 du conseil communautaire d'ACCM du 12 juillet 2017 approuvant la transformation du syndicat mixte du Pays d'Arles en PETR du Pays d'Arles et adoptant ses statuts ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2017 portant transformation du syndicat mixte du Pays d'Arles en Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles ;

Le Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles est constitué entre les 3 EPCI suivants : la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM), la Communauté Terre de Provence Agglomération (TPA) et la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles (CCVBA).

Conformément aux dispositions de l'article L.5741-3 du CGCT, le Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles constitue le cadre de contractualisation infra-régionale et infra-départementale des politiques de développement, d'aménagement et de solidarité entre les territoires.

Conformément aux dispositions de l'article L.5741-2 du CGCT, le Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles à vocation à élaborer le projet de territoire applicable sur le périmètre des EPCI membres et à participer à sa mise en œuvre.

Les compétences du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles sont d'élaborer, suivre et réviser le Schéma de Cohérence Territorial du Pays d'Arles (SCOT) dans le cadre d'un transfert de compétence et d'élaborer, suivre et réviser le Plan Climat Air Energie du Pays d'Arles (PCAET) dans le cadre d'un transfert de compétence.

Vu les statuts du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles annexés à la présente délibération et notamment l'article 7 « Conseil syndical » du titre III « Gouvernance », il convient de désigner onze représentants titulaires et onze représentants suppléants de la communauté d'agglomération Arles Crau

Camargue Montagnette (ACCM) qui seront amenés à siéger au conseil syndical du Pôle d’équilibre territorial et rural du Pays d’Arles ;

Vu l’article L5741-1 du CGCT qui dispose que le pôle d'équilibre territorial et rural est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévus à l'article L. 5711-1 du CGCT ;

Considérant l’article L5711-1 du CGCT : pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale avec ou sans fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public.

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - DÉSIGNER les onze représentants titulaires d’ACCM, appelés à siéger au conseil syndical du Pôle d’équilibre territorial et rural du Pays d’Arles ;

Sont candidats pour les postes de titulaires :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX sont désignés délégués titulaires au conseil syndical du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles.

2 - DÉSIGNER les onze représentants suppléants d'ACCM, appelés à siéger au conseil syndical du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles ;

Sont candidats pour les postes de suppléants :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX sont désignés délégués suppléants au conseil syndical du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles.

Pôle d’Équilibre Territorial et Rural du Pays d’Arles	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de l'Environnement

ARRÊTÉ N°2023-02 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU PÔLE D'ÉQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL (PETR) DU PAYS D'ARLES, SUITE AU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE "ÉLABORATION DU PLAN CLIMAT-AIR-ÉNERGIE TERRITORIAL" (PCAET) DES EPCI-FP DU PAYS D'ARLES AU PETR

Le Préfet
de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment ses articles L5211-20, L5711-1 et L5741-1,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L229-26 et R229-51 à 229-56,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République,

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notamment son article 188,

VU l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2017 portant transformation du syndicat mixte du Pays d'Arles en pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles,

VU la délibération n°2021-011 du 13 avril 2021 du comité syndical du PETR du Pays d'Arles approuvant le transfert de la compétence "élaboration du plan climat-air-énergie territorial", ainsi que la modification des statuts qui en découle,

VU les délibérations concordantes de la communauté d'agglomération Terre de Provence du 4 mars 2021, de la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette des 7 avril 2021 et 15 mars 2023 et de la communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles des 22 mars 2021 et 16 mars 2023 approuvant le transfert de la compétence PCAET ainsi que la modification statutaire,

VU les statuts annexés au présent arrêté,

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée requise par l'article L5211-20 du CGCT sont réunies,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1er : Les statuts du PETR du Pays d'Arles sont modifiés tels que ci-après annexés.
À l'article 6 est ajoutée la compétence "élaboration, suivi et révision du Plan climat-air-énergie territorial" (PCAET).

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, la Sous-Préfète de l'arrondissement d'Arles, le président du PETR du Pays d'Arles et la Directrice Régionale des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 27 MARS 2023

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Yvan CORDIER

Vu pour être annexé
à l'arrêté du 27 MARS 2023

Pays d'Arles
PÔLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL & RURAL

Statuts du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles

Préambule

Vu le Syndicat mixte du Pays d'Arles créé par arrêté préfectoral du 02 août 2005 entre les intercommunalités Arles-Crau-Camargue-Montagnette, Vallée des Baux-Alpilles et Terre de Provence Agglomération, dans la continuité de la démarche de pays engagée en 1999 ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) créant un type d'établissement public, le Pôle d'Equilibre territorial et Rural (PETR) ;

Considérant la volonté des élus du territoire d'affirmer un projet de territoire partagé et de renforcer les coopérations entre les intercommunalités à l'intérieur du périmètre et vers les territoires voisins ;

Considérant l'article L. 5741-4 du Code des Collectivités Territoriales portant transformation en PETR d'un syndicat mixte composé exclusivement d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, sur proposition du conseil syndical ;

Considérant l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2017 portant transformation du Syndicat mixte du Pays d'Arles en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays d'Arles et approbation des statuts annexés ;

Considérant l'article 6 des statuts « Missions et compétences », modifié par délibération n° 2021-011 du Conseil syndical ;

Considérant que l'ensemble des autres articles des statuts approuvés par l'arrêté préfectoral ci-dessus mentionné, reste inchangé ;

Il est convenu ce qui suit ;

TITRE I – CONSTITUTION – COMPOSITION

Article 1 - Constitution et dénomination

Il est constitué un Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles (dénommé ci-après PETR ou Pays d'Arles) soumis aux dispositions des articles L. 5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 - Composition

Le PETR du Pays d'Arles est constitué entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre :

Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM)
Communauté Terre de Provence Agglomération (TPA)
Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles (CCVBA)

Article 3 - Siège

Le siège du Pays d'Arles est fixé : Couvent Saint-Césaire
Impasse des Mourgues
13200 Arles

Toutefois les réunions du Bureau syndical et du Conseil syndical pourront se tenir dans tout autre lieu du territoire. Il en est de même pour les commissions de travail.
Le siège pourra être transféré sur simple décision du Conseil syndical.

Article 4 - Durée
Le Syndicat mixte est créé pour une durée indéterminée.

TITRE II - OBJET, MISSIONS ET COMPETENCES

Article 5 - Objet
Conformément aux dispositions de l'article L. 5741-3 du CGCT, le PETR constitue le cadre de contractualisation infrarégionale et infra-départementale des politiques de développement, d'aménagement et de solidarité entre les territoires.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5741-2 du CGCT, le PETR a vocation à élaborer le projet de territoire applicable sur le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale membres, et à participer à sa mise en œuvre.

Pour la mise en œuvre du projet de territoire, le PETR et les EPCI qui composent le pôle et, le cas échéant, les conseils généraux et les conseils régionaux ayant été associés à son élaboration, concluent une convention territoriale. Celle-ci détermine les missions déléguées au PETR par les EPCI et par les conseils généraux et les conseils régionaux pour être exercées en leur nom. La convention fixe la durée, l'étendue et les conditions financières de la délégation ainsi que les conditions dans lesquelles les services des EPCI, des conseils généraux et des conseils régionaux sont mis à la disposition du pôle d'équilibre territorial et rural.

Article 6 – Missions et compétences
Les compétences du PETR sont :

- Élaborer, suivre et réviser le Schéma de Cohérence Territorial du Pays d'Arles (SCOT) dans le cadre d'un transfert de compétence ;
- Élaborer, suivre et réviser le Plan Climat Air Energie du Pays d'Arles (PCAET) dans le cadre d'un transfert de compétence.

Les missions du PETR sont :

- Élaborer et suivre le projet de territoire du PETR en partenariat et pour le compte des EPCI qui le composent, définissant les conditions de son développement économique, écologique, touristique, culturel, social et les actions en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace et de promotion de la transition écologique ou toute autre question d'intérêt territorial ;

- Fédérer et coordonner des actions et projets portés par des acteurs publics et privés du territoire dans les domaines des missions du PETR ; mettre en cohérence, accompagner et soutenir ces actions auprès des partenaires extérieurs ;

- Être un cadre de contractualisations de politiques publiques de développement, d'aménagement et de solidarité entre les territoires intercommunaux, à ce titre porter et mettre en œuvre différentes dispositifs de contractualisations avec le Département, la Région, l'État et l'Union européenne (dans et hors du cadre Leader) et assurer la coordination et l'animation partenariale des contrats cadre en résultant ;

- Développer l'ingénierie stratégique et opérationnelle nécessaire pour accompagner les EPCI membres dans l'exercice de leurs compétences et la mise en œuvre de leurs projets en lien avec le projet de territoire.

TITRE III - GOUVERNANCE

Article 7 - Conseil syndical
Le Syndicat est administré par un Conseil syndical composé de 24 délégués titulaires désignés par les assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale membres.

Il sera désigné autant de suppléants que de titulaires, chaque suppléant pouvant remplacer tout titulaire

appartenant au même EPCI.

En l'absence du délégué titulaire, le délégué suppléant, dûment convoqué dans les formes et délais prévus par la loi, a voix délibérative. Il pourra toutefois accompagner, sans voix délibérative, le délégué titulaire, lorsque celui-ci est présent.

La répartition des sièges s'établit comme suit :

EPCI – population RGP 2014	Nombre de titulaires	Nombre de suppléants
Communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette (85 066 habitants)	11	11
Communauté de communes Vallée-des-Baux-Alpilles (27 597 habitants)	5	5
Communauté d'agglomération Terre de Provence (58252 habitants)	8	8
TOTAL	24	24

Le quorum s'exprimera sur le **total de 24 sièges.**

En sus des délégués titulaires du Conseil syndical, ce dernier peut inviter, en qualité de membres consultatifs, non désignés par les collectivités adhérentes, et sans voix délibérative, des personnes morales ou physiques considérées comme partenaires ou expertes pour le PETR. Parmi ces membres peuvent être associés, sans voix délibérative, les Conseillers départementaux, les Conseillers régionaux, ainsi que le(s) représentant(s) du Conseil de développement territorial du PETR.

Hormis les cas de démission, décès ou remplacement, la durée du mandat de délégué titulaire et suppléant au sein du conseil syndical est celle des conseillers communautaires.

Article 8 - Bureau
Le Conseil Syndical élit les membres du Bureau.
Le Bureau comprend le Président, des vice-présidents dont le nombre ne peut excéder 30 % des membres du Conseil syndical ainsi que des conseillers titulaires.

Le bureau est renouvelé après chaque renouvellement général du conseil syndical. Chaque vacance constatée en son sein, le bureau fait l'objet d'une réactualisation partielle.
Le bureau assure la gestion courante du PETR.
Il se réunit autant que de besoin sur convocation du président.

Article 9 - Président
Le Président est l'organe exécutif du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural.
Il prépare et exécute les délibérations du conseil syndical et du bureau.
Le président ordonne les dépenses, prescrit l'exécution des recettes, assure l'administration générale et représente le PETR en justice.
Il prend part à tous les votes sauf en cas d'application des articles L. 2121-14 et L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 10 - Compétences du Président et du Bureau
Le Président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil syndical à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- de dispositions à caractère budgétaire prises par un EPCI à la suite de la mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15,
- de décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du PETR,
- de l'adhésion du PETR à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public,
- de dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de la politique de la ville.
-

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Article 11 - Commissions
Le Conseil syndical peut former des commissions thématiques chargées d'étudier et de préparer les décisions qui seront soumises à ses instances.

Article 12 - Conférence des maires
Une conférence des Maires réunit les maires des 29 communes situées dans le périmètre du PETR. Chaque maire peut se faire suppléer par un conseiller municipal désigné à cet effet.
La conférence est notamment consultée lors de l'élaboration, de la modification et/ou de la révision du projet de territoire. Elle se réunit au moins une fois par an.

La mise en œuvre du projet de territoire fait l'objet d'un rapport annuel adressé à la conférence des maires.

Article 13 - Conseil de développement territorial
- Composition du Conseil de développement territorial
Le Conseil de développement territorial du PETR réunit les représentants des acteurs économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs du territoire. Les membres sont désignés par délibération du conseil syndical pour une durée renouvelable de 3 ans.

- Modalités de fonctionnement du Conseil de développement territorial

Il est consulté, sur les principales orientations du PETR, lors de l'élaboration, la modification et la révision du projet de territoire. Il dispose d'un rôle consultatif pour l'ensemble des missions et compétences du PETR.
Le PETR peut consulter son Conseil de développement territorial sur toute question relative à l'aménagement ou au développement de son territoire.
Le Conseil de développement territorial peut se saisir de toute question afférant au projet de territoire du PETR.
Le Conseil de développement territorial se dotera d'une instance décisionnelle qui sera notamment l'espace de débat et d'échanges avec des élus du Bureau syndical.
Il définira son Règlement Intérieur qui fera l'objet de dispositions spécifiques dans le Règlement Intérieur du PETR.
Le rapport annuel d'activité établi par le Conseil de développement territorial fait l'objet d'un débat devant le conseil syndical du PETR.
Le PETR participe au fonctionnement de son Conseil de développement territorial selon les modalités précisées par convention annuelle et définies entre les instances décisionnaires du PETR et du Conseil de développement territorial.

TITRE IV – DISPOSITIONS FINANCIERES ET ADMINISTRATIVES

Article 14 : Budget
Le PETR pourvoit aux dépenses d'investissement et de fonctionnement nécessaires à la réalisation des missions et compétences pour lesquelles il est institué.
Conformément aux articles L. 5741-1, L. 5711-1 et L. 5212-22 du CGCT, copie du budget et des comptes du PETR est adressée chaque année aux organes délibérants de ses membres.

Article 15 : Recettes
Les recettes du syndicat mixte sont constituées par :

- Les contributions de ses membres fixées par délibération du Conseil syndical,
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles du syndicat,
- Les subventions qui pourront être obtenues auprès de l'Union européenne, de l'État, de la Région et du Département et de tout autre organisme public ou privé,
- Les produits des dons et legs,
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,
- Les sommes qu'il peut recevoir des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service,
- Le produit des emprunts.

Pays d'Arles
PÔLE D'ÉQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL

Pour les charges à caractère général, la répartition entre les EPCI est fixée au prorata des populations.

Cette répartition est applicable aux autres projets, sauf dispositions spécifiques fixées par délibération du conseil syndical.

Article 16 : Comptable Public
Le comptable du Syndicat mixte désigné par la Préfecture lors de la création du PETR par arrêté préfectoral est le Chef de Poste de la Trésorerie d'Arles Municipale et Camargue.

Article 17 : Règlement intérieur
Un règlement intérieur, établi par le conseil syndical dans les six mois suivant sa création ou l'installation de ses nouvelles instances après chaque renouvellement de conseillers, précisera les modalités diverses de fonctionnement non prévues par les statuts conformément aux articles L. 5741-1, L. 5711-1 et L. 2121-8 du CGCT.
Le fonctionnement du Conseil de développement territorial fera l'objet de dispositions spécifiques mentionnées dans le règlement intérieur du PETR.

Article 18 : Modifications statutaires
Les modifications statutaires sont décidées par le Conseil syndical à la majorité absolue des suffrages exprimés conformément aux articles L. 5711-1 et L. 5741-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces modifications ne peuvent intervenir que si les deux tiers au moins des membres adhérents, représentant plus de la moitié de la population totale concernée, ou lorsque la moitié des membres adhérents représentant plus du tiers de la population totale concernée, ont donné leur accord.

Article 19 : Admission et retrait des membres
L'admission de nouveaux membres ou le retrait de l'un d'entre eux sera opérée dans le respect des procédures prévues à cet effet par le Code des Collectivités Territoriales notamment des articles L. 5711-18, L. 5211-19, L. 5211-20.
Tout membre se retirant du PETR restera soumis aux engagements contractualisés le concernant antérieurement à son retrait.

Article 20 : Dissolution du Syndicat mixte
Elle peut intervenir dans les conditions prévues à l'article L. 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Les conditions de liquidation sont réglées par l'acte de dissolution.

Article 21 : Dispositions diverses
Les présents statuts sont annexés aux délibérations des assemblées intercommunales habilitées à approuver la modification du syndicat mixte.

Toutes les dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions du CGCT.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°45 : Assemblées / Désignation des représentants d'ACCM au comité de programmation LEADER porté par le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant d'ACCM pour siéger au comité de programmation LEADER porté par le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°CC2023_117 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) du 21 septembre 2023 relative à l'engagement financier d'ACCM au dispositif LEADER Pays d'Arles sur la période 2023-2027 ;

Vu le règlement intérieur du Groupe Action Local (GAL) du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles annexé à la présente délibération ;

Le programme européen LEADER, pour faire la "Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale" est une réponse de l'Union européenne pour soutenir le développement des territoires ruraux dans le cadre de stratégies adaptées à leurs besoins et potentiels.

Le Pays d'Arles fait partie des territoires qui bénéficient de la nouvelle génération du programme européen LEADER 2023-2027, avec une enveloppe de 1 135 262 € sur 5 ans pour le financement de projets innovants. Sur le territoire, les projets soutenus doivent s'inscrire dans trois axes majeurs : la transition écologique, énergétique et alimentaire du territoire ; la qualité de vie au quotidien pour tous les habitants et le partage d'une culture du territoire

La Région est autorité de gestion pour le programme LEADER. Les territoires LEADER sont organisés en GAL (Groupe d'Action Local), composé d'acteurs publics et privés. C'est au PETR, en tant que structure porteuse du GAL du Pays d'Arles que la Région SUD a confié l'animation et la gestion du programme LEADER sur la période 2023-2027. Le GAL est constitué d'un Comité de programmation, instance décisionnaire qui sélectionne les projets et joue un rôle essentiel dans l'ancrage territorial de LEADER, grâce à la connaissance du terrain acquise par ses membres et aux apports d'un réseau de partenaires (intercommunalités, Parcs naturels régionaux, chambres consulaires...). Le GAL s'appuie sur une équipe technique au sein du PETR, à l'écoute des porteuses et porteurs de projet à chaque étape, pour un accompagnement sur mesure.

Considérant le règlement intérieur du Groupe Action Local (GAL) du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles et notamment l'article 1 « les membres du Comité de programmation », il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant d'ACCM pour siéger au comité de programmation LEADER ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou

dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président.

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public.

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

1 - DÉSIGNER un représentant titulaire d'ACCM pour siéger au comité de programmation LEADER ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire d'ACCM :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

On obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) titulaire d'ACCM pour siéger au comité de programmation LEADER.

2 - DÉSIGNER un représentant suppléant d'ACCM pour siéger au comité de programmation LEADER ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant d'ACCM :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

On obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) suppléant(e) d'ACCM pour siéger au comité de programmation LEADER.

Comité de programmation LEADER porté par le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Règlement intérieur groupe d'action local du Pays d'Arles

Version 2 – 04 février 2025

1. Responsabilité du Président de la structure porteuse du GAL et du Président du GAL

Le président de la structure porteuse du GAL est responsable du portage juridique, administratif et financier du GAL. Il est autorisé par son organe délibérant à signer les actes juridiques, administratifs et financiers qui se rapportent au GAL. Il peut déléguer sa signature au Président du GAL pour tout ou partie de ces actes.

Au vu de la responsabilité de la structure porteuse du GAL, le Président du GAL est un représentant de la structure porteuse du GAL

Le Président du GAL exerce ses droits et accomplit ses devoirs conformément aux dispositions réglementaires et contractuelles en vigueur établies par la convention AGR/GAL et, le cas échant, par la délégation du Président de la structure porteuse du GAL. Le rôle du Président du GAL, en tant que président du Comité de programmation, est d'animer le Comité de programmation, de veiller au respect du règlement intérieur et plus particulièrement aux dispositions relatives à la prévention et à la gestion des conflits d'intérêts, de signer le cas échéant s'il en a délégation, les invitations et les comptes rendus.

Le Président du GAL est élu par le Comité de programmation à main levée, à la majorité des voix.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président du GAL, le Président du PETR du Pays d'Arles a compétence pour animer le Comité de programmation. En cas d'absence ou d'empêchement du Président du PETR ou du Président du GAL, il sera possible de désigner un Président de séance parmi les représentants titulaires et suppléants des intercommunalités. Son rôle sera d'animer la séance et veiller au bon déroulement de l'ordre du jour.

2. Les membres du Comité de programmation

La composition du Comité de programmation est annexée au présent règlement intérieur. Les membres sont désignés nominativement (nom, prénom et structure le cas échéant).

Les membres du collège public, ainsi que ceux représentants les consulaires, sont désignés comme représentants de leur structure. Les autres membres ne représentent pas de structures mais un domaine d'activité.

Toute modification sera portée à l'ordre du jour et fera l'objet d'une décision en comité de programmation. Cette décision sera notifiée à l'Autorité de gestion régionale, par voie dématérialisée, dans un délai de 2 mois après la tenue du comité de programmation.

Le GAL invite systématiquement à assister à son Comité de programmation, sans voix délibérative :

- le Président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur ou son représentant au titre de la fonction d'Autorité de gestion régionale et de contributeur aux contreparties nationales
- les co-financeurs, représentés par un élu et un technicien référent

Dès le retrait d'un membre (démission, décès ou radiation), son remplacement est effectué.

- **Perte du statut de membre**

La qualité de membre se perd par :

- le décès
- la démission (adressée par écrit au Comité de programmation)
- la radiation

Le Président du GAL peut demander la radiation d'un membre dans les cas suivants :

- absence à trois réunions consécutives du Comité de programmation, seulement si les absences concernent à la fois un membre titulaire et son suppléant ; dans ce cas la radiation peut concerner tant le titulaire que le suppléant.
- pour motif grave (conflit d'intérêt non déclaré, atteinte grave à l'image du GAL, prosélytisme, etc.). Celle-ci sera prononcée par le Comité de programmation après avoir entendu les explications de l'intéressé convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception.
- départ de la structure représentée.
- perte de la qualité de représentant d'une structure membre du Comité de programmation.

- **Intégration de nouveaux membres**

Le Comité de programmation entérine par vote l'intégration de nouveaux membres sur la base d'une candidature pour les membres de sphère privée, ou sur proposition de la structure représentée, dans le cas des représentants de la sphère publique. Le vote vise à modifier l'annexe détaillant la composition du Comité de programmation du présent règlement intérieur.
L'intégration de nouveaux membres est notifiée à l'Autorité de Gestion. Elle ne fait pas varier le nombre total de membres du Comité de programmation.

- **Groupe d'intérêt particulier**

Afin de garantir qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne soit à même de contrôler seul les décisions du comité de programmation, le GAL s'engage à respecter la répartition par sièges détaillée dans le tableau ci-après. Toute modification du comité de programmation à même de remettre en question l'équilibre des groupes d'intérêts doit faire l'objet d'un contrôle et de l'accord de l'Autorité de Gestion Régionale avant tout vote en comité de programmation.

Groupe d'intérêt	Collège	Nombre de votes potentiels
PETR du Pays d'Arles (Structure porteuse)	Public	4
Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette	Public	1
Terre de Provence Agglomération	Public	2
Communauté de Communes Vallée des Baux Alpilles	Public	3
PNR de Camargue	Public	4
PNR des Alpilles	Public	3
Chambres consulaires	Privé	3
Ressources naturelles	Privé	1
Entreprises durables	Privé	1
Changement des comportements citoyens	Privé	1
Alimentation durable	Privé	1
Services de proximité et citoyenneté	Privé	1
Patrimoine-culture-tourisme	Privé	1
Modèles économiques	Privé	1
Economie Sociale et Solidaire / Responsabilité Sociétale des Entreprises	Privé	1
Formation / Emploi	Privé	1
Entreprenariat au féminin	Privé	2

Les représentants des chambres consulaires figurent dans le collège privé, dans la mesure où ils sont chefs d'entreprises privées.

3. Prévention et gestion des conflits d'intérêt

En matière de confidentialité et de conflit d'intérêts, les membres du Comité de programmation s'engagent à :

- Informer le Président du GAL et l'équipe technique du GAL dès lors qu'un intérêt personnel ou professionnel pourrait influencer, ou paraitre influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur mission de membre/participant du Comité de programmation à l'égard de l'opération ;
- Ne pas formuler d'avis en cas de débat ou de vote, y compris en cas de consultation écrite du Comité de programmation, sur le dossier dans lequel ils pourraient avoir un quelconque conflit d'intérêt ;
- Ne pas utiliser les documents et informations à d'autres fins que leur participation au Comité de programmation ;

- Ne pas communiquer ces documents ou informations à des tiers, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

Chaque membre du Comité de programmation s'engage, dès son entrée en fonction, à déclarer l'ensemble de ses implications électives, professionnelles ou associatives pouvant entrer en conflit avec sa fonction de membre du Comité de programmation. Cette déclaration est annexée au présent règlement.

Une déclaration d'intérêts devra être produite pour chaque membre du Comité de programmation (titulaire et suppléant) à chaque début de Comité de programmation, précisant le cas échéant le ou les projets devant faire l'objet d'une obligation de déport, ainsi que les raisons de ce dernier. Les déports devront être consignés nominativement dans les procès-verbaux des Comité de programmation, pour chacun des votes.

Le GAL s'engage à appliquer les mesures visant à prévenir et gérer les conflits d'intérêts quelles que soient les modalités de tenue du Comité de programmation :

- Présentiel : déclaration complétée en séance et remise au PETR
- Consultation écrite : Une déclaration de conflits d'intérêts est envoyée avec l'invitation, par courrier ou par courriel ;
- Visioconférence : Une déclaration de conflits d'intérêts est envoyée avec l'invitation, par courrier ou par courriel.

Dans le cas où un conflit d'intérêts, possible ou avéré, est détecté et que le membre du Comité de programmation a omis d'en faire la déclaration, l'équipe technique devra écarter son vote de toute décision prise à l'égard du projet concerné, et corriger toute irrégularité naissant de ce conflit d'intérêts.

Afin d'éviter les éventuelles prises d'intérêt entre membres du Comité de programmation et maîtres d'ouvrage d'opérations proposées à la programmation, les membres du Comité de programmation également maîtres d'ouvrage d'un projet ne peuvent pas prendre part aux échanges et aux votes et doivent sortir de la salle (physique ou virtuelle) au moment des décisions.

4. Les tâches du Comité de programmation

Le Comité de programmation doit notamment :

- avoir l'initiative des propositions de programmation des projets Leader ;
- élaborer une procédure de sélection transparente (portée à la connaissance des demandeurs d'aide) et non discriminatoire comprenant des critères de sélection des opérations en amont de la sélection des opérations ;
- s'assurer lors du vote des opérations présentées de l'absence de conflits d'intérêts ;
- s'assurer, lors de la sélection des opérations, la cohérence entre celles-ci et la stratégie de développement local LEADER en classant les opérations en fonction de leur contribution à la réalisation des objectifs de la stratégie ;
- évaluer périodiquement les progrès réalisés pour atteindre les objectifs spécifiques de l'intervention et préparer les éléments nécessaires à une évaluation du programme et piloter le processus d'évaluation.;
- établir et acter les propositions de modifications du plan financier et du plan d'action ;
- examiner les résultats de la mise en œuvre, notamment la réalisation des objectifs fixés pour les différentes fiches-actions, ainsi que l'évaluation à mi-parcours ;
- examiner le suivi financier ;

- s'exprimer sur toute évolution nécessaire de la convention Autorité de gestion régionale-GAL ou de la stratégie locale de développement ;

Le Comité de programmation est la seule instance habilitée à modifier le présent règlement.

5. Fréquence des Comités de programmation

Le Comité de programmation se réunit autant que nécessaire et si possible 4 fois par an.

A des fins de bonne gestion, l'AGR peut, par exception, demander au GAL la tenue d'un Comité de programmation en dehors de la fréquence habituelle, afin de mettre au vote tout point urgent et nécessaire à la bonne gestion des dossiers, ou toute modification urgente de la convention AGR-GAL par voie d'avenant.

6. Convocation et préparation des réunions du Comité de programmation

En amont du Comité de programmation, les projets peuvent être présentés au Comité technique du LEADER dont la composition est fixée par la structure porteuse du GAL.

Les réunions du Comité de programmation sont préparées par les techniciens de la structure porteuse du GAL, le plus en amont possible :

- les dates et lieux de réunions (ou visioconférence) sont fixés autant que possible en avance, avec les membres du Comité de programmation ;
- une invitation est envoyée par courrier électronique aux membres, au nom du Président du GAL ;
- l'ordre du jour de chaque Comité est fixé par le Président du GAL ;
- le dossier de la séance pourra être composé :
    - du relevé de décisions de la précédente séance,
    - de la liste des projets soumis en Comité,
        - pour opportunité : fiche projet et/ou fiche de synthèse et d'analyse technique
        - pour programmation : rapport d'instruction et/ou fiche de synthèse et d'analyse technique
    - d'un document de suivi financier du programme,
    - d'un point d'étape synthétique sur les projets en cours de réalisation
    - de tout document ou support utiles au bon déroulement du Comité.

Le dossier de la séance est adressé aux membres titulaires et suppléants avant la tenue de la réunion.

Afin de favoriser le bon déroulement du programme :

- les titulaires et suppléants disposent du même niveau d'information en étant destinataire des mêmes documents et des convocations ;
- les suppléants peuvent assister à toutes les séances s'ils le souhaitent. Toutefois, un suppléant ne prendra part au vote qu'en l'absence de son titulaire ;
- les titulaires préviennent impérativement le GAL de leur participation ou non à la séance afin que celui-ci puisse en cas d'absence relancer les suppléants.

7. Fonctionnement du Comité technique

Le Comité technique est composé des techniciens des EPCI, des Parcs, des chambres consulaires et du PETR. Au cas par cas, des représentants d'autres structures, dont l'expertise est jugée opportune pour accompagner les projets, seront invités. Il interviendra en amont du Comité de programmation pour appuyer l'équipe technique LEADER à diffuser l'information et participer à l'accompagnement des porteurs de projets, et en aval pour le suivi des projets et l'évaluation du dispositif. Il veillera à assurer la pertinence des projets soutenus avec les stratégies locales et thématiques.

8. Modalités de déroulement du Comité de programmation

Le Comité de programmation est présidé par le Président du GAL, le Président du PETR ou le Président de séance.

Le Comité de programmation délibère valablement lorsque le quorum est respecté, soit la présence d'au moins 50% des membres du Comité de programmation ayant voie délibérante. La vérification de l'atteinte du quorum se fait une fois en début de Comité, avant de débuter les travaux prévus à l'ordre du jour.

Les réunions du Comité de programmation se dérouleront en deux phases distinctes le cas échéant :

1. une phase de vote en opportunité des projets, qui se déroulera en 3 étapes :
   - l'équipe technique présente une synthèse et analyse technique du projet, en l'absence du porteur.
   - Puis si possible les porteurs présentent eux-mêmes leurs projets aux membres du Comité de programmation, suivi d'un temps de questions/réponses. Puis le porteur se retire.
   - Enfin, les membres du Comité de programmation se prononceront sur la pertinence des projets présentés sur la base d'une grille d'analyse en opportunité. Ils émettront un avis d'opportunité sur chacun des projets :
     - Favorable
     - favorable sous réserve
     - défavorable.

Un des critères d'éligibilité au programme Leader est d'obtenir un avis favorable en opportunité.

Par conséquent, en cas d'avis défavorable, l'analyse du projet s'arrête. Le projet est réputé inéligible car il n'a pas obtenu d'avis favorable en opportunité. Un projet ayant reçu cet avis ne pourra plus être présenté à l'identique lors d'un prochain Comité en opportunité.

En cas d'avis favorable *sous réserve*, l'équipe technique poursuit son travail d'analyse pour permettre la levée de réserve sur la base des éléments apportés par le porteur de projet concerné. Les réserves émises doivent être claires et précises. L'équipe technique est seule responsable de la levée de réserve

Si l'équipe technique ne peut pas attester de la levée de réserve, il ne peut pas produire d'avis favorable. La demande est alors jugée incomplète et son instruction s'arrête pour cet appel à projets.

Si les réserves sont levées, l'équipe technique produit alors un avis favorable en opportunité. et l'instruction se poursuit.

L'avis favorable donne lieu au dépôt par le porteur de projet d'un dossier de demande formalisé. Les autres critères d'éligibilité sont vérifiés. Si le projet est réputé éligible, l'instruction du dossier se poursuit, les co-financeurs sont saisis, les critères de sélection sont étudiés et une notation est proposée. Si la note obtenue est supérieure ou égale au seuil requis dans la grille de sélection, le processus de sélection peut être poursuivi. Dans le cas contraire l'instruction s'arrête.

2. une phase de programmation des dossiers : tous les dossiers déposés, complets ou incomplets, éligibles ou non, seront présentés pour information ou pour avis au Comité de programmation pour engagement ou non du FEADER. L'équipe technique fait une présentation des résultats de l'instruction précisant la notation réalisée sur la base de la grille de sélection applicable au projet.

Les décisions finales du Comité de programmation pour engagement du FEADER pourront être :

- favorable
- défavorable

L'avis du comité de programmation sur chaque demande est rendu suivant deux modes de scrutins ordinaire ou secret :

- ordinaire : il est effectué par vote à main levée, la délibération est adoptée dès lors que la présidence constate la totalité ou la majorité des membres prenants part au vote ;
- secret : ce mode de vote est de droit à chaque fois que le tiers des membres présent le réclame, il est alors procédé à une décision majoritaire exprimée par bulletin secret.

Les Comités de programmation se déroulent prioritairement en présentiel. Toutefois, deux autres organisations sont possibles :

- La consultation par écrit (courrier ou courriel). Ce mode de scrutin est organisé :
  - dans l'hypothèse d'une modification d'opérations déjà examinées en réunion par le Comité de Programmation (par exemple demandes d'avenants) ;
  - dans les cas où le délai de réunion en présentiel du Comité de Programmation rend impossible des prises de décisions indispensables au bon déroulement du programme LEADER. Ces cas seront appréciés par le Président du GAL ;
  - dans le cas d'une modification mineure des documents officiels soumis pour validation au Comité de programmation. Ces cas seront appréciés par le Président du GAL ;
  - dans le cas de lancement d'Appels à projets, de transferts d'enveloppe ou tout autre mouvement financier nécessaire pour la bonne conduite du programme. Ces cas seront appréciés par le Président du GAL.

Pour la consultation écrite, l'ensemble des pièces nécessaires à l'examen du projet est transmis aux membres du Comité de Programmation. Ces derniers disposent d'un délai de 10 jours minimum pour rendre leur avis par écrit.

La décision du Comité de Programmation dans le cadre de la consultation écrite répond au principe de respect du quorum, ainsi qu'au contrôle des conflits d'intérêts. Ces derniers sont renseignés dans une déclaration de conflits, envoyée par courrier ou courriel.

- La consultation en visioconférence. Ce mode de consultation du Comité est possible, soit de manière exclusive, soit panachée avec le présentiel. Dans les deux cas, la consultation en visioconférence doit répondre au principe de respect du quorum, ainsi qu'au contrôle des conflits d'intérêts. Ces derniers sont renseignés dans une déclaration de conflits, envoyée par courrier ou par mail.

Le secrétariat du Comité de programmation est assuré par l'équipe technique du GAL. Les tâches de secrétariat sont les suivantes :

- préparer le dossier de séance du Comité de programmation
- préparer la documentation, le suivi, les rapports, les ordres du jour ainsi que les comptes-rendus des réunions ;
- préparer et transmettre les documents de gestion du programme aux autorités de gestion et de paiement ;
- dresser les procès-verbaux de chacune des séances ;
- envoyer le procès-verbal à l'ensemble des membres du Comité de programmation, ainsi qu'aux invités et partenaires.

9. Les décisions du Comité de programmation

Le Comité de programmation est le garant de la sélection des projets, après l'obtention d'un avis en opportunité.

Le titulaire à un droit de vote non délégable, son suppléant n'a droit de vote qu'en l'absence de ce dernier ; en cas de vote par correspondance, le vote du suppléant est conservé si le titulaire ne vote pas. Enfin, si le titulaire est en conflit d'intérêt, son suppléant peut voter.

- Procédure de sélection

La sélection des projets s'appuie sur une procédure claire, transparente, non discriminatoire et prévenant les conflits d'intérêt. Pour cela :

- le processus et les grilles de sélection relatives aux différentes fiches actions, composées de critères objectivables, sont définis en amont et validés par le Comité de programmation, et communiqués aux porteurs ;
- les membres du Comité de programmation ou partenaires ayant un intérêt dans les projets présentés ne prennent pas part aux décisions ;
- les décisions prises font l'objet de comptes rendus qui sont consultables par chaque porteur de projet concerné.

- Notation des projets

La notation des projets se fait au travers d'une grille de sélection. La notation est réalisée par l'instructeur du projet. Le Comité chargé de programmer le FEADER valide la proposition de

notation et de classement des projets établie lors de l'instruction. Les projets retenus sont ceux ayant obtenu une note globale au moins égale au seuil défini préalablement pour chaque grille de sélection.

- Appels à projets

Les projets sélectionnés dans le cadre du programme LEADER répondent à des appels à projets ouverts à la demande du comité de programmation.
Ces appels à projets sont diffusés très largement par l'équipe technique du GAL.

Les avis et décisions du Comité de programmation sont retranscrits dans le procès-verbal de la réunion signé par le président du GAL ou son représentant.

Annexe 6 : Composition du Comité de programmation V.1

COLLEGE PUBLIC			
Nom et Prénom	**Intervenant au Comité de programmation en qualité de…**	**Titulaire ou suppléant**	**Autres implications professionnelles (p), électives (e) ou associatives (a)**
Michel PECOUT	Président du PETR du Pays d'Arles	T	p : e : Maire de Graveson a :
Jean MANGION	Vice-président du PETR du Pays d'Arles en charge de LEADER	S	p : e : Maire de St Etienne du Grès a :
Gérard QUAIX	Conseiller Communautaire d'ACCM	T	p : e : Adjoint au Maire d'Arles a :
Pierre RAVIOL	Conseiller Communautaire d'ACCM	S	p : e : Adjoint au Maire d'Arles, délégué à l'Agriculture, chasse et pêche, gestion des risques, hydraulique a :
Michel GAVANON	Vice-Président de Terre de Provence Agglomération en charge du l'aménagement rural à TPA	T	p : e : Maire d'Eyragues Jean-Christophe CARRE a :
Pierre Hubert MARTIN	Vice-President de Terre de Provence Agglomération en charge du développement économique	S	p : e : Adjoint à la Communication/Evénementiel, au Commerce et Marketing Territorial à Chateaurenard a :
Jean-Christophe CARRE	Vice-président de la CCVBA	T	p : e : Maire de Maussane-les-Alpilles a :
Pascale LICARI	Vice-présidente de la CCVBA	S	p : e : Maire de Paradou a :
Marie-Christine CONTRERAS	Membre du Comité syndical du PNR de Camargue	T	p : e : Conseillère municipale aux Saintes Maries de la Mer a :
Bernard ARSAC	Membre du Comité syndical du PNR de Camargue	S	p : e : a :
Jean-Benoît HUGUES	Membre du Comité syndical du PNR des Alpilles, en charge de l'eau	T	p : e : Adjoint au Maire des Baux de Provence a :
Anne Flore GRECH	Présidente de la Commission forêt du PNRA	S	p : e : Adjointe au maire de Lamanon en charge de l'environnement a :
COLLEGE PRIVE			
Nom et Prénom	**Intervenant au Comité de programmation en qualité de…**	**Titulaire ou suppléant**	**Autres implications professionnelles, électives ou associatives**
Bernadette BRES REBOUL	Elue de la CCI du Pays d'Arles	T	p : Commerçante e : Présidente de l'association "l'Entreprise au féminin" a :
Didier HONORE	Elu de la CCI du Pays d'Arles	S	p : e : Parc de Camargue - Commission tourisme (non élu)

			a :
Christophe PALUSSIERE	Administrateur de la CMAR PACA	T	p : Chef d'entreprise e : a :
Gisèle SCOTTI	Membre associé de la CMAR	S	p : e : a :
Laurent ISRAELIAN	Secrétaire général de la CA13	T	p : e : Secrétaire général de la FNSEA a :
Patrick LEVEQUE	Président de la CA13	S	p : e : a :
Roland ROUX	Représentant de la thématique « Ressources naturelles »	T	p : e : Membre du Conseil de Développement du Pays d'Arles a :
Floriane Jussiau	Représentante de la thématique « Ressources naturelles »	S	p : e : a :
Chloé CASTELAS	Représentante de la thématique « Entreprises durables »	T	p : e : a :
Véronique PASQUET	Représentante de la thématique « Entreprises durables »	S	p : Chef d'entreprise e : a :
Véronique COULOMB	Représentante de la thématique « Changement comportement citoyens »	T	p : e : Membre du Conseil de Développement et du Conseil de Parc au PNR de Camargue a :
Guillaume CONTRERAS	Représentant de la thématique « Changement comportement citoyens »	S	p : e : a :
Marie-Paule CHAUVET	Représentante de la thématique « Alimentation durable »	T	p : Exploitante arboricole et maraîchère au Mas Raffin e : a :
Morgane VIALLE	Représentante de la thématique « Alimentation durable »	S	p : e : a :
Sébastien MOZOL	Représentant de la thématique « Services de proximité citoyenneté »	T	p : e : a :
Marie Claire MAUREAU	Représentante de la thématique « Services de proximité citoyenneté »	S	p : e : a :
Marie José JUSTAMOND	Représentante de la thématique « Patrimoine, culture, tourisme »	T	p : e : a :
Christophe GIRAUD	Représentant de la thématique « Patrimoine, culture, tourisme »	S	p : e : a :
Eric JUAN	Représentant de la thématique « Modèle économique »	T	p : e : a :
Amandine FOLCHER	Représentante de la thématique « Modèle économique »	S	p : e : a :
Sophie BOVERO	Représentante de la thématique « Economie Sociale et Solidaire / Responsabilité Sociétale des Entreprises »	T	p : e : a :
Didier SCHMIDT	Représentante de la thématique « Economie Sociale et Solidaire / Responsabilité Sociétale des Entreprises »	S	p : e : Membre de BDM (Batiment durable mediterraneen) a :
Chantal ALLEGRE	Représentante de la thématique « Formation / Emploi »	T	p : Directrice de "j'ai des idées" groupement ESS

			e : a :
Gérard GINSBURGER	Représentant de la thématique « Formation / Emploi »	S	p : e : a :
Johanna RODRIGUEZ	Représentante de la thématique « Entreprenariat au féminin »	T	p : Entrepreneuse e : a :
Mathilde HERTZ	Représentante de la thématique « Entreprenariat au féminin »	S	p : e : a :

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné d'une part à la gestion de la convention liant le GAL à l'Autorité de Gestion Régionale, d'autre part aux remontées de données liées à la performance dans la mise en œuvre des programmes européens. Les destinataires des données sont la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commission Européenne. Conformément à la loi "informatique et libertés" n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel vous concernant. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser aux services de la Région.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°46 : Assemblées / Société publique locale du Pays d'Arles (SPLPA) - Désignation des représentants d'ACCM

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner dix représentants de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) au conseil d'administration de la Société Publique Locale du Pays d'Arles (SPLPA).

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n°2015_08 du 27 janvier 2015 portant création de la Société Publique Locale du Pays d'Arles (SPLPA) ;

La SPLPA a pour objet l'aménagement, la construction, la réalisation de prestations de services ou toute autre activité d'intérêt général en lien avec les objets précédemment cités.

A cet effet la SPLPA pourra passer toute convention appropriée et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle pourra réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec le présent objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

Ses actionnaires sont : la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et les communes d'Arles, Tarascon, Saint-Martin-de-Crau, Boulbon et Saint-Pierre-de-Mézoargues.

Vu les statuts de la SPLPA annexés à la présente délibération et notamment l'article 15 « composition du conseil d'administration », il convient de désigner dix (10) représentants d'ACCM qui siègeront au conseil d'administration ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président.

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public.

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

ARTICLE UNIQUE - DÉSIGNER les dix représentants d'ACCM pour siéger au conseil d’administration de la Société Publique Locale du Pays d’Arles ;

Sont candidats pour les postes de représentants :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX sont désignés représentants d'ACCM pour siéger au conseil d’administration de la Société Publique Locale du Pays d’Arles.

Société Publique Locale du Pays d'Arles (SPLPA)
Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX

STATUTS

Société Publique Locale du Pays d'Arles

Au capital de 254 250 euros

Siège Social : au siège de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, 5 Cité Yvan Audouard, 13200 Arles

R.C.S. : en cours d'immatriculation

S/PREFECTURE D'ARLES
02 JUIN 2016
ARRIVEE

SOMMAIRE

TITRE PREMIER 5
Forme - Objet - Dénomination - Siège - Durée 5
Article 1er - Forme 5
Article 2 – Objet 5
Article 3 - Dénomination sociale 5
Article 4 - Siège social 5
Article 5 – Durée 5

TITRE DEUXIÈME 6
Apports - Capital social – Actions 6
Article 6 - Apports 6
Article 7 - Capital social 6
Article 8 - Modifications du capital social 6
Article 9 – COMPTES COURANTS 6
Article 10 - Libération des actions 6
Article 11 - Défaut de libération 7
Article 12 - Forme des actions 7
Article 13 - Droits et obligations attachés aux actions 7
Article 14 - Cession des actions 8

TITRE TROISIÈME 9
Administration et contrôle de la société 9
Article 15 - Composition du Conseil d'Administration 9
Article 16 - Durée du mandat des administrateurs – Limite d'âge 9
Article 17 - Qualité d'actionnaire des administrateurs 9
Article 18 - Censeurs 10
Article 19 - Bureau du Conseil d'Administration 10
Article 20 – Réunions - Délibérations du Conseil d'Administration 10
Article 21 - Pouvoirs du Conseil d'Administration 11
Article 22 - Direction générale - Directeurs généraux Délégués 11
Article 23 – Signature sociale 12
Article 24 - Rémunération des dirigeants 12
Article 25 - Conventions entre la société et un administrateur, un Directeur général, un Directeur général délégué ou un actionnaire 13
Article 26 - Assemblée spéciale des collectivités territoriales et de leurs groupements 13
Article 27 - Commissaires aux comptes 14
Article 28 - Représentant de l'État - Information 14
Article 29 - Délégué spécial 14
Article 30 - Rapport annuel des élus 14
Article 31 – Contrôle exercé par les collectivités ou leur groupement actionnaires 14

TITRE QUATRIEME 16
Assemblées Générales – Modifications statutaires 16
Article 32 - Dispositions communes aux Assemblées Générales 16
Article 33 - Convocation des Assemblées Générales 16
Article 34 - Présidence des Assemblées Générales 16
Article 35 - Quorum et majorité à l'Assemblée Générale Ordinaire 16
Article 36 - Quorum et majorité à l'Assemblée Générale Extraordinaire 17
Article 37 – Modifications statutaires 17

TITRE CINQUIEME 18
Exercice social – comptes sociaux – affectation des résultats 18
Article 38 - Exercice social 18
Article 39 - Comptes sociaux 18
Article 40 - Bénéfices 18

TITRE SIXIEME **19**
Pertes graves - Dissolution – Liquidation - Contestations **19**
Article 41 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social 19
Article 42 – Dissolution - Liquidation 19
Article 43 – Contestations 20

TITRE SEPTIEME **21**
Administrateurs – commissaires aux comptes – personnalité morale – formalités **21**
Article 44 - Nomination des premiers administrateurs 21
Article 45 - Désignation des PREMIERS commissaires aux comptes 21
Article 46 - Jouissance de la personnalité morale – Immatriculation au registre du commerce – Reprise des engagements antérieurs à la signature des statuts et à l'immatriculation de la société 22
Article 47 - Formalités – Publicité de la constitution 22

Les soussignés :

1° La communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette représentée par M. David GRZYB habilité aux termes d'une délibération en date du 27/01/2016.

2° La commune d'Arles représentée par M. Patrick CHAUVIN habilité aux termes d'une délibération en date du 27/04/2016.

3° La commune de Tarascon représentée par M. Lucien LIMOUSIN habilité aux termes d'une délibération en date du 29/02/2016.

4° La commune de Saint-Martin-de-Crau représentée par M. Dominique TEIXIER habilité aux termes d'une délibération en date du 04/02/2016.

5° La commune de Boulbon représentée par M. Bernard DUPONT habilité aux termes d'une délibération en date du 03/02/2016

6° La commune de Saint-Pierre de Mézoargues représentée par Mme Florence DE CAMARET habilité aux termes d'une délibération en date du 29/02/2016.

.....

Établissent, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société publique locale qu'ils sont convenus de constituer entre eux en raison de l'intérêt général qu'elle présente.

TITRE PREMIER

Forme - Objet - Dénomination - Siège - Durée

ARTICLE 1ER - FORME

La société est une société publique locale régie par l'article L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales, ainsi que par les dispositions du titre II du livre 5 de la première partie du même code, par les dispositions du livre II du code de commerce sous réserve de celles de son article L. 225-1, et par les présents statuts ainsi que par tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet l'aménagement, la construction, la réalisation de prestations de services, ou toute activité d'intérêt général en lien avec les objets précédemment cités.

À cet effet, la société pourra passer toute convention appropriée, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec le présent objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : **SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU PAYS D'ARLES – SPL PA**

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale » ou des initiales « SPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au siège de la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, 5 Cité Yvan Audouard, 13200 Arles.
Les services administratifs sont fixés au 2, rue Robert Schuman, 13200 Arles.

Il peut être transféré en tout autre endroit du périmètre de la Communauté d'Agglomération ACCM par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE DEUXIÈME

Apports – Capital social – Actions

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution il a été fait apport de la somme de 254.250 euros, correspondant à la souscription et à la libération intégrale de la totalité des actions, et représentant les apports en espèces composant le capital social réparti comme suit :

Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette	173.000 €	692 actions
Commune d'Arles	53.500 €	214 actions
Commune de Tarascon	13.750 €	55 actions
Commune de Saint-Martin-de-Crau	12.250 €	49 actions
Commune de Boulbon	1.500 €	6 actions
Commune de Saint-Pierre-de-Mézoargues	250 €	1 action
Total	**254.250 €**	**1.017 actions**

Cette somme de 254.250 euros correspondant à la libération intégrale de la totalité des actions de numéraire souscrites a été régulièrement déposée sur un compte ouvert auprès de la Banque Caisse d'Épargne – 5 rue Martin Luther King- 84000 AVIGNON au nom de la société en formation.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 254.250 euros, divisé en 1.017 actions de 250 euros chacune, intégralement libérées, détenues exclusivement par des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément à la loi, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve que les actions soient toujours intégralement détenues par des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales.

ARTICLE 9 – COMPTES COURANTS

Les actionnaires peuvent mettre ou laisser à la disposition de la société, toutes sommes produisant ou non intérêts, dont celle-ci peut avoir besoin.
Les collectivités territoriales actionnaires de la société pourront faire des apports en compte courant, dans le respect des dispositions de l'article L. 1522-5 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement libérée de la moitié au moins de la valeur nominale.

Dans les autres cas et en particulier lors des augmentations de capital en numéraire, les souscriptions d'actions sont obligatoirement libérées du quart au moins de la valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans un délai de cinq ans à compter soit de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, soit du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

En cas de retard de versements exigibles sur les actions non entièrement libérées à la souscription, il est dû à la société un intérêt au taux de l'intérêt légal calculé au jour le jour, à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité ne sera applicable que si les actionnaires n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face. L'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de cette séance.

ARTICLE 11 - DEFAUT DE LIBERATION

L'actionnaire qui ne s'est pas libéré du montant de ses souscriptions aux époques fixées par le conseil d'administration est soumis aux dispositions de l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 12 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement ; la propriété des actions résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la société.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelques mains qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports..

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts, au règlement intérieur et aux décisions des assemblées générales.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

ARTICLE 14 - CESSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

La cession des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est enregistré le même jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvements ».

Toute transmission d'actions à un nouvel actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux, est soumise à l'agrément de la société dans les conditions de l'article L. 228-24 du code de commerce.

Le conseil d'administration se prononce à la majorité des deux tiers sur l'agrément dans un délai de 75 jours à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au président du conseil d'administration. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du conseil d'administration soit du défaut de réponse du conseil dans un délai de trois mois de la notification de la demande d'agrément

En plus d'être soumise à l'agrément du conseil d'administration, toute cession d'action doit être autorisée par décision de l'organe délibérant de la collectivité concernée.

Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription au profit d'un nouvel actionnaire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

TITRE TROISIÈME

Administration et contrôle de la société

ARTICLE 15 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La représentation des actionnaires au conseil d'administration de la société obéit aux règles fixées par les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1524-5 et R. 1524-2 à R. 1524-6 et par celles du code de commerce, notamment son article L. 225-17.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 18 et réparti, en prenant en compte les parts de capital social respectives des actionnaires, comme suit :

- communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette : 10
- commune d'Arles : 4
- commune de Tarascon : 1
- commune de Saint-Martin-de-Crau : 1
- commune de Boulbon : 1
- commune de Saint-Pierre-de-Mézoargues : 1

Les représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au conseil d'administration sont désignés par l'assemblée délibérante de ces collectivités, parmi leurs membres, et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur.

Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au sein du conseil d'administration incombe à ces collectivités ou groupements.

Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales membres de cette assemblée.

ARTICLE 16 - DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS – LIMITE D'AGE

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de l'assemblée, le mandat de leurs représentants au conseil d'administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes. En cas de vacance, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref. Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'administration par l'assemblée qui les a élus.

Nul ne peut être nommé administrateur ou représentant d'un administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateur ayant dépassé cet âge. Cette limite doit être respectée au moment de la désignation des représentants.

Les personnes qui, postérieurement à leur nomination, dépassent la limite d'âge statutaire, ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office.

ARTICLE 17 - QUALITE D'ACTIONNAIRE DES ADMINISTRATEURS

Les représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales ne peuvent en aucun cas être personnellement propriétaires d'actions de la société.

ARTICLE 18 - CENSEURS

L'Assemblée Générale Ordinaire peut nommer à la majorité des voix, pour une durée de 3 ans renouvelable, un ou plusieurs censeurs choisis par les actionnaires en dehors des membres du Conseil d'administration.

Les censeurs assistent avec voix consultative aux séances du Conseil d'administration. Ils ne peuvent participer au décompte des voix et n'ont pas de voix délibérative.

Ils ne sont pas rémunérés.

ARTICLE 19 - BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président.

Le Président du Conseil d'administration doit être une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, agissant par l'intermédiaire de son représentant ; celui-ci doit être autorisé à occuper cette fonction conformément à la réglementation en vigueur

Il est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure notamment que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Conseil d'administration nomme, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateur, dont les fonctions consistent, en l'absence du Président, à présider la séance du conseil ou les assemblées. En l'absence du Président et des vice-présidents, le Conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera la séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

Le représentant de la collectivité nommée Président du conseil d'administration ne peut être âgé de plus de 70 ans au moment de sa désignation. Le fait d'atteindre la limite d'âge en cours de mandat n'entraine pas la démission d'office.

Le Conseil peut nommer à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 20 - REUNIONS - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation de son Président, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Lorsque le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

Les administrateurs ont la faculté de participer et de voter aux réunions du conseil par des moyens de visioconférence tels que déterminés par décret en Conseil d'État.

L'ordre du jour, accompagné du dossier de séance, est adressé à chaque administrateur 5 jours au moins avant la réunion par tous moyens.

Tout administrateur peut donner, même par lettre, courriel ou par télécopie, pouvoir à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul autre administrateur.

La présence effective de la moitié au moins des membres du conseil d'administration est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations.

Sauf dans les cas prévus par la loi ou par les statuts, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

ARTICLE 21 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

21-1- En application des dispositions de l'article L. 225-35 du Code de Commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le Conseil d'administration, dans la limite de l'objet social :

- détermine les orientations de l'activité de la Société, et veille à leur mise en œuvre ;
- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires la concernant ;
- décide, dans le cadre de l'objet social, la création de toutes sociétés ou de tous groupements d'intérêt économique ou concours à la fondation de ces sociétés ou groupements.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée, même par les actes d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toute décision qui limiterait les pouvoirs du Conseil serait inopposable aux tiers.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la direction générale tous les documents qu'il estime utile.

Le Conseil d'administration peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

21.2- Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité. Le conseil fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité dans un règlement intérieur. Le Conseil d'administration ne peut toutefois déléguer à ces comités les décisions qui relèvent de sa compétence.

21.3- Le conseil d'administration peut décider de la création de comité spécial chargé du suivi des conventions que la société conclut avec un de ses actionnaires. La collectivité actionnaire est nécessairement représenté à ce comité qui peut s'associer avec voix consultative des techniciens de la dite collectivité. Le règlement intérieur de la société fixe les pouvoirs de ce comité spécial.

ARTICLE 22 - DIRECTION GENERALE - DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

22.1 - Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général. Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

Un représentant d'une collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales ne peut accepter les fonctions de Président assumant les fonctions de Directeur Général qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui l'a désigné.

La délibération du Conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

Le changement de modalités d'exercice de la direction générale n'entraîne pas de modification des statuts.

22.2 – Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général, il procède à la nomination du Directeur général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, limite ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur général ne doit pas être âgé de plus de 65 ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office, à moins qu'il ne soit le représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales assurant la fonction de président directeur général. Dans ce cas, la limite d'âge doit être appréciée en début de mandat, et le fait de l'atteindre en cours de mandat n'entraine pas la démission d'office.

Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Lorsque le Directeur général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à des dommages et intérêts si elle est intervenue sans juste motif.

22.3 – Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Le Directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée, même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

22.4 – Sur proposition du Directeur général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs autres personnes physiques, chargées d'assister le Directeur général avec le titre de Directeur général délégué.

En accord avec le Directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués.

Envers les tiers, le ou les Directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

En cas de cessation de fonctions ou d'empêchement du Directeur général, les Directeurs généraux délégués conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur général.

ARTICLE 23 – SIGNATURE SOCIALE

Tous les actes et engagements concernant la Société, de quelque nature qu'ils soient, sont valablement signés par le Président ou le Directeur général ainsi que par tout fondé de pouvoir spécial, agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs.

ARTICLE 24 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

A condition d'y être autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés, les représentants des collectivités peuvent percevoir une rémunération ou bénéficier d'avantages particuliers. La délibération susvisée fixe le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus, et indique la nature des fonctions qui les justifient.

La rémunération peut revêtir la forme de jetons de présence, qui sont alloués par l'Assemblée Générale, le Conseil d'administration répartissant ensuite librement cette rémunération entre ses membres.

La rémunération du représentant de la collectivité ou du groupement de collectivités assurant les fonctions de Président est fixée par le Conseil d'administration, comme celle du Directeur général et du (ou des) Directeur(s) général (généraux) délégué(s).

Le Conseil d'administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire et aux conditions du présent article.

ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, UN DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU UN ACTIONNAIRE

Sous réserve des dispositions de l'article L225-39 du code de commerce, les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses administrateurs, son Directeur général, l'un de ses Directeurs généraux délégués ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote supérieure à 10 %, sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise si le Directeur général, l'un des Directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'administration, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. La liste et l'objet de ces conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'administration aux membres du Conseil d'administration et aux Commissaires aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Directeur général, aux Directeurs généraux délégués, ainsi qu'aux représentants permanents des collectivités ou leur groupement actionnaires, le cas échéant des censeurs, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE SPECIALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

À la création de la SPL PA tous ses actionnaires ont *a minima* un représentant aux Assemblées Générales et en Conseil d'Administration. Si dans l'avenir, des collectivités territoriales et leurs groupements détiennent une participation au capital trop réduite qui ne leur permet pas de bénéficier d'une représentation directe, les dites collectivités devront se regrouper en assemblée spéciale pour désigner un mandataire commun qui les représentera au conseil d'administration. Les postes d'administrateurs seront redistribués en tenant compte de la présence d'un représentant de l'assemblée spéciale.

L'assemblée spéciale comprend un délégué de chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y participant. Elle vote son règlement, élit son Président et désigne également en son sein le (ou les) représentant(s) commun(s) qui siège(nt) au Conseil d'administration.

Une représentation à tour de rôle peut notamment être instituée entre les collectivités concernées, pour la désignation du (ou des) mandataire(s).

Chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'il ou elle possède dans la Société.

L'assemblée spéciale se réunit au moins une fois par an pour entendre le rapport de son (ou de ses) représentant(s) sur convocation de son Président :

- soit à son initiative,
- soit à la demande de l'un de ses représentants élu par elle au sein du Conseil d'administration,
- soit à la demande d'un tiers au moins des membres détenant au moins le tiers des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements membres de l'assemblée spéciale conformément à l'article R. 1524-2 du Code général des collectivités territoriales.

L'Assemblée est réunie pour la première fois à l'initiative d'au moins une des collectivités territoriales ou groupement actionnaire non directement représenté au Conseil d'administration.

ARTICLE 27 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne dans les conditions prévues aux articles L. 823-1 et suivants du Code de Commerce, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

Les Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont désignés pour six exercices et sont toujours rééligibles.

ARTICLE 28 - - INFORMATION DU REPRESENTANT DE L'ETAT

Les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales sont communiquées dans les quinze jours suivant leur adoption au représentant de l'État dans le Département du siège social de la Société.

Il en est de même des contrats visés à l'article L. 1523-2 du Code général des collectivités territoriales, ainsi que des comptes annuels et des rapports du Commissaire aux comptes.

La saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État dans les conditions prévues par les articles L. 1524-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L. 235-1 du Code des Juridictions Financières, entraîne une seconde lecture par le Conseil d'administration ou par l'Assemblée Générale, de la délibération contestée.

ARTICLE 29 - DELEGUE SPECIAL

Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales ayant accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société a droit, à condition de ne pas être actionnaire directement représenté au Conseil d'administration, d'être représenté auprès de la Société par un délégué spécial désigné en son sein par l'Assemblée délibérante de cette collectivité ou groupement.

Le délégué est entendu par la Société, procède à la vérification des documents comptables et rend compte à son mandant dans les conditions déterminées par l'article L. 1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du conseil d'administration.

ARTICLE 30 - RAPPORT ANNUEL DES ELUS MANDATAIRES

Les représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires doivent présenter au minimum une fois par an aux collectivités dont ils sont les mandataires un rapport écrit sur la situation de la Société, et portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements. Les représentants de la même collectivité peuvent rédiger un rapport commun sous réserve qu'il soit signé par l'ensemble de ces représentants.

ARTICLE 31 – CONTROLE EXERCE PAR LES COLLECTIVITES OU LEUR GROUPEMENT ACTIONNAIRES

Les collectivités ou leur groupement actionnaires représentées au conseil d'administration doivent exercer sur la société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, y compris dans le cadre d'un pluri-contrôle, afin que les conventions qu'elles seront amenées à conclure avec la société soient considérées comme des prestations intégrées (contrats "in house").

A cet effet, des dispositions spécifiques doivent être mises en place.

Elles consistent en des contrôles spécifiques sur trois niveaux de fonctionnement de la société :

- orientations stratégiques,
- vie sociale,

- activité opérationnelle.

Le contrôle exercé sur la société est fondé, d'une part sur la détermination des orientations de l'activité de la société, d'autre part sur l'accord préalable qui sera donné aux actions que la société proposera ainsi que sur le contrôle qu'exerceront les actionnaires de la société sur les opérations menées par cette dernière.

Dès leur première réunion, les instances délibérantes de la société devront mettre en place un règlement intérieur mettant en place, entre autres, un système de contrôle et de reporting permettant aux collectivités ou leur groupement actionnaires entrant dans le cadre défini au premier alinéa d'atteindre ces objectifs. Des dispositions spéciales seront prévues dans le dit règlement pour le contrôle par une collectivité actionnaire des opérations faisant l'objet de conventions conclues par cette collectivité avec la société.

Ces dispositions devront être maintenues dans leurs principes pendant toute la durée de la société.

TITRE QUATRIEME

Assemblées Générales – Modifications statutaires

ARTICLE 32 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents ou les dissidents.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les titulaires d'actions peuvent assister aux Assemblées Générales sans formalités préalables.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification tels que déterminés par décret en Conseil d'État.

Les collectivités ou leur groupement actionnaires de la Société sont représentées aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

ARTICLE 33 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration ou à défaut par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande de tout intéressé en cas d'urgence ou d'un ou plusieurs actionnaires réunissant 5 % au moins du capital social.

Les convocations sont faites par lettre, recommandée ou ordinaire, ou par courriel adressée à chacun des actionnaires 15 jours au moins avant la date de l'assemblée, et comportant indication de l'ordre du jour avec le cas échéant les projets de résolutions et toutes informations utiles.

ARTICLE 34 - PRESIDENCE DES ASSEMBLEES GENERALES

Sauf dans les cas où la loi désigne un autre Président, l'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'administration. En son absence, elle est présidée le vice-président (ou l'un d'entre eux s'ils sont plusieurs), ou par un administrateur désigné par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

ARTICLE 35 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant fait usage du droit de vote par correspondance, possèdent au moins un cinquième du capital social.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'Assemblée est convoquée de nouveau. Lors de cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

ARTICLE 36 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant fait usage du droit de vote par correspondance possèdent au moins sur première convocation un quart et sur deuxième convocation un cinquième des actions ayant le droit de vote.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

ARTICLE 37 - MODIFICATIONS STATUTAIRES

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales sur une modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société publique locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant cette modification.

TITRE CINQUIEME

Exercice social – comptes sociaux – affectation des résultats

ARTICLE 38 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social couvre douze mois. Il commence au 1er janvier et se termine au 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis la constitution de la Société jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 39 - COMPTES SOCIAUX

Les comptes de la Société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la Société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé.

Les documents établis annuellement comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

ARTICLE 40 - BENEFICES

Après dotation à la réserve légale suivant les dispositions de l'article L. 232-10 du Code de Commerce, il peut en outre être prélevé sur les bénéfices, par décision de l'Assemblée Générale, la somme nécessaire pour verser un dividende pour chaque action libérée et non remboursée.

TITRE SIXIEME

Pertes graves - Dissolution - Liquidation - Contestations

ARTICLE 41 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu de réunir une Assemblée générale extraordinaire dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L. 224-2 du Code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 42 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hormis les cas de dissolution judiciaire, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, ou par décision de l'associé unique.

Sauf en cas de fusion, scission ou réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés;

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévus pour les Assemblées Générales Ordinaires, soit par une Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement.

La nomination du liquidateur met fin aux pouvoirs des administrateurs. L'assemblée générale extraordinaire décidant la dissolution peut mettre fin aux mandats des commissaires aux comptes.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible. Il ne peut continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'il y a été autorisé, soit par les associés, soit par décision de justice s'il a été nommé par la même voie.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

AT 11 FC

ARTICLE 43 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires ou les administrateurs et la Société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la compétence des tribunaux dont dépend le siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la société.

TITRE SEPTIEME

Administrateurs – commissaires aux comptes – personnalité morale – formalités

ARTICLE 44 - NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés comme premiers administrateurs :

- Représentant la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette :
  M. David GRZYB
  M. Hervé SCHIAVETTI
  M. Nicolas KOUKAS
  M. Fabien BOUILLARD
  M. Guy CORREARD
  M. Claude VULPIAN
  M. Georges BERNOT
  M. Gille AYME
  M. Antoine BECCIU
  M. Jacky PICQUET

- Représentant la commune d'Arles :
  M. Patrick CHAUVIN
  Mme Claudie DURAND
  Mme Chantal BAILLY
  Mme Nora MEBAREK-MAKHLOUF

- Représentant la commune de Tarascon : M. Lucien LIMOUSIN

- Représentant la commune de Saint-Martin-de-Crau : M. Dominique TEIXIER

- Représentant la commune de Boulbon : M. Bernard DUPONT

- Représentant la commune de Saint Pierre de Mézoargues : Mme Florence DE CAMARET

Les administrateurs soussignés acceptent leurs fonctions et déclarent, chacun en ce qui le concerne, qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne leur interdit d'accepter les fonctions d'administrateur de la Société.

ARTICLE 45 - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice .....

- en qualité de Commissaire aux comptes titulaire : .....

- en qualité de Commissaire aux comptes suppléant : .....

Les Commissaires ainsi nommés ont accepté le mandat qui leur est confié et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat.

ARTICLE 46 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE – REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutefois, les soussignés déclarent accepter purement et simplement les actes déjà accomplis pour le compte de la Société en formation tels qu'ils sont énoncés dans l'état annexé ci-après avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la Société.

En conséquence, la Société reprendra purement et simplement lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 47 - FORMALITES – PUBLICITE DE LA CONSTITUTION

Tous pouvoirs sont conférés à M. Thierry SABADEL porteurs d'expéditions, originaux extraits des pièces constitutives à l'effet d'accomplir toutes formalités exigées pour la constitution de la Société.

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

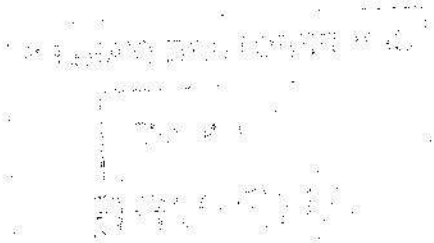
Fait à Arles
Le 20 mai 2016

En 3 originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités requises.

ANNEXE 1

ETAT DES ACTES PASSÉS EXPRESSEMENT « AU NOM ET POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION » AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

S/PREFECTURE D'ARLES
02 JUIN 2016
ARRIVEE



Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°47 : Assemblées / Désignation d'un représentant de la communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) au Conseil Territorial de Santé (CTS) pour le Contrat local de santé

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner un représentant de la communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) au Conseil Territorial de Santé (CTS) pour le Contrat local de santé.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article 158 de la loi de modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016 qui prévoit la création de nouvelles instances territoriales de démocratie sanitaire dont les conseils territoriaux de santé (CTS) ;

Les Conseils territoriaux de santé, créés en 2016, sont aujourd'hui des instances structurantes de la gouvernance locale de la santé. Organisés autour de collèges représentatifs de l'ensemble des acteurs du système de santé, ils jouent un rôle essentiel dans l'analyse des besoins, la construction des politiques régionales, le suivi des parcours de santé et la participation citoyenne. Il veille à conserver la spécificité des dispositifs et des démarches locales de santé fondées sur la participation des habitants. Il garantit en son sein la participation des usagers, notamment celle des personnes en situation de pauvreté, de précarité ou de handicap. Il comprend également une commission spécialisée en santé mentale (jusqu'à 21 membres).

Considérant que ces instances réunissant l'ensemble des financeurs, offreurs de services de santé, collectivités territoriales et bien sûr les usagers, ont vocation à devenir les parlements territoriaux de santé, à l'instar de ce que sont la conférence nationale de santé (CNS) au niveau national et les conférences régionales de la santé et de l'autonomie (CRSA) dans les régions ;

Considérant que les conseils territoriaux de santé (CTS) remplacent les conférences de territoires :

Ses attributions sont définies par l'article L 1434-10 du code de la santé publique :

- « Il participe à la réalisation du diagnostic territorial partagé mentionné au III du présent article en s'appuyant notamment sur les projets des équipes de soins primaires définies à l'article L. 1411-11-1 et des communautés professionnelles territoriales de santé définies à l'article L. 1434-12 »,

- « Il contribue à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du projet régional de santé, en particulier sur les dispositions concernant l'organisation des parcours de santé »,

- « Il est informé des créations de plateformes territoriales d'appui à la coordination des parcours de santé complexes mentionnées à l'article L. 6327-2 ainsi que de la signature des contrats territoriaux et locaux de santé. Il contribue à leur suivi, en lien avec l'union régionale des professionnels de santé »,

- « Le diagnostic territorial partagé et le projet territorial de santé mentale sont arrêtés par le directeur général de l'agence régionale de santé après avis des conseils locaux de santé ou des conseils locaux de santé mentale et du conseil territorial de santé mentionné à l'article L. 1434-10 »,

- « Les conseils territoriaux de santé peuvent adresser au directeur général de l'agence régionale de santé des propositions pour améliorer la réponse aux besoins de la population sur le territoire, notamment sur l'organisation des parcours de santé » …

Les conseils territoriaux sont composés de 34 à 50 membres répartis en 5 collèges :

1. Collège des professionnels et offreurs des services de santé (20 à 28 représentants des établissements, services et professionnels du soin, de l'action sociale et médico-sociale soit 56% des sièges) ;

2. Collège des usagers et associations d'usagers œuvrant dans les domaines de compétence de l'agence régionale de santé (6 à 10 membres soit 20% des sièges) :

a) Au plus six représentants des usagers des associations agréées au niveau régional ou, à défaut, au niveau national, conformément à l'article L. 1114-1, désignés à l'issue d'un appel à candidatures organisé dans des conditions fixées par le directeur général de l'agence régionale de santé ;

b) Au plus quatre représentants des usagers des associations des personnes handicapées ou des associations de retraités et personnes âgées, sur proposition du ou des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) du ressort du conseil territorial de santé ;

3. Collège des collectivités territoriales ou de leurs groupements, du territoire de démocratie sanitaire concerné (4 à 7 membres, soit 14% des sièges) ;

4. Collège des représentants de l'État et des organismes de sécurité sociale (2 à 3 membres soit 6% des sièges) ;

5. Deux personnalités qualifiées désignées par le directeur général de l'agence régionale de santé selon les dispositions prévues à l'article R. 1434-33 du code de la santé publique, soit 4% des sièges.

À noter que l'article R. 1434-36 du code de la santé publique dispose que *«Chaque conseil territorial de santé est constitué d'une assemblée plénière, d'un bureau, d'une commission spécialisée en santé mentale et d'une formation spécifique organisant l'expression des usagers».*

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique territoriale de santé, la communauté ACCM est engagée à travers un Contrat local de santé à l'échelle de la ville d'Arles ainsi qu'à travers le déploiement d'un Conseil local de santé mentale (volet santé mentale dudit CLS) à l'échelle de la communauté d'agglomération.

Vu le Contrat local de santé auquel la communauté est partie prenante ;

Considérant l'intérêt de la collectivité à être représentée au sein du Conseil territorial de santé ;

Afin de permettre la représentation d'ACCM pour le Contrat local de santé au sein du Conseil Territorial de Santé, il convient de désigner un représentant ;

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du CCGCT : si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des

commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant et il en est donné lecture par le Président ;

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du CGCT «le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin». Aucune disposition législative ou réglementaire ne prévoyant expressément le mode de scrutin secret pour la désignation des membres élus au Conseil Territorial de Santé, il est proposé que les votes aient lieu au scrutin public.

Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

ARTICLE UNIQUE - PROCÉDER à la désignation du représentant d'ACCM au Conseil Territorial de Santé pour le Contrat local de santé ;

Sont candidats pour le poste de représentant :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX, ayant obtenu la majorité absolue (relative) est désigné(e) représentant d'ACCM au Conseil Territorial de Santé pour le Contrat local de santé.

Conseil Territorial de Santé pour le Contrat local de santé
Madame/Monsieur XX

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°48 : Assemblées / Désignation d'un représentant de la communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) au Conseil Territorial de Santé (CTS) pour le Conseil local de santé mentale

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner un représentant de la communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) au Conseil Territorial de Santé (CTS) pour le Conseil local de santé mentale.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article 158 de la loi de modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016 qui prévoit la création de nouvelles instances territoriales de démocratie sanitaire dont les conseils territoriaux de santé (CTS) ;

Les Conseils territoriaux de santé, créés en 2016, sont aujourd'hui des instances structurantes de la gouvernance locale de la santé. Organisés autour de collèges représentatifs de l'ensemble des acteurs du système de santé, ils jouent un rôle essentiel dans l'analyse des besoins, la construction des politiques régionales, le suivi des parcours de santé et la participation citoyenne. Il veille à conserver la spécificité des dispositifs et des démarches locales de santé fondées sur la participation des habitants. Il garantit en son sein la participation des usagers, notamment celle des personnes en situation de pauvreté, de précarité ou de handicap. Il comprend également une commission spécialisée en santé mentale (jusqu'à 21 membres).

Considérant que ces instances réunissant l'ensemble des financeurs, offreurs de services de santé, collectivités territoriales et bien sûr les usagers, ont vocation à devenir les parlements territoriaux de santé, à l'instar de ce que sont la conférence nationale de santé (CNS) au niveau national et les conférences régionales de la santé et de l'autonomie (CRSA) dans les régions ;

Considérant que les conseils territoriaux de santé (CTS) remplacent les conférences de territoires :

Ses attributions sont définies par l'article L 1434-10 du code de la santé publique :

- « Il participe à la réalisation du diagnostic territorial partagé mentionné au III du présent article en s'appuyant notamment sur les projets des équipes de soins primaires définies à l'article L. 1411-11-1 et des communautés professionnelles territoriales de santé définies à l'article L. 1434-12 »,

- « Il contribue à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du projet régional de santé, en particulier sur les dispositions concernant l'organisation des parcours de santé »,

- « Il est informé des créations de plateformes territoriales d'appui à la coordination des parcours de santé complexes mentionnées à l'article L. 6327-2 ainsi que de la signature des contrats territoriaux et locaux de santé. Il contribue à leur suivi, en lien avec l'union régionale des professionnels de santé »,

- « Le diagnostic territorial partagé et le projet territorial de santé mentale sont arrêtés par le directeur général de l'agence régionale de santé après avis des conseils locaux de santé ou des conseils locaux de santé mentale et du conseil territorial de santé mentionné à l'article L. 1434-10 »,

- « Les conseils territoriaux de santé peuvent adresser au directeur général de l'agence régionale de santé des propositions pour améliorer la réponse aux besoins de la population sur le territoire, notamment sur l'organisation des parcours de santé » …

Les conseils territoriaux sont composés de 34 à 50 membres répartis en 5 collèges :

1. Collège des professionnels et offreurs des services de santé (20 à 28 représentants des établissements, services et professionnels du soin, de l'action sociale et médico-sociale soit 56% des sièges) ;

2. Collège des usagers et associations d'usagers œuvrant dans les domaines de compétence de l'agence régionale de santé (6 à 10 membres soit 20% des sièges) :

a) Au plus six représentants des usagers des associations agréées au niveau régional ou, à défaut, au niveau national, conformément à l'article L. 1114-1, désignés à l'issue d'un appel à candidatures organisé dans des conditions fixées par le directeur général de l'agence régionale de santé ;

b) Au plus quatre représentants des usagers des associations des personnes handicapées ou des associations de retraités et personnes âgées, sur proposition du ou des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) du ressort du conseil territorial de santé ;

3. Collège des collectivités territoriales ou de leurs groupements, du territoire de démocratie sanitaire concerné (4 à 7 membres, soit 14% des sièges) ;

4. Collège des représentants de l'État et des organismes de sécurité sociale (2 à 3 membres soit 6% des sièges) ;

5. Deux personnalités qualifiées désignées par le directeur général de l'agence régionale de santé selon les dispositions prévues à l'article R. 1434-33 du code de la santé publique, soit 4% des sièges.

À noter que l'article R. 1434-36 du code de la santé publique dispose que *«Chaque conseil territorial de santé est constitué d'une assemblée plénière, d'un bureau, d'une commission spécialisée en santé mentale et d'une formation spécifique organisant l'expression des usagers».*

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique territoriale de santé, la communauté ACCM est engagée à travers un Contrat local de santé à l'échelle de la ville d'Arles ainsi qu'à travers le déploiement d'un Conseil local de santé mentale (volet santé mentale dudit CLS) à l'échelle de la communauté d'agglomération.

Vu l'instruction n°DGS/SP4/CGET/2016/289 et son actualisation par l'instruction n° DGS/SP4/2025/78 du 20 mai 2025 relative à la consolidation et à la généralisation des conseils locaux de santé mentale en particulier dans le cadre des contrats de ville ;

Considérant l'intérêt de la collectivité à être représentée au sein du Conseil territorial de santé ;

Afin de permettre la représentation d'ACCM pour le Conseil local de santé

mentale au sein du Conseil Territorial de Santé, il convient de désigner un représentant ;

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du CCGCT : si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant et il en est donné lecture par le Président ;

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du CGCT «le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin». Aucune disposition législative ou réglementaire ne prévoyant expressément le mode de scrutin secret pour la désignation des membres élus au Conseil Territorial de Santé, il est proposé que les votes aient lieu au scrutin public.

Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

ARTICLE UNIQUE - PROCÉDER à la désignation du représentant d'ACCM au Conseil Territorial de Santé pour le Conseil local de santé mentale ;

Sont candidats pour le poste de représentant :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX, ayant obtenu la majorité absolue (relative) est désigné(e) représentant d'ACCM au Conseil Territorial de Santé pour le Conseil local de santé mentale.

Conseil Territorial de Santé pour le Conseil local de santé mentale
Madame/Monsieur XX

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°49 : Assemblées / Conseil de surveillance du centre hospitalier Joseph Imbert à Arles - Désignation d'un représentant d'ACCM

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de procéder à la désignation d'un représentant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) appelé à siéger au conseil de surveillance du centre hospitalier Joseph Imbert à Arles.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu l'article L6141-1 du Code de la santé publique : les établissements publics de santé sont des personnes morales de droit public dotées de l'autonomie administrative et financière. Ils sont dotés d'un statut spécifique, prévu notamment par le présent titre et par la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, qui tient compte en particulier de leur implantation locale et de leur rôle dans les stratégies territoriales pilotées par les collectivités territoriales.

Les collectivités territoriales participent à leur gouvernance. Elles sont étroitement associées à la définition de leurs stratégies afin de garantir le meilleur accès aux soins et la prise en compte des problématiques de santé dans les politiques locales.

Les établissements publics de santé sont dotés d'un conseil de surveillance et dirigés par un directeur assisté d'un directoire.

Vu l'article R6143-2 du Code de la santé publique : les conseils de surveillance des établissements publics de santé sont composés de neuf membres dont un représentant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune siège de l'établissement est membre ou, à défaut, un autre représentant de la commune siège de l'établissement principal ;

Considérant qu'il convient de désigner un représentant d'ACCM au conseil de surveillance du centre hospitalier Joseph Imbert à Arles :

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce

dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

ARTICLE UNIQUE - PROCÉDER à la désignation d'un représentant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette appelé à siéger au conseil de surveillance du centre hospitalier Joseph Imbert à Arles.

Sont candidats pour le poste :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame /Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM appelé(e) à siéger au conseil de surveillance du centre hospitalier Joseph Imbert à Arles.

Conseil de surveillance du centre hospitalier Joseph Imbert à Arles
Madame/Monsieur XX

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°50 : Assemblées / Conseil de surveillance des Hôpitaux des Portes de Camargue à Tarascon - Désignation d'un représentant d'ACCM

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de procéder à la désignation d'un représentant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) appelé à siéger au conseil de surveillance des Hôpitaux des Portes de Camargue à Tarascon.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu l'article L6141-1 du Code de la santé publique : les établissements publics de santé sont des personnes morales de droit public dotées de l'autonomie administrative et financière. Ils sont dotés d'un statut spécifique, prévu notamment par le présent titre et par la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, qui tient compte en particulier de leur implantation locale et de leur rôle dans les stratégies territoriales pilotées par les collectivités territoriales.

Les collectivités territoriales participent à leur gouvernance. Elles sont étroitement associées à la définition de leurs stratégies afin de garantir le meilleur accès aux soins et la prise en compte des problématiques de santé dans les politiques locales.

Les établissements publics de santé sont dotés d'un conseil de surveillance et dirigés par un directeur assisté d'un directoire.

Vu l'article R6143-2 du Code de la santé publique : les conseils de surveillance des établissements publics de santé sont composés de neuf membres dont un représentant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune siège de l'établissement est membre ou, à défaut, un autre représentant de la commune siège de l'établissement principal ;

Considérant qu'il convient de désigner un représentant d'ACCM au conseil de surveillance des Hôpitaux des Portes de Camargue à Tarascon :

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce

dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

ARTICLE UNIQUE - PROCÉDER à la désignation d’un représentant de la communauté d’agglomération Arles Crau Camargue Montagnette appelé à siéger au conseil de surveillance des Hôpitaux des Portes de Camargue à Tarascon.

Sont candidats pour le poste :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame /Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d’ACCM appelé(e) à siéger au conseil de surveillance des Hôpitaux des Portes de Camargue à Tarascon.

Conseil de surveillance des Hôpitaux des Portes de Camargue à Tarascon
Madame/Monsieur XX

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°51 : Assemblées / Centre de Ressources en Information Géographique en Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRIGE-PACA), désignation d'un représentant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner un représentant d'ACCM en tant que membre du premier collège des membres adhérents du CRIGE-PACA pour siéger à l'assemblée générale.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts du Centre de Ressources en Information Géographique en Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRIGE-PACA) annexés à la présente délibération ;

Le CRIGE-PACA est une association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 qui a pour objet de développer et d'accompagner la production et les usages de données géographiques et de promouvoir le développement des métiers de la géomatique sur l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'association se compose de membres adhérents, de membres d'honneur et des membres du Directoire.

Ont la qualité de membre adhérent les personnes morales et toute personne physique qui remplissent les conditions suivantes : Adhérer aux statuts et être agréé par le Conseil de surveillance.

Les membres adhérents versent une participation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée générale sur proposition du Directoire.

Les personnes morales désignent leur représentant au sein du CRIGE-PACA selon les procédures qui leur sont propres. Chaque personne morale ne peut désigner qu'un seul représentant.

L'assemblée générale réunit l'ensemble des représentants des membres de l'association : les membres adhérents regroupés en quatre collèges, les membres du Directoire et les membres d'honneur. Le premier collège se compose d'un représentant des Conseils départementaux, des Établissements Publics de Coopération Intercommunale, des communes de plus de 10 000 habitants.

Les personnes désignées dans les collèges peuvent se faire représenter par une autre personne élue issue du même collège. La représentation par toute autre personne est interdite.

Considérant que la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) est membre adhérent de l'association CRIGE-PACA ;

Considérant qu'il convient de désigner un représentant d'ACCM en tant que membre au sein du premier collège des membres adhérents pour siéger à l'assemblée générale ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été

déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président.

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public.

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé ;

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

ARTICLE UNIQUE - PROCÉDER à la désignation d'un représentant d'ACCM en tant que membre du premier collège des membres adhérents du CRIGE-PACA, pour siéger à l'assemblée générale ;

Sont candidats pour le poste de représentant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) membre au sein du premier collège des membres adhérents du CRIGE-PACA pour siéger à l'assemblée générale.

Centre de Ressources en Information Géographique en Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRIGE-PACA)
Madame/Monsieur XX

Modification des statuts de l'association "Centre Régional de l'Information Géographique de Provence-Alpes-Côte d'Azur" – CRIGE-PACA

Article 1 – CONSTITUTION

Par modification des statuts déposés le 16/02/2016, il est constitué entre toutes les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.
Les articles suivants constituent les nouveaux statuts de l'association.

Article 2 – DENOMINATION

L'association a pour dénomination "Centre de Ressources en Information Géographique en Provence-Alpes-Côte d'Azur".
Elle pourra être désignée par le sigle "CRIGE-PACA".

Article 3 – OBJET

L'association a pour objet de développer et d'accompagner la production et les usages de données géographiques et de promouvoir le développement des métiers de la géomatique sur l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Dans le champ d'activité qui est le sien et dans le respect de la subsidiarité de ses membres et partenaires, le CRIGE-PACA exerce les missions suivantes :

- Apporter une assistance et des services techniques pour la production et l'utilisation d'informations géographiques.
- Favoriser la mutualisation et le partage de méthodes, services et outils géomatiques.
- Assurer une veille technique
- Faciliter le montage et le portage de projets collaboratifs en privilégiant l'utilisation d'outils ouverts et garantir leur pérennité.
- Renouveler les savoirs faire et favoriser les échanges entre les secteurs Enseignement/Recherche, les professionnels publics et privés, les associations et les citoyens.
- Développer l'information et la formation des utilisateurs d'informations géographiques.
- Représenter ses membres dans les instances régionales et nationales.

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège de l'association CRIGE PACA est fixé au Technopole de l'environnement Arbois Méditerranée - Domaine du Petit Arbois – Avenue Louis Philibert, 13100 Aix-en-Provence.

Le transfert de siège social est proposé par le Conseil de Surveillance et validé par l'Assemblée Générale.

Article 5 – DUREE

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Article 6 – MEMBRES

L'association se compose de membres adhérents, de membres d'honneur et des membres du Directoire défini à l'article 10.

6.1 - Membres adhérents

Ont la qualité de membre adhérent les personnes morales et toute personne physique qui remplissent les conditions suivantes :

- Adhérer aux présents statuts,
- Etre agréé par le Conseil de surveillance.

Les membres adhérents versent une participation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée générale sur proposition du Directoire.

Les personnes morales désignent leur représentant au sein du CRIGE-PACA selon les procédures qui leur sont propres. Chaque personne morale ne peut désigner qu'un seul représentant.

La qualité de membre se perd par :

- Démission ou non désignation d'un représentant,
- Disparition de la personne morale,
- Exclusion prononcée à la majorité des deux-tiers de l'assemblée générale pour tout motif laissé à son appréciation ou tout manquement au règlement intérieur approuvé.

6.2 – Membres d'honneur

Ont la qualité de membre d'honneur des personnes physiques choisies es-qualité dont les compétences et l'expertise sont de nature à apporter une contribution importante à la poursuite de son objet. La qualité de membre d'honneur leur est attribuée par l'assemblée générale sur proposition du Conseil de surveillance.

Article 7 - RESSOURCES

Les ressources de l'association sont constituées de toutes ressources non interdites par les lois et règlements en vigueur.

Elles comprennent :

- les cotisations des membres
- les subventions publiques,
- le prix des prestations fournies à ses membres et, accessoirement, à des tiers ainsi que des revenus de ses biens,
- les emprunts,
- les dons et legs,
- et toute autre ressource autorisée.

Article 8 - ASSEMBLEE GENERALE

8.1 - Composition de l'Assemblée générale

L'Assemblée Générale réunit l'ensemble des représentants des membres de l'association :

- les membres adhérents regroupés dans des collèges,
- les membres du Directoire,
- les membres d'honneur.

Les membres adhérents, sont regroupés en quatre collèges.

Le premier collège se compose d'un représentant des Conseils départementaux, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, des communes de plus de 10000 habitants. Ce collège dispose d'au plus trente-deux (32) représentants à l'Assemblée générale.

Le deuxième collège se compose de représentants des services déconcentrés et des établissements publics de l'Etat, des représentants des universités, des organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur. Ce collège dispose d'au plus seize (16) représentants à l'Assemblée Générale.

Le troisième collège se compose des représentants de structures tierces publiques et para-publiques (consulaires, syndicats mixtes, associations, etc.). Ce collège dispose d'au plus huit (8) représentants à l'Assemblée Générale.

Le quatrième collège se compose des représentants de structures privées et des personnes physiques. Ce collège dispose d'au plus huit (8) représentants à l'Assemblée générale.

Si le nombre de personnes désignées dans un collège excède le nombre maximum de sièges, le Président du Conseil de surveillance réunit les personnes désignées pour procéder à un vote sur la composition du collège. Ce vote s'effectuera en priorité de manière électronique à l'aide d'outils dédiés, validés par le Conseil de surveillance.

Les personnes désignées dans les collèges peuvent se faire représenter par une autre personne élue issue du même collège. La représentation par toute autre personne est interdite. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer une personne est limité à deux.

Le Directoire dispose de trois voix à l'Assemblée Générale.
Sont autorisés à voter le Président, le trésorier et le secrétaire. Les autres membres du Directoire ne prennent pas part au vote.
Les représentants du Directoire peuvent se faire représenter par un autre membre du Directoire muni d'un pouvoir spécial.

8.2 - Réunions et délibérations de l'Assemblée générale

Le Président du Conseil de Surveillance convoque l'Assemblée générale et en assure la présidence.

La convocation est effectuée par courrier électronique ou papier contenant l'ordre du jour arrêté sur proposition du Directoire. La convocation est adressée à chaque membre de l'association quinze jours à l'avance.

L'Assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Elle est réunie au siège de l'association ou en tout autre lieu fixé par la convocation.

Sont établis une feuille de présence émargée par les membres de l'Assemblée et un procès-verbal certifiés par le Président du Conseil de Surveillance.

8.3 - Pouvoirs de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice. Elle peut également être convoquée à titre exceptionnel par le Président du Conseil de surveillance ou à la demande d'une majorité de membres.

L'Assemblée Générale ordinaire vote le budget et le plan d'actions annuel. Elle entend le rapport du Commissaire aux comptes. Elle approuve les comptes de l'exercice et donne quitus aux membres du Directoire.

Elle procède à l'élection du Conseil de surveillance et du Directoire.

D'une manière générale, l'Assemblée Générale ordinaire délibère sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour qui ne relèvent pas de l'Assemblée Générale extraordinaire. L'Assemblée Générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts, prononcer la dissolution de l'association et statuer sur la dévolution de ses biens, décider de sa fusion avec d'autres associations.

Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires ne délibèrent valablement que si la moitié des membres de chaque collège sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est à nouveau convoquée, avec le même ordre du jour dans un délai de quinze jours. Lors de cette seconde réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Article 9 - DIRECTOIRE

9.1 - Composition du Directoire

Le Directoire est composé d'au moins trois membres et d'au plus six membres, élus par l'Assemblée Générale parmi les membres de l'association.

Le Conseil de Surveillance désigne un Président, un secrétaire et un trésorier. La durée du mandat des membres du Directoire est fixée à trois ans. Les membres sont rééligibles.

9.2 - Pouvoirs du Directoire

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'association. Il les exerce dans la limite de l'objet de l'association et sous réserve de ceux expressément attribués par les statuts à l'Assemblée Générale et au Conseil de Surveillance. Les décisions du Directoire sont prises à la majorité absolue de ses membres.

Le Directoire assure la gestion courante de l'association, élabore le projet de budget et prononce l'arrêt des comptes. Le Directoire a notamment pouvoir de recruter le personnel, y compris le directeur de l'association. Le Directoire délègue sous son contrôle, la gestion du personnel au Directeur. Il a un pouvoir hiérarchique sur l'ensemble du personnel, y compris le Directeur.

Le Président du Directoire représente l'association dans ses rapports avec les tiers et dans tous les actes de la vie civile. Il défend en justice et il peut ester. Le Président du Directoire peut déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires de son choix.

Le trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'association. Il établit ou fait établir un rapport sur la situation financière de l'association. Il rend compte de sa gestion au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée Générale.
Le Directoire se réunit aussi souvent que nécessaire.

Les membres du Directoire sont exemptés de cotisations. Ils ne peuvent recevoir aucune rémunération au titre des fonctions qui leur sont confiées dans le cadre de l'Association. Toutefois, ils pourront obtenir, dans les conditions définies par le Conseil de Surveillance, le remboursement des frais effectivement exposés au profit de l'association, dans l'exercice de leur mandat.

Article 10 - CONSEIL DE SURVEILLANCE

10.1 - Composition du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé d'au moins six et d'au plus seize membres, élus par l'Assemblée Générale pour une durée de trois ans. Les membres sont rééligibles.

Chaque collège dispose d'un nombre de sièges proportionnel au nombre de ses membres.

Le premier collège dispose de huit sièges au Conseil de surveillance.

Le deuxième collège dispose de quatre sièges au Conseil de surveillance.

Le troisième collège dispose de deux sièges au Conseil de surveillance.

Le quatrième collège dispose de deux sièges au Conseil de surveillance.

Le Président du Conseil de Surveillance est élu parmi les membres de l'Assemblée générale.

10.2 - Réunion et délibération du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance se réunit sur convocation de son Président, ou à la demande d'au moins cinq de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige et au moins deux fois l'an.

Le Conseil de surveillance ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Les délibérations sont prises à la majorité absolue. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

En cas d'empêchement, chaque membre du Conseil de Surveillance pourra se faire représenter par un autre membre du Conseil de Surveillance muni au maximum de deux pouvoirs spéciaux.

10.3 - Pouvoirs du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance définit les orientations de l'association et veille au respect des statuts. Il valide le budget avant présentation à l'Assemblée Générale

Le Conseil de Surveillance présente à l'Assemblée Générale annuelle ses observations sur le rapport d'activité du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le Président du Conseil de surveillance représente l'association dans les instances partenariales. Il est signataire des documents-cadre actant des partenariats avec des structures tierces. Il participe à la promotion de l'association et de ses activités aux côtés du Directoire et de la direction.

Article 11 - COMITES TECHNIQUES

11.1 Le comité technique consultatif (CTC)

Le Comité Technique Consultatif est composé de personnes physiques, représentants ou non des membres de l'association, ayant un intérêt dans les domaines déterminés par l'objet de l'association.

Les services techniques des personnes morales membres de l'association sont membres de droit du Comité Technique Consultatif.

L'association réunit au moins une fois par an le Comité Technique Consultatif pour l'informer de son activité et recueillir ses attentes.

11.2. Le comité technique exceptionnel (CTE)

Il est composé de techniciens issus des organismes membres de l'association.

Le Comité Technique Exceptionnel est régulièrement informé par le Directoire et le Directeur de l'Association de l'activité de l'association, qui peuvent le saisir pour avis.

Article 12 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale nomme un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant pour une durée de six ans.

Il s'assure que les comptes annuels sont réguliers et sincères, qu'ils donnent une image fidèle des opérations de l'association, de sa situation financière et de son patrimoine.

Le commissaire aux comptes est obligatoirement convoqué à l'ensemble des réunions du Conseil de Surveillance et des Assemblées générales.

Article 13 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Il est tenu au jour le jour une comptabilité régulière de toutes les opérations par recettes et par dépenses, faisant apparaître un compte de résultats et de bilan. L'association tient également une comptabilité analytique.

Les comptes de l'association sont arrêtés par le Directoire et approuvés en Assemblée générale ordinaire.

Article 14 - DISSOLUTION

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par une Assemblée Générale extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet et statuant aux conditions de quorum et de majorité prévue pour les Assemblées Générales extraordinaires.

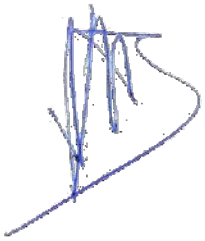
Cette Assemblée Générale extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation. L'actif, s'il y a lieu, est dévolu à une ou plusieurs personnes morales poursuivant un objectif similaire.

Conformément à l'article 15 du décret du 16 août 1901, l'Assemblée Générale extraordinaire peut décider que les associés procèdent à la reprise de leurs apports.

Fait à Aix-en-Provence le 27 janvier 2021,

Le Président du Directoire

Alain CHARTIER



Le trésorier

Bernard GYSSELS



Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°52 : Assemblées / Prévigrêle - Désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) auprès du réseau Prévigrêle.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n°2013-071 du conseil communautaire d'ACCM du 26 mars 2013 relative à l'adhésion d'ACCM au réseau Prévigrêle ;

Vu les statuts du réseau Prévigrêle annexés à la présente délibération ;

Le réseau Prévigrêle qui dépend de l'ANELFA (association nationale d'étude et de lutte contre les fléaux atmosphériques) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour but d'organiser la prévention et la lutte contre les fléaux atmosphériques et notamment la grêle.

Considérant qu'ACCM est adhérente au réseau Prévigrêle, il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant d'ACCM au conseil d'administration de l'association Prévigrêle ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

1 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire d'ACCM auprès du réseau Prévigrêle ;

Sont candidats pour le poste de titulaire :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) titulaire auprès du réseau Prévigrêle.

2 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant d'ACCM auprès du réseau Prévigrêle ;

Sont candidats pour le poste de suppléant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) suppléant(e) auprès du réseau Prévigrêle.

Réseau Prévigrêle	
Titulaire	**Suppléant(e)**
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

PREVIGRELE
Maison des Agriculteurs
62, Avenue Augustin Bouscarle
84300 CAVAILLON
Tél : 04.90.78.21.61- email : civam84@wanadoo.fr
Association loi 1901 –
N° SIREN 423 066 521 00018 - Code APE : 9499Z

STATUTS –

Modifiés par Assemblée Générale Extraordinaire du 1er décembre 2016

Article 1 : Raison sociale, objet

Il est constitué sous le nom de : PRÉVIGRÊLE, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour but d'organiser la prévention et la lutte contre les fléaux atmosphériques, et notamment la grêle. Sa durée est illimitée.

Journal officiel n° 1531 - déclaration du 10 juillet 1997.

Article 2 : Siège social

Son siège social est fixé à la Maison des Agriculteurs – 62, Avenue Augustin Bouscarle – 84300 CAVAILLON

Son siège pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration, ratifiée en Assemblée Générale.

Article 3 : Composition

L'association comprend toute personne morale ou physique, intéressée par la lutte contre la grêle.

Elle se compose de :

1 - De membres fondateurs : ils représentent les 3 organismes à l'origine de l'association PRÉVIGRÊLE : La Fédération Départementale CIVAM du Vaucluse de Cavaillon, Le CETA (Centre d'Etudes Techniques Agricoles) de Cavaillon, La FDSEA représenté par le S.E.A. (Syndicat d'Exploitant Agricole) de Cavaillon, ils disposent du droit de vote et sont dispensés de cotisations.

2 - De membres d'honneur : ils ont un rôle consultatif, ils acquièrent cette qualité par décision du conseil d'administration et ne disposent pas de droit de vote.

3 - De membres actifs : ils paient une cotisation, ils disposent du droit de vote.

Article 4 : Cotisation

Le montant de la cotisation est fixé par le conseil d'administration et approuvé annuellement par l'assemblée générale.

Article 5 : Composition du Conseil d'Administration

L'association PRÉVIGRÊLE est administrée par un Conseil d'Administration composé au minimum de 12 membres nommés par l'Assemblée Générale pour une durée de trois ans et renouvelable par tiers chaque année. L'ensemble des administrateurs est convoqué à toutes les réunions de l'association.

Article 6 : Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires de l'Association PRÉVIGRÊLE. Il se réunit au moins deux fois dans l'année. En outre, il élit le bureau après chacune des Assemblées Générales annuelles. Il délibère à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage des voix.

La présence d'un tiers des membres du Conseil d'Administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Chaque administrateur peut disposer au maximum de deux pouvoirs.

Le Conseil se réunit sur convocation de son Président, aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association ou sur demande d'un tiers des administrateurs.

J.V. RR AB

Un règlement intérieur pourra être établi par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. Toute modification de ce dernier sera communiquée obligatoirement à l'Assemblée Générale Ordinaire pour ratification. Il sera fourni sur demande de l'un quelconque des membres.

Article 7 : le Bureau

Le bureau est composé au minimum de 6 membres : un Président, un vice-Président, un Trésorier, un Trésorier-adjoint, un Secrétaire, un Secrétaire-adjoint.
Il est élu par le Conseil d'Administration après chacune des Assemblées Générales annuelles.

Le Président est habilité à représenter l'association. Pour les actes les plus importants il doit être préalablement habilité **à agir** soit par le Conseil d'Administration, soit par l'Assemblée Générale.
Il est secondé par le Vice-Président qui le remplace en cas d'indisponibilité.

Le Trésorier partage avec le Président la charge de tout ce qui concerne la gestion de l'association.
Il est secondé par le Trésorier-adjoint qui le remplace en cas d'indisponibilité.

Le Secrétaire est essentiellement chargé de la tenue des différents registres.
Il est secondé par le Secrétaire-adjoint qui le remplace en cas d'indisponibilité.

Le bureau est chargé des affaires courantes, de la comptabilité, du secrétariat, des archives. Il pourra disposer d'employés salariés par l'association ou mis à disposition par d'autres associations, ou divers organismes.
Il a un rôle de proposition, d'étude et d'exécution.

Article 8 : l'Assemblée Générale ordinaire

L'Assemblée Générale ordinaire se réunit au moins une fois par an, et chaque fois que nécessaire sur convocation du Président ou à la demande d'au moins 1/3 des membres actifs. Les résolutions de l'AG sont adoptées à la majorité des membres présents et représentés.
L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration ; les convocations seront adressées au moins 15 jours avant la date.
Chaque adhérent actif ou fondateur détient une voix et il peut détenir au maximum 4 pouvoirs de représentation.

Article 9 : Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée en dehors de l'Assemblée Générale Ordinaire à la demande du Conseil d'Administration. Les modalités de fonctionnement et toute prise de décision en Assemblée Générale Extraordinaire sont identiques à celles prévues pour l'Assemblée Générale Ordinaire.

Article 10 : Quorum

Le quorum requis pour la validité de la tenue de l'assemblée générale ordinaire est fixé à 1/20 des membres actifs à jour de leur cotisation pour l'année N-1.
Au cas où celui-ci ne serait pas atteint, une seconde Assemblée Générale Ordinaire se tiendra dans la demi-heure qui suit, celle-ci pourra délibérer valablement quel que soit le nombre de présents et représentés.
Les décisions sont adoptées à la majorité des présents et des représentés.

Article 11 : Budget

Les ressources propres à l'association sont constituées par :

- Les adhésions et les cotisations des membres
- Les subventions
- Les dons
- Toutes ressources prévues par la loi.

Pour compléter ses ressources l'association

1 - Sollicite des subventions de l'Union Européenne, de l'Etat, des régions, des départements, des communes et des groupements de communes, des établissements publics et privés.

2 - Assure éventuellement des services faisant l'objet de contrats ou de conventions.

J.V. RR AB

Article 12 : Commissaire aux comptes

Il peut être décidé en Assemblée Générale de faire appel à un commissaire aux comptes chargé de contrôler les comptes et de faire un rapport sur la tenue de ceux-ci.

Dans cette hypothèse, le Conseil d'Administration sera chargé, dans les trois mois qui suivent cette décision, d'en proposer un pour une nomination à l'Assemblée Générale suivante.

Article 13 : Conventions d'adhésion

PRÉVIGRÊLE peut établir des conventions de partenariat avec divers organismes pour mener à bien son action.

Article 14 : Dissolution

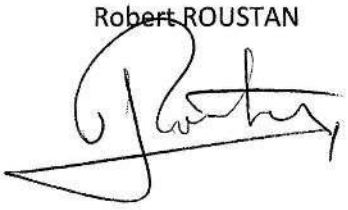
La modification des statuts et la dissolution de l'association peuvent être décidées par une assemblée générale extraordinaire selon les modalités prévues à l'article 9.

Si la dissolution est votée, l'assemblée générale extraordinaire désigne un commissaire chargé de la liquidation de l'actif de l'association, lequel sera dévolu conformément aux décisions prises par l'assemblée qui aura voté la dissolution.

Le Président	le 1er Vice-Président	Le secrétaire
Jacques VIDAUD	André BRIEULLE	Robert ROUSTAN







J.V. RR AB

PREVIGRELE

REGLEMENT INTERIEUR

Modifié par Assemblée Générale Extraordinaire le jeudi 1er décembre 2016

Article 1 : Composition du Conseil d'Administration

Les administrateurs représenteront de façon équitable les différents secteurs géographiques du réseau. En leur absence au Conseil d'Administration, ils pourront déléguer un suppléant en lui donnant pouvoir.
Chaque entité adhérente au réseau Prévigrêle (commune, intercommunalité, syndicat, comité, cave ou groupement, ...) pourra désigner parmi ses membres deux délégués : un titulaire et un suppléant pour la représenter lors des réunions publiques et aux assemblées générales ordinaire et extraordinaire de l'association.

Article 2 : Conventions d'adhésion

PREVIGRELE, pour réaliser son objet, pourra passer une convention de partenariat avec l'ANELFA, Association Nationale d'Etude et de lutte contre les Fléaux Atmosphériques.
PREVIGRELE, pour mener à bien son action, pourra établir des conventions de travail avec divers organismes, et notamment la FD CIVAM 84

Article 3 : Fonctionnement

Pour faire face aux besoins de fonctionnement, l'association dispose du montant des cotisations des diverses catégories de membres définis à l'article 3 des statuts. Il est possible de prévoir un montant de cotisation différent selon la catégorie des membres.
L'adhésion est fixée au minimum à 1 € pour chacun des membres.

Article 4 : Assemblées générales

Les modalités de vote seront précisées à chaque convocation, à savoir : soit à main levée, par correspondance, postale, électronique,...
Les membres pourront formuler une demande d'information à discuter, en assemblée générale, par écrit une semaine au moins avant la date de l'assemblée.
Pour les assemblées générales extraordinaires les mêmes conditions seront requises.

Article 5 : Exercice comptable

La date de clôture de la comptabilité est fixée au 30 octobre à compter de l'exercice clos en 2012. Elle pourra être changée si nécessaire par simple décision du conseil d'administration.

Article 6 : Indemnités

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration et du bureau sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés sur justificatifs. Le rapport financier soumis à l'assemblée générale ordinaire présente, les remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation.

Le Président	le 1er Vice-Président	le Secrétaire
Jacques VIDAUD	André BRIEULLE	Robert ROUSTAN

AB JV RR

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°53 : Assemblées / Désignation des représentants de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette appelés à siéger au conseil d'administration des collèges et des lycées situés sur la commune d'Arles

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) afin de siéger au conseil d'administration des collèges et des lycées situés sur la commune d'Arles.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article R421-14 alinéa 7 du Code de l'Éducation : le conseil d'administration des collèges et des lycées comprend, lorsqu'il existe un groupement de communes, un représentant de ce groupement de communes.

Considérant qu'il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration des collèges Ampère, Frédéric Mistral, Robert Morel, Vincent Van Gogh, et des lycées Louis Pasquet, Montmajour et Charles Privat, situés sur la commune d'Arles ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin secret n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin public. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

1 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du collège AMPÈRE ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM titulaire pour siéger au conseil d'administration du collège AMPÈRE, situé sur la commune d'Arles.

2 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du collège AMPÈRE ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM suppléant(e) pour siéger au conseil d'administration du collège AMPÈRE, situé sur la commune d'Arles.

Conseil d'administration du collège AMPERE	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

3 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du collège Frédéric MISTRAL ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM titulaire pour siéger au conseil d'administration du collège Frédéric MISTRAL, situé sur la commune d'Arles.

4 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté

d’agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d’administration du collège Frédéric MISTRAL ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d’ACCM suppléant(e) pour siéger au conseil d’administration du collège Frédéric MISTRAL, situé sur la commune d’Arles.

Conseil d’administration du collège Frédéric MISTRAL	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

5 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d’agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d’administration du collège Robert MOREL ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d’ACCM titulaire pour siéger au conseil d’administration du collège Robert MOREL, situé sur la commune d’Arles.

6 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté d’agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d’administration du collège Robert MOREL ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM suppléant(e) pour siéger au conseil d'administration du collège Robert MOREL, situé sur la commune d'Arles.

Conseil d'administration du collège Robert MOREL	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

7 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du collège Vincent VAN GOGH ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM titulaire pour siéger au conseil d'administration du collège Vincent VAN GOGH, situé sur la commune d'Arles.

8 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du collège Vincent VAN GOGH ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM suppléant(e) pour siéger au conseil d'administration du collège Vincent VAN GOGH, situé sur la commune d'Arles.

Conseil d'administration du collège Vincent VAN GOGH	
Titulaire	Suppléant(e)

Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

9 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du lycée Louis PASQUET ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM titulaire pour siéger au conseil d'administration du lycée Louis PASQUET, situé sur la commune d'Arles.

10 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du lycée Louis PASQUET ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM suppléant(e) pour siéger au conseil d'administration du lycée Louis PASQUET, situé sur la commune d'Arles.

Conseil d'administration du lycée Louis PASQUET	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

11 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du lycée MONTMAJOUR ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM titulaire pour siéger au conseil d'administration du lycée MONTMAJOUR, situé sur la commune d'Arles.

12 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du lycée MONTMAJOUR ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM suppléante(e) pour siéger au conseil d'administration du lycée MONTMAJOUR, situé sur la commune d'Arles.

Conseil d'administration du lycée MONTMAJOUR	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

13 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du lycée Charles PRIVAT ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM titulaire pour siéger au conseil d'administration du lycée Charles PRIVAT, situé sur la commune d'Arles.

14 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au conseil d'administration du lycée Charles PRIVAT ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM suppléant(e) pour siéger au conseil d'administration du lycée Charles PRIVAT, situé sur la commune d'Arles.

Conseil d'administration du lycée Charles PRIVAT	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°54 : Assemblées / Désignation des représentants de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette appelés à siéger au conseil d'administration du collège Charloun Rieu situé sur la commune de Saint-Martin-de-Crau

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) afin de siéger au conseil d'administration du collège Charloun Rieu situé sur la commune de Saint-Martin-de-Crau.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article R421-14 alinéa 7 du Code de l'Éducation : le conseil d'administration des collèges et des lycées comprend, lorsqu'il existe un groupement de communes, un représentant de ce groupement de communes.

Considérant qu'il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au sein du conseil d'administration du collège Charloun Rieu situé sur la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin secret n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin public. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

1 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au sein du conseil d'administration du collège Charloun Rieu situé sur la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM titulaire pour siéger au sein du conseil d'administration du collège Charloun Rieu situé sur la commune de Saint-Martin-de-Crau.

2 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au sein du conseil d'administration du collège Charloun Rieu situé sur la commune de Saint-Martin-de-Crau ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM suppléant(e) pour siéger au sein du conseil d'administration du collège Charloun Rieu situé sur la commune de Saint-Martin-de-Crau.

Conseil d'administration du collège Charloun Rieu Commune de Saint-Martin-de-Crau	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°55 : Assemblées / Désignation des représentants de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette appelés à siéger au conseil d'administration du collège René Cassin et du Lycée Alphonse Daudet situés sur la commune de Tarascon

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) afin de siéger au conseil d'administration du collège René Cassin et du Lycée Alphonse Daudet situés sur la commune de Tarascon.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article R421-14 alinéa 7 du Code de l'Éducation : le conseil d'administration des collèges et des lycées comprend, lorsqu'il existe un groupement de communes, un représentant de ce groupement de communes ;

Considérant qu'il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au sein du conseil d'administration du collège René Cassin et du Lycée Alphonse Daudet situés sur la commune de Tarascon ;

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin secret n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin public. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

1 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au sein du conseil d'administration du collège René Cassin situé sur la commune de Tarascon ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM titulaire pour siéger au sein du conseil d'administration du collège René Cassin situé sur la commune de Tarascon.

2 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au sein du conseil d'administration du collège René Cassin situé sur la commune de Tarascon ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM suppléant pour siéger au sein du conseil d'administration du collège René Cassin situé sur la commune de Tarascon.

3 - PROCÉDER à la désignation du représentant titulaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au sein du conseil d'administration du Lycée Alphonse Daudet situé sur la commune de Tarascon ;

Sont candidats pour le poste de représentant titulaire :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM titulaire pour siéger au sein du conseil d'administration du Lycée Alphonse Daudet situé sur la commune de Tarascon.

4 - PROCÉDER à la désignation du représentant suppléant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette pour siéger au sein du conseil d'administration du Lycée Alphonse Daudet situé sur la commune de Tarascon ;

Sont candidats pour le poste de représentant suppléant :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Madame/Monsieur XX est désigné(e) représentant(e) d'ACCM suppléant pour siéger au sein du conseil d'administration du Lycée Alphonse Daudet situé sur la commune de Tarascon.

Conseil d'administration du collège René Cassin commune de Tarascon	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Conseil d'administration du Lycée Alphonse Daudet commune de Tarascon	
Titulaire	Suppléant(e)
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°56 : Assemblées / Syndicat mixte de gestion des nappes de la Crau (SYMCRAU) - Désignation de représentants d'ACCM

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner 6 représentants titulaires et 6 représentants suppléants pour siéger au comité syndical du Syndicat mixte de gestion des nappes de la Crau (SYMCRAU).

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Le Syndicat mixte de gestion des nappes de la Crau (SYMCRAU) a pour objet la mise en œuvre de toutes les opérations de gestion nécessaires à la préservation des nappes de la Crau, l'étude et la coordination de toute intervention s'y afférent ainsi qu'à l'aménagement du réseau hydraulique et aux milieux naturels associés.

Le SYMCRAU est un syndicat mixte « ouvert » à la carte, au sens des dispositions de l'article L.5212-16 du CGCT ;

Le SYMCRAU réunit la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM), la Métropole Aix Marseille Provence, la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles (CCVBA), la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, le Grand Port Maritime de Marseille et l'Union du canal commun Boisgelin-Craponne.

Les Chambres de commerce et d'industries Marseille-Provence et du Pays d'Arles, le Conservatoire d'espaces naturels de Provence Alpes Côte d'Azur (CEN PACA), le Groupement Maritime et Industriel du Golfe de Fos, la Fédération Départementale des Structures Hydrauliques des Bouches-du-Rhône et l'Association Environnement Industrie participent au Syndicat mixte en qualité de membres associés avec voix consultative.

Vu la délibération n°CC2011_025 du conseil communautaire d'ACCM du 25 février 2011 relative à l'adhésion d'ACCM au SYMCRAU ;

Vu les statuts du SYMCRAU, annexés à la présente délibération, il convient de désigner 6 représentants titulaires et 6 représentants suppléants pour siéger au comité syndical du SYMCRAU ;

Considérant que selon l'article L.5721-2 du CGCT pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale et des délégués des syndicats mixtes au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à

l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

1 - PROCÉDER à la désignation des 6 représentants d'ACCM titulaires appelés à siéger au comité syndical du SYMCRAU ;

Sont candidats pour les postes de titulaire :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX sont désignés représentants titulaires d'ACCM appelés à siéger au conseil syndical du SYMCRAU.

2 - PROCÉDER à la désignation des 6 représentants d'ACCM suppléants appelés à siéger au comité syndical du SYMCRAU ;

Sont candidats pour les postes de suppléants :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX sont désignés représentants suppléants d'ACCM appelés à siéger au conseil syndical du SYMCRAU.

Syndicat mixte de gestion des nappes de la Crau (SYMCRAU)	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

STATUTS

DU SYNDICAT MIXTE DE GESTION

DES NAPPES DE LA CRAU

Arrêté préfectoral du 13 février 2006

Modifié par arrêté du 19 décembre 2009, 6 août 2010, 1 août 2011, 17 juillet 2015

Délibération N°31/21 du 3 décembre 2021, Délibération N°09/23 du 16 juin 2023, Délibération N°05/24 du 19 juillet 2024

Titre 1

CONSTITUTION, DENOMINATION, SIEGE ET DUREE

Article 1 : Constitution, Nature, Dénomination et périmètre

En application de l'article L. 5721.2 du code général des collectivités territoriales, il est constitué un syndicat mixte prenant la dénomination de :

« Syndicat mixte de gestion des nappes de la Crau »,

qui réunit les collectivités territoriales et établissements publics ayant adhéré aux présents statuts.

Ce syndicat sera régi par les dispositions des articles L.5721.1 à L5722.6 du code général des collectivités territoriales, cinquième partie, livre VII, titre II.

Le Syndicat mixte est soumis aux dispositions du code général des collectivités territoriales pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts.

Conformément aux dispositions de l'article L. 213-12 du Code de l'environnement, le Syndicat pourra prétendre à se transformer en établissement public territorial de bassin (EPTB).

Le périmètre du syndicat est annexé aux présents statuts.

Article 2 : Siège

Le siège du syndicat est fixé à Cité des entreprises, Lot N°20 - 25 avenue du Tubé – 13800 ISTRES

Article 3 : Durée

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Titre 2

OBJET ET MISSIONS DU SYNDICAT

Article 4 : Objet et Compétences

Le Syndicat a pour objet la mise œuvre de toutes les opérations de gestion nécessaires à la préservation des nappes de la Crau, l'étude et la coordination de toute intervention s'y afférent ainsi qu'à l'aménagement du

réseau hydraulique et aux milieux naturels associés.

Le Syndicat est un syndicat mixte « ouvert » à la carte au sens des dispositions de l'article L. 5212-16 du Code général des collectivités territoriales.

Tous les membres du Syndicat adhérent en vue d'œuvres ou de services présentant une utilité pour chacune de ces personnes morales.

4.1 – Missions obligatoires (logique de concours)

Le Syndicat exerce les missions d'animation, de coordination et de sensibilisation en vue :

- D'assurer un appui technique sur toutes les questions relatives aux aménagements, études et travaux ayant un impact direct sur les nappes de la Crau et leur environnement dans le respect des objectifs généraux de préservation des milieux, des ressources et de sécurité,

- De suivre les études et opérations nécessaires à une bonne qualité des eaux superficielles et souterraines et à la mise en valeur des milieux naturels en général,

- De suivre la mise en place d'une gestion rationnelle des prélèvements, notamment souterrains,

- De participer à la négociation de financements auprès des partenaires financiers,

- D'associer à sa demande tous les partenaires publics, associatifs ou privés qu'il jugera utile dans un but de concertation, de coordination et d'approche globale, et préparer toute politique contractuelle correspondante,

- D'assurer la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations de gestion nécessaires à la préservation des nappes de Crau,

- D'assurer une coordination entre les différents acteurs du bassin versant visant à promouvoir une gestion globale et concertée de la nappe de la Crau et des milieux aquatiques associés,

- D'assurer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du SAGE en tant que structure porteuse de la commission locale de l'eau (CLE),

- D'assurer une assistance à la maîtrise d'ouvrage aux membres du Syndicat, une mission de conseil ou d'expertise pour des opérations ou des projets liés aux nappes de la Crau.

4.2 – Compétences à la carte (logique de compétences transférées)

Le Syndicat pourra être compétent pour le compte des EPCI-FP :

- Pour assurer la gestion et la préservation de la ressource au sens de L2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Pour assurer la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention contre les Inondations au sens du I bis de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement.

Article 5 : Fonctionnement de la compétence à la carte

L'adhésion à une compétence à la carte s'opère par délibérations concordantes de l'EPCI à fiscalité propre et du SYMCRAU. Le retrait de la compétence à la carte s'opère dans les mêmes conditions. Le retrait ou l'adhésion est opéré, sauf délibérations concordantes des membres, au premier janvier de l'année suivant les délibérations.

La ventilation entre les charges affectables et non affectables sera validée chaque année lors du vote du budget et du compte administratif.

Chaque membre ne supporte que les dépenses correspondant aux compétences effectivement transférées au Syndicat et une part des dépenses d'administration générale. Ainsi, chaque charge affectable est rattachée à sa carte de compétence et supportée financièrement par les seuls membres qui y adhérent.

En l'absence de mise en œuvre de compétence à la carte effective, le Syndicat mixte demeure soumis aux dispositions de droit commun du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 : Autres modes de coopération

Le Syndicat exerce les activités qui présentent le caractère de complément normal et nécessaire de ses compétences.

Il est autorisé à réaliser, au profit de ses membres ainsi que des collectivités territoriales, groupements de collectivités, établissements publics et autres pouvoirs adjudicateurs non membres, des missions de coopération ou prestations se rattachant à ses compétences ou dans le prolongement de celles-ci parmi lesquelles notamment les conventions de quasi-régie, les conventions de coopérations public-public, les conventions de maitrise d'ouvrage unique et les conventions de recherche et de partenariat.

Le Syndicat peut conclure avec les EPCI à fiscalité propre ou des communes des conventions de délégation de compétences conformément à l'article L. 1111-8 du CGCT.

Le Syndicat est habilité à être coordonnateur de groupements de commandes dans des domaines se rattachant à son objet dans les conditions prévues aux articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique.

Il peut aussi être centrale d'achat au profit de ses adhérents dans les conditions prévues aux articles L. 2113-2 et suivants du Code de la commande publique, pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant à son objet.

Titre 3

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 7 : Les membres du Syndicat mixte

Le Syndicat réunit :

- La Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM),
- La Métropole Aix Marseille Provence,
- La Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles (CCVBA),
- La Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône,
- Le Grand Port Maritime de Marseille,
- L'Union du canal commun Boisgelin-Craponne.

Les Chambres de commerce et d'Industries Marseille –Provence et du Pays d'Arles, le Conservatoire d'espaces naturels de Provence Alpes Côte d'Azur (CEN PACA), le Groupement Maritime et Industriel du Golfe de Fos, la Fédération Départementale des Structures Hydrauliques des Bouches-du-Rhône et l'Association Environnement Industrie participent au Syndicat mixte en qualité de membres associés avec voix consultative.

Article 8 : Dispositions générales

Le Syndicat est administré par un Comité Syndical, un Bureau, des Commissions thématiques (si nécessaire) et un Président.

Article 9 : Le Comité Syndical

9.1. – Organisation et composition du Comité syndical

Le Syndicat mixte est administré par un Comité syndical composé de délégués titulaires et suppléants désignés par les organes délibérants des membres qu'ils représentent.

Chaque délégué participe au vote de chacune des délibérations relatives à l'exercice de la ou des compétence(s) auxquelles les membres qu'ils représentent adhèrent.

En cas de vacance, la représentation fonctionne selon le système de la suppléance. Chaque membre désigne, pour chaque délégué, un suppléant appelé à siéger, avec voix délibérative, en cas d'empêchement du titulaire.

Le Comité syndical est composé de délégués titulaires répartis comme suit :

- Six délégués titulaires pour la Communauté Arles Crau Camargue Montagnette ;
- Quinze délégués titulaires pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Trois délégués titulaires pour le Grand Port Maritime de Marseille ;
- Trois délégués titulaires pour l'Union du Canal commun Boisgelin-Craponne ;
- Deux délégués titulaires pour la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône ;
- Deux délégués titulaires pour la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles (CCVBA) ;

La durée de mandat de chaque délégué et/ou suppléant d'un membre du Syndicat est identique à la durée de son mandat au sein de la collectivité qu'il représente.

Lors du renouvellement de l'organe délibérant d'un membre du Syndicat, ce dernier dispose d'un délai d'un mois pour désigner ses délégués.

En cas de suspension ou de dissolution de l'organe délibérant d'un membre ou de renouvellement de cet organe délibérant ou de démission de tous ses membres en exercice, le mandat des délégués du membre au Comité syndical est prorogé jusqu'à la désignation des délégués par le nouvel organe délibérant.

En cas de vacance parmi les délégués d'un membre pour quelque cause que ce soit, ce membre pourvoit à leur remplacement dans le délai d'un mois.

A défaut d'avoir désigné ses délégués dans le délai prévu aux alinéas précédents, le membre concerné est représenté au sein du Comité syndical par son Président s'il ne compte qu'un délégué, et/ou ses Vice-Présidents dans le cas contraire. Le Comité syndical est alors réputé complet.

Un même délégué ne peut représenter deux membres, que ce soit à titre de suppléant et/ou de titulaire.

Lorsque les membres du Comité syndical sont renouvelés de plus d'un tiers le Comité Syndical doit être réinstallé.

9.2. – Représentation des membres du Syndicat

Lors des scrutins relatifs aux questions liées à l'exercice de la compétence obligatoire visée à l'article 4.1 des présents statuts, ainsi que pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres et notamment l'élection des membres du Bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des décisions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat, tous les membres adhérents prendront part au vote.

Lors des scrutins relatifs aux questions liées à l'exercice des compétences à la carte visées à l'article 4.2 des présents statuts, seuls les membres adhérents ayant transféré ladite compétence au Syndicat prendront part au vote.

En l'absence de compétence à la carte effectivement transférée, les règles de droit commun du CGCT s'appliquent.

9.3 – Fonctionnement du Comité syndical

Le Comité syndical est l'organe délibérant du Syndicat. Il se réunit à l'initiative de son Président au minimum 3 fois par an ou à la demande d'au moins un tiers des membres le composant.

A cette fin, le Président convoque les membres de l'organe délibérant par courrier ou courrier électronique adressé au moins cinq jours francs avant la date du Comité syndical. L'ordre du jour est arrêté par le Président. Les convocations mentionnent l'ordre du jour de la réunion du Comité syndical.

Les séances du Comité syndical sont publiques. Elles peuvent toutefois être tenues à huis-clos à la demande du Président. L'organe délibérant se réunit au siège du Syndicat ou dans un lieu choisi par le Président.

Le Président assure la police de la séance.

Le Président du Comité Syndical préside les réunions du Comité Syndical. En cas d'absence du président lors d'une réunion, les membres présents élisent en leur sein un Président de séance.

9.4 – Quorum et vote

Après avoir déclaré la séance ouverte, pour délibérer valablement, le Président constate, en début de séance, que plus de la moitié des délégués du Comité syndical sont présents ou représentés par leur suppléant ou à défaut ont donné pouvoir sans qu'un délégué ne puisse être porteur de plus d'un pouvoir.

Le quorum s'apprécie compétence par compétence. En l'absence de compétence à la carte effectivement transférée, les règles de droit commun du CGCT s'appliquent.

A défaut de quorum, le Comité syndical est réuni de plein droit au plus tôt trois jours francs après la première réunion, et peut alors délibérer valablement sans condition de quorum.

Toutes les décisions du Comité syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, sauf s'il en est expressément disposé autrement par les présents statuts.

9.5 – Attributions du Comité syndical

Le Comité syndical est chargé d'administrer le Syndicat mixte. Le comité syndical est l'instance décisionnaire et souveraine du syndicat mixte.

Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au Président du Syndicat, au Bureau et au(x) vice-présidents, à l'exception :

- Du vote du budget ;
- De l'approbation du compte administratif ;
- Des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenant en application de l'article L. 1612-15 du Code général des collectivités territoriales ;
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat ou des modifications de statuts et du règlement intérieur, y compris la création et la détermination de la composition des commissions géographiques ;
- De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ou un groupement de collectivités territoriales.

Article 10 : Le Bureau

10.1. – Organisation et composition du Bureau

Le Bureau est constitué de :

- Le Président ;
- Des Vice-présidents.

Le nombre de Vice-Président(s) est fixé par le Comité syndical. Les Vice-Présidents sont des membres du Comité syndical, élus en son sein. Pour les EPCI à fiscalité propre, dans un souci de représentativité des spécificités de la Crau, les Vice-Présidents seront des élus issus des territoires concernés par la nappe ou avec une délégation thématique en rapport avec sa gestion.

Le mandat des Vice-Présidents prend fin à chaque réinstallation du Comité syndical ou à défaut au bout de six ans.

10.2. – Attributions du Bureau

Le Bureau peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité syndical conformément à l'article 9.5 des présents statuts.

Article 11 : Le Président

11.1. – les fonctions du Président

A partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du Président du Comité syndical, les fonctions de Président sont assurées par le doyen d'âge. Il sera procédé ainsi à chaque renouvellement de l'organe délibérant.

Le Président est élu par le Comité syndical, en son sein.

Le mandat du Président prend fin à chaque réinstallation du Comité syndical ou à défaut au bout de six ans.

En cas de perte de la qualité de membre de cette assemblée ou cessation des fonctions au titre desquelles l'intéressé a été élu, son mandat prend fin. Le Comité syndical élit en son sein un nouveau Président.

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat.

Le Président :

- Fixe l'ordre du jour des réunions du Comité syndical et du Bureau, à l'exception de celui des réunions extraordinaires demandées par les membres du Syndicat ;
- Dirige les débats et s'assure de la régularité des votes ;
- Prépare le budget qu'il présente au Comité syndical ;
- Se charge de l'administration du Syndicat, de la préparation et de l'exécution des délibérations du Comité syndical et du Bureau syndical ;
- Peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents, et sa signature au directeur du Syndicat ;
- Saisit, pour avis, les commissions thématiques, avant examen par le Bureau et/ou le Comité Syndical des dossiers ;
- Est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes ;
- Représente le Syndicat dans les actes juridiques nécessaires à l'activité ;
- Dispose d'une voix prépondérante, en cas de partage des votes ;
- Représente le Syndicat en justice ;
- Nomme le personnel du Syndicat, y compris le Directeur ;
- Gère le patrimoine, dirige les travaux et prend toute mesure nécessaire au bon fonctionnement du Syndicat ;

11.2. – Représentation du syndicat par le Président

Le Président représente le syndicat mixte et rend compte au Comité syndical de ses réunions, de son action et de l'activité du syndicat, de ses services et du Bureau syndical.

Le Président ne bénéficiant pas d'indemnités au titre des fonctions de Président au sein du syndicat mixte, les frais engagés par le Président (transport, péage, parking, hébergement, repas …) lors de ses déplacements (hors de la résidence administrative) pour représenter le syndicat sont remboursés au réel sur présentation d'un justificatif.

Le Président empêché peut se faire représenter par un des Vice-présidents, les frais engagés sont également remboursés au réel sur présentation d'un justificatif.

Article 12 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur, adopté par le Comité syndical peut, autant que de besoin, venir compléter les règles relatives au fonctionnement du Syndicat mixte.

Titre 4

DISPOSITIONS STATUTAIRES ET COMPTABLES

Article 13 : Budget

Le budget du Syndicat pourvoit aux dépenses de toutes natures imposées, tant en fonctionnement qu'en investissement, par l'exécution des missions constituant son objet.

Les recettes du budget du Syndicat sont celles figurant à l'article L. 5212-19 du CGCT.

Elles comprennent :

- La contribution de ses membres ;
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles du Syndicat ;
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Etat, de la région, du département, des communes et/ ou de toutes autres personnes publiques ;
- Les produits des dons et legs ;
- Les produits des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- Le produit des emprunts.

Des copies du budget et des comptes du Syndicat seront adressés chaque année aux membres adhérents.

Article 14 : Répartition des charges de fonctionnement et d'investissement

14.1 - Répartition des charges de fonctionnement et d'investissement de la compétence obligatoire

Les contributions aux dépenses de fonctionnement comme d'investissement relatives à la compétence obligatoire sont réparties, après déduction de la participation forfaitaires de l'UBC et de la Chambre d'agriculture des Bouches du Rhône entre les communes, les EPCI et le GPMM selon la clé de répartition suivante :

Structures	Clé financement en %
ACCM	19.2%
la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles (CCVBA)	1.6%
Métropole Aix-Marseille- Provence	60.9%
GPMM	18.3%
TOTAL	**100%**

La hauteur de ces contributions est arrêtée annuellement par délibération du Comité Syndical, lors du vote du budget du Syndicat Mixte à partir d'un plan d'actions déterminé préalablement.

Les participations annuelles de la Chambre d'Agriculture et de l'UBC sont fixées forfaitairement ci-après :
- Chambre d'Agriculture : **3 000 €**
- Union du Canal commun Boisgelin-Craponne : **100 €**

Le montant de ces participations forfaitaires est susceptible d'être réévalué par accord entre les parties.

14.2. - Répartition des charges de fonctionnement et d'investissement des compétences à la carte

Les contributions aux dépenses de fonctionnement comme d'investissement relatives aux compétences à la carte, lorsqu'elles sont rendues effectives tel que décrit à l'article 5, sont réparties, entre les membres concernés en tenant compte de l'ensemble des populations communales de l'EPCI membre incluse dans le périmètre du Syndicat en fonction de la population totale du Syndicat.

En l'absence de compétence à la carte effectivement transférée, seule la répartition définie à l'article 14.1 s'applique.

14.3. - Répartition des frais d'administration générale

Les frais d'administration générale sont répartis entre la compétence obligatoire et les compétences à la carte au prorata de la part des charges de fonctionnement et d'investissement affecté annuellement à chacune.

Article 15 : Comptabilité

Le Syndicat mixte est soumis aux règles de la comptabilité publique. Cette comptabilité est assurée par un comptable public nommé conformément au CGCT. Les fonctions de receveur du Syndicat sont assurées par le Trésorier Payeur Général des Bouches du Rhône.

Article 16 : Autres conditions financières

Tout mécanisme financier qui n'aurait pas été prévu par les présents statuts et ses annexes fait l'objet de décision du Comité syndical dans les conditions prévues par les textes en vigueur et sous réserve de ne pas être en contradiction avec les présents statuts.

Titres 5

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17 : Modifications statutaires

Conformément aux dispositions de l'article L. 5721-2-1 du CGCT, les modifications statutaires sont adoptées par le Comité syndical à la majorité des deux-tiers des membres qui composent le Comité Syndical.

Article 18 : Adhésion d'un nouveau membre

Conformément à l'article L. 5721-2-1 du CGCT, l'adhésion d'un nouveau membre est décidée à la majorité des deux-tiers des membres qui composent le Comité syndical.

Article 19 : Retrait d'un des membres

Tout membre peut faire valoir son droit au retrait du Syndicat après en avoir informé le Président par un courrier auquel est jointe la délibération portant décision de retrait. Conformément à l'article L. 5721-2-1 du CGCT, le retrait d'un membre est décidé à la majorité des deux tiers des membres qui composent le Comité syndical.

Article 20 : Dispositions non prévues

Les dispositions non prévues par les statuts ou par le règlement intérieur sont régies en application des textes en vigueur et notamment des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

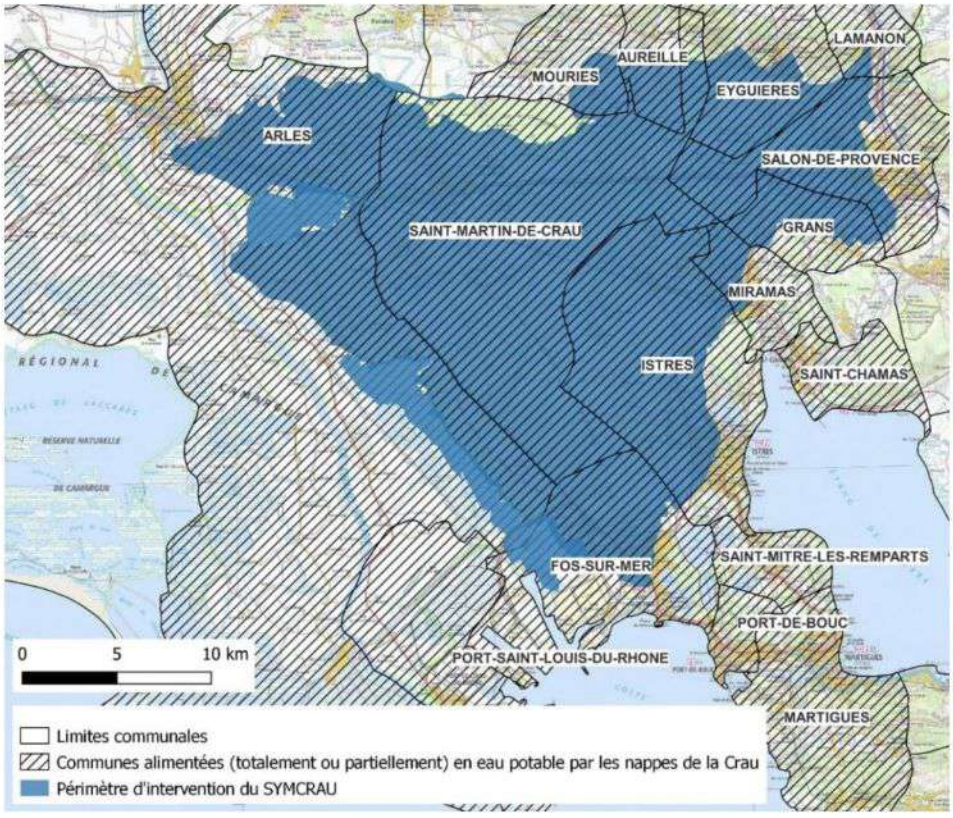
ANNEXE :

Périmètre du syndicat

Le périmètre d'interventions du Syndicat mixte correspond au périmètre de la masse d'eau souterraine FRDG 104 et des zones humides directement alimentées (Cf carte)

Ce périmètre concerne tout ou partie du territoire communal des communes de :

- Arles,
- Aureille,
- Eyguières,
- Fos sur Mer,
- Grans,
- Istres,
- Lamanon,
- Miramas,
- Mouriès,
- Port Saint Louis du Rhône,
- Saint Martin de Crau,
- Salon de Provence.



Ceci bien que la masse d'eau alimente en eau potable également les communes de Martigues, Port de Bouc, Saint Chamas et Saint Mitres les Remparts.

POUR UNE GESTION DURABLE DE LA RESSOURCE EN EAU

SYNDICAT MIXTE DE GESTION
DE LA NAPPE PHRÉATIQUE DE LA CRAU

SYMCRAU

Un établissement public
au cœur de la ressource

www.symcrau.com

LE **SYMCRAU**

- Le Syndicat Mixte de gestion de la nappe phréatique la Crau est un établissement public créé en 2006.
- Il fonctionne comme une cellule d'ingénierie spécialisée et mutualisée à l'échelle de La Crau dans le domaine de la gestion de l'eau.



LE **SYMCRAU**

NOS MISSIONS

Surveiller
la ressource en eau (quantité/qualité/salinité).

Accompagner
techniquement les collectivités.

Sensibiliser
sur la ressource en eau : interventions scolaires, sorties, événements.

Protéger
la qualité de la ressource en eau pour l'eau potable publique (zones de sauvegarde).

Partager
la ressource : mise en place du SAGE de la Crau.

Informer
sur l'état de la nappe.

Animer & coordonner
des dispositifs à l'échelle du territoire : PSE, Natura 2000, Contrat de nappe.

LA NAPPE PHRÉATIQUE DE LA CRAU : **UNE CHANCE POUR LA CRAU**

• En surface, la plaine de la Crau est alimentée en eau depuis le XVIe siècle par un ingénieux réseau de canaux dérivant les eaux de la Durance.

• 70% de l'eau de la nappe phréatique de la Crau provient des irrigations et notamment de la culture du foin de Crau (recharge artificielle) et 30% des précipitations (recharge naturelle).





• Sous terre, la nappe fonctionne comme un immense réservoir : elle stocke l'eau et la met à disposition des habitants toute l'année.

MAIS **UNE RESSOURCE FRAGILE !**

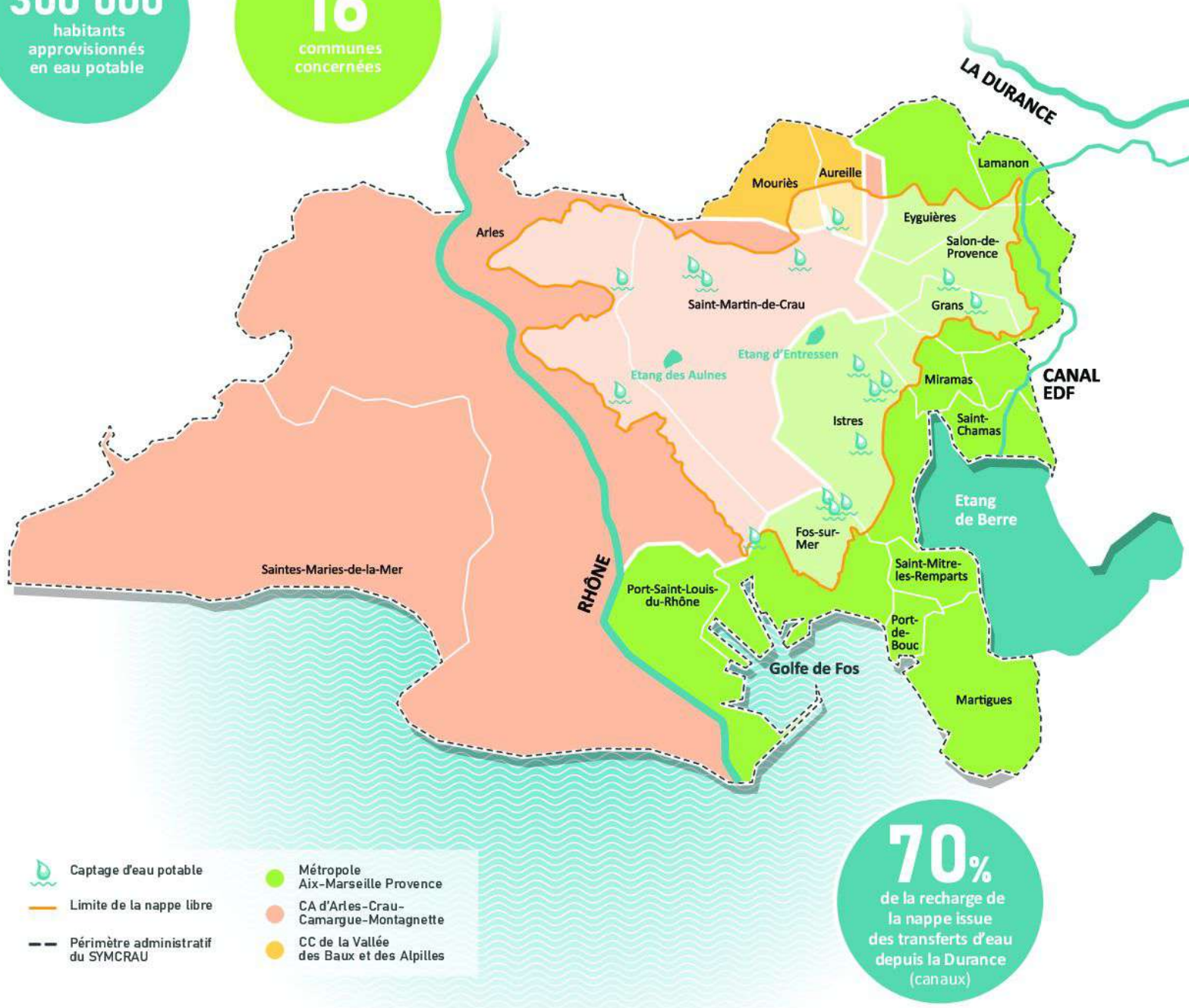
• Dépendante du transfert d'eau depuis La Durance et de l'arrosage des prairies, la nappe phréatique de la Crau subit de nombreuses pressions : l'étalement urbain, la diminution des surfaces de foin de Crau, les pollutions de surface ou encore les intrusions marines. Elle risque ainsi de se dégrader à long terme.

• Cette ressource en eau, accessible, peu onéreuse, est indispensable pour l'alimentation en eau potable de 300 000 habitants mais aussi pour les activités agricoles, industrielles, militaires et les milieux naturels remarquables.



Près de
300 000
habitants
approvisionnés
en eau potable

16
communes
concernées



70%
de la recharge de
la nappe issue
des transferts d'eau
depuis la Durance
(canaux)

SURFACE DE LA NAPPE
550 km²

75 millions
de mètres cubes
prélevés par an pour :

l'alimentation
en eau potable
39%

les activités
industrielles &
militaires
24%

l'agriculture
36%

SYMCRAU

Un établissement public
au cœur de la ressource

**SYNDICAT MIXTE DE GESTION
DE LA NAPPE PHRÉATIQUE DE LA CRAU**

Cité des Entreprises - Lot N°20
25, avenue du Tubé - 13800 Istres
Tél. **04 42 56 64 86**

Stella'communication - www.stellacommunication.fr -
Syndicat Mixte de gestion de la nappe phréatique de la Crau - Crédit photo : Comité de foin de Crau / Symcrau - Impression : D.R.E Conseil / Miramas - Ne pas jeter sur la voie publique

SUIVEZ-NOUS SUR :

www.symcrau.com

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°57 : Assemblées / Syndicat mixte interrégional d'aménagement des digues du delta du Rhône et de la Mer (SYMADREM) - Désignation des représentants d'ACCM

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants appelés à siéger au comité syndical du Syndicat mixte interrégional d'aménagement des digues du delta du Rhône et de la mer (SYMADREM).

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT);

Le Syndicat mixte interrégional d'aménagement des digues du delta du Rhône et de la mer (SYMADREM) a pour objet l'exercice de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) qui lui a été transférée par les EPCI à fiscalité propre membres du SYMADREM, sur le territoire dit « grand delta du Rhône » tel que défini dans le schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau « grand delta », en application de l'article L5211-61 du CGCT et dont les limites figurent à l'article 3 des statuts du SYMADREM.

Le SYMADREM regroupe le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix Marseille Provence, la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, la Communauté d'agglomération Nîmes Métropole, la Communauté de communes Terre de Camargue, la Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence et la Communauté de communes de Petite Camargue.

Vu les statuts du SYMADREM annexés à la présente délibération ;

Considérant que la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) est membre du SYMADREM il convient, selon les statuts, de désigner 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants pour siéger au comité syndical.

Conformément à l'article L5721-2 du CGCT : pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce

dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

1 - PROCÉDER à la désignation de 3 représentants d'ACCM titulaires appelés à siéger au comité syndical du SYMADREM,

Sont candidats pour les postes de titulaires :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX-
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX sont désignés représentants titulaires d'ACCM appelés à siéger au conseil syndical du SYMADREM.

2 - PROCÉDER à la désignation de 3 représentants d'ACCM suppléants appelés à siéger au comité syndical du SYMADREM,

Sont candidats pour les postes de suppléants :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX-
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX sont désignés représentants suppléants d'ACCM appelés à siéger au conseil syndical du SYMADREM.

Syndicat mixte interrégional d'aménagement des digues du delta du Rhône et de la mer (SYMADREM)	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE

Préfecture
Direction de la citoyenneté, de la légalité
et de l'Environnement
Bureau des finances locales
et de l'intercommunalité

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES STATUTS ET PORTANT RETRAITS DU CONSEIL REGIONAL PACA – DU CONSEIL REGIONAL OCCITANIE ET DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD DU SYNDICAT MIXTE INTERRÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT DES DIGUES DU DELTA DU RHÔNE ET DE LA MER (SYMADREM)

Le Préfet
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5211-19, L5211-25-1, L5211-61, L5216-7-IV bis, L5721-2-1, L5721-6-1 et L5721-6-2,

VU l'article L211-7 du code de l'environnement,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 1995 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU l'article 63 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

VU l'arrêté préfectoral de création modifié du SYMADREM du 6 décembre 1995,

VU l'arrêté interpréfectoral du 28 décembre 2017 portant représentation-substitution à leurs communes membres de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette (ACCM), de la communauté d'agglomération Nîmes Métropole, de la communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence, de la communauté de communes Petite Camargue, pour la compétence "gestion des milieux aquatiques et protection des inondations" (GEMAPI) au sein du SYMADREM,

VU la délibération du conseil régional du 14 décembre 2018 approuvant le retrait de la Région Provence Alpes Côte d'Azur du SYMADREM à compter du 1er janvier 2020,

VU la délibération du conseil communautaire de l'ACCM du 25 septembre 2019 approuvant le scénario 3 de l'étude pour l'élaboration d'un schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau (SOCLE) et décidant le transfert de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) au SYMADREM sur le territoire du Grand Delta du Rhône,

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Nîmes Métropole du 30 septembre 2019 approuvant le scénario 3 de l'étude SOCLE et décidant le transfert de la compétence GEMAPI au SYMADREM sur le territoire du Grand Delta du Rhône,

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Terre de Camargue du 30 septembre 2019 approuvant le scénario 3 de l'étude SOCLE et décidant le transfert de la compétence GEMAPI au SYMADREM sur le territoire du Grand Delta du Rhône,

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes « Beaucaire Terre d'Argence » du 30 septembre 2019 approuvant le scénario 3 de l'étude SOCLE et décidant le transfert de la compétence GEMAPI au SYMADREM sur le territoire du Grand Delta du Rhône,

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de Petite Camargue du 13 novembre 2019 approuvant le scénario 3 de l'étude SOCLE et décidant le transfert de la compétence GEMAPI au SYMADREM sur le territoire du Grand Delta du Rhône,

VU la délibération du conseil départemental du Gard du 13 novembre 2019 demandant son retrait du SYMADREM à compter du 1er janvier 2020 et approuvant une convention déterminant la mission poursuivie, la coordination et les modalités de financement,

VU la délibération du conseil syndical du SYMADREM du 3 décembre 2019 approuvant les retraits des trois collectivités (Conseil Régional PACA, Conseil Régional Occitanie et Département du Gard) et les conventions citées,

VU la délibération du conseil communautaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 approuvant le scénario 3 de l'étude SOCLE et décidant le transfert de la compétence GEMAPI au SYMADREM sur le territoire du Grand Delta du Rhône,

VU la délibération du conseil régional d'Occitanie du 13 décembre 2019 demandant son retrait du SYMADREM à compter du 1er janvier 2020 et approuvant une convention déterminant la mission poursuivie, la coordination et les modalités de financement pour la période de 2020-2025,

VU la délibération du conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur du 13 décembre 2019, et approuvant une convention bilatérale entre le syndicat et la Région PACA déterminant la mission poursuivie, la coordination et les modalités de financement pour la période de 2020 à 2027,

VU la délibération de la commission permanente du conseil départemental des Bouches-du-Rhône du 13 décembre 2019 approuvant la convention avec le SYMADREM définissant les missions qui seront exercées par les parties au titre de la compétence GEMAPI pour les années 2020 à 2024,

VU la délibération du comité syndical du SYMADREM du 20 décembre 2019 approuvant le projet de nouveaux statuts,

VU les statuts ci-après annexés,

CONSIDERANT que suite à la suppression de la clause générale de compétences des régions et des départements par la loi NOTRe du 7 août 2015, les conseils régionaux et les conseils départementaux ne pourront plus intervenir dans le domaine de la GEMAPI et devront se retirer du SYMADREM à compter du 1er janvier 2020, sauf à conclure une convention avec les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents,

CONSIDERANT que suite aux différents COTECH et COPIL de l'étude pour l'élaboration d'un schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau (SOCLE) sur le Grand Delta du Rhône, le scénario 3 a été approuvé, qui prévoit le transfert total de la GEMAPI sur le périmètre du SOCLE au SYMADREM par les EPCI à fiscalité propre membres du syndicat,

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité prévues à l'article 12 des statuts du SYMADREM pour les modifications statutaires ont bien été respectées,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1er : Les articles 1er, 2, 3, 6, 9, 10, 11 et 11-bis des statuts du SYMADREM sont modifiés tels que ci-après annexés. Les articles 3 bis et 7 des statuts sont abrogés.
Un article 14 est ajouté : Adhésion à d'autres structures.

Article 2 : Le conseil régional Occitanie, le conseil régional PACA et le conseil départemental du Gard sont retirés du SYMADREM à compter du 1er janvier 2020. Le conseil départemental des Bouches du Rhône reste membre du SYMADREM.

Article 3 : Des conventions entre les collectivités territoriales et le SYMADREM sont approuvées et signées pour déterminer la mission poursuivie, la coordination et les modalités de financement des opérations.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture des Bouches du Rhône.

Article 4 : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
Le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard,
Le Conseil Régional PACA,
Le Conseil Régional Occitanie,
Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
Le Conseil Départemental du Gard,
Le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Arles,
Le Président du SYMADREM,
Le Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 31 DEC. 2019
Pour le Préfet
La Secrétaire Générale

Juliette TRIGNAT

Syndicat Mixte Interrégional
d'Aménagement

SYMADREM

des Digues du Delta
du Rhône et de la Mer

Vu pour être annexé
à l'arrêté du 3 DEC 2019

STATUTS DU SYMADREM

délibération du comité syndical du 20 décembre 2019
date d'effet au 1er janvier 2020

SOMMAIRE

ARTICLES	PAGES
ARTICLE 1 : DENOMINATION ET MEMBRES ARTICLE 2 : OBJET ARTICLE 3 : PERIMETRE DE COMPETENCE ET COMMUNES PROTEGEES	3
ARTICLE 3 bis : LINEAIRE D'EXPLOITATION (abrogé) ARTICLE 4 : SIEGE DU SYNDICAT ARTICLE 5 : DUREE DU SYNDICAT ARTICLE 6 : COMITE SYNDICAL	6
ARTICLE 7 : BUREAU (abrogé) ARTICLE 8 : REGLEMENT INTERIEUR DU SYNDICAT	8
ARTICLE 8 bis : ATTRIBUTIONS DU DIRECTEUR GENERAL ARTICLE 8 ter : PERSONNEL DU SYMADREM ARTICLE 9 : RECETTES DU SYNDICAT ARTICLE 10 : REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	9
ARTICLE 11 : REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	10
ARTICLE 11 bis : SOUSCRIPTION D'EMPRUNTS ARTICLE 12 : PROCEDURE EN CAS DE MOFICATION DES STATUTS ARTICLE 13 : DISPOSITIONS GENERALES ARTICLE 14 : ADHESION A D'AUTRES STRUCTURES	11
ANNEXE : CHAMP D'ETALEMENT DE LA CRUE DE REFERENCE DE 1840	12

ARTICLE 1 : DENOMINATION ET MEMBRES

Le syndicat prend la dénomination de Syndicat Mixte Interrégional d'Aménagement des Digues du Delta du Rhône et de la Mer, en abrégé : **S Y M A D R E M.**

En application des articles L5721-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT), le syndicat mixte ouvert regroupe :

- le département des Bouches-du-Rhône,
- la métropole Aix Marseille Provence (M AMP),
- la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (CA CM),
- la communauté d'agglomération Nîmes Métropole (CA NM),
- la communauté de communes Terre de Camargue (CC TC),
- la communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence (CC BTA)
- la communauté de communes de Petite Camargue (CC PC).

ARTICLE 2 : OBJET

Le SYMADREM a pour objet :

l'exercice de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) qui lui a été transférée par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) membres du SYMADREM, sur le territoire dit "Grand Delta du Rhône", tel que défini dans le schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau « Grand Delta », en application de l'article L5211-61 du CGCT et dont les limites figurent à l'article 3 des présents statuts.

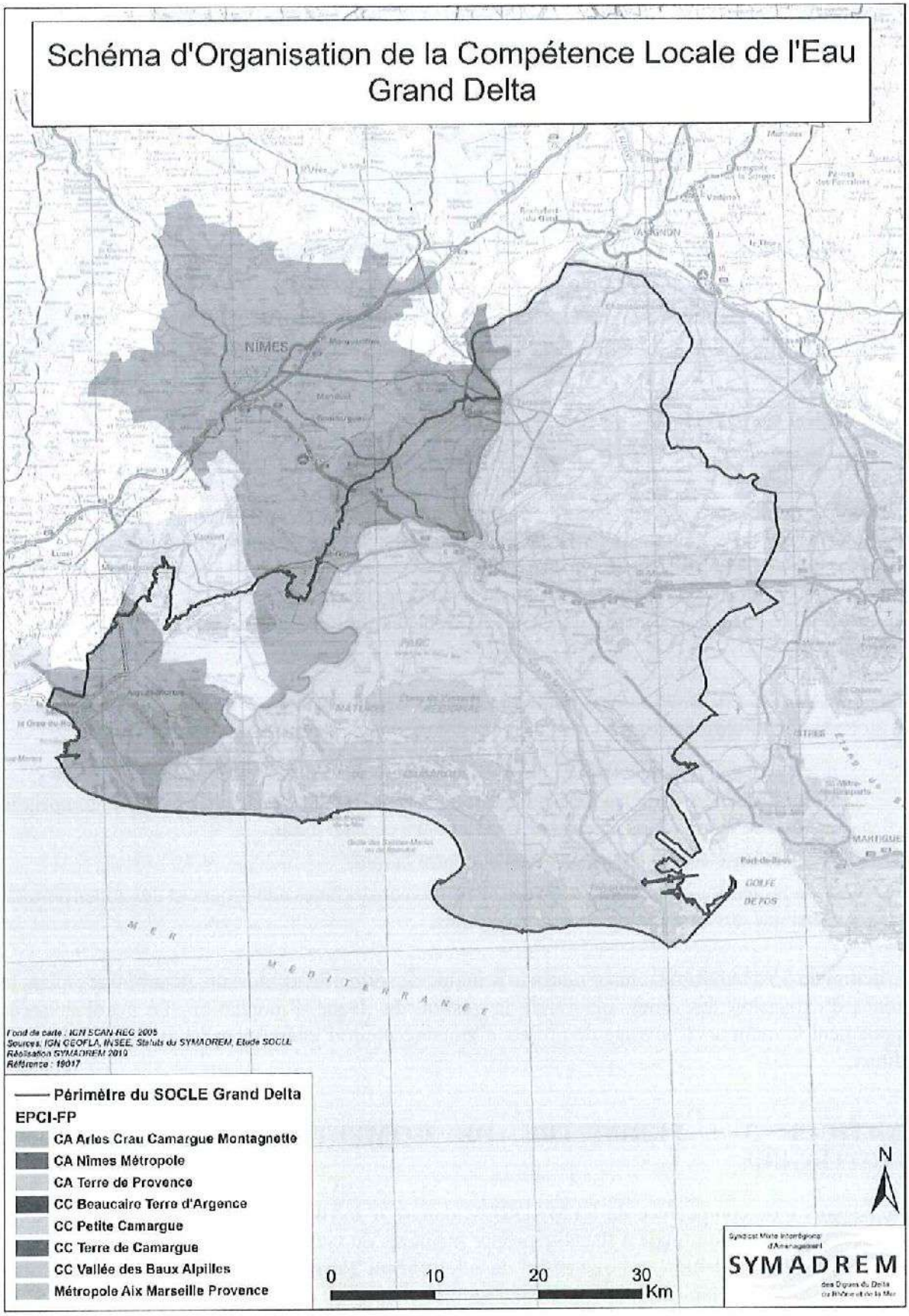
La compétence « GEMAPI », comprend les missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L211-7 du code de l'environnement :

- 1° l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- 2° l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- 5° la défense contre les inondations et contre la mer,
- 8° la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

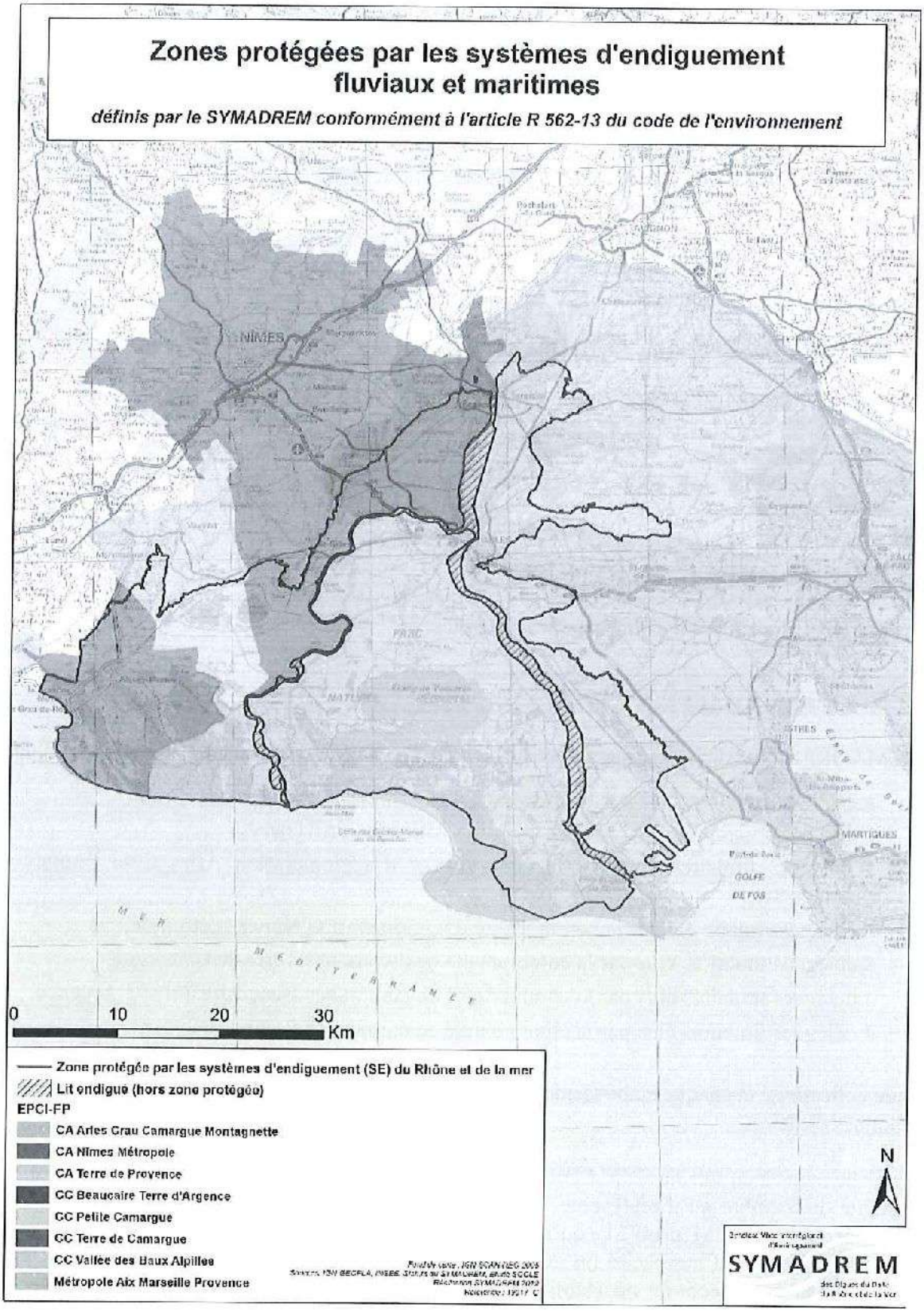
L'action du SYMADREM s'inscrit dans le principe de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fonde la gestion du risque d'inondation. Le syndicat assure également la maîtrise d'ouvrage de projets d'aménagement d'intérêt général et d'intérêt régional direct.

ARTICLE 3 : PERIMETRE DE COMPETENCE ET COMMUNES PROTEGEES

Le périmètre de compétence du SYMADREM couvre le territoire des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres du syndicat, à l'intérieur du territoire dit « Grand Delta du Rhône », tel que défini dans le schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau « Grand Delta » et dont les limites figurent ci-après.


Schéma d'Organisation de la Compétence Locale de l'Eau
Grand Delta
NIMES
ARLES
MER
MEDITERRANEE
GOLFE
DE FOS
Fond de carte : IGN SCAN-REG 2005
Sources: IGN GEOFLA, INSEE, Statuts du SYMADREM, Etude SOCLE
Réalisation SYMADREM 2010
Référence : 19017
Périmètre du SOCLE Grand Delta
EPCI-FP
CA Arles Crau Camargue Montagnette
CA Nîmes Métropole
CA Terre de Provence
CC Beaucaire Terre d'Argence
CC Petite Camargue
CC Terre de Camargue
CC Vallée des Baux Alpilles
Métropole Aix Marseille Provence
0
10
20
30
Km
N
SYMADREM

Les zones protégées par les systèmes d'endiguement fluviaux et maritimes définis au 1er janvier 2020 par le SYMADREM, conformément à l'article R.562-13 du code de l'environnement figurent ci-dessous.



Les communes, membres des EPCI-FP eux-mêmes membres du SYMADREM, protégées par les systèmes d'endiguement précités sont :

- sur la rive des Bouches-du-Rhône : Tarascon, Arles, Saintes Maries de-la-Mer (CA ACCM), Port-Saint-Louis-du-Rhône (M AMP),
- sur la rive du Gard : Beaucaire, Fourques, Bellegarde (CC BTA), Saint-Gilles (CA NM), Beauvoisin, Vauvert, Cailar (Le), Aimargues (CC PC), Saint-Laurent-d'Aigouze, Aigues Mortes et Grau-du-Roi (CC TC).

Ces communes sont dénommées ci-après « communes protégées ».

ARTICLE 3 bis : LINEAIRE D'EXPLOITATION (abrogé)

ARTICLE 4 : SIEGE DU SYNDICAT

Le siège du SYMADREM est fixé dans les locaux administratifs du syndicat situés :

1182 Chemin de Fourchon
VC 33
13200 ARLES

ARTICLE 5 : DUREE DU SYNDICAT

Le SYMADREM est institué pour une durée illimitée.

ARTICLE 6 : COMITE SYNDICAL

Le SYMADREM est administré par un comité syndical constitué de dix-neuf (19) délégués, dont :

- 4 délégués titulaires élus par le département des Bouches-du-Rhône,
- 1 délégué titulaire élu par la métropole Aix Marseille Provence,
- 3 délégués titulaires élus par la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette,
- 1 délégué titulaire élu par la communauté d'agglomération Nîmes Métropole,
- 3 délégués titulaires élus par la communauté de communes Terre de Camargue,
- 3 délégués titulaires élus par la communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence,
- 4 délégués titulaires élus par la communauté de communes Petite Camargue.

Chaque collectivité et chaque établissement élit un nombre de délégués suppléants égal au nombre de délégués titulaires.

La durée du mandat au sein du SYMADREM de chaque délégué est celle du mandat de l'assemblée délibérante du membre qu'il représente. À l'expiration du mandat électif, les délégués restent en fonction au SYMADREM jusqu'à ce qu'il soit procédé à l'installation du nouveau comité syndical. En cas de démission, d'incapacité ou de décès, il est procédé dans un délai de trois mois, à la désignation par la collectivité ou établissement concerné(e) d'un remplaçant pour la durée du mandat en cours.

Pour tout vote à intervenir, chaque délégué dispose d'un nombre de voix déterminé comme suit :

- pour chacun des 4 délégués du département des Bouches-du-Rhône : 22 VOIX,
- pour le délégué de la métropole Aix Marseille Provence: 11 VOIX,
- pour chacun des 3 délégués de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette : 11 VOIX,
- pour le délégué de la communauté d'agglomération Nîmes Métropole : 12 VOIX,
- pour chacun des 3 délégués de la communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence : 12 VOIX,
- pour chacun des 4 délégués de la communauté de communes de Petite Camargue : 12 VOIX,
- pour chacun des 3 délégués de la communauté de communes Terre de Camargue : 12 VOIX.

Membres	Nb délégués	Nb voix par délégué	Total des voix par membre
Département Bouches-du-Rhône	4	22	88
CA ACCM	3	11	33
M AMP	1	11	11
Total Bouches-du-Rhône	**8**		**132**
CC BTA	3	12	36
CC TC	3	12	36
CC PC	4	12	48
CA NM	1	12	12
Total Gard	**11**		**132**

Le comité syndical se réunit au moins 2 fois par an, et aussi souvent que nécessaire, à l'initiative de son président. Il peut être également réuni à la demande du tiers de ses délégués.

Il ne délibère valablement que lorsque le quorum de 10 délégués est atteint dont au moins 7 physiquement, le complément étant constitué de pouvoirs.

Le quorum s'apprécie au début de la séance et doit rester atteint lors de la discussion et du vote de chaque point inscrit à l'ordre du jour.

A défaut, une nouvelle séance est programmée avec le même ordre du jour après un intervalle d'au moins trois jours. Il délibère alors valablement sans conditions de quorum.

Un délégué présent ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. En cas d'absence d'un délégué titulaire et du délégué suppléant de sa collectivité ou de son établissement, le délégué titulaire peut donner à un délégué de son choix pouvoir écrit de vote en son nom. Les pouvoirs sont remis au président au plus tard en début de séance.

Les décisions sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées des délégués du comité syndical présents ou représentés. En référence à l'article L2121-20 du CGCT, lorsqu'il y a partage des voix et sauf en cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Présidence :

Le comité syndical élit un président, soit au scrutin secret en référence au CGCT, soit au scrutin public dans les conditions fixées ci-dessus pour des raisons de commodité et après avis unanime des délégués du comité syndical. En cas d'égalité de voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge. Une nouvelle élection a lieu à chaque renouvellement général de l'assemblée délibérante d'une des collectivités ou d'un des établissements membres. Pendant la période transitoire, le président est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public jusqu'à l'installation du nouveau comité syndical.

Le président peut recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical, dans les conditions prévues à l'article L5211-10 du CGCT.
Le président est l'organe exécutif du SYMADREM. Il exerce ses fonctions et ses attributions conformément aux dispositions de l'article L5211-9 du CGCT. Il peut déléguer une partie de ses fonctions et subdéléguer une partie de ses compétences aux vice-présidents et donner délégation de signature aux vice-présidents et à certains fonctionnaires. Il est aidé dans sa tâche par le directeur général.

En cas d'empêchement temporaire du président, la réunion du comité syndical est présidée par le 1er vice-président et en cas d'empêchement de ce dernier par le 2nd vice-président

En cas de démission, d'incapacité totale ou de décès du président, il est procédé dans un délai d'un mois, à l'élection d'un nouveau président. Pendant la période transitoire, le vice-président sollicité dans l'ordre du tableau de nomination, qui a accepté cette charge, est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer la gestion des affaires courantes jusqu'à l'élection d'un nouveau président.

Vice-présidence :

Le comité syndical élit les vice-présidents dans les mêmes conditions que le président. Le nombre de vice-présidents est fixé à deux (2). Les vice-présidents peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant dans les conditions de l'article 5211-10 du CGCT. Les vice-présidents peuvent remplacer le président empêché.

Président et vice-présidents :

Le président et les vice-présidents sont issus indistinctement, un du département des Bouches-du-Rhône, un des EPCI-FP de la rive du Gard et un des EPCI-FP de la rive des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 7 : BUREAU (abrogé)

ARTICLE 8 : REGLEMENT INTERIEUR DU SYNDICAT

Le comité syndical vote un règlement intérieur qui précise les règles de fonctionnement interne du SYMADREM.

ARTICLE 8 bis : ATTRIBUTIONS DU DIRECTEUR GENERAL

Le directeur général prépare et exécute, sous l'autorité du président, les délibérations du comité syndical du SYMADREM. Il prépare chaque année le débat d'orientation budgétaire ainsi que le projet de budget pour l'année suivante. Il assure sous l'autorité du président, le fonctionnement des services du SYMADREM et la gestion du personnel. Pour les recrutements de personnel, il définit les profils de postes et propose les candidatures au président. Il assiste aux réunions du comité syndical et de la commission d'appel d'offres. Il peut recevoir du président des délégations de signature. Il peut être assisté d'un directeur général adjoint qui dispose des mêmes pouvoirs que le directeur général en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

ARTICLE 8 ter : PERSONNEL DU SYMADREM

Le personnel du SYMADREM relève du droit public sachant que des agents de l'Etat, de collectivités territoriales, d'établissements publics ou de structures privées pourront être mis à disposition ou détachés auprès du SYMADREM dans le cadre de conventions avec ce dernier.

ARTICLE 9 : RECETTES DU SYNDICAT

Les recettes du SYMADREM comprennent, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le revenu des biens meubles et immeubles du syndicat,
- les dons et legs,
- les subventions et participations de l'Union européenne, de l'Etat, des régions, des départements, des communes, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et des sociétés,
- la contribution obligatoire aux dépenses de fonctionnement des collectivités et établissements membres,
- la contribution obligatoire aux dépenses d'investissement des collectivités et établissements membres,
- tous les concours particuliers auxquels le syndicat est éligible et toute autre recette non énumérée dans la liste,
- le produit des emprunts,
- les sommes qu'il reçoit des personnes publiques, des collectivités territoriales, des établissements publics, des associations, des particuliers, en échange de prestations ou d'un service rendu,
- les produits des taxes et redevances.

ARTICLE 10 : REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement liées à des missions relevant des alinéas 2° et 8° du L211-7 du code de l'environnement exécutées en cas de défaillance d'un propriétaire, qu'il soit public ou privé, sont prises en charge par l'(les) EPCI-FP concerné(s). Elles font l'objet d'une délibération spécifique qui précise l'objet de la dépense, son montant, la répartition des dépenses entre les EPCI-FP quand ils sont plusieurs et le cas échéant le plan de financement.

Pour tous les autres cas, la répartition des dépenses de fonctionnement entre les membres du SYMADREM est réalisée selon le calcul ci-après. Ce calcul est réactualisé tous les 3 ans.

a. Répartition entre rives du Gard et des Bouches- du-Rhône :

Les dépenses de fonctionnement se répartissent comme suit :

- 2/5 au prorata de la population (INSEE) des communes protégées définies à l'article 3 ;
- 3/5 du linéaire de digues constituant les systèmes d'endiguement fluviaux et maritimes précités.

b. Répartition entre types de collectivité/établissement :

Les participations aux dépenses de fonctionnement par type de collectivité/établissement membre sont obligatoires et définies de la manière suivante :

Rive des Bouches-du-Rhône :

- 1/3 : Département des Bouches-du-Rhône,
- 2/3 : EPCI-FP.

Rive du Gard :

- 100 % EPCI-FP.

c. Répartition entre les EPCI-FP d'une même rive :

La répartition entre les EPCI-FP des Bouches-du-Rhône respecte les critères suivants :

- 2/5 au prorata de la population des communes protégées, telle qu'elle résulte du dernier recensement INSEE,
- 1/5 au prorata du potentiel fiscal par habitant de l'EPCI-FP pondéré par la population (DGF) des communes protégées,
- 2/5 au prorata de la longueur de digues située sur les communes concernées.

La répartition entre les EPCI-FP du Gard, respecte les critères suivants :

- 2/5 au prorata de la population (DGF) des communes protégées,
- 2/5 au prorata du potentiel fiscal par habitant de l'EPCI pondéré par la population (DGF) des communes protégées,
- 1/5 au prorata du champ d'étalement de la crue de référence de 1840, tel que précisé en annexe.

ARTICLE 11 : REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Conformément aux conventions passées avec les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie et les départements des Bouches-du-Rhône et du Gard, le financement des investissements liés au plan Rhône et plus particulièrement au programme de sécurisation des ouvrages de protection contre les crues du Rhône, depuis le barrage de Vallabrègues jusqu'à la mer, est assuré à compter du 1er janvier 2020 (par subvention ou participation), sur la base prévisionnelle suivante :

Rive du Gard :

- 40 % région,
- 20 % département,
- 40 % Etat.

Rive des Bouches-du-Rhône :

- 30 % région,
- 25 % département,
- 5 % EPCI-FP, siège des travaux,
- 40 % Etat.

La différence entre le montant HT et le montant TTC sera prise en charge par les EPCI-FP.

Pour les autres investissements ou les investissements du plan Rhône faisant l'objet d'un financement de l'Union européenne, le plan de financement est défini au-cas par cas selon les taux figurant dans la délibération du comité syndical relative à l'opération concernée.

ARTICLE 11 BIS : SOUSCRIPTION D'EMPRUNTS

En cas de souscription d'un emprunt par le SYMADREM pour le compte d'une collectivité ou d'un établissement membre pour financer sa participation aux travaux réalisés sur son territoire, cette collectivité ou cet établissement s'engage à rembourser au SYMADREM, les échéances en capital et intérêts sur toute la durée du prêt, ainsi que les frais accessoires à la mise en place du prêt y compris en cas de retrait volontaire ou forcé de la collectivité ou de l'établissement du SYMADREM.

ARTICLE 12 : PROCEDURE EN CAS DE MODIFICATION DES STATUTS

Les modifications de statuts, décisions d'adhésion et de retrait des collectivités ou établissements membres du SYMADREM sont prises en comité syndical à la majorité des 2/3 des délégués présents ou représentés au comité syndical.

ARTICLE 13 : DISPOSITIONS GENERALES

Pour toutes questions non prévues aux présents statuts, il sera fait application des dispositions du CGCT applicables aux établissements publics de coopération intercommunale pour autant qu'il ne soit pas dérogé à l'application de ces dispositions par les articles L5721-1 et suivants relatifs aux syndicats mixtes ouverts.

ARTICLE 14 : ADHESION A D'AUTRES STRUCTURES

Le SYMADREM peut adhérer à toute association, structure, groupement ou établissement de toute nature, dont l'objet statutaire et les activités sont en cohérence avec celui du syndicat et/ou en constitue un appui complémentaire.

Les délégués suppléants, ainsi que tout fonctionnaire dûment habilité par délibération du comité syndical, peuvent dans ce cas représenter le SYMADREM.

ANNEXE : CHAMPS D'ETALEMENT DE LA CRUE DE NOVEMBRE 1840

ASSOCIATION DE TOPOGRAPHES GEOMETRES HYDRAULICIENS D'ETUDES SUD MEDITERRANEE

CHAMP D'ETALEMENT DE LA CRUE DE REFERENCE DE 1840
SUR LES COMMUNES D'Aigues Mortes, Aimargues, Beaucaire, Beauvoisin, Bellegarde, Fourques, Le Cailar, Le Grau du Roi, Saint Gilles, Saint Laurent d'Aigouze et de Vauvert

SURFACES INONDEES

Communes	*Surface Totale (ha)*	*Surface inondée (ha)*
FOURQUES	*3 824,00*	*3 824,00*
BEAUCAIRE	*8 652,00*	*5 730,00*
BELLEGARDE	*4 496,00*	*1 728,00*
St GILLES	*15 373,00*	*8 168,00*
BEAUVOISIN	*2 782,00*	*160,00*
VAUVERT	*10 986,00*	*6 666,00*
LE CAILAR	*3 001,00*	*1 095,00*
St LAURENT D'AIGOUZE	*8 981,00*	*8 595,00*
AIMARGUES	*2 648,00*	*406,00*
AIGUES-MORTES	*5 778,00*	*5 778,00*
LE GRAU DU ROI	*5 473,00*	*5 473,00*

Agence d'Arles - Place Franklin Roosevelt - 13200 Arles
TEL 04 90 96 24 65 - FAX 04 90 92 92 20 - e-mail : aigism.arles@wanadoo.fr

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°58 : Assemblées / Syndicat mixte à la carte du conservatoire de musique du Pays d'Arles (CMPA) - Désignation des représentants d'ACCM

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner les 6 membres titulaires et les 6 membres suppléants d'ACCM appelés à siéger au comité syndical du Syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Le syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles est constitué entre la communauté d'agglomération ACCM et les communes de Saint-Rémy-de-Provence, Fontvieille, Mas-Blanc-des-Alpilles, Maussane-les-Alpilles, Paradou et Saint-Etienne-du-Grès.

Le syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles a pour objet le recrutement et la gestion du personnel qualifié nécessaire à l'organisation d'un enseignement spécialisé de la musique et de l'action culturelle induite, la définition de l'orientation pédagogique et artistique du conservatoire, la validation du projet d'établissement selon 3 axes : enseignement musical (mise en place de départements pédagogiques), éducation musicale (intervention en milieu scolaire ou projets spécifiques), action culturelle (proposition de programmations musicales en liens avec l'enseignement et l'éducation). Le projet d'établissement s'appuie sur les recommandations des Schémas Nationaux d'Orientation Pédagogique du Ministère de la Culture et les objectifs définis par les collectivités de tutelle. Une structure directoriale assurera le contrôle de la mise en œuvre du projet d'établissement validé par le comité syndical.

Vu la délibération n°CC2018_218 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) du 12 décembre 2018 qui approuve l'extension du périmètre du syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles ;

Vu les statuts du syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles, annexés à la présente délibération, et notamment l'article 6 du titre 2 «Administration du syndicat » relatif à la constitution du comité syndical qui indique que la communauté d'agglomération ACCM fait partie du collège 1 et dispose de 6 voix délibératives ;

Considérant qu'ACCM est membre du syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles il convient, selon ses statuts, de désigner 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants pour siéger au sein du comité syndical du syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles ;

Vu l'article L5711-1 du CGCT qui dispose que pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale avec ou sans fiscalité propre au comité d'un syndicat mixte fermé, c'est à dire un syndicat mixte composé de communes et d'EPCI, le choix de l'organe délibérant de l'EPCI peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune

membre.

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin secret n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin public. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

1 - PROCÉDER à la désignation des 6 membres titulaires appelés à siéger au comité syndical du syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles ;

Sont candidats pour les postes de titulaires :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX, ayant obtenus la majorité absolue, sont désignés délégués titulaires au comité syndical du syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles.

2 - PROCÉDER à la désignation des 6 membres suppléants appelés à siéger au comité syndical du syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles ;

Sont candidats pour les postes de suppléants :

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX
- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix
- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX, ayant obtenus la majorité absolue, sont désignés délégués suppléants au comité syndical du syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles.

Syndicat mixte à la carte du conservatoire du Pays d'Arles	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE A LA CARTE DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DU PAYS D'ARLES

Titre 1er

Dispositions générales

En application des articles **L5711-1, L5212 16 et suivants du code général des collectivités territoriales**

Article 1 :

Il est constitué entre la communauté d'agglomération ACCM et les communes de Saint-Rémy-de-Provence, Fontvieille, Mas-Blanc-des-Alpilles, Maussane-les-Alpilles, Paradou, Saint-Etienne–du-Grés un syndicat mixte fermé à la carte qui portera le nom de :

SYNDICAT MIXTE A LA CARTE DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DU PAYS D'ARLES

Article 2 :

Le siège social du syndicat est fixé à Saint-Martin-de-Crau dans les locaux du conservatoire de musique, 1 avenue Saint-Roch.

Les réunions pourront se tenir dans chacune des communes adhérentes au syndicat.

Article 3 :

La durée du syndicat est illimitée.

Article 4 :

Le syndicat a pour objet

1/ le recrutement et la gestion du personnel qualifié nécessaire à l'organisation d'un enseignement spécialisé de la musique et de l'action culturelle induite

2/ la définition de l'orientation pédagogique et artistique du conservatoire

3/ La validation du projet d'établissement selon 3 axes :

Enseignement musical : mise en place de départements pédagogiques

Education musicale : Intervention en milieu scolaire ou projets spécifiques

Action culturelle : proposition de programmations musicales en liens avec l'enseignement et l'éducation

Le projet d'établissement s'appuie sur les recommandations des Schémas Nationaux d'Orientation Pédagogique du Ministère de la Culture et les objectifs définis par les collectivités de tutelle.

Une structure directoriale assurera le contrôle de la mise en œuvre du projet d'établissement validé par le comité syndical.

Article 5 :

En application de l'article L5211-18 du CGCT, par renvoi de l'article L5211-11 du CGCT, les collectivités qui accepteront les présents statuts pourront être autorisées à adhérer au syndicat.

Cette adhésion nécessitera :

- l'accord du comité syndical.

- l'accord des collectivités dont l'admission est envisagée.

- l'accord des communes et EPCI à FP déjà membres dans les conditions de majorité requises pour la création.

TITRE 2

Administration du syndicat

Article 6 décisionnaire :

Constitution du comité syndical : Le syndicat est administré par un comité syndical, composé de :

- *Le collège 1 : constitué des membres fondateurs, c'est-à-dire la communauté d'agglomération ACCM et la ville de Saint-Rémy, représentant respectivement 6 voix et 2 voix délibératives.*
- *Le collège 2 :* autres adhérents. *Chaque membre a une voix consultative. Le collège 2 bénéficie d'une seule voix délibérative.*

La durée des fonctions de membre est liée à la durée du mandat municipal.

Les représentants sont désignés par les collectivités associées. Pour chaque représentant titulaire les collectivités associées désignerons 1 délégué suppléant.

Article 7 :

Le comité syndical élit parmi ses membres un bureau composé d'un président, un vice-président et un secrétaire. Le bureau est élu pour deux ans.

Les membres du bureau sont rééligibles.

Article 8 : Fonctionnement du comité syndical :

En application de l'article L5211-11 du code général des collectivités territoriales, le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre au siège du syndicat, ou dans une commune membre, à tour de rôle.

Il est convoqué en session extraordinaire par le président, soit sur son initiative, soit à la demande du tiers au moins des membres du comité. Il ne peut alors délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Tout membre empêché peut se faire représenter par son suppléant, ou donner à un autre membre du comité syndical de son choix, pouvoir de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul mandat.

Le comité peut convoquer toute personne dont il juge la présence utile à ses travaux. Les délibérations ne sont valables que si la majorité des membres est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième réunion a lieu dans le délai maximum de quinze jours, et les délibérations prises alors sont valables quel que soit le nombre des présents à la majorité des suffrages exprimés.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage de voix, la voix du président est prépondérante. Les décisions du comité syndical sont obligatoires pour les parties contractantes.

Les délibérations sont consignées dans des procès-verbaux transcrits sur un registre tenu au siège du syndicat par le secrétaire du bureau, et signées par le président et les membres présents.

Article 9 : Fonctionnement du bureau :

Le bureau se réunit au moins une fois par trimestre, et chaque fois que la nécessité s'en fait sentir sur la demande de l'un de ses membres.

Le bureau peut, par délégation du comité, être chargé du règlement de certaines affaires.

Lors de chaque réunion obligatoire, le bureau rend compte au comité de ses travaux. Les règles de fonctionnement du comité, telles qu'elles sont décrites aux paragraphes 3 et suivants de l'article 8, sont applicables au fonctionnement du bureau.

Article 10 : Attributions du comité syndical :

Le comité syndical est chargé d'administrer et de gérer le syndicat et de prendre toute mesure nécessaire pour répondre à cette mission.

Dans ce but, il exerce notamment les attributions suivantes :

1. Il délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises et qui intéressent le fonctionnement du syndicat.
2. Il créé, conformément aux lois et règlements en vigueur, tout service qu'il juge utile pour l'accomplissement de sa mission et notamment ayant trait à sa direction et à son fonctionnement administratif.
3. Il définit l'orientation pédagogique et artistique du conservatoire et valide le projet d'établissement
4. Il fixe la liste des emplois et soumet à l'approbation de l'autorité compétente les échelles de traitement qui seront établies par le règlement intérieur du syndicat et afférentes aux dits emplois.
5. il créé les emplois nécessaires au fonctionnement de chaque site d'enseignement musical et à la programmation des projets musicaux. Ces emplois sont pourvus soit par l'engagement ponctuel de musiciens ou techniciens intermittents, soit par voie de mutation, soit à la suite de l'organisation de concours sur titres et épreuves dont les modalités sont fixées par le règlement intérieur. Les concours de recrutement aboutissent au classement des candidats qui est alors proposé au Président du comité syndical pour nomination.

6. Il établit le règlement intérieur.
7. Il vote le budget et approuve les comptes.
8. Il autorise le président à intenter et soutenir toute action contentieuse et accepter toute transaction.
9. Il délibère sur les modifications à apporter aux statuts.
10. Il délibère sur l'admission et le retrait des collectivités.

Article 11 : Attribution du président, du vice-président et du secrétaire :

Le président convoque aux séances du comité et du bureau.

Il dirige les débats et contrôle les votes.

Il est chargé, sous le contrôle du comité syndical :

1. De conserver et d'administrer le patrimoine syndical, et de faire en conséquence tous actes conservatoires de ses droits,
2. De gérer les revenus, de surveiller les établissements syndicaux et la comptabilité syndicale ;
3. De préparer et proposer le budget et d'ordonnancer les dépenses et les recettes,
4. De diriger les activités du syndicat,
5. De passer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la vie du syndicat, y compris ceux d'aliénation ou d'acceptation de dons et legs, dans les formes et conditions prévues par les lois et règlements,
6. De représenter le syndicat en justice, soit en demandeur soit en défenseur,
7. De pourvoir aux nominations des emplois créés par le comité syndical,

Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement.

TITRE 3
Dispositions financières et comptables

Article 12 : Budget du syndicat

Le syndicat pourvoit sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de ses missions et à celles pouvant découler des responsabilités qu'il prendrait dans l'exploitation ou qui en résulteraient.

Les fonctions d'agent comptable resterons exercées par le trésorier-payeur en fonction à la date d'adoption des présents statuts.

Article 13 : Recettes du syndicat :

Les recettes du syndicat comprennent :

1. Les revenus des biens meubles et immeubles qui constituent le patrimoine du syndicat, s'il en existe,
2. Les revenus des dons et legs,

3. Les participations des administrations, associations et particuliers à titre de fonds de concours,
4. La contribution des collectivités et établissements publics,
5. Les subventions de l'Etat et des collectivités territoriales,

Il est précisé que les droits payés par les usagers aux collectivités du lieu de leur inscription ne feront pas partie des recettes du syndicat.

(La participation des communes/collectivités au budget du syndicat se fera, selon l'article 14 des statuts, au prorata de la clé de répartition des heures d'enseignement dispensées, validées par le syndicat. Cette clé de répartition pourra être révisée régulièrement par le syndicat.)

Article 14 : Participation des collectivités membres du syndicat :

Les dépenses seront essentiellement constituées par les salaires, charges sociales et frais de déplacement du personnel directorial, pédagogique et administratif du syndicat mixte intercommunal, ainsi que les dépenses nécessaires au fonctionnement propre du syndicat intercommunal.

Les dépenses seront couvertes par les versements des communes associées (cotisations syndicales). Lorsqu'il y aura versement de subventions de fonctionnement par l'Etat, le Département, la Région ou l'Union Européenne, ces subventions viendront en déduction de la somme des dépenses couvertes par les cotisations syndicales.

Les cotisations syndicales de chacune des communes adhérentes seront calculées de la façon suivante :

Objet : Enseignement, Education et Action Culturelle :

100% au nombre d'heures/année données aux élèves domiciliés dans les communes membres d'ACCM pour la communauté d'agglomération et dans chaque commune au 31 octobre de l'année précédente.

Objet : Education et/ou Action Culturelle :

Au coût réel de l'action après acceptation du devis présenté par le syndicat.

Le SMIGPEMAC est autorisé à effectuer des prestations pour le compte de tiers sous réserve de la signature d'une convention précisant les responsabilités des parties.

Article 15 :

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément au CGCT (Articles L.163 et suivants).

Article 16 :

Le comité syndical délibère sur les modifications des présents statuts. En application de l'article L5211-17 CGCT, les modifications relatives aux compétences doivent être approuvées par délibérations concordantes du comité syndical et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement

TITRE 4

Conditions de retrait

Article 17 : La procédure de retrait est définie par l'article L5211-19 du CGCT pour les syndicats mixtes. Ce retrait suppose l'accord du comité syndical et celui des membres adhérents exprimés à la majorité qualifiée.

Article 18 : Un membre adhérent peut être autorisé par le préfet à se retirer si sa participation au syndicat mixte est devenue sans objet ou si ses intérêts sont compromis du fait de sa participation au syndicat par les dispositions statutaires relatives aux compétences, aux finances ou aux règles de représentation (L5212-29, L5212-30 du CGCT).

Article 19 : Lorsqu'une commune se retire d'un EPCI membre d'un syndicat mixte, ce retrait entraîne la réduction du périmètre du syndicat mixte. Les conditions financières et patrimoniales du retrait de la commune sont déterminées par délibérations concordantes du conseil municipal de la commune et des organes délibérants du syndicat mixte et de l'EPCI. A défaut d'accord, ces conditions sont arrêtées par le représentant de l'Etat (L5211-19 modifié par l'article 172 de la loi 2004-809 du 13 août 2004).

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°59 : Assemblées / Sud Rhône environnement (SRE) - Désignation des représentants d'ACCM

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de désigner 2 membres titulaires et 2 membres suppléants appelés à siéger au conseil syndical du Syndicat mixte Sud Rhône Environnement (SRE).

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n°CC2016_141 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) du 28 septembre 2016 relative à l'adhésion d'ACCM au Syndicat mixte Sud Rhône Environnement (SRE) pour les communes de Boulbon, Saint-Pierre-de-Mézoargues et Tarascon ;

Le syndicat mixte SRE a pour objet le traitement des déchets des ménages, comprenant le traitement, ainsi que les opérations de transports, de tri ou de stockage qui s'y rapportent, conformément à l'article L.2224-13 du CGCT ;

Le syndicat mixte SRE est composé des membres suivants : la Communauté de communes de Beaucaire Terre d'Argence (exclusivement pour les communes de Beaucaire et de Jonquières Saint Vincent), la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (exclusivement pour les communes de Boulbon, Saint-Pierre-de-Mézoargues et Tarascon) et le Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures ménagères de la région d'Uzès (SICTOMU).

Vu les statuts du Syndicat mixte SRE annexés à la présente délibération et notamment son article 5, il convient de désigner 2 membres titulaires et 2 membres suppléants appelés à siéger au conseil syndical du Syndicat mixte Sud Rhône Environnement ;

Vu l'article L.5711-1 du CGCT : pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale avec ou sans fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret. Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux

tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir,

1 - PROCÉDER à la désignation des 2 membres titulaires appelés à siéger au conseil syndical du Syndicat mixte Sud Rhône Environnement.

Sont candidats pour les postes de titulaires :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX sont désignés délégués titulaires au conseil syndical du syndicat mixte Sud Rhône Environnement.

2 - PROCÉDER à la désignation des 2 membres suppléants appelés à siéger au conseil syndical du Syndicat mixte Sud Rhône Environnement.

Sont candidats pour les postes de suppléants:

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Ont obtenu :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Mesdames et Messieurs XX sont désignés délégués suppléants au conseil syndical du syndicat mixte Sud Rhône Environnement.

Syndicat mixte Sud Rhône Environnement	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Envoyé en préfecture le 25/09/2025
Reçu en préfecture le 25/09/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250922-CC2025_161-DE

SYNDICAT MIXTE

SUD RHONE ENVIRONNEMENT

STATUTS

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER – CONSTITUTION – OBJET

Il a été constitué, en application des articles L 5711-1 et suivants du Code Général des collectivités territoriales, un Syndicat Mixte fermé dénommé "Sud Rhône Environnement" qui exerce la compétence Traitement des déchets des ménages, comprenant le traitement, ainsi que les opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent, conformément l'article L 2224-13 du CGCT.

Il est ici précisé que le contour technique de la compétence est défini par l'ANNEXE 1, faisant partie intégrante des présents statuts.

ARTICLE 2 – MEMBRES

Sont membres de ce Syndicat :

- La CCBTA- Communauté de Communes de Beaucaire Terre d'Argence (Exclusivement pour les communes de BEAUCAIRE et de JONQUIERES St Vincent),
- L'ACCM- Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette (exclusivement pour les communes de SAINT-PIERRE-DE-MEZOARGUES, BOULBON et TARASCON)
- Le SICTOMU

Le périmètre d'intervention du Syndicat correspond ainsi au territoire de ses entités membres, tel que listées ci-avant.

ARTICLE 3 – SIEGE

Le siège social du Syndicat est fixé sis 360 avenue Pierre et Marie Curie, 30300 Beaucaire. Les réunions pourront se tenir au siège ou dans un lieu choisi par le Comité syndical sur le territoire de l'un de ses membres

ARTICLE 4 – DUREE

La durée du Syndicat est illimitée.

Envoyé en préfecture le 25/09/2025
Reçu en préfecture le 25/09/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250922-CC2025_161-DE

ARTICLE 5 – ORGANES

Le Syndicat est administré par un Comité Syndical, composé d'un délégué par membre jusqu'à 10.000 habitants et d'un délégué supplémentaire par tranche de 1 à 10.000 habitants supplémentaires.

Des délégués suppléants, en nombre équivalent, seront désignés pour siéger au Comité avec voix délibératives en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

Les mandats des délégués des membres est lié à celui de leur assemblée quant à la durée de leur mandat au Comité Syndical.

Le Comité syndical règle, par ses délibérations, toutes les affaires de la compétence du Syndicat.

Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au Président, aux Vice-Présidents ayant reçu délégation et au Bureau dans son ensemble, à l'exception des matières visées à l'article L. 5211-10 du CGCT

ARTICLE 6 – PRESIDENT ET BUREAU

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat.

Il prépare et exécute les délibérations du Conseil. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du Syndicat.

Il est seul chargé de l'Administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions dans les conditions prévues à l'article L. 5211-9 du CGCT.

Le Comité syndical désigne, parmi ses membres un Bureau composé :

- D'un Président,
- D'un ou plusieurs Vice-Présidents,
- Éventuellement d'autres membres.

Le nombre de Vice-Présidents et autres membres du Bureau sera déterminé par le Comité syndical, dans le respect des dispositions du CGCT applicables. Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres du Comité syndical.

ARTICLE 7 – FONCTIONNEMENT

Le Comité du Syndicat se réunit dans les conditions de périodicité prévues par l'article L 5211-11 du Code Général des Collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 25/09/2025
Reçu en préfecture le 25/09/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250922-CC2025_161-DE

En application de l'article L 5211-11 précité, sur la demande de cinq membres présents ou du président, le Conseil du Syndicat peut décider de se réunir à huis clos.

ARTICLE 8 – HABILITATION

Le Syndicat exerce les activités qui présentent le caractère de complément normal et nécessaire de ses compétences.

Il est autorisé à réaliser, au profit de ses adhérents ainsi que des collectivités territoriales, groupements de collectivités, établissements publics et autres pouvoirs adjudicateurs non-membres ou encore au profit de personnes privées, des missions et prestations se rattachant à ses compétences ou dans leur prolongement. Ces interventions s'effectuent suivant les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Le Receveur du Syndicat est le Receveur Municipal de Beaucaire.

Le budget du Syndicat pourvoit aux dépenses du service pour lequel le Syndicat est constitué.

Les recettes du budget du Syndicat comprennent :

1) La contribution des communes associées.
2) Le revenu des biens meubles ou immeubles du Syndicat.
3) Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu.
4) Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département, des Communes et de leur groupement.
5) Les soutiens des sociétés agréées pour la valorisation des déchets recyclables et institués par la Loi ou le Règlement
6) La vente des matières et matériaux recyclables traités
7) Les produits des dons et legs.
8) Le produit des emprunts.

La contribution des collectivités associées est obligatoire pendant la durée du Syndicat dans la limite des nécessités du service telles que les décisions du Syndicat l'ont déterminée et, le cas échéant, sous les spécificités prévues par les dispositions de l'article L 5212-16, 3ème alinéa, du Code Général des Collectivités territoriales.

Copies du budget et des comptes du Syndicat sont adressées chaque année aux assemblées des collectivités syndiquées.

Envoyé en préfecture le 25/09/2025
Reçu en préfecture le 25/09/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250922-CC2025_161-DE

TITRE II

MODIFICATION DES CONDITIONS INITIALES DE COMPOSITION ET DE FONCTIONNEMENT

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DES STATUTS - ADMISSIONS – RETRAITS

Les modifications statutaires sont réalisées conformément aux dispositions des articles L. 5211-17 à L. 5211-20 du CGCT ou à toute disposition ayant vocation à s'y substituer.

L'adhésion d'un nouveau membre au Syndicat s'effectue dans les conditions définies à l'article L. 5211-18 du CGCT.

Le retrait du Syndicat s'effectue dans les conditions définies aux articles L. 5211-19, L. 5711-5 et L. 5212-29 et suivants du CGCT.

ARTICLE 11 – AUTRES DISPOSITIONS

Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions prévues au CGCT.

Envoyé en préfecture le 25/09/2025
Reçu en préfecture le 25/09/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250922-CC2025_161-DE

ANNEXE 1

PERIMETRE TECHNIQUE DES COMPETENCES

A) DEFINITION DES DECHETS DES MENAGES

Conformément à la définition établie par les Directives Européennes et les Lois en vigueur ou à venir et plus particulièrement par le Décret 2002-540 du 18 avril 2002, les déchets des ménages comprennent essentiellement :

- Les emballages ménagers selon la définition qui en est donnée par les conventions d'agrément des éco-organismes instaurés par le décret 92-377 du 1°avril 1992
- Les Journaux-papiers-magazines
- Les déchets de cuisines et autres déchets organiques provenant des ménages
- Les déchets courants ne présentant pas de caractéristiques particulières en, matière de pollution ou non inclus dans les définitions ci-dessus.
- Les encombrants, bois, meubles, métaux ferreux et non ferreux déposés en déchèterie
- Les gravats de démolition, terre d'extraction et autres matériaux inertes.
- Les déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE), y compris piles, accumulateurs et lampes autres qu'à incandescence.
- Les déchets polluants diffus qu'ils soient ou non valorisables ou affectés à une filière dédiée.

Par extension, les déchets municipaux exclusivement composés des :

- déchets des foires et marchés
- déchets des parcs et jardins
- déchets des artisans, commerçants et administrations collectées en mélange avec les déchets ménagers, nonobstant la mise en place de la redevance spéciale prévue au CGCT.

Il est précisé ici que le syndicat mettra en œuvre un Cahier des Charges d'élimination des déchets (CCED) visant à définir les prescriptions s'imposant aux collectivités membres afin d'assurer la qualité des déchets acceptables dans les filières mises en place.

B) DEFINITION DU TRANSPORT

En application de l'article 71 de la Loi 99-586 du 12 juillet 1999 et de l'article L 2224-13 du CGCT, la compétence transports inclus :

- ✓ La prise en charge et le transport des déchets ménagers déposés dans les centres de transfert dûment autorisés au titre des installations classées.
- ✓ La prise en charge et le transport des bennes de déchèteries vers les centres de traitement lorsque lesdites déchèteries sont conformes à la réglementation.
- ✓ L'organisation de l'enlèvement des déchets faisant l'objet de filières spécifiques ou entrainant des sujétions particulières en matière de protection de l'environnement et des personnes.

Envoyé en préfecture le 25/09/2025
Reçu en préfecture le 25/09/2025
Publié le
ID : 013-241300417-20250922-CC2025_161-DE

C) COMMUNICATION

La communication afférente à l'ensemble des actions de tri, de traitement ou de valorisation, que ce soit au travers de l'éducation à l'environnement qu'en direction du grand public ou des médias.
Ladite communication est susceptible de générer des recettes compensatoires provenant des différents éco-organismes avec lesquels le syndicat contractualisera.

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°60 : Assemblées / Commission d'appel d'offres (CAO) désignation des membres

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de procéder à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants appelés à siéger à la commission d'appel d'offres, le Président de la communauté d'agglomération ACCM ou son représentant préside la commission d'appel d'offres.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article L1411-5 du CGCT qui précise que cette commission est composée lorsqu'il s'agit d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Vu l'article D1411-3 du CGCT qui précise que les membres titulaires et suppléants de la commission chargée d'ouvrir les plis, prévue à l'article L1411-5 du CGCT, contenant les offres des candidats susceptibles d'être retenus comme délégataires d'un service public local sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Vu l'article D1411-4 du CGCT qui précise que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus ;

Vu l'article D1411-5 du CGCT qui précise que l'assemblée délibérante fixe les conditions de dépôt des listes ;

Vu la délibération n°CC2026_027 du conseil communautaire d'ACCM du 14 avril 2026 « Commission d'appel d'offres (CAO) / Conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres » ;

Considérant les XX listes de titulaires et de suppléants remises au Président d'ACCM selon le délai indiqué dans la délibération susvisée ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin

public ;

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret.

ARTICLE UNIQUE – PROCÉDER à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants appelés à siéger à la commission d'appel d'offres, le Président de la communauté d'agglomération ACCM ou son représentant préside la commission d'appel d'offres ;

Les XX listes suivantes ont été présentées :

Liste A	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Liste B	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Liste C	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Liste D	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Je vous invite à bien vouloir procéder à votre choix en déposant votre bulletin dans l'urne.

Vu le procès-verbal de l'élection :

Ont obtenu :

Liste A : XX voix

Liste B : XX voix

Liste C : XX voix

Liste D : XX voix

Répartition des sièges à la proportionnelle au plus fort reste :

Ont obtenu :

Liste A : XX sièges : XX titulaires et XX suppléants

Liste B : XX sièges : XX titulaires et XX suppléants

Liste C : XX sièges : XX titulaires et XX suppléants

Liste D : XX sièges : XX titulaires et XX suppléants

La commission d'appel d'offres est composée du Président, ou de son représentant, et des membres ci-dessous :

Commission d'appel d'offres (CAO)	
Président de la CAO : le Président d'ACCM ou son représentant	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°61 : Assemblées / Commission de délégation de service public (CDSP) désignation des membres

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.3

Il s'agit de procéder à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants appelés à siéger à la commission de délégation de service public, le Président de la communauté d'agglomération ACCM ou son représentant préside la commission de service public.

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article L1411-5 du CGCT qui précise que cette commission est composée lorsqu'il s'agit d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Vu l'article D1411-3 du CGCT qui précise que les membres titulaires et suppléants de la commission chargée d'ouvrir les plis, prévue à l'article L1411-5 du CGCT, contenant les offres des candidats susceptibles d'être retenus comme délégataires d'un service public local sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Vu l'article D1411-4 du CGCT qui précise que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus ;

Vu l'article D1411-5 du CGCT qui précise que l'assemblée délibérante fixe les conditions de dépôt des listes ;

Vu la délibération n°CC2026_028 du conseil communautaire d'ACCM du 14 avril 2026 « Commission de délégation de service public (CDSP) / Conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres » ;

Considérant les XX listes de titulaires et de suppléants remises au Président d'ACCM selon le délai indiqué dans la délibération susvisée ;

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT : Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président ;

S'il n'a pu être procédé de cette façon, le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin. Aucune disposition législative ou

réglementaire ne le prévoyant, il est proposé que le vote ait lieu au scrutin public ;

Si le scrutin public n'a pas été décidé, il est procédé au scrutin secret.

ARTICLE UNIQUE – PROCÉDER à l'élection des cinq membres titulaires et des cinq membres suppléants appelés à siéger à la commission de délégation de service public, le Président de la communauté d'agglomération ACCM ou son représentant préside la commission de service public ;

Les XX listes suivantes ont été présentées :

Liste A	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Liste B	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Liste C	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Liste D	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Je vous invite à bien vouloir procéder à votre choix en déposant votre bulletin dans l'urne.

Vu le procès-verbal de l'élection :

Ont obtenu :

Liste A : XX voix

Liste B : XX voix

Liste C : XX voix

Liste D : XX voix

Répartition des sièges à la proportionnelle au plus fort reste :

Ont obtenu :

Liste A : XX sièges : XX titulaires et XX suppléants

Liste B : XX sièges : XX titulaires et XX suppléants

Liste C : XX sièges : XX titulaires et XX suppléants

Liste D : XX sièges : XX titulaires et XX suppléants

La commission de délégation de service public est composée du Président, ou de son représentant, et des membres ci-dessous :

Commission de délégation de service public (CDSP)	
Président de la CDSP : le Président d'ACCM ou son représentant	
Titulaires	Suppléants
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX
Madame/Monsieur XX	Madame/Monsieur XX

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°62 : Assemblées / Élection d'un membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.1

Il s'agit de procéder à l'élection d'un membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM).

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2003 portant création de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) ;

Vu les opérations électorales auxquelles il a été procédé les 15 et 22 mars 2026 en application du décret n°2025-848 du 27 août 2025 fixant la date de renouvellement des conseillers municipaux et communautaires et portant convocation des électeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-25 du 11 septembre 2025 constatant le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire d'ACCM et la répartition du nombre de sièges entre les communes membres à compter du renouvellement général des conseils municipaux des 15 et 22 mars 2026 et fixant à 44 le nombre de conseillers communautaires ;

Vu la délibération n°CC2026_001 du 7 avril 2026 relative à l'installation du conseil communautaire de la communauté d'agglomération ACCM ;

Vu la délibération n°CC2026_004 du 7 avril 2026 relative à la composition du bureau communautaire de la communauté d'agglomération ACCM ;

Vu l'article L5211-10 du CGCT : Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres. Les membres du bureau sont élus selon les modalités prévues à l'article L2122-7 du CGCT ;

Les membres du bureau sont élus au scrutin secret à la majorité absolue. Si après deux tours du scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'élection d'un membre du bureau communautaire ;

ÉLECTION D'UN MEMBRE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE :

Sont enregistrées les candidatures de :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Je vous invite à bien vouloir procéder à votre choix en déposant votre bulletin

dans l’urne.

Vu le procès-verbal de l’élection d’un membre du bureau communautaire annexé à la présente délibération ;

Ont obtenu, au premier tour de scrutin :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Vu les résultats du scrutin,

Le candidat Madame/Monsieur XX, ayant obtenu la majorité absolue, est proclamé(e) membre du bureau communautaire.

ARTICLE UNIQUE - DÉCIDE de proclamer Madame/Monsieur XX élu(e) membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et le (la) déclare installé(e).

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°63 : Assemblées / Élection d'un membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.1

Il s'agit de procéder à l'élection d'un membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM).

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2003 portant création de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) ;

Vu les opérations électorales auxquelles il a été procédé les 15 et 22 mars 2026 en application du décret n°2025-848 du 27 août 2025 fixant la date de renouvellement des conseillers municipaux et communautaires et portant convocation des électeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-25 du 11 septembre 2025 constatant le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire d'ACCM et la répartition du nombre de sièges entre les communes membres à compter du renouvellement général des conseils municipaux des 15 et 22 mars 2026 et fixant à 44 le nombre de conseillers communautaires ;

Vu la délibération n°CC2026_001 du 7 avril 2026 relative à l'installation du conseil communautaire de la communauté d'agglomération ACCM ;

Vu la délibération n°CC2026_006 du 7 avril 2026 relative à la composition du bureau communautaire de la communauté d'agglomération ACCM ;

Vu l'article L5211-10 du CGCT : Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres. Les membres du bureau sont élus selon les modalités prévues à l'article L2122-7 du CGCT ;

Les membres du bureau sont élus au scrutin secret à la majorité absolue. Si après deux tours du scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'élection d'un membre du bureau communautaire ;

ÉLECTION D'UN MEMBRE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE :

Sont enregistrées les candidatures de :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Je vous invite à bien vouloir procéder à votre choix en déposant votre bulletin

dans l’urne.

Vu le procès-verbal de l’élection d’un membre du bureau communautaire annexé à la présente délibération ;

Ont obtenu, au premier tour de scrutin :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Vu les résultats du scrutin,

Le candidat Madame/Monsieur XX, ayant obtenu la majorité absolue, est proclamé(e) membre du bureau communautaire.

ARTICLE UNIQUE - DÉCIDE de proclamer Madame/Monsieur XX élu(e) membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et le (la) déclare installé(e).

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°64 : Assemblées / Élection d'un membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.1

Il s'agit de procéder à l'élection d'un membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM).

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2003 portant création de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) ;

Vu les opérations électorales auxquelles il a été procédé les 15 et 22 mars 2026 en application du décret n°2025-848 du 27 août 2025 fixant la date de renouvellement des conseillers municipaux et communautaires et portant convocation des électeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-25 du 11 septembre 2025 constatant le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire d'ACCM et la répartition du nombre de sièges entre les communes membres à compter du renouvellement général des conseils municipaux des 15 et 22 mars 2026 et fixant à 44 le nombre de conseillers communautaires ;

Vu la délibération n°CC2026_001 du 7 avril 2026 relative à l'installation du conseil communautaire de la communauté d'agglomération ACCM ;

Vu la délibération n°CC2026_004 du 7 avril 2026 relative à la composition du bureau communautaire de la communauté d'agglomération ACCM ;

Vu l'article L5211-10 du CGCT : Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres. Les membres du bureau sont élus selon les modalités prévues à l'article L2122-7 du CGCT ;

Les membres du bureau sont élus au scrutin secret à la majorité absolue. Si après deux tours du scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'élection d'un membre du bureau communautaire ;

ÉLECTION D'UN MEMBRE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE :

Sont enregistrées les candidatures de :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Je vous invite à bien vouloir procéder à votre choix en déposant votre bulletin

dans l’urne.

Vu le procès-verbal de l’élection d’un membre du bureau communautaire annexé à la présente délibération ;

Ont obtenu, au premier tour de scrutin :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Vu les résultats du scrutin,

Le candidat Madame/Monsieur XX, ayant obtenu la majorité absolue, est proclamé(e) membre du bureau communautaire.

ARTICLE UNIQUE - DÉCIDE de proclamer Madame/Monsieur XX élu(e) membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et le (la) déclare installé(e).

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°65 : Assemblées / Élection d'un membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.1

Il s'agit de procéder à l'élection d'un membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM).

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2003 portant création de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) ;

Vu les opérations électorales auxquelles il a été procédé les 15 et 22 mars 2026 en application du décret n°2025-848 du 27 août 2025 fixant la date de renouvellement des conseillers municipaux et communautaires et portant convocation des électeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-25 du 11 septembre 2025 constatant le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire d'ACCM et la répartition du nombre de sièges entre les communes membres à compter du renouvellement général des conseils municipaux des 15 et 22 mars 2026 et fixant à 44 le nombre de conseillers communautaires ;

Vu la délibération n°CC2026_001 du 7 avril 2026 relative à l'installation du conseil communautaire de la communauté d'agglomération ACCM ;

Vu la délibération n°CC2026_006 du 7 avril 2026 relative à la composition du bureau communautaire de la communauté d'agglomération ACCM ;

Vu l'article L5211-10 du CGCT : Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres. Les membres du bureau sont élus selon les modalités prévues à l'article L2122-7 du CGCT ;

Les membres du bureau sont élus au scrutin secret à la majorité absolue. Si après deux tours du scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'élection d'un membre du bureau communautaire ;

ÉLECTION D'UN MEMBRE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE :

Sont enregistrées les candidatures de :

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

- Madame/Monsieur XX

Je vous invite à bien vouloir procéder à votre choix en déposant votre bulletin

dans l’urne.

Vu le procès-verbal de l’élection d’un membre du bureau communautaire annexé à la présente délibération ;

Ont obtenu, au premier tour de scrutin :

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

- Madame/Monsieur XX : XX voix

Vu les résultats du scrutin,

Le candidat Madame/Monsieur XX, ayant obtenu la majorité absolue, est proclamé(e) membre du bureau communautaire.

ARTICLE UNIQUE - DÉCIDE de proclamer Madame/Monsieur XX élu(e) membre du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et le (la) déclare installé(e).

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°66 : Assemblées / Compte-rendu des décisions du Président prises par délégation du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette

Rapporteur : Patrick DE CAROLIS

Nomenclature ACTES : 5.2

Il s'agit de rendre compte des décisions du Président prises par délégation du conseil communautaire de la communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM).

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment l'article L5211-10 ;

Vu la délibération n° CC2023_109 du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM) du 21 septembre 2023, en vigueur jusqu'à la date d'installation du nouvel exécutif intervenue le 7 avril 2026, relative aux délégations attribuées au Président par le conseil communautaire ;

Considérant qu'il appartient au Président de rendre compte des décisions prises par délégation, en application de l'article L5211-10 du CGCT : «Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.»

Il est proposé aux membres du conseil communautaire de prendre acte du compte-rendu des décisions annexé à la présente délibération ;

Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

ARTICLE UNIQUE – PRENDRE ACTE du compte-rendu des décisions du Président d'ACCM prises par délégation, annexé à la présente délibération.

DECISIONS DU PRESIDENT

N° de la décision	Date de la décision	Libellé	Attributaire	Montant
2026_047	01/04/2026	Demande de subvention auprès de la Région Sud pour l'opération "Modernisation et mise en conformité du point de tri de Mas-Thibert"	ACCM	Coût global de l'opération 610 421 € Demande de subvention d'un montant de 300 000 € soit 49,15 %
2026_048	01/04/2026	Convention tripartite d'occupation précaire entre la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM), Madame Valérie TAMPIER DUTHEIL et Madame Daniela GALVEZ, pour son hébergement temporaire en raison d'un arrêté préfectoral n°2025-50 du 09 avril 2025 frappant les parties communes de l'immeuble qu'elle occupait, à compter du 26 mars 2026 et jusqu'au 31 août 2026	Madame Valérie TAMPIER DUTHEIL	Loyer mensuel : 430 € HT Charges locatives : 30 € par mois Avance sur consommation électricité : 40 € par mois
2026_049	01/04/2026	Convention tripartite d'occupation précaire entre la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette (ACCM), la SAS SNAPCAMP et Madame Daniela GALVEZ, pour son hébergement temporaire en raison d'un arrêté préfectoral n°2025-50 du 09 avril 2025 frappant les parties communes de l'immeuble qu'elle occupait, pour la période courant depuis le 13 décembre 2025 et jusqu'à la réouverture du camping ou la mise en place d'une solution d'hébergement alternative	SAS SNAPCAMP	22,58 € TTC par jour
2026_050	01/04/2026	Dommages matériels - responsabilité d'ACCM - indemnisation du préjudice du Syndicat des Copropriétaires de la résidence Les Hameaux de Camargue - Arles	Syndicat des Copropriétaires de la résidence Les Hameaux de Camargue	965,80 € TTC
2026_051	01/04/2026	Dommages matériels - responsabilité d'ACCM - indemnisation du préjudice d'un usager	Florian MATHIEU	235 € TTC

DECISIONS DU PRESIDENT

N° de la décision	Date de la décision	Libellé	Attributaire	Montant
2026_052	02/04/2026	Renouvellement de l'adhésion de la communauté d'agglomération ACCM à l'association ADN Tourisme (fédération nationale des organismes institutionnels de tourisme)	ADN (fédération nationale des organismes institutionnels de tourisme)	Montant annuel : 711 € TTC
2026_053	02/04/2026	Autorisation de mise à dispsition temporaire de locaux pour l'exposition de l'association "Couleurs Passions" du Bureau d'information Touristique de Saint-Martin-de-Crau à compter du 30 avril et pour une durée de 18 jours soit jusqu'au 18 mai 2026	Association "Couleurs Passions"	A titre gracieux
2026_054	02/04/2026	Renouvellement de l'adhésion d'ACCM à la Fédération Régionale des Offices du Tourisme (FROT) de la région Provence Alpes Côte-d'Azur pour l'année 2026 à compter du 1er janvier 2026	Fédération Régionale des Offices du Tourisme (FROT) de la région Provence Alpes Côte-d'Azur	Montant annuel : 550 € TTC
2026_055	07/04/2026	Contrat d'occupation du domaine public de la commune d'Arles pour l'installation d'une cabine de toilettes à Salin-de-Giraud destinée exclusivement au personnel de conduite de la société Transdev Arles	Commune d'Arles	Montant annuel : 170 € TTC

Arles Crau Camargue Montagnette

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AVRIL 2026

N°67 : Direction générale / Demande de protection fonctionnelle présentée par Monsieur Patrick de CAROLIS

Rapporteur : Jérémie BECCIU

Nomenclature ACTES : 5.6

La présente délibération est relative à la demande de protection fonctionnelle présentée par Monsieur Patrick de CAROLIS, président sortant de la communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette-ACCM, victime d'injures et de menaces à raison de ses fonctions.

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment :

- les articles L. 2123-34 et L. 2123-35 relatifs à la protection fonctionnelle des maires et élus municipaux ;
- l'article L. 5216-4 qui rend applicables aux présidents et vice-présidents des communautés d'agglomération les dispositions relatives à la protection des maires et des adjoints ;
- les articles L. 2321-2, L. 3321-1 et L. 4321-1 relatifs au caractère obligatoire des dépenses liées à la protection fonctionnelle ;
- l'article L. 2335-1 relatif à la compensation par l'État de certaines dépenses d'assurance de protection des élus, le cas échéant ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment ses dispositions imposant aux collectivités territoriales de souscrire un contrat d'assurance couvrant le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts résultant de l'obligation de protection à l'égard des élus ;

Vu la loi n° 2024-247 du 21 mars 2024 visant à renforcer la protection des élus locaux, et notamment ses dispositions renforçant la protection des élus victimes d'agressions, de menaces, d'injures, de diffamations ou d'outrages à raison de leurs fonctions ;

Vu le code pénal, et notamment l'article 432-12 relatif à la prise illégale d'intérêts ;

Vu l'article L. 1111-6 du code général des collectivités territoriales relatif à la prévention des conflits d'intérêts des élus locaux, tel qu'interprété par la doctrine administrative et la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ;

Vu la demande écrite de protection fonctionnelle en date du 20 mars 2026, présentée par Monsieur Patrick de CAROLIS, président de la Communauté d'agglomération ACCM, reçue par la collectivité le 20 mars 2026 ;

VU les circonstances de la demande exposées ci-après ;

Considérant que, lorsqu'un élu local est victime, à raison de ses fonctions, de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, il incombe à la collectivité dont il dépend de lui accorder sa protection et, le cas échéant, de réparer le préjudice qui en est résulté ;

Considérant que la protection fonctionnelle a, en pareil cas, pour objet de permettre la prise en charge, par la collectivité, des frais engagés par l'élu pour faire cesser les

atteintes dont il est victime et obtenir la condamnation de leurs auteurs, ainsi que la réparation intégrale des préjudices subis, y compris, le cas échéant, les frais médicaux et de soutien psychologique ;

Considérant que M. Patrick de CAROLIS expose être la cible de menaces, outrages, dénonciations calomnieuses proférées à raison de ses fonctions de président de la Communauté d'agglomération ACCM ;

Considérant que M. Patrick de CAROLIS expose avoir fait l'objet de menaces indirectes d'atteintes à son intégrité physique et à celle de ses proches, proférées par un membre de la famille d'un agent de la Communauté d'agglomération ACCM, lors d'une réunion en date du 9 janvier 2026 à Saint-Martin-de-Crau ;

Considérant que ces menaces sont liées à des poursuites disciplinaires engagées à l'encontre de cet agent ;

Considérant que M. Patrick de CAROLIS expose qu'il a, d'après les informations en sa possession, fait l'objet de plaintes pénales pour de prétendues menaces et une tentative d'intimidation, déposées par deux agents de la Communauté d'agglomération ACCM ;

Considérant que ces plaintes sont, là encore, liées à des poursuites disciplinaires engagées à l'encontre de ces agents ;

Considérant que M. Patrick de CAROLIS expose qu'il a fait l'objet d'une plainte pénale, en date du 11 mars 2026, pour de prétendus faits de corruption par un commerçant bien connu de la ville ;

Considérant que cette plainte a été rapportée par un article du journal « L'Arlesienne » publié le vendredi 13 mars 2026, et qu'elle serait liée à l'exercice d'un droit de préemption urbain par M. Patrick de CAROLIS ;

Considérant que les faits précités sont directement liés à l'exercice par M. Patrick de CAROLIS des fonctions de président de la Communauté d'agglomération ACCM ;

Considérant que les faits décrits sont, par leur nature et leurs circonstances, de nature à porter atteinte à la dignité de la fonction de président de la Communauté d'agglomération ACCM, à la considération due à la collectivité et, le cas échéant, à l'intégrité morale et psychologique de l'intéressé ;

Considérant que ces faits sont également susceptibles de constituer des infractions pénales ;

Considérant qu'aucun élément caractérisant une faute personnelle détachable du service n'apparaît à ce stade ;

Considérant qu'il y a lieu, dans ces conditions, d'accorder à M. Patrick de CAROLIS le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue à l'article L.2123-34 du CGCT ;

Considérant que la décision d'accorder ou de refuser la protection fonctionnelle à M. Patrick de CAROLIS constitue une décision individuelle affectant directement sa situation personnelle, de sorte qu'il y a lieu, afin de prévenir tout conflit d'intérêts et tout risque de prise illégale d'intérêts au sens de l'article 432-12 du code pénal, de le tenir à l'écart de la préparation, des débats, de la présidence de séance et du vote relatif à la présente délibération

Considérant que M. Patrick de CAROLIS n'a pas participé aux débats ni au vote et s'est retiré de la salle lors de l'examen de ce point.

Etant préciser que la séance est présidée par M. Jérémie BECCIU, 1er vice-président en remplacement de M. Patrick de CAROLIS président, déporté pour ce seul point de l'ordre du jour.

Le conseil communautaire d'ACCM réuni sous la présidence de M. Jérémie BECCIU, vice-président, DECIDE

1.Octroi de la protection fonctionnelle

Il est accordé à M. Patrick de CAROLIS, président de la Communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette, le bénéfice de la protection fonctionnelle en application des articles L.2123-34 et L.5211-7 du CGCT, au titre des menaces et dénonciations calomnieuses dont il est victime à raison de ses fonctions.

2.Étendue de la protection

La protection couvre les frais engagés par M. Patrick de CAROLIS pour

- Déposer plainte et se constituer partie civile, le cas échéant, contre les auteurs des menaces / injures et contre toutes personnes que l'enquête permettrait d'identifier,
- La prise en charge des honoraires d'avocat et frais de procédure dans la limite de dépenses nécessaires et raisonnables, sur présentation de justificatifs,
- L'assistance et la défense de l'intéressé devant toute juridiction ou autorité compétente, en lien direct avec les faits objets de la présente décision ;

La prise en charge interviendra dans la limite des crédits inscrits au budget de la Communauté d'agglomération ACCM et des garanties offertes par le contrat d'assurance souscrit par la collectivité en application de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019.

3.Modalités de mise en œuvre

M. Patrick de CAROLIS pourra choisir librement son avocat, sous réserve de l'accord préalable du président de la Communauté d'agglomération ACCM sur le principe de ce choix et la conclusion d'une convention d'honoraires fixant un barème raisonnable et compatible avec l'intérêt financier de la collectivité, après, le cas échéant, avis de la compagnie d'assurance de la collectivité.

À défaut, la collectivité peut proposer un conseil.

4.Habilitations

Le Président ou, en cas ou de conflit d'intérêts ponctuel M. Jérémie BECCIU, 1er vice-président dûment délégué est autorisé à signer la ou les conventions d'honoraires et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération,

5.Rétroactivité et modalités de remboursement

Les frais engagés avant la présente délibération, nécessaires à la sauvegarde des intérêts de l'élu et en lien direct avec les faits visés, pourront être remboursés sur présentation de pièces justificatives détaillées, sous réserve de la conformité de ces frais aux principes rappelés à l'article 2.

6.Clause de retrait et de récupération

Si, au vu d'éléments ultérieurs, il est établi que les faits étaient étrangers au service ou relèvent d'une faute personnelle détachable, la collectivité pourra retirer la présente décision pour l'avenir et procéder à la récupération des sommes indûment exposées.

7.Durée

La présente protection est accordée pour la durée de la/les procédure(s) liée(s) aux faits visés à l'article 1 et jusqu'à leur issue définitive.

8.Il est PRÉCISÉ que la (les) dépense(s) correspondante(s) est(sont) inscrites au budget principal de l'exercice.

NOTE délibération n° CC_ du 28 avril 2026

Demande de protection fonctionnelle présentée par M. Patrick de CAROLIS

1. Objet de la note

La présente note a pour objet de présenter au conseil communautaire le cadre juridique applicable à la demande de protection fonctionnelle formulée par M. Patrick de CAROLIS, ancien Président d'ACCM, réélu au sein du nouvel exécutif communautaire, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cette note ne préjuge pas de l'issue des procédures en cause et s'attache exclusivement à rappeler les règles applicables et les éléments d'appréciation relevant de la compétence du conseil communautaire.

2. Contexte institutionnel

La demande de protection fonctionnelle a été formulée au titre de faits survenus lors de la précédente mandature.

Le nouvel exécutif communautaire et le Président d'ACCM appelé à exercer les fonctions exécutives ont été désignés au conseil communautaire du 7 avril 2026.

3. Fondement juridique

La protection fonctionnelle des élus locaux est prévue par l'article L.2123-34 du CGCT, rendu applicable aux présidents d'EPCI par l'article 5216-4 du même code. Ces dispositions prévoient que la collectivité est tenue d'accorder sa protection aux élus victimes, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, de menaces, violences, injures, diffamations, outrages, ou faisant l'objet de poursuites mettant en cause des faits non détachables de l'exercice des fonctions.

La protection fonctionnelle constitue une garantie légale, accordée sur demande expresse de l'élu. Elle peut couvrir notamment la prise en charge des honoraires d'avocat et frais de justice, l'assistance juridique dans les procédures, le cas échéant, la prise en charge de condamnations civiles prononcées pour des faits non détachables du service.

4. Compétence du conseil communautaire

L'octroi de la protection fonctionnelle relève de la compétence exclusive et indélégable du conseil communautaire. Cette décision doit faire l'objet d'une délibération expresse de l'assemblée délibérante et ne peut être accordée ni par arrêté, ni par délégation du président.

5. Appréciation des conditions d’octroi

Le conseil communautaire est invité à apprécier, au vu des éléments communiqués dans le dossier, l’existence d’un lien direct entre les faits invoqués et l’exercice des fonctions, ainsi que l’absence de faute personnelle détachable du service. À ce stade, l’octroi de la protection ne préjuge pas de l’issue des procédures en cause.

6. Étendue et modalités de la protection

La protection fonctionnelle peut couvrir la prise en charge des frais de justice et honoraires d’avocat, sous réserve qu’ils soient nécessaires, justifiés et proportionnés, ainsi que, le cas échéant, la prise en charge des condamnations civiles prononcées pour des faits non détachables du service. La protection est accordée pour la durée des procédures liées aux faits en cause.

7. Conclusion

Il appartient au conseil communautaire de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle au regard des dispositions légales applicables et des éléments portés à sa connaissance, et, le cas échéant, d’en fixer les modalités par délibération.